” Un sac de riz vide ne tient pas debout ”. Dynamiques agraires régionales et marginalisation de la paysannerie sierra-léonaise.

Augustin Pallière

▶ **To cite this version:**

Augustin Pallière. ” Un sac de riz vide ne tient pas debout ”. Dynamiques agraires régionales et marginalisation de la paysannerie sierra-léonaise.. Géographie. Université de Nanterre - Paris X, 2014. Français. NNT : . tel-01055562

HAL Id: tel-01055562
https://theses.hal.science/tel-01055562

Submitted on 13 Aug 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Département de Géographie et d'aménagement

UFR d'Agriculture comparée et développement agricole

THESE

Présentée et soutenue publiquement à Nanterre le 2 juillet 2014 par :

Augustin Palliere

Discipline :

Géographie humaine, économique et régionale (Agriculture Comparée)

« Un sac de riz vide ne tient pas debout ».

Dynamiques agraires régionales et marginalisation de la paysannerie sierra-léonaise.

Commission d'examen :

Jean-Louis Chaléard. Professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (rapporteur).

James Fairhead. Professeur, University of Sussex (rapporteur).

Jean-Luc Paul. Maître de conférences, Université des Antilles et de la Guyane, Imaf (examinateur).

Hubert Cochet,. Professeur, AgroParisTech (co-directeur).

Frédéric Landy. Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (co-directeur).

Remerciements

Ma reconnaissance la plus sincère va à tous les paysans sierra léonais qui, en m'ouvrant leurs maisons et me donnant accès à leurs champs, en partageant un morceau de leur quotidien et leur histoire, ont permis ce travail. Partout j'ai trouvé des hommes et des femmes, de tous âges et de toutes conditions, prêts à donner de leur temps pour répondre à des questions, pas toujours pertinentes. J'espère que mon travail est digne de la confiance et de la patience qu'ils m'ont accordé.

Nos échanges n'auraient jamais été possibles sans le travail consciencieux de mes interprètes, Siney, Augustin, Joseph et surtout Alusene qui fut pour moi un véritable guide dans les campagnes sierra-léonaises. Qu'ils trouvent ici toute ma gratitude.

Je remercie le Professeur Hubert Cochet, (Agroparistech) pour avoir encadré depuis le début mes recherches, pour sa disponibilité, la pertinence de ses conseils et la liberté qu'il m'a laissée. Avec toute l'équipe enseignante de la chaire d'Agriculture Comparée et de Développement Agricole, il m'a offert un cadre théorique de grande rigueur pour appréhender la diversité des agricultures du monde, tout en me transmettant sa passion pour les pratiques paysannes d'ici et d'ailleurs. Le Professeur Frédéric Landy (Université Paris Ouest Nanterre La Défense) a su partager avec moi ses hypothèses et intuitions avec la rigueur du chercheur et la sympathie de l'encadrant. Qu'il soit ici vivement remercié pour sa disponibilité et son ouverture.

Leur séjour conjoint sur le terrain de mes enquêtes a été un moment de ma thèse, scientifiquement et humainement, très riche.

Je remercie très sincèrement Jean-Luc Paul (Université des Antilles et de la Guyane) pour sa rigueur, ses conseils bibliographiques et son recul. J'ai trouvé avec lui l'orientation théorique et conceptuelle que je cherchais pour donner corps à mes intuitions. Ce travail lui doit beaucoup.

J'exprime toute ma reconnaissance aux membres du jury pour avoir accepté d'évaluer cette

recherche, aux Professeurs Jean-Louis Chaléard (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Fairhead (University of Sussex) pour avoir accepté la responsabilité de rapporteur.

Je remercie Chantal Blanc-Pamard, Melissa Leach et Marc Oswald, notamment, pour avoir accepté de lire des synthèses intermédiaires, pour les critiques, réponses et conseils qu'ils m'ont apportés et qui ont largement contribué à améliorer ce travail.

Cette recherche a bénéficié d'un contrat doctoral accordé en 2009 par l'Ecole Doctorale « Milieux, Cultures et Sociétés du Passé et du Présent » de l'Université de Paris Ouest Nanterre-La Défense. Je tiens à remercier particulièrement, comme sûrement de nombreux doctorants avant moi, Sophie Bugnon pour son soutien et sa sympathie. Je remercie également les équipes du laboratoire de géographies comparées des Suds et des Nords GECKO (Université Paris Ouest Nanterre La Défense) et de l'UP Systèmes Agraires et Développement Rural (AgroParisTech) pour avoir financé les séjours d'enquête sur le terrain.

Sur le terrain des enquêtes, l'indéfectible soutien de l'ONG Interaide, a été précieuse, non seulement sur plan logistique et financier mais également du point de vue scientifique et humain. Tous les membres, européens ou sierra-léonais, des équipes successives d'InterAide à Kamakwie doivent être ici remerciés pour leur soutien à un moment ou un autre de la recherche. Je tiens à saluer particulièrement l'énergie communicative de Damien Du Portal ainsi que la passion, l'intelligence et le courage avec lesquels Juliette Blanchot et Alexis Meyer ont dirigé le projet entre 2008-2010. Mon travail s'est enrichi de nos discussions passionnées, bien que pas toujours apaisées, au sujet du développement agricole local.

C'est à Marie Jolivel, avec laquelle j'ai réalisé mon premier diagnostic agraire, que je dois ma rencontre avec la Sella Limba. C'est ensemble que nous avons formulé les toutes premières hypothèses qui ont par la suite guidé mon travail de thèse. J'espère qu'elle reconnaîtra dans ces lignes les hommes et les paysages que nous avons rencontrés ensemble.

A Fourah Bay College (Freetown), je tiens à remercier le Professeur Joe A. D. Alie d'avoir accepté mon inscription comme étudiant de l'université. Merci également au personnel du service des archives nationales et de la bibliothèque du Minister of Land and Mine (New England, Freetown) qui, dans des conditions difficiles, font tout leur possible pour accueillir au mieux les chercheurs de toutes nationalités. La richesse des collections dont ils ont la charge mériterait une bien plus grande attention, car « *nul n'a le droit d'effacer une page de l'histoire d'un peuple, car un peuple sans histoire est un monde sans âme* ».

Mes hôtes sierra-léonais m'ont offert, bien plus qu'un toit, un réconfort humain inestimable. J'ai pu partout vérifier que la réputation d'ouverture et d'accueil des sierra léonais n'était pas usurpée. Je pense tout particulièrement à Fatu, Djalo et Mohamed Kuyate à Kamakwie ; à

Prince à Freetown et bien sûr à mes hôtes dans les villages de Sella Limba : Momodu Kargbu à Kamawoni, Fodey Bangura à Kamaporoto, Momodu Tureh à Kamapolon et, évidemment, Suri Kargbu à Kamawanka.

De retour sur Paris, Samir m'a chaleureusement ouvert la porte du « bureau des doctorants de l'Agro » où j'ai bénéficié d'un environnement de travail idéal. Merci aussi à mes hôtes en France (Marie et Tim, Simon et Lisa, Pierre, Eric et Jacqueline).

Agathe Pinon-Pallière a consacré une part énorme de son temps à relire et corriger consciencieusement le manuscrit. Son apport a donc été inestimable pour finaliser ce travail. Merci aussi à Claire et Francis pour leur soutien toujours renouvelé durant ces 5 années.

Ce travail s'est nourri des séjours de recherche partagés avec Charline au Libéria et au Lac Tchad. Elle sait que ce travail n'aurait pas abouti sans son aide, notamment dans des moments décisifs et parfois délicats. Bon courage maintenant à elle. « *On est ensemble* ».

« Un sac de riz vide ne tient pas debout »

Dynamiques agraires régionales et marginalisation de la paysannerie sierra-léonaise.

Résumé français :

En Sierra Leone, la marginalisation de l'agriculture est une composante essentielle de la crise économique, sociale et politique dont la manifestation la plus tragique a été la guerre civile entre 1991 et 2001. À l'échelle nationale, le secteur agricole représente toujours la majorité des actifs, mais la production alimentaire a chuté depuis les années 1970. Parallèlement au développement du secteur diamantifère, les importations massives de riz à bas coût ont dévalorisé le travail des producteurs nationaux. Cette marginalisation se poursuit avec l'émergence, récente, d'un secteur agro-industriel financé par des capitaux internationaux.

A l'échelle d'une petite région, cette crise des agricultures paysannes se décline selon une trajectoire spécifique. La diversité de la mosaïque paysagère témoigne de la transformation profonde des modes d'exploitation du milieu. Les paysans combinent la culture sur brûlis historique avec la riziculture inondée, le billonnage des savanes, les plantations pérennes, … La pression démographique a pesé sur ces dynamiques mais c'est la marchandisation des rapports sociaux qui a constitué la tendance déterminante. Les grands groupes domestiques, structurés par les rapports lignagers, ont éclaté. Aujourd'hui, les échanges de force de travail entre producteurs sont à l'origine de disparités économiques non négligeables. Cependant, dans des conditions d'intégration économique défavorables, la productivité du travail a stagné voire à reculé. De ce fait, la persistance de rapports sociaux d'antériorité, notamment l'adoption enfantine comme modalité d'accumulation, limite les processus de différenciation au sein de la paysannerie.

Mots clés : Sierra Leone, Limba, paysages, pratiques agricoles, rapports sociaux de production, système agraire

« An empty bag cannot stand upright »

Local agrarian dynamics and marginalisation of the peasantry in Sierra Leone

Abstract:

In Sierra Leone, the marginalization of the agriculture is inherent to the economic, social and political crisis that embroiled the country into a tragic civil war between 1991 and 2001. While, at the national scale, the agricultural sector still represents the larger part of the workforce, the food production has declined since the 1970s. Massive low cost rice imports, fuelled by the development of the diamond industry, have devalued the work of the national producers. Such marginalization continues with the recent emergence of agro-industrial units financed by international capitals.

At the regional scale, the crisis of the peasant agriculture has followed a specific trajectory. The diversity of the landscape mosaic reflects the profound changes that affected the farming systems. Local farmers combine the historical slash and burn farming with swamp rice cropping, mounds cropping in savannah and tree plantations. Even if population pressure has impacted these dynamics, it is the commodification of social relations that was the decisive trend. The large domestic groups, structured by lineages, have broken up. Nowadays the labor exchanges between producers explain significant economic disparities. However, under unfavorable economic integration conditions, labor productivity has stagnated or even declined. Then, the persistence of social relations of precedence, including child fosterage as a form of accumulation, restricts the scope of the differentiation processes within the peasantry.

Key words: Sierra Leone, Limba, landscapes, farming practices, social relations of production, agrarian system.

« *An empty rice bag cannot not stand upright* ». Ce dicton nous fut maintes fois répétés par nos interlocuteurs, façon peut être de nous ramener les pieds sur terre. Marx, dans « Le Capital » ne dit pas autre chose : « *La production des moyens de subsistances [est la] condition de toutes productions en général* » (livre III, section 3). Privé de nourriture, en effet, aucun homme et aucune femme n'est capable de travailler. Les sella limba, nous le verrons, évoquent ainsi également la situation des hommes ou des femmes qui, incapables de subvenir aux besoins quotidiens de ceux qui dépendent d'eux, voient leur cellule domestique éclater. Enfin, on pourrait appliquer la sentence à la Sierra Leone toute entière, le déficit alimentaire étant à l'origine de nombres des difficultés économiques, sociales et politiques du pays.

Sommaire

INTRODUCTION.....1

CHAPITRE 1 : LA MOSAÏQUE PAYSAGÈRE SELLA LIMBA.....13

1 Le milieu exploité : climat, sol et végétation spontanée.....15

2 Reconstitution de la mosaïque paysagère de la Sella Limba : des facettes aux zones agro-écologiques.....37

CHAPITRE 2 : LA PAYSANNERIE SELLA DURANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XXE SIÈCLE.....83

1 Introduction à l'histoire de la paysannerie sella limba.....85

2 Production vivrière et reproduction de la société paysanne sella limba.....99

3 Le peuplement des marges de la Sella Limba.....139

CHAPITRE 3 : LA TRAJECTOIRE HISTORIQUE DE LA PAYSANNERIE SELLA LIMBA. ÉMERGENCE ET APPROFONDISSEMENT D'UNE CRISE MULTIFORME.....155

1 Le développement de la riziculture inondée : intensification des modes d'exploitation du milieu et intégration aux échanges marchands (~1950-1973).....159

2 La culture intégrée du tabac : contractualisation, exploitation et dé-capitalisation de la paysannerie sella (1973-1996).....214

3 Une crise agraire multiforme : appauvrissement et marginalisation de la paysannerie sella (1996-2012).....250

CHAPITRE 4 : DIVERSITÉ ET PERFORMANCES DES PROCESSUS PRODUCTIFS EN SELLA LIMBA AUJOURD'HUI.....282

1 Caractérisation des processus productifs actuels en Sella Limba : objectifs et méthode.....284

2 Les pratiques paysannes à l'échelle de la parcelle : caractérisation technique et comparaison des performances économiques des systèmes de culture.....294

3 Les Modes d'exploitation du milieu : caractérisation technique et comparaison des performances économiques des systèmes de production.....379

4 Pistes pour infléchir le développement agricole à l'échelle locale.....434

CHAPITRE 5 : DIFFÉRENCIATION ET MARGINALISATION DE LA PAYSANNERIE SELLA LIMBA.....452

1 Modalités actuelles d'accès aux ressources productives en Sella Limba.....454

2 Disparité et différenciation au sein de la paysannerie sella limba.....486

3 De la marginalisation à l'exclusion de la paysannerie en Sierra Leone.....534

CONCLUSION GÉNÉRALE.....558

TABLE DES MATIÈRES.....574

BIBLIOGRAPHIE.....586

LISTE DES ACRONYMES.....602

GLOSSAIRE DES TERMES LIMBA SELLA UTILISÉS DANS LE TEXTE.....604

LISTE DES CARTES.....606

LISTE DES FIGURES.....608

LISTE DES TABLEAUX.....612

LISTES DES GRAPHIQUES.....614

ANNEXES.....616

1 Entretiens études de cas des groupes domestiques.....618

2 Calculs des performances économiques à l'échelle des systèmes de culture et des systèmes de production.....626

Introduction

Les caractères et la gravité de la crise des paysanneries africaines sont connus (Mazoyer et Roudart, 1997a ; Dufumier, 2004). En concurrence sur le marché mondial avec des agricultures beaucoup plus productives et fortement soutenues, la rémunération du travail des producteurs les moins biens équipés a stagné, voire baissé, entraînant leur incapacité à investir dans des moyens de production plus performants. Cette tendance à la marginalisation des paysanneries africaines a aboutit à une situation terriblement paradoxale : alors que les agriculteurs représentent plus de la moitié de la population active d'Afrique sub-saharienne, 20 % de la population souffre de sous-nutrition (FAOStat).

Les héritages historiques pèsent lourd dans cette situation. Les traites négrières ont vidé des régions entières de leurs forces vives (Thornton, 1981 ; Manning, 1981). Pendant la période coloniale, les producteurs africains ont été exploités, parfois très lourdement, via le travail contraint, les impôts et les livraisons obligatoires de produits destinés aux métropoles (Suret-Canale, 1964). Mais, mis à part dans les infrastructures nécessaires à cette spoliation, les investissements sont restés faibles : dès cette époque, c'est un capitalisme marchand plutôt que productif qui se met en place (Hugon, 2010). Des indépendances aux années 1980, les agricul-

tures africaines ont continué à être « pillées » (Krueger et al, 1991), notamment par la taxation des exportations agricoles. C'est « l'époque des planificateurs » (Hopkins, 1973), mais la plupart des grands projets impulsés par ces politiques volontaristes se sont révélés être, sur le long terme, des gouffres pour les états africains (Dumont, 1961). Le surendettement qui a résulté de l'échec de ces politiques a justifié, dans les années 80, le recours systématique en Afrique sub-saharienne aux programmes d'ajustement structurel. En mettant fin aux interventions étatiques dans le domaine économique, ces programmes ont frappé durement les populations les plus vulnérables et ont empêché toute politique de soutien à l'agriculture, faisant des années 1980 « une décennie perdue pour le développement » (Mazoyer et Roudart 1997, 624-6).

Aujourd'hui, le rôle que peut jouer l'agriculture dans le développement économique et l'importance de la sécurité, voire de la souveraineté, alimentaire est mieux reconnu par les instances internationales. Le rapport 2008 de la Banque Mondiale sur le développement intitulé « L'Agriculture au service du développement » (Banque Mondiale, 2007) a remis ce secteur au cœur de son analyse. Mais le schéma évolutionniste de la réplication de la transition économique historique qu'ont connu les pays occidentaux et certains pays asiatiques reste le paradigme dominant (Losch et Fréguin-Gresh, 2013). Dans ce schéma, le transfert des hommes et des capitaux de l'agriculture vers les autres secteurs de l'économie doit porter le développement économique. Mais comment la « sortie de l'agriculture », préconisée par la Banque Mondiale pour la majorité des producteurs, pourrait-elle être synonyme de « sortie de la pauvreté » alors que les économies d'Afrique sub-saharienne restent le plus souvent incapables de fournir des emplois dans les secteurs industriels ou des services ?

L'augmentation rapide des cours mondiaux des matières premières d'origine agricole, dans un contexte de libéralisation du marché des capitaux à l'échelle mondiale, a entraîné la multiplication des investissements agricoles dans les pays du sud. Plutôt que l'émergence d'une agriculture familiale prospère, c'est le modèle d'une agriculture duale qui progresse dans de nombreuses régions du monde. D'un côté, des exploitations agro-industrielles à très fort niveau de capital qui cherchent à répondre à une demande sur le marché mondial et dont l'efficacité économique se juge à l'aune de leur rentabilité financière. De l'autre, une myriade de petits producteurs à faible, voire très faible, niveau de capital, mobilisant une part importante de la population active et dont l'objectif est souvent la maximisation de la rémunération du travail (Cochet et Merlet, 2011).

A maints égards, et compte tenu des spécificités de la situation nationale, la situation de la Sierra Leone, un petit pays (5,5 millions d'habitants) d'Afrique de l'Ouest, ne fait pas figure d'exception dans ce tableau général. Cette très ancienne zone rizicole (Portères, 1962) se situe à la jonction des routes commerciales transsahariennes et atlantiques précoloniales (Richards, 1996). Les marchands de ces deux mondes, en se disputant les ressources des marges du massif forestier guinéen (esclaves, or, ivoire, etc.), ont très tôt contribué à intégrer économiquement cette région à l'économie mondiale (Rodney, 1970). La colonisation britannique, la mise en place d'une administration dite « coutumière » selon les principes de l'« *indirect rule* », et le développement des infrastructures ont définitivement réorienté les surplus agricoles (noix de palmistes et cacao notamment) vers la métropole (Levi, 1975). À la différence de nombreux pays ouest-africains, cependant, l'économie sierra-léonaise de la seconde moitié du XXè siècle n'a pas été portée par une production agricole destinée à l'exportation, comme le cacao en Côte d'Ivoire, le coton dans les pays du Sahel ou l'arachide au Sénégal, et l'agriculture n'a pas bénéficié d'une politique volontariste. Dès avant l'indépendance en 1961, en effet, c'est l'exploitation des ressources minérales, et singulièrement des diamants alluvionnaires, qui devient le moteur de l'économie nationale. L'exploitation et la commercialisation des gemmes sont devenues une source de revenu facile pour l'élite politique et commerçante à la tête de l'état sierra-léonais. De tout le pays, les travailleurs migrants ont afflué dans les zones diamantifères de l'est du pays (carte 1). Mais dès le milieu des années 70, la crise économique frappe durement cette économie fragile (Zack-Williams, 1982), les ajustements structurels vont affecter les groupes les plus vulnérables (Longhurst et al, 1988) et le délitement du système politique clientéliste va entraîner dans sa chute toute la société (Richards 1996). La guerre civile qui éclate en 1991 et qui va durer dix années a donc des racines profondes.

La situation de l'agriculture reflète cette trajectoire dramatique. La production rizicole par tête a d'abord stagné (autour de 200 kg/habitant) dans les années 70, avant de nettement décliner dans les années 80 (jusqu'à moins de 150 kg/hab). La production par actif agricole a suivi la même tendance (FAOStat). Aujourd'hui les sierra- léonais font toujours partie des plus gros mangeurs de riz d'Afrique (plus de 90 kg /hab en moyenne), mais un tiers du riz consommé est importé (MAFFS 2009), notamment d'Asie du sud et du sud-est. Alors que 60 % des actifs sierra-léonais sont agriculteurs, 30 % de la population souffre de sous-nutrition (FAOStat).

Depuis le milieu des années 2000 la Sierra Leone connaît une croissance économique digne de « lions africains » et le pays attire de nombreux investissements dans le domaine minier et agricole notamment. Depuis 2007 en effet, le gouvernement cherche à attirer les capitaux in-

ternationaux pour favoriser les investissements dans des exploitations agro-industrielles de grandes dimensions. Les premières unités de production de canne à sucre et de palmier à huile sont en cours d'implantation dans tout le pays (Baxter, 2013). Ces « investissements », du point de vue du gouvernement, sont censés permettre d'augmenter la production agricole nationale, d'améliorer les infrastructures, de créer des débouchés et des emplois. Ces « accaparements de terres », pour ceux qui les combattent, spolient les paysans et menacent la sécurité alimentaire nationale. Le débat n'est pas nouveau (Cochet, 2014 à paraître ; Losch et Fréguin-Gresh, 2013) ni propre à la Sierra Leone, mais il se pose avec acuité dans un contexte où la majorité des sierra léonais appartient à la paysannerie pauvre et sous-équipée et où la majorité des urbains et des travailleurs des mines est issue de cette paysannerie. En laissant trop de monde au bord de la route, ce modèle de développement ne risque-t-il pas de reproduire les conditions qui ont plongé le pays dans une crise économique et sociale profonde ?

Cette dernière a souvent été analysée comme à la fois le produit et la cause d'une crise environnementale, en Sierra Leone ou dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne (pour une synthèse : Gautier, 2011 : III, 83). Certains auteurs ont même vu dans la guerre des années 90 des crises malthusiennes : la raréfaction des ressources naturelles aurait entraîné les populations dans une violence barbare irrationnelle (Kaplan, 1994). La « déforestation », dans un contexte de croissance démographique rapide, a été considérée comme un fléau pour cette région du monde[1]. Comme ailleurs (Ducourtieux, 2006), pour juguler cette crise écologique et dissuader les paysans de pratiquer la culture sur brûlis, les agences gouvernementales et non-gouvernementales n'ont eu de cesse, depuis l'époque coloniale, de condamner la riziculture pluviale sur brûlis et de promouvoir des techniques plus « modernes », au premier rang desquelles la riziculture inondée ou irriguée dans les zones basses, les bas-fonds (MAFFS, 2009 ; Johnny et al, 1981). La Révolution Verte n'a pas eu lieu en Sierra Leone (Richards, 1997 ; Jusu, 1999). Les mêmes auteurs soulignent le manque d'intérêt des producteurs locaux pour les techniques dites « modernes ». L'agriculture est restée strictement manuelle et l'emploi d'intrants issus de l'industrie est très limité. Les capacités d'innovation des paysanneries locales ne sont pourtant pas en cause (Richards, 1985). Dès lors, pourquoi les techniques promues par les programmes de développement sont-elles incompatibles avec les conditions techniques, sociales ou économiques des producteurs sierra léonais ? Comment expliquer l'échec de la Révolution Verte en Sierra Leone, et l'incapacité apparente de l'agriculture nationale à subvenir aux besoins céréaliers de la population des villes et des mines ?

[1] Un constat critiqué par Fairhead et Leach (1998a) et Rossi (2000), voir infra chapitre 1.

Souvent présentée comme opposée à la vision malthusienne, la théorie de Boserup (1965) présente la croissance démographique comme le moteur du changement agraire. La « pression de population » inciterait les producteurs à adopter de nouvelles pratiques plus « intensives », souvent au prix d'un travail plus important. Recyclée par la doxa néolibérale, cette théorie justifierait le désengagement de l'État : puisque les paysans sont en mesure d'innover pour s'adapter à de nouvelles contraintes qui émergent avec la croissance de la population, il suffirait alors de s'assurer que ces derniers aient « accès au marché » (Cochet, 2004a). Ainsi en Sierra Leone, le discours officiel désigne comme une contrainte majeure « l'adhésion des producteurs à la logique d'auto-subsistance » (Republic of Sierra Leone, 2008). « *Farming as a business* » est même devenu un des slogans phares de la politique agricole nationale. Mais les paysanneries sierra-léonaises sont-elles réellement restées à l'écart du « marché » ? Désigner un soi-disant problème de « mentalité » n'est-il pas une façon d'éluder la question de la place qui est réservée aux paysanneries dans les modèles de développement d'hier et d'aujourd'hui ? La mondialisation des échanges marchands est une tendance ancienne qui s'est amplifiée au cours des dernières décennies. Ne faut-il pas, dès lors, prendre en compte les conditions d'intégration des agricultures locales aux marchés, nationaux et mondiaux, comme un élément décisif de leurs transformations ?

La croissance démographique est-elle finalement une bombe à retardement ou une opportunité fantastique pour les agricultures sub-sahariennes ? Les approches d'inspiration malthusienne comme boserupienne font du rapport population / ressources le moteur des dynamiques agraires (Cochet, 2004a). Pour les premières, les ressources disponibles sont données une fois pour toutes et l'augmentation de la population ne peut conduire qu'à une régulation plus ou moins brutale de sa « charge ». Pour les secondes, la pression démographique constitue le facteur indépendant, capable d'inciter les paysans à adopter des pratiques plus intensives. Mais la question de la pression démographique sur les ressources peut-elle se poser en dehors des spécificités sociales, écologiques et économiques propres à chaque région et à chaque période historique (Fairhead et Leach, 2000) ? Est-il possible de déterminer de manière générale le poids de cette pression démographique sur les ressources à l'échelle nationale, sans caractériser la nature de la « pression » et la qualité des « ressources » en question dans chaque agro-écosystème ? En quoi les investissements dans des exploitations agro-industrielles pourraient changer la donne dans un futur proche ?

En déplaçant le focus de la pression démographique sur les ressources vers les droits des individus sur ces ressources, (Richards et Chauveau, 2007) montrent comment la crise économique et sociale a accentué l'exclusion d'une partie des jeunes dans les campagnes sierra-léonaises. Ni les communautés rurales, où ils sont exploités par les aînés des lignages dominants, ni les zones diamantifères, où ils sont peu nombreux à faire mieux que survivre au jour le jour, ne constituent un port d'attache stable pour ces jeunes ruraux « hyper-mobiles et précarisés » (p.7). Pour ces auteurs, l'engagement de nombre d'entre eux dans le projet égalitaire des groupes armés rebelles (Chauveau et Richards, 2008a) témoigne du poids d'une société lignagère stratifiée historiquement, renforcée en Sierra Leone par le régime colonial de l'*indirect rule*, dans ces dynamiques d'exclusion. « […] *Autant que l'échec de l'État, c'est l'échec de l'organisation domestique communautaire qui pourrait être une cause plausible des conflits africains* » (Chauveau et Richards, 2008b : 79). Mais alors comment expliquer la prégnance du lignage dans les sociétés paysannes sierra-léonaises ? Comment ces rapports peuvent-ils cohabiter avec la « mobilité » des jeunes générations dans les villes et dans les mines, la monétarisation de l'économie et la marchandisation des rapports sociaux, en premier lieu de la force de travail ?

La question agraire en Sierra Leone soulève donc à la fois les problèmes de l'équilibre des agro-écosystèmes avec la démographie, des conditions d'intégration économique d'une agriculture à faible niveau de capital dans le marché mondial et national et de l'évolution des rapports aîné(e)s / cadet(te)s avec la marchandisation des échanges de force de travail. À l'échelle locale, les dimensions agro-écologiques et socio-économiques des dynamiques agraires sont indissociables. Pour prendre en compte ces interactions dans cette thèse, nous analysons les transformations d'une société paysanne dans une petite région du nord de la Sierra Leone, le *chiefdom*[2] de la Sella Limba, marginalisée sur le plan économique et dont le milieu est caractérisé par l'association à grande échelle de couverts de type « forêt » et « savane ».

Dans cette région de transition entre les formations tropicales humides au sud et soudaniennes au nord, l'expression « mosaïque forêt / savane » est souvent employée pour décrire la complexité des paysages (Fairhead et Leach, 1996 ; Blanc-Pamard, 1979). Ces auteurs ont démontré que les dynamiques agro-écologiques ne se résumaient pas à une dégradation continue

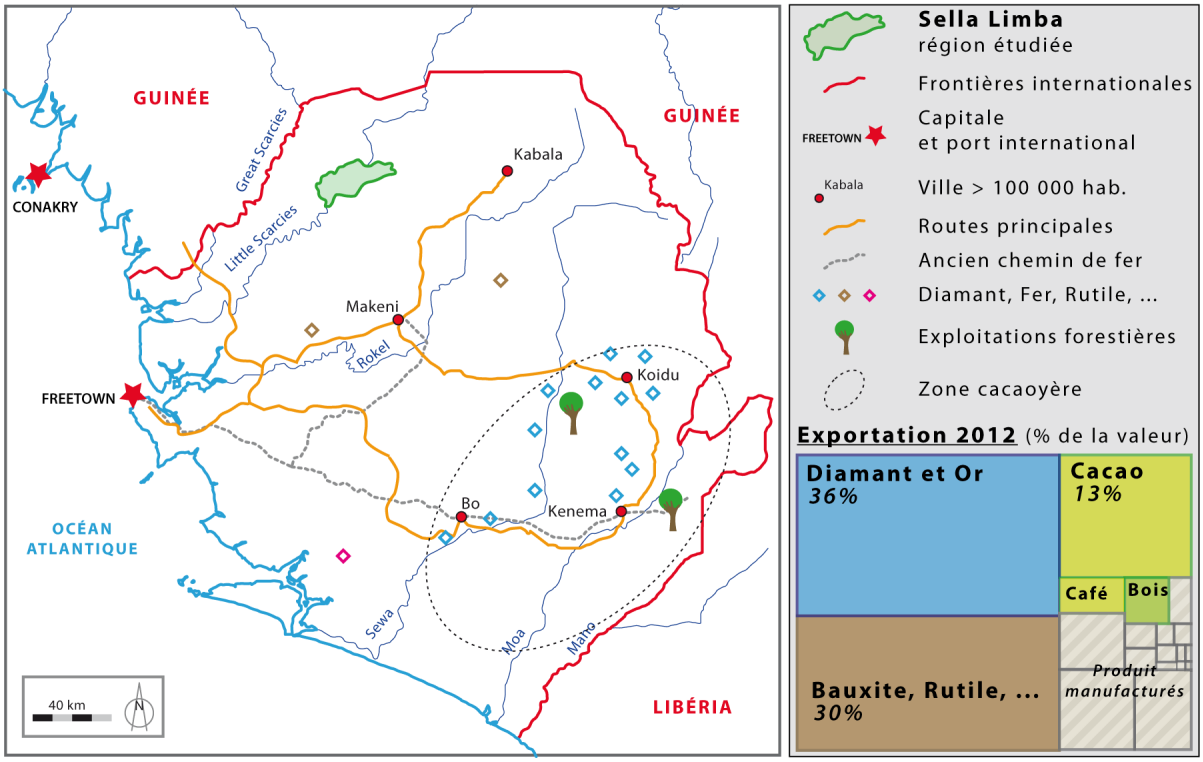
[2] Subdivision administrative en Sierra Leone, plusieurs *chiefdoms* constituent un *district*, et plusieurs districts une *province*. La Sella Limba appartient au district de Bombali et à la Northern Province, qui représente grossièrement la moitié nord du pays.

des milieux naturels sous l'effet de la pression démographique. Localement, quelles sont les caractéristiques de cette mosaïque dans le cas de la région étudiée ? Les paysans ont-ils tous accès aux mêmes facettes de cette mosaïque ? Quel est le poids de la diversité des paysages et des modes d'exploitation du milieu dans les disparités socio-économiques ? Alors que la moitié nord de la Sierra Leone est relativement moins peuplée que le pays dans son ensemble (50 hab/km² contre 80 environ à l'échelle nationale), la Sella Limba est un des chiefdoms les plus densément peuplés (130 hab/km²)[3]. En quoi cette caractéristique modifie-t-elle la trajectoire des agro-écosystèmes ? À quelle échelle est-il pertinent de poser ces questions : à l'échelle régionale, à l'échelle du finage, ou de la parcelle ?

La marginalisation de l'agriculture sierra-léonaise à l'échelle mondiale se double, à l'échelle nationale, de la marginalisation économique du nord du pays. En effet, toutes les activités économiques agricoles, forestières et minières qui pèsent le plus lourd dans les exportations sont situées dans le sud-est du pays (carte 1). Les producteurs du nord du pays sont d'ailleurs décrits comme relativement moins prospères (Gomez y Paloma et al, 2012). On sait également que le nord de la Sierra Leone a été, historiquement, pourvoyeur net de travailleurs au bénéfice des districts diamantifères de l'est du pays (Clarke, 1969). Ces paysanneries ont-elles été les spectatrices passives de leur marginalisation ? Ont-elles au contraire profité du développement d'activités extra-agricoles et de la croissance des centres urbains dans d'autres régions ? Quelles marges de manœuvre techniques, économiques et sociales ont-elles pu dégager dans des conditions très contraignantes ?

L'intégration de la région étudiée dans une économie orientée vers l'extraction minière n'a pu laisser indemne la société paysanne historique qualifiée de lignagère. Il faudra se départir de l'idée d'une « communauté » dont tous les membres, quels que soient leur statut, leur âge et leur sexe partagent les mêmes conditions et les mêmes intérêts. Dans le contexte d'une agriculture restée strictement manuelle, quels peuvent être les mécanismes de la différenciation sociale et économique entre les producteurs ? Quel est l'impact de la marchandisation des rapports sociaux dans les mines et dans les villes sur les rapports aîné(e)s / cadet(te)s dans les villages ?

[3] Données du recensement national effectué en 2004 (Statistics Sierra Leone, 2006).



Carte 1 : Localisation de la région étudiée
Réalisation : Augustin Palliere. Sources : (Clarke, 1969 : 81-93; Statistics Sierra Leone, 2006), *www.atlas.media.mit.edu (accédé le 07/08/14). Fond de Carte : d-maps.com*

Nous préciserons dans le détail la méthode employée à chaque fois que cela sera nécessaire au cours de la démonstration. Il convient cependant d'introduire les aspects essentiels de l'approche qui a guidé notre travail de recherche.

L'analyse à l'échelle d'une petite région se justifie car c'est à cette échelle qu'il est possible d'appréhender les interactions entre les milieux, leurs modes d'exploitation et les sociétés rurales. À cette échelle, nous avons abordé les dynamiques agraires à travers les paysages, envisagés comme l'« *expression visuelle* […] *d'un mode d'exploitation du milieu* » (Cochet 2011 : 94) ; des pratiques paysannes, comme la « *porte d'entrée privilégiée de l'analyse du système agraire, de sa cohérence et de son efficacité* » (Blanc-Pamard et Milleville, 1985) ; et des rapports de production, comme les « *rapports organiques entre les membres d'une société pour produire et distribuer le produit social* » (Meillassoux cité dans Paul, 2003).

Le choix d'une approche au niveau régional n'implique pas de se cantonner à l'analyse de facteurs locaux. Les processus qui se déploient à l'échelle nationale ou internationale affectent, parfois de manière déterminante, les dynamiques agraires locales. Mais, si l'on se penchera sur l'intégration politique et économique du territoire de l'actuelle Sierra Leone, sur les variations des prix relatifs ou encore sur les crises politiques plus ou moins violentes qui marquent l'his-

toire de ce pays, ce sera toujours pour comprendre les dynamiques agraires locales. Il ne s'agit donc pas de généraliser le propos : « […] *changer d'échelle ne signifie pas voir plus petit, ou voir plus gros, mais bien voir autre chose* » (Landy, 2002).

Que ce soit à l'échelle de la petite région, du finage ou de la parcelle, la diversité des situations observées est grande. À chaque étape de cette recherche, nous avons donc tenté d'éviter deux écueils dans l'analyse des paysages, des pratiques et des rapports sociaux : d'une part, la tentation vaine de l'exhaustivité, décrire l'infinie diversité des situations en faisant de chaque cas un cas particulier ; d'autre part, la généralisation abusive qui, en masquant la diversité du réel, ne permet pas de comprendre comment interagissent ses différentes composantes. Notre objectif a été de rendre les plus intelligibles possible la diversité et la complexité d'une réalité en mouvement. C'est dans ce but que nous avons mobilisé les concepts de l'analyse systémique, que nous introduirons au fur et à mesure des besoins de la démonstration.

Ces concepts sont particulièrement pertinents pour la quantification des processus productifs. En effet, la distinction entre approche qualitative et quantitative[4] nous apparaît comme très artificielle. Sans une connaissance la plus intime possible des rapports sociaux, la mesure de la production ou le calcul des revenus ne sont que des exercices comptables désincarnés. Mais inversement, même si l'exercice soulève des difficultés particulières dans le cas des agricultures paysannes manuelles africaines, la quantification des bases matérielles de ces rapports sociaux nous est apparue essentielle pour comprendre leurs évolutions et leurs natures.

Quatre séjours sur place ont été effectués : entre mars et juillet 2007 et durant la même période en 2008 dans le cadre de la réalisation des deux diagnostics agraires avec l'organisation Inter Aide[5], puis entre novembre 2009 et janvier 2011 et, enfin, entre août 2011 et décembre 2011 dans le cadre de la présente thèse. En retournant, à chaque fois, sur ce même « terrain », nous avons misé sur l'atout que constituait une connaissance intime, acquise progressivement, des lieux et des gens de cette petite région. Notre réseau d'hôtes et de contacts dans les 140 villages de Sella Limba et à Kamakwie, la capitale administrative du *chiefdom*, a facilité la logistique et la conduite des enquêtes (voir annexe 1). Les autorités locales, comme les habitants, nous connaissaient, savaient le travail que nous faisions et la manière dont nous le faisions. À trois reprises nous avons eu, grâce à l'appui d'Inter Aide, l'occasion de partager avec eux les résultats de nos analyses. Par ailleurs, en revenant de nombreuses fois dans les mêmes

[4] Le quantitatif désigne la nature des données. Une approche quantitative n'implique pas une méthode « statistique » de collecte et de traitement de ces données (Delarue et Cochet, 2011).

[5] Inter Aide est une organisation spécialisée dans la réalisation de programmes de développement, notamment agricole.

villages, les mêmes maisons et les mêmes parcelles entre 2007 et 2011, nous avons été en mesure de recouper les informations, de lever certaines incompréhensions et de suivre directement l'évolution de certaines situations.

Notre travail d'enquête repose d'abord sur des entretiens individuels avec des paysans et des paysannes ainsi que sur l'observation des paysages et des pratiques agricoles (voir la liste des entretiens, annexe 1). Les entretiens étaient réalisés avec un traducteur (anglais – limba). La connaissance par la grande majorité des paysans en Sella Limba du krio[6] permettait d'avoir des discussions plus ou moins formelles dans cette langue. Mais le vocabulaire krio est terriblement imprécis quand il est question de pratiques agricoles. Le recours au limba était donc presque toujours indispensable pour les entretiens. Notre ignorance du limba nous interdit toute analyse des termes vernaculaires du point de vue des représentations locales. Cependant, en apprenant au moins le nom des gestes, des outils, des plantes cultivées et spontanées, nous avons pu gagner en précision lors de nos entretiens qui souvent naviguaient entre ces trois langues : limba, krio et anglais.

Le plan de la thèse reprend les étapes de notre approche, étapes qui ne correspondent pas strictement aux phases d'enquête en Sella Limba. Entre l'étude des paysages, l'analyse historique, l'observation des pratiques actuelles et le questionnement sur les rapports sociaux, les allers-retours sont permanents.

Après une présentation du milieu écologique de la région, le chapitre 1 est consacré à l'analyse du paysage. L'objectif est de proposer une décomposition du paysage de la région étudiée en facettes et zones agro-écologiques sur laquelle nous appuierons notre analyse dans la suite.

Le second temps sera celui de l'analyse historique, nécessaire pour saisir, à travers les dynamiques agraires historiques, la situation actuelle. Au chapitre 2, nous caractériserons la situation durant la première moitié du XXe siècle. À partir des années 50, en effet, l'intégration économique de la région a pesé très lourd dans les dynamiques agraires. Ces transformations font l'objet du chapitre 3. Nous montrons l'impact de la marchandisation des rapports sociaux, notamment de la force de travail dans le secteur diamantifère, sur l'organisation sociale de la production dans les villages et sur les modes d'exploitation du milieu. Nous étudions l'émergence et l'approfondissement d'une crise agraire multiforme à l'échelle locale rentrant en résonance avec les crises économiques, sociales et politiques à l'échelle nationale.

[6] Le krio est un créole anglais parlé par 97 % de la population sierra-léonaise qui sert de langue véhiculaire dans tout le pays, bien que l'anglais reste langue officielle de l'État.

Les deux derniers chapitres sont consacrés à l'analyse des processus de production actuels, à toutes les échelles, de la parcelle aux unités de production. Au chapitre 4, nous caractériserons les systèmes de culture et de production que nous avons identifiés. Nous montrerons le cercle vicieux dans lequel sont enfermées les paysanneries entre la faiblesse de la productivité du travail de l'agriculture manuelle et la faiblesse des rémunérations des travailleurs non-qualifiés dans les zones diamantifères. Sur la base de ce diagnostic, nous proposerons des pistes pour les projets de développement agricole à l'échelle locale. Enfin, au chapitre 5, nous explorerons les mécanismes de différenciation, et leurs limites, au sein de la paysannerie, en fonction de l'analyse des modalités d'accès aux ressources productives. Nous conclurons en analysant les politiques agricoles et économiques, notamment dans leur prolongement actuel avec la promotion d'une agro-industrie capitaliste, comme une des cause de la marginalisation de l'agriculture paysanne à l'échelle nationale.

Chapitre 1 : La mosaïque paysagère sella limba

Pour comprendre les pratiques agricoles de la région étudiée et, au-delà, pour analyser la trajectoire historique et la situation actuelle de la paysannerie sella limba, il est nécessaire de connaître le milieu exploité.

Dans la première section, nous décrivons les grands traits du milieu physique (climat, géomorphologie), indépendant des activités humaines à l'échelle de la région étudiée. Le milieu écologique (pédologie, végétation spontanée) est, lui, en interaction dynamique avec la société paysanne qui l'a transformé historiquement. Ainsi, le milieu écologique ne peut être décrit indépendamment des modes d'exploitation agricoles.

Le nord Sierra Leone appartient à une zone dite « de transition » qui s'étend depuis le sud du Sénégal jusqu'au Nigeria (voir la carte de White, 1983a). Les paysages de cette zone sont souvent décrits

comme une « mosaïque forêt-savane » (Fairhead et Leach, 1996 : 1 ; Blanc-Pamard, 1979 : 43). Cette expression rend bien compte de la complexité des paysages qui s'offrent à l'observateur. Mais elle pourrait avoir le défaut de laisser penser que la catégorisation binaire « forêt-savane » épuise la diversité des couverts végétaux. Pour éviter cet écueil, nous proposons, dans la seconde section de ce chapitre, une décomposition du paysage qui tienne compte à la fois du milieu et des pratiques agricoles qui y sont associés.

Cette décomposition en facettes et zones agro-écologiques constitue la trame pour l'analyse de la trajectoire du système agraire. A chaque étape de notre raisonnement nous y reviendrons.

1 Le milieu exploité : climat, sol et végétation spontanée

1.1 La diversité du milieu physique en Sella Limba

1.1.1 Localisation et présentation de la région étudiée

La Sella Limba est un *chiefdom*[7] situé au nord de la Sierra Leone. Les Limba constituent un des groupes (ethnique ou linguistique) du pays, et le sella un des dialectes limba[8].

Le territoire du *chiefdom* a une superficie de 400 km² (McCulloch, 1950). Lors du dernier recensement de 2004 (Statistics Sierra Leone, 2006), sa population s'élevait à 52 579 habitants. La densité de population était donc de 131 hab/km², largement au-dessus de la moyenne nationale (70 hab/km² d'après la même source). Le chef-lieu de la Sella Limba est Kamakwie, une ville d'environ 10 000 habitants.

La Sella Limba est aujourd'hui reliée aux réseaux routiers nationaux sierra-léonais et guinéen par deux pistes carrossables. Kamakwie est situé à 12 heures de route environ des ports de Freetown et de Conakry. L'intégration de la région aux marchés nationaux et internationaux est une dynamique importante dans l'histoire de cette région (voir chapitre 3).

[7] La Sella Limba appartient au district de Bombali.

[8] Nous écrirons les Sella Limba pour désigner les habitants du *chiefdom* et Limba Sella pour désigner les locuteurs du dialecte sella par opposition à d'autres groupes limba voisins (biriwa, tonko, etc.). Conformément à l'usage, nous n'accorderons pas au pluriel « Sella Limba » ou « sella limba. »

1.1.2 La Sella Limba située au niveau de discontinuités géomorphologiques majeures à l'échelle de la Sierra Leone

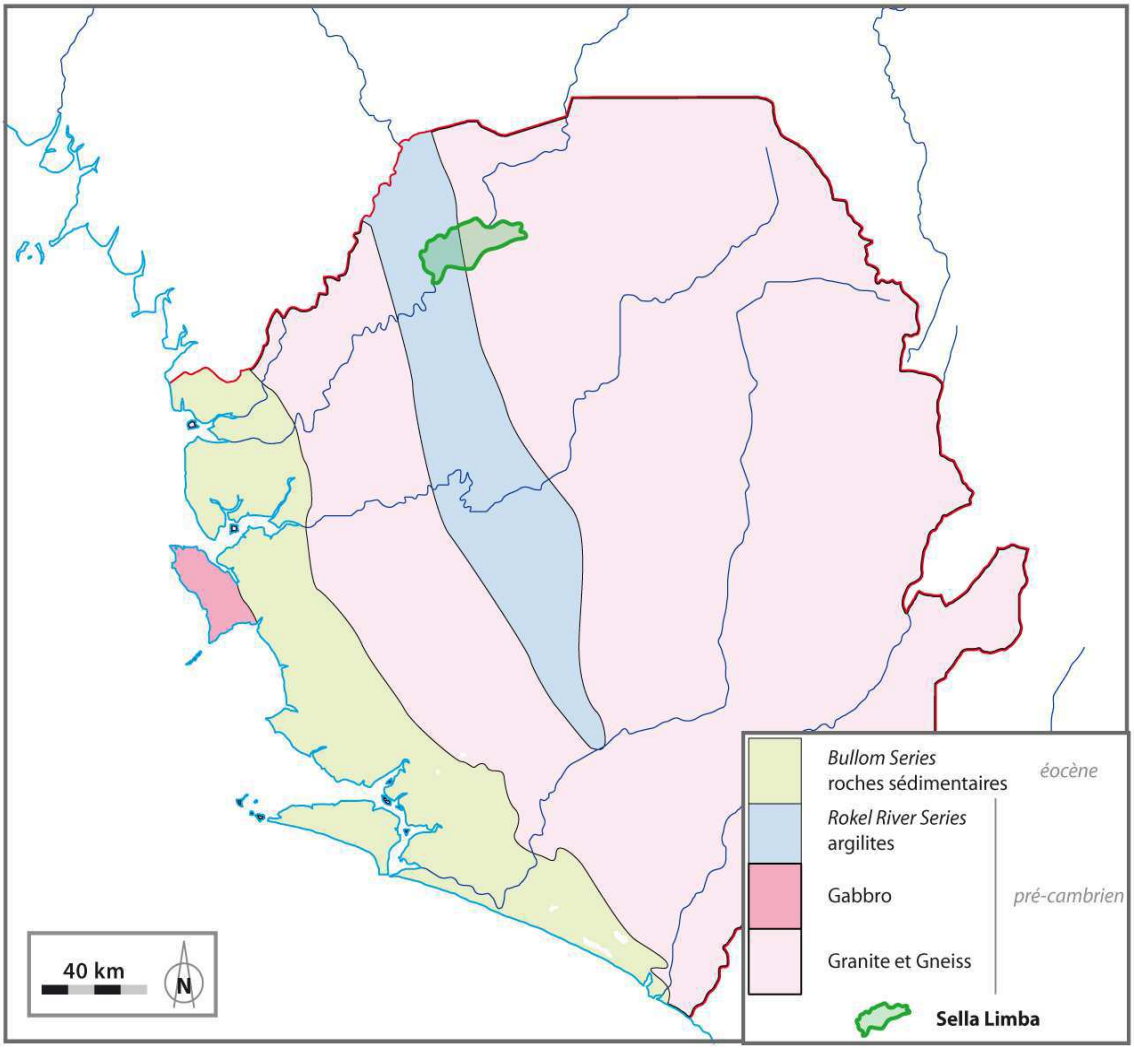
Le soubassement géologique de la région est constitué de roches granitiques (granite et gneiss granitique) d'origine pré-cambrienne très ancienne (> 2 800 millions d'années). Les séries des « Rokel River » forment une couche plus tardive (Pré-Cambrien tardif, > 550 millions d'années), visible sur la carte au millionième sous la forme d'une discordance NO / SE dans la moitié nord du pays. Le substrat est ici caractérisé par un assemblage de roches sédimentaires et volcaniques, notamment des argilites. Enfin, les roches sédimentaires quaternaires plus à l'ouest qui forment une autre discontinuité NO / SE ne concernent pas notre région d'étude (MacFarlane et al, 1980) (carte 2).

La correspondance au nord de la Sierra Leone des reliefs et des couches géologiques est assez nette. Les grandes hétérogénéités du milieu physique s'organisent également en bande NO / SE parallèles à la côte. Le « plateau intérieur »[9], correspondant au craton granitique, s'élève en moyenne à 500 m au-dessus de la mer. Il est découpé par le réseau des rivières et des fleuves qui s'écoulent globalement selon une direction NE / SO. Le plateau se termine vers l'ouest par une zone plus accidentée : la zone de « l'escarpement » qui le sépare des plaines dites « côtières et intérieures », bandes de 30 à 50 km dans lesquelles le relief est plus doux. L'altitude chute progressivement de 250 m jusqu'au littoral où le promontoire rocheux de Freetown fait figure d'exception. Au pied de l'escarpement, correspondant au substrat sédimentaire plus tendre de la série des Rokel River, s'étale une région au relief très faible, caractérisée par de grandes cuvettes inondées de manière saisonnière, connue par le nom de « boliland »[10] (carte 3)

La Sella Limba a ainsi un pied dans le plat pays des bolilands à l'ouest et un autre dans les marges déchiquetées des plateaux intérieurs à l'est. Le centre du *chiefdom* est situé en périphérie des plaines intérieures légèrement ondulées. Cette position au niveau de discontinuités géo-morphologiques majeures à l'échelle de la Sierra Leone explique en partie, mais en partie seulement, les contrastes agro-écologiques que l'on va décrire dans la suite.

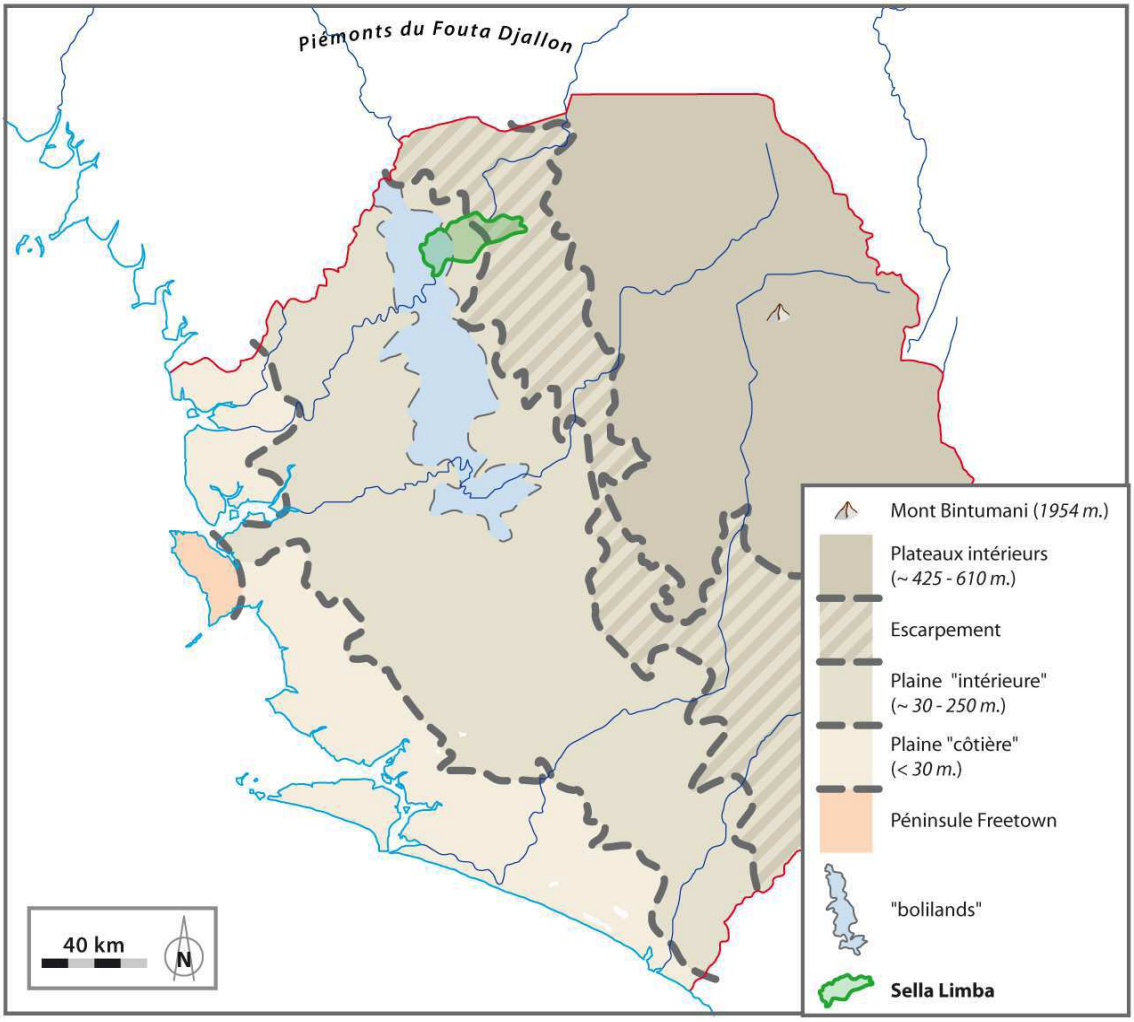
[9] Toutes les dénominations de cette partie – « interior plateau », « escarpement zone », « interior and coastal plaines », « bolilands » – sont reprises d'un manuel de géographie sierra léonais : (Gwynne-Jones, 1978).

[10] Le terme boliland est issu du temne « boli » qui désigne précisément la cuvette inondable. En Sierra Leone, comme dans la littérature scientifique, le terme bolilands peut désigner la cuvette elle-même ou la région physique en général (Stobbs, 1963, 5).



Carte 2 : Localisation de la Sella Limba sur la carte géologique (simplifiée) de la Sierra Leone au 1 : 1 000 000

Réalisation : Augustin Palliere, d'après : Directorates of the Overseas Surveys (1960). Fond de Carte : www.d-maps.com



Carte 3 : Localisation de la Sella Limba sur la carte des grandes régions physiques de la Sierra Leone

Réalisation : Augustin Palliere, d'après : (Gwynne-Jones, 1978 ; Clarke, 1969) Fond de Carte : www.d-maps.com

1.1.3 Le relief de la région d'étude

La région étudiée est encadrée, au nord et à l'ouest, par le fleuve des Little Scarcies, et à l'est par la rivière Gbonkobon, un affluent du premier. Au sud, la frontière administrative ne correspond à aucune frontière « naturelle ».

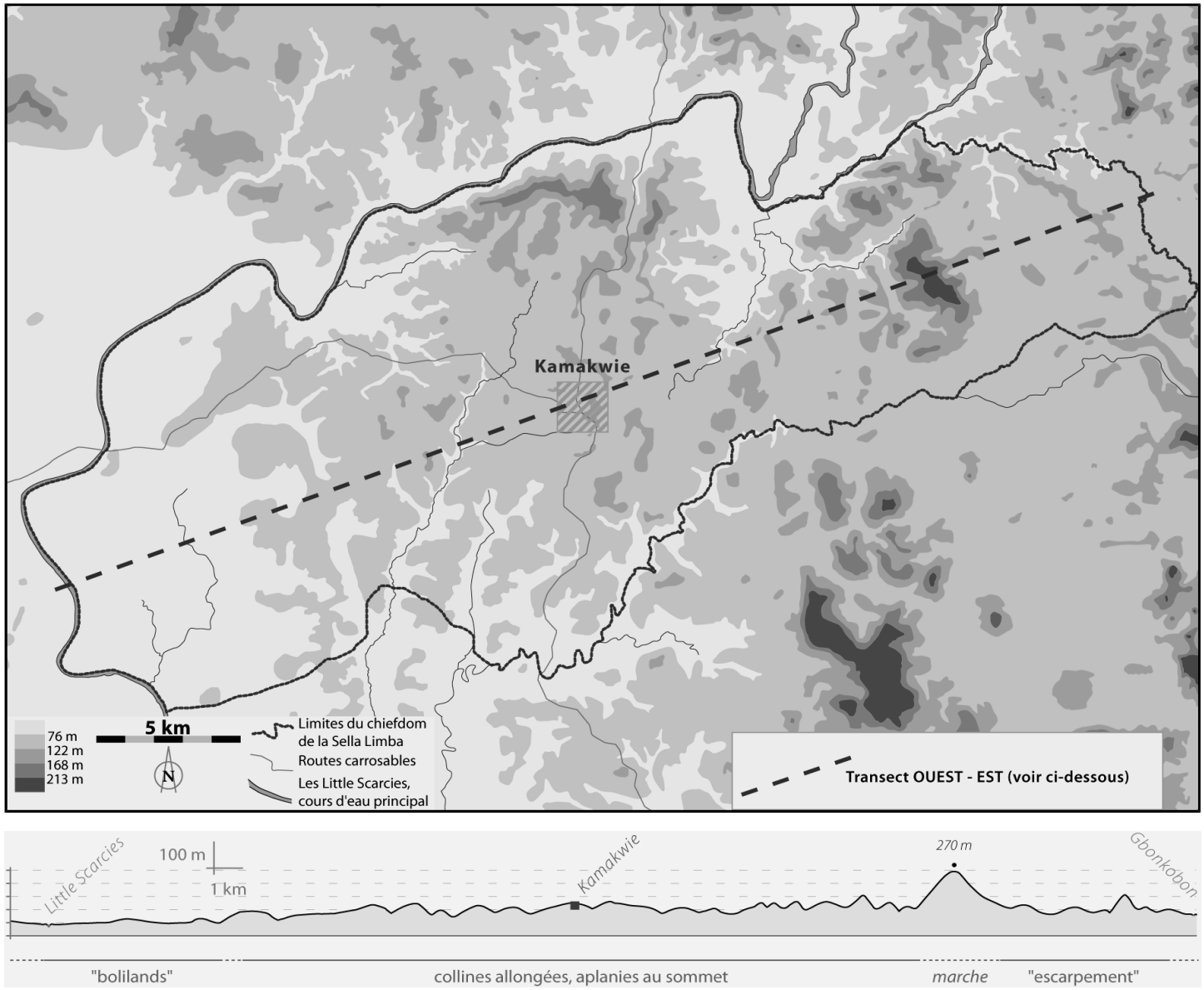
Traversons la région étudiée à pied d'ouest en est pour en éprouver le relief (carte 4). Après avoir traversé le fleuve – à gué ou à l'aide d'une pirogue en fonction de la saison – il faut donc d'abord parcourir les bolilands, paysage monotone dans lequel les reliefs sont si faibles

(moins de 20 m entre le fond des cuvettes et le sommet des collines) qu'il est difficile en saison sèche de différencier les terres inondables des terres toujours exondées. Pendant les pluies, au contraire, on patauge sur des kilomètres avec de l'eau aux chevilles ou aux genoux. On peut même chuter dans plus d'1m50 d'eau en traversant, sans que rien ne nous en avertisse, un des cours d'eau qui draine ces cuvettes plus ou moins en leur centre.

En quittant les bolilands, on accède à une zone de collines aux formes allongées, avec des versants convexo-concaves à convexes peu accentués. Le sommet des collines, entre 100 et 120 m au-dessus du niveau de la mer, est aplani. Entre deux collines, on croise une zone inondée en saison des pluies, souvent encore humide en saison sèche : les bas fonds. Ils sont larges de 50 à 200 m dans cette zone.

Suivant ce transect ouest / est, nous quittons cette zone de collines en grimpant assez brusquement une marche dans le paysage. La présence, à l'est et au nord de la Sella Limba, de ces imposantes collines aux versants abrupts qui dominent le relief de la zone à plus de 250 m semble déterminée par l'intrusion dans le craton d'un substrat plus résistant, visible sur le carte géologique au 1 : 250 000.

Nous quitterons la Sella Limba, enfin, en parcourant une zone où les collines ne sont pas nécessairement plus élevées qu'à l'ouest, mais où le relief est plus accidenté, les versants plus nettement convexes et donc les bas fonds plus encaissés. Ces derniers, de largeurs variables également (50 à 200 m), forment ici un réseau très dense. C'est le tout début de l'escarpement qui conduit, beaucoup plus à l'est et hors de notre région d'étude, au plateau intérieur sierra-léonais.



Carte 4 : Le relief de la Sella Limba

Réalisation : Augustin Palliere. Source : InterAide et enquêtes. Fond de carte : (Directorate of Overseas Surveys, 1963)

1.1.4 Caractéristiques générales des sols

Il suffit donc de marcher en Sella Limba pour éprouver l'alternance partout de terres basses, inondées périodiquement, et de terres pluviales, toujours exondées. La position dans la topographie détermine en effet grandement la nature des sols, et au-delà, on le verra dans la section suivante, les modes d'exploitation du milieu.

Sur les terres exondées, le climat tropical humide explique la formation de sols épais (plusieurs mètres) de type ferrallitique. De manière générale, la partie superficielle, cultivée, a une texture plutôt fine mais peut contenir, plus ou moins en profondeur, une quantité importante de petits graviers rouges issus de la dégradation des cuirasses latéritiques. Ces sols lessivés en profondeur, réputés médiocres, ont un faible taux de matière organique car la minéralisation y est très rapide (Elhaï, 1968 : 91-2).

Les sols des zones humides, bas fonds et cuvettes, ne contiennent jamais de gravier latéritique. Dans les bas-fonds, zones mal drainées, la décomposition de la matière organique peut être très lente. Ces sols, qualifiés alors d'hydromorphes, sont caractérisés par la présence d'une épaisse couche tourbeuse, très sombre, mélange de terre et de débris végétaux en lente décomposition (*kupoto*). Cet horizon tourbeux recouvre un horizon lessivé au contraire très sableux et très clair (*kutegeya*). Dans certaines conditions, en fonction notamment des conditions de l'exploitation de ces zones, cette couche sableuse peut « faire surface ». Le sol des cuvettes inondées de la zone des bolilands est généralement beaucoup plus clair, de ton gris, et de texture argilo-sableuse.

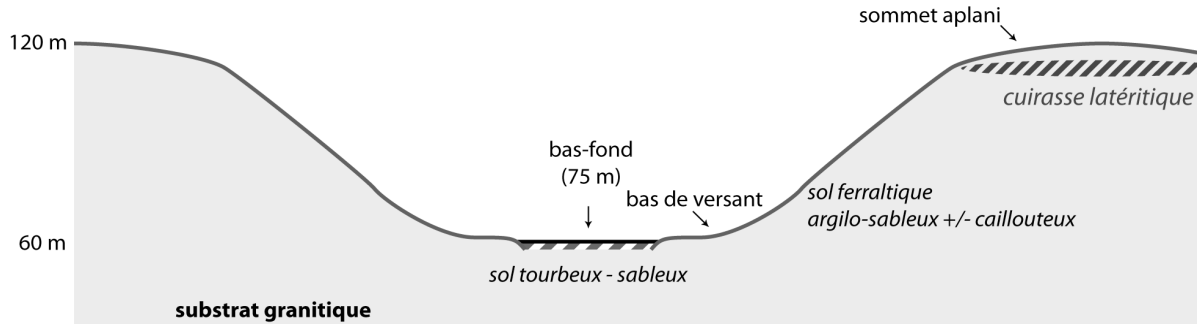


Fig. 1: Transect d'un versant
Réalisation : Augustin Palliere.

Les paysans ont toujours distingué les sols pluviaux des sols inondés. Cependant, on verra que la différenciation entre ces deux espaces s'est accentuée du point de vue des modes d'exploitation du milieu. Les paysans ont également modifié, à l'échelle des parcelles, la morphologie des interfaces entre zones inondées et pluviales. Par ailleurs, la nature des sols est très influencée par la celle de la végétation couvrante. Or cette dernière est en interdépendance étroite avec les modes d'exploitation. On voit bien que les caractéristiques des sols, à l'inverse des couches profondes du substrat géologique, sont affectées plus ou moins directement et durablement par les activités humaines.

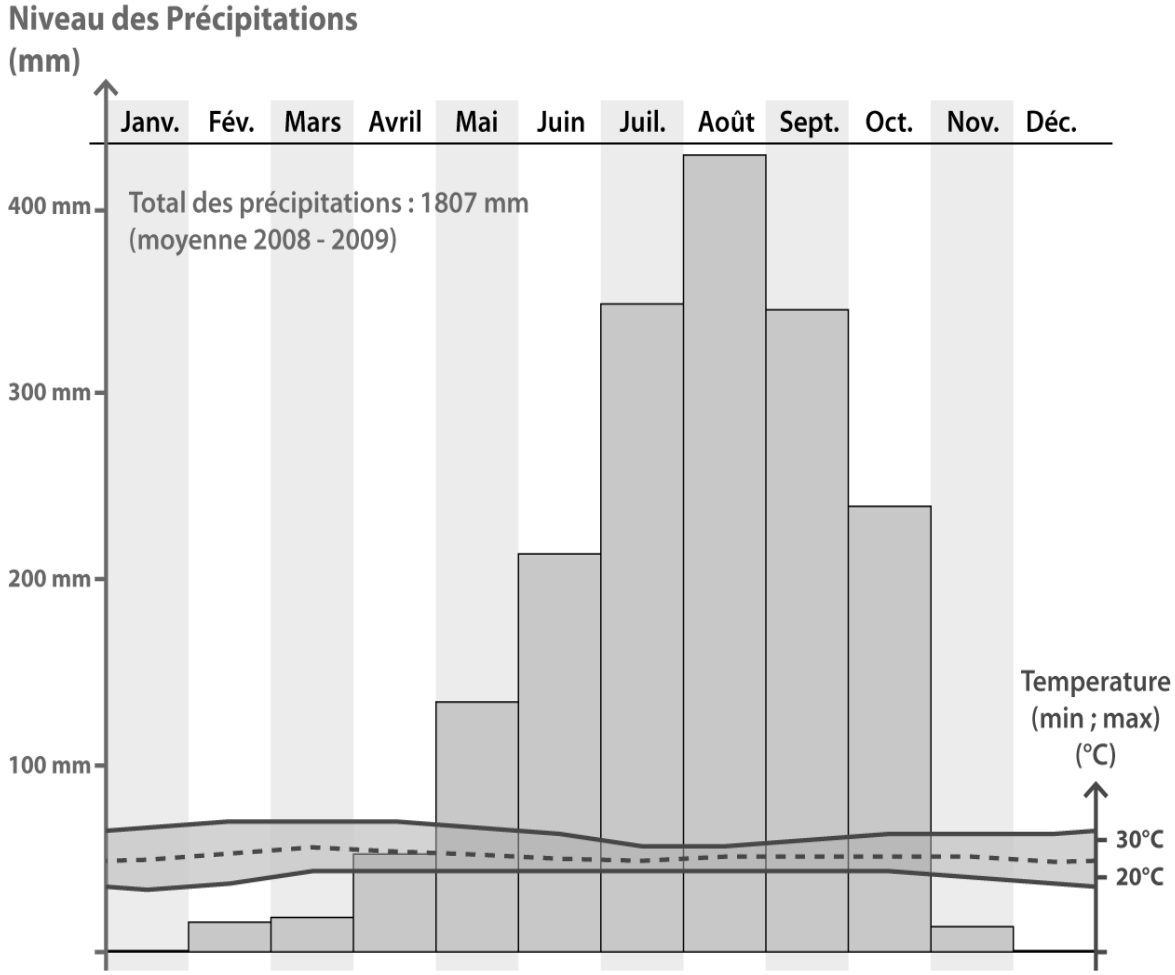
Au-delà de cette distinction fondamentale entre deux types de sols, inondés et pluviaux, les paysans distinguent un grand nombre de qualités aux sols qu'ils exploitent. Les paysans limba distinguent notamment sur les versants d'une part les sols plutôt rouges (*kubole*) ou plutôt sombres (*kubote*) et d'autre part les sols plus ou moins caillouteux (*huraka*). Ces différences pédologiques se déclinent notamment le long de la toposéquence :

- sur le sommet des collines, ou au niveau de la rupture de pense, la cuirasse latéritique affleurante empêche parfois l'exploitation ;
- les sols des versants, souvent caillouteux, sont particulièrement drainant, ils sécheront plus vite après la fin des pluies ;
- au contraire, en bas de versants, les sols sont souvent plus humides et le resteront jusqu'en début de saison sèche ;
- enfin, au sein des zones inondées mêmes, entre le centre du bas fond, inondé parfois toute l'année, et sa périphérie, sous l'eau uniquement pendant les mois les plus pluvieux, il y a des différences nettes.

On verra que les différents compartiments de cette chaîne topographique des sols (« *catenary soils* » (Richards, 1986), ont connu une tendance historique de différenciation du point de vue des modes d'exploitation (voir chapitre 3, section 1). On verra également que les paysans tirent parti de la variabilité des sols : les parcelles sont subdivisées en multiples portions et les techniques de travail du sol, les calendriers culturaux, les associations et les variétés sont adaptées de proche en proche aux micro-variations du milieu exploité (voir chapitre 4, section 2).

1.2 Le climat tropical humide et le calendrier agricole

Le climat actuel de la Sella Limba est caractérisé par des précipitations annuelles autour de 1800 mm[11] (InterAide, 2010), l'alternance de deux saisons assez bien marquée (sèche et humide) et enfin par une faible variation de la température moyenne journalière (toujours entre 25 et 30 °C). On peut qualifier ce climat de tropical humide.



Graphique 1 : Pluviométrie et température en Sella Limba
Réalisation : Augustin Palliere.
Données : Pour la pluviométrie nous avons exploité les relevés d'InterAide réalisés à Kamakwie à partir d'août 2007 de manière régulière. (InterAide, 2010). Pour les températures, nous avons calculé la moyenne des moyennes mensuelles des minimales et maximales quotidiennes des stations de Makeni et de Musaia à partir des données publiées dans (Clarke, 1969 : 23).

[11] C'est la moyenne des précipitations enregistrées à Kamakwie par l'ONG InterAide en 2008 et 2009. C'est très en dessous des informations données dans la littérature : Kamakwie se trouve au niveau de l'isohyète 2200 mm pour (Clarke, 1969 : 21) et 2500 mm pour la période 1951 – 1989 d'après (L'Hôte et Mahé, 1996). Mais ces références datent de plusieurs dizaines d'années. Il est impossible d'attester une tendance à la baisse des précipitations sur la base de deux années de mesure mais on sait que la tendance en Afrique de l'Ouest est à la descente vers le sud des isohyètes (voir la carte de L'Hôte et Mahé, 1996).

Mises à part quelques pluies sporadiques, les premiers orages éclatent fin avril, début mai. C'est la saison où les fruits font crouler sous leur poids les branches des manguiers. Le nombre de jours pluvieux augmente alors régulièrement, au point que les fruits finissent par pourrir dans les arbres mêmes. La fin de la saison des mangues est synonyme de l'entrée dans le cœur de la saison des pluies. En effet, la période entre mi-juillet et mi-septembre concentre la moitié des pluies de l'année. Il pleut presque tous les jours et presque toute la journée. L'air est humide et assez frais. C'est la période où les paysans craignent particulièrement de tomber malade. Nous verrons effectivement que c'est précisément à la fois une période de travail intense dans les champs et le moment de la soudure alimentaire.

La fin de la saison des pluies est de nouveau marquée par de violents orages, puis assez brutalement les pluies s'arrêtent, courant novembre. Les oranges ont remplacé les mangues sur les marchés. La saison sèche dure 4 à 5 mois.

Entre décembre et janvier souffle l'Harmattan depuis le nord et la température atteint les minima annuels la nuit et tôt le matin. Mal équipés du point de vue de l'habitat comme de l'habillement, cette période froide qui ne comporte habituellement que quelques jours est très pénible pour les sella limba. Mais, à cette saison, le travail dans les champs est moindre. Puis la température augmente de nouveau pour atteindre durant les journées du mois de mars - avril, les maxima annuels. Il fait non seulement très chaud mais surtout très sec toute la journée et toute la nuit. C'est à cette saison qu'une partie de la végétation se dessèche. L'approvisionnement en eau peut devenir un problème dans certains villages, les premières pluies sont alors vécues avec soulagement.

Le calendrier des précipitations détermine évidemment en grande partie le calendrier des activités agricoles. Les vieux paysans aiment à rappeler qu'il est impossible de semer le riz après le début des grosses pluies du mois de juillet. La première partie de la saison des pluies est donc consacrée à l'implantation des cultures pluviales, celle des cultures inondées étant souvent, on va le voir, décalée dans le temps. La période durant laquelle les précipitations sont les plus importantes et les plus régulières (mi-juillet à mi-septembre), est monopolisée par l'entretien des parcelles, notamment la lutte contre les plantes adventices qui représente une contrainte majeure pour ces agricultures manuelles. Enfin, à la fin de la saison des pluies commencent les récoltes qui se poursuivent jusqu'au milieu de la saison sèche.

Ce calendrier donne, à grands traits, les contraintes climatiques à l'intérieur desquelles les paysans sella limba doivent ajuster leurs pratiques. Mais, comme pour les sols, il ne s'agit pas d'un cadre strict qui impliquerait un mode d'exploitation en particulier. Nous verrons notam-

ment qu'une des tendances historiques a été l'allongement de la période de mise en culture et de récolte grâce à l'exploitation de toutes les potentialités du milieu et l'adaptation des pratiques (outils, variétés ou associations et rotations culturales).

Les paysans doivent aussi composer avec une certaine variabilité inter-annuelle. Plus que la somme annuelle des précipitations, ce sont les précipitations du début et de la fin de la saison humide qui importent. Des précipitations précoces compromettent les opérations de mise en culture, comme en 1918 où combinées à l'arrivée de la grippe espagnole, elles ont provoqué une grave crise alimentaire (Richards, 1986). Mais une saison des pluies trop courte peut également empêcher le développement des plantes cultivées en fin de cycle.

Or, si les reliefs, les sols et le climat déterminent un cadre large aux activités agricoles, les modalités pratiques d'exploitation du milieu dépendent très directement de la couverture végétale spontanée qui précède la mise en culture et dont les paysans doivent se débarrasser au début de chaque cycle. Et, en effet, les Sella-Limba, on le verra au moment de l'analyse détaillée du paysage, qualifient plutôt les terres qu'ils exploitent en fonction du type de végétation spontanée.

1.3 La végétation spontanée en Sierra Leone et en Sella Limba

Du climat à la nature de la végétation spontanée le chemin est-il direct ? Quelle est l'influence des activités humaines en général et des pratiques paysannes en particulier ? À quelle échelle est-il pertinent de placer notre regard pour appréhender ces questions ?

Dans ce paragraphe nous proposons une lecture critique des références de la littérature concernant la biogéographie ouest africaine et sierra léonaise, mais aussi de l'utilisation qui est faite de cette littérature dans les discours sur les pratiques paysannes. Nous en déduirons une méthode d'observation et de décomposition du paysage adaptée à notre échelle d'analyse et à nos objectifs.

1.3.1 Du climat au climax : la représentation cartographique de la végétation de la région à petite échelle :

En biogéographie, l'étude et la classification des milieux (la mésologie), et notamment des climats, précède celle des formations végétales. Dans « *Climats, forêts et désertification* », Aubréville (1949) pose les bases de cette discipline : :

> *Lorsque aucune influence extérieure ne vient entraver le développement de la formation, celle-ci tend à s'épanouir pour atteindre un maximum biologique compatible avec les conditions faites par le milieu.* ***La formation optimum correspondant à un milieu déterminé est appelé le climax. Sous les climats tropicaux comportant une saison des pluies estivales d'une durée suffisante le climax est toujours une formation forestière constituée d'arbres ou d'arbustes assez rapprochés les uns des autres pour couvrir complètement le sol****.*
> (Aubréville, 1949 : 15, c'est l'auteur qui souligne)

Il poursuit en affirmant clairement qu'il s'agit d'« *un véritable postulat de phytogéographie dynamique tropicale. Son importance est grande car il induit à penser que toutes les formations de savanes tropicales sont artificielles sauf exceptions locales* ». Armé de ce postulat fondateur, la tâche du biogéographe est alors de cartographier les conditions limites du développement des formations végétales et de chercher sur le terrain les témoins ou les reliques supposées de ces formations végétales climaciques vierges de toutes interventions humaines.

Ainsi sont construites les représentations cartographiques classiques de la végétation en Afrique de l'Ouest, en bandes parallèles de l'océan au désert.

Sur celle au 1 : 10 000 000 de (Keay, 1959), la Sierra Leone se retrouve essentiellement découpée en 3 bandes est-ouest : « *Forêt dense humide de basse et moyenne altitudes* », incluant presque toute la Sierra-Leone, la « *Mosaïque forêt-savane* », étroite bande intermédiaire, et les « *Forêts claires, savanes (et steppes) boisées ou herbeuses* […] *types relativement humides* » qui ne concernent que l'extrême nord du pays.

La carte au 1 : 5 000 000 de l'Orstom et de l'Unesco (White, 1983a) modifie la perspective et affine la présentation des formations végétales. Cette cartographie, qui aujourd'hui encore fait référence, est fondée sur deux entités qui ne se recouvrent pas nécessairement :la « phytochorie » (ou « centre régional d'endémisme »), dont la définition est chorologique, et le « type de végétation », dont la définition est d'ordre physionomique (taille et recouvrement du couvert). Sur cette représentation la Sierra Leone est localisée en marge du centre régional « guinéo-congolais ». Mais les forêts ombrophiles typiques de cette phytochorie sont confinées au

sud-est du pays. La majeure partie de la Sierra Leone, dont la région étudiée, correspond à une vaste unité cartographique appelée dans la légende « *mosaïque de forêt ombrophile et de formation herbeuses secondaires* ». Dans la notice de la carte, l'auteur caractérise les forêts ombrophiles guinéo-congolaises par des arbres de plus de 30 m, typiquement aux tronc élancés, lisses avec des contreforts. La majorité des essences sont sempervirentes. Elles sont généralement présentes sous la forme « d'îlots » dans la mosaïque. La composante « herbeuse »[12] de cette mosaïque est composée de graminées souvent de taille importante. Ce couvert se dessèche chaque année facilitant le passage du feu qui en retour favorise le maintien de la population de graminées. Ainsi les quelques arbres disséminés dans cette strate sont tous plus ou moins résistants au passage du feu (voir la description du centre régional d'endémisme guinéo-congolais : White, 1983a : 80-95). Sur une carte au 1 : 5 000 000, et à ce niveau de généralités, difficile d'être plus précis. Il ne s'agit pas de décrire les paysages mais la répartition spatiale de grands types de végétation.

Le climax est un concept à portée heuristique, voire pédagogique. Son efficacité réside dans sa simplicité, et c'est ce qui explique son succès (Gunnell, 2009). Il reste en effet pertinent, à petite échelle, de chercher à comprendre l'influence des facteurs mésologiques dans le développement de la végétation spontanée. Ainsi, à l'échelle d'un continent, la biogéographie permet de caractériser le cadre, très large, des potentialités qu'offrent les milieux écologiques.

1.3.2 Du climax à l'histoire : le récit de la déforestation dans le nord de la Sierra Leone

Glissement du concept heuristique à la référence historique

Le problème du concept du climax réside dans la place qu'il laisse aux activités humaines. Dans le cadre du postulat d'Aubréville, l'exploitation du milieu se traduit nécessairement par un processus de dégradation linéaire, avec pour point de départ une formation climacique, conçue comme plus riche et fondamentalement meilleure (« la forêt tropicale humide ») et pour point d'arrivée, une formation appauvrie (la « savane »).

[12] White suggère de ne plus employer le terme de « savane » ou « steppe » car il a reçu « tant de définitions différentes qu'il n'est plus possible de l'utiliser dans un sens précis dans une classification » (p.49).

(Aubréville, 1949) parle sans hésitation de la « désertification de l'Afrique ». Dans des passages, emprunts d'un lyrisme catastrophiste, il décrit une multitude toujours grandissante de « noirs », armés de la hache et du feu, progressant inexorablement le long de la lisière de la « forêt tropicale ». Les populations seraient dans la nécessité de se déplacer des zones les plus sèches vers les zones les plus humides au fur et à mesure que progressent leurs défrichements. L'image de l'essarteur nomade, poussé par la misère à progresser dans la forêt pour commettre son forfait, a la vie dure. Nous verrons qu'elle est particulièrement trompeuse : les paysans de cette région exploitent, au contraire, des recrûs arborés qui rentrent dans des rotations relativement rapides et n'ont rien d'un mode de vie « nomade ».

Pour White (1983b), les sociétés paysannes africaines constituent également l'élément perturbateur d'un ordre naturel premier. Cela transparaît dans le choix des couleurs des unités cartographiques dans la carte de référence de White. La « *forêt ombrophile* » est représentée en bleu uni, laissant entendre que c'est le type de végétation de référence du domaine guinéo-congolais tandis que la mosaïque forêt / savane est représentée en bleu rayé blanc, comme un type dégradé. Du reste le commentaire de la notice conforte ces choix chromatiques : « *La plus grande partie de la région guinéo-congolaise était couverte* ***autrefois*** *d'un forêt ombrophile* […]. À *l'heure actuelle, il reste peu de forêt non remaniée et de grandes superficies sont occupées par une formation herbeuse secondaire ou par des recrûs forestiers à divers stades* ». (White, 1983a : 83, c'est nous qui soulignons).

Dans cet « *autrefois* », l'auteur opère un glissement : d'un concept à portée heuristique, le climax devient une référence historique réelle, renvoyée à un passé qui reste très délicat à définir. Bien souvent, les lecteurs des biogéographes mobiliseront à leur tour le climax comme le point de départ d'une histoire forcement synonyme de dégradation.

Fairhead et Leach (1998a : 150) ont cartographié les différentes représentations de la végétation de la Sierra Leone : tantôt la Sierra Leone se situe presque intégralement en zone « forestière », tantôt la « forêt » est limitée aux confins du territoire national dans quelques aires protégées. Tant que les hypothèses qui soustendent la construction de ces représentations cartographiques sont explicites, il est possible de discuter leur portée et leur pertinence. Mais à partir du moment où elles sont exploitées comme des sources secondaires sur la nature de la végétation à un moment donné, le glissement est hors contrôle.

Ainsi procède Nyerges (1987 : 328), quand il superpose les deux cartes déjà citées (White, 1983a ; Keay, 1959) pour en déduire« […] *vegetation maps of Africa drawn twenty-four years part by Keay (1959) and White (1983) indicate a significant changes for the westernmost ex-*

tension of the forest in Sierra Leone, which has been entirely converted to savanna over the years since the WWII » Le résultat graphique est impressionnant, mais trompeur. L'auteur omet de signaler qu'il compare une végétation climacique potentielle et une végétation observée à une date donnée. Ces deux cartes à petite échelle ne peuvent être prises pour des témoignages historiques de la végétation respectivement des années 50 et des années 80.

Le mythe de la déforestation dans le nord de la Sierra Leone

Toute présentation générale de la Sierra-Leone destinée à un large public ressasse l'histoire tragique de la destruction de la forêt tropicale humide primaire. Un exemple parmi d'autres, (Puy-Denis, 1998 : 19)

> *La forêt humide tropicale représente une infime partie de Sierra Leone, bien qu'elle ait été jadis couvert la quasi-totalité du pays. Elle a été victime, en grande partie du moins, d'un chemin de fer disparu depuis les années 70, qui a largement ouvert le pays à toutes les exploitations. À la fin du XIXe siècle déjà, la forêt était pillée en profondeur. Dès l'abolition de la traite esclavagiste, une exploitation forestière effrénée prit le relais de l'exploitation négrière. Rien qu'en 1825, 22 000 troncs avaient descendu la rivière de Sierra Leone. En 1990, la forêt primaire représentait moins de 4 % du territoire national. En 1910 déjà, le processus de déforestation était dénoncé. En 1975, on comptait 306 680 hectares de forêt humide tropicale. Aujourd'hui 295 968 hectares sont intégrés à des réserves forestières. La déforestation est liée à l'agriculture sur brûlis, consommatrice d'espace et de très faible rendement, à la recherche permanente de combustible, et à l'exploitation minière.*

Ou encore l'article « Sierra Leone » de la populaire encyclopédie en ligne Wikipédia (consulté le 07/08/14) :

> *Deforestation, both for commercial timber and to make room for agriculture, is the major concern and represents an enormous loss of natural economic wealth to the nation. Mining and slash and burn for land conversion – such as cattle grazing – dramatically diminished forested land in Sierra Leone since the 1980s.*

Aujourd'hui, en effet, la forêt humide tropicale dite « primaire » est confinée à l'extrême sud-est du pays, essentiellement dans des aires protégées de l'exploitation agricole et forestière. Outre ces réserves, la végétation sierra léonaise est dominée au sud par de jeunes recrûs forestiers, exploités régulièrement par les paysans, et au nord par une « mosaïque forêt-savane » (Voir la carte au 1 : 2000000 de Cole, 1968 : 49). L'idée la plus répandue, et qui a d'ailleurs conduit à leur création par le *Land and Forest Department* dans les années 20, est que ces réserves forestières constituent les reliques d'une forêt primaire beaucoup plus vaste. Cette idée s'appuie sur un raisonnement par déduction à partir des données climatiques et de

la présence dans les paysages en mosaïque de quelques îlots de couverts arborés puissants (pour leur description en Sella Limba voir page 43). À partir du moment où le climax constitue une référence historique, ces îlots représentent nécessairement la végétation du passé.

Depuis Afzelius, le premier des botanistes de la colonie britannique à la fin du XVIIIe (Fyfe, 1968 : 124), les observateurs ont, chacun à leur tour, dénoncé le fléau de la déforestation. Fairhead et Leach (1998a : 148-9) montrent pourtant que les témoignages historiques ne concordent pas pour attester que les « mosaïques forêts-savanes » du nord de la Sierra Leone sont, toujours et en tout lieu, le résultat de la dégradation linéaire d'une forêt primaire originelle. Dans les écrits des voyageurs du XIXe siècle et du début du XXe, en effet, on ne trouve nulle trace de l'hypothétique végétation climacique luxuriante au nord de la Sierra Leone. À chaque époque ils décrivent, au nord de la Sierra Leone, un paysage complexe de mosaïques, assez proche, globalement et à petite échelle, de celui que l'on observe à l'heure actuelle. Rossi (2000) fait, pour la Guinée voisine la même analyse d'une ré-actualisation à chaque époque du spectre de la déforestation.

Ces auteurs montrent ainsi que rien n'atteste historiquement que le nord de la Sierra Leone, et la région tropicale ouest-africaine en général aient connu une déforestation massive au cours des deux derniers siècles.

Y a-t-il eu une déforestation en temps plus lointains, comme le propose Brooks (1993) ? Lui-même indique la grande prudence qu'il faut montrer pour étudier les interactions entre les activités des hommes et le milieu écologique à un pas de temps où les données climatiques ne sont pas constantes.

1.3.3 Pratiques paysannes et végétation spontanée

Si le climax est pris comme un point de départ de l'état du milieu écologique, toute forme d'exploitation de ce milieu est synonyme de dégradation. À ce schéma sont associés des grands types de végétation, catégorisation qui structure notre vision *a priori* des paysages et dont il faut se débarrasser car elle masque la diversité et la complexité des modes d'exploitation du milieu qui se mettent en place à l'échelle locale.

L'abattis-brûlis coupable de la déforestation ?

Au XXe siècle, les techniques paysannes locales, et en particulier l'abattis-brûlis, sont souvent désignées comme responsables de cette déforestation massive à l'échelle du pays[13]. Avant même l'instauration formelle en 1911 d'un *Agriculture Departement*, le discours officiel a toujours été dominé par la critique de la « *shifting cultivation* »[14]. Pour inciter à l'abandon des techniques d'abattis-brûlis en terres pluviales, l'administration promeut depuis cette époque les techniques de riziculture inondée, jugées au contraire modernes et efficaces.

> *The indigenous practice of shifting cultivation which was being discouraged by the Agriculture Department, has converted most of the remaining high forests to low bush within 20 years of the establishment of formal agriculture all over the country. So in 1934, definite steps were taken to promote swamp rice cultivation by opening of Rokupr Experimental Rice Station of the Scarcies. (Cole, 1968 : 12)*

De ce point de vue la constance de l'administration sierra-léonaise est remarquable. Dans le dernier plan du ministère de l'agriculture on peut encore lire :

> *This shifting cultivation is to be discouraged with incentives to switch to permanent cropping with higher value and more sustainable tree crops with food crop inter-cropping.* [… In upland] *A gradual shift will be encouraged from damaging and low yielding but diversified slash and burn upland rice systems towards more stable perennial and tree crops with inter-planting of rice and diverse crops including livestock.* […] *IVS* [inland valleys : swamp] *rice systems have the potential for greater development with improved water control structures and cropping systems that will have both rice and legumes. (MAFFS, 2009)*

Pourquoi une telle constance[15] du discours officiel ? Le souci environnementaliste précoce de l'administration coloniale n'est probablement pas indépendant du fait que, jusqu'au boom du diamant dans les années 50, les exportations de noix de palmiste[16] étaient la première source de devises pour le protectorat. Via l'impôt et les taxes, elles représentaient également une ressource pour le gouvernement. Persuadée que l'agriculture d'abattis-brûlis menaçait

[13] L'exploitation forestière est l'autre grande coupable de la déforestation dans la littérature. Ses effets auraient été surtout ressentis au XIXe siècle. Fairhead et Leach (1998a) ont montré que cette exploitation forestière était très spécifique et que les volumes engagés à cette époque ne permettent pas de parler de phénomène de déforestation massive. Aujourd'hui encore, et notamment en Sella Limba, les exploitants forestiers recherchent des arbres spécifiques. Si cette exploitation pose problème c'est plutôt en termes de biodiversité et de dépossession des ressources locales par les compagnies internationales (Hiemstra-van der Horst, 2011).

[14] C'est ce terme qui est le plus souvent utilisé dans les documents officiels depuis le début du XXe siècle. Nous le traduirons par « agriculture d'abattis-brûlis », et non par « agriculture itinérante », expression trompeuse comme nous l'avons vu (Ducourtieux, 2006).

[15] (Richards, 1985 : 21-30) montre qu'un débat existait bel et bien au sein de l'administration au sujet des performances et de la pertinence des pratiques « indigènes ». Néanmoins sur le temps long, il reconnaît, que les politiques agricoles coloniales ou post indépendance n'ont que peu tenu compte de ces discussions.

[16] Les fruits du palmiers à huile sont des drupes dont l'amande, contenue dans un noyau dur, est appelé la noix de palmiste ou palmiste tout court.

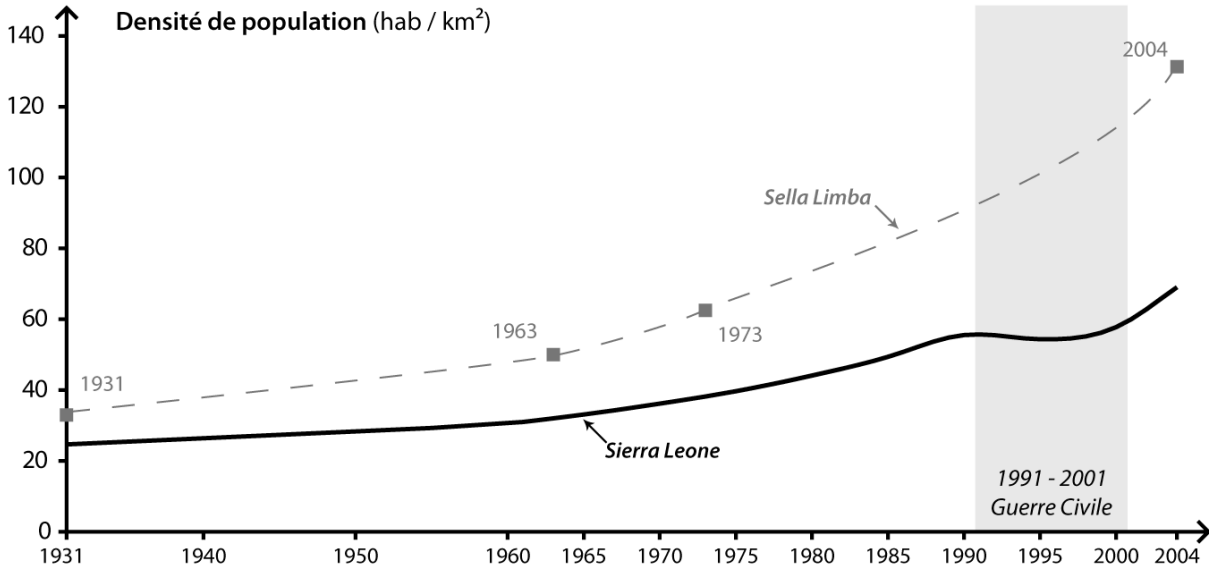
cette manne financière en réduisant en cendres des surfaces toujours croissantes de forêt (Richards, 1985 : 21) l'administration coloniale pensait jouer sa survie. On verra que la mise en place et le maintien d'une population dense de palmiers dits « sauvages », en réalité « subspontanés », est justement indissociable de l'exploitation en abattis-brûlis (voir chapitre 4 section 2).

La volonté – affichée ou réelle – d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire à l'échelle nationale explique également cette permanence du discours anti « slash and burn ». Les pratiques paysannes locales sont non seulement considérées comme dégradantes pour l'environnement, mais de surcroît elles seraient peu performantes (rendements et « productivité ») et, en l'état, incapables de contribuer à l'essor national. D'où l'autre face du discours officiel : la promotion des techniques dites « modernes » de riziculture inondée. Richards (1985) parle d'une « *single-minded emphasis on promoting swamp rice cultivation that continues to this day* ». Les documents officiels en opposant toujours aux techniques « traditionnelles » d'abattis-brûlis des techniques « modernes », masquent le fait que la riziculture inondée paysanne a, notamment en Sella Limba nous le verrons, une longue histoire derrière elle. Il sera donc particulièrement important, dans l'optique de comprendre l'échec ou les demi-réussites des politiques et des programmes agricoles nationaux, de chercher à comprendre dans quelles conditions historiques elle s'est développée (voir chapitre 3, page 159).

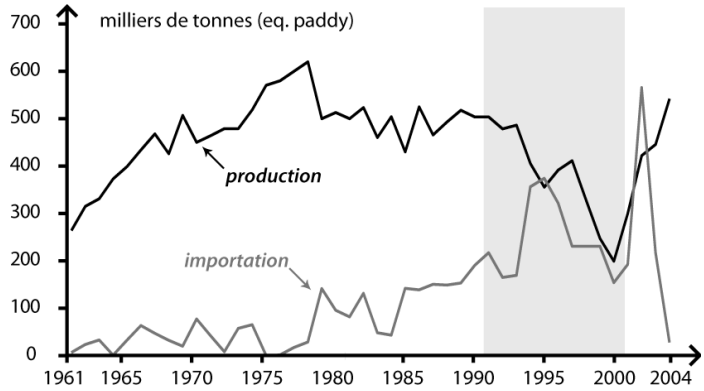
De la déforestation à la guerre civile : une crise malthusienne

La question de l'impact des techniques d'abattis-brûlis sur l'environnement au Sierra-Leone est toujours posée avec celle de la « pression démographique ». L'utilisation abusive du concept du climax comme référence historique et les théories néo-malthusiennes se nourrissent mutuellement : l'augmentation des densités de population fournit une explication toute trouvée aux hypothétiques déforestations massives (Fairhead et Leach, 2000). Et en effet, les paysans réduisent, quand la densité de population augmente, la durée des périodes de recrû des couverts qu'ils défrichent. Cette tendance se poursuit jusqu'à éventuellement provoquer la disparition du couvert arboré au profit d'un couvert herbeux. On peut parler d'un modèle de « *crise démographique de l'abattis-brûlis* » (Ducourtieux, 2006 : 39 ; Mazoyer et Roudart 1997 : 162).

Incontestablement, la population sierra-léonaise s'est considérablement accrue au cours du XXe siècle. Entre 1931 et 2004, la densité de population a été multipliée près de 3 fois. La production nationale de riz n'a pas suivi cette augmentation et les importations ont explosé (voir graphique 2 et 3, infra). Le rapprochement de ces deux courbes donne-t-il raison à l'analyse malthusienne ?



Graphique 2 : Evolution de la densité de population en Sierra Leone et en Sella Limba
Réalisation : Augustin Palliere. Données pour la Sierra-Leone : FAOStat. Données pour la Sella Limba : (Statistics Sierra Leone, 2006 ; Sierra Leone, 1931 ; FAO, 1979a ; Clarke, 1969)



Graphique 3 : Production et importation de riz en Sierra Leone (en milliers de tonnes équivalent paddy)
Réalisation : Augustin Palliere ; source : FAOStat[17]

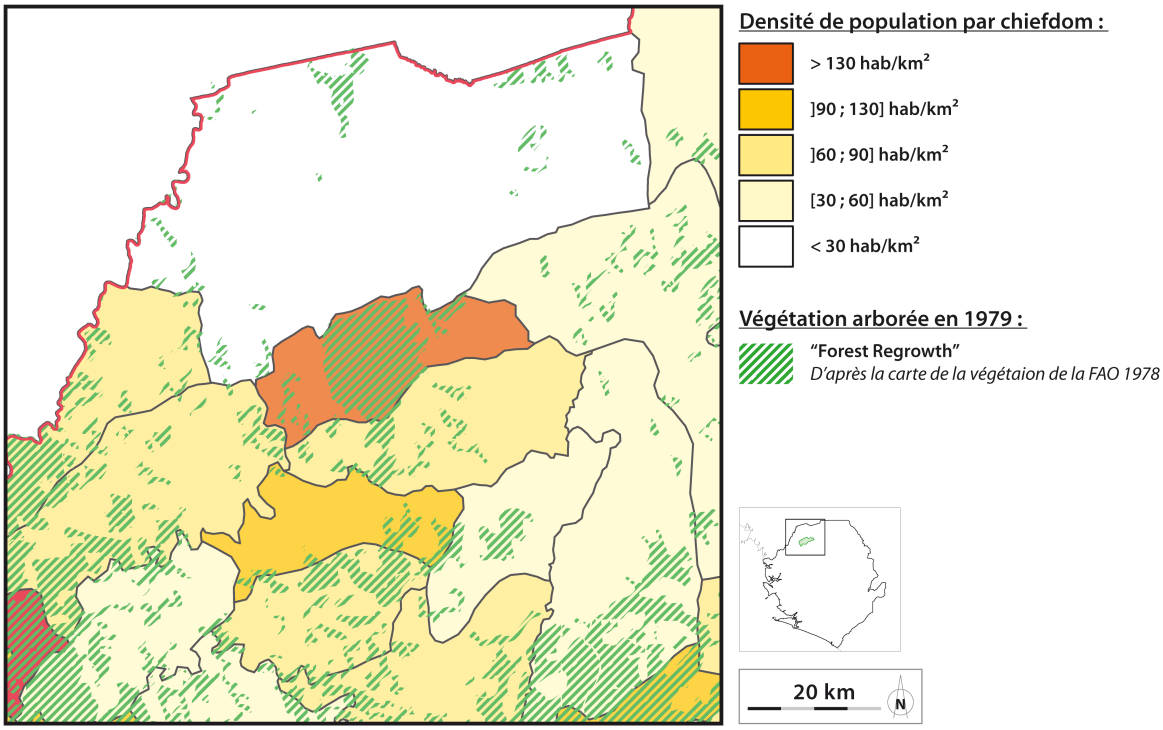
[17] Les données fournies par FAOStat pour les années postérieures à la guerre civile semblent aberrantes : on comprend mal, comment, en l'espace de quelques années, la production peut doubler et les importations être réduites de la même proportion. Le riz disponible sur les marchés urbains est en effet, aujourd'hui encore, presque exclusivement du riz importé.

La « pression démographique » augmentant sans cesse, les paysans sierra-léonais seraient obligés de raccourcir la durée des recrûs arborés, provoquant ainsi une crise écologique et alimentaire. Éventuellement avec un détour par le problème de « l'exode rural » (Banton, 1957), ce raisonnement fait de la guerre civile des années 90 un « *positive check* » (frein actif) malthusien (Malthus, 1798). C'est l'argument de Kaplan (1994) dans son pamphlet au grand retentissement à l'époque.

Richards (1996 : 115-124) montre, que ce raisonnement superficiel est démenti par les faits. On l'a vu au paragraphe précédent, rien ne permet d'attester une déforestation massive qui serait le résultat de la pression démographique. Mais même la tendance à la baisse de la durée de recrû moyenne entre deux mises en culture, point de départ du raisonnement néo-malthusien, s'avère difficile à prouver à l'échelle de la Sierra Leone. Les études originales publiées Gleave (1996) et FAO (1980) témoignent surtout de la grande variabilité des données et de la difficulté de donner une image synthétique de la situation et des tendances évolutives. De plus, tout comme l'image de l'essarteur nomade est trompeuse, l'idée que les paysans recherchent les forêts les plus anciennes possibles est le plus souvent fausse. Même dans les plus anciens témoignages écrits sur l'abattis-brûlis en Sierra Leone, les temps de recrû sont du même ordre de grandeur qu'actuellement dans les zones où les paysans pratiquent encore ce mode d'exploitation (moins de 10 ans dans tous les cas) (Fairhead et Leach, 1998a : 160).

La simple étude des documents cartographiques disponibles montre que l'équation « pression démographique = déforestation = savanisation » est beaucoup trop simpliste au moins dans le cas du nord de la Sierra Leone. La densité de population en Sella Limba à toujours été non seulement supérieure à la moyenne nationale (graphique 2), mais très supérieure à celle des *chiefdoms* voisins : aujourd'hui au moins 8 fois plus que Tambaka au nord 2 fois plus que Tonko Limba à l'ouest et Sanda Loko au sud (carte 5). Les données des recensements de population de la Sierra Leone ne sont malheureusement disponibles qu'à l'échelle du *chiefdom*. Sur la base de nos propres données, nous avons construit (voir carte 6 page 67) la carte du peuplement de la Sella Limba. Le centre de la Sella Limba apparaît comme beaucoup plus dense que les marges du *chiefdom*. Nous n'avons pas recensé, comme pour la Sella Limba, la taille des villages au-delà des frontières de notre région d'étude. Néanmoins, sur la base de transects réalisés à pied ou à moto et d'observations des images satellites, nous pouvons affirmer que le contraste entre une zone centrale densément peuplée encadrée par des zones marginales qui le sont beaucoup moins se prolonge au sud, au-delà des frontières de la Sella Limba.

Or c'est cette zone, justement, qui apparaît, sur les cartes de végétation comme un poste avancé de la végétation arborée encadré au nord, à l'est et à l'ouest par des régions dominées par les « savanes ». Cela est vrai pour les cartes relativement anciennes et peu précises (Mc-Culloch, 1950 ; Clarke, 1969) comme pour les cartes au 1 : 500 000 réalisées sur la base de photos aériennes (FAO, 1979a). Paradoxalement donc, pour les documents cartographiques disponibles, les paysages de couverts arborés semblent associés, dans le nord de la Sierra Leone, à de fortes densités de population tandis que les savanes, au contraire, semblent « vides » (carte 5).



Carte 5 : Densité de population en Sella Limba et dans les chiefsdoms voisins en 2004 et « végétation arborée » en 1979

Pour la densité de population à l'échelle des chiefdoms : (DACO / SLIS, 2006). Pour les couverts arborés, « forest regrowth » : (FAO, 1978).

Notre propos n'est ni de nier l'importance du facteur démographique dans les dynamiques agraires ni d'établir l'équation inverse « population = forêt », symétriquement simpliste et trompeuse. On verra qu'effectivement le centre de la Sella Limba a connu un recul récent des couverts arborés (voir chapitre 3). Mais une multitude de facteurs ont interagi à différentes échelles dans ce processus et la croissance démographique n'explique pas à elle seule, les dynamiques « agro-socio-écologiques ».

Les analyses qui se focalisent sur la question du rapport « population / ressources », dont les références incontournables sont les essais de Malthus (Malthus, 1798) et de Boserup (Boserup, 1965), ne permettent pas de comprendre, dans toute leur complexité, les dynamiques agro-écologiques à l'échelle d'une région. Pour Malthus les ressources disponibles sont données une fois pour toutes, et l'augmentation de la population ne peut conduire qu'à une régulation plus ou moins brutale de sa « charge ». Pour Boserup au contraire, c'est la « pression démographique » qui constitue le facteur indépendant, capable d'inciter les paysans à adopter des pratiques plus intensives.

En faisant de ce rapport le moteur des dynamiques agraires, les deux approches rejettent donc hors du cadre d'analyse les spécificités sociales, écologiques et économiques d'une région et d'une société dans des périodes historiques données (Fairhead et Leach, 2000).

Nous allons, dans un premier temps, réintégrer les modes d'exploitation du milieu dans l'analyse des paysages pour dépasser les catégories simplistes (forêt / savane) qui ne sont d'aucune aide pour comprendre la complexité des dynamiques agraires à l'échelle locale.

2 Reconstitution de la mosaïque paysagère de la Sella Limba : des facettes aux zones agro-écologiques

« [Le] *paysage est l'expression visuelle, ce qui se voit à une échelle d'observation donnée, d'un mode d'exploitation du milieu, lui-même partie prenante d'un système agraire* » (Cochet, 2011 : 94). Mais, nous prévient Sautter (1985 : 293), « [les] *paysages ne sont jamais la pure expression d'un ensemble de forces en action. Il s'y mêle toujours une part d'héritage, à la fois physique et humain. C'est d'ailleurs ce qui rend possible, à partir des traces ou éléments qui survivent, de reconstituer les paysages du passé* ». C'est précisément cette double caractéristique qui fait de l'analyse du paysage un point de départ pertinent pour l'étude de l'agriculture de la région étudiée.

2.1 L'analyse de paysage : méthode et concept

Si le paysage s'offre à nous, du sommet d'une colline par exemple, les « modes d'exploitation du milieu » et « la part d'héritage, à la fois physique et humain » qu'il recèle ne sautent pas aux yeux immédiatement. Lors de notre première visite en Sella Limba, qui était également notre première visite en Afrique de l'Ouest, il nous était bien difficile d'observer autre chose qu'un océan où le vert se déclinait dans toutes ses gammes. Les terres en « friche » et les champs semblaient se mêler. La végétation luxuriante semblait hors contrôle. Pour dépasser cette vue impressionniste et se dégager de nos pré-supposés, l'analyse de paysage nécessite une méthode.

2.1.1 Facettes agro-écologiques

Nous nous inspirons ici notamment des travaux de Chantal Blanc-Pamard et de Gilles Sautter : la méthode consiste à identifier des unités spatiales qui combinent des données caractérisant le milieu et son exploitation par les paysans : les facettes (écologiques, paysagères, éco-paysagères ou encore segments, combinaisons) (Blanc-Pamard, 1990).

« O*bjets hybrides* » (Leciak, 2008) entre nature et société, l'identification et la délimitation de ces facettes est le produit d'aller-retours entre les catégories scientifiques qui caractérisent le milieu (topographie, pédologie, botanique, …) et les catégories paysannes de l'espace cultivé. Les deux ne se recoupent pas nécessairement en tous points et c'est justement au niveau des discordances que l'approche est fructueuse[18]. Pour qu'une discontinuité du milieu naturel définisse une facette il faut donc qu'elle soit reconnue, donc nommée, et qu'elle fasse l'objet d'un ensemble de pratiques paysannes spécifiques. L'objectif étant d'introduire l'analyse du système agraire par la présentation des grands modes d'exploitation du milieu, *in fine*, c'est l'utilisation par les paysans qui fournit le critère pertinent de l'identification des facettes.

Le découpage du paysage auquel elles correspondent aujourd'hui n'est pas donné une fois pour toute. Les facettes et la mosaïque paysagère qu'elles forment ensemble sont susceptibles d'évoluer avec le milieu lui-même, mais également avec les pratiques paysannes et les rapports sociaux. Ainsi la mosaïque paysagère reconstituée ici correspond à une photographie prise au début des années 2010. C'est en nous appuyant sur ce cliché que l'on amorcera l'analyse diachronique de la trajectoire historique du système agraire.

L'observation des facettes se fait depuis les chemins, en bordure des parcelles. Ce point de vue privilégie la description fine de la végétation spontanée, des types de sol, des associations de cultures pratiquées et des façons culturales à différent moments de l'année. Unité élémentaire du paysage, qui correspond à l'échelle de la parcelle ou du groupe de parcelles, les facettes agro-écologiques ne seraient pas « cartographiables » à l'échelle de la Sella Limba mais à l'échelle éventuellement des territoires de chaque village.

Dans ce travail, la définition des facettes agro-écologiques repose sur trois éléments interdépendants :

- la position dans la topographie, inondée une partie de l'année ou exondée (pluviale) ;

[18] Blanc-Pamard (1979) en définissant, par exemple, la « *bodga* » (la lisière du contact forêt-savane) identifiée et exploitée comme telle par les paysans du « V baoulé » en Côte d'Ivoire, échappe à la bipolarisation sacralisée du milieu forêt OU savane.

- la nature de la végétation spontanée qui précède la culture de première année dans les rotations ;
- le mode de préparation du sol (Sautter, 1993) ;

Terres inondées ou terres exondées ?

Les paysans sella limba distinguent en premier lieu les terres inondées une partie de l'année (*kubo*, bas fonds), des terres toujours exondées (*katite*, terres pluviales). Les cuvettes inondables (*lubu*) de la zone des *bolilands* constituent une catégorie à part de terres inondée une partie de l'année.

L'inondation saisonnière des zones basses du paysage, nous l'avons déjà remarqué, induit la formation de sols particuliers, hydromorphes. La végétation spontanée qui s'y développe est évidemment adaptée à ces conditions. La montée d'une lame d'eau dans le bas-fond est provoquée par le ruissellement des eaux de pluies depuis les versants, immédiatement à proximité, par l'écoulement de l'eau depuis l'amont du réseau et, surtout, par la remontée des nappes phréatiques de surface pendant la saison des pluies.

Les cuvettes inondables (*lubu*) ne sont pas des bas-fonds, puisque leur inondation est provoquée essentiellement par le débordement de la rivière principale via ses affluents.

Cuvettes ou bas fonds, le riz est la seule plante qui pourra être cultivée en saison des pluies sur les terres inondée. Cette catégorisation première du milieu exploité entre terres *kubo*, *katite* et *lubu* semble donc *a priori* bien *naturelle*. Mais, s'il y a toujours eu des terres inondées et des terres exondées, nous verrons que cette catégorisation paysanne est le produit d'une histoire relativement récente, indissociable de l'évolution des pratiques et des rapports sociaux.

Se contenter de différencier les terres exondées des terres inondées, alors même que les paysans ont des qualificatifs plus précis pour décrire les différentes variétés de sols le long de la chaîne topographique sur les versants, peut sembler un peu grossier. Mais à ce stade de la présentation des grands modes d'exploitation actuels, il est inutile de rentrer plus avant dans le détail.

En fonction des sols, éventuellement au sein même des parcelles, les paysans vont ajuster leurs pratiques (calendrier, variétés, associations, voir rotations culturales) ce que nous décrirons notamment au chapitre 4.

Nature de la végétation spontanée

Ce qui détermine en premier lieu, et de manière incontournable, le mode d'exploitation c'est bien la nature de la végétation spontanée dont doivent se débarrasser les paysans pour procéder à la mise en culture en première année. Les paysans désignent d'ailleurs les diffé-

rentes terres exondées d'abord par la nature de cette végétation spontanée. Une classification binaire s'impose dès les premiers entretiens : il y a les recrûs arborés (*hukay,* qui est plus souvent employé au pluriel, *thakay*) et les couverts herbeux (*kuboli*). Si les *thakay* correspondent à un type de couvert végétal bien identifié (infra), le terme *kuboli* est réellement l'équivalent de notre terme « savane ». Il peut en effet désigner en Sella Limba un grand nombre de types de couverts herbeux qui ne partagent qu'une caractéristique : le passage du feu en saison sèche. On verra que les modes d'exploitation de ces différentes « savanes » sont fondamentalement différents : il faudra donc définir et caractériser plusieurs facettes.

Pourquoi néanmoins un tel flou dans les termes vernaculaires ? Pour faire face à des évolutions parfois rapides, les paysans peuvent être amenés à adopter des termes qui se rapportaient, en d'autres lieux ou en d'autres temps, à des réalités différentes[19]. Relever les termes vernaculaires est utile : ce sont des précieux indices sur la piste des classifications paysannes du milieu. Il faut cependant, selon moi, rester prudent, car aucune langue n'est exempte d'ambiguïté, d'autant plus que, ne maîtrisant pas le limba, je reste incapable de saisir finement le contexte dans lequel les différents termes sont utilisés.

Le critère déterminant pour la définition des facettes agro-écologiques est donc *in fine* l'observation du mode de préparation du sol, troisième élément étroitement interdépendant des deux précédents.

Le mode de préparation du sol

On désigne par cette expression, inspirée de la note de Sautter (1993) sur l'agriculture des Bakamba, l'opération technique, ou la chaîne d'opérations techniques, qui permet de se débarrasser du couvert végétal spontané avant la mise en place de la culture en tête de rotation.

La préparation de la parcelle n'est qu'une des nombreuses opérations qui, de la récolte jusqu'à la transformation des produits agricoles, caractérisent les itinéraires techniques[20]. Elle n'est pas toujours la plus lourde ni la plus contraignante. Elle n'est pas non plus spécifique à une culture particulière. Nous rentrerons dans le détail des itinéraires techniques pour caractériser les pratiques paysannes (chapitre 4).

On s'intéresse ici particulièrement aux modes de préparation du sol car ils dépendent étroitement de la nature du couvert : on ne se débarrasse pas de la même manière d'un couvert arboré ou d'un couvert herbeux. Mais, en retour, on verra que ce mode de préparation influence

[19] On observe souvent les mêmes décalages dans le domaine de la parenté, ce qui complique les entretiens historiques concernant les rapports sociaux au sein des « familles ».

[20] « […] *combinaison logique et ordonnée de techniques qui permettent de contrôler le milieu et d'en tirer une production donnée* » (Sébillotte cité dans Milleville, 1987)

grandement la nature de la végétation qui reprend le dessus dans la parcelle immédiatement après la récolte des plantes cultivées. La plupart des couverts végétaux en Sella Limba sont ainsi « sub-spontanés »[21]. Il existe une relation dynamique entre l'évolution des modes de préparation de la parcelle d'un côté, l'anthropisation et la différenciation des paysages sella limba de l'autre.

Étroitement dépendants de la nature du couvert végétal spontané, elle-même traduisant un mode de reproduction de la fertilité spécifique, les modes de préparation des parcelles constituent véritablement le maillon central entre le paysage tel que l'on peut l'observer et le système agraire de la région tel que l'on peut le reconstituer. Pour les caractériser on pourra s'appuyer non seulement sur les couverts végétaux mais également sur les outils employés par les paysans. L'agriculture sella limba est strictement manuelle. La seule source d'énergie employée est l'énergie humaine et l'outillage est – sauf pour quelques matériels de transformation récents – toujours individuel. La « faiblesse des forces productives » n'empêche pas le développement d'une grande variété de houes, de machettes ou de haches. La fabrication de tous les outils par les forgerons locaux et l'absence presque totale d'outils importés en Sella Limba est une spécificité de la région qui a probablement facilité les innovations dans le domaine de l'outillage.Que ce soit pour décrire les paysages, ou pour écrire l'histoire des pratiques paysannes, l'ancrage dans l'outillage comme réalité concrète est une méthode efficace pour les enquêtes avec les paysans.

2.1.2 Analyse de paysages : méthodes d'enquête

La simple observation des paysages a constitué, au cours du travail de terrain, une étape préalable à l'étude des dynamiques historiques ou des pratiques actuelles. Après une présentation publique de nos objectifs auprès des notables de la région (*Paramount Chiefs, Section chiefs, Town chiefs, …*) nous consacrions plusieurs journées à parcourir le territoire du village ou à effectuer des transects à pied à travers la Sella Limba. Durant ces périodes d'observation nous notions, notamment à l'aide de premiers croquis, tous les indices relatifs aux modes d'exploitation du milieu et à l'histoire de ces paysages. Durant cette période d'observation préliminaire, nous nous gardions d'interroger les paysans et les paysannes rencontrés, nous

[21] Terme que l'on réservera néanmoins pour les espèces végétales exploitées directement et qui de ce fait font l'objet de soins particuliers. C'est le cas de la palmeraie sub-spontanée par exemple.

contentant de présenter à chaque fois nos objectifs et de prendre rendez-vous pour une rencontre prochaine. Cette observation / analyse « muette » de paysage permettait de faire des premières hypothèses et de soulever des interrogations qui viendraient alimenter les entretiens avec les paysans. D'un point de vue conceptuel, l'objet « facette agro-écologique » suppose, par définition, des aller-retour entre observation de paysage « muette », observation directe des pratiques et entretiens *in situ* avec les paysans au sujet de ces pratiques.

Mais l'analyse de paysage n'est pas seulement une étape préliminaire de notre recherche destinée à devenir le premier chapitre d'un manuscrit. Tout le temps qu'a duré le travail sur le terrain nous avons utilisé l'observation et l'analyse des paysages pour accompagner et prolonger les entretiens réalisés avec les paysans rencontrés. Les entretiens avec les vieux paysans et les vieilles paysannes démarraient généralement dans le village. Les discours sont alors toujours quelque peu stéréotypés et il peut être difficile d'évoquer des éléments précis de la vie quotidienne dans ce cadre. Après 1 ou 2 heures de discussion, nous proposions à notre interlocuteur de « nous montrer » ce dont il / elle nous avait parlé. Nous nous rendions alors sur le sommet d'une colline voisine. Mais, si les capacités physiques de notre interlocuteur ne nous permettaient pas de trop longues marches, une simple « promenade » dans les parcelles proches étaient déjà enrichissante. Pour les entretiens historiques, ces visites, accompagnées d'un informateur mis en confiance par une discussion préliminaire, avaient deux vertus :

- Elles permettaient de localiser dans l'espace les informations que nous avions tenté de localiser dans le temps lors de la première partie de l'entretien. Le paysage était alors l'objet de nos discussions : en retirant ou en ajoutant un élément qui s'offrait à notre vision, il était possible de recomposer les paysages des époques antérieures et avec eux les systèmes agraires historiques.
- Par ailleurs, nous avons observé que hors du village et avec le paysage comme support, les langues se déliaient souvent.
- Il est connu que le cadre d'un entretien ethnographique influence la qualité et la quantité d'informations collectés (Beaud et Weber, 1997). Sous la « véranda »[22] de leur maison, espace public par excellence, il est de bon ton de décliner la norme sociale (et technique) que l'on croit devoir servir à l'enquêteur de passage. Dans les parcelles, hors du village, il devient plus facile de discuter de choses plus quotidiennes : pratiques culturales bien sûr, mais aussi tensions domestiques, problèmes économiques, … Bref les discussions s'enrichissaient, du point de vue de nos objectifs.

[22] En Sierra Leone, une terrasse couverte, appelée « véranda », est présente devant toutes les maisons d'une certaine taille où les hommes peuvent se réunir.

Au fur et à mesure des entretiens, suivis chaque fois que c'était possible d'une visite dans les parcelles, nous améliorions notre connaissance de l'espace exploité permettant en retour à nos informateurs d'aller plus dans les détails de leurs explications. Une bonne connaissance, à travers le paysage de l'espace exploité par les paysans interrogés est, par exemple, centrale dans les cas d'étude de groupes domestiques (cas d'étude qui fournissent la matière du chapitre 4 et 5).

2.2 Les facettes agro-écologiques en Sella Limba : unités élémentaires de la mosaïque paysagère

Sur la base de la définition donnée page 38, nous proposons de décomposer le paysage de la région étudiée en 6 facettes : 4 pour les terres pluviales et 2 pour les terres inondées.

2.2.1 Le bosquet villageois (*gbokoŋ*)

Le paysage en Sella Limba est ponctué de bosquets arborés puissants, sorte « îlots forestiers » dominants les couverts végétaux plus bas des alentours. La présence de ces bosquets dans le paysage n'est pas propre à la Sella Limba, ni même au nord de la Sierra Leone : on les retrouve dans toute la zone dite de « mosaïque forêts-savane ». Du point de vue physionomique il s'agit d'une « forêt dense » : « *Peuplement continu d'arbres atteignant au moins 10 m de hauteur à cimes s'interpénétrant* » (White, 1983b : 50). En raisonnant par déduction, de nombreux observateurs ont fait de ces « îlots de forêt » les reliques de la végétation climacique de la région. Par exemple, dans ce qui constitue le manuel de botanique de référence en Sierra Leone, on lit :

> *Forest outliers in savanna regions probably originated as remnant forests regenerating itself over the years, when villagers cleared the original closed forest around their village for farming. Overintensive cultivation and other biotic influences like fire, soil erosion has prevented the regeneration of the original closed forest, thus leaving the forest community in the village as an island on a sea of grass or derived savanna. (Cole, 1968 : 81)*

Pour Fairhead et Leach (1998b, 148-9), en Guinée Forestière ces îlots forestiers sont, au contraire, le résultat d'une exploitation répétée, ancienne ou récente, des savanes par les paysans. D'après les témoignages qu'ils ont collectés en Guinée Forestière, ces forêts sont d'anciennes fortifications datant de la fin du XIXe siècle. Ils concluent que paradoxalement : « […] *the vegetation forms which forests ecologists select as indicative of least disturbance may be in reality be the most disturbed* ».

En Sella Limba, si nous n'avons pas pu retracer les conditions historiques de la formation de ces bosquets, leur composition botanique rend peu crédible l'hypothèse d'une formation « relique », témoignage d'une végétation « originelle ». La strate supérieure de ces bosquets est composée d'arbres de très grande taille (plus de 20 m), notamment l'emblématique « Coton tree » (*kutɛnɛ*, *Ceiba pentendra*). Cette essence pionnière à croissance rapide marque dans toute la Sierra Leone, et jusque dans la capitale, la présence d'un emplacement humain. On trouve également dans cette strate *Chlorophora regia*, *kubɛrɛfut* (*Artocarpus altilis*) ou de grands *kusasi* (*Parinari excelsa*), moins symboliques mais non moins utiles que ce soit pour le bois d'œuvre ou l'alimentation. À l'ombre de ces arbres prospère une végétation luxuriante d'arbres plus petits, souvent utiles comme des kolatiers (*Cola acuminata*), et de plantes cultivées :des bananiers (*Musa spp*.) des taros (*Colocasia esculenta*) des ignames (*Discora spp*.), etc (figure 3).

Fig. 2: Bosquets villageois

Photo 1 *:On observe, derrière une jeune palmeraie plantée au premier plan, la couronne des « Coton tree » qui domine le couvert.* ***Photo 2*** *: Un homme nous montre les fondations de la maison de son père à l'ancien emplacement d'un village.* ***Photo 3*** *: A l'ombre d'un « coton tree » des bananiers dans le bosquet villageois.*

Par ailleurs, les Sella-Limba nous apprennent que ces « îlots forestiers » marquent tous l'emplacement historique d'un village. On y trouve les fondations des anciennes maisons et les tombes de leurs ancêtres. Aujourd'hui, l'emplacement de la grande majorité des villages a été modifié, et les maisons se sont alignées sur la piste carrossable. Mais les paysans se rendent régulièrement encore dans les bosquets. Ils y collectent une grande quantité de produits utiles, alimentaires ou non. C'est également le lieux des « sacrifices » (*saraka*) qui permettent d'entretenir le lien entre les membres vivants et décédés du lignage et qui sont néces-

saires à la bonne conduite des activités productives sur le sol des ancêtres du lignage. C'est ce qui motive la désignation, courante dans la littérature, de ces bosquets comme des « bois sacrés » (Juhé-Beaulaton et Roussel, 1998 ; Lebbie et Freudenberger, 1996). Quand ils décrivent le paysage, les Sella Limba désignent eux ces bosquets (*gbonkoŋ*) par le nom du village (*mɛti*) auxquels ils sont associés justifiant le terme que nous emploierons dans ce travail : « bosquets villageois ».

Cette facette du paysage ne rentre pas dans des rotations puisque les bosquets villageois ne sont jamais mises en culture.

2.2.2 Les recrûs arborés denses (*thakay*)

Dans certaines zones de la Sella Limba , les bosquets villageois dominent une végétation arborée dense plus basse. Les paysans parlent pour désigner ces couverts de *hukay,* et emploient le plus souvent ce terme au pluriel (*thakay*). Ils sont composés de deux strates : une strate supérieure d'arbres qui ne dépassent jamais 10 m et une strate inférieure d'arbustes et de lianes. La présence d'un grand nombre de plantes épineuses, coupantes ou urticantes rend le couvert impénétrable si l'on n'est pas armé d'une machette et correctement protégé. Le sol sous ces couverts est plus souvent sombre (*kubotɛ*) et faiblement caillouteux (figure 4).

Du point de vue physionomique, ces couverts correspondent à des « fourrés » : « *peuplement fermé de buissons et de plantes grimpantes, de hauteur comprise généralement entre 3 et 7 m* ». (White, 1983b : 50). Le terme de forêt secondaire est trompeur car ils ne correspondent pas plus que les bosquets villageois aux reliques, même dégradées, d'une hypothétique forêt originelle. Leur richesse floristique reste limitée et les quelques essences qui les dominent (voir tableau 1) sont qualifiés de « pionnières », « nomades » ou « héliotropes » dans la littérature (Nyerges, 1988 ; Cole, 1968).

Nom limba	Nom scientifique
Kutɛnɛ	*Ceiba pentendra*
Kuyandi	*Anisophyllea laurina*
Kudɛndeli	*Dialum guineense*
Kusasi	*Parinari excelsa*
Kutanta	*Dichrostachys glomerata*
Kutɛli	*Spondias mombin*
Kuwɛrɛ	non identifiés
Kusankasa	
Kugbɛlili	
Kusasanati	
Taa	*Elaeis guineensis* (palmiers à huile)

Tab. 1: Essences identifiées dans les recrûs arborés denses (*thakay*)

Sources enquêtes pour les noms vernaculaires et identification des plantes observées en Sella Limba à l'aide de Cole (1968), Deighton (1957) et du site internet www.prota.org ; accédé le 07/08/14

Les paysans racontent souvent qu'à l'ombre de cette végétation, les chemins étroits sont sombres et que les enfants n'aiment pas trop s'y attarder le soir venu. Mais, les *thakay* ne sont pas pour autant des espaces sauvages. D'abord, ces couverts font l'objet d'un grand nombre d'activités de cueillettes et presque toutes les plantes qui s'y trouvent sont utiles, ne serait-ce que pour la construction (Davies et Richards, 1991). Mais surtout, il s'agit d'un espace clairement approprié : on parle des *thakay* de tel ou tel village. On distingue bien dans le paysage le dessin des parcelles plus ou moins récentes en fonction de l'âge du couvert.

Fig. 3: Recrûs arborés denses de différents âges

Photo 1 : recrû de 20 mois (2 saisons des pluies), la végétation herbacée profite du chemin pour se développer en marge du couvert. Photo 2 : recrû arboré de 3 ans environ.

La dynamique de ce couvert est en effet indissociable de la culture d'abattis brûlis, dans le sens de la définition la plus large possible : « [alternance], *pour une parcelle donnée, d'une phase limitée de culture avec une phase plus longue de friche* » (Ducourtieux, 2006 : 21). Nous décrivons les modalités précises de la pratique de l'abattis-brûlis en Sella Limba aujourd'hui au chapitre 4. On se concentre ici sur les éléments clés de la relation dynamique spécifique qu'entretient cette facette agro-écologique avec un mode d'exploitation du milieu particulier.

On ne se débarrasse que de la partie superficielle du couvert arboré. Le mode de préparation des parcelles consiste ici à couper (*amahi*) au sabre d'abattis et à la hache les arbres et arbustes à 1 m du sol puis à brûler cette biomasse sans s'attaquer ni aux souches ni aux racines[23]. Or toutes les essences de ces couverts partagent la capacité d'émettre des rejets de souches et des drageons et/ou de redémarrer rapidement à partir des souches après un stress majeur. On observe d'ailleurs sur de nombreux arbres les traces de coupes plus ou moins anciennes. Dès que la parcelle cultivée est abandonnée, généralement après deux saisons de culture successives, les arbres émettent depuis leurs racines et leurs souches des rejets et rapidement les arbres recouvrent la surface du sol. Ainsi, dès la seconde saison des pluies après l'abandon de la parcelle, les herbacées ont entièrement disparu. L'abattage des arbres sans arrachage des souches à intervalles réguliers induit ainsi le développement d'un véritable taillis[24] (Nyerges, 1988) sur lequel, en retour, reposent les rotations relativement rapides de ce système d'abattis-brûlis. C'est pour faire référence à ce mode d'exploitation du milieu que nous choisissons de traduire *thakay* par « recrûs arborés denses » (voir encadré 1 page 50)

Des palmiers à huile (*Elaeis guineensis, taa* en limba) assez nombreux (environ 50 arbres par ha)[25] dominent la végétation. Cela renvoie au caractère sélectif de l'abattage de la partie superficielle du couvert : en les épargnant, voire en les protégeant, les paysans favorisent le développement d'une palmeraie sub-spontanée associée dense. En plus des palmiers, de rares arbres, les plus gros et les plus grands (souvent *kutɛnɛ* ou *kusasi*), sont également épargnés car le faible ombrage qu'ils porteront aux cultures ne justifierait pas le travail important que demanderait leur abattage, Mais ils sont loin d'être systématiquement présents et toujours en

[23] Ce n'est pas spécifique à la région étudiée : voir, entre autres, (Ducourtieux, 2006 : 107 ; Carrière, 2003 : 206 ; Nyerges, 1989)

[24] « *Peuplement forestier issu de rejets de souche ou de drageons, dont la perpétuation est obtenue par des coupes de rajeunissement* » (Gauberville et Bastien, 2011)

[25] (Delarue, 2007 : 108) dans un milieu écologique comparable avance le même ordre de grandeur.

nombre bien moins important que ce qu'a observé (Carrière, 2003) au sud du Cameroun. Ils ne semblent donc ici jouer aucun rôle dans le renouvellement post-cultural du couvert et donc la reproduction de la fertilité.

Dans ce mode d'exploitation du milieu, et à l'échelle de cette facette agro-écologique, la période de recrû permet la reproduction de la fertilité (Ducourtieux, 2006 : 34), c'est-à-dire de « l'aptitude du sol à produire » (Sébillotte, 1993) :

- le développement de la biomasse aérienne du couvert arboré entraîne un transfert vertical des éléments minéraux et une remontée des taux de matière organique dans le sol
- le maintien du système racinaire du couvert arboré et de l'activité biologique permet l'entretien de la structure du sol
- enfin, et il semble que dans de nombreuses situations ce soit le point essentiel (Jouve, 1993), le développement d'un couvert arboré pendant la période de recrû réduit le stock de graines de plantes annuelles et limite considérablement la pression des adventices durant les cycles de culture qui suivent.

Avec la réduction de la période entre deux mises en culture de la parcelle, le recrû arboré remplit de moins en moins bien ce rôle de reproduction de la fertilité : la pression des adventices augmente, la structure du sol se dégrade et la fertilité chimique chute. La « pression démographique » est le plus souvent considérée comme à l'origine de cette dynamique (Ducourtieux, 2006 : 46-47). Sans occulter l'importance de la démographie, nous verrons que le recul récent de cette facette agro-écologique dans les paysages de la Sella Limba est le résultat d'une multitude de facteurs.

Encadré 1: Jachères, friches … ou recrûs ?

Comment désigner les parcelles où, entre deux périodes de culture, les paysans laissent la végétation se développer ? La question divise les auteurs entre les partisans de l'emploi du terme « friche » et ceux du terme « jachère ». Si ce dernier est plus courant (Floret et Serpantié ; 1993 ; Jean, 1975) il renvoie à une pratique culturale pré-industrielle européenne qui consistait à travailler la terre plusieurs fois pour préparer les semis d'automne (Sigaut, 1981). Avec la disparition de ces pratiques au XIXe siècle le terme a perdu son sens premier pour désigner une période temporaire de non-culture, non sans entraîner une certaine confusion historique aggravée par l'instauration de la « jachère obligatoire » de la PAC en 1992. D'un continent à l'autre et d'une époque à l'autre le terme désigne des pratiques qui n'ont aucun rapport entre elles. Les problèmes sont les mêmes en anglais puisque le terme dont l'usage est le plus courant, *fallow*, désigne également, à l'origine, une terre préparée par des labours successifs.

Mazoyer et Roudart (1997), suivant Sigaut (1976), réservent à jachère son sens historique et désignent par friche la surface abandonnée par les agriculteurs entre deux périodes de culture. Mais ce terme renvoie également soit à l'idée de la prairie que l'on *défriche* pour mettre en culture, soit à l'idée d'abandon des terres et de déprise agricole (Morlon, 2012). Cette dernière acception étant courante aujourd'hui, son emploi – comme avec le terme anglais *waste land* – peut laisser penser que les terres sont « sous-exploitées » et de ce fait considérées comme « vacantes » (voir chapitre 5 section 3).

A la suite d'une synthèse complète de la littérature sur cette question, (Ducourtieux, 2006 : 20) conclut « *la difficulté tient à l'usage de deux mots pour qualifier trois catégories différentes de terres : des surfaces agricoles labourées mais non ensemencées dans des techniques de restauration de la fertilité et de contrôle des adventices entre deux phases de culture ; des surfaces qui ont été cultivées et qui sont, a priori, abandonnées ; et des surfaces qui ont été cultivées, où croît une végétation spontanée et dont la remise en culture est prévue* ».

Nous proposons donc l'usage du terme recrû (regrowth en anglais) : « *ensemble des rejets ou drageons développés sur les souches d'un taillis après la coupe. Par extension, ce terme s'applique à la végétation héliophile colonisant une trouée forestière ou une jachère, c'est alors un recrû post-agricole* » (Carrière, 2003 : 14). Il n'évoque ni l'idée de labours préparatoires ni celle d'un abandon des terres, toutes deux étrangères à la situation qui nous intéresse, mais désigne le développement d'une végétation spontanée. Enfin ce terme est commode, puisqu'il est possible de qualifier sa nature (recrû arboré, herbeux) et sa durée (un recrû de 5 années, de quelques mois, etc).

2.2.3 La savane herbeuse (*kuboli*)

Dans d'autres zones de la Sella Limba, le paysage est beaucoup plus ouvert. Les couverts sont composés essentiellement de graminées, notoirement absentes des *thakay.* Ici, les sols sont plus rouges (*kubole*) et plus caillouteux (*huraka*) que ceux qui portent les couverts arborés décrits précédemment. La saison sèche, quand presque toutes les parcelles sont abandonnées au recrû spontané, est la meilleure saison pour observer les différents couverts graminéens (figure 5). Ils sont tous largement dominés par une seule espèce, ou par des espèces au mode de développement très similaires.

1. Les paysans distinguent d'abord *hubobo* (*Andropogon tectorum*[26]). La littérature décrit cette graminée comme pérenne et pouvant atteindre de très grande taille (6-7 m d'après Cole (1968). Mais ici les couverts ne dépassent pas 2 à 3 m et le plateau de tallage[27] n'est jamais très développé.
2. Dans d'autres savanes herbeuses, on apprend à reconnaître les couleurs rouges et blanches des fleurs des « *oy* » (*Pennisetum subangustum* et *Pennisetum hordeoides*). Ce terme désigne soit des « herbes » en général soit ces deux espèces en particulier. Ailleurs, ces graminées sont confinées aux bordures des pistes et des chemins, mais ici elles prennent le dessus sur toute la parcelle et parfois sur des versants entiers. Leur taille reste réduite (1 à 1,5 m), leur développement est ici annuelle et elles ne forment pas de plateau de tallage.

La juxtaposition, mais jamais l'association, de ces deux types de graminées correspond à une dynamique spécifique des recrûs herbeux. Après la mise en culture des parcelle, pendant les inter-cultures, c'est d'abord les *oy* qui colonisent les parcelles. Mais si une parcelle n'est pas cultivée durant la saison des pluies suivante, les *hubobo* prennent le dessus. Le faible développement des plateaux de tallage de cette dernière indique cependant que la durée de ces recrûs herbeux n'est jamais très longue.

3. Enfin, notamment dans les zones humides proches des bas-fonds inondés, on observe des couverts d'*Imperata cyclindrica* (*hutaga*), réputée envahissante et particulièrement difficile à éliminer à cause de son mode de développement rhizomatique.

[26] L'identification des graminées a été réalisée essentiellement grâce aux termes vernaculaires sella limba et leurs traductions temne que l'on trouve dans Deighton (1957).
[27] Zone du collet où sont émises les talles

Quelle que soit sa composition floristique, la biomasse aérienne de ces couverts graminéens se dessèche après les dernières pluies en novembre. Les feux que les paysans allument vers mars parcourent ainsi de grandes surfaces. Le passage du feu et le couvert graminéen sont indissociables : le développement d'une biomasse sèche offre un combustible au feu, et le passage annuel de ce dernier favorise le peuplement graminéen au détriment du développement d'un couvert arboré (Gillon, 1986).

Les arbres ne sont cependant pas complètement absents de ce paysage. On retrouve d'abord, mais sous forme de buissons isolés, les essences des recrûs arborés denses présentés dans le tableau 1 (supra). Bien que moins dense, la palmeraie sub-spontanée est également présente dans ces couverts (environ 25 arbres par hectare). Aux bords des routes, mais pas seulement, les paysans ont planté des arbres, surtout des manguiers, mais également des anacardiers. Enfin, disséminés dans le paysage, la présence de nombreux *Gmelina spp*. est notable. Si ces individus isolés dans le paysage ne sont pas plantés, ils sont issus de plantations voisines introduites dans les années 80 (chapitre 3). Aucune de ces essences n'est réputée tolérante au feu. Leur présence indiquerait que le feu n'est pas très puissant, et donc que la biomasse aérienne brûlée chaque année reste limitée.

Fig. 4: Savanes herbeuses billonnées

Photo 1 : Au premier plan recrû herbeux de quelques mois, Pennisetum subangustum *(*oy*), au second plan recrû herbeux de* Andropogon tectorum *d'âge inconnu. Photo 2 : Recrû herbeux d'âge inconnu,* Andropogon tectorum (hubobo) *associé à la palmeraie sub-spontanée. Photo 3 : Après le passage du feu, on distingue les buissons dispersés dans le paysage (et toujours les palmiers sub-spontanés).*

Quel mode de préparation du sol caractérise cette facette agro-écologique ? Après le passage du feu, quand commence la saison des pluies, le paysage est mieux dégagé pour observer les différentes parcelles. On distingue alors de nombreuses parcelles dans lesquelles les paysans ont construit de longs billons. Seule la partie somitale de ces billons est cultivée (piment, tabac ou manioc). Quelques questions suffisent à comprendre qu'ils ne restent en place qu'une seule année. Le billonnage (*aŋata*) est réalisé à l'aide de houes au fer large et à long manche. Cette opération peut avoir un grand nombre de rôles agronomiques en fonction des situations : drainage, amélioration structurale, concentration de la matière organique, etc (Mollard et Walter, 2008 : 265-6). Nous verrons qu'en Sella Limba, elle permet surtout de contenir la pression des adventices. Le billonnage est bien le mode de préparation de la parcelle qui caractérise cette facette.

Comment qualifier cette facette agro-écologique ? Les Sella Limba parlent pour désigner ces terres de *kubohi*. D'un point de vue physionomique, il s'agit d'une « savane », et même à une « savane herbeuse », au sens de la classification de Yangambi :

> « *Formation herbeuse comportant une strate herbacée supérieure continue d'au moins 80 cm de hauteur, qui influence une strate inférieure ; graminées à feuilles planes, basilaires et catilinaires ; ordinairement brûlées annuellement ; plantes ligneuses ordinairement présentes* ». *(CSA, 1956)*

Le terme français « savane » comme le terme limba « *kuboli* » recouvre des réalités fort différentes, même à l'échelle de notre région d'étude. White (1983 : 50), dans sa classification, décide de l'abandonner au profit de « formations herbeuses » : « *Terrain couvert de graminées et d'autres herbes , soit dépourvu de plante ligneuse, soit avec un recouvrement de ces dernières n'excédant pas 10 %* ». Mais cette définition évacue la référence au passage du feu. Notre travail à l'échelle locale n'a pas l'ambition de proposer une « classification scientifique » des types de formations végétales qui réglerait ce vieux problème. Notre objectif est de proposer une décomposition pertinente du paysage pour éclairer, à l'échelle de notre région d'étude, les relations dynamiques entre le milieu exploité et les modes d'exploitation du milieu. Nous conservons donc le terme de « savane » que nous qualifions d'« herbeuse » pour la distinguer des autres savanes arborées que nous allons décrire dans le paragraphe suivant.

2.2.4 Le continuum savane arborée – forêt claire (*kuboli – Waya wayaŋ*)

On observe également, en Sella Limba, d'autres savanes, désignées également « *kuboli* », présentant pourtant des caractéristiques très différentes : le couvert graminéen est exclusivement dominé par des graminées de grande taille (jusqu'à 5 m), ici pluriannuelles, formant des plateaux de tallage, souvent bien développés. *Hutaga* (*Imperata*) est absente, *oy* (*Pennistetum subangustum / hordeoiedes*) est confinée aux bordures des pistes et des chemins.

Les paysans de l'est de la Sella Limba distinguent deux types de couverts graminéens : *kuboli wo yɛrɛmɛ*, c'est-à-dire la savane « des femmes », et *kuboli wo watɛ*, celle dite « des hommes ».

Dans la première, on retrouve *Andropogon tectorum*, mais en touffes souvent plus imposantes que dans les savanes herbeuses décrites au paragraphe précédent. La seconde est dominée par *Chasmopodium caudatum* (peut être parfois *Pennisetum purpureum*). Le qualificatif que les paysans attachent aux différents couverts graminéens à l'est de la Sella Limba fait référence au mode d'exploitation : après une longue période où la parcelle est abandonnée, l'ouverture du milieu, généralement réalisé par les hommes, permet la culture de manière plus ré-

gulière des parcelles, généralement par les femmes (voir chapitre 4 page 330). À l'ouest de la région étudiée, les paysans n'associent pas ces couverts aux sexes des travailleurs mais distinguent bien d'une part les couverts dominés par *bobo* (*Andropogon tectorum*) et ceux dominés par *tala* (*Chasmopodium caudatum* et/ou *Pennisetum purpureum*).

Comme dans les savanes herbeuses, la biomasse aérienne de ces couverts graminéens sèche également après la fin des précipitations. Comme elle est beaucoup plus importante, le feu qui passe une fois par an est beaucoup plus puissant. On y observe que les argiles du sol sont cuites superficiellement. Le sol de ces savanes est cependant généralement plus sombre que celui des savanes herbeuses présentées d'abord. On observe de nombreux turricules qui traduisent l'importance de l'activité biologique de ces sols.

Malgré le passage du feu, il y a beaucoup d'arbres dans ces paysages. Ils ne sont pas seulement présents sous forme de buissons ou plantés de manière isolée et le long des routes. Ils forment ici une véritable strate, plus ou moins dense. Mais la composition floristique de cette strate est tout à fait différente de celle des *thakay.* La diversité des essences est ici plus faible. Généralement trois essences dominent la strate arborée : *kuwədə* (*Piliostigma thonningii*), *kuwələ* (*Pterocarpus ericeanus*) et *kuwətə* (*Daniella oliveri*). Ces arbres, malgré leur capacité à émettre des rejets de souches et des drageons, ont une croissance beaucoup plus lente que les essences du *thakay* présentées plus haut. Mais, passé un certain âge, l'épaisseur de leur écorce et la dureté du bois les protègent du passage du feu. On parle de pyrophytes (Gillon, 1986). *Kumananka* (*Lophira lanceolata*), autre essence très commune dans ces paysages qui a la particularité de se développer très souvent en couvert mono-spécifique. Pour Cole (1968 : 87), qui observe également ce comportement, la « *savane à lophira* » représente une formation particulièrement impactée par les passages du feu.

Enfin, il faut faire une mention spéciale pour *Kusɛŋ* (*Parkia biglobosa,* le « néré »). Les gousses de cette légumineuse contiennent une pulpe jaune que les enfants consomment et une graine qui permet de préparer un condiment (*kindia*). On observe des spécimens de très grande taille. Ces arbres sont systématiquement épargnés quand une parcelle est mis en culture. Favorisée par cette pratique, la population des *Parkia* en Sella Limba ne forme jamais cependant un « parc » étendu (comme par exemple au Bénin : Gutierrez et Juhé-Beaulaton, 2002). Inversement, la puissance du feu interdit tout développement des palmiers à huile qui sont toujours absents de ces couverts.

Cette facette agro-écologique (figure 6) ne correspond donc pas à une seule formation végétale, caractérisée par une certaine physionomie et une composition floristique spécifique, mais à un continuum de formations végétales depuis la savane à *Andropogon* ou à *Chasmopodium*, dépourvue ou presque de strate arborée, jusqu'aux formation arborées où le tapis herbacé a presque disparu que les limba désignent comme *waya-wayaŋ* et que l'on peut traduire par « forêt claire » : « *peuplement ouvert d'arbres atteignant au moins 8 m de hauteur ; recouvrement des cimes de 40 % ou plus ; strate herbacée généralement à dominance de graminées* » (White, 1983b : 50).

Fig. 5: Continuum savane forêt – claire

Photo 1 : Chemin dans une savane herbeuse *de* Chasmopodiume caudatum *(après le passage du feu en saison des pluies), au second plan on distingue un grand* Parkia Biglobosa *caractéristique de cette facette agro-écologique. Photo 2 : Chemin dans une forêt claire (recrû d'âge inconnu).* Photo 3 : Savane arborée. Photo n° 4 : Savane arborée à Lophira lanceolata.

On choisit de présenter ces différents couverts comme un continuum car on les observe toujours ensemble dans le paysage, formant un patchwork complexe de parcelles avec une densité plus ou moins importante d'arbres. Nous verrons, en prenant un peu de hauteur au moment de proposer un zonage de la région étudiée, que, le feu a un rôle structurant dans la formation de ce paysage. Son passage ou non – en fonction de la position des parcelles par rapport aux zones humides, aux villages et aux routes qui le bloquent plus ou moins mais aussi

par rapport à l'orientation des versants vis-à-vis des vents dominants – détermine la trajectoire des formations végétales. Mais les pratiques paysannes et l'histoire des parcelles sont également très importantes et influencent grandement l'effet du feu sur le couvert.

Ce continuum constitue une seule facette agro-écologique car, malgré sa complexité, c'est un même mode de préparation du sol qui permet l'ouverture du milieu puis son exploitation de manière régulière. Le passage du feu entraîne la destruction de la biomasse aérienne des graminées mais laisse intacte les plateaux de tallage comme la strate arborée. Pour ouvrir une nouvelle parcelle dans une savane arborée, les paysans doivent arracher (*amugu*) ces plateaux de tallage à l'aide d'une houe au fer droit (voir chapitre 4, page 330 pour la description détaillée de ces modes d'exploitation du milieu). Seuls les arbres les plus petits sont abattus, la plupart sont simplement tués sur place grâce à la technique de l'annélation[28]. Nous sommes ici dans un mode d'exploitation différent de l'abattis-brûlis des *thakay* :

- les savanes arborées « ouvertes » de cette manière ne sont pas des recrûs qui rentrent dans des rotations rapides, mais de véritables friches qui peuvent être très anciennes ;
- le feu intervient avant les premières opérations de mise en culture des parcelles et son passage n'est pas localisé à une parcelle unique, même s'il peut intervenir éventuellement dans un second temps, plus localement, pour faciliter le nettoyage des débris des graminées arrachées et des quelques arbres abattus ;
- l'objectif n'est plus de restituer le maximum d'éléments minéraux via les cendres du brûlis en brûlant une quantité importante de biomasse mais simplement de se débarrasser de la végétation spontanée pour faciliter l'implantation des cultures.

Une parcelle mise en culture puis abandonnée au développement de la végétation spontanée sera envahie par les graminées « des femmes » (*Andropogon tectorum*). Pour la remettre en culture, il faudra de nouveau les arracher.

Cette opération spécifique, apparaît comme le mode de préparation du sol typique de cette facette complexe.

[28] « *Enlèvement d'une bande d'écorce jusqu'au bois tout autour du tronc pour provoquer la mort d'un arbre* » (Gauberville et Bastien, 2011).

2.2.5 Le bas-fond (*kubo*)

Entre deux collines, on traverse, toujours à gué entre juillet et octobre, à sec éventuellement le reste de l'année, un bas-fond, c'est-à-dire :

> « [Une] *zone basse du paysage du paysage, à fond plat ou concave, située à la tête des réseaux hydrographiques, sans cours d'eau, ou avec un lit mineur peu marqué. Ce sont des vallons et des petites vallées inondables, qui recueillent les eaux de ruissellement en provenance du bassin versant, et constituent les axes de drainage élémentaire. Ce sont des axes de convergence préférentielle des eaux de surface, des écoulement hypodermiques (sous la surface du sol) et des nappes phréatiques contenues dans le sol et alimentées par les pluies* [...]. *Les nappes sont à faible profondeur et affleurent une partie de l'année* » (Lavigne Delville et Boucher, 1996 : 131)

La principale caractéristique des bas-fonds tient en effet non seulement au fait qu'ils sont inondés toute ou partie de l'année, mais également aux modalités de cette inondation : ruissellement superficiel et souterrain et remontée des nappes phréatique de faible profondeur. La crue est relativement progressive, mais plus rapide que la décrue. Les bas-fonds ne connaissent habituellement qu'un seul pic de crue (un seul maximum du niveau de la lame d'eau).

Aujourd'hui les bas-fonds peuvent être de largeur variable en fonction de leur position sur le réseau hydrographique, entre 30 et 100 m environ.

Cette inondation saisonnière a évidemment une influence importante sur la nature de la végétation. La « *forêt marécageuse* » ou « *freshwater inland swamp forest* » que décrivent respectivement White (1983b : 92) et Cole (1968 : 69-70) n'est observable que très ponctuellement en Sella Limba, dans des bas-fonds jugés impropres à la culture, car souvent frappés d'un interdit, notamment lié à la présence d'une source. Ailleurs, si quelques arbres peuvent être épargnés, notamment *Kuwɵ* (*Mytragina stipulosa*), les bas-fonds en Sella Limba sont aujourd'hui dominés par une végétation herbacée hydrophile. Les paysans parlent d'*oy*, dans le sens d'« herbes » indifférenciées. Il faut distinguer, d'après leur morphologie et leur végétation, deux types de bas-fonds en Sella Limba :

- Les bas-fonds, généralement moins encaissés, caractérisés par un sol plutôt sableux et une végétation herbacée plutôt basse. On devine que les parcelles sont cultivées très régulièrement car on note la présence en saison sèche, presque partout, de paille de riz. Ils sont souvent bordés de plantations pérennes de palmiers à huile (*Elæis guineensis*).

- Les bas-fonds souvent plus étroits et plus encaissés, dont le sol est caractérisé par la différenciation d'un horizon tourbeux très sombre au-dessus d'un horizon sableux. La végétation herbacée hydrophile est plus touffue. Les paysans identifient notamment *hiŋposiŋ* (*Clappertonia ficifolia*) qui serait un bon indicateur de la fertilité d'une parcelle et que l'on observe dans les parcelles qui n'ont pas été cultivées la saison des pluies précédente. À la périphérie de ces bas-fond, des raphiales, couvert mono-spécifique de *makɛntu (Raphia spp*.), sont entretenues. Ces arbres ne sont pas exploités pour leur sève comme en Guinée (Delarue, 2007 : 146) mais leurs frondes sont utilisées pour entretenir les barrières qui entourent les parcelles (figure 71 page 409). Si les raphias, depuis ces périphéries de la parcelle, ont colonisés toute la parcelle, cela indique qu'elle n'a pas été cultivée depuis plusieurs années.

Inondées en saison des pluies, seul le riz peut être cultivé dans ces parcelles. À ces deux types de bas-fonds, entre lesquels on observe toutes les situations intermédiaires, correspondent deux modes de préparation du sol qui précèdent l'implantation du riz inondé :

- Dans le premier type, le mode de préparation du sol est un billonnage de compostage. En fabricant des billons avant l'inondation les paysans enfouissent la végétation herbeuse. Ces billons sont ouverts quelques semaines plus tard au moment de l'implantation du riz dans la parcelle.
- Dans le second type, la végétation est d'abord défrichée puis laissée à sécher (ou à pourrir en fonction de l'humidité de la parcelle). Les paysans reviennent pour effectuer un labour en retournant directement des mottes de terre pour enfouir, là aussi, la biomasse végétale.

Cette typologie des bas-fonds et des modes de préparation du sol permet de définir deux « sous-facettes » agro-écologiques distinctes, mais ne suffit pas à décrire toute la diversité des pratiques de riziculture inondée. Nous décrirons le développement historique de ces modes d'exploitation du milieu (chapitre 3 section 1) avant de décrire plus précisément leurs modalités techniques (chapitre 4, page 347).

Fig. 6: Bas-fonds (*kubo*)
Photo 1 : Bas-fond large en saison sèche, on distingue les pailles de riz et , au second plan, les plantations de palmiers à huile. Photo 2 : Bas-fond étroit en saison sèche, les palmiers en périphérie du bas-fond sont des palmiers sub-spontanés.

Cette typologie sommaire ne correspond qu'en partie à des différences morphologiques ou écologiques « naturelles » des bas-fonds. Nous verrons que leur exploitation par les paysans a profondément influencé, non seulement la végétation spontanée mais également le sol et même la morphologie de ces zones basses inondées. Particulièrement pour cette facette du paysage, le milieu exploité a été profondément transformé par eux sur le long terme.

2.2.6 Les cuvettes inondables (*lubuyŋ*)

Ces cuvettes sont beaucoup plus larges que les bas-fonds (300 à plus de 1000 m). Le relief est ici très peu accidenté, même si les cuvettes sont ponctuées de termitières, parfois abandonnées, qui émergent pendant l'inondation. La transition avec les terres pluviales est progressive, ce qui rend difficile la lecture de leur forme sur le terrain. D'abord circulaires, puis de plus en plus allongées quand on va vers l'amont, elles se referment en devenant de véritable bas-fonds, encaissés dans leur bassin versant (figure 8, infra).

Mais si cette facette agro-écologique, caractéristique de la zone dites des « bolilands » en Sierra Leone (voir carte 3 supra), ne sont pas des « bas-fonds » c'est d'abord parce que la submersion ne provient ici essentiellement ni des eaux de ruissellement ni de la remontée de la nappe phréatique superficielle. En saison des pluies, les fleuves qui traversent la région (les Little Scarcies en ce qui concerne la Sella Limba) débordent dans leurs affluents (le Matete principalement pour la Sella Limba) qui eux-mêmes se déversent dans les cuvettes inondables.

Leur drainage se fait suivant la même voie. Il en résulte une inondation relativement rapide et une multiplication (2, 3 ou plus) des pics de crue. Comme dans les bas-fonds, seul le riz peut être cultivé dans ces terres inondées, mais la nature de l'inondation influence les modes d'exploitation du milieu.

La végétation des cuvettes est également caractéristique. L'absence d'arbres permet de reconnaître les zones inondées, ou très humides, une partie de l'année. Les cuvettes sont couvertes d'une végétation essentiellement graminéenne. Deux espèces spécifiques, *Anadelphia leptocoma* et *Rhytachme rottboeliodes*, que les paysans identifient avec le même nom, *tɛnku*, dominent les couverts. La partie aérienne de ces graminées dessèche et cette biomasse, comme dans le cas des savanes herbeuses et des savanes arborées, est un combustible pour le passage du feu. Ils sont allumés, ici, souvent plus tardivement, par les éleveurs de bovins qui peuvent ainsi profiter de la repousse des graminées en début de saison des pluies. Le sol des cuvettes est uniformément gris, sablo-argileux et de grande profondeur.

L'ouverture du milieu nécessite, après le passage du feu, comme pour les savanes arborées, l'arrachage du couvert graminéen. L'exploitation régulière des parcelles dans ces cuvettes repose, comme dans certain bas-fonds, sur leur billonnage avant leur submersion.

Fig. 7: Cuvette inondable (lubu)

2.2.7 La décomposition du paysage en facettes agro-écologiques : conclusion et synthèse

L'analyse des facettes agro-écologiques montre que l'on ne peut comprendre ni le paysage ni les pratiques paysannes à l'échelle d'une petite région comme la Sella Limba à l'aide de catégories générales comme « forêt » et « savane ». Coexistent en Sella Limba des couverts arborés et des couverts herbeux de natures très différentes, exploités selon des modalités spéci-

fiques. En sortant du diptyque forêt-savane, on échappe aux modèles simplistes avec, comme point de départ, un unique milieu originel, la forêt, et, comme trajectoire, un unique processus de dégradation, la déforestation. De la même manière, il faudra aussi dépasser les catégories de « uplands » et « low lands » : s'il existe bien des différences fondamentales entre les terres inondées et les terres exondées, la diversité des pratiques paysannes recoupent mal cette catégorisation.

Le tableau 2 (infra) synthétise la décomposition proposée du paysage en facettes agro-écologiques .

		Position topographique	Végétation spontanée	Préparation de la parcelle		
				Passage du feu en saison sèche		Mode de préparation du sol
				OUI	NON	
	Bosquet villageois	Terres pluviales	Couverts arborés puissants : arbres utiles, plantés ou protégés. Cultures d'ombrage. Anciens emplacements des villages et cimɛtières			-
	Recrû arboré dense		Taillis composés essentiellement d'essences pionnières à croissance rapide (< 7 m). Absence totale de graminées. Importante palmeraie sub-spontanée.			Abattis-brûlis
	Savane herbeuse		Graminées annuelles (< 3 m). Quelques arbustes (essences pionnières). Présence d'une palmeraie sub-spontanée.			Billonnage de la parcelle (≈ tous les 4 ans)
Continuum agro-écologique	**Savane arborée « des femmes »**		Graminées annuelles et pluriannuelles géantes à plateau (> 3 m). Quelques arbres pyrophiles à croissance lente. Pas de palmeraie sub-spontanée.			Arrachage des graminées
	Savane arborée « des hommes »		Graminées pluriannuelles géantes à plateau (> 3 m). Arbres pyrophyles à croissance lente. Pas de palmeraie sub-spontanée.			Annélation des arbres + arrachage des graminées – brûlis.
	Forêt claire		Forte densité d'arbres pyrophiles à croissance lente. On tend vers l'absence de graminées. Pas de palmeraie sub-spontanée.			
	Cuvette inondable	< 500 m de large. Submersion par débordement des cours d'eau : plusieurs crues violentes.	Graminées hydrophiles pluriannuelles. Pas d' arbre.			Arrachage des graminées + billonnage/compostage + cassage des billons (chaque année).
Continuum agro-écologique	**Bas fond**	20-200 m de large. Submersion par remonté de la nappe et ruissellement des coteaux. Une seule crue/décrue.	Herbes hydrophiles annuelles : mis en culture chaque année			Billonnage/compostage + cassage des billons (chaque année).
			Raphia et herbes hydrophiles annuelles : mis en culture régulièrement (recrû 3 ans)			Défriche + labour.
			Forêt hydrophile : jamais mis en culture (ou friche très longue)			-

Tab. 2: Tableau récapitulatif des facettes agro-écologiques en Sella Limba

Réalisation : Augustin Palliere

2.3 De la mosaïque paysagère des facettes au zonage agro-écologique de la Sella Limba

2.3.1 Identification et caractérisation des zones agro-écologiques

Méthodologie

La décomposition du paysage ne peut se limiter à l'observation des couverts végétaux et la caractérisation des facettes agro-écologiques à l'échelle des parcelles. Il est nécessaire de définir un niveau d'analyse supérieur aux facettes décrites dans le paragraphe précédent pour comprendre comment ces différentes elles s'agencent dans le paysage :

- Du point de vue de la dynamique du paysage, tout d'abord, l'agencement spatial des facettes influence leur évolution respective. Le passage du feu, notamment, est déterminé par la position relative dans le paysage des zones inflammables (couvert graminéen desséché) ou ininflammable (bas-fonds, route, couvert arboré dense) en saison sèche. Nous verrons que c'est un élément structurant du paysage.
- Les paysans ne se spécialisent pas dans l'exploitation d'un compartiment du paysage au détriment des autres, comme nous l'aborderons par la suite (chapitre 4, section 3). Il n'y a pas, par exemple, des cultivateurs des rizières d'un côté et des essarteurs de l'autre. Les modes d'exploitation du milieu, historiques et actuels, sont des combinaisons, dans l'espace et dans le temps, de l'usage des différentes facettes. Pour les analyser il faut donc prendre en compte les différentes facettes agro-écologiques que les paysans exploitent en fonction du territoire auquel ils ont accès.

On définit les zones agro-écologiques comme des agencements spécifiques de facettes agro-écologiques. L'identification des discontinuités dans les couverts végétaux permet d'envisager l'organisation spatiale des paysages. On peut différencier dans une première approche : les portions du paysage cultivées au moment de l'observation ; les parcelles occupées par le recrû de la végétation spontanée ; et éventuellement les parcelles qui ne portent *a priori* pas la marque d'une exploitation récente. Cela permet de définir un « degré d'exploitation » du milieu cultivé ou des différents compartiments qui le composent. On analysera également

la position des facettes les unes par rapport aux autres pour comprendre la dynamique du paysage à l'échelle des versants, en prenant en compte, notamment, le rôle joué par le passage du feu.

Pour réaliser cette analyse, le sommet d'une colline offre, là où c'est possible, un point de vue idéal pour observer toute la toposéquence sommet – versant – zone basse dans son ensemble. Une série de transects est-ouest et nord-sud permet de définir un zonage agro-écologique pertinent pour décrire les modes d'exploitation du milieu à l'échelle de la région étudiée. Lors de ces transects, réalisés à pied, nous cherchions à noter les évolutions, brutales ou graduelles, des paysages. Nous avons répété cette opération plusieurs fois durant notre séjour sur le terrain, à des périodes de l'année différentes.

Le paysage de la région étudiée et le zonage agro-écologique que nous proposons est en partie le produit de différences géo-morphologiques. Mais en partie seulement : les paysages ont été profondément remaniés et les agencements de facettes observées actuellement sont également le résultat de processus historiques. Du zonage agro-écologique de la région écologique découlera des questions et des hypothèses relatives à l'analyse des dynamiques agraires historiques que nous développerons aux chapitres 2 et 3. Enfin, ce zonage constituera la trame de notre analyse des processus productifs aujourd'hui (chapitre 4).

Remarquons que si pour la présente démonstration l'identification et la caractérisation des zones agro-écologiques est notre point de départ, au cours des enquêtes entre 2007 et 2011, nous procédions plutôt par aller – retour entre le paysage et les pratiques. À mesure qu'il se précisait, ce zonage agro-écologique a en effet guidé le travail d'enquête sur les dynamiques historiques et des pratiques actuelles. Mais en retour, les résultats de ce travail ont contribué à caractériser chacune des zones identifiées et à définir leurs limites respectives.

Inégale répartition du peuplement en Sella Limba

Historiquement élevée en Sella Limba, la densité de population a beaucoup augmenté au cours de la seconde moitié du XXe siècle (graphique 2, supra). En 2004, pour l'ensemble du *chiefdom*, la densité de population s'élevait à 130 habitant par km². Mais le peuplement de la Sella Limba est très hétérogène. Un recensement complet effectué en 2007 par l'organisation non-gouvernementale InterAide dans 83 villages de Sella Limba (sur 144 villages identifiés) indique que l'on trouve en moyenne 9,99 habitants (tous âges confondus) par maison (tout

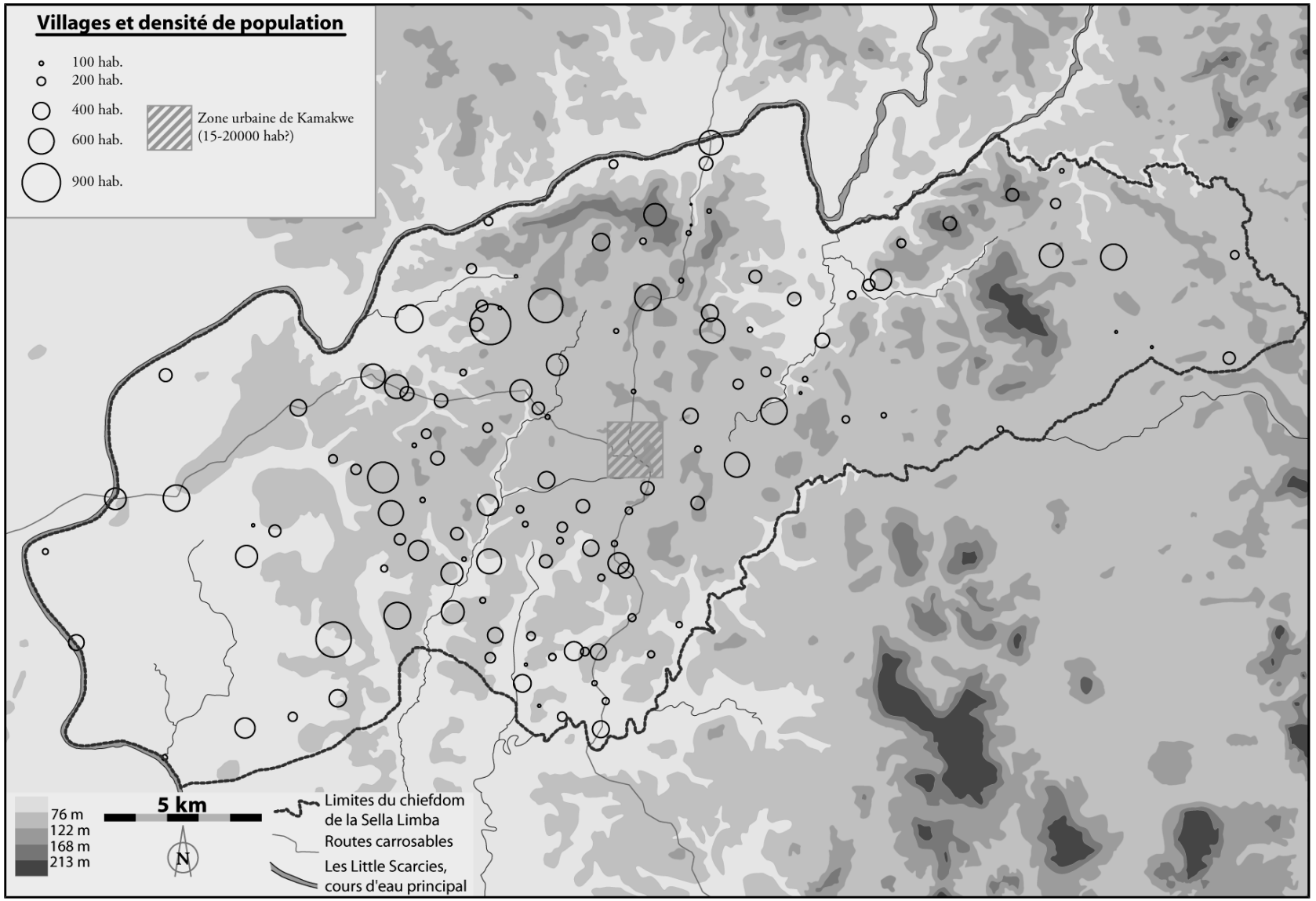
type de maisons confondu)[29]. En faisant faisant cette hypothèse, et en comptant les maisons de tous les villages de la région étudiée nous avons pu dessiner la carte suivante (carte 6, infra), qui donne une image de la répartition du peuplement à l'échelle de la région étudiée.

On observe que la population se concentre dans la bande centrale de la Sella Limba. Ce peuplement inégal se traduit évidemment dans l'habitat. Les Sella Limba vivent dans des « villages-rues » le long des pistes carrossables, généralement construites à partir des années 60. Les villages des zones les moins denses ne sont pas sensiblement plus petits, mais les distances qui les séparent sont beaucoup plus grandes.

Du point de vue des modes d'exploitation du milieu, comment se traduit cette répartition inégale du peuplement ? Les paysages des zones les plus peuplées sont-il plus « artificialisés » ou « dégradés » ? Comment cette artificialisation ou cette dégradation se traduit-elle dans le paysage ?

Ce n'est qu'une fois que seront définies les limites des zones agro-écologiques qu'il sera possible de calculer la densité de population qui caractérise chacune d'entre elle.

[29] Il s'agit de tous les individus présents au village au moment du recensement de l'organisation en 2007. En 2010-11, nous avons effectué un recensement dans trois village de Sella Limba et nous avons retrouvé cette moyenne.



Carte 6 : Le peuplement de la Sella Limba

Réalisation : Augustin Pallier. Source : InterAide et enquêtes. Fond de carte : (Directorate of Overseas Surveys, 1963)

2.3.2 La zone nord : abattis-brûlis des recrûs arborés et labour des bas-fonds

Au nord de la région étudiée, nous avons vu que le relief était dominé par des collines massives, de forme allongée, aplanies au sommet qui culminaient à plus de 250 m. Les villages sont le plus souvent au sommet de ces collines (figure 9, infra). On les situe grâce aux bosquets villageois et à la couronne des arbres de la strate supérieure de ces couverts, visibles sur les clichés satellites.

Nous sommes plutôt en tête des réseaux hydrographiques et les bas-fonds sont étroits et encaissés. Invisibles depuis le sommet des versants convexes, mais observables sur le cliché satellite, ils occupent une place réduite dans le paysage. Le sol de ces zones inondées est caractérisé par une épaisse couche de tourbe. Nous verrons qu'ils sont exploités de manière assez régulière mais qu'ils n'occupent pas une place centrale dans les modes d'exploitation du milieu.

Les terres pluviales sont dominées par les recrûs arborés denses (*thakay*). Impossible, de loin, de distinguer les arbres qui composent ces couverts. On devine en revanche le parcellaire, en fonction de la teinte plus ou moins vert foncé du couvert et de la taille des arbres de la strate supérieure. On observe également, dispersés dans les parcelles, les arbres épargnés par les essarts successifs, notamment les palmiers à huiles dont la densité augmente vers le bas des versants. Par contre les palmeraies plantées sont rares dans le paysage, on en trouve quelques unes, généralement proches des villages. À l'échelle d'un versant (figure 9) on observe une faible proportion de parcelles cultivées. Cela indique que les périodes de recrû de la végétation spontanée sont comparativement importantes par rapport aux périodes de culture. Étant donné l'importance de ces couverts dans le paysage, on peut sans risque faire l'hypothèse que l'abattis-brûlis est au cœur des modes d'exploitation des paysans dans cette zone.

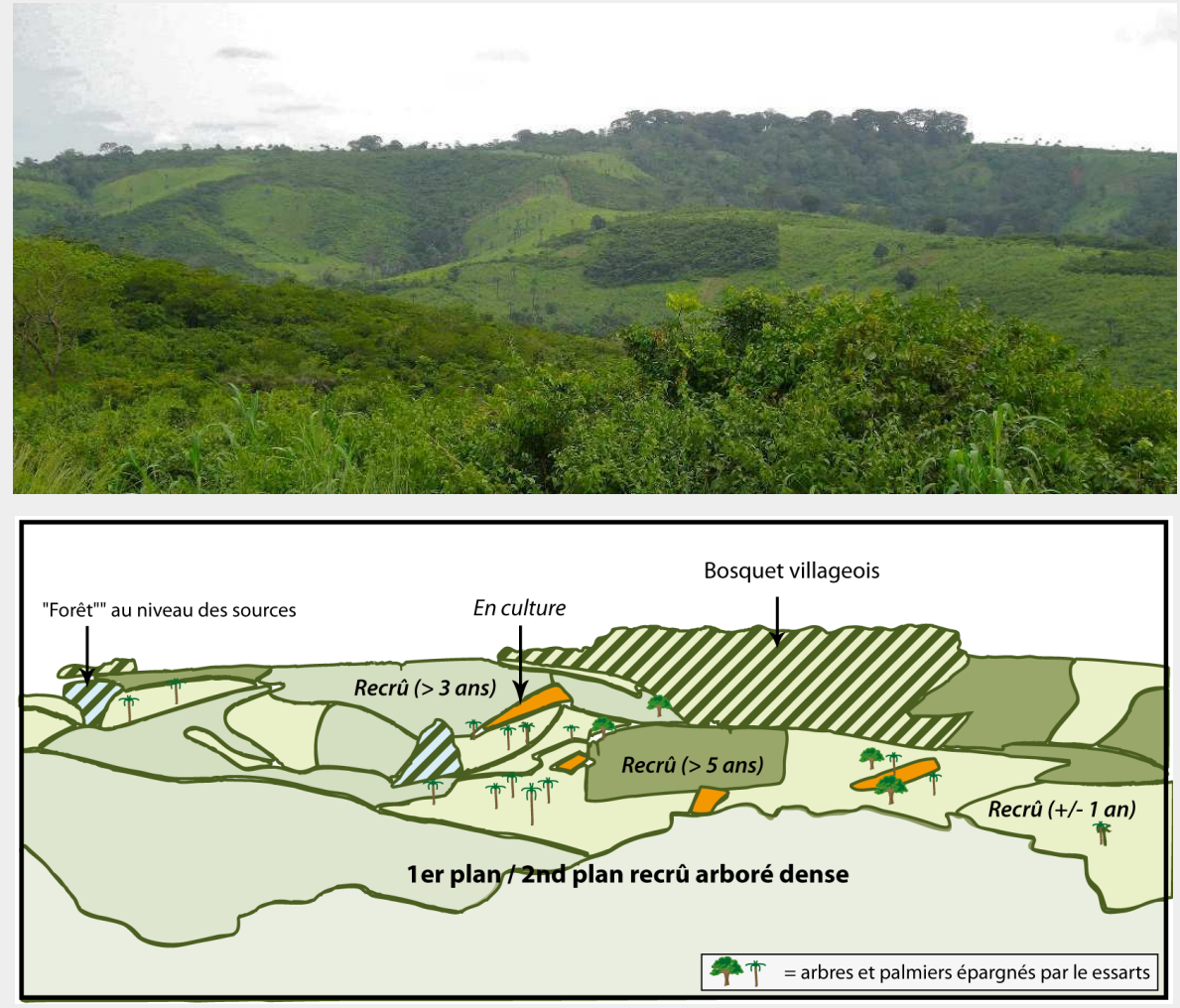


Fig. 8: Un versant de la zone agro-écologique nord
Réalisation : Augustin Palliere.
La photographie a été prise au début de la saison des pluies en 2010. Il est possible, à cette distance, que certaines parcelles défrichées et prêtes à recevoir les cultures soient confondues avec des recrûs arborés très jeunes (quelques mois).

Calculée *a posteriori* une fois délimitée la zone agro-écologique sur la carte de la région étudiée (voir carte 7, infra), la densité de la population de cette zone Est d'environ 100 hab/km². Étant donné le mode d'exploitation observé, ce résultat est surprenant. Dans la littérature, l'abattis-brûlis est associé à des densités de population souvent beaucoup plus faible (de 10 à 35 hab/km2 par exemple dans Mazoyer et Roudart, 1997a : 154-158). Si la méthode de comptage par les maisons (voir supra) introduit probablement un biais, nous verrons que l'abattis-brûlis des recrûs arborés combiné à la culture intensive des bas-fonds permet de nourrir des densités de population proche de celles que nous avons observé en 2011 dans la zone Nord de la Sella Limba (voir encadré 4, page 218).

2.3.3 La zone sud : billonnage / repiquage des savanes herbeuses et billonnage / compostage des bas-fonds

Vers le sud de la Sella Limba, le relief est plus doux. Les collines allongées au sommet arrondies et aux versants convexo-concaves culminent à 120 – 140 m et les bas-fonds se situent à 40 – 60 m environ. Ces derniers occupent dans cette zone une place plus importante dans le paysage. Ils sont également plus larges et beaucoup moins encaissés. En saison des pluies, ils sont presque systématiquement cultivés. La riziculture inondée a ici une importance majeure dans les modes d'exploitation mis en place.

Sur les versants on reconnaît toujours les bosquets qui marquent l'emplacement des villages. Le maillage des villages est ici plus serré qu'au nord de la Sella Limba.. À peine 1 km les sépare les uns des autres.

Les versants sont nettement dominés par la végétation herbeuse que nous avons décrite comme « savane herbeuse ». Cela apparaît particulièrement en fin de saison des pluies, début de saison sèche, quand les graminées ont déjà repris le dessus dans les parcelles récoltées mais n'ont pas encore été emportées par les flammes. Mais ce qui frappe le plus quand on compare les paysage du sud de la Sella Limba à ceux que nous venons de décrire dans les collines du nord, c'est le parcellaire dense et contigu sur les versants. Les parcelles abandonnées au recrû de la végétation spontanée (graminées essentiellement) sont moins nombreuses que les parcelles cultivées. La culture semble presque « continue ». Dans de nombreuses parcelles, par ailleurs, on reconnaît le dessin que forme au sol le travail du billonnage. Nous avons vu que c'était le mode de préparation caractéristique des savanes herbeuses qui dominent cette zone (figure 10).

Dans la savane herbeuse on observe des arbres isolés et des palmiers à huile. À l'échelle de la zone, on retrouve ponctuellement des recrûs arborés denses. Mais ces couverts sont isolés, et on peut faire l'hypothèse que l'abattis-brûlis n'a pas une place centrale dans les modes d'exploitation du milieu du sud de la Sella Limba. On observe également des palmeraies, plus importantes en nombre et en surface que dans la zone nord. Enfin, certains couverts arborés correspondent à des plantations de *Gmenila spp.*

Il n'est pas étonnant que la densité de la zone agro-écologique, dont les limites sont définies sur la carte 7, soit plus élevée : environ 150 habitants par km².

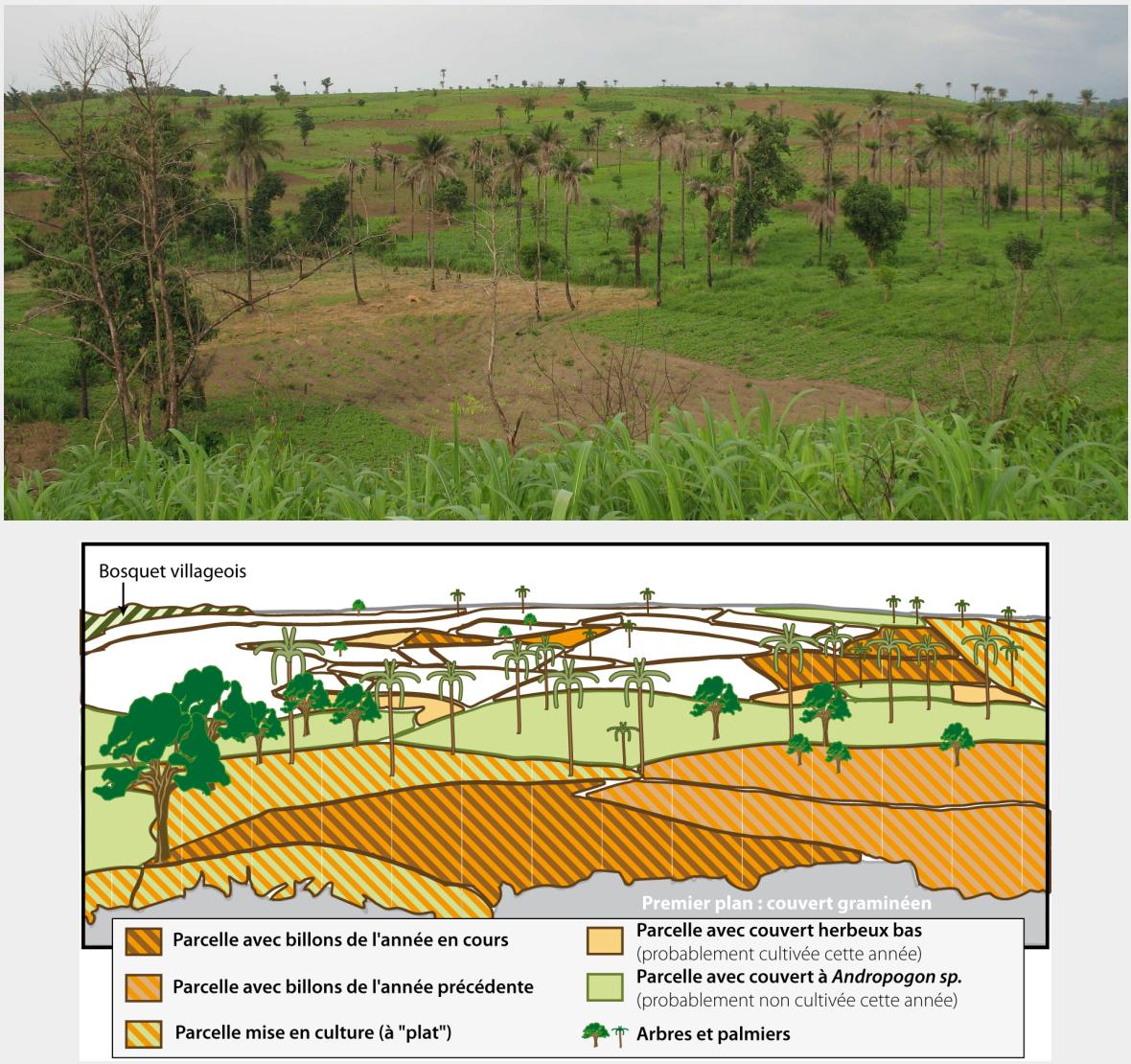


Fig. 9: Un versant de la zone agro-écologique sud
Réalisation : Augustin Palliere.
La photographie est prise en début de saison des pluies (2010). Il est impossible de dire avec certitude l'état de chaque parcelle et si elle sera cultivée cette année.

2.3.4 Les marges Ouest : billonnage compostage depuis le centre des cuvettes inondables jusqu'à la limite des terres pluviales

Le terme de « marge », que nous emploierons également pour la « marge Est », se justifie par la faiblesse du peuplement qui caractérise ces zones par rapport au centre de la Sella Limba densément peuplée (voir carte 7). Nous verrons que le terme se justifie également histori-

quement : alors que le peuplement du centre de la Sella Limba semble appartenir à des temps immémoriaux, la colonisation des marges est relativement récente. Les sella limba du centre se considèrent comme des autochtones, les habitants des marges du *chiefdom* revendiquent une origine allochtone.

Enfin, la position de ces zones Est et Ouest est également marginale du point de vue des infrastructures de transport et par rapport au pôle administratif et commercial local que représente Kamakwie, situé au centre de la zone centrale.

Les marges Ouest de la Sella Limba appartient à la zone des « bolilands », terme qui désigne au Sierra Leone aussi bien les cuvettes inondées (*lubuyn* en limba) que la région qu'elles caractérisent. Cette zone agro-écologique est caractérisée par l'association des cuvettes inondées au continuum savane arborée – forêt claire des terres pluviales. Les bas-fonds sont très rares et les couverts arborés denses complètement absents (figure 11)[30].

Depuis le bord des cuvettes, le relief paraît d'abord insignifiant. Les arbres, quand il y en a, indiquent la limite entre les terres exondées et les terres plus ou moins inondées. Mais on apprend peu à peu à distinguer les graminées pluviales des graminées hydrophyles. L'absence presque totale de bas-fond et la monotonie du relief contribue à faciliter le passage du feu partout. Il traverse toutes les terres, mais en deux temps : d'abord les terres pluviales, puis, plus tard dans la saison sèche, les cuvettes. Seuls les bosquets villageois et les forêts ripisylves sont épargnés par les flammes. Dans ces conditions, l'absence de palmiers à huile sub-spontanée serait totale si les cuvettes n'étaient pas ponctuées par les anciennes termitières (*bok-bok*) où ils trouvent refuge. Sur les clichés satellites, on distingue nettement ces « termitières », qui forment un motif « à pois ».

Les villages ont été installés en bordure des cuvettes, sur les dernières collines arrondies du centre de la Sella Limba ou aux bords des Little Scarcies. L'emplacement des cuvettes elles-mêmes dessine comme une zone vide sur la carte du peuplement de la Sella Limba.

On reconnaît des traces de l'exploitation par les paysans aussi bien sur les versants pluviaux que dans les cuvettes inondées. Mais de larges portions du paysage ne portent la trace d'aucune exploitation, récente du moins. Le calcul d'une densité de population relativement faible, autour de 40 habitants / km² pour cette zone agro-écologique, est conforme avec cette observation.

[30] On distingue sur les clichés satellites, les recrûs arborés denses des forêts claires par le « grain » que leur surface offre à cette distance. Les premiers apparaissent comme des aplats de verts plus ou moins foncé. On distingue, pour les secondes, les couronnes des arbres qui les dominent et qui font les font apparaître comme une surface « rugueuse ».

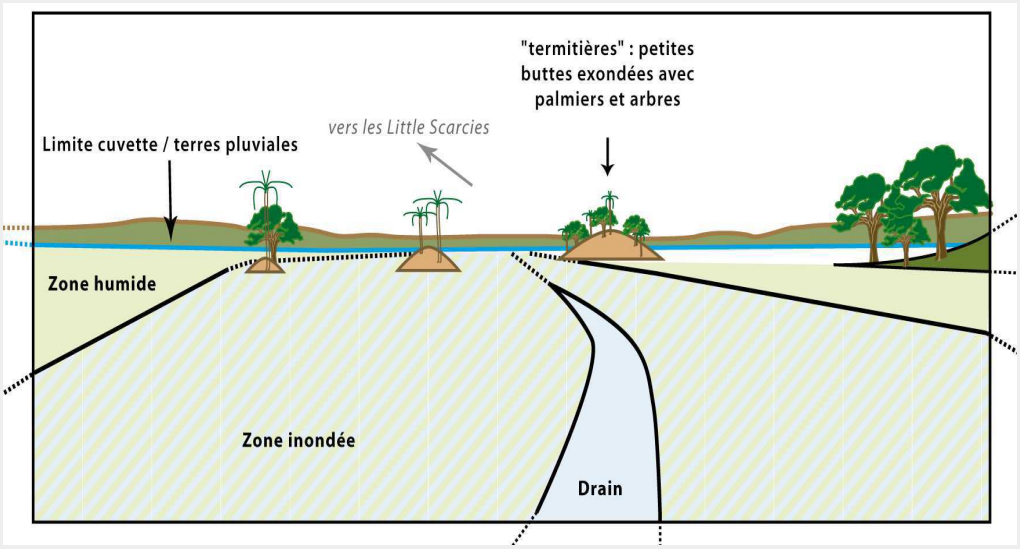


Fig. 10: Une cuvette et ses bordures dans la zone agro-écologique Ouest
Réalisation : Augustin Palliere.

Encadré 2: L'élevage bovin des peuls dans les bolilands

Cette zone agro-écologique est également caractérisée par la présence d'éleveurs bovins peuls. Les bovins sont de type n'dama, de petite taille et trypano-résistant.

Plusieurs éleveurs se regroupent dans des campements dont l'emplacement est décidé par les chefs sella limba des villages concernés. Ils restent sur chaque site pour 3 à 4 années. Chaque famille possède dans ce campement un enclos (*ware*, le terme désigne le campement en général et un enclos en particulier). Durant toute la période des cultures, les bovins ne peuvent divaguer que proche du *ware*. C'est seulement après les récoltes que les troupeaux s'en éloignent, notamment pour pâturer dans les cuvettes. Tous les soirs, les troupeaux reviennent dans les enclos où les vaches sont traites le matin. En pâturant sur un espace relativement étroit pendant une bonne partie de l'année, les troupeaux limitent le développement des graminées et donc le passage du feu en saison sèche. Par ailleurs, les *ware* sont souvent cultivés plusieurs années de suite après le départ des animaux par les éleveurs comme par les paysans voisins. Tous assurent que pour ces raisons, la présence des troupeaux tend à favoriser la croissance des arbres dans la savane.

2.3.5 Les marges Est : arrachage – annélation des savanes arborées et labour des bas fonds

Vers l'est de la Sella Limba, le relief se fait un peu plus accidenté. Les collines arrondies sont moins massives, et les versants sont plus pentus. Entre ces collines, un réseau dense de bas-fonds plus ou moins larges se dessinent.

C'est dans cette zone que le terme de « mosaïque » s'applique le mieux. En effet, le paysage est particulièrement complexe : si les versants sont dominés par une savane arborée ponctuée de patchs de forêt claire où le couvert graminéen disparaît presque, les recrû arborés denses ne sont pas absents du paysage (figure 11).

Le passage du feu, le relief accidenté et le réseau des bas-fonds sont les éléments structurants de cette mosaïque. En effet, sur la photo satellite on observe que le paysage s'organise autour les zones basses inondées :

- le bas-fond constitue une zone ininflammable, la plupart encore très humide en saison sèche et la végétation ne s'y dessèche jamais ;

- au-dessus, protégée par ces barrières naturelles contre le passage du feu, on trouve toujours, et des deux côtés, une bande plus ou moins large dominée par un recrû arboré dense, associé à une palmeraie sub-spontanée particulièrement importante (environ 20 arbres tous les 100 mètres aux bords des bas-fonds) ;
- encore au-dessus, on retrouve la savane arborée associant les graminées qui brûlent chaque année et des essences tolérantes au passage du feu.

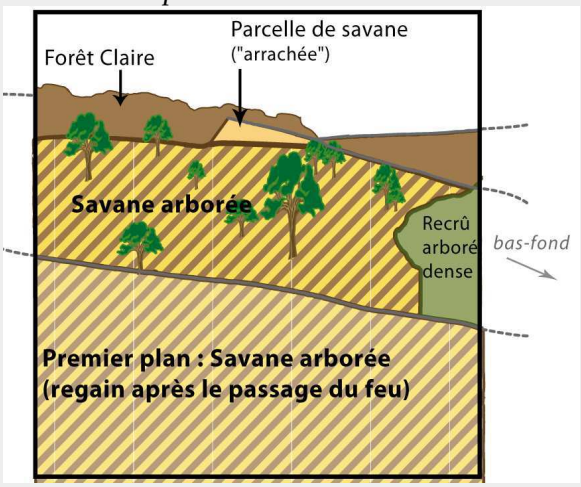
On remarque, par ailleurs que la bande de terre épargnée par le feu n'est presque jamais symétrique des deux côtés des bas-fonds. Parfois, c'est même tout un versant qui est épargné par le passage du feu et où peuvent se développer des essences que l'on ne retrouve pas dans les savanes. Cette organisation dissymétrique du paysage semble liée à la fois au sens des vents dominants (aux mois de février – mars, les vents dominants viennent de l'est) et à l'orientation des reliefs. En effet, les feux remontent plus facilement les versants qu'ils ne les descendent. Ainsi les versants « au vent » s'embrasent plus facilement que les versants opposés.

Mais cette organisation générale du paysage n'explique pas toutes les variations que l'on observe à l'échelle des parcelles. À leur localisation dans le relief et dans le réseau hydrographique, il faut ajouter la trajectoire spécifique de chaque parcelle et l'influence qu'a eu sur celle-ci son exploitation par les paysans. Cette influence peut se traduire de différentes manières. Il faut distinguer notamment les cultures annuelles dont la récolte a lieu généralement longtemps avant le passage du feu, et le manioc qui reste plusieurs années en terre. Dans le premier cas, un tapis de graminées a le temps de croître et de sécher après la récolte. Le passage du feu ne laisse que peu de chance aux arbustes ou aux rejets de quelques mois de résister. Dans le cas du manioc, la parcelle est billonnée (ou butée) en fin de saison des pluies (octobre n) et abandonnée (de manière progressive) en fin de saison sèche de l'année suivante (mars n+2). Elle est donc protégée du feu pendant deux années. Durant cette période, les paysans arrachent les graminées et se contentent de couper les arbustes et les rejets qui redémarrent. Enfin, Fairhead et Leach (1996 : 24) affirment que le buttage, en modifiant la structure du sol, favorise dans ces paysages de mosaïque l'aforestation des parcelles cultivées. Nos observations ponctuelles en Sella Limba confirment cette indication. On reconnaît d'ailleurs, au sein de la savane arborée, les anciennes parcelles de manioc à l'importante densité d'arbres assez jeunes qui préfigurent peut-être des futures forêts claires.

Nous verrons que la riziculture inondée est centrale dans les modes d'exploitation des marges Est. Cependant, à l'image de la complexité du paysage, les paysans combinent, soit sur une même année soit sur plusieurs années successives, l'exploitation des zones basses inondées du paysage avec les terres pluviales.

Vue depuis le sommet d'un versant

Vue depuis le bord d'un bas-fond



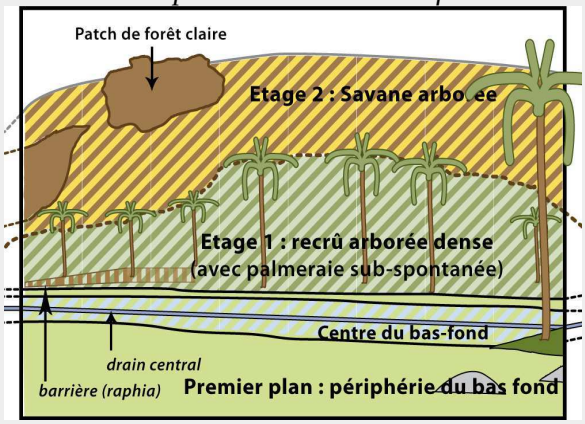


Fig. 11: Marges Est de la Sella Limba
Réalisation : Augustin Palliere.
Les photographie sont prises en saison des pluies (2011). Le regain désigne la repousse de l'herbe après le feu.

2.3.6 Le zonage agro-écologique de la région étudiée

L'agencement des facettes agro-écologiques, unités paysagères, en zones agro-écologiques permet de définir des unités cartographiques qu'il est possible, à l'échelle de la région étudiée, de délimiter (carte 7 infra), au moins grossièrement. Une fois chaque zone caractérisée, la consultation de documents cartographiques et de clichés aériens ou satellites a permis de localiser les zones les unes par rapport aux autres. Dans certains cas, la limite entre deux zones correspond à une délimitation assez nette. Une piste importante, un cours d'eau ou le sommet d'un versant marque le passage d'une zone agro-écologique à une autre. Il était alors facile de retrouver ces éléments sur la carte topographique dont nous disposions (Directorate of Overseas Surveys, 1963).

Dans d'autres, il est nécessaire de dessiner de vastes zones de « transition ». C'est le cas quand la diversité agro-écologique du milieu est le produit de l'histoire de l'exploitation du milieu par les hommes.

Mais la question de la position précise des limites des zones agro-écologiques importe moins que la description de leur caractère propre. Le tableau qui synthétise ces informations (tableau 3, infra) constitue la légende de la carte, indispensable à sa lecture.

Carte 7 : Le zonage agro-écologique de la Sella Limba

Réalisation : Augustin Palliere. Fond de carte : (Directorate of Overseas Surveys 1963)

	Densité de population *Importance de la zone en Sella Limba*	**Description de l'agencement des facettes** *(voir la description des facettes dans le tableau 2)*
Zone Nord	**100 habitants / km²** *35 km², 14 villages* *8 % superficie* *9 % de la population*	Relief relativement accidenté : sommet des collines allongées à 230 m, talweg à 75 m. Paysages dominés par les recrûs arborés à croissance rapide associés à une palmeraie sub-spontanée dense (50 arbres / ha) Bas fonds étroits (20 à 50 m) et encaissés (sol tourbeux). Petites palmeraies plantées, proches des villages.
Zone Sud	**150 hab / km²** *130 km², 64 villages* *29 % superficie* *49 % de la population*	Relief relativement doux : sommet des collines allongées à 120 m, talweg à 75 m. Paysages dominés par les savanes herbeuses. Quelques buissons et arbres isolés. Présence d'une palmeraie sub-spontanée (25 arbres / ha) Bas fonds larges (100 m) et peu encaissés (sol sableux) Importantes palmeraies plantées, le long des bas fonds
Transition Nord / Sud	**130 habitants / km²** *70 km², 24 villages* *16 % superficie* *23 % de la population*	*Entre la zone Nord et la zone Sud, il n'y a pas de limite nette. Les collines de cette zone de transition sont partagées entre savanes herbeuses et recrûs arborés.*
Marge Ouest	**40 habitants / km²** *110 km², 12 villages* *24 % superficie* *12 % de la population*	Vaste plaine fluviale, relief très faible : sommet des terres exondées à 75 m et point le plus bas des cuvettes à 45 m. Les terres exondées sont caractérisées par une mosaïque complexe de savanes plus ou moins arborées associant graminées annuelles, pluriannuelles et essences pyrophyles. Absence de palmeraies sub-spontanées. Les cuvettes inondables sont très larges (> 500 m) et dominées par des graminées hydrophiles. Quelques palmeraies, autour des villages.
Marge Est	**30 habitants / km²** *105 km², 12 villages* *23 % superficie* *8 % de la population*	Importantes collines, qui culminent à 275 m, dominant une plaine traversées par un réseau hydrographique dense (talweg à 90 m) Bas fonds assez larges (50 à 100 m) et encaissés (sol tourbeux) Aux bords des bas fonds : bande plus ou moins large de recrû arborées, associées à une palmeraie sub-spontanée très dense (100 arbres / ha de bas fond) Sur les versants et sommets de collines : mosaïque complexe de savanes plus ou moins arborées associant graminées annuelles, pluriannuelles et essences pyrophyles. Absence de palmeraies sub-spontanées. Quelques palmeraies, autour des villages.

Tab. 3: Tableau récapitulatif des zones agro-écologiques en Sella Limba.

Accompagne la carte des zones agro-écologiques (carte 7).
Réalisation : Augustin Palliere

La diversité et la complexité des paysages de cette région de transition entre les formations tropicales humides au sud et soudaniennes au nord doivent être appréhendées à plusieurs échelles. C'est en définissant des facettes agro-écologiques (tableau 2, supra), on peut appréhender, à l'échelle des parcelles, les interactions entre les pratiques paysannes et la trajectoire des couverts végétaux. Mais, en combinant ces facettes, à l'échelle des zones agro-écologiques (tableau 3, carte 7, supra), on peut donner une image synthétique des grands types de modes d'exploitation du milieu qu'ont mis en place historiquement les paysans :

- ceux qui reposent sur l'alternance de courtes périodes de culture et de longues périodes de recrû spontané (abattis-brûlis des recrûs arborés, arrachage des graminées / annélation des arbres des savanes arborées) se traduisent dans le paysage par une faible proportion des parcelles cultivées à un moment donné ;
- au contraire, ceux qui reposent sur un travail du sol important dans le but de maintenir les niveaux de fertilité durant un plus grand nombre de cycles de culture consécutifs (billonnage des savanes herbeuses, défriche / labour ou billonnage / compostage des zones inondées) se traduisent par l'importance relative des parcelles cultivées par rapport aux parcelles abandonnées au recrû spontané.

On observe donc que la diversité des modes d'exploitation du milieu à l'échelle de la petite région est mieux décrite comme une mosaïque de facettes que par des oppositions binaires, « forêt / savane » ou « *upland* / *lowland* » :

- au centre de la Sella Limba, que ce soit dans les savanes herbeuses de la zone Sud ou dans les recrûs arborés de la zone Nord, la majeure partie du paysage est anthropisée ce qui est à mettre en relation avec les fortes densités de population que l'on observe dans ces zones ;
- au contraire, de larges portions des marges Est et Ouest de la Sella Limba, dominées par la savane arborée, ne portent la trace d'aucune d'exploitation récente et les densités de population y sont plus faibles.

Les analyses qui résument, à petite échelle, les dynamiques agro-écologiques à une trajectoire linéaire, la déforestation comme résultat de la pression démographique croissante par exemple, s'appliquent donc mal à l'échelle d'une petite région.

La décomposition du paysage proposée dans ce chapitre nous servira de trame dans la suite de l'analyse des transformations de la société paysanne sella. L'objectif de l'étude historique proposée aux chapitres 2 et 3 est notamment de comprendre l'émergence de ces modes d'exploitation du milieu dont nous caractériserons le fonctionnement technique et les performances économiques au chapitre 4. À l'échelle de la région étudiée, l'analyse historique nous permettra également d'intégrer les dynamiques agro-écologiques et socio-économiques pour caractériser la crise que traverse aujourd'hui la paysannerie sella limba (chapitre 5).

Chapitre 2 : La paysannerie sella durant la première moitié du XXe siècle

L'objectif de ce chapitre est de reconstituer le système agraire de la région étudiée durant la première moitié du XXe siècle, non comme un point de départ historique, mais comme la première étape de l'analyse de la trajectoire de la paysannerie sella-limba et du milieu exploité depuis 1950.

Nous partirons des questions que soulèvent la décomposition du paysage proposée au chapitre précédent. En effet, le paysage qui s'offre à l'observateur aujourd'hui n'est ni le simple reflet de caractères « mésologiques » donnés ni le simple résultat de la dégradation du milieu par les hommes. Il est le produit d'une histoire, celle des modes d'exploitation mis en place successivement par la paysannerie locale. Cette histoire ne peut être comprise sans prendre en compte les rapports so-

ciaux et leur évolution. Dans un premier temps, nous expliciterons le cadre conceptuel, les méthodes et des sources qui permettent l'analyse historique conjointe des paysages, des pratiques et des rapports sociaux à l'échelle de la région étudiée.

Dans un second temps, sur la base notamment des témoignages de ses membres les plus âgés, nous reconstituerons la société paysanne sella limba et son fonctionnement avant les grands bouleversements qu'elle va connaître durant la seconde moitié du XXe siècle. La périodisation proposée dans cette analyse repose sur l'identification des années 50 comme une période charnière à partir de laquelle la marchandisation des rapports sociaux a durablement infléchi la trajectoire de la paysannerie sella limba.

1 Introduction à l'histoire de la paysannerie sella limba

1.1 Intégrer l'analyse diachronique des dynamiques agro-écologiques et socio-économiques à l'échelle locale

1.1.1 Du paysage à l'histoire : les questions soulevées par l'analyse du paysage en Sella Limba

La caractérisation de la mosaïque paysagère de la Sella Limba soulève des questions que seule, à ce stade, l'analyse historique des dynamiques agraires pourra contribuer à résoudre :

Si les trajectoires agro-écologiques, infléchies de manière diverse par les modes d'exploitations mis en place du milieu exploité, sont ni linéaires ni uni-factorielles, quelle est la part, dans la genèse de la diversité du milieu exploité, d'héritage bio-physique et historique ? S'il ne sera pas toujours possible de répondre intégralement à cette question, la poser de prime abord permet d'adopter une attitude prudente quant à la perception de ce qui est « donné par le milieu ». À travers deux exemples, l'influence de la culture du manioc sur billon et celle du pâturage par les bovins des éleveurs peuls sur le couvert arboré des savanes des marges de la Sella Limba, nous avons montré que l'exploitation du milieu ne se réduit pas à une « pression » qui aurait pour conséquence une « dégradation » synonyme de déforestation / savanisation. Remarquons également que les valeurs qu'attachent souvent les observateurs occidentaux à tel ou tel type de paysage ne sont pas nécessairement partagées par les populations locales. Les phénomènes d'aforestation évoqués plus haut ne sont pas décrits comme particulièrement positifs par les intéressés eux-mêmes.

Nous avons montré qu'à une zone centrale densément peuplée (entre 100 et 150 habitants / km²) s'opposent des marges relativement vides (moins de 40 habitants / km²). Nous avons vu que l'équation « pression démographique = savanisation » n'offre pas une image fidèle de la complexité de l'histoire du paysage. Au sud de la Sella Limba, les couverts graminéens et le passage du feu coïncident avec de fortes densités de population, tandis que dans les marges Est et Ouest, ils sont associés à de faibles densité. À l'inverse, le nord de la Sella Limba, densément peuplé également, est caractérisé par une végétation arborée dense. Quel est l'origine de ce peuplement disparate ? Comment a-t-il influencé la trajectoire des milieux cultivés ?

Les témoignages collectés nous apprendront qu'il faut effectivement distinguer le centre de la région étudiée de ses marges. Le peuplement de la première zone remonte à des temps immémoriaux. En son sein, la différenciation agro-écologique des zones Sud et Nord est récente. Au contraire, si le contraste avec les paysages des marges de la Sella Limba est ancien, leur peuplement actuel est récent.

1.1.2 Marginalisation de la paysannerie et marchandisation des rapports sociaux

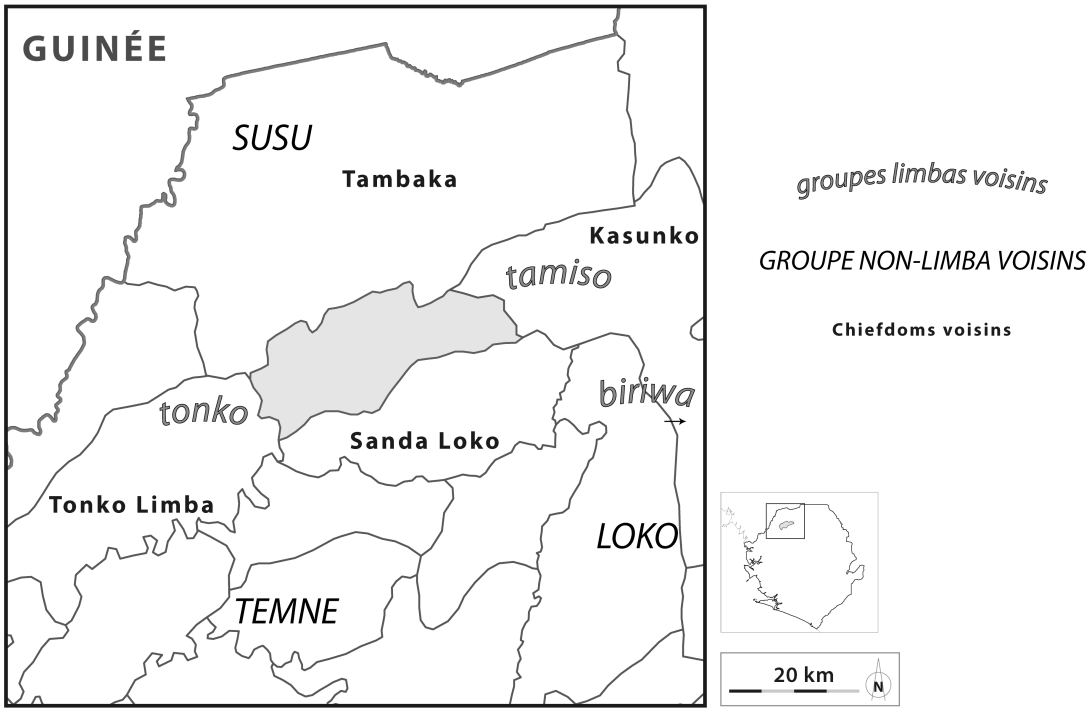
La précarité des conditions matérielles de vie dans les campagnes sierra léonaises frappent immédiatement l'observateur occidental. L'équipement des foyers reste rudimentaire, une marmite en fonte, un peu de vaisselle en émail et en plastique. Il n'y a nulle part ni eau courante, ni électricité. Les outils sont tous individuels et manuels, les produits agricoles sont transportés sur la tête. Ce constat superficiel est renforcé par les statistiques de base (IDH, espérance de vie à la naissance, taux de mortalité infantile, etc). Cette situation est évidemment étroitement liée à la faiblesse de la productivité de l'agriculture paysanne (voir chapitre 4). L'objectif de ce chapitre et du suivant (chapitre 3) est montrer que cette situation est le produit de l'intégration économique, au niveau régionale et mondiale, de la paysannerie. Cette intégration a pris diverses formes, mais nous verrons que depuis la seconde moitié du XXe siècle la tendance générale est à la marginalisation de la paysannerie en Sierra Leone. Nous montrerons comment se décline cette tendance générale dans le cas de notre région d'étude.

À l'échelle des villages et au sein des unités de production, cette tendance accompagne la marchandisation des rapports sociaux qui organisent la répartition des moyens de production et du produit. Malgré la stagnation des conditions matérielles d'existence, la vie dans les campagnes sierra léonaise a été bouleversée en profondeur. Ces analyses nous conduisent à interroger la différenciation économique et sociale au sein de la paysannerie (au chapitre 5).

Toutes ces transformations ne sont pas propres à l'une ou l'autre des zones agro-écologiques que nous avons identifiées ou au territoire administratif que nous étudions. Les dynamiques socio-écomiques d'une part, agro-écologiques d'autre part, se déploient avec une relative autonomie, à des échelles différentes et selon des rythmes spécifiques. L'analyse diachronique à l'échelle locale proposée dans ce chapitre et le suivant a donc pour objectif de montrer comment ces dynamiques interagissent à cette échelle.

Ainsi, le choix de la Sella Limba comme région d'étude n'implique pas que l'on cherche à écrire l'histoire des Sella Limba comme groupe ethnique ni l'histoire de la Sella Limba comme territoire administratif (au sujet desquelles on trouvera des éléments éparses dans Sayers, 1927 ; McCulloch, 1950 ; Finnegan, 1965 ; Reed et Robinson, 2012). Dans ce travail, l'appartenance à un groupe ethnique ne constitue pas « en soi » une variable explicative des dynamiques agraires. On considère en effet que si les Limba ne font pas ce que font les Susus ou les Temnes (deux autres groupes voisins importants respectivement au nord et au sud de la région étudiée) ce n'est pas parce qu'ils parlent ou qu'ils sont Limba (ou Susus ou Temnes). Nos informateurs attachent parfois un groupe ethnique (Limba ou Temne par exemple) ou un groupe dialectal (Limba Sella ou Limba Biriwa, par exemple) à certaines pratiques agricoles. Nous prendrons ces qualificatifs comme une indication de l'origine géographique de la pratique en question.

Le choix des concepts, de la méthode et des sources mobilisées pour cette analyse historique découle de ces objectifs.



Carte 8 : Localisation des groupes ethniques, dialectals et des chiefdoms voisins à la Sella Limba
Sources : Clarke (1969)

1.2 Concepts, méthodes et sources pour écrire l'histoire des dynamiques agraires

1.2.1 Système social et système agraire

Le système social : un modèle socio-économique à porté heuristique

Dans *Femmes Greniers et Capitaux,* Claude Meillassoux (1975) propose un modèle de la « communauté domestique » structurée autour des « *cycles d'avances et de restitutions du produit* » agricole. Ces cycles, calqués sur les cycles agricoles expliquent l'importance de

l'institution de la parenté dans ces sociétés dites « lignagères ». La reproduction de ces groupes domestiques[31] de taille réduite repose sur la mobilité des femmes (en tant que porteuses de capacité génésique) entre les groupes d'une « aire matrimoniale » donnée.

Ce modèle a valeur heuristique : il vise notamment à comprendre comment se sont articulés ou confrontés les systèmes sociaux des sociétés « primitives », « traditionnelles » ou « locales » (en fonction de la rhétorique de l'époque) africaines avec l'économie « marchande », « capitaliste » ou « moderne ».

Ainsi du modèle de cet auteur on retiendra d'abord la méthode, décrite dans un article de 1964-65 : « *Élaboration d'un modèle socio-économique* » :

> *Sur le plan logique, le point de départ le plus pertinent semble être la rencontre entre l'homme et la nature, entre la vie et la matière, là où se nouent les problèmes que pose la double relation de l'homme avec le milieu (c'est-à-dire les* problèmes de la production*) et vis-à-vis de sa propre nature (c'est-à-dire les* problèmes *de* la reproduction*).* […] *La production se fait par la mise en relation de l'homme – pourvu de techniques matérielles et intellectuelles données par le niveau de développement de cette société – et du milieu. L'examen des techniques et du milieu sur lequel elles s'appliquent nous renseigne sur les relations sociales qu'exigent ces techniques, sur les rapports de coopération nécessaires et sur les rapports d'autorité.* […] *En résolvant les problèmes de production, la société assure sa perpétuation pendant une durée limitée, mais elle n'assure pas sa reproduction. La reproduction biologique d'un groupe est réalisée par l'accomplissement des rapports sexuels entre ses membres, mais la reproduction sociale, c'est-à-dire la reproduction du système dans ses structures, n'est possible que par la régulation de ces rapports c'est-à-dire, en l'occurrence, par l'élaboration d'institutions matrimoniales.* (Meillassoux,1977 : 73-76, c'est l'auteur qui souligne)

Pourquoi cette méthode « *d'élaboration d'un modèle économique et social* », ou « système social » comme on le qualifiera à la suite de Paul (Paul, 2003), nous a paru utile dans le cadre de notre étude sur la paysannerie sella limba ?

L'efficacité heuristique de ce modèle réside dans l'articulation dialectique des rapports de production – l'ensemble des relations sociales qui organisent le partage des moyens de production (terre, travail et capital) – et des rapports de reproduction – relations sociales qui organisent les moyens de la reproduction sociale, notamment, mais pas seulement, les relations matrimoniales. Les premiers assurent la survie à court terme des groupe domestique (d'un cycle agricole à l'autre) ; les seconds assurent leur perpétuation sur le long terme (d'une géné-

[31] Meillassoux utilisent le terme de « communauté domestique », mais pour éviter la confusion avec la communauté villageoise (ensemble des membres d'un village) nous préférons le terme de « «groupe domestique »qui souligne mieux que le terme d'« unités de production » l'importance de l'articulation des rapports de production et de reproduction.

ration à l'autre). On verra que c'est bien au niveau de cette articulation que l'on peut expliquer aussi bien certaines évolutions rapides de l'agriculture sella limba (chapitre 3) que certains héritages des structures du passé dans la société paysanne actuelle (chapitre 5, section 2).

Reconstituer une trajectoire historique n'est pas faire le récit d'une histoire : dans ce chapitre on analyse les caractéristiques les plus saillantes du système social précisément pour expliquer la crise et l'involution rapide qu'il va connaître durant la seconde moitié du XXe siècle.

Point de départ de notre analyse diachronique, ce système social n'est pas un état initial, un « t = 0 », de la société limba. L'histoire des paysans qui vivent dans le territoire actuel de la Sella Limba ne commence évidemment pas au XXe siècle. Des auteurs ont montré l'intégration marchande multiséculaire du nord de la Sierra Leone et les impacts, plus récents, des premières décennies de la colonisation (Howard et Skinner, 1984 ; Johnny et al, 1981 ; Grace, 1975 ; Deveneaux 1973 ; Finnegan, 1965). Cependant, dans le cas de la Sella Limba, les témoignages collectés nous indiquent qu'avec l'intégration marchande consécutive au boom de l'économie minière nationale au milieu du XXe siècle, la société paysanne a connu des bouleversements profonds. L'objectif est de caractériser le fonctionnement de cette société à une époque donnée, la première moitié du XXe siècle, pour comprendre les mécanismes qui ont conduit à sa crise.

Le système agraire : un concept intégrateur

Le concept de système social, mobilisé en anthropologie économique, a une portée très générale. Le modèle de la « communauté domestique » de Meillassoux s'applique à toutes les sociétés paysannes dont le fonctionnement repose sur la circulation du produit entre les générations et la mobilité des capacités génésiques entre les cellules productives (Paul, 2008).

A l'échelle locale, une situation agraire est une réalité complexe qu'il s'agit de saisir dans toutes ses dimensions : écologiques, techniques et sociales et économiques. Le concept de système agraire, appliqué à cette échelle, intègre ces différentes dimensions :

> « [...] *le système agraire englobe à la fois le mode d'exploitation et de reproduction d'un ou plusieurs écosystèmes et donc le bagage technique correspondant (outillage, connaissances, savoir-faire), les rapports sociaux de production et d'échange qui ont contribué à sa mise en place et à son développement, les modalités de la division sociale du travail et de la répartition de la valeur ajoutée, les mécanismes de différenciation entre les unités de production élémentaires, ainsi que les conditions économiques et sociales d'ensemble, en particulier le système de prix relatifs, qui fixent les modalités de son intégration plus ou moins poussée au marché mondial »* (Cochet, 2011 : 34).

Dans ce travail, nous n'appliquons pas ce concept à une zone agro-écologique en particulier, mais à l'ensemble de la région étudiée. Ainsi, à cette échelle, le concept de système agraire englobe celui de système social. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une construction intellectuelle qui vise à saisir ce qui caractérise une situation agraire donnée, à une époque donnée. Les processus de différenciation interne ou d'involution générale ne sont pas masqués : au contraire en saisissant ce qui caractérise un système agraire on peut mettre en exergue ce qui explique son évolution, son développement ou au contraire sa crise.

Cette approche offre tout d'abord la possibilité de penser le « technique » et l'« écologique » avec l'« économique » et le « social ». Mais cette perspective n'est pas propre à l'approche développée en anthropologie économique ou en agriculture comparée. (Nyerges , 1988b ; Johnny et al, 1981 ; Leach, 1994), avec des concepts différents, étudient ce genre de dynamiques « technico-sociales ».

L'efficacité d'une approche systémique et diachronique réside dans la possibilité d'identifier, au niveau des interactions entre des éléments de différentes natures, ce qui permet au système de se reproduire à l'identique, de se transformer et de se développer ou, au contraire, de rentrer en crise.

Crise écologique, économique et sociale

Quand le système cesse de fonctionner, il est courant de dire qu'il rentre en *crise*. On entend ici le terme de crise d'abord comme un processus et non comme un événement soudain (éclatement d'une guerre ou catastrophe naturelle).

La crise d'un système agraire se manifeste quand les conditions de sa reproduction d'une génération à l'autre ne sont plus assurées. L'augmentation de la population au sein du groupe domestique, par exemple, finit par être en contradiction avec les conditions techniques ou sociales de la production à l'échelle d'un territoire donné. Un trop grand nombre d'individus ne peuvent plus coopérer dans les conditions de l'agriculture manuelle d'auto-subsistance. Classiquement, la segmentation, c'est-à-dire le départ d'une partie du groupe résout cette contradiction. Cette segmentation entraîne l'extension spatiale du système social, accompagnée par celle du système agraire et du (ou des) mode(s) d'exploitation du milieu qui le caractérise(nt). Les possibilités de cette extension sont-elles infinies ? Dans des conditions techniques données, un système agraire atteint *théoriquement* ses limites spatiales et démographiques à un moment donné. On a vu que les systèmes agraires qui reposent sur l'abattis-brûlis ne peuvent

perdurer que tant que la densité de population dans une zone donnée ne dépasse pas un certain seuil au-delà duquel la durée des recrûs forestiers est trop faible pour assurer la reproduction de la fertilité.

À mesure que ces limites se rapprochent, les ressources productives se raréfient et les tensions augmentent : entre les groupes domestiques qui se partagent le territoire et en leur sein entre les individus. On retrouve le schéma d'une crise malthusienne et de ses prolongements sociaux, économiques et éventuellement politiques. On a déjà vu que ce modèle est superficiel et qu'il s'applique mal, en général, à la situation historique et écologique au XXe siècle du nord de la Sierra Leone. Mais, si l'on ne peut plaquer aussi simplement ce modèle sur la réalité d'un territoire, la Sella Limba, il ne faudra pas mettre entièrement de côté la possibilité d'une crise agro-écologique et ses conséquences potentielles sur le système social.

L'anthropologie économique s'est plutôt constituée autour de l'impact de l'intégration à marche forcée des sociétés « domestiques »[32] dans le secteur marchand capitaliste mondial dans le sillage de la traite esclavagiste (Meillassoux, 1986 ; Paul, 2003) et de la colonisation (Meillassoux, 1975 ; Geffray, 1989a et 1989b). La crise du système social est ici exogène. (Paul et al, 2013 ; 21) parlent de la « *généralisation de la pénétration des rapports marchands dans l'économie villageoise, généralisation qui* s'accompagne de *et* accompagne *l'individualisation* » (c'est l'auteur qui souligne), processus que l'on qualifie parfois de manière un peu euphémique « *modernisation* ». Mais, Paul insiste sur le fait que cette « modernité » ne s'est pas traduit jusqu'aujourd'hui, pour la plupart des paysanneries africaines, par le développement des forces productives et un enrichissement des individus, mais plutôt par un appauvrissement relatif et la dégradation générale des conditions matérielles d'existence .

L'agriculture comparée s'est également constituée autour de la question de la mise en concurrence des agricultures locales à l'échelle mondiale avec l'intégration croissante dans l'économie à l'échelle de la planète. Entre elles les écarts de productivité n'ont cessé d'augmenter dans le même temps. Les outils conceptuels de l'agriculture comparée se sont développés en partie pour analyser cette situation inédite historiquement (Voir pour la formalisation de cette approche à l'échelle mondiale ; Mazoyer et Roudart, 1997a : 445-501). La crise des agricultures paysannes « *les moins bien dotées naturellement et historiquement* », (Mazoyer et Roudart, 1997a : 19) entraîne une crise plus générale : les paysans ne peuvent plus assurer la « survie » de leur exploitation et partent à la recherche d'un autre emploi à la mine, en ville ou au nord.

[32] Parfois qualifié, selon les époques et les points de vue des auteurs de sociétés « précapitalistes » (CERM, 1973), « primitives » (Terray, 1969) ou encore parfois « traditionnelles » (Lallemand, 1993).

Ces approches différentes analysent donc le même processus pris sous différents angles et à différentes échelles. On cherchera à comprendre dans ce travail comment s'articulent, à l'échelle d'un territoire, la Sella Limba, la crise d'un système social en relation avec la marchandisation des rapports sociaux et la crise d'un système agraire en relation avec la mise en concurrence croissante de la paysannerie avec d'autres agricultures plus performantes.

Enfin, l'histoire de la Sierra Leone en général et de la Sella Limba en particulier est marquée par l'éclatement de **crises politiques,** dont la manifestation la plus spectaculaire et la plus tragique a été la guerre civile qui s'est déroulée entre 1991 et 2001. Pour la Sella Limba, prise à part, cette crise politique est purement exogène. Du point de vue des paysans du *chiefdom*, la « *rebel war* » qui les frappe par surprise une première fois en 1996, n'a rien du « processus » et tout de la catastrophe brutale. Mais, la guerre, en Sierra Leone comme au Libéria et en Côte d'Ivoire a des « racines agraires » (Chauveau et Richards, 2012). Ces événements violents, qui ne sont pas inédits dans l'histoire de la Sierra-Leone, sont, directement ou indirectement, le résultat de la marginalisation progressive des campagnes, et plus particulièrement de certaines couches de la société dans les campagnes. Ainsi, les crises politiques, et leurs manifestations les plus brutales, s'articulent également, à une autre échelle et selon leurs logiques propres, avec la crise multiforme (chapitre 3, section 3) (agro-écologique, économique et sociale) de la paysannerie sierra-léonaise en général.

Périodisation de l'histoire des dynamiques agraires

La trajectoire historique de la paysannerie sella limba peut donc se lire à travers l'évolution des paysages qu'elle a contribué à façonner, des modes d'exploitation qu'elle a mis en place et des rapports sociaux qui s'établissent en son sein. Ces différents angles de la même réalité entretiennent entres eux des rapports dialectiques dont l'élucidation est au cœur des chapitres qui suivent.

Mais chacun de ces champs d'investigation a également sa logique propre et évolue selon un rythme particulier. La transformation d'un paysage à l'échelle d'une zone agro-écologique est un processus lent qui repose sur des dynamiques de long terme, même si les changements peuvent s'accélérer dans certaines conditions. Ces transformations du paysage induisent, ou au contraire sont provoquées, par des évolutions des modes d'exploitation du milieu. Nous verrons que certaines innovations, nouvelles variétés ou nouveaux outils par exemple, peuvent être adoptées massivement en très peu de temps. Sans toujours remettre en question nécessairement le mode d'exploitation du milieu, ces pratiques peuvent modifier l'économie domestique paysanne. Les rapports sociaux, enfin, évoluent selon leur rythme propre également. Le

passage d'une génération à l'autre provoque l'éclatement de tensions qui ne pouvaient pas, avant la disparition de l'aîné(e) d'un groupe, s'exprimer totalement. C'est à ces moments-là que s'opèrent des changements irréversibles dans les rapports au sein et entre les groupes domestiques. Mais, comme dans les paysages, on peut déceler dans les rapports sociaux les héritages du passé, parfois sous des formes « dégradées » ou manipulées.

De ces décalages entre le rythme de l'évolution des paysages, des pratiques paysannes et des rapports sociaux peuvent naître des contradictions, momentanées ou durables, révélatrice des dynamiques en cours.

Mais, pour l'observateur extérieur, il se dégage de cette réalité diverse et en mouvement, de prime abord, surtout une grande confusion. La diversité du paysage à l'échelle d'un petit territoire comme la Sella Limba nous a donné un avant-goût de cette complexité. Pour rendre compte de manière intelligible de cette réalité, il faudra, dans le cours nécessairement linéaire du discours écrit, en séparer analytiquement les différentes facettes. Puis, l'approche en terme de système agraire permettra, à différentes époques, d'articuler ces éléments pour montrer comment ils « fonctionnent » (ou précisément ne fonctionnent plus) ensemble.

Les événements datés font souvent office de révélateurs de processus qui se déploient sur de longues périodes. L'intégration de la région étudiée dans les échanges marchands à l'échelle nationale et internationale s'accélère en 1950 avec le développement rapide de l'exploitation des diamants alluviaux, l'arrivée des premiers commerçants à Kamakwie et la construction d'une route carrossable jusqu'au port de Freetown. Sur la base des témoignages collectées, appuyées par la bibliographie, nous faisons l'hypothèse qu'il s'agit d'une période charnière dans l'évolution des rapports sociaux au sein de la paysannerie. Le plan de notre démonstration est adaptée à cette hypothèse : dans le présent chapitre, nous cherchons à reconstituer la situation en Sella Limba avant cette date ; puis, au chapitre 3, nous étudierons comment, en plusieurs étapes historiques, la marchandisation des rapports sociaux a infléchi la trajectoire de la paysannerie sella limba et comment l'agriculture locale a été progressivement marginalisée.

1.2.2 En pratique : sources et méthodes d'enquête[33]

Entretiens historiques personnels

Les récits de vie des habitants des villages de Sella Limba constituent l'essentiel des sources utilisées dans nos analyses historiques.

La plupart des entretiens historiques ont été réalisés avec un seul interlocuteur à la fois. Pour notre démarche, en effet, il était essentiel de s'attacher à la vie d'une personne en particulier et non au discours « officiel » que les individus livrent immanquablement lors des entretiens de groupe. Ce discours collectif peut être intéressant à recueillir mais s'avère rapidement limité pour étudier la vie concrète des paysans aux différentes périodes considérées. Concrètement, à notre première visite dans un village donné, nous laissions les autorités choisir pour nous un interlocuteur âgé. Ce jour là et souvent devant un large public nous prenions garde à éviter les questions les plus sensibles pour désamorcer tous les soupçons. Pour les entretiens suivants dans le même village, en prétextant le dérangement provoqué par l'attroupement des enfants, nous invitions notre informateur/trice à discuter seul à seul à l'arrière de sa maison. Peu à peu repérés et connus dans le *chiefdom* pour ne pas convoquer de « village meeting » comme le font les ONG, les villageois nous ont presque toujours laissés travailler ainsi.

La périodisation des récits soulève des difficultés particulières en milieu rural sierra-léonais. Très rares étaient mes interlocuteurs qui connaissaient, par exemple, leur date de naissance. Il fallait donc caler les repères de la vie personnelle (initiation, mariages et divorces, décès de parents et naissances de nouveau enfants, migrations, etc …) avec ceux de la vie politique locale (événements à l'échelle du village, destitution et couronnement de *Paramount Chiefs*, arrivé des rebelles à Kamakwie etc...) et nationale (indépendance, changements de régime à Freetown ou à Conakry, début de la guerre civile à l'est, …). Ainsi nous reconstituions une chronologie personnelle qui permettait de dater les divers éléments du récit de nos interlocuteurs.

Histoire des hommes et des pratiques

Mais même en étant attentif à la périodisation, et malgré la coopération presque toujours entière de mes informateurs, dater les évolutions qu'a connues la vie quotidienne dans les campagnes (travail dans les champs, prix des denrées de base, habitudes alimentaires) restaient difficile.

[33] Voir le point sur les méthodes d'enquête historique en agriculture comparée dans (Cochet, 2011 : 105)

L'incapacité de mes interlocuteurs à dater ces événements n'est pas ici en cause : comment périodiser des tendances sur le temps long, de quand « date » un changement de couvert végétal ? De quand « date » la dégradation des prix relatifs de tel ou tel produit agricole ? De quand « date » l'adoption d'une pratique agricole en particulier ?

Pour surmonter cette difficulté, nous avons essayé de nous raccrocher à des éléments tangibles de la vie quotidienne et notamment des pratiques paysannes :

Les paysages d'abord sont un support indispensable à l'analyse diachronique, pas seulement du point de vue théorique, mais également du point de vue des techniques d'enquête. En effet, si la plupart des entretiens avec les vieux ou les vieilles commençaient derrière leur maison, un bon entretien historique devait se terminer dans les parcelles ou au sommet d'une colline. C'est souvent à ce moment que se mettaient en place les divers éléments du récits à la fois dans le temps et dans l'espace.

L'outillage est un autre élément qui s'est révélé très utile. Comme les paysages, l'évolution des outils appartient à l'histoire des dynamiques agro-écologique en tant que telle. En pratique telle houe ou telle machette est associée à telle pratique. Nous avons pu affiner notre compréhension des pratiques en demandant à nos interlocuteurs de sortir les vieux outils des maisons, à défaut en leur demandant de les dessiner au sol. Les variétés, notamment de riz, constituent un autre élément, mais moins tangible et donc moins commode, sur lequel on peut s'appuyer pour vérifier et dater des dynamiques agro-écologiques de long terme.

A travers ces récits de vie, nous avons reconstitué la trajectoire des groupes domestiques (recrutement de nouveaux membres par mariage, adoption, accueil, … perte de membres par décès, migrations, éclatements, …). Dans la mesure du possible, nous avons essayé de croiser les informations de différents membres des mêmes groupes domestiques. Évidemment, plus les périodes sont anciennes, plus les informateurs sont rares et moins la reconstitution se fait précise.

Monographie de village

Ces entretiens historiques personnels étaient longs : ils exigeaient la pleine coopération des informateurs durant une demi-journée entière et le plus souvent plusieurs fois. Nous avons complété ce dispositif d'enquêtes par des monographies de village. Pour ce faire, nous avons cherché à interroger tous les hommes et toutes les femmes adultes présents à un moment donné dans un village particulier.

Ces entretiens étaient beaucoup plus courts (entre 30 minutes et 2 heures) : ils avaient pour objectif d'étudier la taille et la structure des groupes domestiques aujourd'hui, l'origine des adultes et des enfants présents dans ces groupes, le lieu où se trouvait les parents proches absents et de retracer les contours des unités sociales fonctionnelles supérieures aux groupe domestique. Ce type de monographie rassemble notamment la démographie, la charte généalogique et la définition de l'aire matrimoniale du village en question. Si nous ferrons un usage critique de ces données, elles ont été fort utiles pour mesurer la dimension de certains phénomènes (les migrations des actifs, la circulation des enfants, la polygynie par exemple) ou pour avoir une idée concrète de certaines notions (comme le « segment de lignage »).

Le village (*mɛti*) est une réalité tangible de la société paysanne sella limba. L'existence d'un peuplement dense dans le centre de la Sella Limba au début du siècle est attestée par la présence de nombreux bosquets villageois puissants dans le paysage. Rappelons qu'ils indiquent les anciens emplacements des villages qui se sont légèrement déplacés pour s'aligner sur les pistes carrossables construites ultérieurement.

L'existence de véritables « communautés villageoises » se manifeste dans l'organisation de société secrète (*bundu* pour les filles, *gbaŋgbani* pour les garçons) ou encore de tournois de football en saison sèche. (Richard Fanthorpe, 2001) montre que l'appartenance à un village fonde en Sierra Leone la citoyenneté dont les « *hyper-mobile youths* » décrits par (Chauveau et Richards, 2008a : 45) sont justement exclus.

Le village est également l'échelle pertinente pour comprendre les rapports fonciers : les limites des finages sont dans le centre de la Sella Limba connues et reconnues par tous et si elles font l'objet de disputes, ces dernières opposent les communautés villageoises dans leur ensemble.

Ces observations justifient le choix, pour reconstituer un système social, de partir du village, pour aller vers des institutions moins immédiates mais peut-être plus pertinentes pour comprendre les rapports de production et de reproduction.

Sources écrites

Que peuvent nous apprendre les sources écrites, et en particulier les archives, sur l'histoire de la paysannerie sella limba ? Les fichiers des archives nationales[34] concernant l'agriculture contiennent aujourd'hui une grosse centaine de références de documents datant essentiellement de la période 1910 – 1944. Ils concernent surtout la politique agricole coloniale. Les in-

[34] Les archives nationales sont conservées à Fourrah Bay College, Freetown. Les archivistes, qui mènent avec très peu de moyens leur mission essentielle, ont toujours été très coopératifs.

formations émanant du terrain sont ponctuelles et disparates et renseignent plus souvent sur les préoccupations de l'administration de l'époque que sur les pratiques des paysans. Certains rapports néanmoins sont riches d'enseignement sur les débats qui traversaient alors l'agronomie coloniale, notamment au sujet de la pertinence des pratiques agricoles modernes. L'analyse de ces débats a déjà été réalisée par différents auteurs, sur la base d'ailleurs des mêmes archives (Cole, 1968 ; Richards, 1985 et 1997 ; Millington, 1987).

Aux archives on trouve également les *Colonial Decree Books* (1900-1913) et les *Intelligence Diaries* (1904 - 1958). Il s'agit de rapports administratifs qui traitent, notamment, de la définition des frontières des *chiefdoms* du protectorat et de la vie politique locale (élections des *Paramount Chiefs*, destitutions et contestations). Ces archives permettent d'abord de situer précisément dans une chronologie des noms ou des événements auxquels les Sella Limba font régulièrement allusion. Quelques documents nous livrent le point de vue de l'administration coloniale sur des événements ponctuels, mais ne renseignent jamais, même indirectement, sur la vie quotidienne dans les campagnes, sur les pratiques agricoles ou sur l'économie domestique du début du XXe siècle.

Enfin, aux archives officielles, il faut ajouter les récits des voyageurs qui ont parcouru la région au XIXe ou au début du siècle dernier.

L'analyse de l'émergence des institutions politiques locales « modernes » en Sierra Leone à travers ces archives et ces témoignages écrits a été réalisé par (Fanthorpe, 1998 ; Grace, 1975).

La littérature ne nous renseignera pas sur l'histoire de la paysannerie sella limba. Si le *chiefdom* est parfois évoqué, à notre connaissance aucune étude historique n'a été réalisée sur ce territoire en particulier. Cependant les différents éléments que l'on peut y trouver concernant d'autres régions de la Sierra Leone ou de Guinée (Leach, 1994 ; Little, 1951 ; Fanthorpe, 1998 ; Paulme, 1954 ; Finnegan, 1965) permettent de saisir la portée éventuelles de nos différents résultats : en quoi la situation de la Sella Limba est générale au nord de la Sierra Leone voire à tout le pays ou toute la région et, au contraire, en quoi elle est spécifique ?

2 Production vivrière et reproduction de la société paysanne sella limba

Les plus âgés des paysans sella limba ont aujourd'hui entre 80 et 90 ans, ils sont donc nés dans les années 20 et on peut estimer que leurs plus anciens souvenirs remontent aux années 30. Un peu plus nombreux sont les témoins qui peuvent nous parler des années 40. Quand on les interroge sur leur jeunesse, tous commencent par mobiliser trois souvenirs qui constituent une sorte de mémoire collective pour ces générations :

- « *Les enfants n'avaient pas le courage de circuler sur les chemins entre les villages* » où, à l'ombre des couverts arborés puissants, il faisait bien sombre.
- « *Les jeunes gens d'alors respectaient leurs aînés* ». Les jeunes hommes, d'ailleurs, n'étaient pas aussi impatients de se marier qu'aujourd'hui, et les jeunes femmes ne s'aventuraient pas à cultiver leurs propres parcelles avant le décès de leur belle-mère.
- « *Il n'y avait pas d'argent à l'époque dans les villages* » en Sella Limba. Nos vieux informateurs se plaisent à raconter à l'assistance, composée de jeunes gens ahuris ou hilares, que dans leur jeunesse seul le *Paramount Chief* avait des chaussures, qu'aucune maison n'avait de toit en tôles ondulées et qu'il était hors de question d'acheter la moindre « cup » de riz sur le marché.

Ces souvenirs ne doivent pas être pris pour argent comptant. Les recrû arborés n'étaient peut-être pas si puissants : s'ils craignaient de s'éloigner du village c'est aussi que nos interlocuteurs étaient alors des enfants. Si eux-mêmes n'ont pas du avoir beaucoup d'argent ou de marchandises entre les mains, cela n'implique pas que les adultes de l'époque vivaient en autarcie complète. Enfin, le respect des jeunes envers les vieux, dans la bouche de ces personnes âgées, constitue autant un message adressé à la jeunesse d'aujourd'hui qu'un souvenir authentique.

Nous avons proposé quelques éléments d'une méthode qui permet de dépasser ces généralités pour essayer de mieux pénétrer la vie quotidienne à différentes périodes. Mais, *in fine*, nous verrons que ces trois lieux communs qui reviennent en boucle, notamment en début d'entretien, illustrent bien trois caractéristiques saillantes de la société paysanne de la première moitié du XXe siècle : l'abattis-brûlis comme mode principal d'exploitation du milieu : l'importance des rapports aîné(e)s / cadet(te)s dans le domaine de la production et de la reproduction sociale ; la faible intégration de la région aux échanges marchands.

Dans les paragraphes qui suivent nous allons essayer de détailler ces trois caractéristiques, avec au cœur la question des rapports de production et de reproduction. Nous nous intéresserons d'abord à la zone « centre » qui regroupe les zones « sud » et « nord », toutes les deux caractérisées par des densités de population plus importantes et, nous le verrons, par un peuplement plus ancien. Dans un second temps, nous nous pencherons sur l'histoire des marges « est », moins densément et plus tardivement peuplées.

2.1 La zone centrale de la Sella Limba au début du siècle : un paysage dominé par les recrûs arborés denses exploités en abattis-brûlis

La reconstitution des paysages du passé dans cette vaste région de transition entre le domaine des savanes soudanaises et des forêts guinéennes est un exercice périlleux. Nous avons vu que trop souvent les modèles bio-climatiques ont été interprétés comme des références historiques. La diversité et la complexité des paysages, analysées au chapitre précédent, nous incite à éviter ce piège. Partons du témoignage des plus vieux paysans de la région étudiée. Interrogés sur le paysage des collines de leur enfance, les vieux paysans sont unanimes : les recrûs arborés étaient puissants, « *the bush was strong* ». Chaque entretien historique démarre avec la description des grandes étapes de la culture en abattis-brûlis : défriche, abattis, brûlis, nettoyage, semis-grattage, désherbage et construction des barrière, récolte et stockage (voir chapitre 4, page 303 pour la description de cet itinéraire technique aujourd'hui). Nous verrons que la pratique de l'abattis-brûlis et l'exploitation des recrûs arborés denses caractérisent un « pays sella » par contraste avec ses marges plus récemment peuplées par des populations étrangères qui ont mis en place des modes d'exploitation différents.

La luxuriance des couverts est associée à une époque d'abondance : le riz était disponible toute l'année en quantité, il n'y avait pas beaucoup de mauvaises herbes, le gibier était nombreux, …

Même dans les villages où l'abattis-brûlis n'est plus pratiqué aujourd'hui et où l'on a n'ont plus guère accès au recrû arboré, quand les paysans quittent le village pour leurs parcelles, ils disent souvent, sans autre précision qu'ils partent *amahi* [défricher]. Pour les anciens, le terme est presque synonyme de « travailler dans les champs ».

2.1.1 Cohérence des témoignages avec les pratiques et les paysages

Les descriptions des paysages livrées par nos informateurs âgés sont également parfois contradictoires. Certains témoins exagèrent la luxuriance de la végétation ainsi que le caractère sauvage du milieu d'alors ; les lions et les buffles peuplent parfois ces récits. On sait que cette manière de souligner le caractère sauvage d'un lieu qu'un ancêtre fondateur a su domestiquer, pour justifier des droits sur une terre, n'est pas propre à la région étudiée (Bledsoe et Murphy, 1987). L'abondance supposée du riz contraste avec la description, parfois par le même informateur, de périodes de disette, « de ventre vide » (*kaho konto*), durant lesquelles les femmes étaient obligées de partir à la recherche d'ignames sauvages et les hommes abattaient les palmiers pour en consommer le cœur.

Fairhead et Leach (1996 : 274) nous invite à une prudence particulière quant à l'utilisation des témoignages oraux se rapportant aux couverts végétaux : « […] *villagers know what outsiders expect to hear about forest loss* […] ».

Notre méthode s'attache à inscrire ces témoignages dans le concret pour nous éviter les pièges que nous tendent ces récits. Sitôt que l'on sort du village avec un de ces informateurs âgés pour analyser le paysage *in situ*, depuis le sommet d'une colline par exemple, il devient possible de localiser les informations. On sort du registre de la narration et les témoignages se sont plus précis. Les anciens des villages du centre de la Sella Limba sont alors formels : les *thakay* (recrûs arborés denses) dominaient le paysage des versants jusqu'à une époque récente.

Ils insistent sur la différences de nature entre les bosquets villageois et les couverts défrichés de manière régulière. Ils indiquent que les bas fonds étaient alors également boisés et que leurs périphéries étaient intégrées aux rotations culturales des versants[35].

Surtout, la description des paysages est cohérente avec la description des pratiques qui prévalaient dans les années 30 – 40 et jusqu'à une époque récente. Ils fournissent deux indices matériels tangibles de l'importance des recrûs arborés dans le paysage à cette époque :

- Les témoins aiment à rappeler qu'on avait alors besoin de deux outils pour préparer sa parcelle : la hache (*kubapi*) et le sabre d'abattis (*kupopo*, voir page 117). Les forgerons aujourd'hui ne fabriquent plus ces machettes dont le renflement de la partie distale de la lame était caractéristique. Ces outils assez lourds étaient adaptés essentiellement à l'essartage de recrûs arborés assez âgés. On verra qu'aujourd'hui, les paysans demandent aux forgerons des machettes plus polyvalentes, adaptées à la défriche de couverts végétaux différents.
- Interrogés au sujet des variétés les plus anciennes, le riz *disi* est toujours cité en premier. Les paysans précisent toujours que ce cultivar était particulièrement adapté à l'exploitation des recrûs arborés denses. Quand on rentre dans le détail, nos interlocuteurs nous parlent souvent également de *disipila*, précisant que ce riz est quant à lui semé pré-germé à la limite des zones inondées et des zones pluviales. En effet, une partie des bas-fonds inondés étaient intégrée dans l'essart. La diversité du matériel végétal devait être plus importante, mais ces deux références systématiques sont significatives du point de vue des modes d'exploitation historiques en Sella Limba.

Si les « récits » généraux sur le paysage en Sella Limba sont contradictoires, les témoignages localisés et datés relatifs aux couverts exploités et aux pratiques sont eux parfaitement cohérents.

[35] Une exception notable : les bas fonds autour de Kamakwie, alloués aux « *ruling families* » du *chiefdom* et exploités selon des techniques plus « intensives » depuis plus longtemps. Les unités de production qui exploitaient ces terres étaient placées dans des conditions économiques exceptionnelles offertes par la position politique du *Paramount Chief*.

2.1.2 Cohérence des témoignages paysans avec les sources écrites

Pour prouver de manière satisfaisante que l'abattis-brûlis des recrûs arborés denses était effectivement le mode d'exploitation au centre de la Sella Limba durant la première moitié du XXe siècle, on peut également croiser ces témoignages avec des sources écrites. Rossi (2000) et Fairhead et Leach (1998a) montrent que les témoignages écrits des voyageurs, souvent européens, sur les paysages qu'ils ont traversés à des époques plus ou moins reculées permettent parfois de nuancer le mythe de la forêt originelle.

Les expéditions dans le nord de la future Sierra Leone qui donnent lieu au XIXe siècle à des comptes rendus, notamment à la Royal Geographical Society of London, passent toutes à 30 ou 50 kilomètres au nord ou au sud de la région étudiée (Blyden, 1872 ; Reade, 1869 ; Laing, 1825 ; Zweifel et Moustier, 1881). Si leurs récits sont intéressants pour comprendre le contexte régional de l'époque, ils ne sont d'aucune aide pour reconstituer les paysages dans la région étudiée précisément.

Le premier témoignage direct sur la Sella Limba que nous avons retrouvé date de 1925. Migeod (1926) rejoint la route empruntée un siècle plus tôt par le Major Laing, mais en partant de Batkanu[36], et surtout en traversant la Sella Limba. Il entre dans la région étudiée par le sud et après Kamakwie fait un crochet vers l'ouest. À partir de Kamalu (une ville à quelques kilomètres au sud de la Sella Limba) et sur la route de Kamakwie, l'auteur décrit un paysage de « jungle » qui contraste avec la savane arborée qu'il a parcouru depuis son départ de Batkanu : « *From Kamalu to Kamakuya* [sic] *is three hours, say ten miles. There was an increasing jungle growth along the road with some forest trees, and savannah trees were rarer* » (p.38). Puis en quittant Kamakwie (« *a big town as towns go here* ») il poursuit sa route dans un « […] *timbered country and palm trees with no grass. It was thick jungle growth with some forest and here and there some very big silk cotton trees* » (p.40). Autre indice, il décrit l'architecture des maisons : « [...] *three kinds of thatch : hanging thatch of the kere, a swamp palm* [raphia ?] *; grass, but not much ; and two or three houses with mat roof, the mat being made of raphia palm leaves and put on like slates* » (p.39).

[36] Capital du district de Karene sous le protectorat britannique entre 1901 et 1945.

En se dirigeant vers l'ouest, il note, comme nous l'avons fait, une rupture dans le paysage et retrouve un paysage de savane : « *At Kamabuyelei* [le dernier village avant les marges Ouest selon le zonage agro-écologique de la Sella Limba que nous avons proposée au chapitre précédent] *a change came over the scene. There was more grassland with well grown savannah trees and for the first time fan palms* [palmier rônier] » (p.41).

Par ailleurs. Migeod (1926) dans son récit énumère le nom de tous les lieux qu'il traverse. Or la cartographie des villages de l'époque que son récit permet de reconstituer est presque la même aujourd'hui pour le centre de la Sella Limba. Ceci indique que le peuplement du centre de la Sella Limba était déjà en place à l'époque et que le réseau des villages était déjà assez dense. Le voyageur croise un grand nombre de villages jusqu'au début des bolilands, puis, à l'inverse, il n'en cite plus qu'un avant de traverser les Little Scarcies et de sortir de la Sella Limba. Contrairement aux situations de « frontières » que décrivent Nyerges (1988a) et Kopytoff (1987), la cartographie des villages dans le centre de la Sella Limba est donc assez stable depuis cette époque.

Ce témoignage conforte donc l'image du centre de la Sella Limba que laissent les documents cartographiques ultérieurs (voir carte 10) : celle d'une petite poche de « couverts forestiers » incluse dans une région dominée par des savanes plus ou moins arborées.

Nous avons décrit ces « couverts forestiers » comme une facette agro-écologique spécifique : les recrûs arborés denses exploités en abattis-brûlis (figure 4). Techniquement la séquence des opérations culturales n'a pas changé radicalement et une analyse plus détaillée de ce mode d'exploitation comme « système de culture » est proposée au chapitre 4 (page 303). Les modalités de l'organisation du travail agricole ont, inversement, été bouleversées depuis cette époque. Pour comprendre ces bouleversements, il faut analyser comment les rapports de production à l'échelle des cycles agricoles s'articulaient avec les rapports de reproduction à l'échelle des cycles viagers.

2.2 Du groupe domestique à l'aire matrimoniale : rapports de production et de reproduction dans la société sella limba de la première moitié du XXe siècle

Pour situer ces rapports de production et de reproduction dans la société sella limba de la première moitié du XXe siècle, nous allons tenter de décrire les institutions de la société paysanne sella limba de la première moitié du XXe siècle, « *non* […] *dans une perspective structurelle mais dialectique* » (Meillassoux, 1977). Pour ce travail, nous avons pris appui, non seulement sur les témoignages collectés, mais également sur la monographie d'un village de la zone centrale : Kamawanka.

2.2.1 Mise en place et développement d'une communauté villageoise : l'exemple de Kamawanka

A la manière dont nous avons procédé sur lors des enquêtes, nous partirons de la structure du village aujourd'hui, pour remonter à la situation qui prévalait durant la jeunesse des témoins les plus âgés que nous avons interrogés.

Le village et la communauté villageoise de Kamawanka aujourd'hui

Kamawanka est un village au cœur de la Sella Limba, situé à environ 5 km de Kamakwie. On y trouve tous les attributs d'un village de la région : une hutte de forgeron, une mosquée et une église wesleyan, une école et un terrain de foot. Des arbres, notamment des flamboyants (*Delonix regia*), plantés le long du « village-rue » servent de lieux de rassemblement publique. Il est, comme tous les villages de la zone, décalé de quelques centaines de mètres par rapport à son emplacement d'origine que l'on repère par un puissant bosquet, où sont enterrés les ancêtres de la communauté.

Pendant la saison des pluies 2010, le village comptait 244 personnes, ce qui est légèrement inférieur à la taille moyenne des villages de cette zone (284). Un actif prenait en charge en moyenne 1,3 inactifs (enfant ou personne âgée). Parmi les 107 actifs on comptait 80 adultes et 27 jeunes actifs encore dépendants. Il y a enfin, chez les adultes, 1 homme pour 1,4 femmes, ce qui est classique dans les zones d'émigration en Sierra Leone (figure 12, infra). Cette situa-

tion n'est ni propre à la Sella Limba ni récente. Elle le produit de l'émigration massive des jeunes hommes vers les villes et les mines à partir des années 50 (Clarke, 1969) (voir chapitre suivant). On peut donc faire l'hypothèse que ce déséquilibre était bien moins accentué dans la première moitié du XXe siècle.

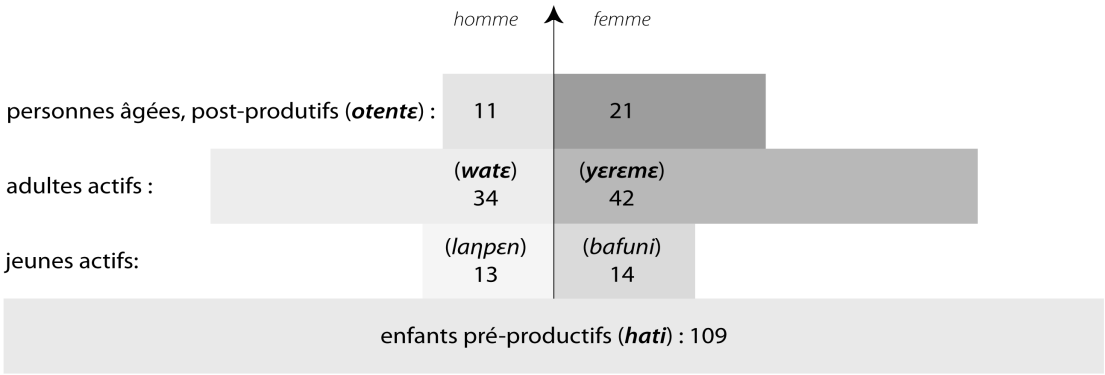


Fig. 12: Structure de la population à Kamawanka (saison des pluies 2010)
*Les « enfants » sont des individus « pré-productifs » dans le sens où ils ne participent pas encore à un groupe de travail (*kune*, voir page 392 et 474). Les « jeunes actifs » sont des actifs « dépendants », c'est-à-dire participant à une* kune *mais pour le compte de quelqu'un. La plupart d'entre eux vont également à l'école primaire ou secondaire. Les actifs adultes travaillent essentiellement pour leur propre compte. Enfin les « personnes âgées », ou individus « post-productifs », ne participent plus à une* kune.
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

La polygynie est un trait important de l'organisation sociale. La plupart des hommes sont monogames (76 % des hommes mariés). Les polygames, n'ont que deux femmes, à l'exception de deux hommes mariés à 3 femmes, hommes âgés au statut social élevé (voir tableau 4, infra).

Femmes non mariées (au village) *(récemment divorcés retournés dans leur village, femmes mariées à Freetown en séjour prolongé, veuves âgées nourries par leurs enfants)*	13	
Hommes non mariés *(jeunes hommes travaillant avec leur mère, veufs nourris par leurs enfants)*	6	
Hommes mariés à 1 femme	30	
… 2 femmes	7	
… 3 femmes	2	
… > 3 femmes	0	
	Total homme	*Total femme*
	45	*63*
Taux de polygynie *(chez les hommes mariés)*	**0,23**	

Tab. 4: Monogynie et polyginie à Kamawanla
Sources : enquêtes

À l'époque actuelle, cette polygynie est en partie compensée par (ou compense) le déséquilibre homme / femme dans les zones rurales. Au début du XXe siècle, l'écart important de l'âge au mariage entre les hommes et les femmes jouait ce rôle. L'importance des divorces et du remariage des veuves, aujourd'hui comme hier, contribue également à « *accommoder l'égalité numérique entre les sexes et la polygamie* » (Pison, 1986). La plupart des femmes épousent en effet successivement plusieurs hommes au cours de leur vie.

Le finage de Kamawanka représente moins de 2 km². La densité de population est donc supérieure à 125 hab / km². La « surface agricole utile » par actif est environ de 1,6 ha. Les versants sont dominés aujourd'hui par la savane herbeuse, les bas-fonds sont découpés en petites parcelles et bordés de palmeraies plantées. Nous caractériserons les modes d'exploitation du milieu de la zone agro-écologique sud en détails au chapitre 4.

Filiation, adoption et alliance au sein de la communauté villageoise

La société sella limba apparaît à l'observateur d'abord comme une société à filiation patrilinéaire. Pour une première approche, nous avons donc cherché à dénombrer les différents patrilignages présents aujourd'hui à Kamawanka selon la définition qu'en donnent Bonte et Izard (2010 : 152-3) dans leur *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie :*

> « *Le lignage est un groupe de filiation unilinéaire, dont les membres se réclament soit en ligne agnatique (patrilignage) soit en ligne utérine (matrilignage) d'un ancêtre commun connu* ».

Les Sella Limba, hommes et femmes, se présentent en effet avec un prénom et un « surname » (*sini*) transmis de père en fils et de père en fille. Mais même s'ils peuvent aider à les identifier lors des enquêtes, les surname (*sini)* ne sont pas confondus avec les patrilignages. Ils correspondent à ce que la littérature ethnographique sierra leonaise a pris l'habitude de qualifier de « clan »[37]. Ces noms de clan sont en nombre limité[38] et sont partagés par des populations non limba. Les membres de ces clans partageraient un ou des « *totem(s)* », c'est-à-dire un interdit alimentaire (Finnegan, 1965 : 52-3). (Sayers, 1927 : 27) écrit que les noms de clan sont hérités « [from]*his father or reputed father, and* [from] t*he father's father ans so on indefinitely back into the dim past, and linked in theory to a patriarch or eponymous ancestor who is first called by that name* ». Mais les personnes que nous avons interrogées ne se réclamaient d'aucune origine commune, même lointaine, avec tous les individus qui partageaient leur surname. Par ailleurs, il ne s'agit pas de groupes exogames comme les décrit Finnegan (1965 : 524), contredite en cela par Fanthorpe (1998 : 27). Enfin, nous n'avons observé aucune solidarité particulière entre les membres d'un même clan. Ainsi, les noms de clan ne sont pas confondus avec les patrilignages. Même dans un village donné, si deux individus qui partagent le même patrilignage ont nécessairement le même nom de clan, l'inverse n'est pas vraie.

À Kamawanka nous avons répertorié 12 patrilignages. Tous n'ont pas la même profondeur généalogique et ne rassemblent le même nombre d'individus. Il y a en fait deux types de patrilignages :

- les patrilignages *lasiri*, ceux dont les membres se réclament d'un ancêtre de la première génération dont la communauté villageoise a gardé le souvenir (les Banguras et les Samuras dans le cas de Kamawanka) ;
- les patrilignages *thahinɛ*, dont les ancêtres ou les membres vivants sont arrivés ultérieurement dans le village de Kamawanka.

[37] (Bonte et Izard 2010, 421-2) montrent d'ailleurs que le terme de clan est flou et peu opérationnel. Il évoque un niveau d'organisation sociale supérieure dont la définition du rôle et des limites semblent différente en fonction des ethnologues et des époques.

[38] Bangura, Samura, Turé, Cisseh, Conté, Kargbu, Dumbuya et Camara sont les noms de « clan » que nous avons rencontrés en Sella Limba.

Nous traduirons en français *lasiri* par « autochtones »[39] et *thahinɛ* par « allocthones ». On peut représenter la communauté villageoise de Kamawanka sur une charte généalogique représentant les liens de filiations agnatiques entre les individus masculins qui la composent :

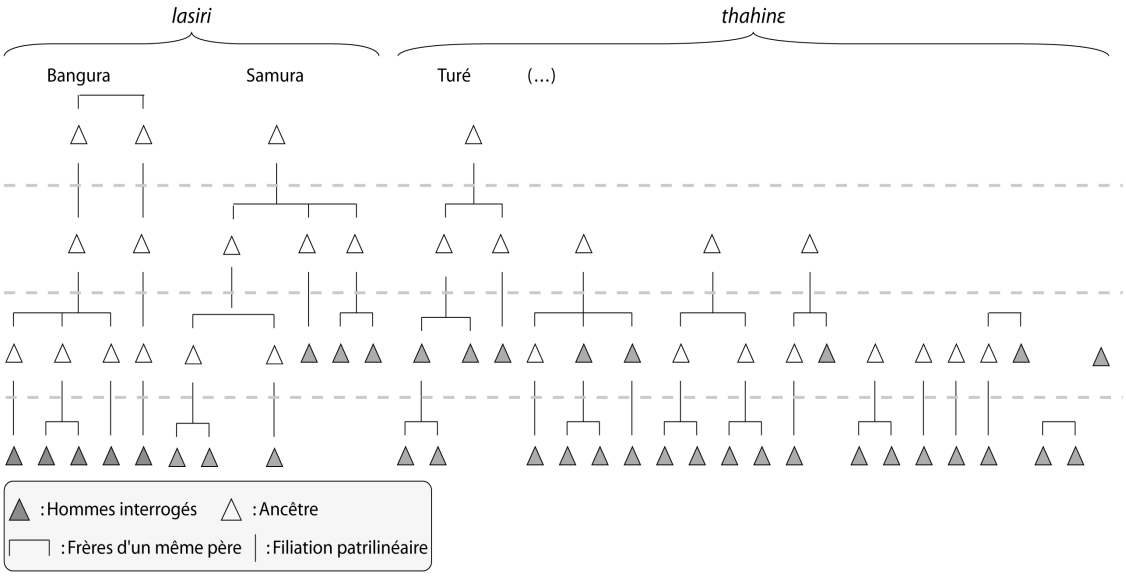


Fig. 13: Les patrilignages du village de Kamawanka
L'ensemble des hommes adultes présents en décembre 2010 ont été interrogés. Sur ce schéma on ne représente que les lignées agnatiques en remontant depuis nos informateurs.
*Bangura, Smaura, et Turé sont les noms de clan (*sini*) des patrilignages (seuls les trois premiers sont indiqués).*
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Comme le souligne Meillassoux (2001 : 65-79), la représentation généalogique est fondée *in fine* sur la « consanguinité » (les connexions biologiques assurent la cohésion de la cellule familiale de base). Cette représentation « *ne contient peut-être pas, et dissimule peut-être au contraire, les relations les plus fondamentales* » (Ibid, p.70). Et, en effet, nous allons voir que non seulement la filiation agnatique ne permet pas à elle seule de comprendre les rapports sociaux qui encadrent la production et la reproduction de la société paysanne, mais qu'elle donne de cette société une image déformée par des références complètement exotiques.

Comme Fanthorpe (1998) le remarque, la fondation d'un village est souvent le résultat de l'association de plusieurs groupes qui ont uni leurs efforts pour mettre en culture une nouvelle terre. En Sella Limba, il s'agit souvent de l'association d'un individu décrit comme un guerrier (*bakuru*), généralement venu d'ailleurs, et d'autochtones qu'il aurait accepté de protéger. Ainsi, à Kamawanka l'ancêtre des Samuras est décrit comme un guerrier susu venu protéger les

[39] Nous conservons le terme de « primo-arrivants » pour les situations où l'on a identifié les migrations successives constitutives de la communauté villageoise actuelle. Nous verrons que c'est le cas des marges Est et Ouest de la Sella Limba (voir dans ce chapitre, section 3). Dans la zone centre, nous allons bientôt montrer que *lasiri* et *thahinɛ* sont originaires de villages très voisins (infra).

Banguras contre une menace qui reste floue dans les récits. Les membres des patrilignages autochtones sont les descendants de ces ancêtres en ligne agnatique. Ce sont les patrilignages dont la profondeur généalogique à Kamawanka est la plus importante et qui rassemblent le plus d'hommes aujourd'hui.

Ils ont été rejoints, à chaque génération, par de nombreux autres individus qui ont eu eux-mêmes une descendance plus ou moins nombreuse. Les allochtones (*thahinɛ*) sont souvent décrits et se décrivent comme les neveux utérins (*sisa*) des autochtones (*lasiri*). La relation concerne d'abord deux individus : l'oncle d'un patrilignage autochtone et le neveu utérin adopté. Si ce dernier s'installe dans le village, la relation s'étend à tout le patrilignage aux génération suivantes : à Kamawanka par exemple, les « Turé » sont les *sisa* des « Bangura ». Dans la relation de l'oncle au neveu utérin, c'est en fait le rapport à la grand-mère maternelle (*koma*) dont se revendiquent les membres des lignages allochtones aujourd'hui pour justifier leur rattachement à la communauté villageoise.

Au fil des générations, cette relation de filiation matrilinéaire se double de relations matrimoniales. Un neveu utérin d'un des patrilignages autochtones devient souvent le gendre (*Komonɛ*) de l'autre patrilignage autochtone du village, et inversement. Les autochtones tissent ainsi avec les allochtones de nombreuses relations de filiations matrilinéaires et d'alliances matrimoniales qui permettent au premier d'agrandir la communauté villageoise et au second de l'intégrer de plein droit[40]. Plus l'adoption est ancienne, plus le patrilignage allochtone a des chances d'être représenté par un nombre important de membres aujourd'hui et plus les rapports d'alliance avec les autres patrilignages du village sont nombreux.

[40] Cette situation n'est pas propre à la Sella Limba mais concerne tous les groupes considérés comme « patrilinéaires » de la région guinéenne (Bledsoe et Murphy, 1987 ; D'Azevedo, 1962), ou ailleurs (Linares, 1981). Tous ces auteurs soulignent comme la littérature « classique » a accordé trop d'importance à la filiation patrilinéaire « clanique » dans la description de ces sociétés ouest-africaines.

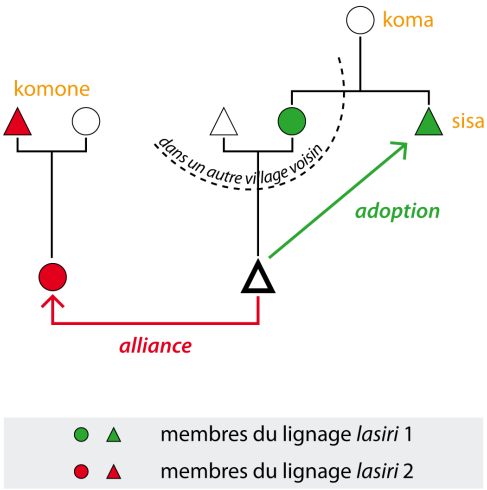


Fig. 14:* Représentation des rapports entretenu par un individu *thahinɛ* avec les lignages *lasiri

Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

La charte généalogique agnatique ne permet pas de représenter ces relations. Nous avons tenté (figure 15), dans le cas d'un des patrilignages autochtones, celui des Samuras, de proposer une représentation de ces relations avec les autre patrilignages.

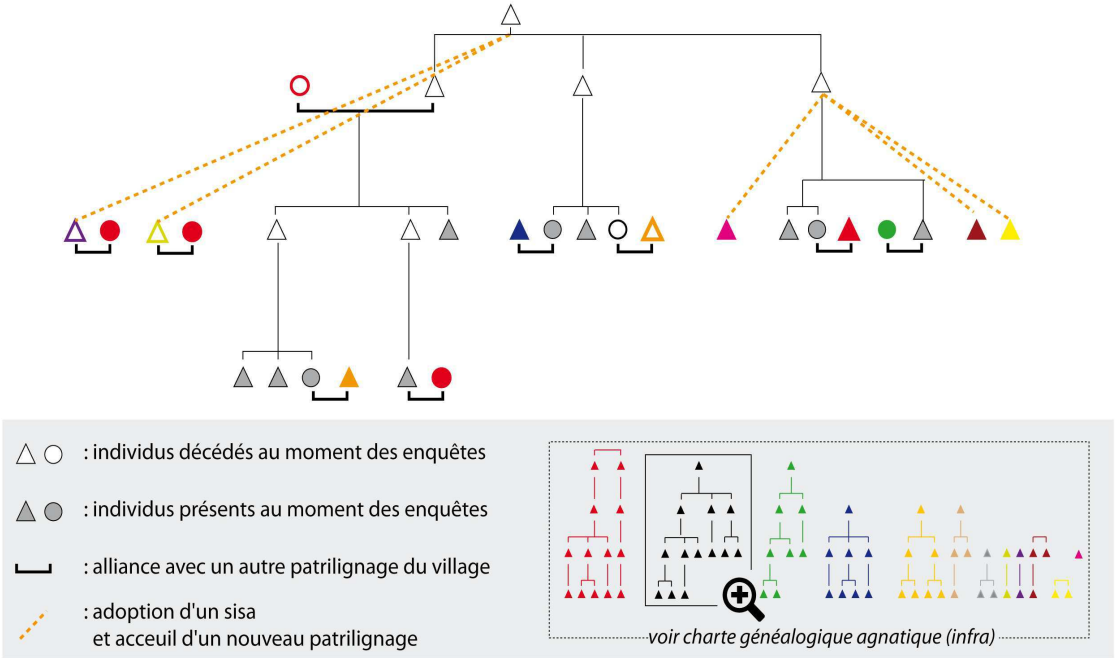


Fig. 15: Relations de parenté entre les Samura de Kamawanka et les autres patrilignages du village

Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Cette vision plus complète de la communauté villageoise permet de nuancer les descriptions qui sont parfois faites des sociétés rurales sierra-léonaises dans la littérature. *Lasiri* (autochtone) et *thahinɛ* (allochtone), ou leurs équivalents dans d'autres langues, sont souvent tra-

duits par « citizen » et « strangers », notamment dans la littérature sur la tenure coutumière en Sierra Leone (Maconachie, 2008 ; Richards et al, 2004 ; Unruh et Turray, 2006). Si cette traduction convient peut-être à d'autres situations, dans le cas des villages de la zone centre de la Sella Limba, elle est inadéquate : les *thahinɛ* ne sont pas des « étrangers » :

- du point de vue des rapports de production, les rapports de filiation patrilinéaires ne sont pas les seuls pertinents pour comprendre comment se nouaient les rapports de production d'un cycle de culture à l'autre ;
- du point de vue des rapports fonciers, si la terre appartient aux patrilignages autochtones, les allochtones y accèdent en se réclamant des relations tissés avec les premiers ;
- enfin et surtout, du point de vue des rapports de reproduction, les allochtones étant les neveux utérins des autochtones, tous appartiennent à la même « aire matrimoniale » (Meillassoux, 1975 : 73) formée par un tissu dense de villages entre lesquelles les relations sont fortes.

Les Sella Limba utilisent une autre image, plus pertinente : celle du pied de sorgho. Au début de son développement il est fragilement implanté. Mais avec le temps il développe de plus en plus de racines aériennes qui le rattachent à la terre.

2.2.2 Le *kuru kuru* : un grand groupe domestique sous l'autorité de l'aîné

Comment était organisé le travail et la répartition des produits de ce travail dans les villages du centre de la Sella Limba durant la première moitié du XXe siècle ?

Ce qui frappe d'abord dans les témoignages, par rapport à la situation actuelle, c'est la taille des groupes domestiques que décrivent les anciens.

> « *I was born in a big thatch house : five rooms and a big veranda. The owner of the house was Pa Kapuru Bala.* […] *He was having ten or eleven 'young boys'. Pa Kapuru shared the young people among his wives : 'you work with this woman, you, with this other, …'* [...] *At that time, the chief will lodge you, you will not have a house by yourself.* »
> **Pa Lay Dumbuya, village de Kateh**[41]

[41] Les témoignages ont été collectés pour la plupart en anglais et retranscrit dans cette langue dans nos cahiers de terrain, nous les insérons donc dans cette langue pour la thèse.

> « *At that time the old man gave work to five persons. All of them in the same farm : a big piece of land from the top of the hill down to the swamp. Now, when you marry you find elsewhere to farm'* »
> **Pa Bokari, village de Kamuleh**

Des unités de résidence actuelles aux anciens groupes domestiques fonctionnels

On retrouve, fréquemment dans la littérature l'évocation de ces unités de grande taille durant la première moitié du XXe siècle. Little (1948 : 82) évoque par exemple les « *mawee* », qui regroupent chez les Mende jusqu'à 50 personnes, même s'il précise que les groupes peuvent varier en taille. Richards et al (2004) évoquent des « households » d'une centaine de membres ou plus. Pour cerner les contours de ces grands groupes domestiques en Sella Limba durant la première moitié du XXe siècle, on peut commencer à chercher à identifier les unités de résidences.

Cette dernière ne constitue pas a priori une unité économique et sociale pertinente (Gastellu, 1980), mais lors des entretiens, l'unité de résidence permet par contre de fixer nos interlocuteurs dans le concret des rapports quotidiens qui réglaient le travail dans les champs et la consommation du produit agricole.

On peut partir du plan des maisons de Kamawanka aujourd'hui. Ses habitants expliquent qu'il est divisé en plusieurs *kuru kuru* (« quartier »), chacun associé à un patrilignage autochtone (*lasiri*). Un aîné incite ses cadets en voie d'émancipation à construire sa maison à ses côtés. L'extension du *kuru kuru* est alors la traduction spatiale de la consolidation du patrilignage dans le village. Mais aujourd'hui, le plan du village ne correspond plus nécessairement aux rapports de parenté et certains patrilignages sont éclatés dans différentes parties du village. Les limites entre les *kuru kuru* sont d'ailleurs floues. Il s'est même formé récemment un « nouveau » quartier, Kamawanka « 2 » qui n'est pas décrit par les intéressés comme un *kuru kuru*. Des allochtones arrivés récemment ont été rejoints de ce côté du bas-fond qui coupe le village en 2 par des membres de différents patrilignages (figure 16, infra).

Le *kuru kuru* ne correspond donc plus à ce qu'il fût autrefois. À l'époque actuelle, l'unité économique et sociale au sein de laquelle s'organise le travail et le partage du produit de ce travail semble plutôt, dans une première approche, la maison (*banka* : voir discussion sur la définition des unités économiques pertinentes pour l'étude de processus productifs aujourd'hui au chapitre 4, section 3).

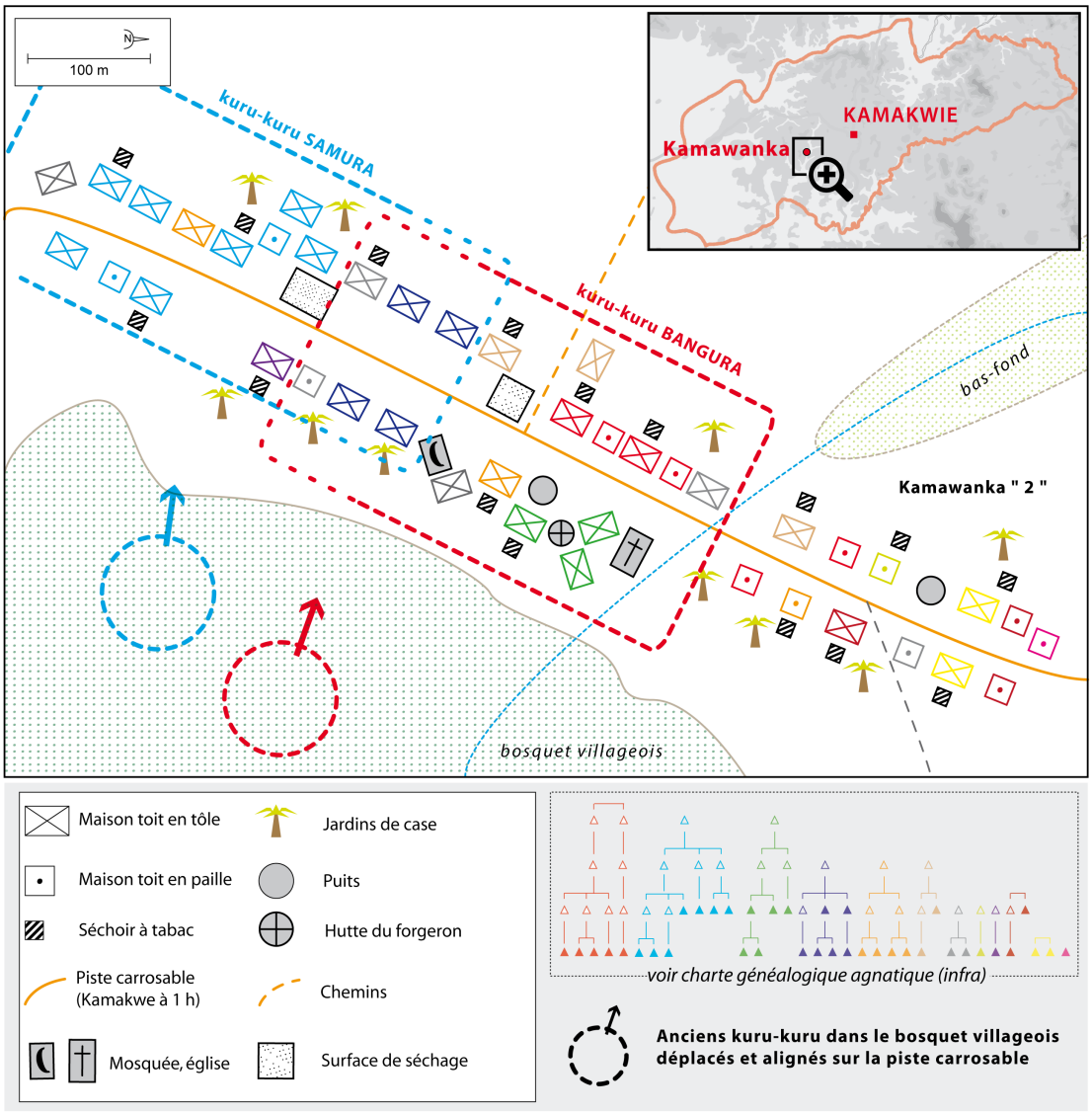


Fig. 16: Plan du village de Kamawanka et de ses kuru kuru à l'heure actuelle
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Avant l'alignement des bâtiments sur la piste carrossable, chaque *kuru kuru* était formé par un cercle de maisons (*kuru kuru* signifie littéralement cercle). Les habitants de Kamawanka montrent les fondations de leurs ancêtres dans l'actuel bosquet villageois. La plus grande maison du cercle était celle où logeait celui que les témoins de cette époque décrivent comme le « père » (*handa*), « l'aîné[42] » (*mayon ma*, le premier) ou le « chef » (*gabku*). L'architecture des maisons elles-mêmes étaient alors circulaire : au centre se trouvait la chambre du vieux, où étaient conservés outils et semences, et autour celles de ses premières épouses et de ses fils. Les vieux témoins interrogés citent ensuite le nom de leurs frères cadets, dont les plus vieux avaient leur propre maison et de leurs neveux utérins qui vivaient à leurs côtés. Seules les

[42] Dans la suite du texte nous utiliserons ce terme qui fait référence à une certaine institutionnalisation du rapport d'antériorité vis-à-vis des « cadets » (Paul, 2003 : 309).

femmes mariées à ces hommes vivaient au sein du *kuru kuru*. Les jeunes filles qui y naissaient le quittaient en effet très jeunes pour se marier en dehors (infra). Ainsi le *kuru kuru* rassemblait alors entre 10 et 20 travailleurs agricoles de chaque sexe.

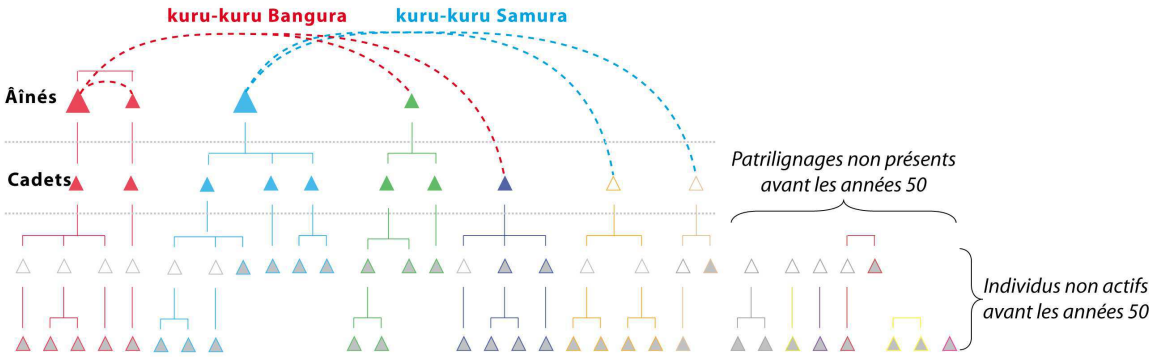


Fig. 17: Les deux kuru kuru de Kamawanka dans les années 30-40
Les individus qui ont quitté le village depuis cette époque sans y laisser de descendance ne sont pas représentés.
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Nos interlocuteurs refusaient parfois de nommer les plus jeunes des travailleurs. Nombre d'entre eux ont en effet depuis quitté le village sans y laisser de descendance et mon intérêt pour ces individus dont personne n'était là pour défendre la mémoire était mal compris. Mais surtout, le *kuru kuru* n'était alors pas uniquement une unité de résidence, mais correspondait alors au groupe domestique placé sous l'autorité de l'aîné. Or, indiquer que l'ancêtre de tel individu travaillait pour celui de tel autre, c'est affirmer l'antériorité, donc la prééminence, d'un patrilignage sur un autre. Face un observateur étranger, les interlocuteurs semblaient très soucieux de donner l'image d'une communauté villageoise soudée et uniforme. Même les membres des patrilignages autochtones n'appréciaient guère ces questions[43].

Une fois encore, il est possible de contourner la difficulté en s'attachant à décrire le travail des champs à l'époque. Les vieux paysans sont alors beaucoup plus bavards.

Fonctionnement du groupe domestique : production

Les anciens insistent beaucoup sur la précocité des semailles à l'époque. Nos informateurs précisent souvent même que leur « père » était chaque année le premier du village à le faire, dès les premières pluies « sérieuses ».

[43] D'où l'intérêt de conduire une monographie villageoise : il était non seulement possible de gagner la confiance de mes interlocuteurs en attestant avec le temps du caractère inoffensif de mes questions mais également de croiser différentes sources d'information se complétant ou, parfois, se contredisant.

> « *After my « father » have prepared the cutlass and shared them to everybody the work started. We were working all the day long. The old pa was saying : 'young people, you have to accept the way I treat you'. We were angry but we accepted because he was our « father ».* […] *We built a farm hut and we waited for the rains. Whent the flowers of the orange trees felt down, we knew that the rains were coming soon. Four or five days before the rains came, my « father » was sowing the rice. The rice germinate, and the the rains came. People were asking 'Pa Adikali, why are you sowing so early ?' but after they were asking 'How do you manage to be so successful with your harvest ?'* »
> **Kalifa Tureh, village de Kamenke**

> « *In those days we were sowing the rice earlier because we had only one work. Now the work are plenty : pepper, tobacco. People are sowing later* ».
> **Mohamed Sidi, village de Kayenkele**

Ces précisions ne sont pas simplement de nature agronomique. Même si nous verrons que la génération à laquelle appartiennent ces témoins âgés a largement contribué à déstructurer l'unité du groupe domestique, il y a dans ces remarques désabusées, et pas toujours désintéressées, une forme de regret pour une époque révolue où le groupe domestique était alors uni sous l'autorité de l'aîné.

En effet, tous les membres des *kuru kuru* travaillaient alors dans le même essart et partageaient la même récolte. À travers la succession des opérations de culture, on peut saisir sur quoi reposait l'autorité des aînés.

Les outils agricoles[44] à l'époque étaient la houe (*kusala*), le sabre d'abattis (*kupopo*), différents types de haches (*kubapi*) et le couteau à récolter (*mbo*). Tous ces outils existent encore aujourd'hui, mais ils étaient tous fixés alors au manche par une soie, ce qui n'est plus le cas des machettes aujourd'hui. L'aîné conservait ces outils et les distribuait aux travailleurs du groupe au début des travaux des champs. Si de nombreux témoignages insistent sur ce point, c'est probablement que la valeur relative du fer et donc des outils étaient probablement plus élevée à l'époque. Les outils qu'utilisent les Sella Limba étaient, et sont aujourd'hui encore, tous fabriqués par des forgerons locaux (figure 18, infra). Laing (1825 : 166) décrit l'extraction du fer à partir de la latérite non loin de la région étudiée. Blyden (1872 : 122) précise même que ce fer est d'une grande pureté. Mais Migeod (1926), en confirmant que les houes étroites des limba sella sont fabriquées par des artisans sur place, ajoute que le fer est désormais importé. La mise en concurrence de la métallurgie ouest-africaine avec les importations issues de l'industrie européenne a été une étape décisive, ancienne on le voit, de l'intégration de la région dans le marché mondial (Ajayi et Crowder, 1971 : 387). Aujourd'hui, les forge-

[44] Auquel il faut ajouter les outils de menuiserie, notamment tous les ciseaux à bois (*kere*).

rons utilisent des ferrailles de récupération, notamment les lames des amortisseurs des camions ou des 4x4. On peut imaginer qu'au début du XXe siècle,le nombre de voitures en Sierra Leone et dans le monde étant plus faible, le fer était plus rare.

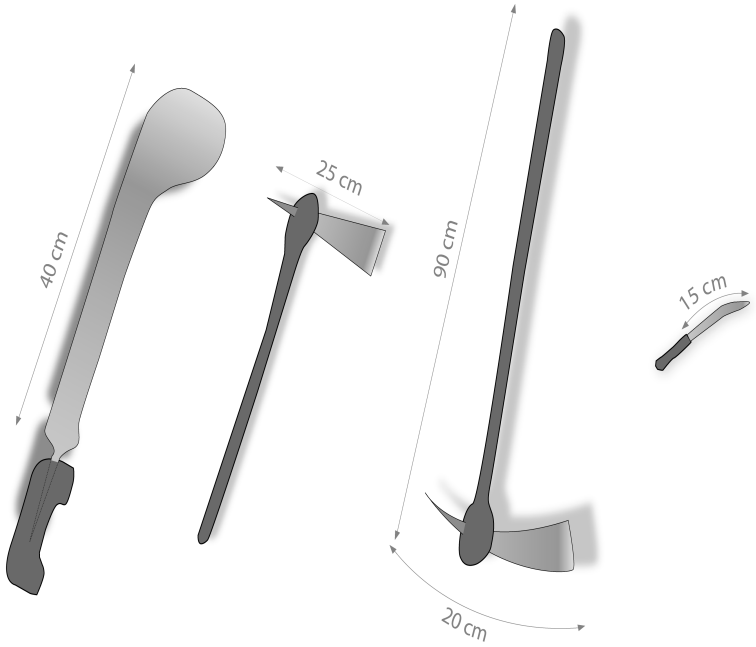


Fig. 18: Les outils utilisés dans le centre de la Sella Limba durant la première moitié du XXe siècle

*De gauche à droite : le sabre d'abattis (*kupopo*) ; la hachette (*kubapi*) ; la houe (*kusala*) et le couteau à récolter (*mbo*). On remarque, comme dans de nombreuses houes en Afrique, un renflement du manche au niveau du point d'insertion de la lame que nous appellerons, à la suite de (Sigaut, 1984 : 366), le pommeau.*

Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes et observations

Une fois les outils distribués, tous les hommes actifs sous l'autorité de l'aîné défrichaient le recrû arboré dense et abattaient les arbres d'un grand essart commun à tout le groupe domestique (*tembuy*). La durée du séchage et le choix de la date du brûlis étaient, et restent, des éléments déterminants de la réussite de la culture. Un retard et l'arrivée précoce de pluies importantes pouvaient empêcher irrémédiablement le séchage et provoquer l'échec total de l'entreprise. À l'époque, alors que l'économie domestique reposait presque exclusivement sur cette grande parcelle d'abattis-brûlis, on conçoit mal un tel échec. Le chef du groupe était responsable pour que les choses soient faites en temps et en heure.

Tous les arbres n'étaient pas abattus et brûlés. Le développement de la palmeraie sub-spontanée associée à la facette agro-écologique des recrûs arborés denses que nous avons décrite au chapitre précédent, est, notamment, indissociable de ce mode d'exploitation historique. L'exploitation par les paysans de cette palmeraie était, déjà à cette époque, la source principale de lipide dans l'alimentation.

Après le brûlis, on laissait se développer, à la faveur des premières pluies, un tapis d'adventices avant d'effectuer les semailles en grattant superficiellement (*ateli*) la terre à l'aide de la *kusala* de façon à enfouir légèrement les graines et dans le même geste arracher les adventices. Le travail démarrait généralement dans les zones basses, avant leur inondation, puis repartait du sommet de la parcelle où le sol est réputé sécher plus rapidement.

Ce n'est qu'après cette opération que les femmes, occupées jusque-là à cultiver le fonio et les arachides dans l'essart de l'année précédente, rentraient en action. Leur rôle était d'entretenir la parcelle notamment contre la pression des adventices. Cela commençait, par un nouveau grattage, plus superficiel encore, qui permettait surtout de nettoyer la surface de la parcelle des adventices arrachées par les hommes quelques jours avant. Le désherbage du *tembuy*, ensuite, était une tâche essentielle et incontournable même si la pression des adventices étaient moins forte qu'aujourd'hui. Pendant ce temps les hommes construisaient une barrière autour de la parcelle destinée à empêcher les ravageurs, notamment les aulacodes (*somba* en limba, *Thryonomys*), de provoquer des dégâts (figure 19, infra). Hommes et femmes participaient séparément à la récolte du riz. Le gros de la récolte était stocké en gerbiers dans la parcelle pendant de longs mois avant que le riz soit battu et remonté au village où il était stocké dans les coffres[45] de l'aîné. Il était alors responsable de la conservation des semences, ainsi que du riz nécessaire pour nourrir les travailleurs jusqu'aux récoltes suivnates. À sa charge de répartir prudemment le riz entre les individus du groupe, y compris ceux qui ne travaillaient plus, les « post-productifs », ou pas encore, les « pré-productifs ».

De cette responsabilité il tirait une grande part de son autorité. Il reste aujourd'hui dans les discours beaucoup de cette organisation domestique. Les hommes matures prétendent remplir ce devoir contre l'imprévoyance des jeunes et des femmes en général. Autour de la question de la conservation des semences se joue en effet une véritable éthique de l'unité du groupe domestique. Cette dernière reposait sur la capacité de l'aîné à nourrir les membres de son groupe domestique sur le long terme. « *S'il n'a plus de riz, chacun part chercher son repas de son cô-*

[45] Les sella limba stockent, aujourd'hui encore, le riz dans des grandes coffres en bois placés à l'intérieur des maisons.

té et il n'y a plus d'unité dans la maison » s'inquiète un de ces vieux paysans. Si cette inquiétude revient si souvent dans les discours, c'est précisément que l'unité des groupes domestiques a été mise à mal après les années 50.

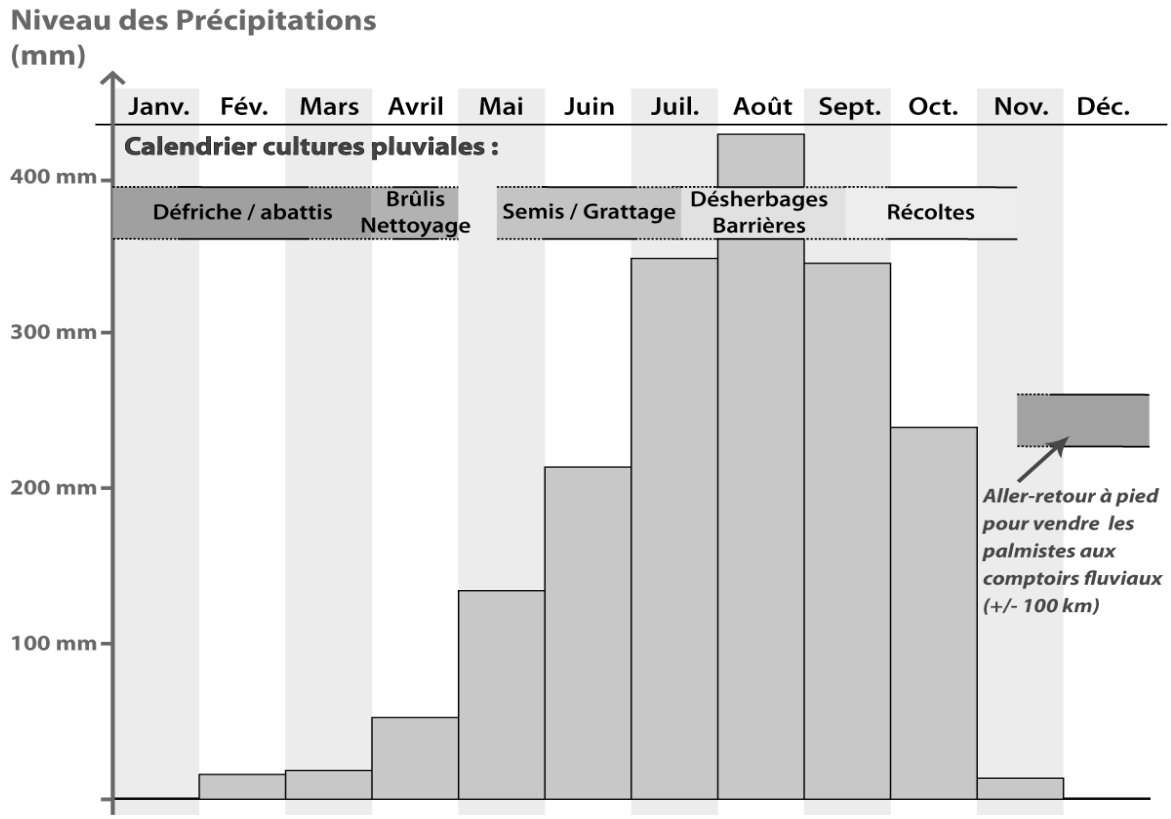


Fig. 19: Calendrier de travail de la riziculture d'abattis-brûlis avant les années 50
Pour la vente des palmistes dans les comptoirs fluviaux voir infra
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Encadré 3: Performances du système agraire (première moitié du XXe siècle)

En suivant la méthode proposée par (Mazoyer et Roudart, 1997a : 113) on peut proposer une évaluation, approximative, des performances de ce système agraire. Selon les rendements observés actuellement, si l'on ne prend en compte que les céréales, la production nette totale (non décortiqué) devait être de 1500 kg en moyenne (riz de première année, fonio de seconde année et céréales associées). Chaque hectare défriché une année donnée correspondait à 12 ha de terres mobilisées (2 années de culture et 10 années de recrû arboré environ).

Or, nous avons mesuré, en 2011 et sur la base des images satellites Google Earth, que 12,5 % de la surface du finage de Kamawanka correspondait à des surfaces qui ne rentraient pas dans les rotations, essentiellement occupées par le bosquet villageois. Les terres « arables » correspondant pour 5 % aux bas-fonds et pour 82,5 % à des terres pluviales. Avant les années 50, l'ensemble des terres « arables » étaient cultivées en abattis-brûlis.

Dans ces conditions, le rendement « territorial » (ibid., p.113) à cette époque était de 10 800 kg de grain par km². Si on fait l'hypothèse qu'un individu consomme environ 200 kg de grain / an, la densité maximum que ce système « peut *supporter* » était environ de 54 hab/km².

Cependant, la culture d'abattis-brûlis est aujourd'hui plus intensive puisque à 2 années de culture succèdent seulement 7 années de recrû arboré (pour 1 ha défriché, 9 ha mobilisés). Dans ces conditions, la densité maximum est de 72 hab/km².

En prenant en compte les disparités importantes de peuplement au sein du *chiefdom* (carte 6), ces niveaux de densité ont du être atteints dans le sud de la Sella Limba dans les années 60 (graphique 2). Nous verrons (chapitre 2, section 1) que des changements profonds ont affecté le système agraire avant que ce seuil n'ait été atteint.

Fonctionnement du groupe domestique : consommation

L'autorité de l'aîné se matérialisait donc par une organisation stricte de l'assolement et des calendriers de travail et se traduisait par l'unité d'un groupe domestique de taille importante.

Mais déjà, durant la première moitié du XXe siècle, le groupe domestique n'était pas un bloc monolithique. Dans son rôle nourricier, l'aîné était en effet secondé par les aînées qui contrôlaient ce que les Limba appellent une marmite (*somba*)[46]. Ces aînées étaient ses premières épouses ou celles de ses frères aînés décédés, les Sella Limba pratiquant alors le lévirat. Les « petites femmes », c'est-à-dire les épouses les plus jeunes, ou les épouses des cadets n'avaient pas de marmite. Elles accomplissaient les tâches ménagères les plus ingrates, laissant le soin à l'aînée à la tête de sa marmite le soin de répartir les portions du repas entre les commensaux.

Ces marmites avaient une certaine autonomie. Les essarts de l'année précédente était remis en culture par les aînées qui se partageaient la parcelle pour les cultures d'arachides et de fonio. Ces récoltes ne remontaient pas jusqu'au coffre de l'aîné mais restaient sous le contrôle des aînées. Dans ces parcelles travaillaient tous les individus actifs qui étaient « dans la marmite » de l'aînée, c'est-à-dire nourris par elle.

Chaque marmite avait également la possibilité de cultiver du riz en première année. Mais les travaux de défriche-abattis des membres d'une marmite avaient lieu une fois ceux du *tembuy* terminé. Surtout les premiers devaient rester contigus au seconde. Ainsi, le grand essart sous le contrôle de l'aîné et ceux sous le contrôle de ses cadets et/ou ses épouses brûlaient le même jour. La fenêtre calendaire pour la défriche des petits essarts, et par conséquent la taille de ceux-ci, restaient donc contraintes par le calendrier agricole contrôlé par l'aîné.

[46] Comme le terme français « foyer », « somba » désigne au sens littéral l'objet et au sens figuré l'unité socio-économique : les Limba disent des individus nourris par une même femme qu'ils sont « dans sa marmite ».

Les Sella Limba parlent de petites parcelles (*thatolo*) pour les parcelles de seconde années des épouses et les parcelles de riz des cadets par opposition à la grande parcelle du groupe domestique (*tembuy*) contrôlé par l'aîné.

Au sein du groupe domestique, on observait un ré-ajustement permanent de l'équilibre entre les capacités productives des marmites et le nombre de bouches à nourrir. Ce ré-ajustement prenait la forme d'une circulation enfantine intense. Elle était le plus souvent très discrète puisqu'elle ne supposait pas le changement de résidence des enfants. Elle était par ailleurs réversible : les enfants pouvaient être nourris par différentes co-épouses temporairement en fonction des difficultés que l'une ou l'autre pouvait rencontrer. Ainsi, la grande taille des *kuru kuru* de l'époque leur conférait une certaine stabilité. Cependant, nous verrons que cette circulation était également courante entre les groupes domestiques de différents villages.

Les rapports fonciers dans le centre de la Sella Limba

Les territoires villageois sont appropriés par les patrilignages *lasiri*. On verra à la fin du chapitre (page 275) qu'aujourd'hui, les droits d'usage sur la terre de ces territoires sont attribués aux producteurs du village par les aînés de ces patrilignages. À l'époque où l'abattis-brûlis des recrûs arborés était le principal mode d'exploitation du milieu, les aînés des patrilignages *lasiri* étaient également les chefs des *kuru kuru*, alors véritables groupes domestiques fonctionnels. Le choix de l'emplacement du grand essart (*tembuy*) était leur affaire. Les petites parcelles (*hutolo*) que les actifs sous leur autorité pouvaient éventuellement mettre en culture étaient contiguës à cette grande parcelle. Ainsi, la question des droits sur la terre des cadets des groupes domestiques ne se posait pas.

Quels critères déterminaient alors le choix des aînés ? La fonction du recrû arboré est d'assurer la reproduction de la fertilité (transfert vertical de fertilité minérale et limitation du nombre de la pression des adventices). Il fallait donc trouver en premier lieu un recrû suffisamment âgé. Le couvert arboré le plus âgé était-il toujours le choix privilégié ? Richards (1996 : 118-9) distingue deux types d'essarts : exploitation de recrûs intégrés à des rotations régulières de moins de 10 ans et défrichements « pionniers » qui visent l'intégration de nouveaux d'espaces forestiers à ces rotations. Il suppose que les rendements et même la productivité du travail sont meilleurs dans le second cas, mais que cette entreprise demande un très gros investissement en travail. Cela explique que les paysans privilégient le plus souvent la première option. Concernant le centre de la Sella Limba, il semble que la quasi-intégralité des terres cultivées était déjà intégrée aux rotations – avant la génération des plus vieux témoins vivants aujourd'hui.

Il est difficile d'estimer l'âge des recrûs mis en culture à ces époques reculées : non seulement les paysans considèrent plutôt le faciès du couvert que la durée du recrû, mais surtout les témoins qui nous informent aujourd'hui n'étaient à l'époque pas du tout en charge de la sélection des essarts. Si nos informateurs avancent souvent le chiffre de « 10 ans » il semble que ce soit plutôt pour souligner que les recrûs défrichés étaient alors plus âgés qu'à l'heure actuelle, que pour indiquer un chiffre exact.

D'autres critères que celui de l'âge du recrû rentraient évidemment en ligne de compte. Les ravageurs, notamment les aulacodes, représentaient une menace plus forte à l'époque. La présence plus ou moins importante de roches affleurantes ou encore la distance au village sont d'autres critères qui pouvaient rentrer en ligne de compte. La qualité des sols bien sûr avait son importance, mais les parcelles d'alors étaient beaucoup plus grandes et intégraient souvent, depuis le sommet jusqu'au talweg, l'intégralité d'un versant : des sols de différents types composaient alors la parcelle.

Une fois son choix arrêté, l'aîné d'un *kuru kuru* signalait le recrû arboré qu'il souhaitait mettre en culture en coupant grossièrement quelques branches aux bords du chemin d'où les travailleurs partiront pour attaquer le travail. Le finage n'est alors pas partagé entre les 2 ou 3 patrilignages *lasiri* qui coexistent dans les villages. Les aînés des différents patrilignages s'informaient simplement mutuellement de leurs choix.

2.2.3 Reproduction du groupe domestique lignager au sein d'une aire matrimoniale

Malgré la stabilité qui caractérisait ces groupes domestiques de grande taille à cette époque, les *kuru kuru* ne se suffisaient pas à eux-mêmes. L'autorité des aîné(e)s sur les cadet(te)s s'exerçait, non seulement pour l'organisation du travail et la distribution du produit à l'échelle des cycles agricoles, mais également à travers la reproduction sociale du groupe, à l'échelle des générations. Cette autorité se manifestait aux moments cruciaux du cycle viager qui suivait les individus de chaque sexe et en particulier dans les rapports matrimoniaux qu'établissaient les groupes entre eux pour se perpétuer (Meillassoux, 1975 : 71).

De l'enfance à l'âge adulte, d'une génération à l'autre

Dès leur sevrage, les enfants apprennent en Sella Limba à imiter leur parents. Au moment des semailles, les petits garçons se voient confier une houe miniature pour imiter les travailleurs dans les champs. Les petites filles apprennent les gestes pour décortiquer le riz et le vanner. On les voit dans les villages suivre les jeunes femmes qui vont au puits, cahin-caha, avec des petits récipients d'eau sur la tête. Dès qu'ils savent parler, on n'hésite pas à donner des responsabilités aux enfants : surveiller les récoltes qui sèchent dans le village, conduire les chèvres au piquet et surtout protéger les parcelles contre les attaques des oiseaux. Très rapidement on leur confie même des petites portions à désherber dans les parcelles.

Mais la grande institution du passage de l'enfance à l'âge de jeune adulte était et reste leur « initiation » dans les « sociétés »[47]. Ces sociétés existent dans toute la Sierra Leone, et au-delà. Chez les Limba, il existe deux sociétés : *gbaŋgbani* pour les hommes et *bundu* pour les femmes.

Aujourd'hui, les garçons comme les filles sont initiés dès leur puberté. Mais Finnegan (1965 : 77) nous apprend qu'au début des années 60, les garçons étaient initiés vers l'âge de 16 ans et les filles vers l'âge de 13-15 ans. Par classe d'âge, en regroupant souvent plusieurs villages proches, les enfants vivent reclus dans une partie spécifique du bosquet villageois où les membres de l'autre sexe, comme tous les non-initiés, ne peuvent sous aucun prétexte se rendre. Cette période de réclusion est réputée avoir été beaucoup plus longue avant la scolarisation massive des enfants des campagnes[48] : les témoignages recueillis indiquent jusqu'à 3 mois passés dans le « bosquet sacré ». Les garçons y sont circoncis et les filles excisées. Ils y apprennent des danses qu'ils reviennent pratiquer dans le village lors d'une fête publique très populaire qui vient interrompre leur période de réclusion.

Une vaste littérature a été consacrée au sujet[49]. Pour notre propos, il est essentiel de souligner que l'initiation, qui correspond au passage de l'enfance à l'âge adulte, est contrôlée par les aîné(e)s. Impossible pour un jeune homme ou une jeune femme de se faire initier sans l'aval de ses aîné(e)s. Pendant leur longue période de réclusion, les jeunes sont improductifs

[47] Nous reprenons le terme consacré dans la littérature. Les « sociétés » sont « secrètes » dans le sens où seuls les initiés peuvent y participer et voir le « diable » quand il passe dans les villages. Il faut les différencier néanmoins des sociétés réservées à une petite élite, comme celle des « hommes-léopards » à l'est de la Sierra Leone et au Libéria, car ici tous les hommes et toutes les femmes sella limba sont initiés dans leurs sociétés respectives.

[48] Les premières écoles primaires ouvrent en Sella Limba dans les années 40, la « Kamakwie Wesleyan Secondary School » en 1967 (Riddell, 1970).

[49] (Little, 1965 et 1966 ; Finnegan, 1965 : 77-78). (Ottenberg, 1988) montre qu'une grande part des arts limba (musique, sculpture, tissage, …) est produite dans le cadre de ces sociétés. Enfin Murphy (1980) montre que les sociétés, notamment celle des hommes, constituent une clé du pouvoir des aînés sur leurs cadets dans toute la région. Ces analyses semblent en grande partie valable pour la Sella Limba.

et de nombreux cadeaux doivent être faits aux responsables de l'initiation. Seul l'aîné qui contrôlait les récoltes étaient en mesure de subvenir aux coûts de l'initiation de ses cadets, même si les femmes à la tête des marmites y contribuaient également. Enfin, au sein des « sociétés », il semble que tous les membres ne soient pas égaux et que les aînés gardent la main sur le pouvoir occulte qu'elles représentent (Murph, 1980).

Les jeunes adultes qu'étaient alors les nouveaux initiés étaient fort loin à l'époque de gagner une quelconque parcelle d'indépendance économique au sein du groupe domestique. Nombreux sont les témoignages qui insistent sur l'âge tardif des hommes au moment de leur mariage : « *It was not easy to marry at that time.* » répètent les anciens. Finnegan (1965 : 62) indique qu'il était alors peu courant pour un homme de se marier avant ses 30 ans et elle évoque quelques hommes qui vieillissaient sans s'être mariés et sans laisser de progéniture. Les aîné(e)s en effet contrôlaient également strictement les rapports matrimoniaux. Les Limba décrivent les mariages comme gynécomobiles (ou virilocales) : dès le plus jeune âge, parfois même avant leur naissance, les femmes sont promises à un jeune homme dans un autre village, sinon un autre *kuru kuru*. La famille du fiancé contribuait à l'initiation de la jeune fille et devait également payer une compensation matrimoniale[50] à l'occasion de son déménagement.

Cependant le gros de la contribution matrimoniale prenait la forme de prestations en travail que le gendre effectuait pour ses beaux-parents (*komonɛ*) lors de ses visites régulières dans leur village. Lors de celles-ci, il ne devait manquer aucune occasion de marquer son respect en offrant, par exemple, du vin de palme ou d'autres cadeaux.

De son côté, dans son nouveau groupe, la jeune femme apprenait à travailler pour sa belle-mère, c'est-à-dire la tutrice de son fiancé. Elle se voyait confier les tâches les plus pénibles et les plus ingrates.

> « I*n those days, women married at a very young age. The family of my husband brought me up, and my husband did all for me* [pour l'initiation]. *He went to my father, but did not stay there, only 1 or 2 days. He came with people to work for him, he offered him palm wine : at that time there was no money but a lot of respect. My husabnd was working for his father, and I was working for his mother. We worked for them a long time : they did not die early. My mother-in-law gave my first groundnut seeds* »
> **Moyo Bangura, Kasasi (entretien n°26)**

[50] Meillassoux (1975) décrit ces compensation matrimoniales comme des biens « durables et prestigieux » dont les aînés ont le monopole et qui matérialisent les créances qu'ont les groupes les uns envers les autres. Nous n'avons pas identifié de tels biens dans les témoignages que nous avons recueillis en Sella Limba. Durant la jeunesse de nos plus vieux informateurs, déjà, la compensation matrimoniale était, en partie, « monétarisée ».

Il n'était pas question encore pour le jeune homme de consommer son mariage ou de « fonder son foyer ». Il devait auparavant travailler encore de longues années pour l'aîné à la tête du groupe domestique et pour sa tutrice à la tête d'une des marmite du groupe. Même les premiers enfants de cette union ne constitueront pas immédiatement une progéniture socialement reconnue à la jeune femme et au jeune homme. Ces enfants seront en effet systématiquement élevés par leur grand-mère (*monda*) paternelle, dans son village de naissance, ou maternelle, dans le village d'origine de sa mère. Les témoignages collectés donnent l'impression que ce n'est qu'au décès de leur belle-mère, que les femmes avaient une chance de contrôler leur propre marmite, au sens propre comme au sens figuré.

Rapports de reproduction et de production au sein des aires matrimoniales

Si le groupe domestique doit établir des relations matrimoniales avec des groupes d'autres villages pour se perpétuer, c'est à une échelle supérieure que l'on peut comprendre la reproduction de la société « domestique » sur les bases que nous avons décrites plus haut. On propose de définir l'aire matrimoniale comme l'espace d'où proviennent, dans une société gyné-co-mobile, les épouses d'une communauté villageoise donnée.

Les aire matrimoniale sont très localisées dans la zone dense de la Sella Limba. Par exemple, parmi celles qui ne sont pas issues des lignages de Kamawanka même, 80 % des femmes mariées aujourd'hui dans le village sont nées dans un village situé dans un rayon de moins de 5 km. Notons que l'aire matrimoniale d'un village qui appartient à celle de Kamawanka, par exemple, est ouverte sur d'autres villages. Les aires matrimoniales ne sont pas closes sur elles-mêmes et de proche en proche, un vaste réseau les intègre au-delà des limites de la Sella Limba.

Aujourd'hui encore, ces aires matrimoniales localisées ont une existence tangible. Elles sont consolidées par une circulation intense de travail et de produit agricole. Le travail des cadets fait partie des compensations matrimoniales. Longtemps après le mariage, une institution entretient le rapport matrimonial de l'époux à la parenté de son épouse : le *mabita*. C'est un jour de travail festif où tous les jeunes hommes d'une classe d'âge partent travailler par solidarité pour l'un des leurs dans les parcelles de son beau père ou de sa belle-mère. En retour ce dernier doit être en mesure de recevoir dignement, avec un repas copieux, vin de palme et cigarettes à volonté, le groupe des travailleurs.

L'entraide que s'apportent mutuellement les mères et les filles, notamment au moment de la récolte, contribuent aussi beaucoup à cette circulation. Même après leur mariage et leur départ pour autre village, les femmes maintiennent de solides rapports avec le groupe qui les a

vu naître : les épouses et les mères restent toute leur vie des filles et des sœurs. Ainsi, un homme ne peut empêcher son épouse de partir presque à n'importe quel moment et pour n'importe quel prétexte chez sa mère. C'est d'ailleurs une source de tensions constantes au sein des couples. Si elles s'estiment lésées au sein du groupe qui les accueillent, dans la distribution de la nourriture ou dans les faveurs qui sont accordées aux enfants des différentes épouses par exemple, les jeunes femmes menacent souvent de retourner dans leur village de naissance.

Mais surtout, les aires matrimoniales étaient, et restent aujourd'hui, des espaces au sein desquels la circulation de la progéniture est intense. Les jeunes femmes retournent très souvent chez leur mère pour accoucher, notamment de leur premier enfant. Elles peuvent ensuite rester sur place plusieurs mois pour l'allaiter (les enfants sont sevrés à environ 3 ans en Sella Limba). La grand-mère maternelle pourra demander la garde de cet enfant. Il existe donc en Sella Limba une véritable indétermination de la destination de la progéniture : la grand-mère maternelle est aussi légitime pour élever les enfants de sa fille que la grand-mère paternelle ceux de sa bru. Cette circulation ne concerne pas que les nourrissons : durant toute leur période pré-productive, les filles comme les garçons sont couramment « placés »[51], notamment dans la famille de leur mère, chez leur oncle utérin. Elle n'est pas non plus définitive, plusieurs personnes pouvant contribuer successivement à l'élevage[52] d'un enfant.

Pour Meillassoux (1975 : 136) la circulation des enfants pré-productifs est une constante des « sociétés domestiques » et permet la correction de la « *discordance entre reproduction naturelle et exigences de la production dans les cellules familiales rurales africaines* ». De ce point de vue la circulation des enfants entre les groupes domestiques de différents villages de la même aire matrimoniale prolonge celle qui a lieu entre les marmites au sein des groupes domestiques. Comme cet auteur l'indique, les « […] *membres des communautés sont associés par des obligations économiques plus que par des rapports de consanguinité* ».

Mais en Sella Limba, les enfants placés dans le *kuru kuru* de leur oncle utérin (c'est-à-dire dans la marmite de leur grand-mère maternelle) ne perdent pas la trace de leur filiation patrilinéaire d'origine. Pour Lallemand (1993), cette caractéristique est liée aux relations fortes que conservent les épouses avec leur parentèle d'origine dans certaines sociétés patrilinéaires, comme c'est le cas en Sella Limba. En effet, le « […] *risque semble moins celui du passage*

[51] Traduction de l'anglais « foster » qui indique une mobilité enfantine plus souple, non définitive, sans changement d'identité, contrairement à l'« adoption », qui correspondrait plus à la forme de mobilité enfantine dans les sociétés industrielles occidentales (Lallemand, 1993 : 51).

[52] « […] ensemble des opérations (nourriture, soin, éducation) destinées à amener un individu à maturité » (Paul, 2003 : 310) Cette notion d'anthropologie économique permet, au-delà des relations affectives et/ou de la naturalisation des rapports entre les enfants et les adultes, de faire apparaître le travail de production de la vie humaine et d'analyser les rapports de production qui s'y tissent.

d'une structure patrilinéaire à un ensemble cognatique ou bien matrilinéaire, que la fragmentation des lignées, et peut-être l'accentuation de la dispersion du patrilignage » (p.106). Et effectivement, en Sella Limba, la circulation des neveux utérins explique la fragmentation des patrilignages entre diverses communautés villageoises, comme nous l'avons observé dans le cas de Kamawanka.

Ainsi, les rapports de production et de reproduction que tissent les groupes domestiques entre eux d'un cycle agricole à l'autre et d'une génération à l'autre font de l'aire matrimoniale l'échelle pertinente pour reconstituer le « fonctionnement » du système social avant l'accentuation brutale de l'intégration de la paysannerie sella limba dans l'économie nationale et mondiale à partir des années 50.

La circulation des enfants pré-productifs continue d'être une caractéristique de la société sella limba contemporaine. Cependant, avec la scolarisation des enfants, la marchandisation des rapports sociaux et l'éclatement des *kuru kuru*, cette circulation a changé en partie de nature. Nous verrons qu'elle est essentielle à prendre en compte pour analyser les formes que peut prendre la différenciation économique et sociale des groupes domestiques au sein des villages (chapitre 5).

Enfin, notons que le réseau des aires matrimoniales, qui dépasse largement les frontières administratives de la Sella Limba, constitue le support de la circulation sur de grandes distances d'innovations techniques, notamment de matériel végétal via les échanges qu'effectuent régulièrement les filles et les mères entre elles.

Segmentation du groupe domestique, reproduction à l'identique et extension géographique du système agraire

De cycle agricole en cycle agricole et de génération en génération, le groupe domestique s'agrandit, ses membres vieillissent et changent de statut. À la mort de l'aîné, c'est théoriquement au plus âgé de ses cadets qu'il revient de diriger les travaux dans le grand essart, de contrôler les stocks de riz et d'entretenir les alliances matrimoniales avec les autres groupes pour assurer la perpétuation du groupe. Mais, en pratique, le passage d'une génération à l'autre était le moment où des tensions pouvaient éclater :

- Il y avait d'abord, dans les groupes de grande taille, une tension entre la succession collatérale et filiale. Le frère cadet de l'aîné et son premier fils, par exemple, peuvent appartenir à la même classe d'âge. Tous deux ont travaillé un grand nombre d'années pour le chef du groupe domestique décédé et tous deux sont légitimes pour assurer la gestion du groupe.

- Les hommes se plaisent à souligner la manière dont les femmes aiguisaient ces tensions et semaient la discorde dans le groupe. S'il faut faire la part de misogynie dans ces discours qui font de l'homme le garant de l'unité du groupe, il est vrai que les tensions qui opposaient le fils aîné et son oncle paternel se redoublaient de celles qui opposaient la mère du premier et la première épouse du second. Ici se jouait la prospérité relative des différentes marmites qui composaient le *kuru kuru*.
- Par ailleurs, les neveux utérins pouvaient-ils assurer les fonctions attachées à l'aînesse sans pour autant être autochtone dans un village donné, donc sans être dépositaire du foncier du territoire lignager ?

Nous savons que la première solution pour résoudre ces tensions, était la concession d'une petite parcelle (*hutolo*) contiguë au grand essart (*tembuy*) et la création d'une nouvelle marmite au sein du groupe domestique. Mais l'augmentation du nombre d'individus au sein d'une marmite pouvait justifier le défrichement d'un nouveau *tembuy* et la constitution d'un nouveau groupe domestique autonome. Cette solution pouvait permettre à un homme trop âgé pour se soumettre à l'autorité de son aîné immédiat, de gagner une autonomie complète pour ce qui était de la production et de la répartition au quotidien du produit agricole. Il semble que ce dernier pouvait continuer de reconnaître la préséance de l'aîné du patrilignage autochtone en matière d'attribution des droits d'usage sur les terres du territoire lignager (et probablement également en matière d'alliance matrimoniale). Ainsi, à Kamawanka, les membres des deux plus anciens des lignages allochtones gardent la mémoire de la séparation de leur ancêtre d'avec les deux *kuru kuru* autochtones.

Mais les tensions pouvaient conduire également au départ d'une partie du groupe domestique et à la création d'un nouveau village. Quelques témoignages directs sur la fondation de nouveaux villages ont été recueillis au nord de cette zone centrale, où le peuplement a été un peu plus tardif. La plupart évoquent les maladies de leurs ancêtres dans les villages d'origine. Ces dernières, comme la chute de palmiers à huile ou la mort brutale d'enfants, sont souvent interprétées, aujourd'hui encore, comme le résultat immédiat des mauvaises intentions que quelqu'un de puissant nourrit à son égard :« *He left Kabumbo to build this village because he has had a sickness* » (Ibrahim Dumbuya, village de Kamahintin) « *The owner of the village was Ali, when he arrived here it was the bush. He first called this place Kadabigigi. My father was from Kawono, he joined him because his children were dying there* » (Fudia Bangura, village de Kamaali). Un seul témoignage évoque clairement la question de la taille du groupe :

> *In Kadabi, the people were increasing. Salufo* [le tuteur de notre informateur et fondateur du village] *was very strong* [l'adjectif est utilisé dans le sens de prospère] *and did not accept molestation from his own family. The old man said to Salufo to go and to settle were the trees '*kumete*' are plenty. He went there and build Kamete.*
> **Mansu Bangura, village de Kamete**

Les enfants partent alors défricher aux confins des territoires villageois. Les premières années, il ne s'agit que d'un simple campement Finnegan (1965 : 60) parle de « farm-village », *konkonsa* en limba). Si son entreprise est un succès, l'homme à l'origine de ce projet était rejoint par d'autres groupes domestiques ou d'autres individus.

Avec le passage de la première génération, l'indépendance du nouvel emplacement va s'accroître. En voyant sa population grandir, en accueillant à son tour des étrangers, en multipliant les alliances avec différents villages, le patrilignage va peu à peu accéder au statut de lignage autochtone (*lasiri*) et le campement au statut de village (*mɛti*). Cette indépendance sera consacrée par l'organisation d'une cérémonie d'initiation, comme aujourd'hui par la tenue d'un tournoi de football en saison sèche ou encore par la construction d'une école primaire « communautaire ».

L'aîné du patrilignage fondateur se verra reconnaître le droit d'attribuer la terre sur un territoire donné, mais les vieux du village « père » comme ceux du village « fils » gardent en mémoire l'antériorité des villages les uns par rapport aux autres. Ils disent dans certains cas partagés encore les mêmes recrûs arborés (*thakay*).

Ce processus de segmentation du groupe domestique qui conduit à la formation d'un nouveau village contribue à l'extension spatiale de l'aire matrimoniale et au-delà du système agraire. Il s'agit d'une reproduction à l'identique du fonctionnement système social. En ce sens, la segmentation doit donc être distinguée de l'éclatement que connaîtront les groupes domestiques durant la seconde moitié du XXe siècle et qui donnera naissance à des groupes de taille beaucoup plus réduite qui ne pourront plus « fonctionner » comme les anciens *kuru kuru*.

2.2.4 Une faible intégration aux échanges marchands

La constitution d'une nouvelle entité indépendante, nouveau *kuru kuru* ou même nouveau village, n'était envisageable que pour des hommes mariés et disposant déjà de leur propres outils comme de leurs propres semences, capables d'entraîner dans l'entreprise un nombre assez important de travailleurs dépendants. Les jeunes cadets qui se seraient estimés lésés par l'autorité de l'aîné à la tête du groupe domestique ne pouvaient tenter autre chose que de quitter leur groupe pour un autre et donc pour se placer sous l'autorité d'un autre aîné, l'oncle utérin étant une destination privilégiée.

La distinction que fait Meillassoux (1975 : 83) entre énergie et force de travail est ici pertinente. Dans ce système, l'énergie humaine ne trouve d'autre emploi que dans le cycle viager au cours duquel elle circule entre les générations grâce à sa conversion en subsistances redistribuées aux futurs, actuels et anciens producteurs. Le travail ne circule pas sous sa forme « moderne » de force de travail, c'est-à-dire sous la forme de quantités discrètes de travail, autonomisées du reste de la vie sociale. Symétriquement, le produit agricole ne se présente que sous forme de subsistance et jamais comme marchandise. Ce n'est que par le mariage virilocal et l'adoption que l'on peut intégrer dans leur plénitude sociale de nouveaux individus dans le groupe qui bénéficiera de leur énergie de travail présente et à venir.

Ce système social va irrémédiablement rentrer en crise à partir des années 50 avec l'intégration rapide de la région dans l'espace économique national puis mondial et avec la pénétration des rapports marchands dans les villages et au sein des groupes domestiques. Mais l'économie domestique paysanne était-elle complètement déconnectée des échanges marchands auparavant ?

La période pré-coloniale (jusque dans les années 1890)

L'importance des échanges commerciaux pendant la période pré-coloniale a été décrite et analysée par Howard (1977) et Lipschutz (1974). Est-il trompeur alors de vouloir faire de la marchandisation un trait caractéristique de l'histoire de la région étudiée dans la seconde moitié du XXe siècle ?

D'après Howard et Skinner (1984, 3) deux grandes routes commerciales reliaient au XIXe siècle les comptoirs situés en tête des voies navigables et, de là, la colonie[53] de Freetown avec l'« intérieur » des terres :

[53] La « colonie » correspondait à la péninsule de Freetown où s'installèrent en 1787 les premiers esclaves affranchies en provenance d'Angleterre (voir Fyfe, 1968). Ce n'est qu'en 1896 et l'instauration du « protectorat » que la souveraineté britannique s'exercera directement sur l'actuel territoire de la Sierra Leone.

- le « corridor Futa – Scarcies » qui reliait Timbo, la capitale du Fouta-Djalon, à Kambia ;
- la « route de Falaba », qui elle reliait Falaba et les sources du Niger à Porto-Loko.

Les expéditions des voyageurs depuis la colonie sont toutes motivées par le soucis de reconnaître les routes commerciales et de s'assurer de la bienveillance des chefs envers les caravanes qui se rendent sur la côte. En effet, au XIXe siècle, les entités politiques de l'« hinterland » sierra-léonais reposaient plus sur le contrôle des routes commerciales qui relient l'intérieur aux comptoir côtiers que sur la définition de territoires précis. Les voyageurs évoquent les « aires d'influence » des différents centres politico-commerciaux fortifiés. Laing (1825) explora la plus ancienne des routes, qui relie Kambia au Futa-Dajlon et passe 30 à 50 km au nord de la Sella Limba actuelle. Blyden (1872) et Reade (1869), suivirent la seconde, qui relie Porto-Loko à Falaba et passe environ 50 km au sud. Les cartes (p.3) et schéma (p.18) que proposent Howard et Skinner (1984) n'évoquent jamais les limba sella. Les limba « sella » se trouvent aux confins des « aires d'influence » des trois grandes entités politiques et commerciales « limba » que décrit Finnegan (1965 : 16) (Bumban sous l'autorité de Suluku, Bafodea, sous l'autorité de Sumang et Tonko sous l'autorité de Bombalai). Ainsi, les témoignages de l'époque comme la littérature semblent indiquer que la région étudiée était quelque peu à l'écart des routes commerciales du XIXe siècle.

Les produits les plus souvent mentionnés dans la littérature sont l'or, les peaux et le bétail sur pied (bovins). L'orpaillage aura une certaine importance en Sella Limba même, mais à partir des années 30. Le métal jaune provenait alors des mines situées aux sources du Niger. Quant aux produits issus de l'élevage bovin, les peuls étaient déjà les éleveurs les plus importants de la région. Johnny et al (1981 : 615) évoquent la commercialisation du riz cultivé dans les bas fonds et affirment que « *some parts of Sierra Leone may have seen considerable 'progress' toward commodization of agricultural labour even before the beginning of the colonial period* ». Mais ils évoquent alors les exploitations des « big mens » (Howard, 1977) reposant sur travail servile et situées à proximité des routes commerciales (Tambaka au nord et Biriwa à l'est de la Sella Limba). Les témoignages écrits de l'époque décrivent plutôt, bien que vaguement, les territoires « limba » comme victimes des raids esclavagistes en provenance du nord (Laing, 1825 : 358 ; Finnegan, 1965 : 17 ; Grace, 1975 : 176).

Ces éléments n'impliquent pas que les habitants de l'actuelle Sella Limba n'aient jamais été impliqués au XIXe dans les échanges marchands que décrivent les témoins et la littérature. Mais on peut supposer qu'ils ne prenaient qu'une place marginale dans le fonctionnement des groupes domestiques et qu'ils n'avaient aucun rôle, alors, dans la reproduction du système social.

Le début de la période coloniale (1890 – 1950)

Pour la région dans son ensemble, les premières années de la période coloniale semblent correspondre à une période de repli du point de vue de l'intégration économique. L'accord franco-britannique de 1889 avait fixé la frontière actuelle entre la Guinée et la Sierra Leone avant que la victoire des troupes françaises sur Samory en 1893 ne ferme définitivement les routes du Soudan aux commerçants des comptoirs côtiers (Person, 1967). Dès lors chaque administration coloniale sera soucieuse de ré-orienter le commerce local vers sa capitale et sa métropole.

Dès la proclamation du protectorat en 1896, le gouverneur militaire Cardew décida de lever un impôt sur les maisons du protectorat. Payable en monnaie britannique, cet impôt visait ouvertement l'intégration par la force des paysans dans l'économie marchande et monétaire (Hopkins, 1973) en les obligeant à vendre des produits agricoles. Pour la région qui nous intéresse, c'étaient les livraisons de palmistes qui sont devenues *de facto* obligatoires. Pendant longtemps, les palmistes sont d'ailleurs restés la principale source de devises de la colonie (Levi et al, 1976). À cette première spoliation, le gouverneur ajoute l'obligation pour les habitants du protectorat de participer aux travaux de construction des pistes et des chemins de fer. Ces décisions autoritaires déclenchèrent une révolte dans tous le pays, restée dans l'histoire sous le nom de la « hut tax war », qui s'est soldée par la répression armée et la déportation des leaders (Alie, 1990 ; Fyfe, 1968).

Pour éviter à l'avenir ce genre de soulèvements et imposer l'ordre colonial, les britanniques ont mis en place une « native administration » à leur service. Dans tous le pays, des Paramount Chiefs (PCs), dotés de pouvoirs discrétionnaires et chargés de lever la taxe, ont été nommés par l'administration britannique. Fanthorpe (2001) parle d'« ossification coloniale ». Les *chiefdoms* étaient des entités de plus petite taille que les vastes zones d'influences des grands chefs du XIXe siècle, mais surtout leur existence reposait sur un territoire défini. On retrouve jusqu'en 1914 dans les archives les difficultés soulevées par le traçage des frontières, complètement artificielles, entre la Sella Limba et le *chiefdom* voisin au sud, la Sanda Loko. Le principal souci de l'administration était alors de savoir où et à qui les habitants de tel ou tel

village devaient payer la taxe[54]. Les aînés autochtones des villages aux confins de la zone centrale de la Sella Limba se retrouvent ainsi parfois à la tête de très vaste territoire alors vide d'hommes (voir dans ce chapitre, section 3).

Les quatre *Paramount Chiefs* qui se sont succédés à Kamakwie jusque dans les années 50 imposaient le travail forcé dans leurs rizières et leurs quartiers, réduisaient en esclavage les enfants des personnes qui ne payaient pas la taxe, punissaient lourdement les hommes coupables d'« adultère »[55], etc.

D'autant que la taxe était perçue par maison : théoriquement 5 shillings[56] pour les petites maisons et 10 shillings pour les grandes maisons. En Sella Limba, le *Paramount Chief* la percevait auprès de chaque *kuru kuru*, et les paysans avaient alors intérêt à se rassembler dans de grandes unités de résidence. L'autorité des aînés sur leurs cadets n'a pu que s'en trouver renforcée. Officiellement en 1937, avec l'entrée en vigueur de la « Local taxe Ordinance » (Sierra Leone Gouvernment, 1956 : 9), la taxe était prélevée par tête. En pratique, longtemps après cette date et tant que le montant de la taxe est resté relativement élevé, c'est toujours l'aîné de tout le groupe domestique qui était responsable de payer pour tous les adultes qui vivaient sous son autorité.

Dès le début de la période coloniale, les Britanniques développèrent les infrastructures dans le but de drainer les produits du protectorat vers Freetown, notamment les palmistes. C'est la principale raison d'être du chemin de fer (Levi 1975 : 243). Sa construction commença en 1895, et les premières locomotives atteignirent Pendembu en 1906, puis Makeni, à 75 km au sud de Kamakwie en 1916 (Fyle, 2006). Le fait que le voyageur Frederick William Hugh Migeod arrive en 1925 en Sella Limba en provenance du sud (voir supra), contrairement à ces prédécesseurs du XIXe siècle, témoigne de la réorientation des routes principales (carte 9, infra). Cependant, il parcourait son chemin à pied (à dos d'homme quand il s'agissait de traverser des bas-fonds boueux). La région étudiée reste donc en marge des régions les mieux intégrées à l'économie de traite.

---

54 Inteligence Diary Karene District 1914.

55 « Wowen damage » en Sierra-Leone. Richards (2004) montre que, jusqu'aujourd'hui, le pouvoir de justice des PCs relatif aux affaires matrimoniales était un élément important de contrôle des cadets par les aînés via la sanction sociale de leurs relations sexuelles. Ils restituent des témoignages d'anciens combattants enrôlés par les rebelles du RUF pendant la guerre civile qui en font un des griefs que les jeunes « hypermobiles » ont contre la société sierra-léonaise.

56 La Sierra Leone utilise pendant la période coloniale le système monétaire du Commonwealth avant sa décimalisation : 1 pound (£) = 20 shillings (noté « shillings » dans les documents de l'époque) ; 1 shilling = 12 pence (noté « d. »).

> « *The heavy concentration of expatriate economic activities in the coastal and southern parts of Temne country contrasted with their virtual absence in the extreme northern savanna region of the Karene district* [à l'époque la région administrative à laquelle appartient la Sella Limba]. *Thus by 1924 there were no European or Lebanese economic activities in and around Kamakwie. This was due in part to poor resource endowment and in part to inadequate transport development. Apart from the imposition of an artificial boundary and an alien taxation system, northern Karene district remained outside the economic influence of Freetown and indeed of industrial capitalism* ».(Sibanda, 1979 : 486)

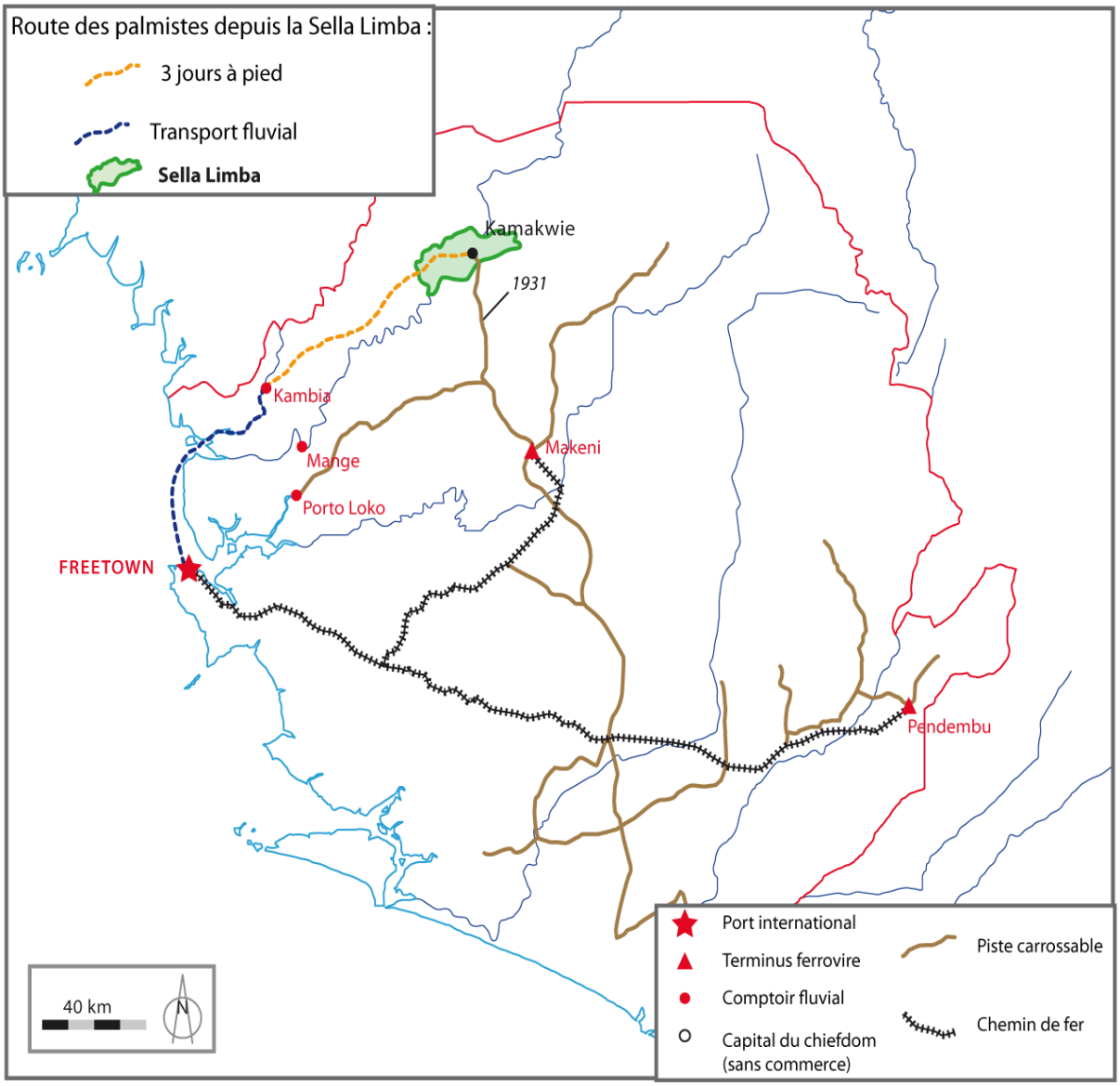
La construction de la première piste entre Makeni et Kamakwie ne date que de 1931 (Riddell, 1970). Mais même après les paysans Sella Limba ne se rendaient jamais à Makeni pour vendre les palmistes qui leur permettaient d'obtenir l'argent nécessaire pour s'acquitter de l'impôt. Ils préféraient parcourir à pied la centaine de km nécessaire pour se rendre dans les comptoirs fluviaux aux portes de Freetown (carte 9, infra) :

> « *I remember when Sagu Balla died* [1926], *I was 10 years old. At the time of Kandeh Bokari the Ist* [le PC de Sella Limba à partir de 1929] *the Syrians* [libanais] *were in Kambia or Rokurp. We travelled with 'banga'* [palmistes] *on our heads. One man was able to carry a 'kerozene box', about 30 pans. We went there in three days. In Kambia the box waw 2 shillings or 2 shillings and 6 pence. We were buying there lapa and salt.* […] *This was before the 'Hitler's war'. During that war I was in Freetown.* »
> **Pa Lay Tureh, à Kamakwie (entretien n°408)**

> « *My father was paying the tax with money. It was 5 shillings by head. When you maried and you have given birth to two to three children, you have to pay the tax. They were going to Batkanu* [ancienne capitale du District de Karene], *it was a 6 days trip. But I did not do this* ».
> **Almami Bangura, village de Kamawoni (entretien n°340)**

Aucun des témoins interrogés ne s'est rendu, ou n'a vu son père se rendre, jusqu'au chemin de fer à Makeni. D'après (Levi, 1975 : 243) les tarifs proposés aux stations ferroviaires étaient fort peu incitatifs pour les paysans qui devaient s'y rendre en 2 ou 3 jours. Probablement les paysans de Sella Limba trouvaient leur intérêt à rallonger d'une journée le voyage pour trouver, aux portes de Freetown, un meilleur prix. Chaque année, après les récoltes, les jeunes hommes du groupe partaient pour un voyage d'une dizaine de jours avec pour mission de vendre les noix de palmistes aux commerçants libanais basés à Kambia, d'acheter quelques biens de consommation, du sel et des tissus importés notamment, et enfin de ramener le reste de l'argent qui devait permettre à l'aîné de régler la « hut tax ».

Dans les années 30-40, il fallait compter au moins 5 jours aller-retour pour vendre, au maximum, 30 kg de palmiste, qui avait nécessité environ 15 jours de concassage. Ces 20 jours de travail et de transport étaient rémunérés entre 2 shillings et 2 shillings, 6 pence. Cette somme permettait d'acheter au comptoir environ 4 yards de tissu importé : à peine de quoi habiller une femme, si toutefois il restait quelque chose une fois l'impôt acquitté par le chef du groupe domestique. Dans ces conditions, cette activité n'a pas du apparaître comme une nouvelle opportunité très intéressante pour les paysans sella limba. C'est bien l'obligation de payer la taxe qui les forçait de se livrer au commerce. C'est ce que confesse le gouverneur britannique du district en 1924 en évoquant le nord de la Sierra-Leone : « *The native is still to all intents and purposes economically independent of Europe, and if sea borne trade were to cease, he could still perfectly easily feed, clothe and lodge himself and his family without a penny worse off* » (cité dans Sibanda, 1979). I



Carte 9 : Infrastructures nationales avant les années 1950 et accès au marché pour les paysans sella limba

Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes, Riddell (1970 : 13-42) et Clarke (1969 : 103-5)

Par ailleurs, même freiné par l'instauration des frontières coloniales, le commerce « indigène » est resté actif. Les commerçants de Guinée, susus ou peuls, venaient dans les villages sella limba se procurer des noix de kola qu'ils échangeaient contre des petits ruminants ou du sel. Les *kuru kuru* pouvaient ainsi constituer des troupeaux caprins et ovins d'une trentaine de têtes maximum, les animaux étant consommés pour des occasions exceptionnelles. Les troupeaux, comme les arbres, restaient entièrement sous le contrôle des aînés.

Enfin, durant cette période, la Sella Limba devient une zone de passage importante pour le commerce du bétail sur pied à destination de Freetown. Ce commerce a pu avoir son importance dans la croissance de Kamakwie comme centre commercial de taille moyenne au XXe siècle. Mais l'immense majorité des Sella Limba n'était alors pas concernée par les avantages que tiraient les notables du *chiefdom* de l'installation des éleveurs sur leur territoire.

Cette amorce de marchandisation et de monétarisation de l'activité agricole a-t-elle constitué le ferment de l'émancipation future des cadets ? L'intégration de la paysannerie sella limba à l'économie nationale est longtemps, en tous cas, restée trop faible pour que ces potentialités s'expriment : la totalité des subsistances nécessaires à la reproduction à court terme du groupe domestique (riz, huile de palme, …) restait auto-produite. La plus grande part du travail des productifs était consacrée à la production vivrière. Seule une part marginale du produit agricole faisant l'objet d'échanges marchands. Les jeunes hommes ne partaient qu'une fois les récoltes terminées et avant qu'il soit temps de défricher un nouvel essart, tandis que les femmes concassaient les palmistes durant les journées creuses de l'année. A l'époque, le grand essart de l'aîné absorbe la quasi-totalité du travail des individus productifs du *kuru kuru*, tandis que la quasi-totalité du produit agricole circule en sens inverse, du coffre de l'aîné aux marmites des femmes aînées. Enfin, on a vu que les conditions politiques, avec l'instauration du « native administration » et de la « hut tax » ont probablement eu tendance à renforcer l'autorité des aînés sur les cadets au sein des *kuru kuru*.

3 Le peuplement des marges de la Sella Limba

Nous venons de décrire la situation de la paysannerie dans la zone centrale de la Sella Limba avant 1950. Avant d'analyser la trajectoire historique de ce système agraire à partir de la seconde moitié du XXe siècle dans le chapitre suivant, nous rassemblons dans cette dernière section ce que nous savons de la mise en place du peuplement et des modes d'exploitation du milieu dans les marges de la Sella Limba.

Nous avons caractérisé les paysages de ces zones agro-écologiques au chapitre précédent. Dominés par la savane arborée, les couverts végétaux des versants sont structurés par le passage du feu chaque année. Les marges Ouest sont caractérisées par la présence de très larges cuvettes inondables traversées par le feu plus tard dans la saison sèche, la marge Est par un réseau dense de bas-fonds encaissés et à l'abri du feu. Aujourd'hui encore, elles sont toutes les deux caractérisées par une faible densité de population par rapport à la zone centrale de la Sella Limba.

En fait, le peuplement actuel de ces marges ne date que de la première moitié du XXe siècle. Ces espaces étaient-ils inoccupés avant la période que nous allons décrire ? Impossible de l'affirmer, mais aucune trace de peuplement antérieur n'est décelable dans les discours ou dans le paysage.

3.1 Peuplement des marges Est de la Sella Limba et mise en place de nouveaux modes d'exploitation du milieu

Comme nous l'avons vu au chapitre 1, le paysage des marges Est de la Sella Limba est particulièrement complexe. Il est fait de collines, dont les versants sont dominés par une savane arborée ponctuée de patchs de forêts claires, séparées par un réseau dense de bas-fonds plus

ou moins larges bordées par des recrûs arborés denses associés à une palmeraie sub-spontanée. Le peuplement de cette zone agro-écologique est particulièrement intéressant car il s'est accompagné de la mise en place d'un mode d'exploitation radicalement différent de celui que nous avons décrit dans le centre de la Sella Limba. Les relations étroites que vont entretenir ces nouvelles populations avec les Sella Limba seront cruciales pour comprendre les modalités pratiques de l'adoption de certaines innovations futures.

3.1.1 Mise en place du peuplement

Les traces du peuplement dans le paysage et les discours

La carte du peuplement de la marge Est de la Sella Limba présente, aujourd'hui encore, un caractère différent de celle du centre de la Sella Limba. Dans la zone centrale, chaque bosquet villageois (*gbonkoŋ*, voir chapitre 1) correspond à un village qui existe actuellement. Nous avons vu que la carte des villages dans le centre de la Sella Limba est stable au moins depuis le début du siècle dernier. À l'est de la Sella Limba, au contraire, de nombreux *gbonkon* correspondent à d'anciens emplacements aujourd'hui disparus. Les habitants se sont dispersés, ou regroupés dans les quelques gros villages actuels. Ces derniers sont probablement ceux, parmi les emplacements initiaux, qui ont réussi à attirer suffisamment de nouveaux arrivants pour survivre et prospérer en tant que communauté villageoise. Mais la mémoire et le nom des anciens campements sont conservés par leurs anciens habitants et leurs descendants, qui continuent souvent à exploiter les terres à proximité. La mobilité locale importante des lieux d'habitation est typique d'une zone encore dans une situation de « frontière agricole » (Nyerges, 1992) en marge des zones plus densément peuplées.

Il existe encore aujourd'hui quelques campements, qui ne méritent pas le terme de « village » (voir page 130) : quelques maisons, moins de 50 habitants, peu d'enfants pré-productifs. Ces campements ont une existence précaire. En dessous d'une certaine population, le moindre déséquilibre, même momentané, peut être fatal. Les habitants se dispersent ou rejoignent un plus gros village : « *Kamabongbasala was an old village from Kamaporoto : when the elders died they were afraid and left the place* » (Pa Salu Dumubuya, Kasasi, entretien n°166).

Ainsi, Kamaporoto, le plus gros des villages de l'est de la Sella Limba avec 410 habitants à la fin de l'année 2011, a amalgamé, plus ou moins récemment, plusieurs campements. Cette dynamique centripète induit par, et s'alimente de, la construction d'un certain nombre d'équipements qui ont rendu le village toujours plus attrayant et qui explique son succès : forge, routes, ponts, puits, école, église, mosquée, etc. « *We were in a three houses village. We left to Kamaporoto not be zero* » (Ma Nao Bangura, Kamaporoto, entretien n°94).

Autre élément qui atteste du caractère récent du peuplement des marges Est de la Sella Limba : les habitants actuels des villages ne se disent pas, contrairement à ceux de la zone centre, autochtones. Ils se présentent, ou présentent leurs ancêtres, ouvertement comme des *thahinɛ*, des allocthones (voir supra). Ils entretiennent parfois encore des relations avec leurs villages d'origine, notamment via le réseau des alliances matrimoniales.

La profondeur généalogique des patrilignages (tels que définis plus haut) présents aujourd'hui dans les villages de la « marge Est » est moindre que dans la zone centrale. À Kamaporoto, par exemple, 38 hommes adultes mariés sur 49 présents (78 %) ne peuvent faire remonter la présence de leur ligne agnatique dans le village au-delà « du père de leur père ». À Kamawanka (figure 13) c'était seulement 45 % des hommes (21 sur 38). Le peuplement de la zone se poursuit de nos jours : 13 hommes mariés (27 %) qui y résident ne sont pas nés à Kamaporoto (seulement 3 sur 38 à Kamawanka).

Mais surtout, alors qu'à Kamawanka les allochtones étaient tous originaires de villages situés dans un rayon de quelques kilomètres, les habitants de Kamaporoto ou leurs ancêtres viennent de loin. La grande majorité est née dans des villages environ 50 km au sud-est, dans l'actuel *chiefdom* de Biriwa (voir carte 5).

Motivations des migrants

Plusieurs facteurs ont favorisé à différentes périodes le peuplement de cette zone.

Certains parmi les plus anciens habitants des villages de la région décrivent leurs ancêtres comme des « guerriers », mais restent très vagues quant aux combats qu'ils auraient menés. D'autres évoquent simplement la fuite de leurs ancêtres des régions d'origine. On sait que les esclaves étaient nombreux sur l'ancienne route commerciale qui connectait Falaba aux comptoirs côtiers et qui traversent le *chiefdom* de Biriwa. Les premières décennies du protectorat sont marquées par le débat qui oppose, au sein de l'administration britannique et chez les Kryos[57] de Freetown, les partisans de l'abolition totale de l'esclavage, à ceux qui prônent la tolérance pour « l'esclavage domestique » (Grace, 1975). L'institution sera finalement abolie

[57] Descendants des esclaves affranchis qui ont peuplé la colonie de Freetown.

en 1928. Karimu et Richards (1980 : 16), pour réfuter l'hypothèse d'une émigration motivée par le « manque de terre », expliquent que nombreux sont ceux qui ont alors pris la fuite. Les premiers habitants des marges de la Sella Limba sont-ils des esclaves affranchis ? Cette hypothèse est appuyée par cette note des services de renseignement de l'administration coloniale datant de 1927. À la veille de l'abolition, des dispositions sont prises pour contenir les mouvements non contrôlés d'esclaves en fuite :

> *« In consequence of recent disturbance arising from the attempt of the Biriwa Mandinka* [= Mandingo] *to recapture by force certain of their slaves residing in Sanda Loko. It is hereby settled that no run away slave or disobedient slave whose master resides in Sanda Loko in Biriwa in Magbaiamba in Doahun in Sanda Kamaranka in Sanda Rogbonko, in Tonko Limba, in Sella Limba or in Tamiso Chiefdom shall be allowed to remain in, or to be given a sitting down place in Sanda Loko Chiefdom »*
> **Intelligence Diary Karene District 1918-1927**

Plus tard, d'autres habitants sont venus dans la zone pour travailler pour Maroc Ltd., une compagnie britannique qui a, la première, exploité les ressources en or dans la zone dans les années 30 ou 40. Pour une raison inconnue, cette compagnie ne semble pas avoir embauché de travailleurs originaires de Sella Limba mais des *chiefdoms* orientaux de Biriwa, Safroko et Kasunko (tous situés à l'est ou au sud est de la région étudiée).

Si la plupart des travailleurs ont probablement quitté la zone après la fin des opérations, certains se sont installés ici pour cultiver.

Enfin, depuis ces deux vagues de peuplement identifiées, nombreux sont ceux qui ont rejoint, depuis leur région d'origine, des membres de leur famille partis s'installer en Sella Limba. Chaque homme a sa propre histoire et la raconte à sa manière (affaires de sorcellerie, adultères, plus vaguement « difficultés », etc.).

> *« Strangers were coming to my father to find a place to work. They were people with big problems in their home land, like 'case'* [le plus souvent des affaires d'adultères]. *To arrange their witch problems he was giving them a bread* [l'informateur évoque ici une méthode de guérison utilisée par les lettrés musulmans] : *'You will not do it gain'. My father was not choosing people »*
> **Pa Salu Dumbuya, Kasasi (entretien n°166)**

Mais nous verrons au chapitre suivant que le départ de ces jeunes hommes depuis leur village d'origine doit être replacé dans un contexte où l'autorité des aînés sur leurs cadets s'érodait déjà.

Alliance avec les groupes sella autochtones

Ces migrants sont décrits comme arrivant seuls, c'est-à-dire sans épouses, sans enfants et sans travailleurs dépendants, et démunis, c'est-à-dire sans semences.

> « *When Almami Tureh arrived in Kagbetɛ* [un village aux confins de la Sella Limba], *I was driving the birds* [= protéger les champs contre les attaques des oiseaux, i.e. j'étais un enfant, nous sommes dans les années 40]. *Plenty Biriwa people came in Sella because they were having problems in their lands. They came in Kagbetɛ, Kagbanɛ, Kasasi, Kamaporoto, … We the sella gave them place to work. Whey they came they had no rice. Our parents gave them them the rice to work* ».
> **Pa Sié Dumbuya, Kahingrana (entretien n°19)**

> « *Our peole are coming from Magbahorɛ* [*chiefdom* de Safroko]. *They started to drive people away from that place. It was the time of my grand-father* [période du récit n'a pas été bien située]. *When we reached Kagbetɛ* [premier village de Sella Limba en venant de l'est], *they stopped driving us. We spent time there. The place was too 'tight'. The leader was agree to let us go. We reached the kamasasi water* [bas-fond], *people were there. We saw the border wit the Loko people. We moved to Kamaporoto. People were sat there. They whowed us another place to go. We asked 'Who is the owner of that place ?' 'Kamabanda people'. The place was fine, close to the water. We could fine palm wine.* […] *We did not come with rice. We ate bush yam. We went to Seyma Ande* [le chef de Kamabanda, dernier village 'sella' de la zone centrale] *: 'please assist us'. Seyma Ande gave us rice for the seeds. The rice increased and people join us from Kamaporoto and Kasasi. We built a town there* ».
> **Pa Momo Dumbuya, Kagbane (entretien n°23)**

Les nouveaux arrivants, notamment les premiers, avaient donc avant tout besoin de semences pour travailler et de moyens de subsistances pour attendre les récoltes. Les témoignages s'accordent à dire qu'ils ont alors trouvé le soutien des chefs des anciens villages sella. En échange, les premiers arrivants en provenance de Biriwa montraient un grand « respect » envers les chefs sella qui les ont accueillis. Les vieux, tous témoins indirects de cette époque, insistent sur le fait que ce respect n'avait pas la formalité des règles qui ont émergé ultérieurement (voir page 275). Il ne s'agissait pas de riz paddy comptabilisé en sac et en pan mais de riz décortiqué, de nourriture, de poulets, etc. Ils ajoutent qu'il fallait aider le chef dans ses parcelles.

Pour survivre et se perpétuer en tant que groupe domestique, les ancêtres des premiers patrilignages ont rapidement noué des alliances avec les autochtones sella. Comme au sein des villages du centre de la Sella Limba, en épousant la fille ou la sœur d'un des chefs sella, la relation autochtones – allochtones entre l'ancien village sella et le nouveau campement des mi-

grants se doublait de la relation qui lit deux *Komonɛ* (belle famille, le terme est symétrique). Les enfants nés de ces alliances étaient donc les *sisa* (neveux utérins) de leur oncle utérin autochtones.

> « *These strangers were coming to my father without wives. My father found for them women and tell them : 'Go to settle with you woman'. He was also measuring rice for seeds for them* ».
> **Pa Salu Dumbuya, Kasasi (entretien n°166)**

A la seconde génération, les groupes domestiques des primo-arrivants, désormais bien installés sur leur nouveau territoire, ont pu à leur tour accueillir des migrants en provenance de leur pays d'origine. Aujourd'hui les épouses des hommes du village de Kamaporoto sont originaires aussi bien des villages aux alentours, que du « pays sella » ou de lointains villages biriwa. Les aires matrimoniales des villages de la marge Est sont donc aujourd'hui bien plus étendues que celles des villages du centre du *chiefdom* (voir page 146). De proche en proche, un réseau d'alliances connecte donc entre eux les villages, largement au-delà des frontières du *chiefdom*.

3.1.2 Mise en place d'un nouveau mode d'exploitation du milieu à l'échelle de la mosaïque paysagère

Sur les terres qu'ils se voyaient attribuer, les paysans biriwa ont mis en place un mode d'exploitation du milieu original du point de vue des habitants des villages sella du centre du *chiefdom*. En effet, pour les témoins que nous avons interrogés , l'exploitation des recrû arborés denses (*thakay*) en abattis-brûlis est typique du « pays sella ». Celle des savanes arborées (*kuboli*) constitue une nouveauté imputable aux nouveaux venus biriwa.

> *Pa Sambre* [un ancêtre de notre interlocuteur] *was not cropping in the* kuboli. *He was only cropping the* thakay *close to the swamp :* 'amahi – ti bu – apahi *!'* [défricher, brûler, semer]. *The Biriwa joined us later. They did not know about this work. Where they were from they were only cropping the* kuboli *:* 'amugu tala *!'* [arracher les plateaux de tallage des graminées] ».
> **Momodu Kamara, village de Katanta**

Dans la bouche des anciens, la forme de leurs outils différencie les nouveaux venus des paysans sella :

> « *In Sella, they make hoe with bend iron* [en mimant avec sa main]. *They use it to broadcast* [semer] *the rice. Here, we make the hoe with straight iron : with big iron and long handle to uproot the grass* ».
> **Saïdu Samura, Kamaporoto (entretien n°93)**

> « *My father* [dans les années 20 ou 30] *was brushing the* thakay *he was not cropping in* kuboli *like the Biriwa people. He was using the* kusala, *a hoe with a bend iron* [la houe utilisée dans les parcelles d'abattis-brûlis pour les semailles]. *The* kusala kumoge [la houe utilisée pour l'arrachage des savanes] c*ame later from the Biriwa* ; »
> **Pa Sié Dumbuya, Kahingrana (entretien n°19)**

La *kusala kumogɛ*, évoquée dans les témoignages, se distingue en effet nettement de la *kusala*, que les paysans utilisent encore pour effectuer un grattage superficiel du sol au moment des semailles : le fer de l'outil est plus long et plus épais ; l'angle que forme sa partie distale avec le pommeau où est insérée la soie est plus ouvert ; et enfin le manche est plus long. Si l'on reprend la terminologie proposée par Sigaut (1984) nous avons (voir fig. 20 page 146) :

- une houe, la petite *kusala*, adaptée à un travail de précision avec des gestes courts, effectués courbé, où le rôle de l'énergie cinétique est réduit, la percussion étant suivie par la pression que les travailleurs effectuent pour gratter le sol superficiellement ;
- une houe, la *kusala kumogɛ*, adaptée à un travail en force, de percussion, où l'énergie cinétique, prise par l'outil dans un geste long effectué en station debout, joue un rôle essentiel.

La *kusala kumogɛ* est en effet utilisée pour arracher (*amugu*) les plateaux de tallage des puissantes graminées en touffe après le passage du feu. Grâce à un mouvement de grande amplitude (voir photo page 343), le fer se loge sous le plateau de tallage en coupant les racines. Si nécessaire, la houe est ensuite utilisée comme levier. La présence dans l'outillage des paysans biriwa de ce nouvel outil signale bien l'exploitation d'un milieu dominée par les graminées à plateaux de tallage : la savane arborée, jusque-là délaissée par les paysans sella. L'ouverture et le mode d'exploitation de ces savanes arborées sont décrits au chapitre 4 (page 330). Ils n'ont pas évolué radicalement depuis leur introduction à cette époque : les paysans arrachent le plateau des graminées et pratiquent l'annélation des arbres associés avant de procéder au semis grattage du riz.

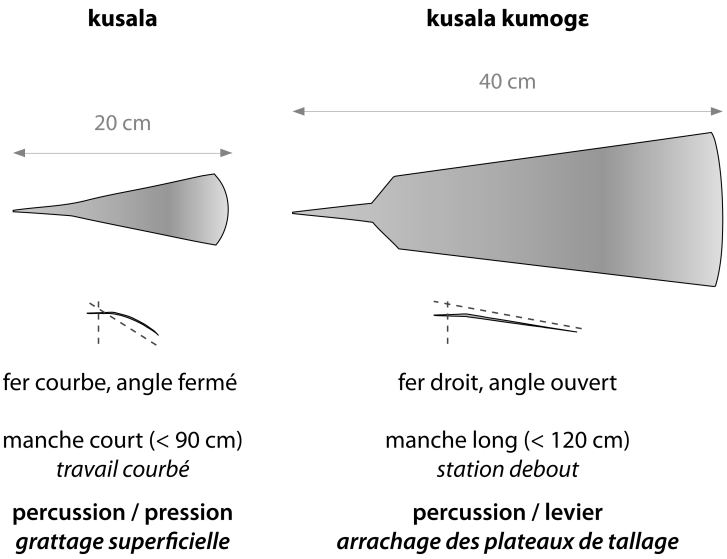


Fig. 20: Kusala et kusala kumogɛ
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes et observations

En plus des outils, les paysans biriwa apportent avec eux de nouvelles variétés de riz (du point de vue des Limba Sella). La diversité du matériel végétal, même dans les témoignages sur cette période assez ancienne, apparaît importante. Cette diversité est à mettre en relation avec la diversité du milieu cultivé :

- certaines variétés, plutôt à cycle court, étaient adaptés aux parties hautes de la topographie où la savane arborée domine (typiquement *sopu*) ;
- d'autres, à cycle plus longs, aux bas de versants où les recrûs arborés denses (thakay) sont protégés du feu par le bas-fond (comme *sugandɛ*) ;
- enfin, en périphérie des zones inondées, dans des zones dites « humides », les paysans privilégiaient des variétés à cycle court pouvant être semés tard et qui préfigurent les modalités de l'exploitation des bas-fonds (*ulaka*).

Toutes ces variétés que les témoins interrogés retiennent sont décrites comme *balimba*, c'est-à-dire comme des riz « limba » ou « indigènes » (du point de vue des Limba Biriwa : cela signifie que leur adoption par les paysans de la marge Est de la Sella Limba date d'avant les plus anciens témoignages collectés.

Cette indication relative aux variétés nous incite à croire que l'existence d'un mode d'exploitation qui combine toute la diversité du milieu est ancienne et date de l'arrivée des premiers migrants. Quel a pu être le rôle de cette exploitation dans la formation de la mosaïque paysagère que nous avons décrite au premier chapitre ?

Dans un paysage dominé par les savanes arborées traversées par le feu, le développement de bandes plus ou moins larges de recrûs arborés denses exploitées en abattis-brûlis près des zones basses inondées pourrait être le produit de l'exploitation de ce milieu à partir de cette époque.Nous avons décrit le rôle du feu dans les dynamiques de la mosaïque paysagère de la zone Est : là où le feu ne passe plus durant une ou plusieurs années, un couvert arboré peut se développer. Alors, le travail du sol pouvant favoriser cette dynamique à l'échelle micro-locale, la trajectoire écologique de cette portion du paysage peut être durablement infléchie. Enfin, nous avons expliqué comment le développement de palmeraies sub-spontanées associées aux couverts arborés denses était le produit de l'exploitation régulière de ces couverts (page 46). C'est vrai également ici.

3.1.3 Des rapports fonciers pris dans les rapports d'alliance et les rapports de pouvoirs

Les témoignages qui portent sur cette période charnière quand les primo-arrivants biriwa ont noué les premiers rapports avec les autochtones sella, sont porteurs d'enjeux très actuels. Plus encore que dans le centre de la Sella Limba, les rapports de pouvoirs, non seulement entre individus au sein des villages, mais également entre villages à l'échelle du *chiefdom*, tirent en effet leur légitimité de ces récits fondateurs.

Les aînés des villages sella ont attribué l'usage des terres en marge du territoire qu'ils contrôlaient aux premiers paysans venus de Biriwa-Limba. À l'échelle du village, ces derniers ont à leur tour accueilli les générations successives de migrants et leur ont attribué l'usage des terres. Les descendants en ligne agnatique des premiers biriwa venus tirent de leur alliance originelle avec les chefs sella la légitimité pour continuer à gérer l'attribution des terres sur le territoire de leur village. Les membres de ces patrilignages se décrivent, et sont décrits par le reste des communautés villageoises, comme *lasiri*. Ils sont deux, par exemple, à Kamaporoto. Mais alors que les patrilignages *lasiri* des villages du centre de la Sella Limba, comme Kamawanka, se revendiquent être d'authentiques autochtones, les *lasiri* de Kamaporoto prétendent simplement être les « premiers arrivés ».

À l'image du mode d'exploitation du milieu, les pratiques foncières qui se sont développées dans la marge Est de la Sella Limba gravitent autour des parcelles de bas-fonds. Les aînés des patrilignages primo-arrivants ont attribué aux paysans, en fonction des disponibilités

et des besoins, les droits d'usage sur des portions de bas-fonds. Ces droits d'usage comprenaient de manière implicite les recrûs arborés qui bordent les terres inondées de part et d'autre et l'exploitation de la palmeraie sub-spontanée dense associée.

Cette portion de bas-fond en question ne pouvait être attribuée à un autre usager tant que celle-ci est cultivée d'une année sur l'autre. Cela concerne non seulement les terres inondées mais également les terres pluviales situées à proximité. Les témoignages historiques ne fournissent aucune description des modalités d'accès aux savanes arborées éloignées des bas-fonds cultivés. Dans les faits, il était, comme aujourd'hui, inconcevable de partir seul exploiter une terre éloignée du village et des bas-fonds cultivés régulièrement. Pour éviter les dégradations des animaux sauvages, plusieurs groupes domestiques partaient cultiver au même endroit ces zones éloignées, déplaçant même parfois temporairement les lieux d'habitation. Ce genre d'entreprise se faisait, et se fait toujours, généralement sous l'impulsion d'un des membres des lignages les plus anciens dans le village et avec le soutien de ses aînés.

Si à Kamaporoto, les membres des patrilignages primo-arrivants se décrivent comme des *lasiri*, les descendants des autochtones sella entretiennent la mémoire de la prééminence de leurs ancêtres et de leurs villages sur ceux qu'ils continuent à qualifier de *thahinɛ* (allochtones). Ainsi, Pa Momodu Kamara, un des aînés du village de Katanta qui revendique l'appartenance de Kamaporoto à leur territoire, nous déclare : « *In Kamaporoto they are not* lasiri [autochtone]*, all of them are* thahinɛ [allochtones]. *Karim* [l'aîné de l'un des 2 patrilignages « *lasiri* »] *is not giving the land to people. I do* » (entretien 310a). Mais comment les aînés de villages sella situés à plus de 8 km peuvent-ils prétendre contrôler un territoire qui dépasse de loin les terres qu'ils exploitent ou que leurs ancêtres exploitaient ?

Le contexte politique des premières décennies du protectorat a probablement favorisé les aînés qui étaient alors à la tête des *kuru kuru* des villages sella situés le plus à l'est de la zone centrale. En effet, alors que l'administration britannique essayait de définir les frontières des *chiefdoms*, les témoignages décrivent une sorte de course pour la terre. Les chefs des villages sella envoyaient le plus loin possible des hommes pour travailler la terre et témoigner des droits des Sellas sur ces terres aussi bien auprès des nouveaux venus qu'auprès des autorités britanniques.

> *« The District Commissioner Warrens showed us the boundary with the Loko people. The British came, they saw someone in the swamp and they called him. The man answered in Limba. Then they decided to put the boundary here in the middle of the Kamabaŋ water* ».
> **Momodu Kamara, Katanta (entretien n° 310a)**

Les archives ont d'ailleurs gardé la trace du passage en 1916 du District Commissionner Warren et de la résolution du conflit frontalier opposant Sanda Loko (le *chiefdom* au sud) et Sella Limba. Du point de vue de l'administration, la délimitation de ces frontière étaient nécessaires en vue d'organiser la collecte de l'impôt. Du point de vue des chefs sella, l'enjeu n'était probablement pas alors en soi le contrôle du territoire. Il s'agissait alors bien plus sûrement de « contrôler » la population des nouveaux venus qui directement ou indirectement pouvaient travailler à leur profit. Mais, dans le contexte du protectorat britannique, le contrôle des gens passaient aussi par le contrôle du territoire.

D'où l'importance de revendiquer l'antériorité de leur présence sur ce territoire. Les chefs sella indiquent que l'un de leurs ancêtres étaient présent dans ces savanes et que les étrangers travaillent sous son autorité.

> « *From Katiri they* [les chefs sella] *sent Pa Sambre to watch the boundary at Kamaporoto. He is the only Sella man to have been there. People from Bririwa joined him : they were all stangers for him.* […]
> **Momodu Kamara, Katanta (entretien n° 310a)**

Mais aucun habitant actuel des villages de la zone n'évoque jamais la présence de ces « représentants » envoyés par les chefs sella au temps de leurs ancêtres. À Kamaporoto, aucun descendant de ces hypothétiques représentants n'est aujourd'hui présent.

Le contrôle des aînés sella sur ces terres a été réaffirmé par la suite avec la création d'un nouvel échelon dans la « native administration », toujours pour faciliter la collecte de la taxe (Finnegan, 1965 : 31) : les « sections » (*sekison* en limba, c'est dire si cette unité administrative correspondait à une réalité pré-coloniale). À la tête de chacune d'entre elle, a été nommé un « section chief » (*almami*, un nom dérivé de la tradition musulmane). Un des aînés du village de Katanta a été choisi comme *almami* de tout l'est de la Sella Limba.

> « *Before there were no* almami. *They named almami only when they came with the stamps* [?]. *The alami were wearing a red clothes on their shoulders. They counted 22 villages, and crowned one section chief. In kayimbo section* [la section de Katanta et de Kamaporoto] *they crowned the eldest among the chiefs of the village* ».
> **Pa Suri Dulay, Kamakwie (entretien n°165)**

En pratique, les aînés des patrilignages primo-arrivants biriwa ont aujourd'hui toute latitude pour gérer l'attribution des terres pour des usages agricoles aux membres de leur communauté villageoise.

Ainsi s'emboîtent deux échelles :

- à l'échelle du village les rapports fonciers sont imbriqués dans les rapports d'alliance que nouent les primo-arrivants avec les nouveaux venus à chaque génération ;
- à l'échelle du *chiefdom*, les rapports fonciers dépendent des rapports de pouvoirs qui découlent des différents niveaux hiérarchiques reconnus par l'administration coloniale et qui n'ont pas évolué depuis (le village, la section et le *chiefdom*).

Dans le premier cas, la légitimité des détenteurs du droit d'attribution des terres découle de l'antériorité : c'est le primo-arrivant qui a fourni, non seulement la terre, mais également les semences et enfin une épouse au nouveau venu. Dans le second cas, la légitimité repose sur la reconnaissance d'un pouvoir supérieur, le *Paramount Chief* et en dernière instance l'administration centrale.

3.2 Peuplement des marges Ouest de la Sella Limba

Les marge Ouest de la Sella Limba sont caractérisées par la présence de grandes cuvettes inondées, les « bolilands ». Pendant longtemps, les premiers paysans qui se sont installés dans cette zone ont délaissé ces cuvettes. Certains témoins affirment que leur parents exploitaient les couverts arborés ripisylves en abattis-brûlis des rives des Little Scarcies ou des petits cours d'eau qui drainent les cuvettes : « *My father was not going into the water, he was only working in the* thakay [recrû arboré] ». D'autres expliquent qu'ils associaient à la culture en abattis-brûlis des recrûs arborés, le défrichement des savanes arborées proches des cuvettes : « *My father was not cropping into the* lubu [cuvette]. *He stayed on the side of the lubu : brushing the bush and uprooting the grasslands* ».

Mais les héritiers de ces pionniers sont très peu nombreux : quelques maisons étaient disséminées le long des Little Scarcies. Contrairement aux migrants de la zone Est, ils étaient pour la plupart originaires de villages du centre de la Sella Limba ou des villages de l'autre rive des Little Scarcies. Ils sont réputés avoir été « envoyés » là par les chefs sella. Comme dans la marge Est, le contexte politique et l'instauration du protectorat semblent avoir accéléré le processus de colonisation. Les témoignages sont plus ou moins explicites sur ce point :

> « *Almami Sié* [le section chief] *of Kanatara* [un village important du centre de la Sella Limba] *advice the founders of the village to settle in this side of the river because it will soon become a boundary and they risk to loose their land in Sella Limba* ».
> **Ismael Conte, Tambi (entretien n° 328)**

> « *Kwie Bambu was in Kamakwie. He was fighting against the Susu who tried to cross the river to grap the land. He sent his younger brother, Fodey, to protect the land in Kamasogo* [un village à l'extrême ouest de la Sella Limba sur les rives des Scarcies]. *Fodey spoke Susu : that is why he choosed him. At that time the British started to select people to stop the war* ».
> **Suri Bangura, Kamasogo (entretien n°346)**

Nous avons par ailleurs évoqué le florissant commerce des bovins au début de la période coloniale. Les commerçants qui depuis la Guinée allaient vers Freetown laissaient parfois quelques jours à quelques semaines leurs troupeaux dans les bolilands sous la garde de membres de leurs familles. Ces gardiens de ce que l'on appelait déjà les *warɛ* (enclos au sens littéral, le campement peul par synecdoque) sont également parmi les premiers habitants des marges Ouest de la Sella Limba. Ils exploitaient également les terres proches des enclos. Ils ont ainsi importé certaines pratiques alors inconnues en Sella Limba, comme le buttage du manioc (qui n'était à cette époque cultivé qu'en association dans les essarts).

Comme à l'est de la Sella Limba, les liens originels des premiers habitants des marges Ouest de la région étudiée avec les chefs sella justifient jusqu'à aujourd'hui leur position dans les rapports fonciers. Les seconds ont délégué aux premiers le droit d'attribuer la terre aux nouveaux arrivants.

Durant la première moitié du XXe siècle, tous les actifs agricoles travaillaient dans de grands *kuru kuru* sous l'autorité de leurs aîné(e)s. La circulation entre les générations de l'énergie de travail assurait la reproduction à long terme du groupe, et du système social dans son ensemble. Dans ce contexte, le contrôle par les aîné(e)s des rapports de reproduction à travers celui des étapes clés du passage à l'âge adulte (initiation puis mariage) apparaît déterminant. Alors que les jeunes filles partaient très jeunes chez leur belle-mère, les jeunes hommes travaillaient longtemps pour leurs aîné(e)s avant de pouvoir prendre une épouse.

L'abattis-brûlis était le seul mode d'exploitation du milieu, du moins dans le centre de la Sella Limba, c'est-à-dire pour la très grande majorité des villages et des paysans de l'époque. La colonisation des marges Est et Ouest de la Sella Limba a commencé dès cette époque. Les premiers arrivants ont noué des alliances avec les aînés des villages sella plus anciens. Les modes d'exploitations des savanes arborées des marges de la Sella Limba sont différents de celles qui prévalaient dans le centre à cette époque. Une partie d'ailleurs des variétés, des outils et des gestes des nouveaux arrivants feront bientôt l'objet d'échanges fructueux entre le centre du *chiefdom* et ses marges. Mais nous verrons alors que l'innovation n'est jamais un processus purement « technologique » et qu'il est nécessaire pour la comprendre d'intégrer l'évolution des conditions agro-écologiques et socio-économiques.

La Sella Limba ne vivait pas en autarcie, mais les échanges marchands étaient limités : les groupes domestiques produisaient la quasi-intégralité de leurs moyens de subsistance et la quasi-intégralité de leur énergie de travail était consacrée à la production de ces moyens de subsistance.

Dans le chapitre suivant nous allons analyser comment, à partir des années 50, l'intégration économique de cette paysannerie et la marchandisation des rapports sociaux ont profondément affecté le fonctionnement du système agraire tel que nous venons de le caractériser. Nous avons vu, à l'occasion de l'analyse du paysage (chapitre 1) qu'aujourd'hui les recrûs arborés exploités en abattis-brûlis ne dominent plus que les collines du nord de la région étudiée. Quelle a été le poids de la pression démographique ? Comment les conditions d'intégration économique de la Sella Limba ont-elles impacté cette trajectoire historique ? Comment ces dynamiques de nature agro-écologique et socio-écomique ont-elles interagi ?

Chapitre 3 : La trajectoire historique de la paysannerie sella limba. Émergence et approfondissement d'une crise multiforme

Telle que nous la décrivent les témoins de l’époque, la vie quotidienne dans les villages sella-limba durant la première moitié du XXe siècle était très éloignée de celle de la période actuelle. Aujourd’hui, les jeunes filles ne sont plus jamais mariées avant leur puberté et les jeunes garçons n’attendent plus d’être des adultes confirmés pour épouser leur première femme. De jeunes couples cultivent d’ailleurs leurs propres parcelles en toute indépendance. Les modes d’exploitation du milieu se sont diversifiés : la riziculture inondée s’est généralisé-

sée, les productions à vocation commerciale se sont multipliées et de nombreuses plantations de palmiers à huile occupent les abords des bas-fonds et des villages. Les échanges marchands ont non seulement gagné en importance, mais ont changé de nature : les paysans vendent aujourd'hui des produits agricoles pour se procurer sur les marchés locaux des biens essentiels à l'économie des groupes domestiques, au premier rang desquels du riz décortiqué importé. De surcroît, nombreux sont ceux qui ont quitté le village, temporairement ou de manière définitive, pour se livrer à des activités rémunératrices non agricoles, généralement salariées. Presque tous les enfants des deux sexes sont, dans les villages, scolarisés. Intégration aux échanges marchands, diversification des activités productives, évolution de la forme des groupes domestiques et scolarisation, … Tous ces éléments disparates représentent des manifestations classiques de la « modernisation » des campagnes africaines.

Mais, dans le nord de la Sierra Leone, les progrès matériels qui ont accompagné la « modernité » sont restés très faibles. Malgré de nombreuses innovations techniques et un processus d'intensification en travail, l'agriculture n'a connu depuis la première moitié du XXe siècle aucune amélioration des forces productives : si l'outillage s'est diversifié, l'agriculture repose encore exclusivement sur l'énergie humaine et ne bénéficie presque d'aucun intrant d'origine industrielle. Mise à part la construction de pistes carrossables, entretenues par les paysans eux-mêmes, le gouvernement n'a doté les zones rurales sierra-léonaises d'aucune infrastructure : ni électricité ni eau courante. Pour l'immense majorité des ruraux, les biens de consommation accessibles se limitent à des fripes, des torches électriques et au petit matériel domestique en plastique de mauvaise qualité. Malgré la scolarisation de la majorité des enfants, les jeunes ruraux n'accèdent, en ville, qu'aux métiers de manœuvre ou de vendeur ambulant.

Dans ce chapitre, nous montrons que la pauvreté, sous toutes ses formes, est indissociable de l'émergence et de l'approfondissement d'une crise du système agraire. Une première période, 1950-1975, est caractérisée par l'intégration rapide de la paysannerie dans l'économie marchande capitaliste. Dès cette époque, la marchandisation de la

force de travail et du produit agricole transforme en profondeur et de manière irréversible le système agraire. Nous étudierons l'importance de cette intégration dans le développement d'une riziculture inondée paysanne intensive et dans l'émergence d'un secteur vivrier marchand. Dans une seconde période, 1975-1992, ce processus de développement agricole est sacrifié par la politique d'importation massive de riz à bas coût. En Sella Limba, cette tendance a facilité l'intégration de la paysannerie dans une filière contractuelle de production de tabac pour le compte d'une multinationale. Cette période s'achève avec l'éclatement de la guerre civile à l'est du pays et un certain recul, sans retour en arrière, dans la marchandisation de la production agricole. Nous finirons en caractérisant la crise agraire en Sella Limba comme une crise multidimensionnelle – agro-écologique, économique et sociale qui se prolonge actuellement.

1 Le développement de la riziculture inondée : intensification des modes d'exploitation du milieu et intégration aux échanges marchands (~1950-1973)

Nous avons décrit au chapitre précédent, essentiellement à l'aide de témoignages directs croisés avec quelques sources écrites, les paysages de la région étudiée durant la première moitié du XXe siècle. Les collines du centre de la Sella Limba, déjà à l'époque la zone la plus peuplée, sont dominées par les recrûs arborés denses exploités en abattis-brûlis. Les zones basses inondées et les versants pluviaux ne sont pas différenciés dans ce mode d'exploitation du milieu : les grands essarts partaient des bas-fonds pour atteindre le sommet des collines. Le peuplement des marges de la Sella Limba commence à cette époque. À l'est, les nouveaux arrivants importent de nouvelles pratiques et mettent en place un mode d'exploitation original fondé sur la diversité du milieu exploité. À l'ouest, tout indique que les premiers habitants reproduisent d'abord le même mode d'exploitation qu'au centre de la Sella Limba, profitant de la présence de recrûs arborés notamment le long de la rivière des Little Scarcies.

Les paysages historiques sont, notamment dans le sud de la Sella Limba, très différents de ceux qui s'offrent à l'observateur dans les années 2010. Dans l'esprit de notre démarche d'enquête, nous partirons de l'analyse des transformations des paysages pour essayer de repérer les étapes clé de la trajectoire historique du système agraire en général. Or pour cette analyse, nous disposons d'un document précieux : des photographies aériennes prises au tournant des années 1960.

Après avoir détaillé ce que peuvent nous apprendre ces clichés, nous analyserons les modalités techniques d'une innovation cruciale pour les dynamiques agraires régionales : l'adoption de la riziculture inondée dans les bas-fonds et dans les cuvettes inondables (*bolilands*). Enfin, nous verrons pourquoi cette innovation paysanne n'est pas le fruit d'une innovation exclusive-

ment technique mais également le produit de changements dans les rapports sociaux au sein des groupes domestiques en relation avec l'intégration de la région dans l'économie marchande à l'échelle nationale et mondiale.

1.1 Le paysage de la Sella Limba dans les années 60

L'ensemble du territoire sierra-léonais a été couvert entre 1951 et 1964 par une série de photographies aériennes panchromatiques noir et blanc de basse altitude (échelle 1:40 000). D'après FAO (1979b : 1-3), la Sierra Leone est couverte avec environ 3600 clichés. La Sella Limba est couverte par une trentaine de clichés dont 22 ont été retrouvés dans les archives de la bibliothèque de Ministry of Land and Mine[58]. Tous datent de la saison sèche 1958 (pour une grosse moitié est du *chiefdom*) ou de la saison sèche 1960 (pour une petite moitié ouest).

Nous avons exploité ces photographies aériennes pour les comparer avec quatre images extraites de Google Earth représentatives des zones agro-écologiques que nous avons identifiées au chapitre 1 (voir tableau 3 et carte7). Nous pouvons ainsi proposer une double analyse : diachronique, comparaison d'une zone agro-écologique à la fin des années 1960 et dans les années 2000 ; et synchronique, comparaison des zones agro-écologiques entre elles en 1958.

[58] Située à New England, Freetown. Le bibliothécaire du ministère doit être remercié pour sa disponibilité et son aide précieuse dans nos recherches.

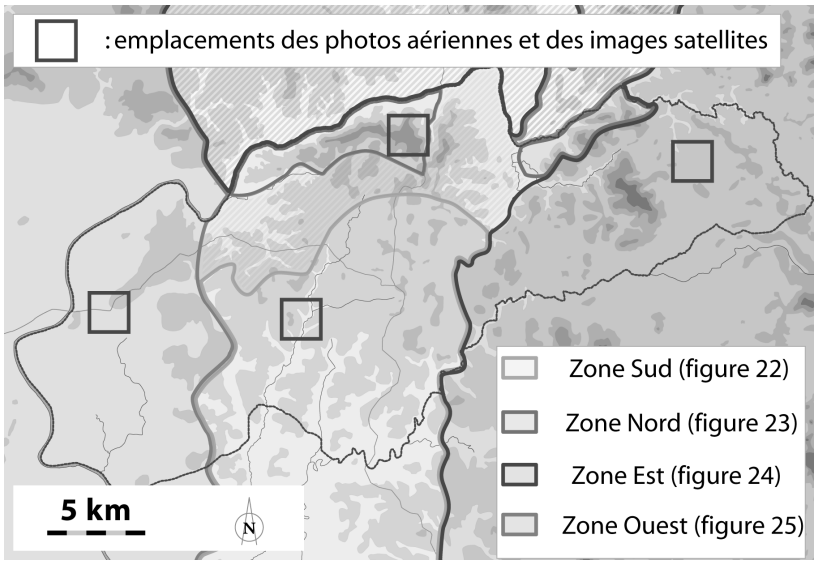


Fig. 21: Emplacements des photographies aériennes (figures 22 à 25) et des images satellites en fonction des zones agro-écologiques
Voir : carte 7

Les villages et les infrastructures de communication

Dans la zone centrale (zone Sud et Nord), les bosquets villageois apparaissent comme des repères stables dans le temps. On reconnaît aisément leur forme et la couronne des grand arbres qui forme leur strate supérieure. Sur les photos de la fin des années 60, dans la plupart des cas, le village lui-même apparaît comme un espace presque blanc au centre des bosquets. La comparaison de ces images qui datent de périodes différentes indique le caractère anthropique de ces formations arborées. Ces couverts semble avoir gagné en importance du fait du déplacement des villages. En effet, sur les images satellites de 2012 on observe que souvent le bosquet s'est refermé sur l'ancien village : on peut aujourd'hui deviner parfois les fondations des anciennes maisons.

Ces villages étaient reliés entre eux par des chemins entretenus, que l'on devine sur les clichés et qui sont répertoriés sur les cartes au 1:50 000^{e} qui datent de cette époque (Directorate of Overseas Surveys, 1963). On peut observer parfois des alignements d'arbres qui permettaient de laisser ces routes à l'ombre. La construction des pistes carrossables reliant presque tous les villages au bourg de Kamakwie et que l'on observe sur les images des années 2000, est donc postérieure à ces clichés. Si tous les villages se sont aujourd'hui alignés sur les pistes carrossables, les sella limba déplaçaient également leur village avant leur construction. En effet, sur le cliché de la zone Nord (figure 23) on observe que le village était décalé, en 1958, par rapport à son bosquet villageois où se situe son premier emplacement.

Au moment où ces clichés ont été pris, seul la ville de Kamakwie est connectée par une piste carrossable à Makeni et au reste du pays depuis 1931 (Riddell, 1970). Mais nous verrons que c'est le développement d'infrastructures à l'échelle nationale entre 1946 et 1956 qui va durablement intégrer la région aux échanges marchands en pleine expansion alors à l'échelle nationale.

Différenciation agro-écologique des zones nord et sud

À la fin des années 50, au nord comme au sud de la Sella Limba, on reconnaît les éléments typiques d'un paysage produit par l'exploitation du milieu en abattis-brûlis. Sur les clichés noir et blanc, le « grain » des bosquets villageois et des couverts arborés qui rentraient dans des rotations rapides est différent : alors que l'on distinguait la couronne des arbres des premiers, on n'observe qu'une grande plage unie pour les seconds. La teinte plus ou moins foncée correspond à des recrûs arborés de différents âges. Les points noirs qui se détachent de ce fond uni correspondent aux palmiers sub-spontanés associés aux parcelles d'abattis-brûlis.

Au sein de ces plages se dessinent de grandes parcelles bien espacées dans le paysage. Le cliché a été pris en février 1958, donc en pleine saison sèche. À cette période, la défriche-abattis des nouveaux essarts n'est pas terminée et aucun brûlis n'a encore eu lieu. Nous pensons donc que les parcelles observées sont celles de la saison des pluies précédente (saison 1957) et que les nouveaux essarts sont encore difficilement reconnaissables à cette altitude. On devine de plus petites parcelles, souvent au sein des grandes parcelles : on retrouve la dualité entre les grands essarts (*tembuy*) des aînés à la tête des groupes domestiques et les petites parcelles (*hutolo*) des cadets et des épouses (voir page 121).

On peut souligner les différences entre la zone Nord et la zone Sud à cette époque. Le parcellaire est d'abord un peu plus dense au sud de la Sella Limba et les parcelles sont de plus petite taille. On y distingue également mieux les palmiers sub-spontanés associés aux recrûs et les arbres épargnés au moment de la défriche brûlis. Nous pensons que cela s'explique par la moindre puissance des recrûs arborés au sud. Les rotations culturales devaient donc être déjà plus rapides qu'au nord de la Sella Limba. Par ailleurs, dans la zone Nord, les couverts arborés proche des sources qui ne rentraient pas dans les rotations culturales, les « forêts », occupaient encore une proportion non négligeable du paysage. La forêt galerie qui borde la rivière sur le cliché de la zone Sud (figure 22), est étroite.

On sait qu'aujourd'hui la zone sud est caractérisée par une densité de population sensiblement plus élevée (voir carte page 6). Déjà à cette époque, même si nous n'avons aucune donnée concernant la population, on observe que la densité des villages était plus élevée au sud.

Cependant, même si les deux zones agro-écologiques avaient, dès cette époque, commencé à suivre des trajectoires divergentes, ces photographies aériennes attestent du fait que l'exploitation des recrûs arborés denses en abattis-brûlis restait à la fin des années 50 le mode d'exploitation des terres pluviales au nord comme au sud de la zone centrale de la Sella Limba. De ce point de vue, ces clichés confortent le témoignage des plus vieux paysans.

Les caractéristiques agro-écologique de la zone sud, décrites au chapitre 1 (figure 5), c'est-à-dire la disparition presque totale des recrûs arborés denses au profit de couverts graminéens et du développement d'un parcellaire contiguë de petites parcelles, ont donc émergé à une époque ultérieure.

Le développement de la riziculture inondée

Sur un point, les témoignages des plus anciens, qui évoquent les années 30-40 et que nous avons analysés au chapitre précédent, ne collent pas avec les photographies de 1958. On sait que dans leur témoignage, les plus vieux paysans précisent que dans leur jeunesse zones inondées et zones pluviales n'étaient pas nettement différenciées. Or, sur les photographies aériennes de 1958, aussi bien au nord qu'au sud de la Sella Limba, on distingue nettement les zones basses inondées. Elles forment de grandes plages plus claires sur le cliché qui suivent les cours d'eau. On distingue mal les parcelles qui composent ces bas-fonds. En leur sein, on devine la couronne des arbres qui ont été épargnés. À leur tête, au niveau des sources, on retrouve souvent des couverts arborés puissants qui ne rentrent pas dans les rotations. On retrouve évidemment ces bas-fonds sur les images satellites récentes.

Ainsi, on peut affirmer que l'intensification des modes d'exploitation dans les zones basses du paysage, même si cette dynamique s'est poursuivie depuis comme l'atteste l'élargissement des terres inondées, date d'avant la prise de ces clichés, au tournant des années 1960. Dans ce chapitre, sur la base des témoignages des acteurs de cette histoire, nous allons caractériser cette dynamique et tenter de l'expliquer en prenant en compte le contexte socio-économique dans lequel elle s'insère. Remarquons simplement à ce niveau que l'intensification des modes d'exploitation dans les bas-fonds semble aussi bien concerner le sud de la Sella Limba, que le nord, moins peuplé, ou encore l'est, zone encore très peu densément peuplée et où, nous l'avons vu, la riziculture inondée s'est développée en premier.

Le peuplement des marges de la Sella Limba

Les photographies aériennes des années 1958-1960 confirment bien les témoignages recueillis.

Tout d'abord, la netteté de la transition entre le centre de la Sella Limba et ses marges Est et Ouest est frappante sur les clichés anciens. Cette observation va dans le sens de notre hypothèse, appuyée par le témoignage des paysans, d'un peuplement ancien et relativement dense fondé sur la pratique de l'abattis-brûlis. Les derniers villages limba sella sont installés à chaque fois sur les dernières collines dominées par les recrûs arborés denses. Au-delà, les terres de savane apparaissent comme sous-peuplées.

La présence, non seulement de villages mais également de parcelles sur les terres pluviales comme inondées, atteste de l'occupation de la zone Est. On retrouve bien comme aujourd'hui et comme sur l'image satellite :

- les terres pluviales dominées par la savane arborée et traversées par le feu chaque année ;
- les bas-fonds inondés chaque année où le feu ne passe pas et qui sont dès cette époque exploités ;
- et enfin les recrûs arborés denses qui, protégés du feu, se développent en bordure des bas-fonds.

La comparaison des clichés de la fin des années 50 et des images satellites laisse penser que les recrûs arborés aux bords des bas-fonds tendent en de nombreux endroits à progresser. En tous cas, la comparaison de ces deux images invalide, dans le cas de cette zone agro-écologique, l'hypothèse d'une végétation de savane qui résulterait de la « dégradation » récente du milieu causée par son exploitation.

Les marges Ouest restent, au moment où le cliché est pris (en 1960), largement sous-exploitée. Les villages sont rares et ne comptent que quelques maisons. On ne devine que de rares groupes de parcelles aux alentours des zones habitées. La comparaison avec l'image satellite des années 2000 est frappante : le village sur le cliché s'est considérablement agrandi (et par ailleurs le nombre de village a augmenté, mais c'est invisible à l'échelle des images présentées) ; les parcelles cultivées sont souvent plus petites mais occupent une superficie bien plus importante aujourd'hui.

On retrouve dans le paysage la présence des cuvettes inondées. En saison sèche, il est difficile de retrouver des traces de leur exploitation. Dans les marges Ouest aussi, la comparaison avec l'image satellite des années 2000 témoigne du fait que le peuplement de ces marges a pu être synonyme, pour certaines portions du paysage, de progression du couvert arboré, ce que confirment les habitants de ces villages.

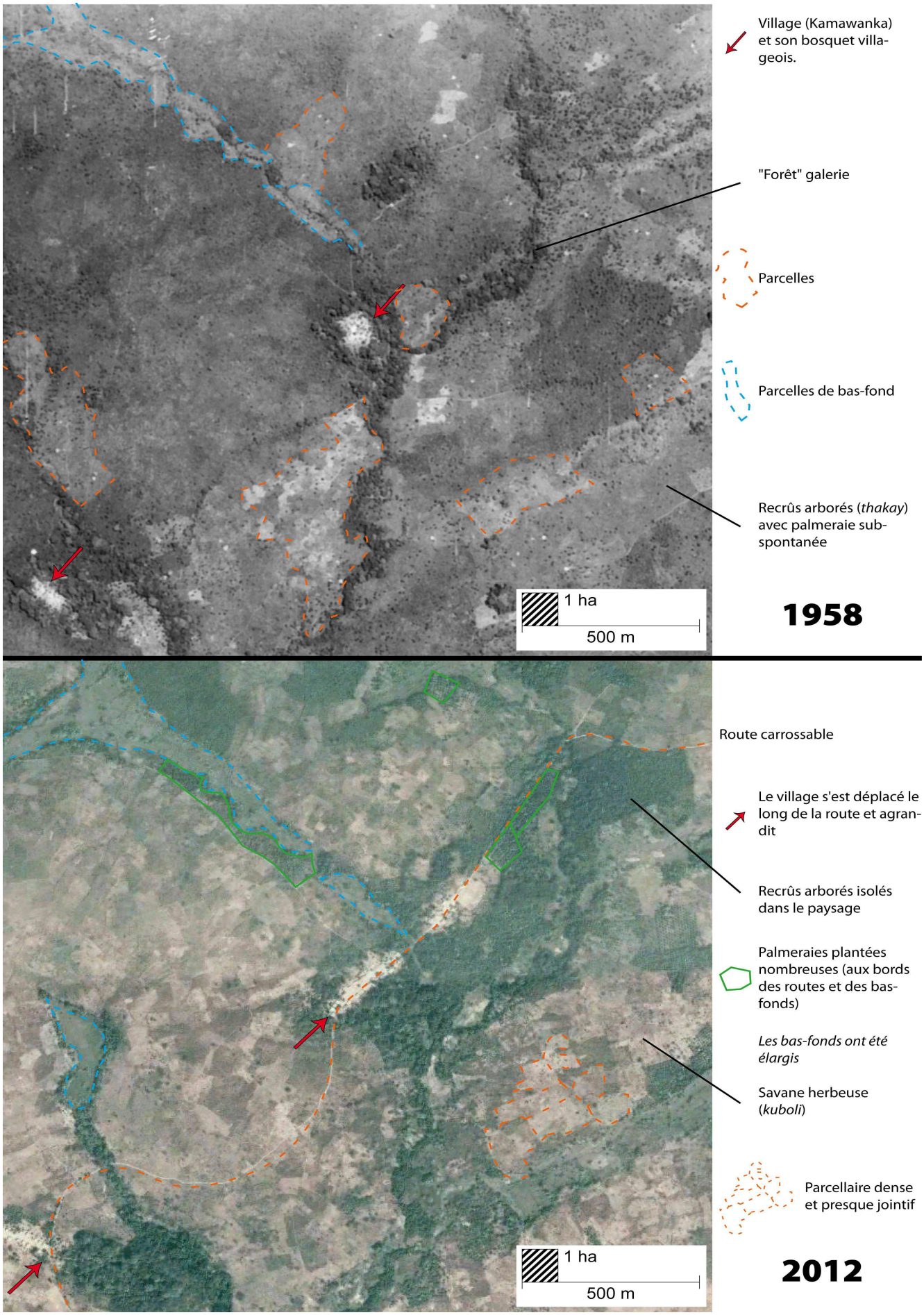


Fig. 22: Photographie aérienne (1958) et image satellite (2012) de la zone agro-écologique Sud
Photographie aérienne 33/SL/7 (n°18) du 6 mars 1958. Image satellite : Google Earth, 2012.

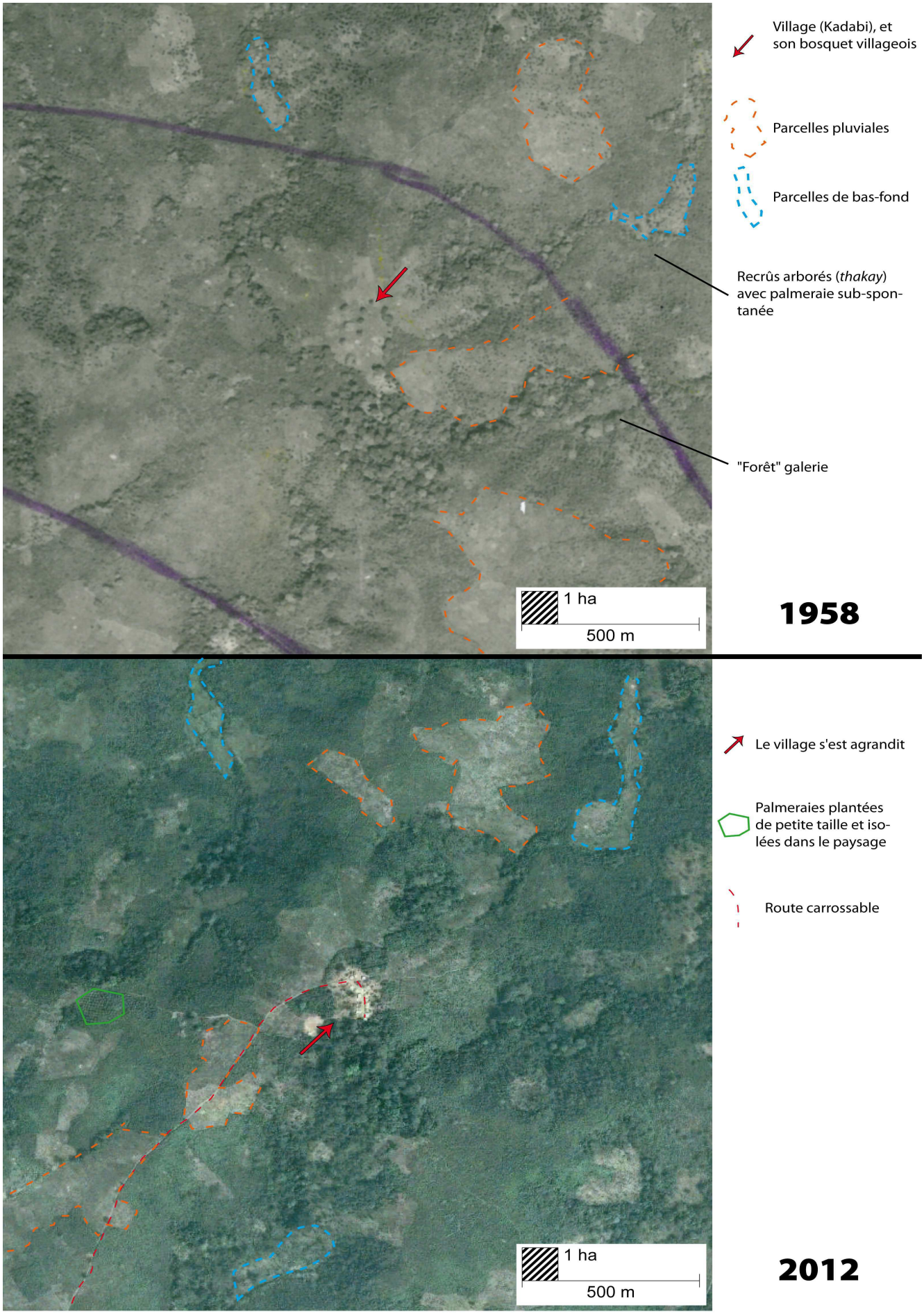


Fig. 23: Photographie aérienne (1958) et image satellite (2012) de la zone agro-écologique Nord
Photographie aérienne 33/SL/6 (n°48) du 5 mars 1958. Image satellite : Google Earth, 2012.

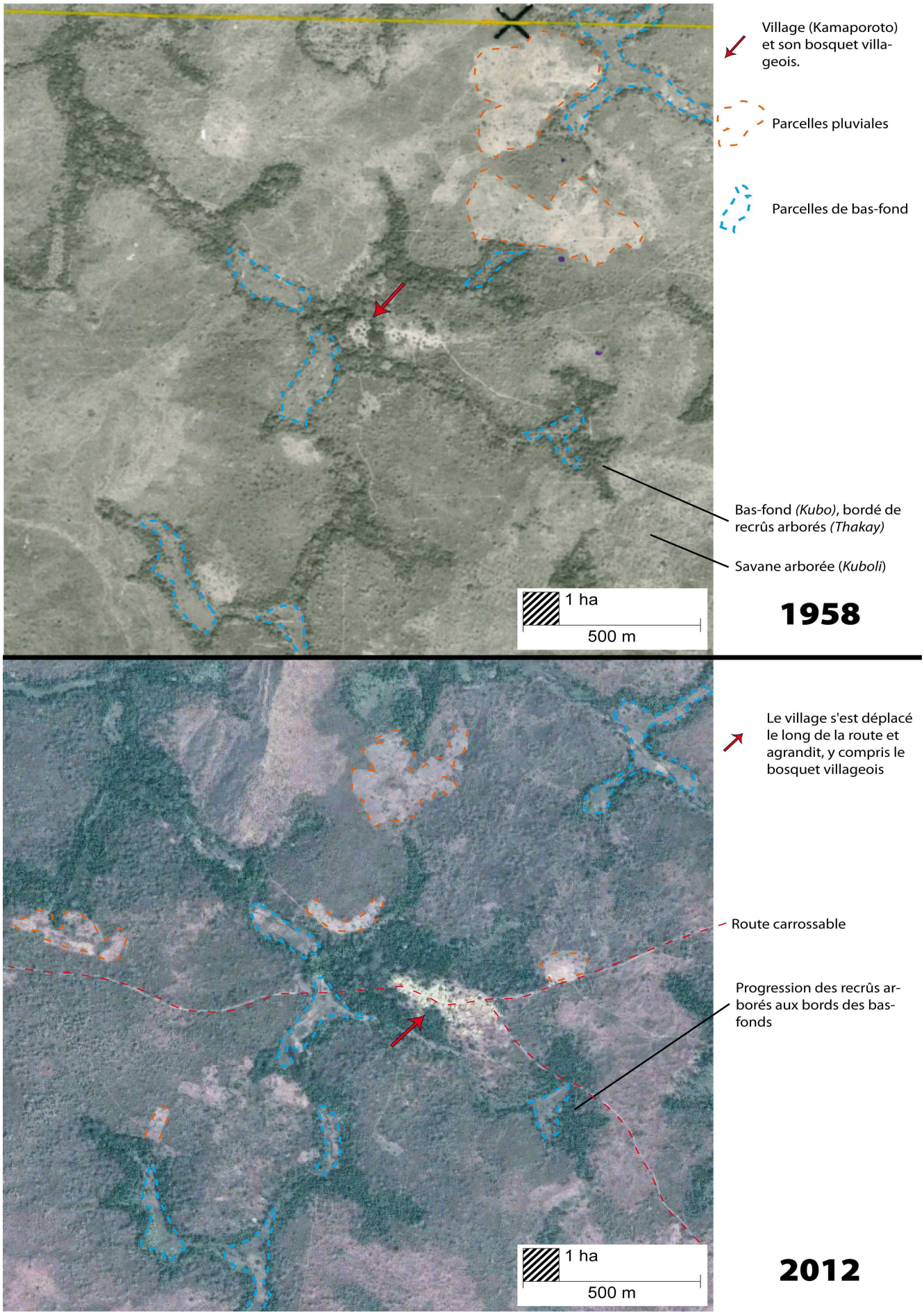


Fig. 24: Photographie aérienne (1958) et image satellite (2012) de la zone agro-écologique Est
Photographie aérienne 33/SL/4 (n°16) du 2 février 1958. Image satellite : Google Earth, 2012.

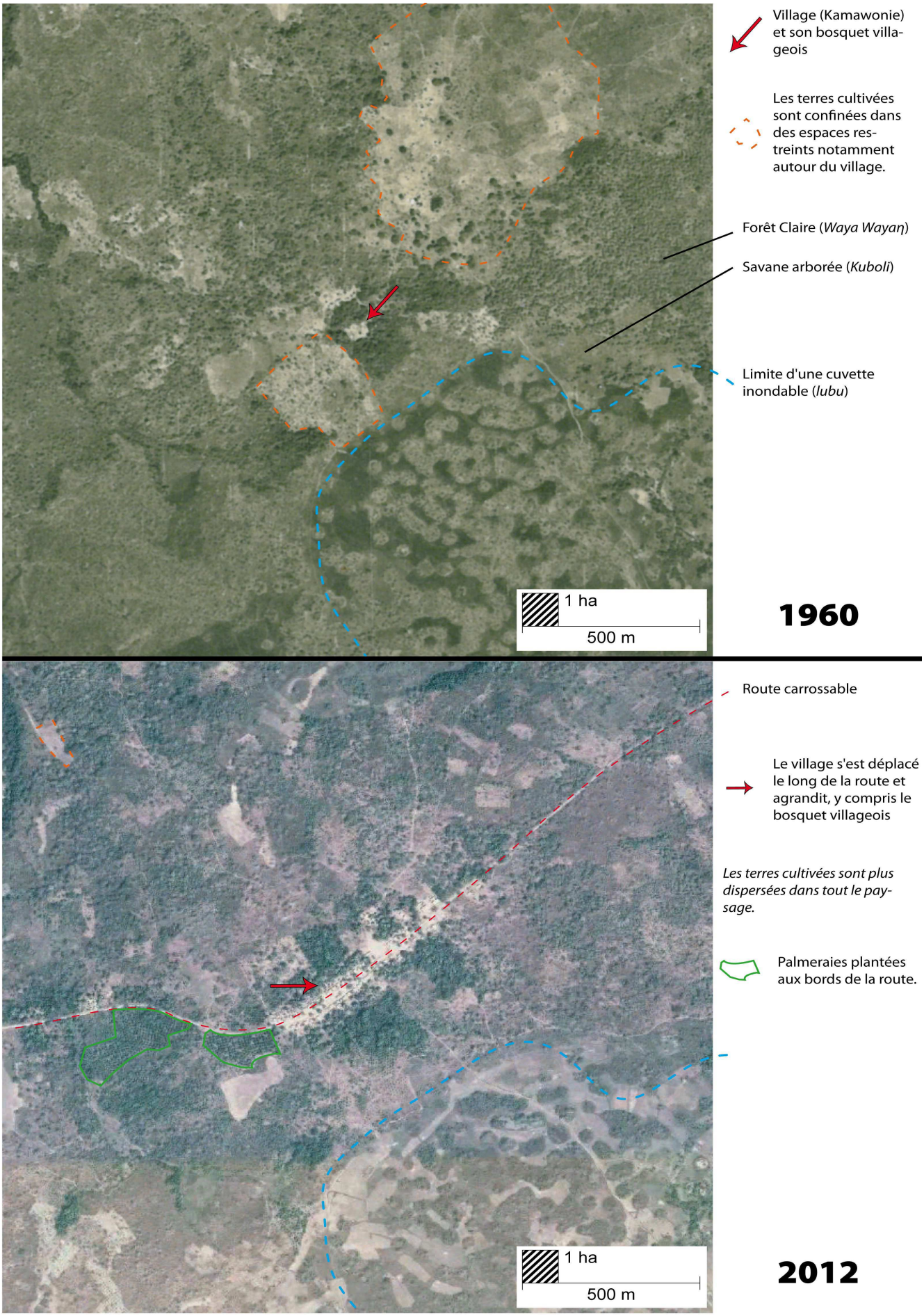


Fig. 25: Photographie aérienne (1960) et image satellite (2012) de la zone agro-écologique Ouest
Photographie aérienne 46/SL/10 (n°100) du 11 février 1960. Image satellite : Google Earth, 2012.

1.2 Le développement d'une riziculture inondée paysanne en Sella Limba

Les plus anciens témoignages indiquaient que les zones basses inondables ne faisaient pas l'objet d'un mode d'exploitation spécifique. Dans la première moitié du XXe siècle, au centre de la Sella Limba, nous avons vu que les paysans sella défrichaient de grands essarts depuis le sommet des collines jusqu'aux bas-fonds. Les mêmes opérations culturales (abattis-brûlis, semis-grattage, etc) et les mêmes rotations (2 années de culture et 5 à 10 années de recrû spontané) avec les mêmes outils (sabre d'abattis pour défricher, houe *kusala* pour effectuer le semis-grattage) étaient effectuées dans toute la parcelle. Seuls les calendriers de culture et les associations culturales étaient adaptés aux terres submergées en saison des pluies car il fallait bien semer avant l'inondation et seul le riz pouvait y être cultivé.

Sur les photos aériennes des années 50, on distingue au contraire nettement les bas-fonds, attestant l'existence d'une mise en valeur particulière de ce compartiment du paysage cultivé dès cette époque. Pour comprendre cette dynamique, nous avons collecté les témoignages des paysans qui ont été les acteurs du développement rapide d'une riziculture inondée paysanne spécifique dans toute la Sella Limba.

1.2.1 Un nouveau mode d'exploitation du milieu

C'est encore l'identification d'outils différents et d'un nouveau matériel végétal qui va nous aider à analyser l'émergence d'un autre mode d'exploitation du milieu. Nous verrons ensuite pourquoi il suppose une transformation durable du milieu cultivé et comment il s'est intégré au mode d'exploitation historique qui existait en Sella Limba.

Nouveaux outils, nouvelles variétés

C'est en revenant plus régulièrement dans les bas-fonds que sur les terres pluviales que les paysans les ont transformés. D'une part ils cultivaient, à partir de cette époque, la portion inondée plus de deux années de suite, contrairement à la portion pluviale adjacente, mais surtout

ne l'abandonnaient que 2 à 3 années au recrû spontané. Dans ces conditions, la végétation arborée hydrophile a laissé rapidement place à une végétation herbeuse. Seuls quelques arbres étaient épargnés pour la production de bois d'œuvre (généralement *kuwθ*, *Mytragyna stipulosa*). Nous les avons identifiés sur les photographies aériennes de la fin des années 50. Ces transformations ne sont pas subies par les paysans. L'arrachage des arbres et des racines est décrit comme la première étape d'un investissement pluriannuel en travail pour l'aménagement progressif de ces parcelles.

Pour « tuer » les arbres, les paysans ont commencé à cette époque à utiliser un nouveau type de houe, la *kudaba*. Son fer était « grand comme deux mains » expliquent souvent les paysans en montrant les leurs ouvertes. Cette troisième houe, comme la *kusala*, était adaptée à un travail de précision : un manche de petite taille et la partie distale du fer formant un angle relativement serré avec le pommeau. Mais ici le fer est droit et surtout aussi large que long. Peu à peu, année après année, en enfonçant simplement la lame de la houe dans le sol sans le retourner, les paysans ont coupé les racines des arbres et empêché la végétation arborée de repartir. Ce travail du sol, alors qu'un véritable labour est encore impossible, porte un nom spécifique : *ayogori*.

Puis, une fois que la végétation herbeuse domine le bas-fond, il devenait possible et nécessaire d'effectuer un travail du sol plus profond. Les paysans utilisaient alors des *kudaba* dont le fer était toujours plus grand (figure 26, infra), permettant de réaliser un véritable labour (*agputu*). Pour ce travail, les paysans enfoncent l'outil dans le sol humide du bas-fond, puis en relevant d'abord la main proche du fer ils retournent une motte de terre pour enfouir la biomasse superficielle (voir figure 59 page 351).

La houe et la technique du labour (*agputu*) sont originaires du pays biriwa d'où proviennent les paysans qui ont peuplé la marge Est de la Sella Limba (voir page 140). Les habitants des villages du centre de la Sella Limba ont littéralement importé l'outil et le geste depuis ces villages : « w*e got the experience of the kudaba from 'up-there' to the Biriwa* ». Dans un premier temps, les apprentis forgerons biriwa des villages de l'est de la Sella Limba se sont faits marchands ambulants pour proposer la production de leurs maîtres aux paysans du centre du *chiefdom*. Puis, rapidement, ces derniers ont cherché à accueillir les forgerons biriwa pour qu'ils apprennent à leurs propres apprentis à fabriquer la *kudaba*.

« *When my father died, my 'elder brother', Bokari, took care of me. He was a blacksmith : he taught plenty people. In Sella they were only making the small benched iron hoe to sow rice* [kusala]. *Bokari was making the* kudaba *to 'turn' the swamp. We were selling our tools as far as Kamakwie. At the time of Bokai, the Sella people did not buy these hoes : 'we do not know to work with it' they said. Then they started to buy it. It was 4 shillings. At that time a* pan *of clean rice* [3,5 kg] *was about 6 pence to 1 shilling. We were getting the iron from the drivers. Some were our friends. After they took us to teach us. In Kamagboto, they took Bokari. They took me in Kabumbo. They were looking the way we did it and they learned* ».

Saïdu Samura (forgeron), Kamaporoto (entretien n°93)

La fabrication de ces houes nécessitait en effet un savoir-faire particulier : pour ne pas être trop épais, donc ni trop lourd ni trop cher, les fers doivent être renforcés à leur base. Aujourd'hui encore, seuls quelques forgerons sont réputés capables de fabriquer en Sella Limba des *kudaba*. Les habitants des villages du centre continuent d'ailleurs d'envoyer leurs apprentis forgerons apprendre le métier « *up there* », c'est-à-dire auprès des forgerons biriwa.

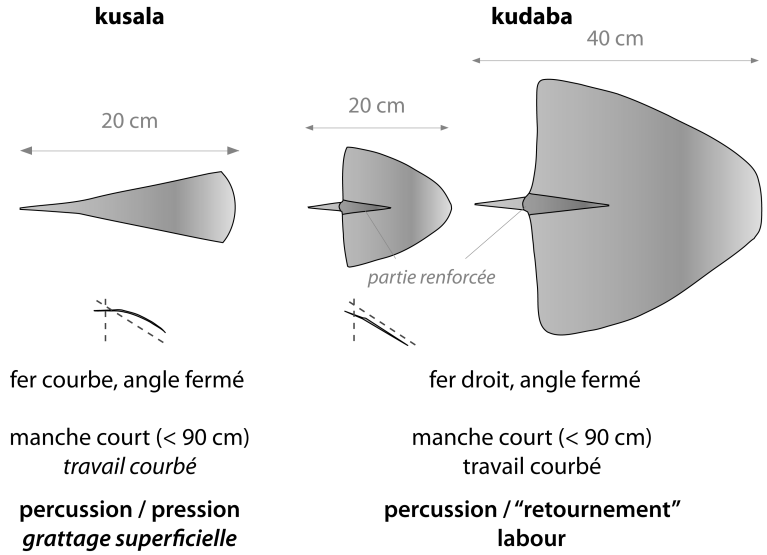


Fig. 26: Kusala et kudaba
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes et observations

Pour défricher la biomasse végétale en début de cycle, les exploitants des bas-fonds avaient également besoin d'un nouvel outil. En effet, les lourds sabres d'abattis à la lame courte et épaisse n'étaient pas adaptés à ce travail. Le travail de défriche des recrûs arborés se fait en force selon un geste presque vertical pour couper les arbres à environ 1 m du sol. Au contraire, pour défricher efficacement un bas-fond enherbé, il faut effectuer des gestes horizontaux de grande amplitude, à raz du sol. La fabrication d'un nouveau type de machette, la *dambasan*, plus longue, plus fine et surtout beaucoup plus légère, date de cette époque. Pour fabriquer les premières, les témoins de l'époque rapportent que les forgerons utilisaient les machettes im-

portées et achetées sur le marché qu'ils « coupaient en deux ». De cette époque date également la fixation des lames aux manches grâce à des poinçons et non plus des soies. Les paysans ne désignent pas cette technique comme décisive. Lors des enquêtes historiques, par contre, ce petit changement offrait un repère historique bien pratique : l'évocation de l'adoption de la technique des poinçons réveillaient des souvenirs relatifs aux premières heures de la riziculture inondée en Sella Limba.

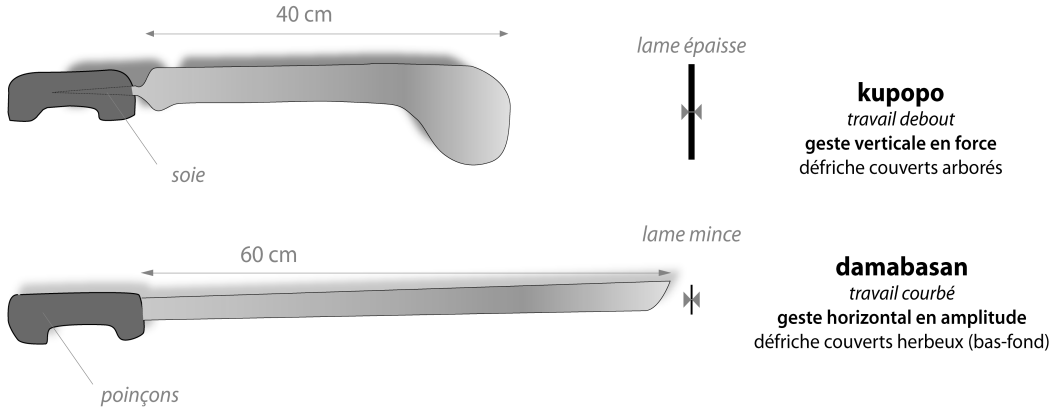


Fig. 27: Kupopo et dambasan : deux grands types de machettes en Sella Limba
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes et observations

Enfin, en plus de nouveaux outils, les paysans du centre de la Sella Limba ont également importé de nouvelles variétés, mieux adaptées aux nouvelles conditions de culture. Tant que la parcelle est encore mal débarrassée des souches et des racines et que la lame d'eau n'est pas encore régulière, les variétés utilisées en bas de versants conviennent généralement bien. Mais les nouvelles pratiques (défriche / labour et semis pré-germé ou repiquage, riz inondé sur une longue période par une lame d'eau régulière) exigeaient l'adoption de nouvelles variétés. Dans ce domaine également, les paysans ont profité de différents apports. Les témoignages laissent entrevoir une grande diversité de noms de variétés originaires aussi bien des villages biriwa vers l'est – *ulaka*, *tolopita, yoni, etc.* – ou temnes vers le sud – *indian, lat, tutala*, *tem*, etc. L'évocation de ces variétés, décrites comme des riz exclusivement destinés à la riziculture inondée permet, comme pour les outils, d'identifier le passage à un nouveau mode d'exploitation du milieu.

Ainsi, dès les années 50, se met en place un système de culture qui persiste encore aujourd'hui dans certaines zones agro-écologiques. Ce système est décrit et analysé en détail au chapitre 4 (page 347), on reprend ici une description sommaire. La végétation spontanée herbeuse est d'abord défrichée à ras du sol à l'aide de la *dambasan* ; après une période variable, cette

biomasse défrichée plus ou moins pourrie est enfouie lors du labour à la *kudaba* qui précède immédiatement l'implantation du riz. Les bas-fonds sont ainsi cultivés à l'époque 2 à 3 années avant d'être laissés à la végétation spontanée pour 2 à 3 années.

Remarquons que l'adoption de la pratique du repiquage du riz se fait progressivement. Contrairement à la pratique du labour à la *kudaba*, qui est décrite par les paysans eux-mêmes comme un véritable « saut technologique », le repiquage, aujourd'hui pratiqué dans la grande majorité des bas-fonds en Sella Limba, n'est pas perçu comme une étape essentielle de l'histoire de la riziculture inondée. Avant même l'adoption de la riziculture inondée proprement dite, les paysans semaient le riz pré-germé dans les zones basses du paysage. Il est possible que déjà à l'époque, les paysans pratiquaient une forme de repiquage pour mieux répartir les brins de riz dans ces parties basses des parcelles. Rangé (2009), au Libéria, a ainsi observé une forme de « sarclage-repiquage » dans les bas-fonds exploités en abattis-brûlis. Le semis pré-germé continue longtemps à être préféré partout où il reste possible et le repiquage était réalisé en cas de retard par rapport au calendrier d'inondation propre à chaque parcelle.

Aménagement des bas-fonds par les paysans

Avec leur exploitation régulière, ce n'est pas seulement la végétation qui évolue mais la morphologie même des parcelles cultivées. Les bas fonds n'avaient en effet, avant leur exploitation régulière, ni leur forme actuelle (comparer la photo de la figure 7, supra, et de la figure 34, infra) ni l'importance dans le paysage qu'ils ont pris depuis partout en Sella Limba et que l'on observe déjà sur les photos aériennes de la fin des années 50. Les zones inondées étaient beaucoup plus étroites, la transition avec les terres exondées plus graduelle et surtout leur surface n'était pas plane. Souches et racines encombraient le sol du bas-fond. Dans ces conditions, l'inondation était très irrégulière : à certains endroits l'eau s'écoule en véritables ruisseaux, à d'autres des petites buttes restent exondées.

Des observations actuelles permettent de compléter ces témoignages. Il subsiste encore, dans des zones reculées et généralement en tête des réseaux hydrographiques, des bas-fonds qui ne sont cultivés, comme autrefois, qu'à l'occasion de la mise en culture des versants qui les dominent. On peut ainsi se faire une idée de la morphologie de ces zones inondées avant leur exploitation régulière (figure 34, infra).

Fig. 28: Un bas-fond encore cultivé en abattis-brûlis (parcelle après le brûlis)

Une fois le sol débarrassé des racines et des souches, les paysans qui exploitaient les bas-fonds ont réalisé, progressivement, des aménagements durables. Ces aménagements ont également été permis par l'utilisation de houes au fer de plus en plus large.

Désormais la fertilité de la parcelle repose sur son inondation régulière. Pour profiter pleinement des vertus de la submersion, il fallait « étaler l'humidité » de la parcelle en aplanissant la surface du sol. Pour que l'inondation ne soit pas trop violente, il est également nécessaire de drainer la parcelle (Lavigne Delville et Boucher, 1996 : 229). Les paysans ont, pour ce faire, aménagé progressivement le drain naturel pour le sur-creuser et le rectifier. Celui-ci, en fonction de la micro-topographie à l'échelle de la parcelle, n'était pas nécessairement creusé au centre de la parcelle.

En creusant les bords du bas-fonds et en envoyant la terre au centre, les paysans ont également eu tendance à, progressivement, élargir la surface des zones inondées. Ce faisant, là où la transition entre terres exondées et terres inondées était peu perceptible, les paysans dessinent des talus qui marquent nettement le passage aux rizières (figure 29, infra).

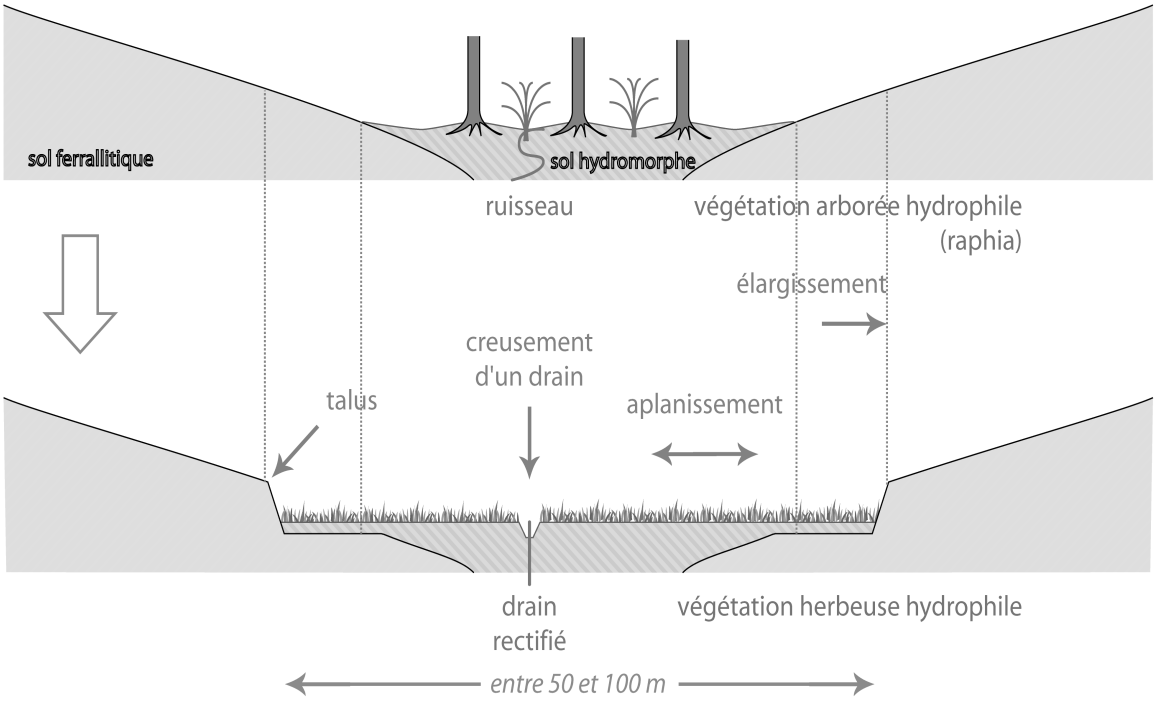


Fig. 29: Aménagement des bas-fonds dans les années 50-60
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes et observations

Ainsi, les rizières cultivées de plus en plus régulièrement, à partir des années 50, dans toute la Sella Limba n'ont plus grand-chose à voir avec les bas-fonds intégrés en marge des essarts défrichés pour la culture du riz. Nous observons bien des aménagements pluriannuels importants qui transforment durablement et en profondeur cette partie du paysage cultivé.

Intégration de la riziculture inondée au mode d'exploitation historique

Dans les documents officiels, riziculture pluviale d'abattis-brûlis et riziculture inondée sont souvent opposées. On parle du « passage » de l'une à l'autre comme si dans les campagnes sierra-léonaises les essarteurs des collines et les riziculteurs des bas-fonds étaient deux catégories de paysans différentes, la première ayant tous les attributs de la tradition, l'autre ceux de la modernité.

En fait, en adoptant la riziculture inondée, les paysans n'ont pas du tout abandonné la riziculture d'abattis-brûlis. Ils ont adapté leur calendrier de culture et leurs pratiques pour combiner l'exploitation des recrûs arborés en abattis-brûlis sur les versants et des bas-fonds inondés. (ce que remarquent également Johnny et al, 1981).

Le calendrier des cultures pluviales dépend étroitement de celui des précipitations. En abattis-brûlis, la séquence séchage – brûlis est déterminante pour le succès des cultures Il est donc impérieux de défricher la végétation spontanée arborée en saison sèche. Puis, pour qu'elles puissent profiter pleinement de la période de croissance végétative, les cultures doivent être implantées avant les plus grosses pluies qui ont lieu à partir de mi-juillet.

Le calendrier de la riziculture inondée est encadré par celui de la submersion par la lame d'eau, qui est propre à chaque parcelle. Dans les bas-fonds, on observe généralement un pic de crue avant une décrue plus longue (Lavigne Delville et Boucher, 1996 : 158-9). Or ce pic de crue est presque toujours un peu plus tardif que l'avènement des plus grosses pluies.

Le défrichement de la végétation herbacée spontanée dans les bas-fonds peut donc être beaucoup plus tardif que sur les versants. Dans l'idéal, l'opération de défriche à la *dambasan* avait lieu après les opérations de nettoyage post-brûlis et avant le travail de semis-grattage dans les parcelles pluviales d'abattis-brûlis. Ainsi les herbes étaient convenablement pourries avant d'être enfouies. Mais le devenir de la végétation spontanée est moins crucial à court terme pour le succès de la culture en riziculture inondée qu'en abattis-brûlis. En cas de retard, les paysans pouvaient simplement nettoyer à la main la parcelle en déplaçant les herbes défrichées aux bords de la parcelle pour procéder immédiatement au labour (c'est ainsi que procèdent les paysans en région kpele d'après Delarue, 2007 : 141).

Par contre, il est essentiel d'effectuer le labour quand le bas-fond est déjà humide, du fait des précipitations, mais avant le pic de crue. On laboure aujourd'hui avec de l'eau jusqu'aux chevilles. Le labour des bas-fonds s'impose dès l'origine comme une opération exclusivement réalisée par les hommes, et même, nous le verrons, par des hommes jeunes. Ainsi, pendant que, dans la parcelle pluviale, les femmes désherbaient les parcelles et que les hommes les plus âgés construisaient les barrières, les jeunes hommes pouvaient « descendre » dans les bas-fonds pour préparer l'implantation des cultures.

Dans l'idéal, l'implantation du riz se faisait immédiatement après, avec du riz pré-germé. Mais, toujours en cas de retard, les paysans connaissaient déjà la technique du repiquage et pouvaient implanter le riz avec de l'eau jusqu'aux mollets à conditions d'avoir des brins de grande taille (voir sur cette question le chapitre 4, paragraphe 2.3).

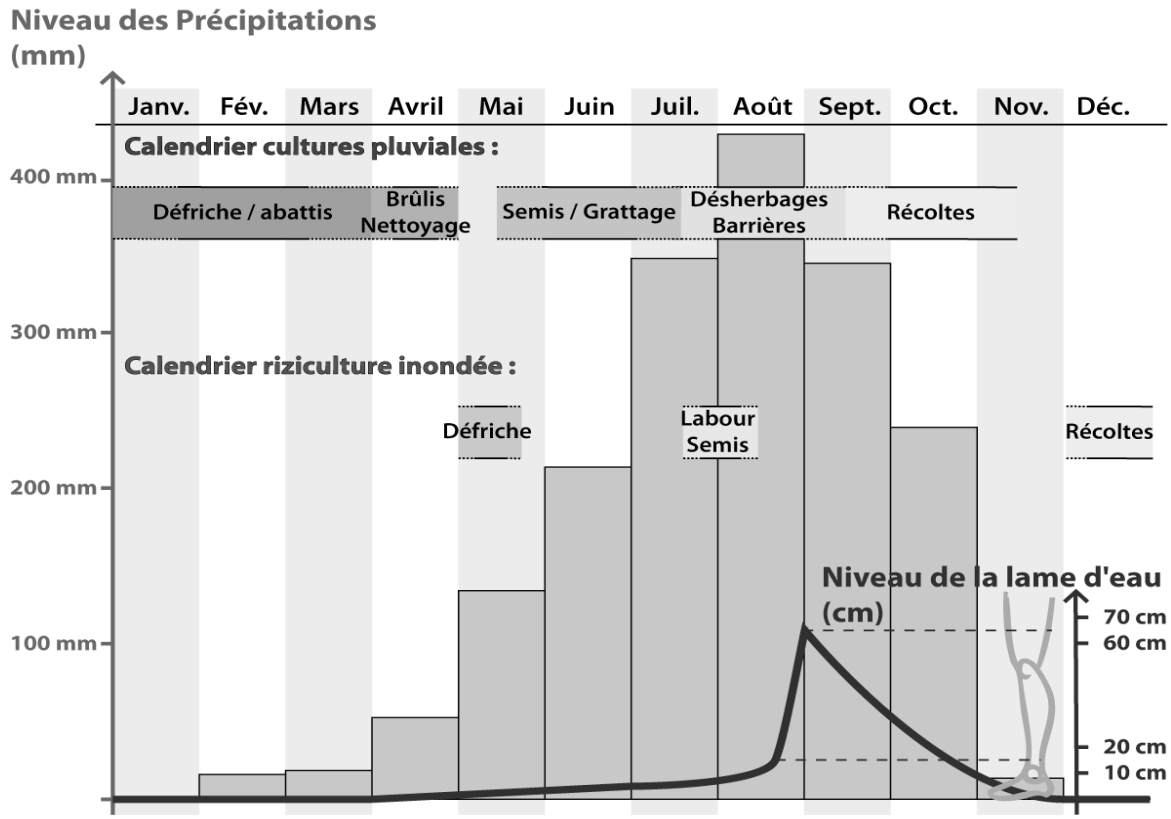


Fig. 30: Calendrier de culture d'abattis-brûlis et de riziculture inondée dans les années 50-60
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Le choix des variétés utilisées, notamment en fonction de leur durée de cycle, était également déterminé par l'imbrication des différents calendriers de culture. Les opérations de récoltes correspondent en effet à la plus grosse charge de travail en nombre de jours par ha (voir chapitre 4). Il était donc judicieux de chercher à les étaler au maximum. Les paysans privilégiaient pour les bas-fonds des variétés de riz « qui ne dérangent pas le travail dans les parcelles pluviales », c'est-à-dire des variétés à cycle long : pendant les récoltes dans les essarts, ils peuvent laisser mûrir le riz dans les zones basses avant de venir le récolter en fin de saison des pluies, voire en début de saison sèche.

Ainsi, la riziculture inondée s'est d'abord développée dans les interstices du calendrier de la riziculture d'abattis-brûlis, sans que l'importance de cette dernière soit remise en question.

1.2.2 Le développement de la riziculture inondée dans les cuvettes inondées des marges Ouest de la Sella Limba

Le développement de la riziculture inondée dans les cuvettes inondées date de la même époque. Il commence avec le peuplement de cette zone dans les années 50-60.

Migrations importantes vers les bolilands dans les années 50-60

Nous avons vu que pendant la première moitié du XXe siècle, la zone des bolilands n'était peuplée que de quelques individus envoyés par les chefs des villages sella. La plupart des habitants actuels sont arrivés pendant la construction de la nouvelle piste reliant Kamakwie à Kambia. L'inauguration, en 1965 par le premier ministre de l'époque, Albert Margai, du bac permettant aux véhicules de traverser le fleuve à cet endroit est un souvenir partagé par tous les anciens de ces villages.

Les personnes qui ont rejoint les premiers habitants des villages dans cette zone étaient originaires pour la plupart de villages du centre de la Sella Limba. Leurs motivations immédiates étaient diverses. Parmi celle-ci on retrouve, comme ailleurs, les affaires d'adultère et de sorcellerie qui ont incité les jeunes à quitter leur village pour s'installer dans un des villages des marges Ouest.

> « *I was born in Kategeya* [un village au centre de la Sella Limba]. *My father took me here* [dans les bolilands] *; the witch wanted to take his children, that is why we left* ».
> **Ronko Bangura, Kamawoni (entretien n°315a)**

> *« My father was from Kasiron* [un village au centre de la Sella Limba]. *He was a hunter. One day he killed somebody by accident. He spent a year in jail. When he came back they wanted to kill him with witchcraft. That is why he left to Kagboto* [un ancien village au cœur des bolilands]. *Our father is burried there ».*
> **Momodu Cisseh, Kamawoni (entretien n°353).**

Aujourd'hui encore, certains jeunes de Kamakwie qui, pour une raison ou une autre, cherchent à se faire oublier quelque temps en ville, partent travailler pour un « oncle » dans un de ces villages isolés au cœur des bolilands.

Les éleveurs peuls qui avaient perdu leurs animaux ou qui, en ayant trop peu, préféraient les confier à d'autres membres de leur familles, s'installèrent également dans ces villages. Enfin, un grand nombre des habitants actuels sont arrivés jeune enfant avec leur mère qui rejoignaient ici un nouvel époux.

Plus que leurs motivations particulières, ce qui importe c'est de comprendre pourquoi ces nouveaux arrivants se sont installés dans ces villages et à cette époque. Les jeunes hommes qui avaient quitté leur village d'origine pour s'installer dans les bolilands étaient probablement souvent des individus défavorisés par les nouvelles formes d'organisation sociale du travail qui se mettaient en place à l'époque (et que nous analysons dans le dernier paragraphe de cette section).

> « *I was born in Kasama* [un village du centre de la Sella Limba]. *They sent me to my uncle in Kate* [un autre village du centre du *chiefdom*] *to be brought up. I worked for him until he died. There we were brushing the* thakay [recrû arboré dense]. *I was not yet married, so I returned to my father in Kasama. He was old and I worked for him. When he died I was not yet married, so I decided to go to Kagboto* [un ancien village au cœur des bolilands] *where my mother married the brother of my father. I cropped in the lubu* [cuvette inondée]. *In Kagboto I met Kati and we married* ».
> **Fodey Samura, village de Kamawoni (entretien n°318)**

Ces jeunes hommes célibataires, souvent orphelins de leur père ou de leur oncle, semblent avoir trouvé dans les nouveaux villages des marges Ouest de la Sella Limba des terres pour travailler de manière plus ou moins indépendante. Les premiers arrivants, les chefs de ces villages qui n'étaient une génération auparavant que de simples campements, avaient tout intérêt à accueillir dans de bonnes conditions ces nouveaux venus. En distribuant la terre, ils affirmaient leur contrôle sur le foncier. De même, en leur donnant des semences et les moyens de cultiver puis éventuellement en mariant leurs filles ou leurs sœurs à ses nouveaux venus, ils affirmaient leur rôle de leader de communautés villageoises toujours plus nombreuses, dont presque tous les membres leur étaient redevables. Ainsi Fodey Samura poursuit :

> « *Pa Salufo Bala Bangura was the owner of Kagboto. I came to him, I asked the land to him, but I did not work for him. We were giving him just 5 to 10 pans for the respect and the young men worked for him anytime he asked* ».
> **Fodey Samura, village de Kamawoni (entretien n°318)**

Nous pensons que l'évolution rapide des rapports sociaux (voir infra) au sein des groupes domestiques expliquent ces migrations vers les marges de la Sella Limba. Pour importantes qu'elles aient pu être dans l'histoire des dynamiques agraires locales, elles ont concerné beaucoup moins d'individus que celles qui ont drainé, à la même époque, de nombreux jeunes hommes des campagnes vers les zones diamantifères de l'est du pays. L'histoire du peuplement des *bolilands*, comme celle du développement de la riziculture inondée au centre de la Sella Limba, doit donc être comprise dans le contexte de la marchandisation rapide des rapports sociaux que nous décrirons dans la suite de ce chapitre.

Exploitation des cuvettes inondées pour la culture du riz

Les premiers arrivants des bolilands ne cultivaient pas les cuvettes inondées (*lubu*). La végétation de graminées hydrophiles (*Anadelphia leptocoma* et *Rhytachme rottboeliodes)* qui les dominaient déjà était brûlée chaque année par les éleveurs peuls qui faisaient pâturer les repousses par leurs animaux.

Ceux qui ont rejoint ces premiers habitants, affirment, eux, avoir toujours cultivé dans les cuvettes inondées. Leur exploitation date donc de leur arrivée au début des années 1960. Les modes d'exploitation vont être progressivement intensifiés en travail jusqu'au système de culture actuel (que nous décrivons au chapitre 4, page 359).

Dans les parties inondées des cuvettes il n'y a pas d'arbre : les paysans arrachaient les touffes des graminées, brûlaient les herbes arrachées quelques jours après avant de semer le riz, au moment des premières pluies, après un grattage du sol comme dans les terres pluviales. Il semble que dans ces conditions les paysans ne cultivaient chaque parcelle qu'une seule année et laissait au moins 4 ans le recrû spontané se développer. Mais à l'époque la terre ne constituait vraiment pas un facteur limitant dans les marges Ouest de la Sella Limba.

L'arrachage des graminées est un travail lourd. Dans les cuvettes, le calendrier est contraint par le calendrier de l'inondation. Non seulement la crue est moins régulière que dans les bas-fonds, mais le sol des cuvettes sèchent plus rapidement après le retrait de l'eau. Il faut impérativement avoir implanté le riz à temps. Dès cette époque, les paysans essaient de tirer parti de toute la diversité du milieu cultivé pour étaler les calendriers agraires. Dans les zones les plus basses des parcelles, les paysans semaient le riz pré-germé comme dans les bas-fonds. Ils profitaient également des monticules que les paysans décrivent comme d'anciennes termitières (*bok-bok*) exondées au milieu des cuvettes, considérées comme particulièrement fertiles. À l'exploitation des cuvettes inondées, les paysans associaient celles des savanes arborées des zones pluviales pour la culture du riz et notamment du fonio. Enfin, dès cette époque, comme leurs voisins peuls, les paysans commencent à cultiver, à proximité des habitations, du manioc bouturé en culture unique sur des petites buttes.

Comme dans le cas des bas-fonds de la Sella Limba, le développement de ces nouveaux modes d'exploitation nécessite l'adoption de nouveaux outils. À l'ouest de la Sella Limba, pour arracher les graminées, les forgerons vont produire des houes dont la forme est similaire à celle utilisée pour le semis-grattage du riz, mais dont les dimensions sont beaucoup plus im-

portantes. Avec une lame et un manche beaucoup plus long, la nouvelle *kusala kuboy* (littéralement la grande *kusala*) permet de travailler debout en privilégiant la rapidité du geste à sa précision (figure 31).

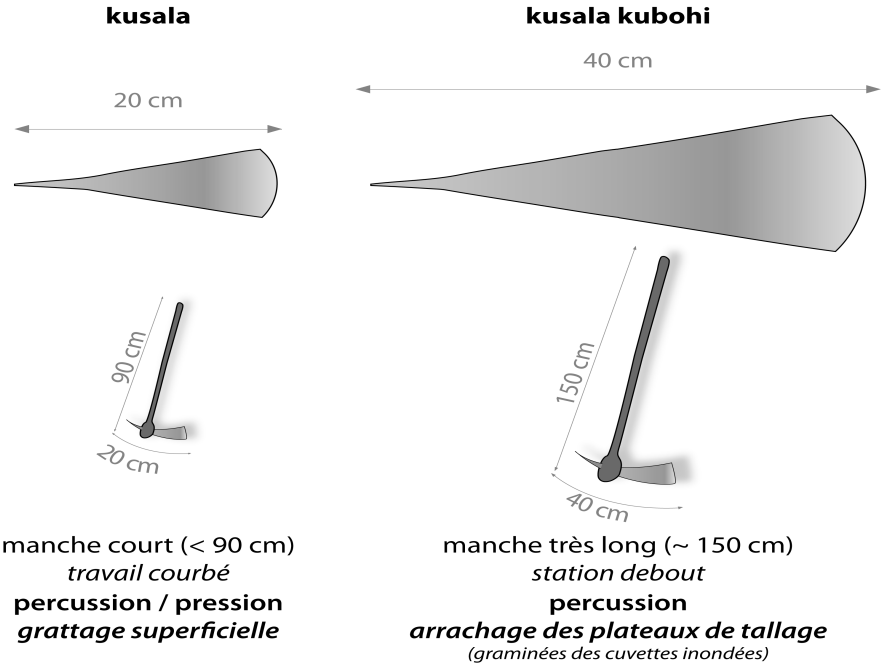


Fig. 31: Kusala et kusala kubohi
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes et observations

L'outil étant moins radicalement différent, son origine est moins précise que pour les houes fabriquées par les forgerons biriwa et adoptées vers l'est de la Sella Limba. Les témoignages en évoquent deux : le pays temne, au sud de la Sella Limba, et le *chiefdom* de Tonko Limba, à l'ouest de l'autre côté des Little Scarcies. Il semblerait que les paysans de ces régions aient, avant les Sella Limba, utilisé, des houes au fer plus larges pour cultiver des zones inondées dominées par les graminées comme les cuvettes des bolilands.

> « *My father was not cropping in the bolilands where you have to uproot grass. He met somebody doing it in Kayibaya, a village of Tonko Limba. He was the first to do it here. At first it was only for the casava in dry lands. He explained the blacksmith how to make the big kusala* ».
> **Mansu Samura, Kamakoni (entretien n°48)**

On verra que la *kusala kuboy* connaîtra, plus tard, un grand succès bien au-delà de la zone des bolilands.

L'exploitation des cuvettes inondées demandait également de nouvelles variétés adaptées au sol sableux-argileux des bolilands et à l'inondation rapide des parcelles (voir chapitre 1 pour la description de ces cuvettes comme facettes agro-écologiques spécifiques). Des mêmes

régions les paysans récupèrent les riz *kori-kori* et *kuboy.* Le premier est adapté aux portions faiblement inondées. Le second est un « riz flottant », c'est-à-dire dont les entre-nœuds peuvent s'agrandir pour suivre la crue. Comme la grande *kusala,* ces riz sont destinés à un grand avenir dans les sols des bas-fonds du centre de la Sella Limba qui deviendront de plus en plus sableux avec l'intensification de leur exploitation.

Dynamique du paysage : progression des couverts arborés

La transformation de la morphologie des cuvettes est beaucoup moins nette que celle des bas-fonds : leur exploitation était moins régulière et le contrôle, même partiel, de la crue exigerait des travaux de grande ampleur qui ne sont tentés que dans les exploitations moto-mécanisées témoins des projets officiels. Par contre, les témoignages indiquent tous une transformation radicale de la végétation des zones pluviales au cours des dernières décennies. Pour les éleveurs peuls comme les paysans limba, la présence de troupeaux de bovins nombreux à cette époque a nettement favorisé la densification du couvert arboré. Nous avons vu que les éleveurs déplaçaient leurs campements et leurs enclos (*warɛ*) tous les 3 à 4 ans (encadré 2 page 74). Ces déplacements sont motivés par le recul du couvert herbacé au profit du couvert arboré autour des campements.

> « *We were in Kasayo. We stayed 8 years there* [changement d'emplacements dans la même zone]. *We transfered here* [à Kamasogo, un village à l'extrême ouest de la Sella Limba] *because htere were no longer grass there. The cows are eating the seeds of the trees and let them in their dejection around the warɛ. When the cows eat the grass, the fire do not pass and the trees are growing. There is always grass in the* boli [cuvettes], *but is only for few months in the dry season. If there is no grass the cows die* ».
> **Ibrahim Djalo, un éleveur peul proche de Kamasogo (entretien n°343)**

> « *My father let the fullah* [peuls] *rearing their cows around here. I also let them. They gave us a cow every year, and they dicussed also with the Paramount Chiefs. These areas were all grasslands before. Now it has turned to* waya-wayaŋ [forêt claire, voir page 54]. *My father was uprooting the* tala [Chasmopodium caudatum et/ou Pennisetum purpureum, voir page 54] *here, the fire was burning all the grass around. The cows are eating the seeds of the « forest-trees »* [Gmelina arborea, voir page 235] *and they let it every where in their dejection. The cows brought the bush* ».
> **Suri Dumbuya, Kamakoni (entretien n°54)**

Cette dynamique de progression du couvert arboré est confirmée par la comparaison des photographies aériennes de la fin des années 50 et des images satellites des années 2000. Elle contredit également la lecture simpliste des dynamiques paysagères « croissance de la popula-

tion = savanisation ». Rappelons également que la progression du couvert arboré n'est pas nécessairement regardée comme une évolution particulièrement positive du paysage, ni par les éleveurs, ni par les agriculteurs.

1.2.3 Riziculture inondée et dynamiques agro-économiques

Nous verrons que l'organisation sexuelle et générationnelle du travail qui se met en place à cette période est la conséquence de l'évolution rapide que connaissent les rapports sociaux à cette époque. Néanmoins, sur un plan strictement agro-économique, comment peut-on analyser le développement rapide de la riziculture inondée en Sella Limba dans les années 50 ?

Intensification et baisse de la productivité journalière du travail

Le développement de la riziculture inondée en Sella Limba dans les années 50 correspond à une forme d'intensification de l'usage du sol telle que définit par Boserup (1965 : 11): une augmentation de la fréquence des récoltes sur une même parcelle. Comment se traduit cette intensification en Sella Limba ?

Si l'on s'appuie sur des observations actuelles (voir chapitre 4), on peut estimer que la culture d'une parcelle d'abattis-brûlis de première année représente environ 130 jours de travail par hectare. Une rizière de la même surface représente entre 170 et 190 jours de travail, suivant que l'on procède au semis pré-germé ou au repiquage après le labour. Nous observons donc bien, dans les années 50-60, un processus d'« intensification par le travail », c'est-à-dire « un surcroît de travail investi par surface cultivée » Jouve (2006 : 45). Ce processus d'intensification est encore plus évident en considérant le rapport du travail investi à la surface totale mobilisée, c'est-à-dire non seulement les parcelles en culture une année donnée mais également les parcelles laissées au recrû spontané.

Cette intensification permet sans conteste une augmentation des rendements « moyens ». Le rendement des parcelles de première année en abattis-brûlis est actuellement en moyenne de 1100 kg d'équivalent paddy / ha (dont 800 kg de riz). Dans les bas-fond, le rendement s'élève à en moyenne 1400 kg de paddy / ha. Mais, le gain en rendement ne compense pas le surcroît de travail (tableau 5, infra). On observe une tendance à la baisse de la productivité journalière du travail, tendance classique des processus d'intensification par le travail dans les agricultures faiblement dotées en capital (Boserup, 1965 : 127).

	Riziculture pluviale *1 année / 7 années de recrû*	Riziculture inondée *2 à 3 années / 2 à 3 années de recrû*
Nombre de jours de travail par hectare cultivé / an	***130***	***entre 170 et 190***
Nombre de jours de travail par hectare (période de recrû comprise)	130*(1/8) = 16	[170;190]*(1/2) = [85;95]
Rendement (kg paddy / ha)	***1100***[59]	***1400***
Productivité physique journalière du travail (kg paddy / JT)[60]	***8,5***	***entre 7,4 et 8,2***

Tab. 5: Intensification par le travail avec l'adoption de la riziculture inondée
Pour une comparaison plus complète des systèmes de culture actuels voir chapitre 4 et notamment paragraphe 2.4.

Cependant, l'intégration de la riziculture inondée a permis le remplissage du calendrier agraire. Un actif ne pouvait cultiver environ qu'1,5 ha en abattis-brûlis et récolter sur cette surface environ 1600 kg de paddy (ou équivalent). En profitant du creux dans le calendrier de travail qui correspond à la période où les femmes désherbent les parcelles et durant lesquels les hommes plus âgés peuvent construire seuls les barrières, les jeunes hommes actifs des groupes domestiques de l'époque ont la possibilité d'augmenter la surface cultivée. Si l'on considère que les jeunes actifs disposaient environ de 15 jours après les semailles dans les parcelles pluviales et avant le pic de crue dans leur rizières, ces 15 jours leur permettaient de labourer et repiquer 0,25 ha chacun et de récolter, « en plus », 350 kg de paddy chacun.

L'adoption de la riziculture inondée, son intégration dans le calendrier des opérations techniques de la culture d'abattis-brûlis dans les conditions que nous avons décrites, est donc bien un processus d'intensification par le travail permettant une augmentation de la productivité globale (par actif et par an) au prix d'une baisse de la productivité journalière du travail. Cette tendance, qui s'amorce dans les années 50, correspond à une tendance historique générale en Sella Limba.

[59] On ne prend pas en compte dans cette comparaison sommaire la production des cultures associées au riz et aux autres céréales (sorgho essentiellement) dans les parcelles pluviales (voir page 272).

[60] Comme nous comparons ici essentiellement la production en céréale, nous calculons la productivité journalière physique du travail pour ne pas intégrer à ce calcul la question des prix historiques.

Ces gains de productivité globales étaient bien plus faibles que ceux des agricultures qui avaient pu accéder à la mécanisation, et pour lesquelles la motorisation et l'emploi des intrants d'origine industrielle se développait à la même époque. Mais le remplissage du calendrier de travail, notamment en profitant de la diversité du milieu cultivé, a été une des seules voies envisageables aux paysanneries qui ne pouvaient accéder à des moyens de production plus performants (Cochet, 2011 : 122). Ainsi aujourd'hui encore, en Sella Limba, on verra que les systèmes de production (voir chapitre 4, section 3) reposent tous sur la combinaison de systèmes de culture pluviale et de systèmes de riziculture inondée diversifiée.

La croissance démographique, moteur de l'intensification agricole ?

Les paragraphes qui précèdent ont montré comment la riziculture inondée a été développée dans les bas-fonds et comment elle a été intégrée au mode d'exploitation de la première moitié du XXe siècle. Mais cela n'explique pas pourquoi les paysans ont adopté ces pratiques à cette époque ?

Un schéma malthusien, dominant dans le discours officiel de l'administration (voir page 31), fait de la riziculture inondée une solution technique à vulgariser pour se substituer aux pratiques locales qui, dans un contexte de pression démographique croissante, sont sources de dégradation pour le milieu cultivé. Ce schéma est démenti dans le cas de la Sella Limba. Si la riziculture inondée en tant que mode d'exploitation spécifique du milieu en Sella Limba n'a pas une histoire aussi ancienne qu'ailleurs dans le nord de la Sierra Leone (Johnny et al, 1981) ou dans la région (les premières références qui signalent l'existence de digues permettant de cultiver le riz dans les mangroves datent du XVIe siècle, voir Cormier Salem, 1994 : 3), il s'agit bien d'une innovation paysanne. Elle s'est bien sûr nourrie d'apports extérieurs mais elle ne doit rien aux institutions de développement.

Est-ce un blocage technologique qui aurait retardé jusqu'à cette époque l'adoption de la riziculture inondée en Sella Limba ? La « découverte » de nouveaux outils, de nouvelles pratiques ou de nouvelles variétés, a-t-elle permis aux paysans de développer ces nouvelles pratiques plus intensives en travail ? Nous pensons que ces techniques, qui existaient dans des régions proches, étaient connues depuis longtemps et que lorsque le « besoin » de les adopter s'est fait ressentir, leur « diffusion » a été très rapide. Le témoignage du vieux forgeron biriwa (page 174) plaide en ce sens : si dans sa prime jeunesse les Sellas ne s'intéressaient guère aux houes *kudaba* des biriwa, dès qu'ils en ont eu besoin ils ont rapidement commencé à les acheter et appris à les fabriquer. Dans le domaine du matériel végétal, nous avons eu nous-mêmes

l'occasion d'observer, entre 2007 et 2011, que si un nouveau cultivar de riz répondait à de nouvelles contraintes agro-écologiques, il se répandait très rapidement d'un village à un autre via les échanges très réguliers qu'effectuent entre eux les paysans.

Selon Boserup (1965), la croissance démographique serait la seule force qui puisse inciter les paysans à intensifier leurs pratiques sur une partie du milieu cultivé. Selon son schéma, l'augmentation de la densité de population, en obligeant les paysans à exploiter de plus en plus souvent les mêmes parcelles en abattis-brûlis, entraîne la baisse de la productivité journalière du travail jusqu'à un niveau où il devient « intéressant » d'adopter des modes d'exploitation du milieu plus intensif en travail dans un compartiment spécifique du paysage. Cette auteure raisonne comme un individu qui choisirait d'allouer au mieux chaque journée de travail. Dans ce schéma, il est peu probable que les paysans adoptent la riziculture inondée, plus exigeante en travail, tant qu'il reste des recrûs arborés disponibles pour la culture en abattis-brûlis.

Les conditions agro-écologiques, en effet, jouent un rôle important dans cette dynamique d'intensification. Dans les marges Est, nous verrons que (voir chapitre 4, page 294) les systèmes de culture des savanes arborées sont caractérisés par une productivité du travail très comparable à celle des systèmes de riziculture inondée. Cela explique peut-être pourquoi les paysans qui s'étaient installés là-bas dans les années 30 ont eu plus rapidement intérêt à développer un mode d'exploitation qui combine l'exploitation des terres basses et des versants. Nous avons vu, également, qu'il est possible que le sud de la Sella Limba ait connu dès cette époque une baisse de la durée des périodes de recrûs arborés exploités en abattis-brûlis. Mais, malgré ces éléments, le schéma de Boserup s'applique mal au cas qui nous intéresse. En effet, la comparaison des photographies aériennes datant de la fin des années 60 montrent que l'adoption de la riziculture inondée a été générale à toute la Sella Limba. Elle a concerné toutes les zones agro-écologiques, malgré d'importantes disparités en termes de densité de peuplement et de couvert végétal.

En fait, le schéma malthusien et boserupien se rejoignent dans le sens où ils placent le rapport population sur surface de terres arables, et plus largement population sur ressource, au cœur de toute dynamique agraire. Dans le premier, c'est le dénominateur qui constitue la variable indépendante, dans le second, et Boserup l'écrit explicitement, c'est le numérateur qui constitue une variable indépendante (Cochet, 2004a ; Palliere, 2013). Les deux approches re-

jettent donc hors du cadre d'analyse les spécificités sociales, écologiques et économiques des sociétés paysannes et les conditions propres à chaque période historique (Fairhead et Leach 2000).

Les témoignages des acteurs de cette dynamique historique nous mettent sur d'autres pistes. L'évolution des rapports sociaux de production et de l'organisation du travail au sein des groupes domestiques, placés jusque-là sous l'autorité stricte des aîné(e)s, semble être un élément clé que ne permet pas d'intégrer le raisonnement boserupien. Pour replacer ces témoignages dans leur contexte, il faut d'abord décrire les évolutions rapides du contexte économique et social national à la fin du protectorat britannique.

1.3 La « modernisation » des campagnes sierra-léonaises dans les années 50-60

La Sierra-Leone connaît des bouleversements économiques et politiques importants durant les dernières décennies du protectorat britannique[61]. Ces bouleversements ont modifié de manière durable et irréversible les rapports sociaux de production au sein des villages de la Sella Limba.

La tendance la plus marquante est la croissance très rapide du secteur diamantifère artisanal à partir du début des années 50. Même si l'exploitation des diamants alluviaux ne concernait alors que les districts du sud est du pays, les travailleurs viendront de tout le pays, entre autre de Sella-Limba, pour travailler dans les zones diamantifères.

Parallèlement à cette évolution très rapide, les infrastructures routières continuent à se développer. Cela va beaucoup faciliter l'intégration de la paysannerie sella-limba dans les échanges marchands à l'échelle nationale. Les paysans profiteront des nouvelles opportunités qui leur sont offertes avant que la politique économique poursuivie à l'échelle nationale dans les années 70-80 ne vienne bloquer l'émergence d'une classe de « petits producteurs marchands » (selon les termes de Bernstein, 2010).

Nous verrons enfin que ces bouleversements ont connu une traduction politique brutale en 1955 avec l'éclatement d'une révolte paysanne marquant une rupture dans l'histoire du nord de la Sierra Leone en général et de la région étudiée en particulier.

[61] La Sierra-Leone accède à l'indépendance le 27 avril 1961.

1.3.1 Le « diamond boom » : 1950-1955

Les premiers diamants sierra-léonais sont découverts en 1930, proche de Koidu, la capitale du district de Kono. L'exploitation démarre en 1935 quand le « Sierra Leone Selection Trust » (SLST), une compagnie du conglomérat sud-africain De Beers, obtient la concession pour la prospection et l'exploitation dans tous le pays pour 99 ans (Smillie et al, 2000). Mais, contrairement aux mines profondes sud-africaines, la plupart des explorations se font, en Sierra-Leone, dans des couches alluvionnaires superficielles, particulièrement au niveau des bas-fonds ou des rivières. Les Sierra-Léonais racontent qu'après les fortes pluies, on peut trouver des diamants sur les terrains de football de Koidu. C'est probablement exagéré, mais cela montre bien que l'exploitation des diamants sierra-léonais ne requiert pas, contrairement à d'autres exploitations minières, un capital très important. Cela explique pourquoi le gouvernement n'a jamais réellement contrôlé le développement d'une industrie « artisanale » illégale et celui de la contrebande des diamants, notamment à destination de Monrovia.

Les migrations massives vers les zones diamantifères et leurs conséquences

La découverte de nouveaux diamants en 1953 dans le district de Kenema provoqua un rush. Pour tenter de contrôler la situation, le gouvernement légalise en 1956 l'exploitation des diamants alluviaux en instaurant un système de licence (pour les exploitants, les acheteurs et les exportateurs) sous l'égide de l'« Alluvial Diamond Mining Scheme » (ADMS). Dès cette époque, quelques exportateurs libanais se sont assurés le monopole de ce commerce (Zack-Williams, 1982 ; Binns, 1982).

Les exportations de diamants ont alors pris un poids très important dans l'économie nationale. En 1961, les minerais représentaient plus de 86 % des exportations contre moins de 5 % trente ans plus tôt (Zack-Williams, 1982). D'après Levi (1975), l'agriculture représentait pourtant toujours (en 1970) environ 34 % du PNB contre seulement 18,4 % pour les activités minières et même simplement 5 % pour le diamant alluvial. Mais le contrôle de cette ressource, via celui des licences d'exploration et de vente, est devenu un enjeu politique majeur tant au niveau local qu'au niveau national. L'appareil d'État et les administrations locales se sont transformés en réseaux clientélistes orientés vers le partage de la rente à tous les niveaux (Richards, 1996 ; Reno, 1995). Malgré les discours de bon aloi, le développement agricole national est resté au second plan. La priorité du gouvernement était de fournir aux habitants des villes et aux mineurs du riz à bas coût.

Mais surtout, les districts où se concentre l'exploitation des diamants alluviaux ont attiré une importante migration depuis les campagnes de tout le pays. La plupart des zones diamantifères sont localisées dans les bassins de trois rivières (Sewa, Kenja et Moa-Mele) qui traversent les districts de Kono, Kailahun, Bo et Kenema, tous situés au sud-est du pays. Aux zones diamantifères, il faut ajouter la mine de fer exploitée par la compagnie DELCO, dans le district de Porto-Loko, qui employait jusqu'en 1975 plusieurs milliers d'hommes.

(Levi et al, 1976) parlent de 50 à 70 000 travailleurs dans les mines de diamants (sans préciser l'année). Smillie et al (2000, 3) avancent le chiffre de 75 000 mineurs pour le seul district de Kono en 1956. Swindell (1974) donne un chiffre plus faible, 30 000 mineurs, mais semble ne prendre en compte que les travailleurs sous licence. Sachant que la population agricole totale (FAOStat) de la Sierra Leone en 1961 était environ de 1,8 million de personnes, cela signifie qu'entre 7 et 16 % des actifs masculins des campagnes sierra-léonaises ont migré, de manière saisonnière, temporaire ou permanente, vers les zones diamantifères[62]. Sans compter que ce sont surtout de jeunes actifs masculins qui étaient candidats pour le travail de mineur. Dans une agriculture où la force de travail était le facteur limitant, cette migration massive et brutale, qui se double de celle vers les villes et singulièrement vers Freetown, a eu des conséquences très importante sur le secteur agricole paysan.

L'émigration paysanne a été considérée par les observateurs « officiels » comme le résultat du trop plein de « main d'œuvre » dans les campagnes qui résultait des modes d'exploitation « extensif » (abattis-brûlis). Cette analyse était destinée à appuyer la promotion de l'aménagement des bas-fonds et de la riziculture inondée « moderne », dans le but d'absorber le sous-emploi rural (Karr et al, 1972). On retrouve le cadre d'analyse classique qui fait du rapport population / ressource le moteur des crises ou des dynamiques agraires[63]. Karimu et Richards (1980) renversent l'argument et montrent, au contraire, que le départ de nombreux jeunes hommes actifs accentue le caractère limitant du facteur travail dans les systèmes de production et rend plus difficile l'adoption de modes d'exploitation « intensifs ».

Levi (1975) discute également de l'effet des migrations sur la production nationale et sur les importations de riz. Il pose la question : l'augmentation des importations de riz est-elle la cause ou la conséquence du départ de nombreux actifs agricoles ? À l'échelle locale, Binns (1982 : 115) affirme que, malgré le fait que la « p*olitique de développement agricole officielle*

[62] Pour cette approximation qui ne vise qu'à illustrer l'ampleur du phénomène on considère que le sex ratio est environ 1 et on compte 1 actif pour 1 inactif (observations en Sella Limba aujourd'hui), ce qui donne environ 450 000 actifs masculins dans les campagnes.

[63] Teinté alors des théories du développement qui avait le vent en poupe dans les années 70 (Guichaoua et Goussault, 1993 : 19-23)

n'a impacté qu'une faible proportion de paysans », la production vivrière et sa commercialisation se sont « *adaptées spontanément* » pour répondre à la demande croissante de la population non agricole, particulièrement dans les villes. Riddell (1974) montre que l'émergence des centres diamantifères a provoqué le développement d'un commerce vivrier « formel », contrôlé par des firmes libanaises et « informel » organisé en marchés ruraux hebdomadaires. En Sella Limba l'émergence, à cette époque, d'un secteur vivrier marchand doit être relié au développement de nouvelles infrastructures de transport (infra).

Le contrat supporter / travailleur et la marchandisation de la force de travail

Mais les conséquences des migrations vers les zones diamantifères et les villes ne se limitent pas à ses effets contradictoires sur la production agricole nationale. Comme pour les échanges marchands, les paysans n'ont pas attendu le développement de l'exploitation des diamants alluviaux pour migrer. Dorjahn (1975) observe, dans le cas d'un *chiefdom* du centre de la Sierra Leone, des migrations assez intenses d'une zone rurale à une autre, liées à divers conflits, à des mariages ou encore à la mobilité de certains spécialistes (un grand nombre d'imams proviennent de Guinée, les limba sont réputés dans toute la Sierra Leone comme des spécialistes de l'extraction du vin de palme). On a vu que durant la première moitié du XXe siècle, les marges Est de la Sella Limba a été peuplée par l'arrivée de migrants en provenance de régions assez éloignées. Ces migrations n'ont pas altéré radicalement les rapports de production et de reproduction qui prévalaient à l'époque dans les groupes domestiques. Les nouveaux arrivants, en nouant des alliances avec les autochtones limba sella, permettaient l'extension géographique du système social plutôt qu'ils ne le remettaient en question.

Au contraire, les jeunes hommes quittant le village dans les années 50 faisaient l'expérience de rapports sociaux tout à fait inédits. Une minorité d'entre eux sont devenus des salariés dans les grandes sociétés minières (SLST et ses successeurs, DELCO, etc.). Mais la grande majorité des migrants, ceux qui allaient dans les zones diamantifères, nouaient des contrats oraux d'un type particulier avec les détenteurs des licences d'exploration (« contrats » tributors-supporters dans la littérature, voir Zack-Williams, 1995). Les mineurs s'organisent en équipe (« gang »), avec à leur tête un contremaître. Ce dernier recrute dans les villages les travailleurs et les met en relation avec un « *supporter* », qui peut être le détenteur de la licence lui-même ou un autre intermédiaire. À charge de ce dernier de fournir le matériel nécessaire, qui peut se limiter à une pelle et une batée par homme, et de nourrir les travailleurs pendant la durée du travail, c'est-à-dire le temps qu'il faut pour creuser un « pit » de taille déterminée et pour en extraire la couche alluvionnaire où potentiellement se trouvent des diamants. À mini-

ma, le *supporter* fournit chaque jour une *cup* de riz (280 grammes de riz décortiqué), mais peut être plus généreux en fonction du contrat qu'il a passé avec les travailleurs (cigarettes, médicaments, etc.). Le ou les derniers jours, les travailleurs « lavent » les alluvions à la recherche des diamants. Cette dernière opération se fait sous la surveillance, éventuellement armée, du *supporter.* La valeur des diamants trouvés est partagée en trois parts : 1/3 pour le détenteur de la licence, 1/3 pour le *supporter* (qui peut être la même personne) et 1/3 pour les travailleurs. Ce partage théorique est souvent compliqué en pratique par l'absence de licence en bonne et due forme : il faut alors prévoir une part pour la police, une part pour le *Paramount Chief*, une part pour le maître de la terre, etc. On devine que le rapport de force est très défavorable aux travailleurs. La valeur des diamants est largement sous-évaluée à cette étape, avec éventuellement la complicité du contremaître, réduisant d'autant la part de la valeur ajoutée qui revient aux travailleurs (Zack-Williams, 1982).

S'il ne s'agit pas à proprement parler d'un rapport salarial (Richards et Chauveau, 2007 : 32), le rapport *supporter* – mineur est une forme particulière de marchandisation de la force de travail. Cette force de travail, contrairement à l'énergie de travail qui circule au sein des groupes domestiques, est déconnectée de l'être social dans son intégralité. Même si un discours paternaliste masque parfois la véritable nature de ces rapports sociaux (le « *supporter* » nourrit ses « tributors » tel un père nourrirait ses enfants), c'était bien un rapport social radicalement nouveau à l'époque : le *supporter* ne nourrit les travailleurs que tant que ces derniers travaillent pour lui. Libre aux deux parties de se séparer une fois que le « pit » terminé et le contrat (toujours oral) rempli. Certains *supporter*s ne connaissent pas le nom de leurs travailleurs et inversement. Cette opportunité de faire de sa propre force de travail une marchandise va être saisie par un nombre important de jeunes hommes. Cette marchandisation des rapports sociaux hors du village ne pouvait laisser indemne le fonctionnement des groupes domestiques qui reposaient précisément sur la circulation en interne de l'énergie de travail entre les générations.

1.3.2 Intégration de la Sella Limba aux échanges marchands à l'échelle nationale

L'explosion de la population non agricole a provoqué l'émergence d'un marché vivrier intérieur dynamique qu'accompagne la multiplication des routes et des pistes. Le développement des infrastructures ne date pas des années 1950 en Sierra Leone. On a vu que très tôt les Britanniques ont construit une ligne de chemin de fer destinée à drainer les produits du protectorat vers Freetown. Dans le cas de la région étudiée, le développement des infrastructures à l'échelle nationale et la transition du rail vers le transport motorisé va modifier la donne pour les producteurs de denrées agricoles que sont les paysans.

Le développement des infrastructures routières et les premiers commerçants à Kamakwie dans les années 50

La piste reliant Kamakwie à Makeni est construite en 1931, mais, d'après l'intégralité des témoignages recueillis, les paysans continuent à se rendre à pied jusqu'aux comptoirs fluviaux aux portes de Freetown. C'est avec la construction entre Makeni et Freetown d'une piste carrossable en 1946, puis d'une route goudronnée en 1956, que le transport motorisé est facilité entre la région étudiée et la capitale. Plus tard, la construction d'une piste permet de rallier Koidu, devenue la ville la plus importante des zones diamantifères, directement depuis Makeni. Ainsi, dans les années 50, la Sella Limba est placée à une demi-journée en voiture ou en camion des principaux bassins de consommation nationaux.

Le bourg de Kamakwie, qui était déjà devenu le lieu de passage des commerçants de bétail en provenance de Guinée et qui abritait déjà une communauté guinéenne peul importante, va devenir à cette époque un centre commercial secondaire. Des commerçants de diverse origines s'y installèrent. Le premier libanais est arrivé à Kamakwie vers 1950. Son fils qui avait 6 ans à l'époque nous raconte :

> « *My father was the first syrian* [libanais] *to comme in Kamakwie. He came here because the competition in Freetown was to high. He got a loan from his fellows and started his business here. At that time there was only one lorry a week. It was the time of the colony : it was a good time, really ! My father was buying rice and palm kernels. People were not pounding [*décortiquer*] the rice properly at that time. My father was waiting for those from the diamond areas. These people were buying 50, 100 bags at once. He sold lapa* [pièce de tissu de 2 yards], *zinc* [tôles ondulées pour le toit des maisons] *to the farmers. He was also making loan to them during the rainy season. He wrote their name on a big book and when the harvest came, they gave back the loan with rice* ».
> **Ibrahim ?, Kamawie (entretien n°A144)**

Les Libanais ne détenaient pas le monopole des échanges. Des commerçants sierra-léonais d'autre origine, notamment des Kryos (premiers habitants de Freetown), se sont également installés dans le bourg à l'époque. Cependant, ils ne devaient pas être très nombreux car les témoignages des vieux paysans de toute la Sella Limba évoquent toujours les mêmes quatre ou cinq noms.

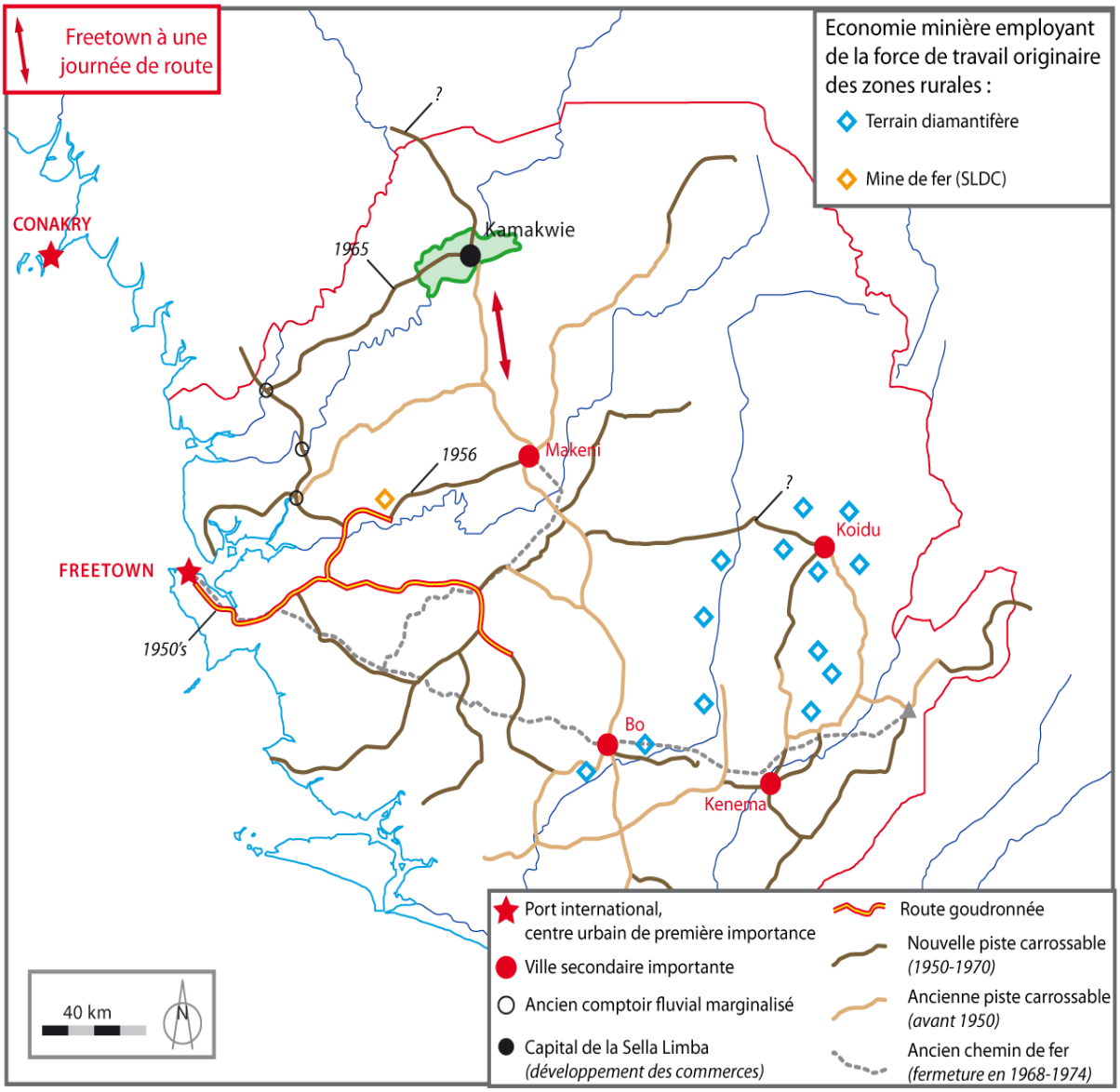


Fig. 32: Infrastructures nationales à partir des années 1950, accès au marché pour les paysans sella limba et développement des activités minières
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes, Riddell (1970 : 13-42) et Clarke (1969 : 103-5).

Le développement d'un commerce « indigène » dans les années 1960

Les années 1960 voient la multiplication des commerçants de plus petite taille. Certains migrants sella limba avaient accumulé un petit capital en travaillant dans les mines ou ailleurs. Mais il s'agit plutôt de ceux qui ont pu accéder à un travail salarié, comme dans les travaux publics (Public Work Development). Ce capital est souvent investi dans des activités commerciales de plus ou moins grande ampleur.

> « *I was in Kamawanka, but the farming activities was not so productive. I was the youngest, but, on my own iniative, I decided to left to Freetown. It was after the war with Hitler. I was employed by the PWD, we contributed to bring the electrivity in Porto-Loko.* […] *Then I returned in Kamawanka. Kamakwie has changed, Syrians were here, it was now a 'trade center'. I decided to leave the village because the land was not enought and I let my brothers crop it. I prefered to buy and sell rice, tobacco and palmoil. I sold articles I bought in Freetown* ».
> **Lay Tureh, Kamakwie (entretien n°A18)**

Contrairement aux négociants étrangers, ces petits commerçants s'appuient sur les réseaux de parenté et de connaissance dont ils disposent dans leur village d'origine. Dans les années 60 se développe également, à l'initiative de l'État ou de notables locaux, un réseau de pistes secondaires connectant Kamakwie à Conakry, en Guinée, via le nord de la Sierra Leone et via la route des anciens comptoirs fluviaux. Ces routes, qui traversent un grand nombre de villages, vont permettre le développement de vergers d'orangers et de manguiers. Les camions venaient chercher les fruits des plantations, toutes contrôlées par les chefs des groupes domestiques, dans les villages connectés par une piste.

Le long de ces routes s'est organisé un système de marchés hebdomadaires, les *lumos* (terme krio), où acheteurs (commerçants en gros) et vendeurs (paysans) peuvent se rencontrer sans passer par les centres urbains. Les *lumos* mis en place par des notables et des gros commerçants locaux, se tiennent, aujourd'hui encore, dans des zones rurales proches d'une route carrossable mais loin de toutes zones habitées. 6 jours par semaine, les lieux sont déserts et on n'observe qu'un enchevêtrement de cabanes et d'étals en perches de bois. Le jour du marché, l'affluence peut être impressionnante. Les paysans ou les petits commerçants apportent leur production à pied, et les grossistes remplissent leur véhicules. Ces marchés ont également un caractère saisonnier : en pleine saison des pluies les *lumos* restent désespérément vides, au moment des récoltes l'activité s'intensifie. Aujourd'hui, certains *lumos* n'ont qu'un caractère local ; c'est le cas du Tambi Lumo qui se déroule juste de l'autre côté des Little Scarcies vers l'ouest et où se rendent de nombreux paysans sella limba chaque jeudi. D'autres ont un caractère régional – Madina Luma qui a lieu tous les vendredi – voire international – comme le grand Tambi Lumo où l'on observe le samedi et le dimanche des camions en provenance de Guinée ou du Liberia. Riddell (1974) montre que le même système a émergé « spontanément » à l'est de la Sierra Leone. L'auteur voit dans cette innovation « indigène » un moyen efficace de contourner l'organisation oligopolistique des grands commerçants « libanais ou européens ».

Cependant si le commerce intérieur des produits agricoles et des biens de consommation est aux mains d'une myriade de commerçants, l'import – export reste, et restera, lui, aux mains d'un très petit nombre de firmes (Attawia, 2010).

Cette intégration de la région dans les circuits commerçants à l'échelle nationale permet, à partir des années 50, une diversification croissante des produits vendus par les paysans. Les palmistes sont restés jusqu'à la fin des années 1970 un produit important dans les revenus monétaires de la paysannerie. Mais les commerçants qui s'installent à Kamakwie sont aussi preneurs d'huile de palme, d'arachide, de sésame, de tabac, etc. Le riz vendu décortiqué, surtout, devient à cette époque une marchandise centrale dans un contexte de croissance de la population non agricole en lien avec le développement de l'exploitation des diamants alluviaux.

En parallèle, la période voit également s'étoffer l'offre en matière d'éducation et de santé dans les zones rurales. À Kamakwie en 1936, la mission Wesleyan avait déjà ouvert le centre de santé qui allait devenir un hôpital. Les pasteurs wesleyans ouvrent les premières écoles primaires à partir des années 40. La « Wesleyan Secondary School » (équivalent du secondaire en France) ouvre ses portes en 1965 (Riddell, 1970).

Le développement de ces infrastructures sociales ne participent pas directement à l'intégration de la Sella Limba aux échanges marchands, mais participe de la même tendance d'ouverture de l'éventail des biens disponibles à la consommation. Les paysans consacrent, à partir de cette époque, une partie du produit de leur travail à l'achat de services médicaux. De la même manière, de plus en plus de groupes domestiques renoncent à une partie de l'énergie de travail dont ils pourraient disposer pour envoyer leurs enfants à l'école.

Evolution des rapports de prix

Pour estimer l'évolution des prix relatifs on peut se baser sur celle du prix des pagnes (*lapa*, terme krio) dont les femmes s'habillent. C'est en effet, avec le sel, un des seuls produits que les paysans achètent depuis au moins la première moitié du XXe siècle. Nous avions vu (chapitre 2, page 131) qu'à l'époque où les paysans vendaient leurs palmistes aux marchands libanais des comptoirs de l'embouchure des fleuves côtiers, 1 yard de tissu importé représentait environ 5 jours de travail (concassage des palmistes et transport).

Avec l'intégration de la Sella Limba dans les échanges marchands, les rapports de prix évoluent en faveur des producteurs. En 1955, le *pan* paddy, comme le *pan* de *banga* (palmistes), était acheté par ces commerçants en saison sèche 1 shilling[64]. Les mêmes commerçants ven-

[64] En 1962, le gouvernement de la Sierra Leone indépendante crée le leone (Le), monnaie indexée sur le la livre sterling (1 £ = 2 Le). Les sierra-léonais âgés continuent de dire « 1 £ », correspondant à partir de cette date à 1 Le, équivalent à « 10 shillings » (c'est-à-dire à 10 cents) et 120 pence.

daient à Kamawkie 1 yard de tissu importé de bonne qualité environ 5 shillings. En s'appuyant sur les niveaux de productivité physique actuels des systèmes de culture d'abattis-brûlis (environ 8 kg de paddy par jour de travail, voir supra page 186) et sachant qu'à l'époque le riz était vendu décortiqué, on peut estimer que l'achat d'un yard de tissu représentait un peu plus de 2 jours de travail (2,5 si le tissu était « échangé » contre des palmistes). Il fallait donc moitié moins de travail pour habiller une femme en Sella Limba au milieu des années 50 qu'il n'en fallait durant la première moitié du XXe siècle.

Remarquons que cette amélioration de la rémunération du travail agricole en terme réel n'est pas le résultat d'un gain de productivité du travail paysan, mais d'une meilleure intégration de la région étudiée dans les circuits commerçants grâce à l'amélioration des infrastructures.

Cette amélioration des rapports de prix est à l'origine de la diversification de la consommation dans les campagnes sierra-léonaises. Il devient plus facile pour n'importe qui d'accéder à des habits (un pantalon de mauvaise qualité s'échange contre 1 *pan* de paddy), des fournitures domestiques (vaisselle en émail), des postes de radio, etc. C'est à cette époque que la maison « moderne », c'est-à-dire de forme rectangulaire et couverte de tôles ondulées (« zinc ») devient l'attribut de tout homme ayant atteint un âge certain. Une maison de « 5 bundles » (les tôles ondulées se vendent par « bundle » de 20 « leaves ») représentait à l'époque environ entre 175 et 275 shillings soit l'équivalent de 55 et 85 jours de travail. On constate que, déjà à cette époque, le luxe de la maison moderne n'était pas accessible à n'importe qui.

1.3.3 Bouleversements politiques dans les campagnes

Les habitants du *chiefdom* de Sella Limba ne semblaient avoir avec l'administration centrale du protectorat que des rapports ponctuels : le passage à Kamakwie d'un district commissionner était un événement dont ceux qui l'ont vécu se souviennent encore. Au quotidien, les paysans étaient plutôt en rapport avec la « native administration », c'est-à-dire avec les Paramount Chiefs mis en place par les Britanniques.

L'ordre colonial est ébranlé en 1955-56 lors d'une révolte qui embrasse tout le nord du protectorat. Rashid (2009), parle même d'une « guerre paysanne » qui, entre novembre 1955 et février 1956, fera « plus de cents morts » et aboutira à la destitution « d'une douzaine de Paramount Chiefs ». Les autorités coloniales n'ont pas traité le problème à la légère, commission-

nant une enquête pour déterminer les causes immédiates et profondes de la révolte (voir Sierra Leone Gouvernment, 1956)[65]. Curieusement, ces événements n'ont que très rarement intéressés les historiens. Ils nous semblent pourtant révélateurs des changements profonds en cours dans les campagnes sierra-léonaises à cette époque et sont peut-être annonciateurs de l'épisode violent que connaîtra le pays quarante ans plus tard.

Dans la région qui nous intéresse, la révolte de Bala Kinto, du nom de l'homme qui a pris la tête des insurgés en Sella Limba, constitue, pour les témoins de l'époque, une date clé dans l'histoire du *chiefdom* comme dans leurs histoires personnelles. Les participants à la révolte sont décrits comme des « jeunes » s'attaquant aux personnes proches du *Paramount Chief* de l'époque (Kandeh Bokari, « élu » en 1929 et en poste jusqu'à sa mort en 1958) et à leurs biens. La fin des prélèvements en nature et en travail de la part du chef constituait leur principale revendication. Les témoignages évoquent d'abord le travail obligatoire en vigueur encore à cette époque :

> « *The swamps of Kamakwie were for the different rulling families* [les lignées au sein desquelles peuvent être choisis les PC] *of the PC. Kandeh Bokai divided his farm in 6 portions : each section was responsible to do the work in one portion. If the harvest was not enough, he asked for contribution among the peasants of the section involved. People were also working to build houses for the chief. That is the reason why the young people « strike »* [comme le souligne Rashid (2009 : 122) les paysans utilisent le terme de « grève » en référence aux grandes grèves qui ont secouées Freetown au début 1955] ».
> **Almami Bangura Kamawoni (entretien n°340)**

Mais ils évoquent également les prélèvements du PC à l'occasion des décisions de justice qu'il prenait à toutes occasions et pour tous prétextes :

> « *When the strike of Bala Kinto broke out, I was not married. I did not take part, my mother was in control of me. People strike to stop big dispute* [les disputes évoquées sont les décisions de justice que rendaient le PC] *when someone is bitten by snake, when a pregnant woman died or when someone falled down from a palmtree. The PC was asking for contribution, if you refuse to contribute it was a big problem for you* ».
> **Sié Kargbu, Kamakwie (entretien n° 364)**

La commission d'enquête elle-même recommandera au gouvernement la prohibition du travail obligatoire pour le compte des Paramount Chiefs ainsi que tous les prélévements indus comme les taxes sur les brûlis (« burning bush fees »), les pirogues (« canoes ») ou encore sur

[65] Nous n'avons pas retrouvé le texte de la commission lui-même mais simplement la réponse du gouvernement sierra-léonais aux recommandations de la commission.

les chiens (Sierra Leone Gouvernment, 1956 : 21). Rashid (2009) montre que ce « despotisme décentralisé » (Mamdani, 1996) et ces prélèvements indus sont bien la cause du soulèvement, non seulement en Sella Limba mais dans tout le nord de la Sierra Leone.

Nous pensons que l'évolution rapide du contexte économique et social à l'échelle nationale explique pourquoi l'administration dite « coutumière » soulève contre elle les foules en 1955, soit deux à trois décennies après sa mise en place. Les contributions que les PC exigeaient étaient censées leur permettre « d'accueillir dignement les étrangers ». Ce discours paternaliste, qui fait du PC le chef d'un grand foyer, masque de plus en plus mal l'usage mercantile des surplus importants que dégagent les notables locaux. « *The propensity towards primitive capital accumulation and ostentatious consumption, which became the hallmark of the new political elite, sharply attenuated the traditional paternalism of the chieftaincy* » (Rashid, 2009 : 132).

Mais c'est aussi qu'à ces prélèvements s'ajoutaient ceux de l'administration centrale. En 1937, la « hut tax » devient une « poll tax » : chaque homme de plus de 21 ans était censé s'acquitter de l'impôt. En 1955, cet impôt de capitation s'élève à 25 shillings par tête, environ 62 kg de paddy ou 7 à 8 jours de travail. La commission d'enquête estime que ce montant est supportable par la majorité des paysans. Mais, dans les faits, les témoignages collectés montrent que nombre de dépendants, restés sous l'autorité de leurs aînés au sein des grands groupes domestiques, ne payaient pas, en leur nom du moins, la taxe. Ils n'avaient aucune existence officielle. Or Rashid (2009) rapporte, sans l'expliquer, que dans les provinces du nord de la Sierra Leone, le nombre d'imposables explose lors du recensement de 1955 : + 25 %. Nous pensons que cette évolution est liée à la modification brutale des rapports sociaux au sein des groupes domestiques en relation avec la marchandisation de la force de travail et des produits agricoles. En effet, pour quitter le *chiefdom* et circuler librement en Sierra Leone, il fallait (comme aujourd'hui) être en règle avec l'impôt. Ainsi, avec le nombre d'imposables, les prélèvements réels de l'administration coloniale explosent, rendant insupportables ceux, injustifiables, de la « native administration ». Si notre hypothèse est avérée, la révolte de 1955 est directement en relation avec les changements économiques et sociaux qui secouent la société paysanne du nord de la Sierra Leone à cette époque.

Le gouvernement sierra-léonais analyse d'ailleurs, en dernier ressort, la révolte comme le résultat indirect du « développement économique » du nord de la Sierra Leone :

> « *With the diamond boom and other economics developments, Northerners more freely travelled to and from the South and* vice versa. *The exchange of visits no doubt resulted in an eye opening in the North and the experience of different conditions in the South undoubtedly spurred the Northerners to react to their once accustomed lot in the manner they did. The result therefore has, in the opinion of the gouvernment, not been due to a noticeable increase in oppression* [de la part des Paramount Chiefs] *but to a change of attitude from one of consent or tolerance to one of bitter resentment* ».
> (Sierra Leone Gouvernment, 1956 : 7)

Le « despotisme décentralisé » des *Paramount Chiefs* remplissait son rôle dans l'exploitation directe de la paysannerie via le prélèvement de l'impôt et la livraison de produits destinés aux industries de la métropole. Nous pensons que l'éclatement de la révolte de 1955-56 révèle l'inadéquation de ce régime politique avec l'émergence de nouvelles formes d'exploitation de la paysannerie. Peu à peu, la paysannerie n'est plus « destinée » à la fourniture de matière première pour la métropole mais à celle de travailleurs bon marché pour l'exploitation du diamant alluvial. Cette forme d'exploitation « indirecte » suppose la « liberté » de la force de travail plutôt que sa contrainte. Notons que les Paramount Chiefs, après une phase de résistance, s'adapteront à cette nouvelle situation. En Sella Limba, les successeurs du vieux Kandeh Bokari, qui meurt en 1958, fonderont leur fortune et leur pouvoir non plus sur la spoliation de leurs administrés mais sur le captage de diverses rentes : vente de licences locales pour les activités minières (Reno, 1995) ou forestières (Hiemstra-van der Horst, 2011), détournement de projets de développement agricole internationaux, etc. Il ne faut pas s'étonner, dans ce contexte, de la baisse des taux de prélèvement. Aujourd'hui, chaque individu adulte doit s'acquitter d'un impôt de 5000 Le/an (l'équivalent de 2 kg de paddy).

1.4 Détournement du cycle prestation – redistribution et érosion des rapports d'antériorité

Quelles sont les conséquences de ces bouleversements économiques et politiques dans la vie quotidienne des villages sella limba et dans les rapports sociaux de production et de reproduction domestiques ? La marchandisation de la force de travail (avec les importantes migrations vers les zones diamantifères) des produits agricoles (avec l'intégration de la région dans les réseaux de commerce à l'échelle nationale) et les mouvements sociaux violents déstabilisant l'ordre politique local, nous ont donné quelques indices sur la profondeur des change-

ments en cours dans la société paysanne. Il s'agit désormais, toujours à travers les témoignages historiques de ceux qui ont vécu et participé à cette histoire, d'analyser comment le fonctionnement interne des groupes domestiques est affecté par ces bouleversements. Nous verrons d'abord que l'adaptation de l'économie domestique à la nouvelle donne n'est pas un long fleuve tranquille et que des tensions importantes fracturent les *kuru kuru* (voir page 112) de naguère. Nous verrons ensuite que cette analyse des évolutions économiques et sociales, jette une lumière nouvelle sur le développement rapide de la riziculture inondée dans toute la Sella Limba

1.4.1 Marchandisation des rapports sociaux et tensions au sein des groupes domestiques

Importance du phénomène migratoire à l'échelle des villages et des groupes domestiques

L'importance de la tendance à la marchandisation de la force de travail et des produits agricoles se lit à travers les témoignages des paysans âgés. La reconstitution de leur fratrie donne une idée du phénomène migratoire. La plupart des sœurs se sont mariées, généralement, comme nous l'avons vu, dans des villages de l'aire matrimoniale. À l'inverse, c'est souvent un frère sur deux qui est absent du village depuis plusieurs années. Ceux qui restent au village ne connaissent que vaguement la destination au moment de leur départ : « *he left to dig diamond* » ; « *he went to the Mende lands* [Bo, Kailahun, ou Kenema Districts] » ou encore « *he went to Kakempu* [Freetown en limba] ». Rarement le lieu de résidence actuel des absents est connu. Nombre d'émigrants n'ont pas donné de nouvelles depuis de longues années, voire depuis leur départ.

On peut se faire une idée du phénomène en revenant à la communauté villageoise de Kamawanka étudiée au chapitre précédent. Tout en proposant une charte généalogique des liens de filiation agnatique entre les individus masculins, nous avions montré que cette représentation masquait des relations essentielles et déformait la réalité (voir p.107). On peut ajouter que, construite à partir des individus aujourd'hui présents au village, elle gomme tous ceux qui n'y ont laissé aucune progéniture. On peut tenter une nouvelle représentation en la complétant avec ces « absents » (figure 33, page 205). Il s'agit évidemment d'une tentative : les témoignages concernant les individus dont personne n'est là aujourd'hui pour défendre la mémoire restent très partiels.

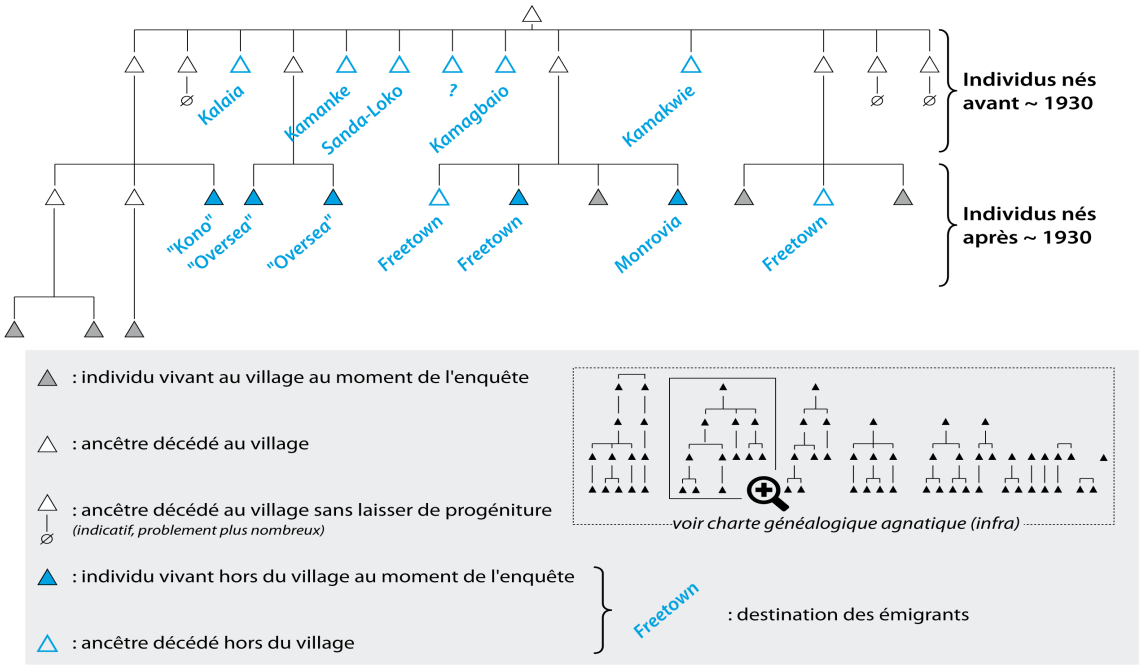


Fig. 33: Charte généalogique des Samura de Kamawanka, y compris les « absents »
On a tenté de collecter ici le nom des frères, des frères des pères et des grand-pères même s'ils n'ont laissé aucune descendance dans le village aujourd'hui
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Même partielle, cette représentation illustre le changement qui s'opère dans la société paysanne sella limba à partir des années 50. Les hommes nés avant 1930 émigrent vers d'autres villages, souvent très proches. Il s'agit souvent d'individus qui partent vivre dans le village de leur mère, pour des raisons qu'ignorent mes interlocuteurs. Rappelons que ces départs étaient compensés par le transfert d'enfants nés dans les villages appartenant à l'aire matrimoniale de Kamawanka. Assez nombreux sont ceux, également, qui meurent au village sans avoir de progéniture socialement reconnue. Enfin, nous avons rencontré le cas d'un individu qui quitte le village pour Mange, dans le district de Porto Loko, où il travaille pour des commerçants libanais.

La génération des hommes nés après 1930 n'émigre que vers des grands centres urbains, dans les zones diamantifères ou même à l'étranger (« oversea »). Précisons, que sont indiqués sur la figure 33 les derniers lieux de résidence connus par mes interlocuteurs rencontrés au village. La plupart de ces migrants donnent peu de nouvelles et « Freetown » semble parfois faire office de réponse passe-partout.

Les parcours de vie des hommes rencontrés dans les villages de Sella Limba illustrent également la mobilité des individus dans les campagnes sierra-léonaises à partir des années 50. Parmi eux, les plus nombreux sont ceux qui ont quitté la Sella Limba pour le reste de leur vie.

Peu sont revenus après une expérience de quelques années dans les zones diamantifères, d'autres ont passé une bonne partie de leur vie loin du village de leurs ancêtres. Certains, on l'a vu, sont revenus avec un petit capital, la plupart les poches vides.

Ainsi, à chaque génération, le secteur diamantifère a ponctionné au secteur domestique une partie importante de l'énergie de travail qu'il avait « produite ». En achetant de la force de travail au jour le jour comme une marchandise, elle détache cette énergie de travail de l'être social. Ce faisant, les *supporter*s des zones diamantifères exploitent non seulement l'individu en question, mais également tout le secteur domestique car c'est bien à ce dernier qu'il revient de prendre en charge les individus pré-productifs, non aptes encore à creuser dans les alluvions diamantifères, et les individus post-productifs, trop vieux ou trop malades pour continuer à creuser.

Le travail, l'éducation et les rapports matrimoniaux au cœur du conflit entre les générations

Cette ponction d'énergie de travail à chaque génération et la marchandisation de la force de travail, même loin des villages, ne pouvaient laisser indemne les grands groupes domestiques d'alors, les *kuru kuru* dont le fonctionnement reposait précisément sur la circulation interne de cette énergie de travail entre les générations.

> « *My father was Alammi Lay, the section chief. But he did not brought me up. I have never worked for my father, but I am not the one who refuses ! When I was 10 years old, he sent me to Alami Sie in Kanatara to learn the Koran. But I did not learn the Koran, I just worked for the chief. All my young brothers have been educated. I was the only one to plant rice. My father sent me then to Kamaporoto, because my mother was there : 'go to work for your mother'. When I was big enough, I left to Kono. I did not say goodbye. They wanted to kill me. I do not know why : I was not behind women. I was in Kono when they arrested all the strangers* [tous ceux qui n'étaient pas natifs de Kono district]. *We have been jailed in Pendemba, then released in Makeni. They just gave us a trouser, even not slippers* [tongs]. *I became security guard there* ».
>
> **Pa Kole Dumbuya, Katiri (entretien n° 27)**

Ce dernier témoignage résume bien ce qui était en jeu alors dans les relations entre aînés et cadets : le travail, l'éducation et les rapports matrimoniaux.

Du point de vue du travail, le départ du village était, pour la première génération des émigrants, souvent synonyme de rupture avec le village et le groupe domestique. Rupture définitive dans de nombreux cas puisque la plupart n'ont jamais donné de nouvelles. Les aînés ne pouvaient, en effet, accepter d'être privés de ces individus productifs qu'ils avaient eux-mêmes formés et dont la présence au sein du *kuru kuru* est la condition *sine qua none* à son bon fonctionnement – comme elle l'était d'ailleurs à la reproduction de l'ensemble du système

social. Mais de leur côté, nous l'avons vu, les aînés participèrent aussi à la déstructuration des *kuru kuru* en consacrant une partie des produits du travail domestique à l'achat de biens de consommation de prestige (notamment des tôles ondulées pour le toit des maisons) sur le marché local. On assiste donc à un double détournement de l'énergie de travail et à une rupture, partielle, du cycle prestation (en travail) redistribution (en subsistance) entre les générations.

Nous avons déjà souligné que les discours des personnes âgées vantant l'unité totale des groupes domestiques dans leur jeunesse quand ils étaient placés sous l'autorité des aîné(e)s ne doivent pas être pris pour argent comptant. Néanmoins, les tensions générées par ces nouvelles migrations sont très présentes dans les témoignages. Les vieux sella-limba qui ont quitté un temps leur village concentrent ces problèmes dans une formule : « *I did not say goodbye* » :

> « I *left to Liberia after Bala Kinto strike* [voir supra]. *I did not say goodbye to my elders. If I did, they would have not accept to leave me. I came to a friend, Fernando N'diaie and I left to Liberia to work in the rubber farm. I stayed there 7 years. After I went to Kono district. I stayed there. Once I have been lucky* [trouver un diamant de bonne taille], *so I came back to marry here* ».
> **Mansu Bangura, Kamete (entretien n°A132)**

Le conflit entre les générations concerne également les femmes : les belles-filles placées sous l'autorité de la mère de leur époux cherchent à gagner leur autonomie le plus tôt possible. On retrouve les mêmes témoignages outrés sur l'évolution des mœurs domestiques dans le cas des relations entre les femmes :

> « *At that time, you did not see a daughter in law measuring rice* [compter le nombre de cup pour préparer le repas du soir]. *I was asking my mother-in-law : 'today there is no food' and she was measuring and she gave you the food to cook. It was forbidden for young girls to crop groundnut at that time. Even now, daughter-in-law waits one year before cropping for their own* ».
> **Kay Dumbuya, Kamaben (entretien n° 57)**

Cependant, les jeunes belles-filles n'avaient pas, alors, l'opportunité de quitter le village pour vendre leur force de travail. Les premières émigrations sont en effet presque exclusivement masculines. On assiste plus à un partage du temps de travail et du produit de ce travail en fonction de l'âge et de la position de chacune dans la famille :

> « *I was born in Kasigri. I have been betrothed at a very young age.* […] *The first years, I only worked for my mother-in-law. After the harvest, I was asking 'Please mother-in-law, give me for my dress. I went to a Pa Kande [a trader in Kamakwie]. With 10 '*troppest pans*'* [environ 20 kg de coque] *you got a pair of slipper* [tong], *2 lapa* [4 yards] *and some change to buy salt. My husband was climbing palmtrees* [pour collecter des régimes]. *My mother-in-law was making the palm oil process. I was just getting water. Later, she let me the malenko* [palmiste] *to solve my own problems, like buying medicines, or soap. When I got mature enough, she gave me some seeds of groundnut. After we have finished her own plot, she let me crop mine* ».
> **Yeli Samura, Kamagbaio (entretien n° 119)**

Les anciennes lignes de tension sont génératrices de fractures durables, non seulement entre aînés et cadets, mais également entre co-épouses. Dans un contexte de déstructuration des *kuru kuru*, alors que la pratique du lévirat devient un archaïsme, les femmes, d'au moins dix ans les cadettes de leur époux, ne peuvent plus compter que sur les enfants qu'elles ont élevés pour assurer leurs vieux jours. Chacune essaie de promouvoir l'avenir des enfants de sa propre marmite et ce dans tous les domaines : la production agricole, les études ou encore le commerce :

> « *Before I married I started a business: I was buying pan in Freetown, and selling it here. My father did not help me, he did not give me money. There is jealousy amongst the women, each one tried to develop her own children.* [...] *I was still cropping for my father, but Mankala* [le village de sa mère] *people gave my mother a swamp for us* [avec son frère utérin] *to crop it. We did not mix our rice with the rice of the father. At that time, we were all in the same pot, but, because the population increases, sometimes in rainy season the women did not cook for all. Each one has to find food for themselves. We were also selling the rice from the swamp. Then, my mother offered me a woman, from the same place, Mankala* ».
> **Suri Camara, Rogbum (entretien n°79)**

Dans ce contexte, l'accès à l'éducation est devenu également un enjeu de plus en plus important. Durant la première moitié du protectorat, seuls les Paramount Chiefs les plus prospères se voyaient offrir la possibilité d'offrir une éducation occidentale à leurs enfants. Les Britanniques ont ainsi favorisé l'émergence d'une élite indigène contrebalançant l'élite krio de Freetown et capable de conduire le pays à l'indépendance (Corby, 1981). À partir des années 50, l'accès aux premiers niveaux du système éducatif se démocratise. Richards (1996) montre d'ailleurs l'importance que les sierra-léonais accordent à l'éducation des enfants, et le poids de la crise du secteur de l'éducation dans le déclenchement de la guerre civile en 1991.

Passé un certain âge, le coût d'opportunité du temps passé sur les bancs de l'école pèse lourd sur le groupe domestique et il fallait souvent faire un choix : quel enfant ira à l'école, quel enfant ira aux champs ? Dans le cas le plus général, le chef du groupe domestique choisit

de faire travailler l'aîné des cadets dont il a la charge pour que les plus jeunes puissent aller le plus loin possible à l'école. Ce choix peut être évidemment générateur de tensions dans les groupes domestiques, surtout si l'aîné des cadets en question n'est pas le fils mais le neveu utérin du chef du groupe domestique.

Les rapports matrimoniaux, enfin, apparaissent dans les témoignages comme l'enjeu majeur des rapports entre aînés et cadets. Nous avons vu (voir p.123) que le contrôle des aînés sur les cadets reposait notamment sur le contrôle par les premiers de la circulation des filles entre les groupes domestiques et les villages de l'aire matrimoniale. Le mariage était une étape cruciale vers l'autonomie du jeune homme dans son groupe domestique. Les jeunes couples se voyaient confier le plus souvent une petite parcelle, souvent dans un bas-fond (voir infra). Les jeunes hommes dépendants, soutenus par leurs tutrices respectives, cherchent à être mariés plus jeunes. Inversement, les aînés à la tête des *kuru kuru*, presque toujours des vieux hommes polygames, retardent l'âge du mariage des cadets qui sont sous leur autorité. Cette tension se traduit dans les campagnes de l'époque par de nombreuses affaires de mœurs (« *women damage* » en krio) ou de sorcellerie. Les notables des villages organisaient de véritables tribunaux où les jeunes jugés trop ambitieux étaient à la barre des accusés. Ces blocages constituaient une des motivations des premiers migrants vers les zones diamantifères et constituera un des griefs des jeunes enrôlés par les rebelles du RUF en 1991 (Richards, 2004).

1.4.2 La riziculture inondée : du compromis entre les générations à l'éclatement des groupes domestiques

Nous avons vu que le développement de la riziculture inondée a surtout été le fait des jeunes hommes. Ces derniers descendaient dans les bas-fonds pour effectuer le labour à la *kudaba* après avoir semé le riz dans les essarts des terres pluviales. On peut interpréter, à la lumière de l'évolution des rapports sociaux évoqués plus haut, cette organisation sexuelle et générationnelle du travail comme un compromis entre les générations.

Les petites parcelles des cadets se détachent de la grande parcelle de l'aîné

Les aînés privilégiaient le travail dans la « grande parcelle » (*tembuy,* voir p.115), non seulement pour assurer la sécurité et la perpétuation du groupe domestique mais aussi pour profiter des nouvelles opportunités offertes par la commercialisation des denrées agricoles.

Les cadets souhaitaient gagner en autonomie pour eux aussi accéder aux biens de consommation mais également pour parvenir à se marier plus jeune. Ils acceptaient donc de travailler pour le vieux dans la grande parcelle à condition que celui-ci les laisse jouir d'une portion plus importante de leur temps de travail pour cultiver un *hutolo* (« petit essart » voir page 121).

On comprend mieux l'intérêt des jeunes travailleurs des groupes domestiques pour la riziculture inondée. Elle permettait, grâce au décalage des opérations culturales dans la saison des pluies (voir fig. 30 page 180), de mieux tirer parti du temps de travail qui leur était accordé pour leur propre activité.

> « […] *I was also working in my swamp.* […] *I was the first to brush it. I was joining a kune* [groupe de travail, voir page 392 et 474], *and after the work in the father plot we were going down to our swamp. In the dryland, the rice was sowed and we were already weeding the rice. Every brother had a swamp like this but you could not go in the swamp if the work for the father was not finished ».*
> **Bokari ?, Kamule (entretien n°A131)**

> « *My father shared the swamp for me and Momodu Binti. I would say it was our 'pocket swamp' because this swamp was for our 'pocket money'. The rice was for us, not to feed the family. I worked on this plot beside the work for the father : in the morning then in the evening, if you are not too tired. On the friday, there is no work for the father, I could work a lot on my 'pocket swamp'. I cropped 4 to 5 pans there* [10-12,5 kg de paddy correspondant à 10 à 25 ares cultivés], *my father gave me the rice. I keep the bag in my room, and I was selling my rice to the traders, keeping some to cook in the afternoon. I bought fine polo, glossy trousers and fine shoes* ».
> **Santigi Camara, Kademba (entretien n° 60)**

À la première génération, il semble que c'est souvent via leur mère que les cadets accédaient, par groupe de frères utérins, à une portion des bas-fonds du territoire lignager. Les chefs des *kuru kuru* distribuaient à leurs épouses des portions de bas-fonds non aménagés qui étaient cultivées par les jeunes hommes dont elles avaient la charge. Le riz récolté permettait, d'une part, aux femmes en question d'assurer la prospérité de leur propre marmite et, aux jeunes hommes, d'accéder à des biens de consommation de prestige.

L'existence de sous-unités partiellement autonomes au sein des *kuru-kuru* n'est pas complètement inédite. Nous avions déjà noté l'existence des grandes et des petites parcelles ainsi que l'autonomie relative des marmites au sein des groupes domestiques. Mais la déconnexion dans le temps (calendriers techniques indépendants) et dans l'espace (avec la différenciation des bas-fonds dans le paysage cultivé) singularisent le travail des cadets et leur offre la possibilité d'une organisation plus autonome. C'est ainsi que l'introduction concomitante de la rizi-

culture inondée, et la possibilité de commercialiser la récolte de riz issue des bas-fonds, correspondent à un mouvement significatif d'émancipation des cadets vis-à-vis des aînés et d'autonomisation relative des différentes marmites vis-à-vis du *kuru kuru*[66].

Éclatement des groupes domestiques

À la seconde génération, les frères utérins restés au village se partagent la portion en différentes parcelles. Ils partageront ultérieurement cette parcelle avec leurs propres cadets en les laissant cultiver une portion de plus en plus importante à mesure qu'ils gagnent en autonomie : après leur mariage, la naissance de leur premier enfant, etc. Le partage s'est poursuivi ainsi de génération en génération. Dans les zones les plus denses, comme à Kamawanka, les parcelles font aujourd'hui entre 10 et 50 ares.

Le mode d'exploitation des bas-fonds implique un nouveau mode de régulation foncière. La reproduction de la fertilité ne repose plus seulement sur la croissance de la végétation spontanée pendant une période donnée, comme pour l'abattis-brûlis des recrûs arborés denses, mais également sur l'aménagement progressif des parcelles qui permet de mieux profiter des avantages de l'inondation pour la culture du riz. En réalisant cet investissement pluriannuel en travail (désouchage, élargissement, planage, drainage, etc.) et en les cultivant régulièrement, les usagers s'approprient de facto le droit d'usage de ces rizières.

Si l'aîné d'un patrilignage *lasiri* (autochtone) attribue la parcelle à un jeune homme de son groupe domestique, ce dernier maintiendra ses droits d'usage sur sa parcelle tant qu'il la cultive. Mais s'il l'abandonne momentanément, elle pourra être attribuée à un autre usager. Cependant, les droits des usagers sur cette portion de l'espace cultivé se renforce avec le passage d'une génération. Après la mort de l'aîné, il sera alors beaucoup plus difficile à ses successeurs, voire impossible, de remettre en question les droits d'usage acquis aux générations précédentes.

L'émergence progressive de ce nouveau mode de régulation foncière pour une portion précise du paysage cultivé est le signe d'un changement profond dans les rapports sociaux de production et de reproduction dans les campagnes. En effet, dans un premier temps, le compromis entre les générations permettra de maintenir la cohésion du *kuru-kuru*. Mais à la mort de l'aîné, les groupes de frères utérins, déjà organisés sous l'autorité de leur mère ou tutrice pour le travail dans leur parcelle de bas-fond, n'accepteront plus de travailler sous l'autorité de leur oncle paternel. Ainsi s'amorce une tendance importante pour l'histoire de la paysanne-

[66] Delarue (2007 : 200-201) décrit le même phénomène en Guinée Forestière, à la même époque.

rie sella limba dans le seconde moitié du XXe siècle : l'éclatement des groupes domestiques et l'organisation de la production et de la consommation en unités économiques de taille toujours plus réduite.

Il est essentiel de distinguer les processus de segmentation et d'éclatement des groupes domestiques. La séparation des membres d'un groupe au passage d'une génération n'est pas chose nouvelle. Mais la segmentation des *kuru kuru* avaient auparavant pour résultat la reconstitution de nouveaux *kuru-kuru* qui fonctionnaient de manière identique. À partir des années 50, le processus d'éclatement des groupes domestiques aboutit, à moyen terme, à des unités de production et de consommation de taille toujours plus réduite dont les caractéristiques socio-démographiques s'opposent désormais au fonctionnement quasi-autarcique des anciens *kuru-kuru.*

2 La culture intégrée du tabac : contractualisation, exploitation et dé-capitalisation de la paysannerie sella (1973-1996)

En 1973, une multinationale du tabac, la British and American Tobacco (BAT), avec le soutien actif du gouvernement sierra-léonais, met en place une filière intégrée de production de tabac. Pour saisir l'importance de cette période dans l'histoire des dynamiques agraires régionales, nous repartirons des questions que soulèvent l'analyse des paysages en Sella Limba. Après avoir décrit les modalités nationales et locales de cette forme de contractualisation de l'agriculture paysanne, et la manière dont la paysannerie a résisté aux clauses du contrat qui leur était imposées, nous analyserons ses conséquences agro-écologiques et socio-économiques, conséquences qui ont pesé sur les dynamiques agraires de la région largement au-delà la déstructuration de la filière en 1996.

2.1 Recul brutal des recrûs arborés : la question de la trajectoire agro-écologique du sud de la Sella Limba dans les années 80

Nous avons vu qu'aujourd'hui, les paysages du sud de la Sella Limba étaient dominés par les « savanes herbeuses » (figure 5). Les parcelles sur les terres pluviales sont de petite taille et le parcellaire est presque jointif. On observe de nombreux champs billonnés. À tout point de vue, cette zone agro-écologique contraste avec celle située au nord où dominent les recrûs arborés denses, et un parcellaire typique de l'exploitation du milieu en abattis-brûlis avec de

grandes parcelles éloignées les unes des autres dans un paysage dominé par les recrûs arborés denses. Quand les trajectoires agro-écologiques des zones sud et nord du centre de la Sella Limba ont-t-elles divergé ?

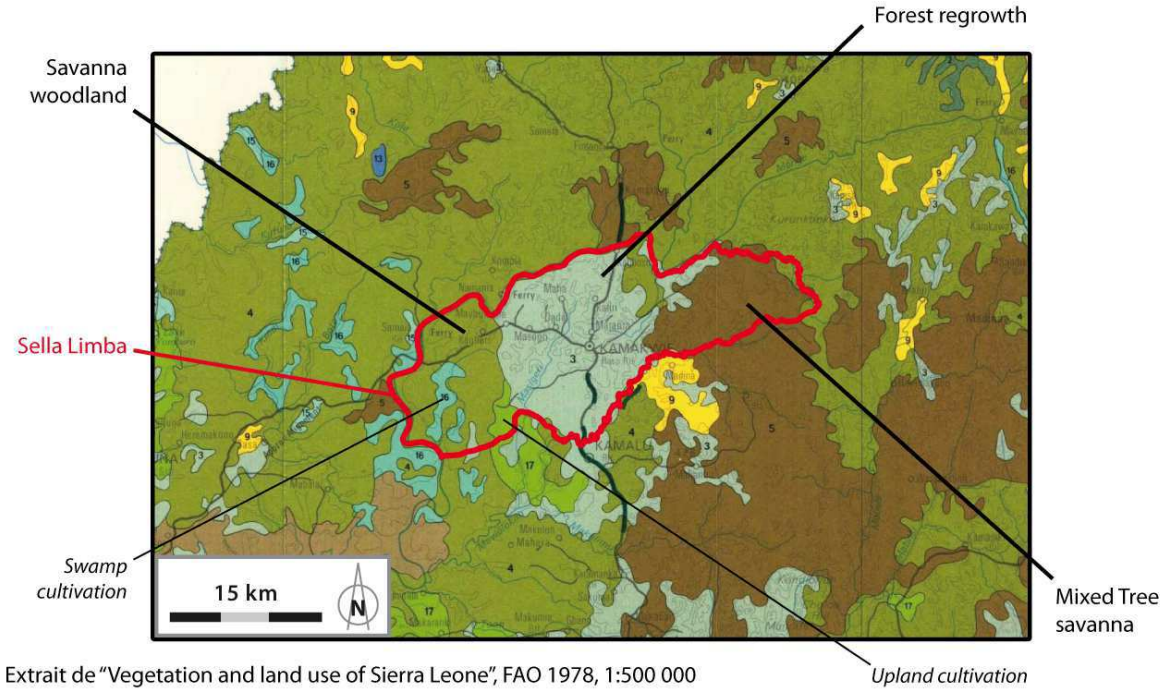
Un processus brutal qui date des années 80

Jusqu'à la fin des années 50, ce processus de différenciation entre les deux zones agro-écologiques était à peine amorcé. Quelques indices, bien fragiles, sont visibles sur les photographies aériennes prises en 1958 et 1960 (relative importance au nord des portions du paysage non exploitées, peut-être des recrûs arborés plus puissants). Rien, en tout cas, dans le témoignages de paysans ou dans ces photographies, ne permet, à la fin des années 60, de définir deux zones agro-écologiques différentes caractérisées par des modes d'exploitation du milieu différents. Le développement d'une riziculture inondée paysanne et l'aménagement des parcelles de bas-fonds concernent aussi bien le nord que le sud de la Sella Limba. Nous avons vu que l'intensification par le travail des modes d'exploitation du milieu à cette époque n'était pas imputable à une hypothétique crise de l'abattis-brûlis.

En fait, historiquement, le contraste est surtout frappant entre le centre de la Sella Limba et ses marges où domine la savane arborée et où les modes d'exploitation du milieu sont assez différents. Un témoignage indirect ultérieur vient confirmer ces observations. En 1975, la FAO, le PNUD et le MAF (Ministry of Agriculture and Forestry, Sierra Leone) ont entrepris un « Land Ressource Project » dont l'objectif était d'évaluer le « potentiel agricole du pays ». Dans ce cadre, une nouvelle carte de la végétation au 1:500 000^{e} a été produite sur la base d'une nouvelle série de photographies aériennes (1:70 000^{e}, en couleurs infra-rouge, prises entre décembre 1975 et janvier 1976). Nous n'avons pas retrouvé les clichés, mais la carte en question (carte 10). Elle propose une description de la végétation en 19 unités cartographiques (FAO, 1978).

Sur cette carte, les marges de la Sella Limba correspondent aux unités cartographiques « *savanna woodland* » et « *mixed tree savanna* », décrites toutes les deux dans la légende comme des couverts avec des « *Trees often gnarled, up to 15 m. Tall grasses, up to 3 m tall* » où les arbres forment soit une « *Fairly closed canopy* » soit sont « *Scattered* ». En somme, d'après cette carte, les marges de la Sella Limba sont déjà dominées par ce que nous avons appelé le continuum forêt claire – savane arborée (figure 6) que nous observons dans le paysage actuel. Par contre, le centre de la Sella Limba correspond à l'unité cartographique des « *forest regrowth* », décrits comme « *Bush fallow pattern. Thicket in several stages of regrowth. Trees*

up to 10 m tall. Oil palms and scattered large trees ». Nous avons appelé ce type de couvert des recrûs arborés denses. Aucune différence n'est faite à cette échelle entre le nord et le sud du centre de la Sella Limba (carte 10).



Carte 10 : Extrait de la carte de végétation de la Sierra Leone au 1:500 000 réalisée à partir de photographies aériennes de 1975-1976

L'unité cartographique « swamp cultivation » correspond ici probablement aux cuvettes inondées des bolilands. L'unité cartographique « upland cultivation » correspond soit aux premières aires de production de tabac (voir infra) soit à une erreur d'interprétation (seules 19 unités décrivent la diversité de la végétation de la Sierra Leone).

Les différences entre la zone nord et la zone sud n'étaient pas suffisamment nettes sur les photographies aériennes de 1975 pour figurer sur la carte de la végétation.

De quand date alors le recul des recrûs arborés denses au profit des savanes herbeuses dans le sud de la Sella Limba ? Pour un témoin direct, il est particulièrement difficile de dater le début du processus d'évolution d'un paysage. Pour essayer de cerner ce « moment », on peut s'appuyer sur le souvenir de ceux qui reviennent en Sella Limba après avoir séjourné longtemps à Freetown ou dans les zones diamantifères.

> « *When I was young, all the people of the kuru kuru were cropping in a single direction. Pa Sati, the elder of the kuru kuru, was brushing in two lands : Kayumboro and Kahumbona. I left to dig for diamonds in Kono. I did not know when I left, but I have seen the independance day* [27 avril 1961] *there and I have even seen when the Queen visited the Sierra Leone* [15 octobre 1962*]*. […] *When I came back in Kamawanka, people were cropping tobacco* [postérieur à 1975, cf infra]. *Only Bokari and Ronko [les deux aînés du patrilignage Bangura décédés au début des années 90] were still cropping in thakay* [recrûs arborés denses]. *I only brushed thakay once in Kahunbuna. In Kayumboro I have never met thakay again* ».
> **Adikali Samura, Kamawanka (entretien n°269)**

Il semble donc que le recul des recrûs arborés dans la zone sud date des années 1980. Il s'agit de fait, à l'échelle locale, d'un processus agro-écologique rapide, et même brutal.

Comment expliquer le recul des recrûs arborés dans le sud de la Sella Limba ?

La progression de la savane herbeuse dans le sud de la Sella Limba durant les années 80 s'est traduite par une crise de la fertilité qui a forcé les paysans à intensifier plus encore leurs pratiques au prix d'une baisse continue de la productivité du travail (voir section 3 de ce chapitre). En ce sens on peut parler ici de dégradation du milieu exploité. Elle a concerné la majorité des villages et des paysans de Sella Limba. Même si la crise agraire actuelle ne se résume pas à cette crise agro-écologique, elle y participe grandement. Il est donc légitime de s'interroger sur les causes profondes de ce processus brutal.

À la question posée frontalement, les paysans désignent parfois le « feu », qui se propage chaque année en saison sèche dans la savane, comme responsable du recul des couverts arborés qu'ils exploitaient naguère. Le feu a un rôle dans le maintien de la savane, mais il ne peut expliquer le basculement d'un couvert dominé par les recrûs arborés vers un couvert majoritairement graminéen. Dans le nord du *chiefdom* où le paysage est encore dominé par les recrûs arborés denses, quand les paysans procèdent au brûlis d'une parcelle, le feu ne pénètre jamais profondément dans les couverts arborés adjacents. Tout au plus, il peut ralentir la croissance des arbres touchés en bordure de parcelle, mais pas provoquer le recul des couverts arborés à l'échelle des versants.

La zone sud est la plus densément peuplée de la Sella Limba, environ 150 hab/km² contre 100 pour la zone nord (carte 6). Nous avons vu que c'était déjà le cas à la fin des années 50. Quel est le poids du peuplement inégal à l'échelle de la région étudiée dans ce processus brutal de différenciation des zones agro-écologiques ? Est-ce que le recul des couverts arborés dans le centre de la Sella Limba est imputable à la « pression démographique » ? Autrement dit, est-ce que, localement, le recul des recrûs arborés dans le sud de la Sella Limba constitue

un exemple de crise de l'agriculture d'abattis-brûlis ? Nous pensons effectivement que la croissance de la population agricole a pu provoquer une accélération des rotations et une réduction de la durée des recrûs arborés. Cependant cette croissance a été compensée, d'abord par le départ de nombreux jeunes actifs vers les mines de l'est du pays et dans une moindre mesure par celui vers les marges Ouest de la Sella Limba pour la colonisation des bolilands. L'intensification de l'exploitation des zones basses du paysage a également permis sans doute de soulager la pression sur les terres pluviales, même si, initialement, ce n'était pas ce qui avait déterminé le développement des pratiques de riziculture inondée. Dans les villages de la zone nord de la Sella Limba, l'abattis-brûlis des recrûs arborés s'est maintenu malgré des niveaux de densité de population relativement élevés.

Encadré 4: Performances du système agraire (années 50-60, voir encadré 3)

Quel est le nombre de personnes que pouvait nourrir théoriquement le système agraire mis en place à partir des années 50 et qui combinait l'exploitation des recrûs arborés sur les terres pluviales et l'exploitation des bas-fonds inondés.

Rappelons que dans le système d'abattis-brûlis la production totale nette de céréales s'élève à 1483 kg/an en moyenne et que chaque hectare défriché une année donnée correspond à 9 ha de terres mobilisées (2 années de culture et 7 années de recrû arboré environ). Dans les bas-fonds, la production nette est de 1252 kg/an, et chaque hectare cultivé correspondait seulement à 2 ha mobilisé (si 2 à 3 années de culture alternent avec 2 à 3 années de recrû spontané).

Nous avons également précisé que 12,5 % de la surface du finage de Kamawanka correspondait à des surfaces ne rentrait pas dans les rotations. Au sein des 87,5 % des terres restantes on peut distinguer 5 % de bas-fonds et 82,5 % à des terres pluviales.

Ainsi, le rendement « territorial » devait être d'environ 17 300 kg de grain par km² (1483/9*0,825 + 1252/2*0,05). Avec 200 kg de grain/an/individu, la densité maximum que ce système « peut *supporter* » était environ de 84 hab/km². Compte tenu des disparités de peuplement au sein du *chiefdom* ce niveau de densité a du être atteint dans le sud de la Sella Limba à la fin des années 70 (graphique 2).

En somme, si la croissance de la population agricole et l'accélération des rotations dans le sud de la Sella Limba ont joué un rôle dans l'évolution des paysages et des modes d'exploitation du milieu, celles-ci ne peuvent expliquer le caractère brutal du processus de différenciation.

On trouve parfois dans la littérature, et quelque fois aussi dans la bouche de nos interlocuteurs, un lien entre l'éclatement des groupes domestiques et la dégradation des milieux exploités. Ainsi on lit dans Binder (1989), au sujet d'un autre *chiefdom* situé une centaine de kilomètres au sud de la Sella Limba :

> « *Traditional households are undergoing a fundamental change : whereas in former times households consisted of several generations working together on one common plot, nowadays the younger generation tend to leave the parental household after marriage to live and cultivate independantly ; Futhermore women culivate their own plots* […] *new households claim plots for their own cultivation leading to increased land pressure. Since there exists a minimum requirement for the size of land to meet the food demand of the household, fallow period are reduced over time* »

Quelle que soit l'organisation sociale de la production pour laquelle les paysans optent, la surface mise en culture chaque année a pour limite supérieure le nombre d'actifs agricoles multiplié par la surface qu'ils sont capables de mettre en culture aux vues des moyens de production dont ils disposent. On comprend mal pourquoi, parce que les unités de production sont plus petites qu'auparavant la surface cultivée augmenterait, sauf conditions particulières que l'auteur n'explicite pas.

Entre les années 1972 et 1996, dans le nord de la Sierra Leone en général, et en Sella Limba en particulier, la production de tabac a pris une place considérable dans certaines zones. Dans ce chapitre, nous allons voir que les conditions de développement de cette culture à vocation commerciale ont pesé très lourd dans les dynamiques agro-écologiques de la région étudiée. Il est indispensable pour comprendre le processus brutal de dégradation du milieu cultivé dans la zone agro-écologique sud de la Sella Limba d'évoquer cet épisode.

2.2 La culture du tabac sous contrat en Sella Limba (1973-1996)

La culture du tabac n'est évidement pas en cause elle-même : ce sont les modalités concrètes de la contractualisation de la paysannerie à cette époque qu'il importe d'analyser. Nous allons voir dans ce paragraphe que ces modalités étaient défavorables aux producteurs, à court et à long terme. À court terme puisque la profitabilité de la filière reposait sur la fai-

blesse des prix offerts aux producteurs sous contrat. À long terme parce que l'entreprise a également profité de la fertilité accumulée dans l'agro-écosystème cultivé au prix de sa dégradation rapide.

2.2.1 Exploitation de la paysannerie à l'échelle nationale : le poids des politiques économiques

La culture du tabac sous contrat n'avait aucun caractère coercitif. Pour comprendre son succès il faut prendre en compte la politique économique sierra-léonaise et son évolution durant la seconde moitié du XXe siècle. Nous verrons également sur quelles bases repose la rentabilité de la filière mise en place par le gouvernement et la BAT.

Une politique de bas prix des produits agricoles

Le Sierra Leone Producer Marketing Board (SLPMB), mis en place en 1949 a gardé jusque dans les années 80 le monopole sur la commercialisation et l'exportation d'un certain nombre de produits agricoles, essentiellement le cacao, le café et les palmistes, représentant respectivement 10, 12 et 50 % des exportations agricoles en valeur en 1961 (FAOStat).

Le SLPMB a pratiqué une politique de bas prix aux producteurs : pour les palmistes, dans les années 60-70, le prix au producteur correspondait environ à la moitié du prix à l'exportation sur lequel l'État prélevait encore une taxe de 10 %. La différence correspondait aux frais de commercialisation (entre 15 et 30 % du prix à l'export) et au surplus engrangé par le SLPMB (données des rapports annuels de la Bank of Sierra Leone). De passage en Sierra Leone, René Dumont (1970 : 10), déplore cette politique en soulignant la baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs et le peu d'encouragement qu'ils reçoivent pour la culture des produits agricoles exportables. Levi (1975), à partir d'une fonction de production, essaie de calculer la production nationale perdue du fait du contrôle des prix. Zack-Williams (1990 : 24) parle carrément d'un mécanisme qui permet de « siphonner l'agriculture ». Les surplus dégagés par le SLPMB ont été utilisés, à l'indépendance, pour financer des projets agricoles mobilisant d'importants capitaux : exploitations rizicoles moto-mécanisées, usines d'extraction de l'huile de palme et de palmiste. Ces projets, très gourmands en devise, semblent tous avoir été des échecs (Dumont, 1970 ; Levi, 1975 ; Jedrej, 1983). Après leur fermeture définitive en 1967, le SLPMB n'était plus qu'une institution qui permettait à l'État « officiel » de taxer les

paysans et aux élites de l'État informel, le « shadow state », d'engranger des profits importants en détournant les produits achetés à bas coût vers les pays voisins où le marché était moins régulé (Reno, 1995 ; 152).

Les noix de palmistes étaient la principale source de revenu monétaire des paysans en Sella Limba et une source importante de devises pour l'État jusque dans les années 60. Cette politique de bas prix conjuguée à la baisse des cours mondiaux a entraîné la chute des prix relatifs des palmistes par rapport au prix du riz ou des biens manufacturés (voir figure 4). Les exportations chutent brutalement : en 1981 les palmistes ne représentent plus que 5 % des exportations agricoles sierra-léonaises (FAOStat). En Sella Limba, dès les années 70, le commerce des palmistes est abandonné. Désormais les palmistes sont laissés aux vieilles femmes sans ressource qui en extraient une huile dont elles font un savon vendu dans la rue. Mais l'immense majorité des noix est abandonnée après extraction de l'huile de palme.

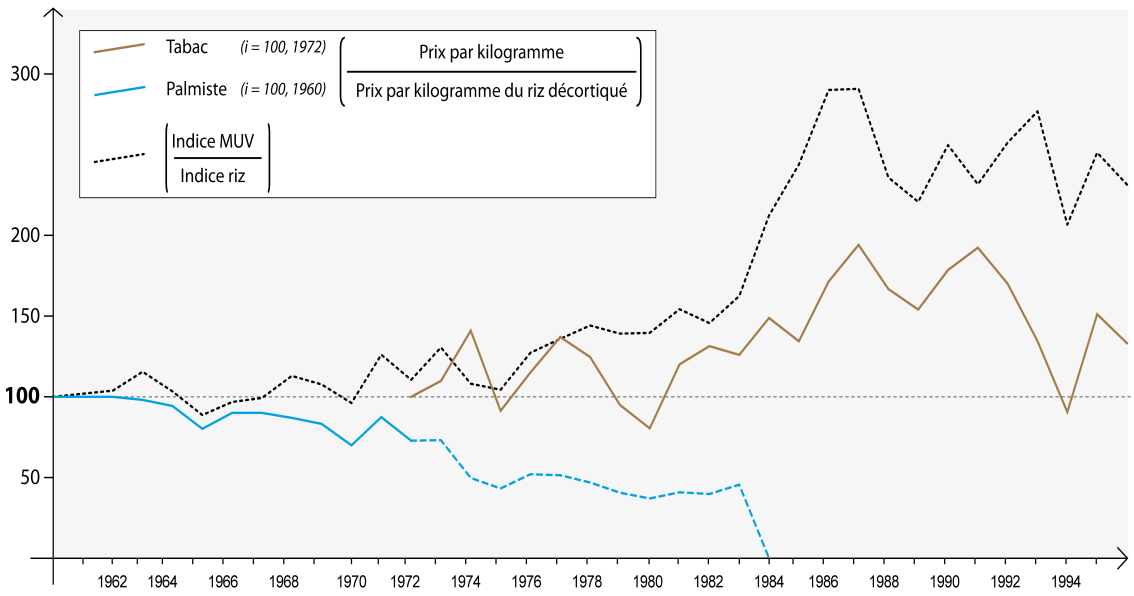
En ce qui concerne la production vivrière, les importations de riz étaient, depuis 1954 sous le monopole de la Rice Corporation (puis du SLPMB à partir de 1979). L'institution programmait les importations puis confiait la vente du riz importé aux commerçants licenciés (Phelinas, 1986 ; Levi, 1975). Le gouvernement fixait le prix du riz à la consommation. La Rice Corporation était également chargée d'acheter du riz aux producteurs. Mais étant donné la faiblesse des prix officiels, le déficit en capacités d'usinage du paddy livré et les lourdeurs bureaucratiques de l'agence, les paysans préféraient vendre leur surplus sur des marchés parallèles. Seul 1 % de la production nationale passait par la Rice Corporation (Phelinas, 1986 : 65).

A l'époque, les économistes discutaient des effets de la politique de contrôle des prix à la consommation : les producteurs et les consommateurs étaient-ils taxés ou au contraire subventionnés ? Pour (Levi, 1975), la politique du gouvernement était « Freetown consumers oriented ». (Spencer, 1981) affirme, au contraire qu'en limitant ces importations, le gouvernement a subventionné les producteurs. (Phelinas, 1986) montre que les taux de protection des producteurs ou de subvention des consommateurs calculés dépendent grandement non seulement des évolutions du cours mondial mais aussi des taux de change officiels ou réels et de la qualité des riz produits et importés.

Ainsi, jusqu'en 1975, si le gouvernement sierra-léonais ne soutient pas particulièrement la production rizicole nationale, sa politique ne s'oppose pas frontalement à son développement. Au contraire, on a vu que le développement des infrastructures a permis l'émergence en Sella

Limba d'une production vivrière marchande à destination des bassins de consommation que constituaient les zones diamantifères en plein boom. Les prix relatifs du riz se maintiennent, voire augmentent (figure 4) et la production nationale croît (figure 3 et (Phelinas, 1986 : 12)).

Peut-être parce qu'il n'avait pas atteint son paroxysme avec l'éclatement de la guerre civile en 1991, tous ces auteurs ne semblent pas voir l'émergence d'un système politique clientéliste qui marginalise progressivement la paysannerie nationale. Dans les années 70, le riz importé acheté avec les devises obtenues grâce à la vente des diamants était distribué à travers tout le pays par le Président et ses réseaux (Reno, 1995 : 144-5). Pour Richards (1996 : 51) les « *supporter*s » (voir page 193) qui employaient les travailleurs ruraux de tout le pays dans les zones diamantifères étaient tous des grands commerçants, souvent étrangers, ou des hommes politiques. Ils n'avaient aucun intérêt dans le développement d'un secteur vivrier marchand national : « *They have little time to organize the purchase, bulking and milling of country rice, but prefer instead to acquire white rice bagged and ready from the docks, by the lorry load* » (Ibidem : 51). Le prix réel du riz aux producteurs chuta entre 1976 et 1987 de 67 % (d'après Abraham et al, 1993 cité dans Richards, 1996 : 51) et le prix relatif par rapport aux produits manufacturés du riz se dégrada également (voir graphique 4). Pour ces auteurs, le développement du « shadow state » (Reno, 1995), ou du « patrimonialism » (Richards, 1996), est directement responsable de la chute de la production rizicole en Sierra Leone.



Graphique 4 : Evolution des prix relatifs entre 1960 et 1996 (exprimé en Le de 1960, indice 100 en 1980)

L'indice MUV (Manufacture Unit Value) est un « indice recomposé du prix des importations de produits manufacturés par les paysans en voie de développement » (plus d'information : http://data.worldbank.org).

Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes, Banque Mondiale, UNCTAD et FAOSTAT

C'est dans ce contexte de baisse des prix relatifs du riz[67], qui s'accélère dans les années 80, aggravée par la déstructuration organisée de la filière rizicole nationale, que le projet d'une filière intégrée de production de tabac émerge. Nous allons voir comment sa mise en place son développement sera l'occasion d'une lutte pour le partage de la valeur ajoutée entre les détenteurs du capital et les producteurs directs.

[67] Pour déterminer l'évolution des prix relatifs à long terme nous avons utilisé des sources documentaires, les prix de référence de la CNUCED (http://unctadstat.unctad.org) et des enquêtes sur les marchés locaux durant notre séjour en Sierra Leone. Les informations issus des enquêtes sur les prix historiques, trop ponctuels pour permettre la construction de série longue, ont permis de vérifier la cohérence des hypothèses.
Prix du riz : de 1960 à 1983, prix au consommateur officiel nominal (Phelinas 1986, 298) ; de 1983 à 1996, 1,4 x prix mondial.
Palmiste : de 1960 à 1972, prix aux producteurs officiels (Levi et al, 1976), de 1972 à 1984, prix mondial de l'huile de palmiste x 0,3.
Tabac : Sur la base des documents de la Rokel nous estimons que le prix payé au producteur a suivi celui du prix du tabac importé du Malawi. Source pour l'évolution du prix du tabac du Malawi : FAOStat.

Mise en place de la filière tabac par l'état sierra-léonais et la British and American Tobacco

Depuis les années 50, la compagnie Aureol Tobacco une filiale sierra-léonaise de la BAT, importait du tabac pour produire et vendre des cigarettes dans le pays. En 1972, d'après une note interne[68], la compagnie aurait détenu 96 % du marché national de la cigarette. La compagnie commence à s'interroger sur l'opportunité de produire du tabac en Sierra Leone même. Le double objectif est clair :

> « *On the 25th october1972, the Chairman's policy commitee gave its approval in principle to the formation of a leaf company in partner with a government agency* […] *The financial objective is to give the leaf company's shareholders a reasonable return upon their investment while at the same time provinding AUREOL with increasing quantities of leaf tobacco for cigarette and shag manufacture at price significantly below over all import cost* ».
> **Note for the tobacco division board, Sierra Leone, Formation of Leaf Company (15 octobre 1973)**

Des objectifs chiffrés en termes de profit et de dividende accompagnent cette note interne. Les auteurs annoncent que dès la troisième année 80 % des profits seront reversés en dividende et que le taux de rentabilité financière devra atteindre 15 %. Ces objectifs reposent sur la possibilité de payer les producteurs nettement en dessous du prix mondial.

> *« The direct return upon investment in the leaf company is thus some 24 % before tax. This is equivalent of a dividend of 10 % assuming tax at full rate and a 80 % distribution of profits. As regards AUREOL's profits, the leaf company's price are expected to average Le 0,67 per pound [1,48 Le / kg], compared with an overall imported cost of Le 1,00 per pound [2,20 Le / kg] »*
> **Ibid.**

À la fin de 1973, la Rokel Leaf Tobacco Development Company (Rokel) est fondée. Son capital est de 200 000 Le. 40 % des parts de la nouvelle compagnie sont laissées à l'État sierra-léonais via la National Development Bank. Pour la BAT l'objectif de la création d'une compagnie tierce avec participation publique est d'abord de se protéger d'une nationalisation complète « *which is often the fate of such organisation in Africa* ». Mais on peut ajouter que cette participation publique à la compagnie permet d'intéresser l'État aux profits qu'elle va générer. Dans un contexte où la puissance publique fixait le prix des principaux produits agricoles, l'intéressement des pouvoirs publiques garantissait les conditions légales de la profitabilité de l'investissement. Ainsi en 1985 une autre note interne souligne la collusion entre le gouvernement et la compagnie :

[68] Toutes les notes internes de la BAT relatifs à la production / commercialisation du tabac en Sierra Leone ont été retrouvés sur le site « Legacy Tobacco Documents Library », www.legacy.library.vcsf.edu.

> « *There are signs that the government might move towards including tobacco as a cash crop under a general agricultural marketing policy introducing the possibility of an imposed and uneconomic pricing system. At present the setting of tobacco prices with the Ministry of agriculture is only a formality and Aureol Tobacco Company managment are hopeful that the current situation can be maintained* »
> **Sierra Leone, Rokel Leaf Tobacco Development Co. Ltd., Visit to Makeni Flue and Fire Cured Areas (10th June 1985)**

La profitabilité de l'entreprise reposait sur la faiblesse des prix payés aux producteurs. Toutes les modalités pratiques de la production contractuelle de tabac étaient conçues pour que la Rokel et ses actionnaires accaparent la plus grosse part possible de la valeur ajoutée. Cela supposait, on le verra, tant pour le gouvernement que pour la compagnie, l'investissement dans des moyens coercitifs importants.

Dans un contexte de prix favorisant la culture du tabac, même dans ces mauvaises conditions, de nombreux paysans ont signé des contrats avec la Rokel. En 1991, il y avait, d'après les documents de la Rokel, 6534 producteurs sous contrat dans la zone de production du tabac « darked-fired » (traitement des feuilles au feu de bois, voir infra). Cela représentait plus de 25 000 personnes[69] et environ un quart de la population totale des *chiefdoms* concernés[70], sans compter que seuls les paysans des zones les plus denses ont intégré la filière (voir infra).

2.2.2 La contractualisation de la culture du tabac en Sella Limba

Ainsi, entre 1975 et 1996, l'exploitation de cette partie importante de la paysannerie ne reposait donc plus sur l'impôt, et plus seulement sur le détournement hors du cycle domestique d'une partie de l'énergie de travail à destination des zones diamantifères, mais également sur le maintien de prix bas garantissant des taux de profit élevés pour les capitaux engagés dans la production de tabac. Cette forme d'exploitation reposait également sur un certain nombre de modalités techniques locales qui assuraient la rentabilité maximum de l'investissement réalisé par la compagnie.

[69] À très gros traits nous comptons 1 homme pour 1 femme et 1 inactif pour 1 actif.

[70] Sella Limba, Sanda Loko et Gbanti Kamaranka (les deux derniers au sud de la région étudiée). La population de ces trois *chiefdoms* étaient de 121 317 personnes en 2004 (Statistics Sierra Leone, 2006). Si on prend en compte qu'entre 1991 et 2004 sur l'ensemble de la Sierra Leone la population rurale a cru de 18 %, la population de cette zone devait être en 1991 de 103 000 habitants environ.

Un paquet technique très exigeant

D'après les témoignages recueillis, en Sella Limba les premiers contrats sont probablement signés avec la Rokel en 1978. Les producteurs sous contrat ont l'obligation de suivre un cahier des charges précis. Les paysans se souviennent encore des normes édictées par les employés de la compagnie : « *1 acre = 4 'rows', 1 row = 1 bag* [d'engrais de synthèse, voir infra], *1 bag = 1000 seedlings* ».

Les techniques de culture imposées étaient, pour la plupart, complètement exotiques à l'époque en Sella Limba. Les premières années, il était demandé à tous les producteurs de tabac d'un village de se réunir en un seul « farm block ». Après avoir défriché et brûlé une parcelle de recrû arboré dense, les paysans devaient arracher les souches des racines. Dans ce but, des pioches étaient importées et livrées aux producteurs. Quelle est la logique agronomique derrière cette exigence ? Il est possible que la culture du tabac, une année donnée, enregistrait de meilleurs rendements si elle ne subissait pas la compétition des recrûs arborés dans la parcelle. Il pourrait y avoir, derrière cette exigence, une vision normative de ce qu'étaient de « bonnes techniques ». Pour les agronomes de la Rokel, l'abattis-brûlis était un archaïsme insupportable. Dans les parcelles, la « modernité » imposait un nettoyage complet du sol du « farm block » de toutes les souches et des racines[71]. Ce dessouchage massif était-il censé inciter les paysans à adopter la traction attelée comme semble l'évoquer Binder (1989 : 19) ? En tout cas, effectivement, outre l'énorme charge de travail que représentait cette opération, cette exigence de la Rokel va remettre en question durablement le mode de reproduction de la fertilité de toute la zone sud.

Une fois ce travail effectué, les paysans devaient construire des billons (buttes allongées) dans leur parcelle. On a vu (figure 10) que cette pratique du billonnage est aujourd'hui typique de la zone sud de la Sella Limba où aujourd'hui domine la savane herbeuse. Le calendrier des opérations était également dicté par la Rokel et ce travail devait avoir lieu en mars-avril, c'est-à-dire en pleine saison sèche. On imagine la pénibilité de cette opération alors que le sol est encore sec. Pendant ce temps, les paysans préparaient aussi les pépinières pour que les plants de tabac soient disponibles en avril-mai. Repiquer à cette période implique d'arroser non seulement les pépinières mais également les parcelles en plein champ. Cette corvée était prise en charge par les femmes. Évidemment, toute association de cultures était bannie des « farm blocks ».

[71] En 2011 encore, nous avons observé une ONG qui exigeait que les paysans arrachent tous les arbres des parcelles témoins grâce auxquelles les paysans étaient censés apprendre la bonne manière de cultiver du manioc !

Suivait une série d'opérations (désherbage, buttage, étêtage des plants, etc.) représentent autant de passages dans la parcelle. Mais l'élément clé de l'itinéraire technique de la Rokel était l'application d'engrais de synthèse. Avancés aux producteurs sous contrat en sacs de 25 kg, la valeur des fertilisants étaient déduits du produit de la récolte à la fin de la campagne. Les documents techniques de la Rokel de l'époque donnent 200 kg / ha de 6.8.20 (NPK) et 50 kg / ha de sulfate de potassium. Les paysans se souviennent également de l'urée destinée aux pépinières.

Le traitement des feuilles récoltées était une grosse charge de travail. Les feuilles de chaque plant de tabac étaient récoltées au fur et à mesure du bas vers le haut et les opérations de récoltes et traitement s'étalaient sur 4 semaines au mois d'août. Le tabac produit en Sella Limba était un tabac « Darked-Fired » : les feuilles étaient traitées à la fumée. Dans des fumoirs de la taille d'une petite maison (figure 37), les tabaculteurs faisaient un feu de bois vert et laissaient les feuilles noircir pendant une petite semaine. Ce travail est reconnu comme particulièrement éprouvant car il était nécessaire de visiter régulièrement, presque en apnée, le séchoir pour vérifier le processus, alterner les feuilles, alimenter le feu, etc. Il fallait ensuite trier les feuilles en fonction de leur taille et de leur texture, et les empaqueter par « head » (20 feuilles) puis par « bill » (gros sac compacté acheté au kilo). Ces opérations mobilisaient un actif à temps plein pour une petite parcelle pendant 1 mois à 1 mois et demi.

Fig. 34: Un fumoir à feuilles de tabac dans un village en Sella Limba aujourd'hui

Après la récolte, les billons étaient étalés sur le sol de la parcelle et les paysans semaient un riz à cycle court, le riz appelé *bankɛ*, une nouvelle variété fournie aux producteurs sous contrat par la compagnie. La récolte avait lieu en fin de saison des pluies. De ce point de vue également, l'itinéraire de la Rokel préfigurait les modes d'exploitation qui étaient amenés à se développer dans le sud de la Sella Limba durant les années 90-2000 (voir page 256).

Cet itinéraire technique imposé par la compagnie avait pour objectif de maximiser le rendement par hectare, c'est-à-dire la quantité de tabac produite par sac d'engrais, au détriment de la productivité du travail des producteurs et de leur rémunération. Un agronome de la Rokel en visite en Sierra Leone a compté plus de 500 jours de travail par ha, hors traitement des feuilles, pour la culture du tabac dans les parcelles sous contrat. Il s'inquiète d'ailleurs de voir les producteurs sous contrat abandonner la culture du tabac et met en garde la compagnie contre une politique de prix trop faible :

> « *Irrespective of educational background etc., growers will in the long run react in an economically rational manner attempting to maximise their net returns : at the same time, they are risk averse. Tobacco production invariably involves a substantial investment in capital assets.* […] *Examining the above it may be seen that in a capital scarce, land abundant (population density is only = 154/sq. Mile) situation the farmer is better off producing rice. It has the further advantage of requiring less family/hired labour and is in addition a staple. Obviously there are economic reasons for the existing growers to remain in production, they would not continue to grow otherwise. Nevertheless, production needs to be stabilised* ».
>
> **Rapport de visite de l'agronome Colin Archibald, 13th July 1993**

Les producteurs ont pu apporter à l'époque quelques adaptations à la marge à cet itinéraire technique. Les premières années, la Rokel fournissait aux paysans sous contrat les outils qu'elle estimait nécessaires et adaptés à la réalisation des opérations techniques spécifiques qu'elle exigeait : pioches pour l'arrachage des souches et des racines, pelles pour le billonnage, arrosoirs pour l'entretien des pépinières et des plants en début de cycle de culture. Mais la valeur de tout ce matériel était déduit de la production à la fin de la campagne. Quand les paysans se sont aperçus que rien n'était fourni gratuitement, ils ont demandé aux forgerons de produire des pioches de fabrication locale, les *konkondu*, pour remplacer les outils importée. Pour la construction des billons, ils ont d'abord utilisé la houe *kudaba* qu'ils avaient adoptée dans les années 50 pour la culture du bas-fonds (figure 26). Peu à peu, à mesure que les surfaces billonnées ont gagné en importance dans les paysages du sud de la Sella Limba, les paysans ont privilégié la rapidité du geste à sa précision. La *kusala kuboy*, utilisée alors dans les bolilands des marges Ouest (voir page 181), s'est imposée alors dans tous les villages. Les artisans locaux ont également imité les arrosoirs importés de la Rokel pour en fabriquer à partir de bidons de récupération.

Aujourd'hui, les producteurs de tabac ne sont plus sous la contrainte d'un tel cahier des charges. Ils ont donc adapté cet itinéraire technique exigeant (voir page 327) : tout d'abord, s'ils mettent en culture un recrû arboré dense, ils ne dessouchent pas les arbres et les arbustes dans la parcelle. Ensuite, toutes les opérations sont décalées en début de saison des pluies, ce qui épargne aux femmes des lourdes opérations d'arrosage des plants en plein champ. Les plants de tabac sont souvent associés avec d'autres cultures, notamment du piment. Les paysans passent moitié moins de temps dans les parcelles aujourd'hui (250 jours de travail / ha, hors traitement des feuilles) qu'à l'époque de la Rokel. Le résultat en termes de productivité du travail est difficilement comparable car, comme nous allons le voir, la qualité des feuilles produites détermine grandement la valeur de la production sur le marché local. Il est évident, par contre, que les pratiques paysannes de culture du tabac s'intègrent mieux aujourd'hui dans les systèmes de production que les techniques imposées de la Rokel.

Pour imposer ce paquet technique qui allait contre les intérêts des producteurs, la Rokel devait déployer des efforts considérables. L'organisation de la compagnie était celle d'une véritable administration territoriale. La zone de production était partagée en 5 « divisions » (Porto-Loko, Mile 91, Bo et Kamakwie), elles-mêmes constituées de « leaf-areas » (dans le cas du district de Kamakwie : Sella Limba, Sanda Loko et Binti Kamaranka), à leur tour décomposées en « sub-leaf areas », avec une petite dizaine de villages. Dans chaque « sub-leaf area »

un employé[72] de la compagnie était assigné. Son rôle était de surveiller que les producteurs respectent le cahier des charges. Il fallait veiller notamment à ce que les paysans ne détournent pas une partie des engrais fournis à d'autres usages et qu'aucune culture ne soit intercalée entre les plants de tabac.

La production était encouragée de manière diverse. Une forme de clientélisme s'est développée autour du réseau des tabaculteurs les plus prospères, chargés d'appuyer les employés de la Rokel dans les villages. Les « head farmers » et « master farmers », choisis par la compagnie, ont probablement pu jouir de leur position d'intermédiaire entre les employés de la compagnie et le gros des producteurs sous contrat.

> « *We encourage big farmers with various gift : radio, rice bags, fertilizer, etc. We set a competition among them. In each village we named a « head farmer » and a « master farmer » in each areas ».*
> **Anthony ??, ancien employé de la Rokel (entretien n°A85)**

> « I *was the head farmer* [of Mankala]. *I was in charge of any things the company brought in the village : zinc* [tôles ondulées], *nails, fertiliser, etc. I had to supply the farmers. I was the 'eye-watcher' of the company. All of us were cropping for the company, but I have never prevented traders* [du marché noir] *to come in the village. It was forbidden, if I was them I arrested them … but most were lucky. It was also forbidden to plant pepper on the tobacco heaps. The clerck* [l'employé de la Rokel] *was coming and we were inspecting the farmers plots together* ».
> **Isa Camara, Mankala (entretien n°68)**

Mais la mission principale des employés de la Rokel étaient de veiller à ce que les paysans sous contrat vendent l'intégralité de leur production à la compagnie.

Marché officiel et « marché noir »

En effet, nous avons vu que la rentabilité financière de l'entreprise dépendait de la possibilité d'acheter le tabac à bas prix. Au niveau national, cette possibilité reposait sur la coopération de l'administration qui décida d'un monopole pour la commercialisation du tabac et des engrais de synthèse dans les zones de production de la compagnie. Par ailleurs, en poursuivant une politique de bas prix agricole en général, le gouvernement favorisait la production de tabac par les paysans sierra-léonais.

[72] Il est remarquable que tous les anciens employés que nous avons rencontrés ont été recrutés dans les rangs des employés des projets Integrative Agricultural Development Project (IADP) financés à l'époque par la Banque Mondiale et qui visait, notamment, le développement d'une riziculture inondée « moderne ».

> « *Before the Rokel, people knew nothing about the tobacco.* [...] *We were teaching the farmers how to crop tobacco. After the curing [traitement des feuilles dans les séchoirs], we helped them to tie the leaves by grade. There were 6 grades : PX, DX, P, D, E and F. The PX leaves had to exceed 36 inches* [90 cm], *to get an elastic body and a heavy and sticky texture. But, eventually only the final buyer from the Rokel was grading the tobacco during the « market day ».* […] *It was forbidden to sell tobacco out, only the Rokle buyers were mandate to buy the tobacco. The Sierra Leone Police was arresting people to check in the vehicles* ».
> **Mister Dumbuya, ancien employé de la Rokel (entretien n°79a)**

Localement, en situation de force, la compagnie imposait ses conditions aux paysans. Le tabac devait être empaqueté en fonction de la qualité des feuilles et c'est l'employé chargé des achats qui évaluait la qualité des lots et fixait la valeur de la production. Des prix bas ont été maintenus durant toute l'existence de la compagnie, le prix aux producteurs étant fixé à moins de la moitié du prix mondial. Ainsi, lors de la dernière campagne, en 1996, la Rokel achète le tabac entre 800 et 1800 Le/kg (en fonction de sa qualité) quand le prix du tabac importé par la compagnie atteignait 3800 Le/kg, hors taxe (prix du tabac « non fabriqué » importé du Malawi, FAOStat).

Du produit de cette vente, la Rokel déduisait pour chaque producteur sous contrat la valeur des engrais et de toutes les autres avances faites durant la campagne. Les paysans qui n'avaient pas produit assez de tabac pour rembourser leur crédit voyaient leur dette reportée à la campagne suivante. S'ils étaient dans l'incapacité de régler leur dette, la Rokel les faisait comparaître devant les cours de justice du *chiefdom*, mais aucun témoignage n'indique que des sanctions n'aient jamais été prises. La Rokel se contentait de ne plus signer de contrat de culture avec eux.

Le tabac produit était acheté à l'occasion des « market days », jours durant lesquels la compagnie récupérait en camion les lots de tabac d'un secteur et évaluait la production de chaque producteur sous contrat. Mais la compagnie n'organisait en Sella Limba que 3 « market days », et ne procédait au paiement que plusieurs semaines après. Cette organisation lourde imposait des délais assez importants qui se répercutaient dans la trésorerie de nombreux groupes domestiques. La vente du tabac intervenait notamment trop tard pour régler les droits d'inscription des enfants à l'école.

Les paysans étaient informés du prix du tabac et des frais de campagne le jour du « market day ». Ces prix étaient déterminés lors d'une réunion des dirigeants de la Rokel en fin de campagne qui s'appuyaient sur les informations émanant des employés de terrain. Plus la production s'annonçait importante, plus ils baissaient les prix. L'opacité de ce système faisait de la

culture du tabac sous contrat une spéculation risquée, ce que note Binder (1989 : 20) « *Farmers feel that they are kept in the dark as non of them could tell what amount of credit had been deducted ? Similar problems arise in relation to tobacco grading which had been recently become stricter since only the first three grades are now accepted. Farmers claimed that non explanation of the system of grading was given to them by RLTDC and that it was too subject to the whims of the RLTDC field personnel* ».

Dans ce contexte, les paysans détournaient une part importante de la production pour la vendre à des commerçants spécialisés. Ce marché parallèle a pris le nom de marché noir. Les employés sur le terrain devaient évaluer le niveau de la production de chaque producteur pour vérifier, en fin de campagne, que ces derniers apportaient toute leur récolte à la Rokel. La police et le *Paramount Chief* étaient mobilisés pour contenir au maximum le marché noir. Pour tromper leur vigilance, un paysan nous a raconté avoir fait construire un fumoir à double fond pour dissimuler une partie de sa récolte. Les paysans réservaient au marché noir les feuilles de la meilleur qualité (PX) car les prix de ces commerçants étaient 1,5 à 2 fois meilleurs que ceux de la Rokel. Autre avantage, la vente du tabac un ou deux mois avant le « market day » de la Rokel constituait un apport de trésorerie non négligeable en pleine soudure. Dans une note interne, la Rokel estimait que 30 à 40 % du tabac produit sous contrat leur échappait.

2.3 Intensification des modes d'exploitation du milieu et marchandisation des rapports sociaux : l'héritage des années tabac

L'expérience se termine en 1996 avec l'arrivée des rebelles du RUF dans le nord de la Sierra Leone et la fermeture de la compagnie (infra). Mais les 23 années de culture du tabac sous contrat, selon les modalités techniques et sociales de la filière de la BAT, ont infléchi la trajectoire du système agraire largement au-delà de cette période. Les conséquences à moyen et long terme de la tabaculture intégrée sont de trois ordres : le recul des recrûs arborés dans la zone Sud de la Sella Limba ; le recul de la production vivrière ; la différentiation économique et la marchandisation des rapports sociaux au sein des villages.

2.3.1 Recul des couverts arborés dans la zone agro-écologique Sud

Arrachage des recrûs arborés dense et accaparement du capital fertilité

L'arrachage obligatoire des souches et des racines dans les « farmblock » dédiés au tabac empêchait le redémarrage des recrûs arborés denses à partir des rejets et des drageons comme dans le système d'abattis-brûlis local. Cette clause du cahier des charges de la BAT est centrale pour comprendre le caractère brutal du processus de dégradation agro-écologique. En rendant impossible la reproduction de la fertilité, la culture du tabac sous contrat dans les années 80 a accéléré la disparition de l'abattis-brûlis comme mode d'exploitation du milieu. Dans un contexte où la densité de population était élevée, les « farm-blocks » dédiés à la culture du tabac n'ont jamais été regagnés par un couvert arboré. Pour se protéger des petits rongeurs, chasser les plus gros mais aussi pour faciliter la préparation des parcelles en vue de la saison des pluies à venir, les paysans ont commencé à brûler les terres gagnées par la savane herbeuse. Le passage annuel du feu installa définitivement, à partir des années 80, les graminées, là où elles s'étaient développées au détriment du couvert arboré suite à l'arrachage des arbres et arbustes. L'abattis-brûlis, pour la culture du riz ou du tabac, s'est concentré sur des surfaces résiduelles toujours plus réduites, accélérant encore les rotations pratiquées. Ainsi, l'arrachage des couverts arborés pour la culture du tabac a accéléré l'entrée en crise d'un système qui approchait de ses limites en terme de densité de peuplement (voir encadré 4).

La question de l'impact de la culture du tabac, et de la responsabilité de cette industrie, dans la « déforestation » des pays du tiers-monde a soulevé de nombreux débats. L'arrachage des couverts arborés, crucial en Sella Limba, est un problème local (ou régional), propre à la culture du tabac à cette époque dans le nord de la Sierra Leone. Dans la littérature, c'est l'utilisation de bois pour le traitement des feuilles qui pose le plus question.

En effet, nous avons vu que les feuilles étaient traitées dans un fumoir où était entretenu un feu de bois vert pendant environ une semaine. Sur la quantité de bois nécessaire au traitement des feuilles de tabac, les données les plus diverses circulent et la controverse fait rage. Les associations anti-tabac parlent parfois de centaines de kg de bois vert pour 1 kg de tabac (Chapman, 1994). L' « International Tobacco Grower Association », un lobby de l'industrie du tabac, avance elle le chiffre moyen de 5,5 kg (matière sèche) de bois / kg de tabac[73]. Dans un article sur la déforestation causée par la production de tabac Geist (1999) avance le chiffre de

[73] Voir www.tobaccoleaf.org/UserFiles/file/Trees_Tobacco/the_use_of_woodfuel.pdf.

37,5 stm^3/t de tabac, soit 16 kg (matière sèche) de bois / kg de tabac[74]. Avec un rendement moyen de 800 à 1000 kg de feuilles / ha (moyenne en Sierra Leone, d'après les notes internes de la Rokel), un hectare de tabac nécessitait donc entre 12,8 t et 16 t de bois. En Sella Limba, tant qu'il subsistait des recrûs arborés, les paysans ont utilisé le bois des arbres et arbustes défrichés et arrachés. Or la production de bois pour un recrû de 6 années a été évaluée, en Côte d'Ivoire à environ 27 t de bois (matière sèche) par ha (Jaffré, 1985). Environ 50 % du bois abattus dans les parcelles de tabac étaient donc exportés pour être brûlés dans les fumoirs. La filière tabac a donc profité d'un approvisionnement gratuit en combustible végétal, nécessaire pour le traitement des feuilles. Cette exportation de biomasse hors des parcelles cultivées a également contribué à la chute de la fertilité organique et à la dégradation du milieu agro-écologique.

Durant les dernières années d'activité de la Rokel en Sella Limba, il n'y avait plus assez de recrûs arborés denses pour subvenir aux besoins de séchage des tabaculteurs. Certains tabaculteurs s'étaient même attaqués aux plantations de manguiers et d'orangers de leurs parents. Même si ces arbres fruitiers fournissaient, d'après eux, un très bon combustible pour le traitement des feuilles de tabac, les réserves étaient minces. La compagnie a dû se résoudre à livrer les mètres cube de bois nécessaires au traitement des récoltes. Le coût d'approvisionnement de ce bois, originaire des savanes arborées de l'ouest de la Sella Limba, était déduit, comme les engrais, du produit de la récolte le jour du « market day ». Cela correspondait donc à une dégradation supplémentaire des clauses du contrat. Pour la compagnie, le risque était de voir de plus en plus de paysans se détourner de la production de tabac ou détourner une part croissante de la production pour le marché noir. Elle fut donc contrainte à remonter les prix offerts aux producteurs. Ainsi, la profitabilité de la filière était à terme menacée par la crise agro-écologique qu'elle avait elle-même provoqué. C'est ce que nous explique la BAT elle-même, sur un mode moralisateur :

[74] Le même auteur donne une moyenne de 425 kg (vert) / stm3 de bois utilisé pour le traitement des feuilles de tabac.

> « […] *the bulk of African tobacco is fluecured, or hung to dry in heated barns . The energy used to produce this heat may come from oil, gas, coal or wood. Of these alternatives, wood is the only renewable fuel, and tobacco farmers are encouraged not to treat it as a 'free good', but to take care to replenish the growing stock. The most successful forestry projects are often community based, promoting the active involvement of the farmers themselves […]. The protection of future fuel supplies in turn helps to keep production costs low.* […] *Afforestation schemes, given the increasing problems relating to deforestation in many parts of Africa, work is still going on* […]. *BATCo companies in Nigeria, Sierra Leone, Uganda, Zaire and Zimbabwe have mounted their own afforestation schemes with this very much in mind* ».
>
> **« Focus on Tobacco », supplément promotionnel de African Business, Janvier 1989, n°125**

Autant probablement pour répondre à ses détracteurs que pour pérenniser ses profits, la BAT a donc lancé un grand programme d'« aforestation », vanté à travers ses communiqués. En Sella Limba, ces programmes ont eu une incidence importante, directe et indirecte, sur le paysage. Chaque communauté villageoise impliquée dans la production de tabac s'est vu offrir des plants de *Gmelina spp.*. Les paysans leur ont donné le nom de *kuforest* (« ku » étant le préfixe pour les noms d'arbres en limba). Dans chaque village concerné par le programme, les aînés des lignages *lasiri* ont désigné une terre disponible pour la plantation. Le *Paramount Chief* a également mis à disposition des surfaces importantes en marge du *chiefdom* pour que soient mises en place de grandes plantations. Ces parcelles de *Gmenila spp.* étaient censées produire le bois nécessaire pour le traitement des feuilles de tabac. Mais la Rokel ne profitera jamais de cet investissement. La compagnie a en effet clos ses activités en mars 1996.

« Déforestation », « aforestation » et décapitalisation

On peut concevoir la fertilité accumulée dans le système comme la biomasse aérienne défrichée à chaque cycle de culture et se reconstituant durant chaque période de recrû arboré (Mazoyer et Roudart, 1997a : 114). Mais, l'aptitude d'un couvert végétal à reconstituer rapidement cette fertilité, peut également être conçue comme une forme de « capital fertilité » (Cochet, 2001 : 159), accumulé dans l'écosystème cultivé . En ce sens, on peut analyser le recul des couverts arborés dans la zone Sud de la Sella Limba comme une forme de décapitalisation au profit de la filière tabac.

Nous avons vu que la filière a été structurée, dès l'origine, comme un instrument pour détourner le maximum de valeur ajoutée au détriment des producteurs directs et au profit des actionnaires de la Rokel, en l'occurrence la BAT et le gouvernement sierra-léonais.

La transformation de l'éco-système cultivé se prolonge avec le développement des plantations de *Gmenila spp.* Arbres à croissance rapide et peu exigeants (Louppe et al, 2008 : 291-296), ils ont rapidement essaimé et on les retrouve aujourd'hui un peu partout dans le sud et l'ouest de la Sella Limba. Si ces arbres produisent un bois qui convient probablement parfaitement au traitement des feuilles de tabac (et à la menuiserie), les paysans indiquent qu'ils appauvrissent le sol où ils se développent.

Le projet d'« aforestation » de la Rokel était un véritable projet de transformation en profondeur du milieu cultivé au profit de la filière tabac. Suite au recul brutal des recrûs arborés denses et la mise en place d'un mode d'exploitation du milieu qui reposait sur l'importation régulière d'engrais de synthèse d'origine industrielle, la compagnie assure la progression de couverts « forestiers », dont l'usage, presque exclusif, était le traitement des récoltes de tabac. Elle avait trouvé en arrivant en Sella Limba des recrûs arborés denses, synonyme pour les vieux paysans de fertilité et d'abondance. Elle laisse en héritage ses stériles plantations de *ku-forest*.

Une dynamique très locale : la trajectoire agro-écologique divergente de la zone agro-écologique sud de la Sella Limba

Dans les années 80, la production de tabac était essentiellement concentrée dans la zone agro-écologique Sud (carte 7). En effet, les meilleures conditions pour la culture du tabac étaient réunies dans cette zone agro-écologique : présence de recrûs arborés denses et fertiles et faiblesse du relief. Binder (1989 : 17) remarque également que, pour des « raisons logistiques », c'est d'abord dans les villages près des pistes carrossables que la compagnie proposait des contrats de culture. La présence d'infrastructures routières semblent avoir été effectivement un élément déterminant. Les paysans du sud de la Sella Limba ont d'ailleurs contribué à la construction de nouvelles pistes carrossables connectant presque tous les villages aux grandes pistes qui dataient des années 60. Des ponts ont été construits, permettant le franchissement des rivières et des bas-fonds en saison des pluies.

(Binder 1989 : 17) estime également que c'est dans les zones les plus denses, où la pression démographique avait déjà conduit à une accélération des rotations et à une baisse de la fertilité des terres pluviales, que les paysans ont trouvé le plus d'intérêt à intégrer la filière tabac. Cette lecture n'est pas à rejeter complètement : le sud de la Sella Limba était effectivement déjà une zone relativement plus peuplée avant les années 60. Cependant, elle appelle deux remarques.

- En premier lieu, cet auteur tire sa conclusion d'après des observations faites en avril-juin 1988, alors que les paysans de cette région (100 km au sud de la Sella Limba) cultivent du tabac sous contrat avec la Rokel depuis 1973. Comment, après 15 ans d'arrachage des recrûs arborés, pratique que l'auteur atteste également dans la région qu'il étudie, lui est-il possible d'isoler l'impact de la pression démographique ?
- Par ailleurs, cette pression démographique n'est pas seule en cause. La dégradation des prix relatifs du riz, la concurrence croissante des importations à bas prix destinés aux villages et aux mines, notamment durant les années 80, a pesé lourd, on l'a vu, dans les choix des paysans.

2.3.2 Recul de la production vivrière et intensification de la riziculture inondée

Mais les années 1973 – 1996 ne sont pas uniquement marquées par le recul rapide des recrûs arborés denses au profit des savanes herbeuses dans la zone agro-écologique sud. La culture du tabac s'est également traduite par une chute de la production vivrière pluviale, le développement de la consommation de riz décortiqué importé et l'intensification des modes d'exploitation des zones basses du paysage.

Recul de la production vivrière et monétarisation croissante du revenu paysan

L'itinéraire technique imposé aux producteurs de tabac sous contrat rentrait en concurrence directe avec celui des cultures pluviales d'abattis-brûlis.

Les opérations de défriche-brûlis, de nettoyage et surtout d'arrachage des souches et des racines pour la culture du tabac avaient lieu en saison sèche. Nous ignorons la durée de travail (en jour de travail par hectare) de l'opération d'arrachage des souches et des racines. Elle était réalisée uniquement par les hommes et durant la même fenêtre calendaire que la défriche brûlis des recrûs arborés denses pour la culture du riz de première année. La culture d'une parcelle de tabac impliquait donc la réduction de l'essart défriché la même année.

Les femmes avaient la charge d'arroser les pépinières, de repiquer les plants puis de poursuivre l'arrosage en plein champ en attendant que les précipitations soient suffisantes. Cette lourde tâche a entraîné la réduction ou l'abandon des cultures de seconde année (fonio et arachide), (témoignage que confirment les observations de Binder, 1989 : 19). L'entretien minu-

tieux des parcelles de tabac, puis la récolte et surtout le traitement des feuilles monopolisaient au moins un homme à temps plein entre mi-mai et fin juillet. Toutes ces opérations avaient lieu au moment crucial où il faut terminer l'implantation du riz et des cultures associées (semis-grattage) et procéder aux premiers désherbages des essarts (figure 35).

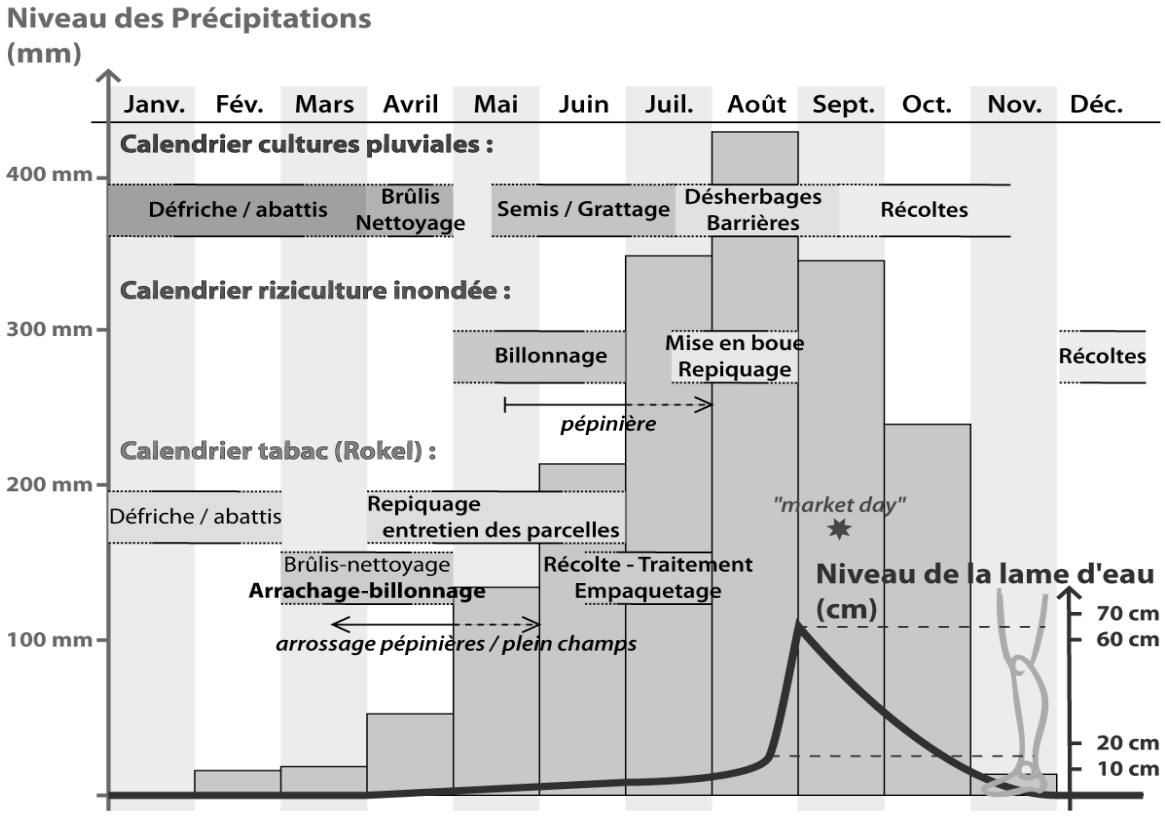


Fig. 35: Calendrier de culture de la riziculture d'abattis-brûlis, de la riziculture inondée et de la tabaculture sous contrat avec la Rokel.

L'itinéraire technique de la riziculture inondée présentée est celui se développe dans les années 80 (voir infra : page 240)

Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Si les paysans négligeaient le tabac, la récolte risquait d'être médiocre et ils pouvaient être dans l'incapacité de rembourser leurs dettes. Si, au contraire, ils abandonnaient ou réduisaient les cultures vivrières, ils pouvaient se retrouver en difficulté au moment de la soudure. Il semble que c'est également cette situation qui poussait les paysans à vendre une grande part de leur récolte au marché noir.

> « *When the Rokel arrived I was still under my father. The first year they reach the village, we took 2 bags* [sac de 25 kg de fertilisant]. *It was the maximum they proposed : they were afraid because people did not know about tobacco cropping. But later they understood that my father was able to work a lot and we were supplied 4 bags. The tobacco is a very heavy work. You cannot work properly on your rice farm ; You have always hands on the tobacco. You better forget about dryland rice* […] *Black market traders were giving loans you can pay back latter with tobacco. They were coming* […] *from Kono, Maracas. The Rokel did not know that but they were providing rice* ».
> **Samuel Samura, Kahutala (entretien n°A42)**

Pour inciter les paysans à se concentrer sur la culture du tabac et limiter le développement du marché noir, la Rokel proposait des sacs de riz importé aux producteurs sous contrat, remboursables à la récolte au prix du marché. Le riz décortiqué importé a fait ainsi son entrée sur les marchés ruraux du sud de la Sella Limba à la fin des années 70. Alors que jusqu'à cette époque, ce n'était qu'une faible part du produit agricole domestique qui était vendue sur le marché pour l'achat de biens de consommation (tôles ondulées, tissus, habits, radio, etc.), un nombre croissant de groupes domestiques ont commencé à vendre une part importante du produit de leur travail pour se procurer leur subsistance. Ainsi, le riz importé, acheté le plus souvent au détail par *cup* de 280 grammes, prendra une importance croissante dans les budgets et le régime alimentaire des groupes domestiques. Binder (1989, 20) observe ainsi que pour les producteurs de tabac sous contrat « […] 7*6 % of the cash income is spent on food and repayment of credit for food purchases, virtually nothing is left for other household and farm requirements* ».

Importance croissante de la riziculture inondée

La riziculture inondée s'était développée, depuis les années 50, de manière complémentaire avec la riziculture pluviale inondée. L'étalement des calendriers avait d'ailleurs permis un nouveau partage du travail et du produit au sein des groupes domestiques. Mais le grand essart constituait encore, avant l'arrivée de la Rokel, la parcelle où se concentrait le plus gros du travail des membres des groupes domestiques et qui fournissait le gros de leur subsistance. Les parcelles de bas-fond étaient encore considérées comme les « petites parcelles » (*thatolo*, voir page 121) cultivées par les cadets avec leur tutrice.

À l'inverse, la culture du tabac sous contrat, dans les conditions imposées par la Rokel, s'intégrait très mal avec les calendriers de travaux des cultures en abattis-brûlis. Suivant la rhétorique des projets de développement intégrés de cette époque (voir la vision « orthodoxe » décrite par Johnny et al, 1981 : 600), on peut même dire que l'itinéraire technique de la culture du tabac avait été conçu pour remplacer la culture en abattis-brûlis.

Pour compenser, en partie, la chute de la production vivrière, les groupes domestiques ont consacré de plus en plus de travail à la riziculture inondée. En effet, une fois le travail de récolte, de traitement et d'empaquetage des feuilles terminé, tandis que les producteurs de tabac n'attendent plus que le « market day », il est encore temps, dans la plupart des zones inondées, de repiquer du riz. Une part croissante du riz consommé par les groupes domestiques était donc produite dans les zones basses du paysage. Les parcelles de bas-fonds ne sont plus à partir de cette époque les petites parcelles des cadets, mais bien souvent la parcelle principale du groupe domestique contrôlée par l'aîné.

Développement d'un nouveau mode de préparation de la parcelle dans les bas-fonds : le billonnage / compostage

L'augmentation du nombre de cycles de culture consécutifs et la réduction de la période de recrû spontané a entraîné la chute de la fertilité des bas-fonds. La couche de sol tourbeux très sombre à la surface a diminué pour laisser place à un sol sableux très clair. Les paysans disent que « le sable remonte à la surface ». On peut interpréter ce phénomène comme une diminution des taux de matière organique dans les sols des bas-fonds. En relation avec les changements agro-écologiques dans les versants à la même époque, il semble que ces évolutions pédologiques entraînent également une évolution dans la nature de la submersion. La crue semble en effet plus brutale dans les bas-fonds sableux du sud de la Sella Limba que dans les bas-fonds tourbeux, comme on peut en observer encore à l'est et au nord de la Sella Limba .

Pour faire face à cette dégradation de la fertilité, les paysans ont développé un nouveau mode de préparation des parcelles inondées désormais cultivées presque de manière continue (voir description du système de culture au chapitre 4, paragraphe 2.3). Avant la récolte du tabac, au mois de mai-juin, les paysans billonnent la surface de leur bas-fond, sans même défricher auparavant, pour enfouir la biomasse végétale constituée à la fois de la végétation spontanée et des pailles du riz récolté l'année précédente. Cette biomasse est compostée dans des conditions anaérobies pendant 3 semaines à un mois et demi. Pendant cette période, les paysans préparent les pépinières de riz. Une fois le gros des travaux de récolte et de transformation des feuilles de tabac terminé, les paysans revenaient ouvrir ces billons dans un bas-fond déjà inondé pour repiquer le riz directement. Le billonnage / compostage est resté, jusqu'aujourd'hui, dans la zone agro-écologique sud de la Sella Limba, le principal mode de préparation des parcelles de bas-fonds. Il est décrit plus en détail, ainsi que le système de culture dans lequel il s'intègre, au chapitre 4.

Les paysans n'indiquent pas pour le billonnage des parcelles pluviales et des bas-fonds la même origine. Dans le premier cas, cette pratique est aujourd'hui clairement inspirée de l'itinéraire technique de la Rokel, dans le second, ce sont les Temne de l'ouest de la Sierra Leone, pratiquant le billonnage des bas-fonds depuis longtemps, qui auraient inspirés les Sella Limba.

La séquence « billonnage / mise en boue et repiquage » ne demande pas un investissement en travail beaucoup plus important que la séquence historique, encore pratiquée à l'est et au nord de la Sella Limba, « défriche / labour / repiquage ». Mais si l'on considère que les parcelles sont désormais cultivées parfois 5 années de suite, et que la période de recrû ne dure jamais plus d'une année, le rapport de la quantité de travail mobilisé à la surface mobilisée, période de recrû comprise, est bien accru. L'adoption de ce nouveau mode de préparation des parcelles correspond donc bien à une nouvelle intensification en travail des modes d'exploitation.

	Riziculture inondée ***défriche – labour*** ***(voir tableau 5)*** *2 à 3 années / 2 à 3 années de recrû*	Riziculture inondée ***billonnage*** 5 *années / 1 année de recrû*
Nombre de jours de travail par hectare / an	***entre 170 et 190***	
Nombre de jours de travail par hectare (période de recrû comprise)	[170;190]*(1/2) = [85;95]	[170;190]*(5/6) = [142;158]
Rendement (kg paddy / ha)	***1400***	
Productivité physique journalière du travail (kg paddy / JT)	***entre 7,4 et 8,2***	

Tab. 6: Intensification par le travail avec l'adoption du billonnage des bas-fonds[75]
Les chiffres entre crochets indiquent une gamme de temps de travaux en fonction des modalités d'implantation du riz dans la parcelle (repiquage ou semis pré-germé)

Cette nouvelle étape de l'intensification par le travail est bien, en partie, imposée par la dégradation de la fertilité des sols des terres inondées. Mais cette dégradation n'est pas, avant tout, la conséquence d'une augmentation de la pression démographique mais bien d'abord celle de modifications des pratiques à l'échelle des systèmes de production avec l'adoption de la tabaculture sous contrat.

[75] Il est possible que les rendements soient plus faibles dans les bas-fonds cultivés dans le sud de la Sella Limba. Néanmoins, nous n'avons pas pu mesurer l'ampleur de cet écart. Pour une comparaison plus complète des systèmes de culture actuels voir chapitre 4.

Ce nouveau mode de préparation des parcelles de bas-fonds est également mieux adapté aux contraintes de la culture du tabac sous contrat. En effet, il permet de mieux étaler la charge de travail. Le billonnage des parcelles, qui correspond à la grosse charge de travail, peut se faire très en avance. La seule contrainte demeure la date de la submersion de la parcelle. La remontée de la lame d'eau au-dessus du niveau acceptable pour le repiquage détermine la fermeture de la fenêtre calendaire pour l'implantation du riz dans les parcelles de bas-fond. Un riz à cycle long (environ 180 jours) connaît un grand succès à cette époque partout : le *kailahun*, qui doit son nom, et peut-être son origine, au district frontalier de l'est de la Sierra-Leone.

Par ailleurs, la séquence « billonnage – compostage – repiquage » est bien adaptée aux bas-fonds plus larges et plus sableux de la zone agro-écologique sud de la Sella Limba et *a fortiori* aux cuvettes inondées des bolilands. Ce mode de préparation du sol s'est d'ailleurs d'abord imposé dans les marges Ouest de la Sella Limba.

2.3.3 Différenciation économique et marchandisation des échanges de force de travail au sein des villages

Les toutes premières années, la politique de la Rokel semble avoir été d'avancer 1 ou 2 sacs d'engrais au plus grand nombre possible de paysans. Très peu ont alors refusé. Au sein du « farm-block », chaque producteur sous contrat disposait ainsi d'une parcelle de 10 à 20 ares. À partir de là, les témoignages divergent. Si tout le monde s'accorde à souligner la charge importante de travail que représentait la culture du tabac, certains anciens tabaculteurs prétendent que la contractualisation a été une aubaine tandis que d'autres estiment avoir travaillé pour rien. Les premiers ont, d'année en année, obtenu de plus en plus de sacs d'engrais de la Rokel et ont augmenté le volume produit et vendu. Les seconds n'ont cultivé du tabac que quelques années, généralement pour rembourser des dettes accumulées auprès de la Rokel dès la première saison. Mais le nombre de tabaculteurs n'a probablement pas diminué pour autant : la compagnie recrutait chaque année de nouveaux tabaculteurs chez les jeunes hommes qui aspiraient à leur autonomie.

Ainsi, Binder (1989 : 19), dans une autre région comparable, a relevé que 80 % des tabaculteurs sous contrat recevaient moins de 10 000 Le[76], après remboursement des engrais. D'après les données agronomiques collectées et les prix de l'époque[77] cette rémunération finale devait correspondre à des parcelles de l'ordre de 40 ares par producteurs sous contrat. Cela implique que 80% des producteurs sous contrat recevaient moins de 4 sacs d'engrais. Le même auteur remarque que 75 % des revenus monétaires sont dépensés pour l'achat de riz. Enfin, il observe, sans plus de détails et surtout malheureusement sans ramener ces revenus aux nombre d'actifs, que 10 % des producteurs reçoivent plus de 15 000 Le de la Rokel à la fin de la campagne. Ces données corroborent les témoignages des anciens employés de la compagnie qui se souviennent que les petits producteurs recevaient 2 sacs de 25 kg d'engrais et que les plus gros empruntaient jusqu'à 10 ou même 12 sacs. Comment expliquer ces trajectoires divergentes ?

Organisation des groupes domestiques des producteurs sous contrat et disparités entre les tabaculteurs

Les témoignages rapportent les tensions dans les rapports entre l'aîné qui maîtrisait le plus gros des revenus – vivriers et monétaires – du groupe et les cadets qui travaillaient dans les parcelles. Ces tensions pouvaient temporairement se résorber par des vols, plus ou moins tolérés :

> « *I was having a small farm. I was only cropping for Pa Bockarie. But I stole dry tobacco in the ban* [fumoir] *and sold it directly to traders. Pa Bockarie could not know : I was the one working for him inside the ban to cure the tobacco. At that time, I was young and did not need plenty money. I had no wife, no children. The money I got was just to drink rhum in the village* ».
> **Comba ?, Kamabanda (entretien n°108)**

Mais à plus long terme, ces nouveaux compromis peuvent également apparaître au sein des groupes domestiques complexes. Nous avions vu que les groupes de frères utérins avaient déjà obtenu la possibilité de cultiver une parcelle en bas-fonds sans cesser de contribuer au tra-

[76] 1,6 millions Le de 2011 ou 290 €

[77] Nous avons observé que les fertilisants à rembourser correspondent à 25 % du produit brut. Pour une rémunération après remboursement des fertilisants de 10 000 Le, le produit total de la vente devait donc être d'environ 13 000 Le. Le prix du tabac sous contrat devait être autour de 75 Le / kg (moitié du prix FOB à Freetown du tabac du Malawi en monnaie locale), soit 125 Le / kg de feuilles de la qualité « PX » (le meilleur grade). Pour un produit brute de 13 000 Le, les paysans devaient donc vendre environ 100 kg « PX » (ou équivalent) et récolter 177 kg, si l'on prend en compte que 40 % du produit échappait à la filière de la Rokel. Or, nous avons observé qu'aujourd'hui les rendements en kg « équivalent PX » sont de l'ordre de 370 kg / ha, mais de l'avis général il était meilleur à l'époque de la Rokel. La surface cultivée en tabac en 1988 pour une rémunération finale de 10 000 Le devait donc être de l'ordre de 40 ares.

vail du grand essart contrôlé par l'aîné. Ainsi, sans cesser complètement de travailler une parcelle vivrière sous le contrôle de leur parents, les jeunes travailleurs ont souvent essayé de se lancer seuls dans la production de tabac.

> « *We were 4 boys joining the* kune [groupe de travail voir page 474] *under Pa Gbamay : Lay, Hari, Momo my brother* [de la même mère] *and I. All of us were giving some days of work to Pa Gbamay. There was no way : we must assist him to cultivate tobacco. The rest of the days of work was for our mother. When Momo married, we left Pa Gbamay. I started to crop tobacco. I was only supplied with 2 bags. This particular year I was not able to crop even a small swamp : the clerk* [employé de la Rokel] *is always behind you : you have to weed, to apply fertilizer, to cultivate* [buttage des plants au milieu du cycle]. *But I did not have to buy rice : the Rokel supplied us and Momo and I still cropped together the swamp of our mother. The first year I got 35 £, I spent this money to marry. The second year I was supplied 3 bags. I got 45 £. I strated to save money to buy zinc* [tôles ondulées pour le toit des maisons]. *Each year I bought a bundle* ».
> **Karenke Kargbu, Kasegea (entretien n°116)**

Ainsi les groupes qui rassemblaient le plus d'actifs (hommes et femmes) étaient plus à même de faire face à la diversité des travaux agricoles qu'exigeait la conduite en parallèle d'une parcelle de tabac sous contrat et des parcelles vivrières. La rigidité de l'organisation en groupe de travail (voir page 474) rendait encore plus intéressante l'association de plusieurs travailleurs. Alors que le riz – pluvial ou de bas-fond – mobilisait des groupes avec beaucoup de travailleurs sur seulement quelques journées dans l'année, le tabac, si l'on met à part l'opération de billonnage, nécessitait un grand nombre de passages pour des tâches délicates qu'il ne valait mieux ne pas confier à autrui. Il était donc intéressant de libérer un actif entre avril et fin juillet pour s'occuper à temps plein du tabac, à condition de pouvoir en faire travailler un autre dans les parcelles vivrières.

Mais si l'association entre deux frères de la même mère peut se faire sur un relatif pied d'égalité, les plus gros tabaculteurs étaient souvent à la tête de grands groupes domestiques qui rassemblaient ses fils, ses neveux, ses frères cadets, et éventuellement les épouses de tous ces jeunes hommes. En concentrant entre ses mains le surplus que permettait de dégager le travail de tous ces actifs, certains individus ont pu réellement prospérer grâce à la filière intégrée. Leur intérêt à moyen terme les incitait cependant à partager d'une manière ou d'une autre les revenus monétaires ainsi engrangés. C'est ainsi que de nombreux enfants en âge de travailler était placés chez ces paysans prospères qui leur offrait la possibilité d'aller à l'école en échange de leur participation aux travaux des champs.

> « *We were plenty in our house. My father asked me : 'What do you want to do ?' I answered 'I want to be educated'. So my father trusted mu to Momo, the husband of my aunt. Momo was cropping tobacco. The company supplied him 4 to 5 bags and each year he got 6 to 7 bills* [paquets de feuilles]. […] *But he never abandoned the rice. Even when Rokel was here, he still cropped 2 bushels [environ 40 kg paddy] of rice. The money Momo got from the tobacco was not to but rice. He used it to pay our school fees and to buy kune* [groupe de travail, voir page 474] *for the work of the rice* ».
> **Ibrahim Camara, Kamabombo (entretien n°A29)**

Mais, chez ses gros tabaculteurs, une inégalité de traitement émergeait entre les enfants naturels et les enfants placés. Tandis que les premiers étaient très tôt envoyés à Kamakwie ou même à Freetown dans les meilleures écoles primaires et secondaires, les autres étaient mis à contribution pour les travaux des champs et allaient, quand ils en avaient le loisir, à l'école primaire communautaire du village voisin. Malgré le dévouement des instituteurs de ces écoles, il faut bien reconnaître que leur chance de décrocher un diplôme officiel et d'obtenir, éventuellement, un poste dans l'administration ou dans une entreprise privée était limitée.

Échanges marchands de force de travail entre les groupes domestiques

Quand l'aîné n'était pas, ou plus, en mesure de satisfaire les aspirations des hommes et des femmes placés sous son autorité, l'unité du groupe était menacée. L'éclatement, de génération en génération des groupes domestiques en unités de production / consommation de taille plus réduite ne date pas de l'intégration dans la filière tabac de la Rokel. Cependant, cette tendance se renforce dans les années 70 – 80 et des échanges d'une nature nouvelle se développent entre les groupes domestiques.

Résultaient de ce processus des unités de production de seulement 2 ou 3 actifs. Ces unités de petite taille pouvaient se trouver rapidement en difficulté face à la charge de travail qu'exigeait la culture du tabac dans les conditions de la Rokel. Mais, même si elles abandonnaient la culture du tabac sous contrat, leur taille les rendait structurellement beaucoup plus vulnérables. Au moindre accident, pour la moindre dépense monétaire à honorer, elles pouvaient se trouver en difficulté. Ces paysans risquaient notamment de se retrouver dans l'incapacité de mettre en culture leurs propres parcelles, faute de disposer suffisamment de semences. Une fois le riz semé dans les parcelles, ils pouvaient leur être difficile de passer la période de soudure.

Mais, le précédent témoignage l'évoque, les tabaculteurs prospères étaient également en mesure d'acheter, ponctuellement, la force de travail d'autrui. Ils échangeaient ainsi, dès cette époque, des journées de travail à des individus situés hors du cercle domestique contre de l'argent, du riz décortiqué ou du paddy (semences).

Durant la période précédente, vendre sa force de travail n'était possible que dans les zones diamantifères de l'est de la Sierra Leone. Avec le développement de ces échanges, la force de travail a acquis une valeur exprimable en terme monétaire au sein même des villages. Néanmoins, ces échanges restaient ponctuels : les gros tabaculteurs achetaient des journées de travail aux autres paysans pour les opérations les plus lourdes qui déterminaient la surface mise en culture, notamment le billonnage des parcelles pluviales ou des bas-fonds.

À cette époque, la marchandisation de la force de travail dans les villages ne correspondait pas à une rupture, mais accompagnait plutôt l'érosion graduelle des rapports d'antériorité amorcée pendant les périodes précédentes. Déjà, les cadets acceptaient de travailler dans les parcelles d'un aîné en échange de la possibilité de cultiver leurs propres parcelles. Désormais organisés en groupes domestiques indépendants, ils travaillaient encore ponctuellement pour celui qui pouvait leur fournir des semences et les nourrir, une partie de l'année au moins.

Ainsi, deux stratégies expliquent le succès de quelques individus à l'époque de la filière tabac : la captation à long terme d'énergie de travail grâce au maintien de rapports sociaux d'antériorité aînés-cadets et la captation ponctuelle de force de travail grâce aux développement des rapports marchands dans les villages mêmes. On verra au chapitre 5 (page 452) que la capacité d'adopter ces deux stratégies, en partie contradictoires, explique aujourd'hui encore les formes que prend la différenciation économique au sein de la paysannerie sella limba.

Développement des migrations saisonnières ou temporaires

Si le développement d'une culture à vocation exclusivement commerciale et la monétarisation brutale du revenu agricole a accéléré cette tendance, même dans les villages où la Rokel n'a jamais signé de contrat, la marchandisation des rapports sociaux a pu se poursuivre de diverses manières.

La baisse des prix relatifs du riz a incité les jeunes hommes à vendre leur force de travail hors du village. Pour les générations précédentes ces migrations étaient la source de tensions importantes au sein des groupes domestiques et à l'origine de ruptures définitives avec le village et le patrilignage. Il semble que se soient structurés progressivement des réseaux de migrations saisonnières. Les jeunes hommes pouvaient partir une fois que toutes les cultures étaient implantées, laissant aux femmes et aux hommes plus âgés le soin d'entretenir et sur-

veiller les parcelles. Ils revenaient éventuellement pour le gros des récoltes et pour le battage du riz de l'aîné du groupe avant de repartir plus ou moins longtemps en fonction du travail à effectuer en saison sèche. Le calendrier de la mobilité des jeunes hommes et celui des travaux agricoles se sont donc calés l'un sur l'autre. Dans ce contexte, la concentration sur une courte période des opérations culturales et le peu d'entretien qu'exigent les parcelles de riz inondé, sont devenus des avantages pour combiner activités agricoles dans le village et activités extra-agricoles hors du village. Comme pour la production de tabac sous contrat, les grands groupes domestiques étaient mieux armés pour développer ces stratégies de diversification des sources de revenu.

Comme les salaires journaliers étaient faibles (60 à 70 cents par jour pour un manœuvre non qualifié à Freetown au début des années 70), le voyage représentait un réel investissement (4 à 5 jours de travail complet pour rembourser l'aller-retour Kamakwie - Freetown ou Freetown - Kono). En ville, tout se payait, le logement, la nourriture, les transports, etc. Il n'était donc pas question donc de passer trop de temps à chercher du travail. Le voyage à Freetown ou dans les zones diamantifères pendant la saison creuse n'était valable économiquement que si le jeune travailleur pouvait compter sur place sur un « *supporter* ». De véritables réseaux se sont mis en place connectant les individus originaires des villages de Sella Limba désormais installés à Freetown et les jeunes travailleurs restés dans les villages.

Ainsi, par exemple, à partir des années 80, les jeunes hommes du village de Kamaporoto, à l'est de la Sella Limba, se sont cooptés, de génération en génération, pour se faire embaucher par les grands boulangers peuls de la capitale pour qui ils vendaient le pain dans la rue. Leurs « oncles » installés à Freetown logeaient les jeunes hommes en provenance du village et ceux-ci n'avaient presque rien à dépenser durant leur séjour. La « bread money » a permis à plusieurs générations successives de jeunes hommes de payer leur contribution matrimoniale, de construire des maison pour leur mère et parfois pour leur épouse. Une fois mariés et installés, ils ne retournaient plus à Freetown : cette activité était réservée aux « jeunes hommes » (*langpɛŋ*)[78].

Les stratégies de migration plus longues, sans retour pour les travaux agricoles en saison des pluies, sont développées à l'échelle des cycles viagers. Les frères utérins s'assurent de la présence de l'un d'entre eux auprès de leur mère restée au village : « *I came back because my mother was alone when my young brother left ...* ». La perpétuation du segment de lignage au

[78] Les vendeurs ambulants étant si mal considérés à Freetown que l'on peut comprendre que cette activité, même si elle est rémunératrice, soit jugée dégradante.

sein du village est également assurée pour protéger ses droits d'usage sur la terre, notamment sur les parcelles de bas-fond. On entend souvent également : « *I came back to protect the swamp of my father…* ».

Travailler à Freetown ou dans les zones diamantifères est devenu un passage presque obligatoire dans l'apprentissage d'un homme. Ainsi, un jeune homme nous a expliqué qu'il était allé travailler à Freetown l'année passée sans connaître personne là-bas. Les salaires journaliers dans les chantiers où il avait travaillé étaient si faibles et la vie était si chère là-bas qu'il n'a jamais réussi ne serait-ce qu'à rembourser son voyage ! Mais il ne regrettait pas son expérience puisqu'il était parti pour faire taire ses voisins qui moquaient un homme de son âge de n'avoir jamais été en ville.

Dans les années 70-80, vendre sa force de travail hors du village n'implique donc plus une rupture avec son groupe domestique d'origine. Il s'agit plutôt d'une activité économique intégrée au processus de production agricole à l'échelle des systèmes d'activité. Ainsi, la correspondance entre la journée de travail et sa valeur monétaire devient directe, même dans les villages où la Rokel n'a pas signé de contrat. C'est pourquoi aujourd'hui, partout en Sella Limba il est possible de vendre et d'acheter ponctuellement des journées de travail. Nous verrons (page 474) néanmoins que l'organisation du travail en groupe (*kune*) empêche cependant l'émergence d'un « marché » du travail « libéré de toute entrave ».

3 Une crise agraire multiforme : appauvrissement et marginalisation de la paysannerie sella (1996-2012)

Le déstructuration de la filière tabac a fermé la porte à la possibilité pour les paysans du sud de la Sella Limba de vendre du tabac qui était devenu durant les décennies précédentes la principale source de revenu monétaire, nécessaire à la survie de l'immense majorité des groupes domestiques.

Historiquement, la fermeture de la Rokel Leaf Tobacco Development Company en 1996 coïncide avec l'extension dans le nord de la Sierra Leone de la guerre civile qui avait débutée 5 ans plus tôt à la frontière avec le Libéria[79]. Dans un premier temps, nous verrons pourquoi cette crise politique prend racine dans la crise agraire dont nous étudions ici l'émergence et l'approfondissement à l'échelle locale. Nous verrons aussi comment, en retour, elle a pu l'aggraver.

Mais crise politique et crise agraire se déploient sur des pas de temps différents. Les dynamiques agraires dont nous avons analysé l'émergence à partir des années 50 se poursuivent indépendamment des événements politiques et des épisodes de violence. La déstructuration de la filière tabac a obligé la majorité des paysans sella limba à développer de nouveaux modes d'exploitation du milieu et à diversifier leurs activités productives. La tendance à l'intensification par le travail et au remplissage des calendriers agraires se poursuit. Mais les possibilités de gain de productivité du travail dans cette voie restent limitées. Aux chapitres suivants, nous

[79] Le lien de cause à effet n'est pas simple. Si on envisage mal comment la compagnie aurait pu opérer dans la zone qui allait devenir un des champs de bataille des années 1996 – 2000 entre les différents groupes armés, les notes internes montrent que l'entreprise était en « crise » depuis longtemps. Elle faisait face à des problèmes structurelles liées à la crise économique que traversait alors le pays. Les notes internes font état des difficultés croissantes pour obtenir des devises et donc pour se procurer des engrais de synthèse importés. Les cadres de la BAT, la maison mère de la Rokel, s'inquiétaient également du rétablissement du multipartisme qui rendrait plus compliqué le maintien du monopole légale sur la commercialisation du tabac dont jouissait la compagnie.

verrons comment aujourd'hui la faiblesse de la productivité du travail se traduit par une impossibilité pour cette paysannerie d'accumuler dans des moyens de production plus performants, conduisant la paysannerie dans une crise profonde.

3.1 La guerre civile : manifestation d'une crise économique et sociale profonde

La guerre civile a débuté le 23 mars 1991 quand les premiers groupes se réclamant du Revolutionary United Front (RUF) sont rentrés depuis le Libéria voisin en Sierra Leone. Elle a duré plus de 10 ans. Les causes, immédiates ou profondes, de cette guerre, comme ses caractéristiques, ont été amplement discutées dans la littérature (Abdullah, 2004 ; Chauveau et Richards, 2008a ; Richards, 1996 ; Keen, 2003 et 2005 ; Mokuwa et al, 2011 ; Smillie et al, 2000). Après avoir fait le récit des événements concernant directement la région étudiée, nous nous interrogerons sur les relations qu'entretient cette crise politique violente avec la crise agraire dont nous étudions ici l'émergence et l'approfondissement à l'échelle locale.

La guerre civile en Sella Limba (1996-2001)

Les violences ont d'abord essentiellement concerné le sud et l'est du pays. La région étudiée n'a été directement affectée par les violences qu'au début de l'année 1996[80]. Les rebelles tentaient alors d'empêcher la tenue des élections programmées pour février. Pendant cette période, les exactions contre les civils se sont multipliées dans tous le pays. Les témoins gardent le souvenir de la violence de cette première attaque contre la ville de Kamawie, la capitale administrative du *chiefdom*. Une nouvelle attaque a eu lieu en mai 1997. À chaque fois, les groupes armées brûlaient les maisons, pillaient les biens et commettaient des crimes avant de se retrancher dans leurs bases arrières. En 1998, l'ECOMOG, la force d'interposition africaine, essentiellement composée de militaires nigérians et dont les civils ne gardent pas nécessairement un meilleur souvenir (Keen, 2005), a occupé la ville pendant une petite année. Ils

[80] Une compilation des événements localisés dans le temps et dans l'espace a été réalisée par l'ONG « No Peace Without Justice » (Smith et al, 2004). Ce document préparatoire à l'ouverture de la « Special Court for Sierra Leone » en 2004 a pour objectif de faire l'inventaire des violations au droit international humanitaire durant le conflit. Il est donc presque totalement dépourvu d'analyses sur les causes ou sur la nature du conflit, mais représente une source précieuse d'informations factuelles (disponible sur www.npwj.org).

l'ont quitté sans coup férir devant l'avancée du RUF, désormais allié aux militaires de l'AFRC[81]. Cette fois les rebelles[82] l'occupèrent durablement. L'axe Kamawie – Makeni au sud devint même la place forte des rebelles jusqu'en septembre 2001 quand débuta le programme de désarmement.

La Sella Limba a donc été durant la dernière période de la guerre civile à l'arrière du front, dans la zone contrôlée par le RUF / AFRC. Le *Paramount Chief*, Kandeh Lusini III avait fui en Guinée à la première attaque des rebelles en 1996, et le *chiefdom* était donc directement administré par les forces rebelles. Si l'arbitraire régnait, cette période n'a pas été marquée par autant de violences et d'exactions que lors des premières attaques. Les paysans devaient contribuer à l'effort de guerre en fournissant toutes sortes de vivres (riz, huile de palme, arachide, etc.). Cette contribution prenait parfois la forme d'un racket généralisé, les « *operations pay yourself* », à d'autres moments celle d'un système d'imposition plus ordonné de la population des villages. Dans tous les cas il en a résulté une décapitalisation générale de la paysannerie, notamment pour les individus les plus prospères. Les troupeaux de petits ruminants, notamment, sont décimés par les groupes armés.

La guerre a freiné sans éliminer les activités commerciales. Les routes se sont ré-orientées vers la Guinée et les anciens comptoirs fluviaux de l'époque du protectorat, d'où les commerçants pouvaient rallier Freetown par bateau plus sûrement que par la route. Pour les paysans, le commerce du piment sec notamment commence à prendre de l'importance durant cette période.

Par ailleurs, c'est, d'après les témoignages recueillis, alors que le RUF stationnait à Kamakwie entre 1997 et 2001, que la culture du cannabis (*Cannabis sativa*) a été introduite en Sella Limba. Le cannabis est repiqué sur des billons comme le piment (voir infra page 256), la récolte a lieu environ 90 jours après. Il s'agit en Sierra Leone d'une culture illicite, ce qui n'a pas empêché son développement. Aujourd'hui, dans les villages les plus reculés notamment, c'est presque tous les jeunes hommes qui cultivent le cannabis. De véritables filières se sont mises en place le long desquelles le cannabis remonte par la Guinée jusqu'au Sahel et probablement au-delà.

[81] Armed Forces Revolutionary Council, un groupe issu de l'armée loyaliste sierra-léonaise qui a renversé en 1997 le président élu en 1996.

[82] La multiplication des groupes armées, les renversements d'alliance et surtout le double jeu mené par de nombreux acteurs rendent toutes descriptions succinctes du conflit sierra-léonais difficiles. Sur ces problèmes voir Keen (2005).

Une crise politique qui découle d'une crise économique et sociale profonde

Dans le discours des organismes de développement, la guerre civile semble s'être abattue comme une catastrophe naturelle sur le pays et les années 2000 ont été officiellement celles de la « reconstruction » :

> « *La Sierra Leone est un petit pays de cinq millions d'habitants. Pendant plus de dix ans (de 1991 à 2002), le pays a été frappé par une guerre civile qui a paralysé l'économie, provoqué l'effondrement des services publics, détruit les infrastructures et réduit les pouvoirs publics à l'inaction. Depuis la fin du conflit armé, la situation humanitaire s'est progressivement améliorée et l'économie a commencé à se redresser, affichant des taux de croissance annuels allant jusqu'à 7 %* […] »
> **Présentation de la coopération avec la Sierra Leone sur le site de EuropeAid[83]**

Avec plusieurs dizaines de milliers de victimes, le déplacement d'un tiers de la population dont 450 000 réfugiés (UNHCR), il n'est pas exagéré de dire que le pays a été plongé dans le chaos. Mais cela ne doit pas masquer la situation économique et sociale catastrophique qui prévalait bien avant le début de la guerre. L'article de Zack-Williams (1990), publié 1 an avant l'arrivée des rebelles du RUF en Sierra Leone, décrit un pays où, malgré l'opulence d'une élite « cleptocratique » de plus en plus resserrée, l'espérance de vie était déjà très faible (35 ans), la dépendance alimentaire très forte et les infrastructures très dégradées.

Pour certains auteurs, les diamants alluviaux constitueraient « le cœur du problème » (Smillie et al, 2000). Une vaste littérature a été produite sur « la malédiction des matières premières » (pour une revue critique de cette littérature : Keen, 2005 : 48 ; Maconachie et Binns, 2007). La contrebande des diamants a sans aucun doute alimenté le conflit et la lutte contre ce commerce illégale est un objectif légitime. En se focalisant sur les diamants alluviaux, cette analyse masque les rapports sociaux qui règlent le partage, à l'échelle nationale comme à celle du village, des ressources productives en générale, notamment de la force de travail. « Tout n'est pas affaire de diamant » dans la guerre civile sierra léonaise (Keen, 2003) et la crise politique violente qui éclate au début des années 90 est mieux décrite comme le produit d'une crise sociale et économique profonde, apparente dès les années 70.

Cette crise est celle du système clientéliste, qui reposait sur le partage des bénéfices que procuraient l'exportation des diamants alluviaux et l'importation de riz à bas prix (page 220). Elle est le produit de facteurs externes, auquel ont fait face toutes les économies d'Afrique de

[83] http://ec.europa.eu/europeaid/where/acp/country-cooperation/sierra-leone/sierraleone_fr.htm, visité le 07/08/14

l'Ouest restées dépendantes de l'exportation de matière première minière ou agricole non transformée, aggravées par la corruption à tous les niveaux de l'administration (Zack-Williams 1990 et 1999).

Avec le premier choc pétrolier, le prix des matières premières chute (diamant, et plus accessoirement cacao et palmistes) tandis que le prix du pétrole explose. Dès cette époque la croissance économique sierra-léonaise ralentit. Dans les années 80, le « shadow state » (Keen, 2005) fait face à un dilemme insoluble : pour bénéficier de l'aide des institutions internationales, notamment du FMI, le gouvernement doit appliquer des programmes d'austérité sévères, mais ces programmes remettent en question le fonctionnement du système clientéliste. Les coupes dans les budgets de l'éducation (Richards, 1996 : 36) et de la santé, dans les soldes des militaires, dans l'entretien des infrastructures, etc. se font durement ressentir par la population (Longhurst et al, 1988). Pire, la privatisation des maketing boards n'a pas non plus profité aux agriculteurs, les profits publics étant transformés en profits privés engrangés par des compagnies fonctionnant en oligopoles (Keen, 2003 : 74-75). La dévaluation du leone, à partir de 1985 (1 US$ s'échange contre 2,5 Le en 1985, 160 à la veille de la guerre[84]) provoque une inflation très importante dans le pays, d'autant que la production per capita continue de baisser compensée par des importations croissantes (voir graphique 3).

Cette situation économique explique, au-delà de l'enchaînement des événements, le déclenchement de la guerre en 1991 et l'incapacité du gouvernement à ramener la paix civile. En ce sens, même si elles se déploient à des rythmes très différents, la crise politique et la crise agraire sont deux prolongements de la même crise économique et sociale qui résulte d'un modèle de développement exclusivement tourné vers l'extraction minière.

Les « racines agraires » de la guerre civile[85]

La guerre civile n'éclate pas dans la région étudiée. La « Rebel War » est décrite par les sella limba, et particulièrement par les habitants de Kamakwie, comme une catastrophe venue de l'est du pays. Il ne semble pas, d'après les témoignages collectés, que l'une ou l'autre des forces en présence ait recruté dans la population.

Les analyses que proposent certains auteurs peuvent nous aider à comprendre pourquoi la crise agraire et la marginalisation de la paysannerie au nord de la Sierra Leone a contribué à plonger le pays dans la violence.

84 www.imf.org
85 L'expression est de (Chauveau et Richards, 2008b)

Chauveau et Richards (2008a) expliquent en effet que le RUF a principalement recruté ses troupes parmi la « jeunesse hyper-mobile » : population des jeunes hommes dont l'espoir de faire fortune rapidement dans les mines de diamant s'est trouvé déçue et qui, exclus de leur village d'origine, circulent entre des zones rurales où ils sont condamnés à rester les « strangers », des villes qui n'offrent plus d'emploi digne et des zones minières où ils sont condamnés à un demi-esclavage pour subsistance.

L'analyse historique de l'émergence et de l'approfondissement de la crise agraire en Sella Limba permet de comprendre le processus historique qui, à chaque génération, contribue à exclure une partie de la jeunesse. Comme Chauveau et Richards (2008), nous décrirons (page 366) le cercle vicieux qui se noue entre la faiblesse de la productivité du travail dans les campagnes et la faiblesse des salaires dans les mines. Comme eux, enfin, nous insisterons sur la nécessité de briser ce cercle pour envisager des modèles de développement économique qui ne reproduisent pas les conditions de la genèse de nouvelle crises politiques violentes (page 540), même si une telle politique est aujourd'hui en totale contradiction avec les orientations prises par le gouvernement.

Vu depuis les zones rurales qui accueillent cette « jeunesse hyper-mobile », leurs analyses se focalisent sur les profondes inégalités entre les chefs autochtones et les « strangers ». Richards (2004) fait même remonter les formes de circulation inégale de la force de travail dans les villages à l'esclavage domestique :

> « *Domestic slavery (prolonged under colonialism) sustained an expectation that* ***community elders and other prominent people had certain rights to use the labour of young people freely****. Born in the class distinctions of a slave society, these expectations have not been dulled, as we might otherwise expect, by an active rural labour market, due to the weakness of rural development in Sierra Leone. This weakness reflected massive government corruption and a focus of entrepreneurial attention on the diamond sector. Mining was no stimulus to rural food production because wealth from diamonds mainly accumulated overseas. Mining entrepreneurs (including figures in government and the security services) used overseas wealth to import food rather than seek local sources. The rural economy stagnated* » (p.13)

Vu depuis les zones rurales dont sont originaires une partie des « jeunes hyper-mobile », notre analyse tend à se focaliser sur la marginalisation générale d'une paysannerie, dont le rôle, dans une économie orientée vers l'extraction d'une rente diamantifères, est limitée à produire à bas coût les travailleurs au bénéfice du secteur diamantifère

Cependant, même au sein de ces paysanneries marginalisées et sans remonter jusqu'à l'esclavage domestique, nous verrons au chapitre 5 (page 474) que les formes actuelles, semi-

marchandes, de circulation de la force de travail entre les groupes domestiques interdisent aux jeunes hommes et aux jeunes femmes de jouir de leur propre force de travail sans devoir négocier avec les aîné(e)s qui détiennent les terres et le capital productif nécessaire à toute entreprise agricole.

3.2 Intensification et diversification des modes d'exploitation du milieu

Dans la zone agro-écologique sud (voir carte page 21), les paysans n'ont plus accès ni aux recrûs arborés, dont la reconstitution entre deux cycles de culture était à la base du mode d'exploitation historique du milieu, ni aux engrais de synthèse d'origine industrielle, que la compagnie de tabac avançait aux producteurs sous contrat avant sa fermeture en 1996. Les paysans de cette zone, où se concentre la majorité des habitants de la Sella Limba aujourd'hui, ont donc fait face à une grave crise de la fertilité. Les témoignages sont unanimes pour souligner la diminution des rendements, notamment dans les parcelles de riz, et la pression croissante des adventices. Pour faire face à cette crise, les paysans ont adapté et adopté un ensemble de pratiques combinées pour mettre en place un mode d'exploitation des savanes herbeuses radicalement nouveau. La poursuite de l'exploitation des terres pluviales comme des bas-fonds a néanmoins reposé sur une intensification de l'exploitation du milieu par le travail. Dans le but de compenser l'inévitable baisse de la productivité journalière du travail qui résultait de cette tendance, les paysans ont également diversifié leurs activités productives agricoles et extra-agricoles dans le but d'étaler les calendriers de travail sur toute l'année. L'importance du développement des palmeraies plantées , notamment, se comprend dans ce contexte.

3.2.1 Un nouveau mode d'exploitation des savanes herbeuses : la culture sur billons

Ce nouveau mode d'exploitation sera décrit en détails au chapitre 4 (page 319) comme un système de culture spécifique, il s'agit ici de décrire l'émergence de ces nouvelles pratiques.

Alternance des cultures sur billons et des cultures à plat

Le billonnage des savanes devient à cette époque un préalable obligatoire à leur mise en culture. Le couvert graminéen spontané est enfoui sous les billons où il se décompose lentement. Les paysans cultivent en première année sur le sommet des billons où sont concentrés les horizons superficiels du sol[86].

La culture du piment et du manioc prend une importance considérable dès le début des années 2000. Remarquons que ces plantes étaient connues de longue date puisque les plus vieux paysans nous indiquent qu'elles appartenaient au complexe cultural du riz cultivé en abattis-brûlis. La nouveauté, récente donc, consiste à les cultiver sur des parcelles séparées.

En désherbant ces parcelles, les paysans rejettent les adventices arrachées dans les raies[87] séparant les billons. Une fois la récolte du piment ou du manioc terminée, la végétation spontanée se développe de nouveau pendant l'interculture. Au début de la saison des pluies suivantes, cette biomasse végétale est enfouie quand les paysans referment les raies en ouvrant en deux les anciens billons. Cette terre riche en matière organique compostée est alors répartie sur toute la parcelle. Les paysans sèment alors le plus souvent du riz associé à son complexe cultural.

[86] Cette technique de préparation du sol a également été décrite au Congo-Brazaville par Sautter (1993), Guillot (1980) et Serre-Duhem (1987).

[87] « […] un araire ou une charrue creuse une raie, jamais un sillon. » (Bourrigaud et Sigaut, 2007 : 27).

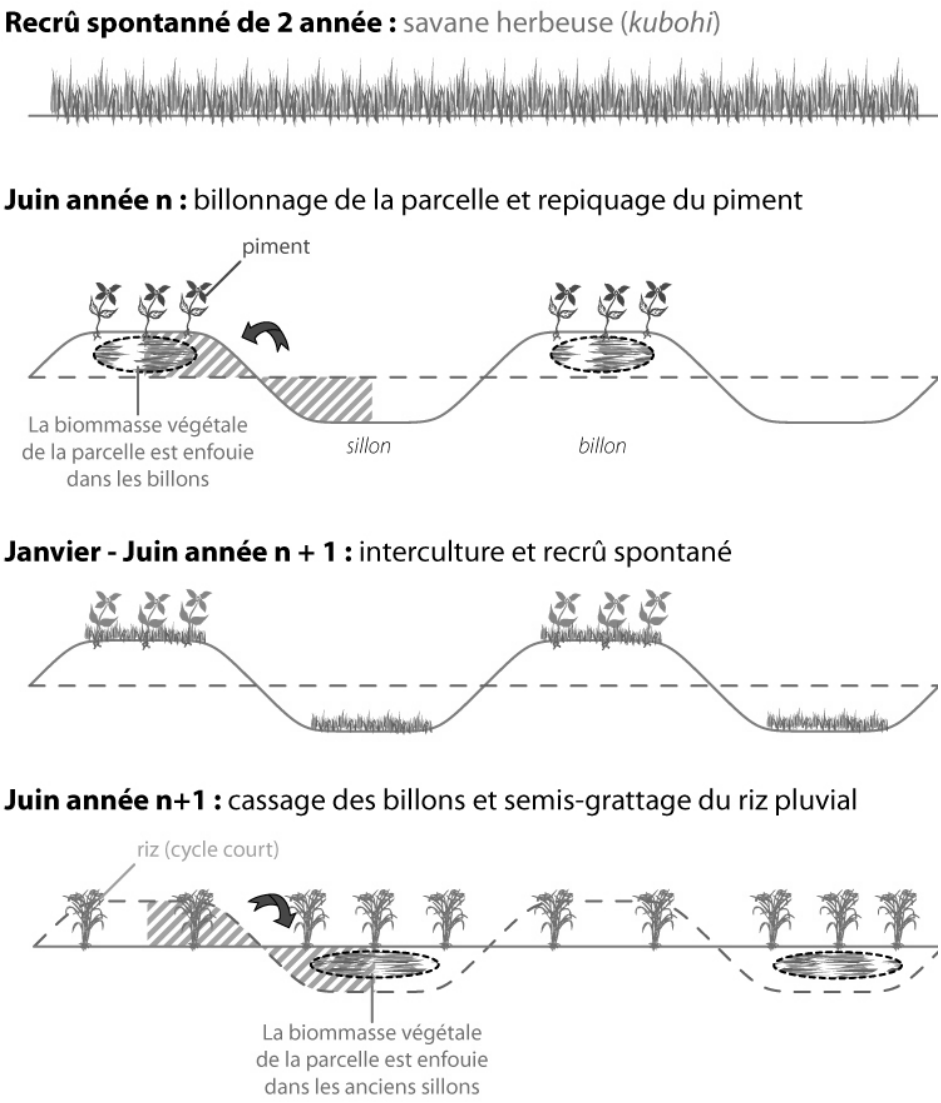


Fig. 36: Alternance culture sur billon, culture à plat
Réalisation : Augustin Palliere ; Source : enquêtes.

Les paysans voient deux vertus à l'alternance de culture sur billon et de culture à plat :

- Le compostage de la biomasse végétale enfouie sous les billons constitue un engrais vert (*huyaiya*), propice au développement non seulement des cultures implantées sur le billon en première année, mais également de celles qui le sont sur la parcelle aplanie en seconde année. L'effet bénéfique sur la culture du riz, par exemple, est nettement observable dans certaines parcelles : il se dessine des bandes où le rendement sera manifestement meilleur à l'emplacement des anciennes raies remplies de la terre riche en humus qui constituait l'ancien billon.

- Les paysans expliquent également que billonner la parcelle constitue un moyen efficace de lutter contre la pression des adventices. À chaque début de cycle, en construisant des billons en première année puis en les cassant l'année suivante, les adventices sont enfouies avec une partie du stock des graines. Cela permet de s'épargner un désherbage.

L'origine de la pratique du billonnage est multiple. Nous avons vu qu'elle faisait partie du paquet technique de la Rokel pour la culture du tabac. Mais les paysans indiquent que les populations Temne de l'ouest de la Sierra Leone avait déjà développé ces techniques pour l'exploitation des terres inondées (bas-fonds et cuvettes des bolilands). Enfin, nous avions vu que les peuls qui s'étaient installés comme paysans dans les marges Ouest de la Sella Limba pratiquaient déjà la culture du manioc sur buttes. Ces différentes origines ne sont pas contradictoires. Pour Mollard et Walter (2008 : 265) « sur-élever les champs » peut jouer de multiples rôles agronomiques : concentrer l'horizon le plus fertile du sol sur une partie de la parcelle, faciliter la pénétration des racines, drainer des sols trop humides, maintenir une température adéquate, etc.. On peut ajouter à cette liste : composter la matière organique et limiter la pression des adventices.

Céréales à cycle court

En Sella Limba, il semble que les paysans privilégient quand c'est possible des céréales à cycle plus long. Mais ces variétés sont plus exigeantes et plus sensibles à la pression des adventices. Par ailleurs, à l'échelle du groupe domestique, il est intéressant de cultiver des céréales dont la durée des cycles est diverse pour étaler les récoltes.

Ainsi dans des conditions agro-écologiques dégradées, alors que la période de soudure s'est allongée (voir infra), les paysans ont eu tendance dans les années 2000 à privilégier des riz à cycle court (moins de 90 à 120 jours). Une série de nouvelles variétés se succèdent alors dans les villages où domine la savane herbeuse. Une partie de ces variétés sont relativement anciennes puisqu'ils étaient cultivés dans les parcelles d'abattis-brûlis, c'est le cas notamment du riz noir, *batara*, encore très populaire aujourd'hui.

Mais le *werike* était de loin le riz le plus courant lors de notre premier séjour dans la région en 2007. Les grains, de couleur très rouge, de ce riz de 90 jours environ sont de si petite taille (environ 4 à 5 mm contre 8 à 10 pour les riz à cycle plus long) que les paysans ne le considèrent pas tous comme un véritable riz. Nous avons tracé sur la base des témoignages re-

cueillis son origine jusqu'en Gbinti Kamaranka, un *chiefdom* à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de la Sella Limba. Son adoption par les Sella Limba semble contemporaine au développement de la culture du piment sur billon pendant la guerre civile.

Mais lors de notre dernier séjour en 2011, déjà, un nouveau cultivar, le *dubaya*, également originaire des villages au sud-ouest de la Sella Limba, gagnait en popularité. Les grains, de couleur jaune vif, sont aussi petits mais plus ronds que ceux de *werike*. C'est surtout la rapidité du cycle de ce riz qui séduit les paysans. Ceux qui ont fait le test sur des portions différentes d'une même parcelle assurent que l'on peut récolter *Dubaya* 10 jours avant le *Werike*.

Le fonio a également connu dans le sud de la Sella Limba une extension très importante. Les paysannes notamment cultivent aujourd'hui des petites parcelles d'un fonio à cycle très court, environ 75 jours. D'après elles, les rendements de ce cultivar sont médiocres. Mais la récolte advient à une période de l'année où le coût d'opportunité des céréales est très élevé puisque le riz consommé est alors le plus souvent acheté sur le marché et que cette dépense nécessite souvent d'engager une partie des récoltes futures (voir page 464). Le fonio, quelle que soit la durée du cycle, a également le grand avantage, dans les conditions de cultures actuelles, de couvrir efficacement la parcelle et de limiter ainsi le développement des adventices.

L'extension rapide de ces nouvelles variétés montre l'efficacité des relations inter-villageoises dans la diffusion du matériel génétique. Comme l'observe Richards (1986), cela tient à l'importance qu'accordent de nombreux paysans à l'expérimentation en plein champ de nouveaux riz. Mais une grande part des échanges sont fortuits : la récolte étant l'occasion de nombreux dons entre voisins comme entre parents, elle est l'occasion d'une intense circulation de matériel végétal entre les groupes domestiques et entre les villages. Cette circulation repose notamment sur la relation entre les mères et les filles qui entretiennent des rapports de solidarité après le mariage de cette dernière dans un autre village. La diversité des variétés paraît bien moindre dans le cas du fonio, puisque les paysans n'en nomment que deux : le fonio à cycle long et le fonio à cycle court. Cela correspond peut-être en partie au fait que la circulation de cette céréale est moins intense. Le cultivar à cycle court n'est cultivé que sur de petites surfaces et chaque femme garde sa récolte pour ses enfants. Au moment de la récolte du cultivar à cycle plus long, le riz est préféré pour les dons. D'ailleurs, si du fonio est prêté à un autre groupe, c'est souvent du riz qui est rendu en échange quelques mois plus tard.

À la suite de Kandeh et Richards (1996), on constate que la dégradation des conditions agro-écologiques, ne s'est pas traduite en Sella Limba par un appauvrissement de la biodiversité cultivée. Comme ces auteurs également, nous observons que les paysans ont plutôt puisé,

non pas dans les variétés issues de la recherche scientifique, souvent inadaptées aux contraintes multiples auxquelles ils faisaient face, mais dans des variétés sélectionnées par les paysans pour leur capacité de résistance dans des conditions difficiles. On peut ajouter que vue l'importance des échanges entre les groupes domestiques et étant donnée l'ouverture des aires matrimoniales les unes sur les autres, cette biodiversité cultivée ne se comprend pas à l'échelle du groupe domestique, ni même du village, mais à l'échelle d'aires beaucoup plus vastes. Durant la dernière décennie, au regard de la dégradation des conditions agro-écologiques de culture dans le sud de la Sella Limba, les paysans de cette zone ont plutôt eu tendance à adopter des variétés originaires des régions au sud et à l'ouest (pays Temne) que du nord ou de l'est (pays Susu ou Biriwa) où les paysans ont globalement accès à des conditions de culture meilleures.

Association de légumineuses : « arachide plus pois cajan »

La culture des arachides est ancienne en Sella Limba. Elles ont continué à être cultivées en seconde année dans les essarts de la zone nord, là où les paysans ont encore accès à des recrûs arborés denses pour la culture en abattis-brûlis. L'arachide, comme la grande majorité des cultures pluviales en Sella Limba, a également toujours été associée avec d'autres plantes (sorgho, maïs, sésame …) Mais, particulièrement dans les savanes herbeuses du sud de la Sella Limba, les paysannes ont considérablement augmenté l'importance du pois cajan (*Cajanus cajan*) dans ce complexe cultural.

D'après les paysannes assez âgées, quelques pieds de pois cajan étaient autrefois cultivés proche des habitations ou dispersés dans la parcelle. Le pois cajan n'était pas plus important dans les associations culturales que les autres haricots (*Phaseolus lunatus* et *Vigna unguiculata*). Mais cette plante présentait deux avantages pour faire face aux contraintes nouvelles des paysans :

- son lent développement pendant les 2-3 premiers mois de son cycle[88] en fait une plante intéressante à associer avec des cultures au contraire, à cycle court, comme l'arachide qui est récoltée 90 à 120 jours après son implantation ;
- après cette première phase, le pois cajan se développe vigoureusement pendant les deux mois qui suivent pour former un petit arbuste qui peut rester en place toute la saison des pluies suivante.

[88] Observation confirmée par la base de données « Plant Ressources of Tropical Africa » (www.prota.org, accédé le 7 août 2014)

Ainsi en semant assez densément le pois cajan dans les parcelles d'arachides, les paysannes permettent la formation, après la récolte de ces dernières, d'un couvert buissonnant pouvant être considéré comme artificiel limitant le développement de la végétation spontanée pendant l'inter-culture. Sous les pois cajan, qui sont laissés en place après la récolte des arachides le sol reste propre (photo n°2, figure 38).

De plus, en enfonçant profondément dans le sol ses racines, le pois cajan explore des horizons plus profonds que les plantes annuelles. En stockant dans sa biomasse des éléments minéraux en provenance de couches plus profondes du sol, ce couvert permet donc un transfert vertical de fertilité. Par ailleurs, ses racines ont, comme toutes légumineuses et en particulier comme l'arachide, des nodosités qui peuvent fixer l'azote atmosphérique en association avec des bactéries.

Fig. 37: Associations culturales dans une parcelle d'arachide
Photo 1 : Parcelle en saison des pluies (arachide de 45 jours environ). Photo 2 : .Une parcelle d'arachide en saison sèche(couvert de Cajanus cajan de 10 mois environ).

Les femmes ont d'ailleurs adapté l'alimentation à ces nouvelles associations. Le *wasan* est un plat où l'on mélange une grande quantité de pois cajan avec peu de riz et de l'huile de palme. Cette bouillie est un plat typique de la période de soudure où le riz commence à manquer alors que l'on a gardé assez de pois cajan récolté en mars-avril[89].

Cette association de légumineuses constitue donc un très bon précédent pour une autre culture.

Accumulation de « capital-fertilité » dans les savanes herbeuses

Le mode d'exploitation « Manbwe » des Miombo zambiens (type de forêt claire), décrit par (Stromgaard, 1989 et 1990), semble à de nombreux égards très similaire à celui que nous venons de décrire. L'auteur parle de « *compost-mound system, where a legume-cereal rotation on mounds alternating with flat-cultivation* ». Ces rotations durent jusqu'à 6 années de suite. Ce système est d'ailleurs également décrit comme une alternative à l'agriculture d'abattis-brûlis développée par les paysans pour faire face au recul du couvert arboré.

Cet auteur s'intéresse aux conséquences à long terme de l'alternance culture à plat / culture sur billon et céréales / légumineuses. Dans ce but, il réalise des analyses de sol à différents stades de la rotation (immédiatement après le buttage, après 2 ans, 4 ans). Il montre que non seulement la culture sur billon permet de concentrer les nutriments de la couche superficielle du sol, mais également qu'à moyen terme ce mode d'exploitation du milieu permet de maintenir la fertilité minérale des sols cultivés et même d'accumuler des éléments minéraux : « *After 4 years of legume-cereal crop rotation on mounds alternating with falt cultivation, more nutrients actually accumulated in the soil that were present before in the fallow* » (Ibid., 1990, p.310-11).

Ce résultat dépend évidemment des conditions particulières de cette région : nature de la végétation spontanée, durée du recrû entre deux mises en culture, rotations précises, etc. Mais il est intéressant de remarquer que le mode d'exploitation du milieu que les paysans du sud de la Sella Limba ont mis en place dans les années 2000 pourrait s'avérer être, dans des conditions agro-écologiques dégradées et au prix d'un travail important, une nouvelle forme d'accumulation de « capital fertilité » dans l'agro-écosystème cultivé.

[89] Richards (2006 : 88) a observé aussi cette préparation.

3.2.2 Intensification par le travail des pratiques et remplissage du calendrier agricole

Dans les terres pluviales

La pratique du billonnage, est symptomatique de cette tendance à l'intensification par le travail, c'est-à-dire de l'augmentation du nombre de jours de travail consacrés par unité de surface. C'est une opération culturale relativement lourde (environ 30 à 40 jours de travail par hectare) et particulièrement pénible. Pour construire de bons billons, c'est-à-dire des billons sous lesquels la biomasse végétale est parfaitement enfouie, les travailleurs doivent faire 3 fois le geste de ramener la terre avec la grande *kusala*. Après une journée de ce travail, les hommes rentrent particulièrement exténués au village.

Plus discrètement, les femmes ont également intensifié leur pratiques de préparation des parcelles. Avant le semis en poquet des arachides, par exemple, elles réalisent aujourd'hui systématiquement avec une *kusala* de taille moyenne une opération appelée *agpusu* : elle enfonce de 10 à 20 cm la houe dans le sol pour en défoncer la surface sans véritablement retourner les mottes de terre. Elles assurent que ce travail long et pénible également (environ 20 jours par hectare) permet de « chauffer le sol » pour tuer les adventices en préparation de l'implantation des arachides. Cette opération est aussi réalisée avant l'implantation du fonio.

Pour le riz également la préparation des parcelles est devenu de plus en plus lourde. Nous avons vu que dans la zone agro-écologique sud, le riz est cultivé systématiquement après le piment sur billon. Après avoir ouvert les billons (*atunu*) pour aplanir la surface de la parcelle, deux options, qui traduisent des niveaux d'intensification en travail différents, sont possibles :

- le riz est semé le jour même, les paysans se contentant de balayer très superficiellement la surface du sol ;
- la parcelle à plat est laissée pour 1 ou 2 semaines afin de laisser se développer un tapis de graminées que les travailleurs arracheront le jours du semis (*ateli*) grâce à un travail du sol plus profond.

La première technique a l'avantage d'être peu coûteuse en temps de travail (16 JT/ha) et de permettre un semis précoce du riz. Mais le risque est de payer ultérieurement ce gain de temps en désherbage. La seconde consiste en un double faux-semis, pratique qui consiste à laisser se développer une première série d'adventices avant l'implantation des cultures (voir page 307).

Les paysans consacrent deux fois plus de travail et retardent l'implantation de quelques semaines qui seront précieuses en fin de soudure. C'est le prix à payer pour ne pas subir trop durement la pression des adventices durant la saison des pluies qui vient.

De plus, malgré la pratique du billonnage et la multiplication des travaux du sol avant l'implantation des cultures, l'adoption de céréales moins sensibles à la pression des adventices et l'utilisation du pois cajan comme plante couvrante, tous les paysans reconnaissent que le désherbage est aujourd'hui plus lourd dans les parcelles de savanes herbeuses qu'il ne l'était dans les essarts d'abattis-brûlis. Nous avons observé qu'un groupe de 10 femmes peut désherber une surface 2 fois plus importante dans une parcelle de riz d'abattis-brûlis de première année, que dans une parcelle de riz cultivée dans une savane herbeuse. Le nombre de passages a augmenté aussi pour l'entretien des parcelles. Alors qu'un seul passage suffisait pour contenir la pression des adventices dans les parcelles d'abattis-brûlis, il est devenu nécessaire de désherber 2 fois dans les savanes herbeuses (plus dans le cas de plantes peu couvrantes comme le piment).

Heureusement, la construction de barrières autour des parcelles de riz est devenu inutile dans la zone Sud où, contrairement à l'est et au nord de la Sella Limba, la population des gros ravageurs, notamment des aulacodes, a fortement diminué[90]. Ainsi, au mois d'août, au cœur de la saison des pluies, les femmes comme les hommes ont pu s'occuper du désherbage des parcelles pluviales.

L'intensification par le travail s'est donc traduite non seulement par une baisse de la productivité journalière du travail, ce que nous verrons en détail au chapitre suivant, mais également par un ré-arrangement de la division sexuelle du travail. Le semis-grattage et le désherbage, opération auparavant strictement sexuée, sont aujourd'hui effectuée par tous les actifs du groupe domestique.

En saison sèche, la transformation du manioc frais en farine (*gari*, krio) a accompagné le développement de cette culture sur billons. Seul le manioc pluvial d'au moins 16 mois est destiné à cet usage. La technique qui consiste à griller du manioc râpé et séché (le procédé est décrit page 343) était connue depuis longtemps comme une des nombreuses manières de préparer le manioc. Mais la consommation de la farine de manioc, alternative à la consommation de riz importé, s'est accrue dans les villes permettant la production et la commercialisation à plus grande échelle de ce produit. Le développement de cette activité en Sella Limba date pour

[90] Revers de la médaille : cela constitue une source de protéine en moins.

l'essentiel de la période qui a suivi la fin de la guerre civile. Il a concerné avant tout le sud et l'ouest de la région. Cette activité a lieu surtout en saison sèche, pendant le creux du calendrier agricole, lorsque le coût d'opportunité du travail est très faible.

Dans les bas-fonds

Nous avions vu que dès les années 70-80, alors que la culture du tabac sous contrat rentrait en concurrence avec celle du riz pluvial d'abattis-brûlis, la riziculture inondée avait gagné en importance dans les calendriers de travail et d'alimentation des groupes domestiques en Sella Limba. Les paysans avaient mis au point un mode d'exploitation des bas-fonds qui reposait sur le billonnage et le compostage de la biomasse végétale des parcelles chaque année avant leur mise en boue et le repiquage du riz.

Les paysans ont poursuivi l'aménagement des parcelles de bas-fonds. Ils ont construit notamment des petites digues en terre, parallèles et perpendiculaires au drain central, dans le but de maintenir l'eau un peu plus longtemps en fin de saison des pluies en périphérie de la parcelle. Nous avons observé quelques paysans qui creusaient des canaux de dérivation pour mieux répartir l'inondation sur toute leur parcelle.

Ces aménagements, cependant, ne visent pas à contrôler parfaitement la lame d'eau et à créer des conditions de culture homogènes dans toute la parcelle. Au contraire, les paysans ont continué d'exploiter la diversité des conditions de culture à l'échelle infra-parcellaire (figure 22, infra) :

- proche du drain central, où l'inondation était précoce et de longue durée, les paysans ont adopté des riz à cycle long pour lesquels le calendrier de culture est contraignant, mais dont les rendements sont souvent meilleurs ;
- en périphérie de la parcelle, où l'inondation est plus tardive et de plus courte durée, les paysans ont privilégié des riz à cycle plus court, dont les rendements étaient plus faibles, mais qui pouvaient être implantés plus tardivement.

La différenciation de différentes portions au sein de la même parcelle a permis aux paysans d'étaler les calendriers de travail au moment de l'implantation des cultures comme durant leur récolte. Des variétés spécifiques ont été adoptées. *Kori-kori* est un cultivar à cycle long originaire des bolilands de l'ouest de la Sella Limba, bien adapté d'après les paysans aux sols de plus en plus sableux en surface de leurs bas-fonds. *CP4* est un autre riz à cycle long issu des sélections réalisées dans le centre de Rokurp au milieu des années 60. À l'origine conçue pour l'exploitation des bolilands, cette variété a également eu un grand succès chez les paysans du sud de la Sella Limba, comme partout où la riziculture inondée a compensé l'appauvrissement

des terres pluviales d'après Richards (1997 : 212). Une grande diversité de riz à cycle court moins exigeant a été adoptée pour la culture des périphéries des bas-fonds : *2 months* (c'est-à-dire 30 jours en pépinière plus environ 60 jours après implantation), *3 months*, *Senior Kahulaka*, …certains de ces riz duaux (c'est-à-dire adapté à la culture pluvial ou à la culture inondée) pourraient être issus d'hybridation « indigène » de riz s*ativa* et g*laberrima* (Jusu, 1999 : 86 ; Nuijten et al, 2009).

Développement des productions de contre-saison et remplissage du calendrier agraire

Dans la même logique d'étalement des calendriers de travail, les cultures de contre-saison se sont développées dans les bas-fonds depuis les années 90. Dans la partie périphérique des bas-fonds, le manioc est devenu de loin la plante cultivée plus courante en saison sèche : il n'a pas besoin d'être arrosé et la terre des buttes sur lesquelles sont plantées les boutures n'aura plus qu'à être répandue pour implanter le riz durant la saison des pluies suivante. Le développement de cette culture, qui date d'avant l'arrivée des rebelles en Sella Limba, a été permis par l'adoption de variétés de manioc capables de produire une racine assez grosse en moins de 5 mois. Les rendements sont bien plus faibles que pour le manioc pluvial, mais la récolte du manioc de la périphérie des bas-fond vient compléter le régime alimentaire en début de période de soudure.

D'autres cultures sont possibles dans les bas-fonds en saison sèche : patate douce, piment, tomate, amaranthe, etc, … Ces cultures sont beaucoup plus exigeantes en travail : elles doivent être arrosées régulièrement grâce à des puisards creusés à proximité, nécessitent souvent l'apport de compost issu des déchets domestiques, la construction de barrières contre les dégâts des ravageurs. La commercialisation de ces produits au marché de Kamakwie exige également beaucoup de temps. Le développement du maraîchage de contre-saison est resté limité jusqu'à aujourd'hui à une zone contenue dans un rayon de 3 à 5 km autour de capitale du *chiefdom*. Par ailleurs, ce sont le plus souvent des femmes qui se consacrent à ces cultures de contre-saison intensive en travail. En effet, comme elles ne migrent que rarement pour se livrer à des activités extra-agricoles hors de Sella Limba, le coût d'opportunité de leurs journées de travail en saison sèche est plus faible.

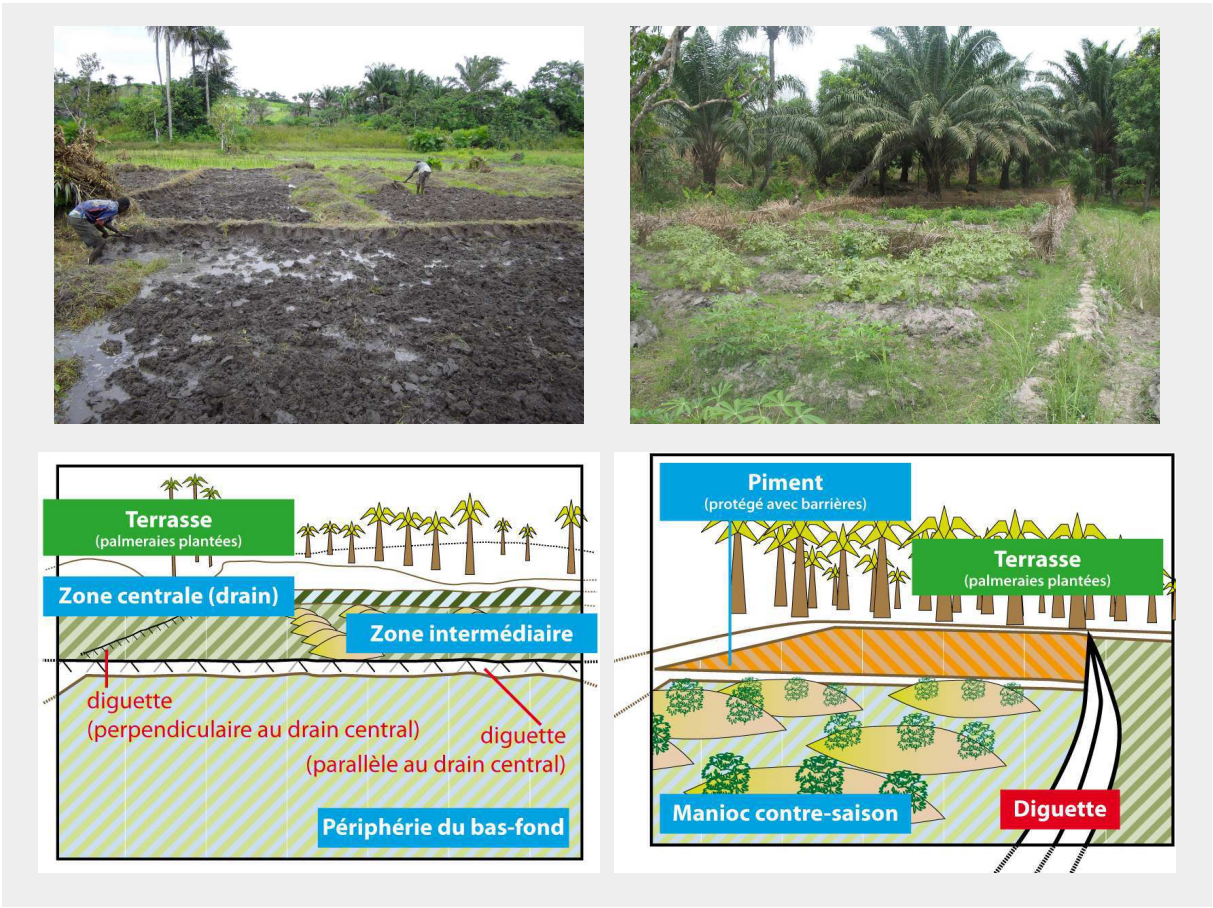


Fig. 38: Aménagements des bas-fonds par les paysans : différenciation périphérie / centre dans les parcelles

Photo 1 : Diguettes de terre en bas-fonds (photo prise en Juillet 2011). Photo 2 : Cultures de contre-saison en périphérie du bas-fond (photo prise en mars 2010). À chaque fois au second plan, on distingue les palmeraies plantées sur les terrasses proches des bas-fonds (voir page 268)

Enfin, dans les bas-fonds qui offrent les conditions adéquates, les paysans ont développé la culture du riz en contre-saison, dans les portions centrales, les plus humides. Les surfaces concernées sont très réduites, cette production permettant notamment de multiplier les semences en prévision de la saison de culture suivante. De fortes contraintes pèsent sur la diffusion de la pratique d'un second cycle de culture en saison sèche. Une des difficultés est la forte pression des ravageurs, notamment des oiseaux et des rongeurs, sur ces parcelles isolées.

3.2.3 Développement des plantations de palmiers à huile

Nous avons vu au chapitre 1 que les paysans sella limba exploitent la palmeraie sub-spontanée des recrûs arborés denses cultivés en abattis-brûlis. En revanche, le paysage des marges de la Sella Limba est dominé par une savane arborée caractérisée, entre autre, par l'absence de

ces palmiers. Mais les paysans qui les ont colonisées ont favorisé le développement de palmeraies sub-spontanées très denses dans des zones protégées du passage du feu, notamment proche des terres inondées en saison des pluies.

Aujourd'hui, partout en Sella Limba, les paysans exploitent encore la palmeraie sub-spontanée. Mais des palmeraies plantées ont fait leur apparition. Elles se distinguent des palmeraies sub-spontanées à plusieurs égards :

- le matériel végétal utilisé n'est pas issu des palmiers locaux « sauvages », sans pour autant qu'il s'agisse de matériel « sélectionné » ;
- la population des arbres y est beaucoup plus dense, empêchant l'association des plantations avec des cultures annuelles ;
- enfin, les droits d'usage attachés aux arbres sont individuels, même si, en pratique nous le verrons, le produit de ces plantations est partagé entre de nombreuses personnes.

Après avoir décrit leur développement à différentes périodes historiques, nous analyserons les multiples raisons qui peuvent expliquer le développement de ces plantations.

Des années 70 à aujourd'hui, plusieurs générations de plantations

On observe dans le paysage en Sella Limba quelques grandes palmeraies très anciennes. Les arbres sont aussi hauts que les palmiers sub-spontanés mais leurs troncs sont nettement plus épais et réguliers, l'envergure de la couronne de leurs feuilles est plus grande également. Ces plantations datent d'avant la contractualisation de la culture du tabac en Sella Limba. Ces premiers planteurs, aujourd'hui décédés, étaient soit des notables locaux – chefs de village ou chef de section qui avaient des liens avec le ministère de l'agriculture, soit des membres du personnel de ce ministère eux-mêmes, nés dans les villages de Sella Limba. Ces plantations sont le plus souvent de grande taille selon les standards locaux (plus de 100 arbres).

> « S*aïdu Bangura was the head for 'Agriculture'* [services du ministère] *in Kamakwie. He was the first to plant palm trees. His father, Sié Bangura, was alive and gave him a place to plant. But they were afraid that the land will be taken by the government and they stopped him. It was the time of the SLPP* [le parti politique au pouvoir Sierra Leone jusqu'en 1967]. *Mister Talawali was a Mende, he was the head for the agriculture programm. He got a woman in Katene* [un village du sud de la Sella Limba]. *They also planted there* ».
> **Abu Bangura, Kamawanka (entretien n°273)**

Mais le développement des plantations commencent réellement à l'époque de la Rokel. Dans le cadre d'un programme de « développement agricole », les tabaculteurs sous contrats qui le souhaitaient ont pu en effet obtenir 20 plants. Certains gros producteurs ont planté 2 à 5 fois plus d'arbres.

> « *We ask the company : 'We have destroyed the bush, what will you give us now ? Only forest trees !* [forest trees = Gmenila spp., cf page 235] *They supplied 20 seedlings to each tobaco croppers, the leaders got 30. Pa Bureh gave me a place to plant. I have increased : I have now more than 100 trees* ».
> **Saïdu Bangura, Kamawanka (entretien n°109)**

La densité des arbres en vigueur en Sella Limba est d'ailleurs toujours celle recommandée par les agronomes de la compagnie : 60 par acre. Plus nombreuses encore sont les plantations qui datent des années 90 et du programme de l'ONG « Action Aid ». L'organisation proposait à tous les paysans une vingtaine de plants moyennant une somme qui devait être assez faible[91] pour intéresser un grand nombre de paysans.

Le précédent témoignage l'indique, les paysans ont poursuivi, et poursuivent encore, l'implantation de palmiers à huile dans le paysage en créant de nouvelles palmeraies et en étendant les anciennes. Les paysans récupèrent les drupes bien mûres, tombées d'elles-mêmes à terre, pour les faire germer en pépinière. Ils plantent ensuite leurs plants dans les parcelles de riz en veillant à les protéger des ravageurs (pour l'implantation de la palmeraie, voir page 340).

Ces plants sont qualifiés par les agronomes comme du matériel « tout-venant », s'opposant aussi bien au matériel « sauvage » qu'au matériel hybride « sélectionné » (Cochard et al, 2001). Les palmiers hybrides sélectionnés sont de type tenera, le fruit des arbres a une coque mince, les rendements et les taux d'extraction sont plus élevés. Les palmiers sub-spontanés sont très majoritairement de type dura, dont les fruits ont une coque épaisse, un rendement et un taux d'extraction plus faible. Le rendement en huile des palmeraies issues des graines récupérées est de 60 % moindre que celui des palmeraies d'hybrides sélectionnés de type tenera d'origine (*Ibid*.)[92].

Les paysans ne connaissent pas la différence entre les arbres hybrides sélectionnés de type tenera et les arbres issus de matériel « tout venant » qu'ils plantent. Ils ne distinguent que les *masenke*, les palmiers plantés, des *taa*, les palmiers sub-spontanés.

[91] Les témoignages divergent beaucoup sur cette somme, non qu'ils soient incohérents mais parce que les taux d'inflation dépassaient souvent à cette époque 100 % par an.

[92] Cette perte est d'abord due au fait que l'épaisseur de la coque du fruit est déterminée par une génétique de type mendélienne : seule la moitié des arbres de la plantation de seconde génération seront de type tenera (Delarue, 2007 : 293). De plus, il y a une perte due à la consanguinité, les palmiers sélectionnés étant issus de l'hybridation de population d'origine différente (Cochard et al, 2001).

Et, pour cause, d'après nos observations, aucune des générations successives de planteurs, même dans le cadre des programmes institutionnels (Rokel, Action Aid, …), n'a eu accès à du matériel hybride sélectionné. Quelques arbres isolés en Sella Limba produisent des fruits à coque mince, mais aucune palmeraie dans son ensemble. La seule palmeraie où nous avons observé des arbres produisant des fruits de type tenera sur une surface importante se trouvait proche de Makeni, la ville la plus importante du nord de la Sierra Leone. C'est de cette plantation que le pépiniériste du MAFFS extrait les semences dont sont issue les plants vendus aux paysans et aux institutions[93].

Importance croissante des palmeraies dans le paysage

Les premières plantations des années 60-70 étaient généralement établies proche des villages aux bords des pistes carrossables construites à cette époque. Même de taille importante, elles étaient peu nombreuses. Avec le programme de la Rokel, l'importance des palmeraies augmente dans le paysage cultivé. Puis le programme d'Action Aid étend au-delà de la zone de production du tabac la dynamique des plantations. Dans tous les villages de Sella Limba ou presque, au moins un paysan a planté des palmiers dans les années 90. Partout, depuis, les paysans implantent de nouvelles palmeraies. Cependant on observe des différences importantes entre les zones agro-écologiques.

Dans la zone sud, presque tous les chefs de groupe domestique présents dans le village durant les années 90 ont planté des palmiers à huile. Les terres exondées à la limite des bas-fonds, situation idéale pour le développement du palmier à huile (Delarue, 2007 : 260), ont été privilégiées. Chaque oléiculteur s'est vu attribuer sur une des rives d'un bas-fond une section de 50 à 100 m. Les premiers arbres sont plantés en ligne proche des terres inondées. Puis, plus les paysans étendent la palmeraie, plus les arbres remontent le long du coteau. Les jeunes hommes qui ont implanté leur palmeraie dans les années 2000 ont souvent dû demander des terres où les sols sont moins propices et où il est plus difficile de protéger les arbres du feu. Les plantations se poursuivent à un rythme important. Partout dans les parcelles de la savane herbeuse de la zone agro-écologique sud, on observe de jeunes plants de 1, 2 ou 3 ans. Cette extension des palmeraies inquiètent d'ailleurs les paysans :

[93] Nous tirons ces informations d'un entretien avec le pépiniériste lui-même à l'occasion d'une visite de la palmeraie évoquée.

> « *My father have planted these mangoe trees to show us where he wanted us to stop to plant. It was at the time of Pa Ronko* [dans les années 1990]*. But we are plenty.* […] *Momo is now in charge of the land, he is the eldest for the ones who are in the village.* […] *I told him to put a stop : 'they will plant all the land !'. but everybody is asking, even those who are not here but who borne here !* »
> **Abu Bangura, Kamawanka (entretien n°273)**

Dans les autres zones, les plantations de palmiers à huile ont moins d'importance dans le paysage et dans les systèmes de production. Seuls quelques individus, généralement les hommes à la tête des groupes domestiques des patrilignages *lasiri*, se sont trouvés être « intéressés » par la plantation de palmiers à huile. Selon toute vraisemblance, le programme d'Action Aid a été « capté » par ces individus qui ont planté plus de 100 arbres. Ces plantations, vieilles aujourd'hui de 15 à 25 ans, sont situées sur les terres les plus propices, proches des villages, des pistes carrossables et sur des sols relativement humides. Les autres paysans ont ensuite, dans les années 2000, utilisé les graines issues de ces premiers arbres pour planter eux-mêmes. Mais ces récentes palmeraies restent confinées aux abords des zones habitées, et sont de taille réduite.

Couverture des besoins de la population et du marché et intensification des pratiques par le travail

Quand on interroge les planteurs sur leurs motivations, un type de réponse revient régulièrement : « I *plant for the future* », « *for my children* » ou encore « *to have something tomorrow* », etc. Si cette réponse est si vague, c'est que les raisons du développement important des palmeraies, notamment dans la zone agro-écologique sud, sont multiples, bien que non nécessairement contradictoires.

Il y a tout d'abord la nécessité de produire de l'huile en quantité suffisante pour couvrir les besoins d'une population dont c'est la source de lipide principale, loin devant les arachides.

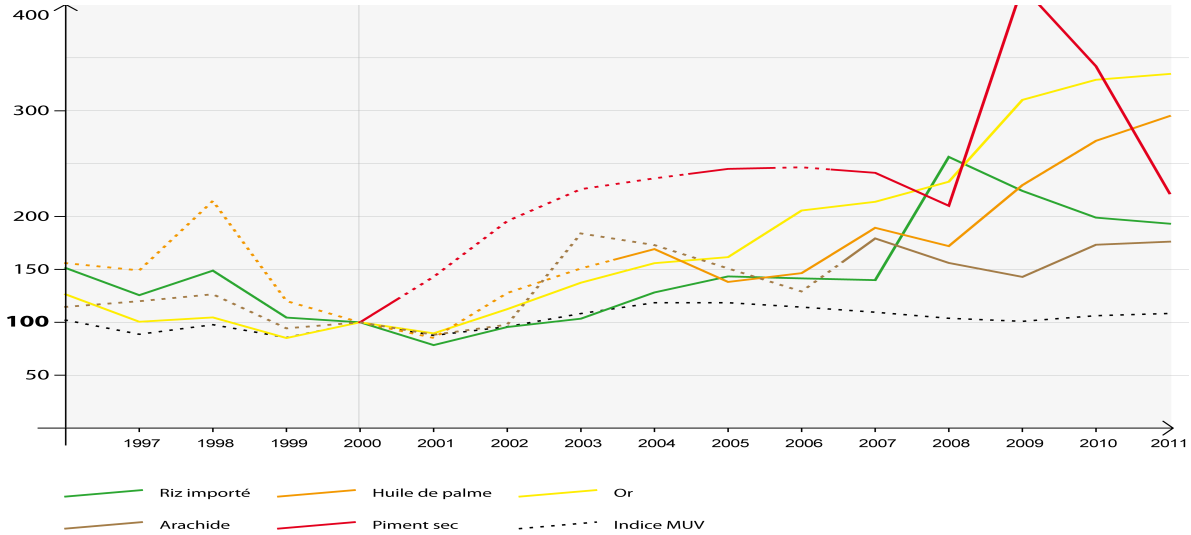
Le recul des recrûs arborés dans la zone sud s'est traduit par une diminution de la population des palmiers sub-spontanés. Nous avons compté environ 50 arbres/ha dans les parcelles de la zone agro-écologique nord où domine encore l'abattis-brûlis contre moitié moins dans la zone agro-écologique sud, dominée par les savanes herbeuses parcourues chaque année par le feu. On peut donc se demander si les plantations de palmiers à huile ne s'expliquent pas par le besoin de subvenir à des besoins que la palmeraie sub-spontanée ne pouvait plus remplir.

Un calcul approximatif[94] permet de constater que les palmiers sub-spontanés de cette zone (2500 arbres par km²) permettraient de fournir de l'huile pour environ 170 hab/km². Avec 150 habitants par km², aujourd'hui dans la zone agro-écologique sud, la palmeraie sub-spontanée est donc presque exploitée au maximum de ces capacités. Elle doit l'être dans certains villages ou à certaines saisons de l'année (les palmiers produisent surtout en saison sèche). Même si les paysans ne font pas un lien direct avec l'importance de maintenir le potentiel productif de la palmeraie sub-spontanée, on peut remarquer que la collecte et la consommation de vin de palme est beaucoup plus réduite dans ces villages que dans les villages du nord et de l'est de la Sella-Limba. Mais les besoins de la population locale ne peut expliquer à lui seul le développement important des plantations dans les années 1990-2000. En effet pour compléter la production issue de la palmeraie sub-spontanée toujours en exploitation, quelques arbres plantés, comme on en voit souvent derrière les maisons, auraient suffi à couvrir les besoins en auto-consommation des groupes domestiques. Or ce sont des plantations de dimensions beaucoup plus importantes que les paysans ont implanté, particulièrement dans la zone agro-écologique sud.

Tandis que les prix relatifs de l'huile de palme se sont maintenus durant les années 2000, une partie croissante de l'huile produite a été destinée à la vente. Jusqu'à l'installation des premiers commerçants à Kamakwie au début des années 50, l'huile de palme était exclusivement auto-consommée. La croissance de la population non agricole, le développement des infrastructures, va permettre à ce commerce de se développer. Mais les grands centres urbains ont pu globalement s'approvisionner grâce aux régions avoisinantes (voir le développement du commerce local d'huile de palme dans la région côtière entre Freetown et Conakry) ou mieux connectées grâce au réseau des routes goudronnées. Ainsi, le marché urbain secondaire de Kamakwie semble être resté le seul auquel ont eu accès les oléiculteurs de Sella Limba.

[94] Avec les hypothèses suivantes pour la production de la palmeraie sub-spontanée dans la zone agro-écologique de la Sella Limba (étant entendu que ces calculs type « capacité de charge » sont très limités) : .

- 2500 arbres/km² x 3 régimes/arbre x 0,3 kg d'huile/régime x 75 % de la surface pluviale « utile » ≈ 1700 kg d'huile de palme / km²
- Divisé par : 10 kg d'huile / habitant / an (enfants et adultes compris) ≈ 170 hab/km²



Graphique 5 : Evolution des prix relatifs entre 1996 et 2011 (exprimé en Le de 2011, indice 100 en 2000)

L'indice MUV (Manufacture Unit Value) est un « indice recomposé du prix des importations de produits manufacturés par les paysans en voie de développement » (plus d'information : http://data.worldbank.org). [95]

L'évolution à moyen terme des prix locaux de l'huile de palme dépend de celle du prix mondial de l'huile végétale. En effet, sur les marchés de Freetown ou de Makeni l'huile locale est en concurrence avec l'huile importée. Situé à 100 km au sud de Kamakwie sur une route carrossable de mauvaise qualité, le prix du transport d'un bidon de 5 gallons d'huile importé jusqu'en Sella-Limba représenterait 15 à 20 % du prix du vente de l'huile sur place. La compétitivité de l'huile locale est donc préservée, en partie, par la mauvaise qualité des infrastructures qui, empêche les paysans d'accéder aux marchés urbains plus importants.

Mais, et nous le verrons en détails au chapitre 4 (page 344), c'est en acceptant une très faible rémunération de leur travail que les paysans ont pu se maintenir sur le marché local de l'huile de palme. L'entretien des palmeraies, la récolte des régimes et l'extraction de l'huile de palme a lieu pendant un creux dans le calendrier de travail. En effet, si la récolte des régimes destinés à la consommation du groupe domestique est presque quotidienne, la transformation de l'huile pour la vente en ville se déroule essentiellement pendant la saison sèche. Le déve-

[95] Les prix mondiaux sont les prix de référence de la CNUCED (http://unctadstat.unctad.org) et des enquêtes sur les marchés locaux durant notre séjour en Sierra Leone.
Prix du riz : entre 2007 et 2011, observations sur le marché de Kamakwie ; avant, prix mondial de l'huile de palme en Le courant x 1,4.
Huile de palme : entre 2007 et 2011, observations sur le marché de Kamakwie ; avant, prix mondial de l'huile de palme en Le courant x 0,9.
Arachide : entre 2007 et 2011, observations sur le marché de Kamakwie ; avant, prix mondial de l'huile d'arachide en Le courant x 0,3.
Piment sec : entre 2007 et 2011, observations sur le marché de Kamakwie ; diverses sources historiques (prix en 2000 et 2005) et projections entre les points de données.
Le prix de l'or évolue comme le prix mondial.

loppement de cette activité a donc été une manière de remplir le calendrier agricole dans le but d'augmenter la productivité globale, c'est-à-dire par actif et par an. Le développement des palmeraies s'inscrit donc dans la même tendance à l'intensification par le travail au prix d'une baisse de la productivité journalière du travail que nous avons observé pour les cultures annuelles, pluviales ou inondées.

3.3 Un nouveau rapport foncier : le kututi

Avant l'éclatement des *kuru kuru*, les droits sur la terre des actifs dépendant des aînés des patrilignages *lasiri* étaient intimement liés aux droits ces derniers sur leur travail. L'aîné du patrilignage sélectionnait une portion du finage à exploiter. En échange du travail fourni dans cette grande parcelle (*tembuy*), les membres de son groupe domestique pouvaient accéder à une petite parcelle (*hutolo*) contiguë cultivée pour leur propre compte et celui de leur mère (voir page 122).

L'éclatement progressif des groupes domestiques soulève la question des droits sur la terre des cadets et des membres des lignages *thahinɛ* (allochtones) travaillant désormais dans des groupes domestiques indépendants les uns des autres. Le rôle des aînés d'un patrilignages *lasiri* a donc changé : il ne doit plus simplement choisir l'emplacement de la grande parcelle du groupe domestique mais réguler l'accès à la terre de groupes domestiques indépendants du sien. Il « regarde le territoire » (*dɛthi bombio*).

Les membres des patrilignages *lasiri* demandent la terre à l'aîné de leur patrilignage, mais cette demande ne s'accompagne d'aucune formalité. À l'inverse, la demande d'un membre des patrilignages *thahinɛ* à l'aîné d'un patrilignage *lasiri* doit s'accompagner d'une *tugwe* (« noix de kola ») image pour évoquer une petite somme d'argent. Après la récolte, il doit lui remettre un *kututi*, c'est-à-dire une part de la récolte.

Pour décrire et analyser ce nouveau rapport foncier, nous reprendrons l'approche développée par Chauveau et al (2006 : 30-31):

> « ***Dans la tradition des recherches en sciences sociales, on se réfère ici non à un droit sur la terre, mais à des faisceaux de droits***[96]***.*** *Dans une perspective analytique, on peut ainsi distinguer (de façon non limitative) les droits suivants : le droit d'usage (direct) ou d'usufruit (droit d'usage excluant explicitement l'aliénation) ; le droit de tirer un revenu de l'usage ; le droit d'investir ; le droit de déléguer l'usage de la terre à titre provisoire ou sans terme spécifique, à titre marchand (location, métayage, mise en gage, rente en travail) ou non marchand (prêt) ; le droit de transfert, au sens d'aliénation marchande (vente) ou non marchande (donation ou legs) ; le droit à l'héritage (optique du bénéficiaire) ; les droits d'administration, au sens de "droits de définir les droits des autres" : contrôle des droits des autres relativement à l'usage, la délégation, l'investissement, le fait de tirer un profit, d'aliéner, la désignation de l'héritier, etc* ».

Nous décrivons dans un premier temps la situation dans le centre de la Sella Limba (zone Nord et Sud), où les rapports fonciers s'organisent uniquement à l'échelle du village, avant de considérer la situation dans les marges Est et Ouest, où il faut prendre en compte les droits des descendants des chefs sella qui ont accueillis et installés les migrants dans la première moitié du XXe siècle (voir chapitre 2, section 3).

3.3.1 Au centre de la Sella Limba : ré-activer les droits d'attribution des droits d'usage

Les montants impliqués sont décrits comme équivalents pour tous les usagers, même s'ils peuvent varier d'un village à l'autre : 1000 à 2000 Le (0,2 à 0,4 €) pour la *tugwe*, 12 à 24 *pans* de riz paddy (25 à 50 kg de riz paddy) pour le *kututi*, dans le cas d'une parcelle de riz par exemple. Le *kututi* n'est proportionnel ni à la surface cultivée ni à la quantité récoltée. L'origine du *kututi* pourrait être le riz que l'on montrait à l'aîné qui avait autorisé un cadet et sa mère à cultiver une petite parcelle (*hutolo*) à ses côtés ou en bas-fond.

Seul le chef du groupe domestique entretient des rapports fonciers avec celui « qui regarde le territoire ». Les membres subalternes du groupe domestique, les femmes et les hommes plus jeunes, qui veulent cultiver une petite parcelle ne traitent pas directement avec lui et ne paieront pas de *kututi*.

Le transfert d'une partie de la récolte de certains groupes domestiques vers l'aîné des *lasiri* est-il à l'origine d'une accumulation différentielle de capital qui reposerait sur le droit d'attribuer les droits d'usage sur la terre ?

[96] Définis comme des « actions légitimes sur les biens » (Colin et Soro, 2008)

En fait, cette description formelle des règles foncières que livrent, partout en Sella Limba, les intéressés, et que l'on retrouve parfois telle quelle dans la littérature (Unruh et Turray, 2006), ne correspond pas en tous points aux pratiques foncières concrètes. Nous observons, comme dans de nombreuses situations, un double hiatus : entre la loi écrite à l'échelle nationale et les règles d'accès à la terre au niveau local et entre ces règles telle que décrites par les paysans et, ce qu'il est donc pertinent d'appeler, les pratiques foncières (Crousse et al, 1986). Une vaste littérature déjà ancienne a montré les limites d'une approche purement juridique qui ferait découler du statut de chaque individu des règles déterminées (Johnson, 1971 ; Crousse et al, 1986 ; Le Bris et al, 1982 ; Le Bris et al, 1991).

Tout d'abord, les aînés des patrilignages *lasiri* redistribuent une grande part des *kututi* collectés avec tous les hommes âgés du village qui les aident « à regarder la terre », que ces derniers soient *lasiri* ou *thahinɛ*.

> « *When my uncle died, 5 years ago I took the control on the land. People asked me where they want to crop. Then I show them the portion they have to crop. I take* kututi *for the groundnut and for the rice. I am not taking* kututi *for the millet. Only one man will « pay » for the* kututi *of the whole family. Young boys and women are not giving* kututi. *The* kututi *is 12 pans* [25 kg de riz paddy]. *I share with the other elders who are looking the land with me* ».
> **Momodu Kargbu, Kamawoni (entretien n°341)**

Mais surtout, nous avons décrit comment les membres de la communauté villageoise sont liés par des rapports de filiation, d'alliance et d'adoption avec les aînés des patrilignages *lasiri* (page 107). Les rapports fonciers s'inscrivent dans ces rapports de parenté. Mis à part, et le cas est rare, les étrangers fraîchement arrivés, personne ne « paie » en totalité le *kututi*. Ses gendres arguent auprès de leur beau-père du fait qu'ils travaillent pour leur fille et les neveux (*sisa*) auprès de leur oncle qu'ils ont travaillé pour lui. Tous expliquent que « les récoltes ne sont pas bonnes cette année » et ne remettent qu'une petite part du *kututi* « formel ». Dans l'exemple qui suit, le paysan justifie ses droits d'usage sur la parcelle de bas-fond qu'il exploite à la fois par filiation, c'était le bas-fond exploité par son père, et par alliance, il a épousé une femme d'un des patrilignages *lasiri* :

> « *My father was not a* lasiri *: his own father left Kamabombo to settle here. When I was a child, people were cropping tobacco but my father was not. Pa Ronko* [l'aîné d'un des deux patrilignages lasiri dans les années 80] *gave him a piece of swamp. My father died in 1984, I was not married and my big brother was not old enough. Pa Siaka took me under him* […] *I worked for him a long time.* […] *After I married Posey, I have worked for my in-laws. Pa Bure gave me a small swam. Latter, I decided to return to the swamp my father was cropping before.* […] *I also crop tobacco on the road of Kakaseke [en 2011]. For this land, Pa Momo* [l'aîné d'un des deux patrilignages lasiri actuels] *asked me 20 heads* [1 head = 20 feuilles de tabac] *as* kututi. *For the swamp of my father, I will not give* kututi *because the swamp « belongs » to the « family » of my wife, Posey* ».
> **Alpha Conteh, Kamawanka (entretien n°220A)**

Néanmoins, les aînés des patrilignages *lasiri* ne tiennent pas le même discours. De leur point de vue, il est devenu nécessaire que les usagers des patrilignages *thahinɛ*, c'est-à-dire leur gendre et leurs neveux utérins, reconnaissent les liens immémoriaux de leur patrilignage à la terre du finage. En collectant un *kututi*, même réduit à une quantité de riz symbolique, ils ré-activent leur droits d'attribution des droits d'usages des terres.

> « *At the time of my father, for the* kututi *you pound rice, you give a poultry and you say 'thank you'. That is what they called* kututi *before. These people were assisting my father for the work, giving their kune to him. Now, if I do not ask a* kututi, *people will start to claim that the land is their* »
> **Karim Bangura, Kamaporoto (entretien n°103)**

3.3.2 Dans les marges de la Sella Limba, ré-activer les droits d'attribution des primo-arrivants

Dans les villages de la zone centre, la localisation des villages est très ancienne et ils sont autonomes les uns des autres. Les limites des finages (*bompio ka (ka)mawanka* : le finage de Kamawanka) sont aujourd'hui connues et reconnues. Au sein de ce finage, chaque patrilignage autochtones (*lasiri*), 2 voire 3 par village, cultivent plus ou moins là où ses ancêtres culti-vaient. Les sella limba parlent de territoires lignagers (*bompio ka Bangura* : le territoire des Banguras). La délimitation précise de ces territoires lignagers suit souvent des éléments ré-cents du paysage, routes carrossables construites dans les années 60 emplacement actuel des habitations, plantations de palmiers des années 70 ou de *Gmelina spp*. des années 80. On peut y voir le passage d'une conception topocentrique à une conception géométrique de l'espace (Le Bris et al, 1991 : 5).

Dans les villages des marges Est et Ouest, nous avons décrit comment les chefs sella avaient attribué les droits d'usage et délégué les droits d'attribution de la terre aux primo-arrivants (page 147 et 150). Dans ces villages, les aînés des patrilignage primo-arrivants (qualifiés de *lasiri* dans leurs propres villages) collectent les *kututi* auprès des usagers des terres qu'ils « regardent ». Puis, ils se rendent dans les villages du centre de la Sella Limba pour « montrer » ces *kututi* aux descendants des chefs sella qui avaient attribué la terre à leurs propres ancêtres. Les quantités réellement transférées d'un village à l'autre sont symboliques. Ce qui importe c'est que les droits d'attribution du patrilignage *lasiri* sur ces terres soit reconnue.

Ainsi, si les droits d'usage agricole sur les terres se sont individualisé au niveau des groupes domestiques, la situation en Sella Limba est plutôt caractérisée par le maintien du contrôle des aînés des patrilignages autochtones sur l'attribution de ces droits sans que ce contrôle se traduise par une accumulation de capital pour ces derniers. Contrairement à la situation du front pionnier ivoirien où les populations autochtones pouvaient profiter d'une main d'œuvre étrangère à condition de disposer de réserves foncières à redistribuer, l'accès aux ressources foncières restent aujourd'hui étroitement liés aux rapports de parenté et d'alliance au sein des communautés villageoises et indissociable de la capacité des producteurs à contrôler, capter ou jouir de leur propre force de travail. Il n'y a eu, en effet, en Sella Limba ni développement d'une économie de plantation ni arrivée massive d'étrangers. Les allochtones (*thahinɛ*) ne sont jamais des étrangers mais toujours les gendres (*Komonɛ*) ou les neveux utérins (*sisa*), souvent les deux, des patrilignages autochtones (*lasiri*) (voir page 107).

La trajectoire historique du système agraire étudié est donc celle de l'émergence et de l'approfondissement d'une crise à la fois agro-écologique et socio-économique. La croissance de la pression démographique a pesé dans cette trajectoire historique. Mais la comparaison des différentes zones agro-écologiques a montré qu'elle ne pouvait cependant pas expliquer seule ni l'intensification par le travail des pratiques, ni la dégradation de la fertilité du milieu cultivé. La crise agraire que connaît la Sella Limba n'est donc pas une crise démographique.

Cette crise n'est pas non plus le résultat d'une mentalité paysanne particulière qui freinerait l'ouverture des campagnes et l'adoption de techniques plus performantes. Nous avons analysé comment le développement d'un marché vivrier national dans les années 50-60 a favorisé l'adoption d'une riziculture inondée paysanne, permettant de dégager des surplus agricoles et entraînant des changements importants dans l'organisation du travail domestique. Cette riziculture inondée a continué à évoluer avec de nouveaux modes de préparation des parcelles et l'aménagement des parcelles de bas-fond. Enfin, c'est un ensemble d'innovations techniques constituant un mode d'exploitation du milieu radicalement différent qui permet aux paysans de s'adapter à la progression rapide des couverts graminéens sur les terres pluviales du sud de la Sella Limba.

L'émergence et l'approfondissement de la crise agraire actuelle s'expliquent d'abord par les conditions de plus en plus défavorables, à partir des années 70, de l'intégration économique de la région étudiée. Mise en concurrence sur le marché national avec des importations à bas coût, la rémunération du travail des producteurs a stagné, voire baissé. À chaque génération, depuis les années 50, une grande part de l'énergie de travail a été détournée du secteur domestique avec le départ des jeunes travailleurs dans les districts diamantifères. L'intégration dans une filière contractuelle de tabac, entre 1973 et 1996, a permis à quelques individus de s'enrichir ponctuellement, mais au prix d'une dé-capitalisation générale de la paysannerie avec l'arrachage des recrûs arborés. La crise politique grave qu'a représenté la guerre civile, et sa propagation dans la région étudiée en 1996, n'est donc pas à l'origine de la crise agraire actuelle. À l'échelle de la Sierra Leone,

elle en serait même plutôt le produit. Parallèlement, enfin, la marchandisation des rapports sociaux a provoqué, génération après génération, l'éclatement des *kuru kuru*, qui reposaient sur la circulation de l'énergie de travail entre les générations sous l'autorité des aîné(e)s. Ce processus participe à la crise agraire et l'aggrave. Les groupes domestiques qui résultent de ce processus sont en effet beaucoup plus précaires. Nous verrons (chapitre 5) comment ils peuvent, aujourd'hui, atténuer cette précarité grâce à la mutualisation et à la circulation, marchande ou non, des journées de travail et des récoltes.

Sur la base de cette analyse historique, les deux chapitres suivants se penchent sur la situation agraire actuelle. Quelles incidences a la diversité des modes d'exploitation dans les différentes zones agro-écologiques (voir tableau 3) sur les performances des processus de production (chapitre 4) ? L’accès aux différentes facettes du paysage se traduit-il par une forme de différenciation sociale et économique au sein de la paysannerie ? Comment tenir-compte des rapports de production, notamment de ceux qui règlent le partage de la force de travail (chapitre 5) ?

Chapitre 4 : Diversité et performances des processus productifs en Sella Limba aujourd'hui

Dans ce chapitre, nous poursuivrons l'analyse de la situation agraire actuelle par la caractérisation des processus productifs, dans leurs dimensions techniques comme économiques.

Notre approche repose sur l'hypothèse que ni la crise agraire multiforme ni les stratégies que déploient les paysans pour y faire face ne peuvent être comprises sans référence aux conditions matérielles de production et d'échange dans la région étudiée. Conduite à l'échelle des parcelles et des groupes domestiques, l'évaluation des performances économiques des processus productifs constitue donc une étape essentielle de cette caractérisation.

C'est cet objectif qui a motivé l'emploi des concepts de systèmes de culture et de systèmes de production tels qu'ils sont définis en agriculture comparée. L'application de ces concepts à une réalité agraire particulière n'est cependant pas immédiate. Dans la première section nous clarifions donc l'usage spécifique que nous ferons de ces concepts et la méthode adoptée pour quantifier les processus de production. La seconde et la troisième sections sont destinées à la caractérisation technique et économique des systèmes de culture et des systèmes de production. Enfin, dans une quatrième et dernière section nous verrons ce qu'impliquent ces résultats pour les projets de développement agricoles à l'échelle locale.

1 Caractérisation des processus productifs actuels en Sella Limba : objectifs et méthode

1.1 Analyse de paysage, analyse historique et caractérisation des processus productifs actuels

1.1.1 La parcelle et l'unité de production : deux échelles d'analyse fondamentales

Par processus productifs nous entendons toute activité organisée en opérations successives en vue de la formation d'un produit. Classiquement, l'analyse des processus productifs agricoles est conduite à deux échelles différentes :

- à l'échelle de la parcelle il est possible d'observer et d'analyser les pratiques paysannes ;
- à l'échelle de l'unité de production, on analyse la manière dont les paysans combinent les ressources auxquelles ils ont accès.

La cohérence des processus productifs agricoles à ces deux échelles, résultant d'un faisceau étroit de contraintes agro-écologiques et agro-économiques, justifie que l'on puisse les analyser comme des « systèmes ». Nous introduirons donc les concepts de système de culture et de système de production et nous discuterons de leur application à l'échelle, respectivement, de la parcelle (section 2 de ce chapitre) et de l'unité de production (section 3) dans le contexte de notre région d'étude.

Système de culture et système de production ne sont pas donnés à l'observation immédiate : il s'agit bien de représentations modélisées. Même les catégories auxquelles ces concepts s'appliquent, c'est-à-dire les parcelle et surtout les unités de production, doivent, être interrogées et définies précisément.

Notre démarche générale vise à rendre intelligible la diversité des situations observées à toutes les échelles en partant de la décomposition du paysage et de l'analyse historique. Cette caractérisation nous autorise à proposer une quantification de ces processus et finalement une évaluation de leurs performances économiques.

1.1.2 Une caractérisation technique et économique des processus productifs connectée au paysage et à l'histoire

Chaque parcelle, ou même chaque portion de parcelle, constitue un cas particulier : végétation spontanée, nature et travaux des sols, rotations et associations culturales sont partout différentes. Il n'y a pas non plus deux paysans dans toute la Sella Limba qui mettraient en place les mêmes combinaisons de culture ou disposeraient exactement des mêmes ressources productives. Comment échapper au vain espoir de la description exhaustive des cas tous uniques pour rendre intelligible des processus productifs à ces deux échelles ?

L'objectif est d'éclairer les choix que font les paysans, de comprendre « pourquoi ils font ce qu'ils font ». Ces choix ne sont pas guidés, nécessairement et uniquement, par l'objectif d'augmenter la production. Les paysans, dans un milieu contraignant et une situation économique et sociale précaire, peuvent avoir des intérêts multiples : minimiser les risques, maximiser les revenus monétaires ou la production de calorie et de protéine ; la production à l'unité de surface ou à la journée de travail, etc. (Dufumier, 1985). Rendre compte de ces « stratégies d'optimisation » multiples supposent de comparer des grandeurs économiques pertinentes (voir infra page 288).

Les statistiques disponibles, outre le fait que leur fiabilité est discutable, ne nous seront d'aucune aide pour comprendre les processus productifs concrets. Les larges échantillons des enquêtes statistiques basées sur des questionnaires fermés sont généralement élaborés sur la base des unités administrative du pays. Mais, *chiefdoms*, districts et provinces, ne correspondent, en Sierra Leone, à une aucune réalité agro-écologique[97]. Les catégories ethniques (ou linguistiques), parfois mobilisées, ne correspondent à aucune réalité socio-économique *a priori*. Si statistiquement on peut observer que les *limba* mettent en culture des parcelles plus grandes que les *susus* (Longley, 2001 : 122), cela ne montre pas qu'ils mettent en culture des parcelles plus grandes parce qu'ils sont *limba*. Par ailleurs, les moyennes, très sollicitées dans

[97] Ce problème n'est ni propre à la Sierra Leone ou aux pays du « Sud » (Cochet, 2011 : 106).

les rapports officiels, écrasent la réalité. Savoir, par exemple, que les agriculteurs sierra-léonais utilisent en moyenne 4 kg / ha de fertilisants chimiques, que le rendement moyen s'élève à 1,4 t de riz pluvial / ha ou encore que l'on compte 12 610 agriculteurs par tracteur en usage dans le pays (MAFFS, 2009 ; IFPRI, 2006 ; Gomez y Paloma et al, 2012) ne nous dit rien sur les pratiques paysannes concrètes et n'éclairent en rien les choix des paysans.

Ainsi, la répétition d'un questionnaire fermé sur un échantillon de grande taille construit de manière aléatoire ne répond pas à nos objectifs. Nous avons préféré opter pour la réalisation d'études de cas approfondis sur la base d'un échantillonnage raisonné. La validité des résultats et la robustesse des interprétations proposées reposent sur la manière dont a été construit cet échantillon, à l'échelle des parcelles comme à celle des groupes domestiques et pour les résultats quantifiés comme pour les résultats « qualitatifs ». Sans échantillonnage, les résultats obtenus ne seraient valables que ponctuellement pour les parcelles ou les groupes domestiques où les mesures et les enquêtes ont été réalisées. La description des hypothèses qui ont conduit à la constitution de cet échantillon comptent donc autant que l'analyse des résultats elle-même. La question de l'échantillonnage n'est pas réservée aux démarches quantitatives et ces dernières ne sont pas synonyme de dénombrement statistiques (Passeron, 1995 ; Couty, 1983).

Nous n'avons donc pas utilisé de critère pré-défini. Le choix des parcelles et des unités de production étudiées est fondé sur la construction préalable d'une « pré-typologie » (ou d'une hypothèse de typologie) des systèmes de culture et de production qui découle de l'analyse de paysage et de l'analyse historique :

- L'identification des systèmes de culture (section 2 de ce chapitre), et de leurs variantes éventuelles, repose donc en premier lieu sur la décomposition du paysage en facettes agro-écologiques : à chaque facette nous associerons un système de culture (et ses variantes éventuelles).
- Nous avons défini les zones agro-écologiques comme une combinaison spécifique de facettes dans le paysage. Nous parlerons à cette échelle de mode d'exploitation du milieu, défini comme une combinaison de système de culture que les producteurs peuvent potentiellement mettre en œuvre. Mais pour caractériser ces modes d'exploitation du milieu comme des systèmes de production (section 3) il faut surtout analyser les interactions (compétitions et synergies) entre ses éléments qui le composent en fonction des ressources dont disposent les producteurs (Dufumier, 1996 : 79).

- Les modalités d'accès à ces ressources – le travail, la terre et le capital – sont le produit de l'histoire. La rationalité des paysans se situe dans « un contexte historique, social et cognitif donné » (Cochet, 2011 : 131) et toutes les catégories de producteurs ne partagent pas les mêmes intérêts. Le contrôle de la force de travail aux moments clé du calendrier agricole, notamment, reste aujourd'hui au cœur des rapports sociaux que nouent entre eux les paysans. Nous aborderons ces questions au chapitre suivant (chapitre 5).

1.1.3 Caractériser et analyser les processus productifs pour infléchir le développement agricole

Précisons que, dans notre perspective, « développement agricole » n'est pas synonyme de « projet de développement agricole ». La notion ne se résume pas aux interventions des institutions, gouvernementales ou non-gouvernementales, qui se réclament de cet objectif. Le concept « *recouvre un ensemble de processus (techniques, économiques, sociaux, environnementaux) de transformation de l'agriculture inscrits dans la durée, et dont les éléments, causes et mécanismes peuvent être à la fois endogènes et le fruit de différents apports, enrichissements ou innovations exogènes* ». (Cochet et al, 2007). En Sella Limba, par exemple, l'histoire des pratiques agricoles est marquée par de nombreux processus d'innovations endogènes plus souvent qu'institutionnels. Le cas de la riziculture inondée est exemplaire : les pratiques adoptées sont très éloignées du paquet technique proposé par les projets de développement dans les années 80.

À l'échelle locale ou régionale, les projets institutionnels se donnent pour objectif d'infléchir « dans le bon sens » le développement agricole. Cela passe notamment par la promotion de techniques particulières, la facilitation de leur adoption grâce à la vulgarisation, l'accès au crédit sous diverses formes ou encore la constitution de groupes de producteurs de diverses natures. Mais encore faut-il savoir ce que signifie infléchir le développement agricole dans le bon sens et quelles sont les techniques pertinentes à promouvoir. La caractérisation technique et économique des processus productifs permet d'identifier les stratégies paysannes mises en œuvre, les principaux points de blocage et éventuellement les leviers sur lesquels il est possible d'agir.

Sur la base de ce diagnostic local nous pourrons proposer un certains nombre de recommandations relatives aux projets de développement agricole locaux ou régionaux. Sans chercher à faire le bilan d'un projet en particulier, nous pourrons nous appuyer sur l'expérience, en cours depuis 2007 des activités de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Inter Aide. J'ai en effet eu l'opportunité de travailler en collaboration avec l'équipe du projet et ce jusqu'à la fin du travail d'enquête en Sella Limba. L'approche d'Inter Aide est originale par de nombreux aspects, néanmoins le projet partage certains objectifs avec les actions de développement agricole menées à travers le pays depuis quelques décennies.

Mais la portée de l'action d'un projet local ou régional reste – directement ou indirectement – subordonnée à la politique économique et agricole à l'échelle nationale ou internationale. La caractérisation des processus productifs précisera les conditions actuelles de l'intégration des paysanneries sierra-léonaises dans le marché national et mondial. Sur cette base, nous pourrons aborder la question des conséquences des politiques agricoles, et plus largement des politiques économiques, sur leur devenir.

1.2 Une économie des processus productifs en Sella Limba[98]

L'observation des parcelles de riz pluvial en Sella Limba, notamment dans la zone sud, témoigne de la faiblesse des rendements : lourdes pertes après le semis, enherbement très important, faible tallage du riz, faible remplissage des grains, etc. Ce constat est très largement partagé dans les documents officiels et appuyé par les statistiques officielles disponibles (Gomez y Paloma et al, 2012 : 39 ; FAOstat). Mais, souvent, les problèmes de fertilité sont liés à des causes naturelles, la pauvreté des sols ferrallitiques tropicaux, ou à l'augmentation continue de la pression démographique, ou encore psychologique, la prétendue réticence des paysans à adopter des techniques modernes.

En soi, un rendement physique par rapport à la surface ne renseigne que très partiellement sur les performances économiques d'un processus productif. Quelles sont alors les grandeurs économiques pertinentes pour caractériser et comparer les systèmes de culture et de produc-

[98] Toutes les définitions de ce paragraphe sont tirées de (Cochet, 2011 : 119-134)

tion ? Dans les paragraphes qui suivent on se contente de définir les grandeurs économiques que l'on utilisera dans le présent chapitre et le suivant. Le détail des calculs réalisés et le problème de la collecte des données seront abordés dans les sections suivantes.

1.2.1 Produit brut, valeur ajoutée et revenu agricole

La valeur ajoutée (VA) d'un processus productif, correspond à la différence entre la somme des richesses créées, le produit brut (PB), et la somme des richesses détruites, les consommations intermédiaires (CI), lors de ce processus.

Que ce soit pour un système de culture ou de production, dans le cas de la région étudiée, le produit brut correspond essentiellement à la valeur de toutes les récoltes (cultures en rotation comme en association) et les consommations intermédiaires correspondent presque exclusivement aux semences. À ce niveau, on différencie la valeur ajoutée brute (VAB), que l'on calcule à l'échelle des systèmes de culture, et la valeur ajoutée nette (VAN), calculée à l'échelle des systèmes de production. La différence entre les deux correspond à la dépréciation du capital fixe qu'il est impossible de ventiler entre les différents systèmes de culture. Mais comme nous l'avons vu, ce capital fixe est, en Sierra Leone, très faible. En Sella Limba particulièrement, il se limite aux outils manuels (houes, machettes, haches). Essentielle pour les agricultures à niveau de capital important (bâtiments, machines, …), la différence entre la VAB et la VAN est ici très faible.

Enfin, le revenu agricole (RA) correspond à la part qui revient au producteur après la répartition de la VA. Cette répartition est déterminée par les rapports sociaux qui règlent, en amont, l'accès aux moyens de production.

Quelles que soient par ailleurs les modalités de sa répartition, la notion de Valeur Ajoutée offre la possibilité de comparer, à différentes échelles, l'efficacité des processus productifs. C'est cette comparaison, en relation étroite avec la caractérisation technique des systèmes de culture et des systèmes de production, qui est proposée ici. Au chapitre suivant (5), sur la base des résultats économiques des différents processus productifs, nous étudierons les modalités du partage de la Valeur Ajoutée en Sella Limba, la formation du Revenu Agricole, sa destination ainsi que les mécanismes de différenciation économique et sociale de la paysannerie qui en découle.

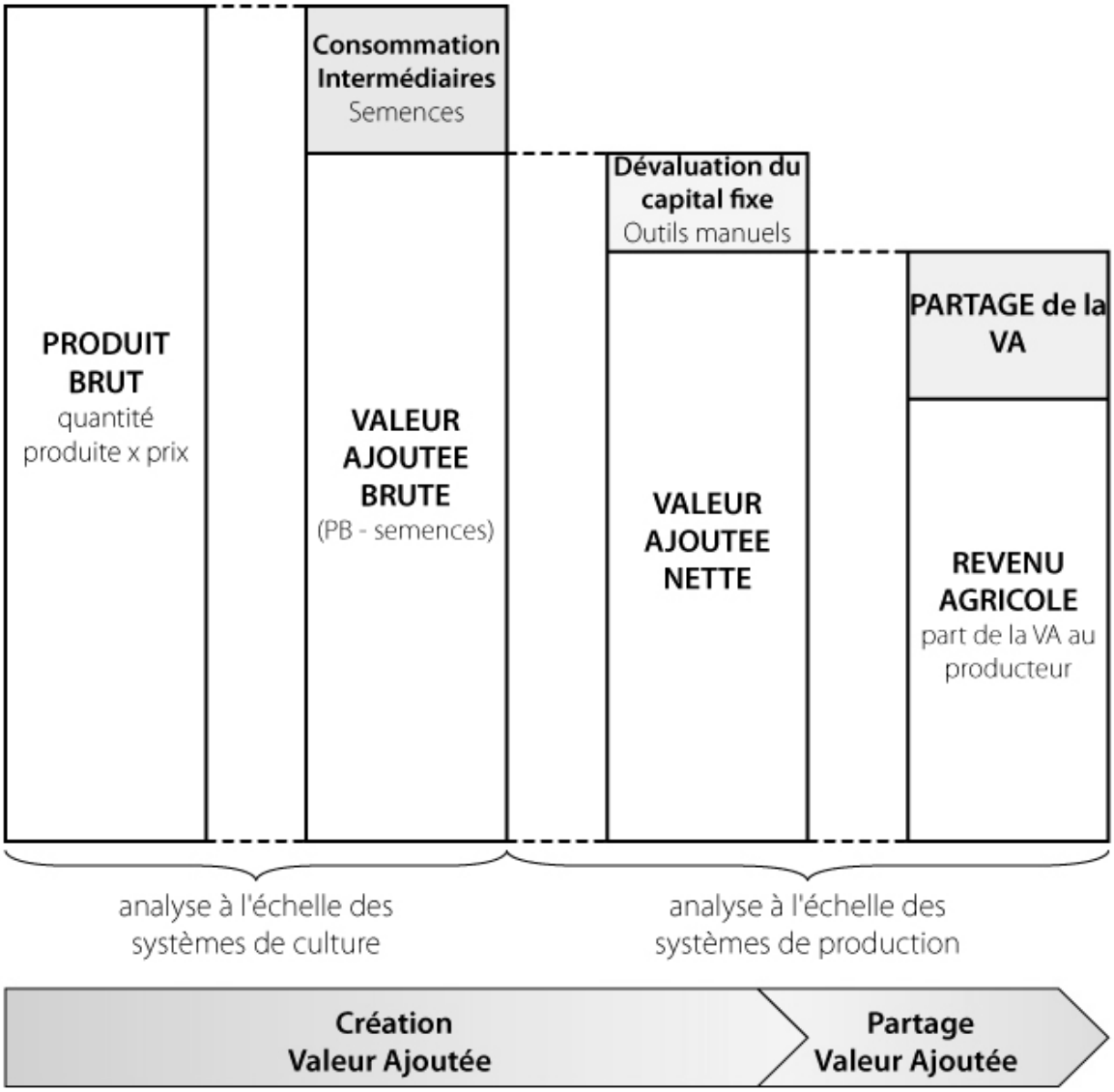


Fig. 39: Économie des processus productifs
Réalisation : Augustin Palliere sur la base de (Cochet, 2011 : 126)

1.2.2 Productivité du capital, de la terre et du travail

On ne compare pas dans l'absolu les niveaux de VA entre processus productifs, mais l'efficacité des facteurs de production mobilisés. La productivité, définie comme le rapport entre la VA et la quantité des facteurs de production mobilisés, constitue donc la grandeur économique pertinente pour la comparaison des performances économiques des différents processus productifs au sein d'une région comme entre les régions du monde. On distingue :

- La productivité du capital, rapport de la VAN avec le capital immobilisé (capital fixe et consommation intermédiaire) dans le processus de production, généralement à l'échelle de l'unité de production. Nous avons rappelé qu'en Sella Limba la valeur de ce capital fixe, constitué par les outils individuels de chaque travailleur, est très faible. Est-t-elle néanmoins *négligeable* par rapport à la VAB totale des systèmes de production ? La reconstitution de ce capital fixe ne pose-t-elle aucun problème à aucun groupe domestique ? Il faudra vérifier ce point à la lumière des résultats.
- La productivité de la terre mesure le rapport de la VA à la surface des terres mobilisées dans le processus productif. En agro-économie, on peut définir l'intensification d'un système productif par la tendance à l'augmentation de la productivité de la terre. Il faut alors distinguer intensification par le travail et par le capital (Jouve, 1993). En comparant les modes d'exploitation qui aujourd'hui coexistent en Sella Limba, on mobilisera ces notions pour poursuivre l'analyse des trajectoires historiques des zones agro-écologiques amorcée aux chapitres précédents. Dans cette optique, il faudra également différencier :
  - la productivité de la terre, période de recrû non comprise, qui mesure la VA en fonction des surfaces mises en culture,
  - la productivité de la terre, période de recrû comprise, qui prend en compte toutes les surfaces mobilisées par le système de culture, y compris les recrûs nécessaires à la reproduction de la fertilité.
- La productivité du travail, enfin, mesure le rapport de la VA à la quantité de travail mobilisée dans le processus de production

  Étant donné la faiblesse du capital de cette agriculture, et même si localement et pour certaines facettes du paysage la terre se fait de plus en plus rare, le travail reste généralement en Sella Limba le facteur limitant. C'est donc probablement la grandeur la plus importante pour évaluer et comparer les performances économiques des systèmes productifs au sein de la région étudiée. Mais il est essentiel de différencier deux types de productivité qui se mesurent à deux échelles d'analyse différentes.

1.2.3 Productivité journalière et productivité globale du travail

En effet, dans les sites d'orpaillage, comme dans une usine, on peut toujours décomposer le procès de travail en journées de travail. En agriculture, le travail à un caractère saisonnier marqué. Cette différence fonde la nécessité de travailler à deux échelles différentes (Cochet, 2011 : 122) :

- La productivité journalière du travail mesure, à l'échelle des systèmes de culture, le rapport entre la VAB et le nombre de jours de travail nécessaires à toutes les opérations culturales.
  - Comparer, à l'échelle des zones agro-écologiques, la productivité journalière du travail entre les systèmes de culture, par exemple entre systèmes de culture de bas fond et systèmes de culture pluviale, permettra d'éclairer les choix que font les paysans en fonction du coût d'opportunité de la force de travail à différentes période de l'année.
  - On comparera également la productivité journalière du travail entre systèmes de cultures de zones différentes, par exemple entre les différents systèmes de culture pluviale. On essaiera ici d'évaluer l'importance de la baisse de productivité induite par la dégradation rapide des conditions agro-écologiques, notamment dans la zone Sud, la plus densément peuplée de la région étudiée.
  - Enfin, on peut à cette échelle comparer la productivité journalière des systèmes de culture en général avec le niveau des rémunérations journalières dans les sites d'orpaillage. À quel revenu renonce les paysans qui quittent leur parcelle pour les mines d'or et, inversement ?

  On verra que ces questions de coûts d'opportunité de la force de travail ne se réfléchissent jamais sans référence au caractère saisonnier des activités agricoles.
- À l'échelle des unités de production, à partir de l'analyse des systèmes de production identifiés, il s'agit de déterminer la productivité globale du travail, c'est-à-dire la VAN ramenée aux actifs totaux sur une année entière.
  - L'agriculture sierra léonaise est aujourd'hui directement en concurrence avec des agricultures beaucoup plus performantes, notamment via les importations massives de riz dans le pays. Ce sont les niveaux de productivité globale du travail qui nous renseigneront sur les conditions d'insertion de la paysannerie dans le marché mondial (Mazoyer et Roudart, 1997a : 456).

- En absence de moyens de production plus performants, et dans la limites des contraintes imposées par le milieu et notamment le calendrier des précipitations, les paysans essaient de remplir les calendriers agraires. Dans quelle mesure en Sella Limba, cette tendance a permis de compenser la baisse de la productivité journalière par l'augmentation de la productivité globale ?
- Enfin, l'accroissement de la production par actif reste une condition première au développement (Mazoyer et Roudart, 1997a : 64), surtout quand, comme en Sierra Leone, l'agriculture concerne une part importante de la population active et que qu'elle bénéficie de peu d'apports extérieurs. Les niveaux de VA par actifs totaux permettent-ils, en Sella Limba, l'accumulation et le développement de moyens de production plus performants ? Autorisent-ils au moins la reproduction à l'identique des systèmes de production et des groupes domestiques ? Ou, au contraire, annoncent-ils leur involution à court terme? Ces dernières questions, qui concernent directement la durabilité des systèmes productifs en Sella Limba et dans une large mesure en Sierra Leone, nous entraînerons directement dans l'analyse du partage de la VA et de la destination du RA.

2 Les pratiques paysannes à l'échelle de la parcelle : caractérisation technique et comparaison des performances économiques des systèmes de culture

2.1 La caractérisation des processus productifs à l'échelle des parcelles : définitions et méthodes

2.1.1 Des facettes agro-écologiques aux systèmes de culture

La définition de système de culture sur laquelle nous avons basé notre travail est celle de Sébillotte (1977) :

> *« L'ensemble des modalités techniques mises en œuvre sur des parcelles traitées de manière identique. Chaque système de culture se définit par (i) la nature des cultures et leur ordre de succession ; (ii) les itinéraires techniques appliqués à ces différentes cultures, ce qui inclut le choix des variétés pour les cultures retenues »*

Un itinéraire technique est défini comme une « *combinaison logique et ordonnée de techniques qui permettent de contrôler le milieu et d'en tirer une production donnée* » (Sébillotte cité dans Milleville, 1987)

Pour identifier et caractériser les systèmes de culture de la région étudiée, nous proposons de repartir des facettes agro-écologiques analysées au chapitre 1 (tableau 8). Chaque facette est définie par :

- sa position dans la topographie, à savoir si elle est inondée tout ou partie de l'année ou, au contraire, située sur les terres pluviales ;
- la nature du recrû couvert végétal spontané entre deux périodes de culture ;

- et le mode de préparation du sol, c'est-à-dire la manière dont les paysans se débarrassent de la végétation spontanée avant la mise en culture de la parcelle.

Après avoir décrit l'émergence de ces différents modes d'exploitation du milieu dans l'histoire, nous pouvons associer à chacun d'entre eux un système de culture caractéristique et éventuellement un certain nombres de variantes : associations, rotations, itinéraires technique, durée de recrû, …

Numérotés de 1 à 5 (voir tableau 7 page 296) et décrits dans la suite de cette section, ces objets correspondent-ils vraiment au sens strict des systèmes de culture suivant la définition classique qu'en donne Sébillotte ?

Tout d'abord, il s'agirait d'ajouter à cette définition la notion d'association de cultures qui caractérise, autant que leur succession, les systèmes de culture dans de nombreuses zones tropicales comme tempérées.

Plus important peut être : que cette définition, prise au sens strict, implique que deux successions culturales similaires mais différentes correspondent à deux systèmes de culture distincts, par exemple : recrû (7 ans) // riz // arachide et recrû (7 ans) // riz // fonio. De la même manière, deux itinéraires techniques différents définissent deux systèmes de culture distincts, comme par exemple quand dans un même bas-fond une partie du riz est semée et une partie est repiquée.

Or, en Sella Limba, les paysans gèrent leurs parcelles par portion et appliquent des modalités techniques différentes sur chacune de ces portions tout en suivant une logique d'ensemble. Cette diversité de pratiques à l'échelle infra-parcellaire permet de s'adapter à des micro-variations du sol, de cultiver des plantes ou des variétés différentes, de décaler les travaux, notamment ceux nécessaires à la récolte, de partager les parcelles entre différents individus du même groupe domestique, etc. Faudra-t-il dès lors définir les systèmes de culture à l'échelle de la portion de parcelle et en décrire autant qu'il existe de modalités techniques mises en œuvre ? Une telle option ne permettrait pas de comprendre la logique qui guide les paysans à l'échelle de leur parcelle. Nous privilégierons donc une utilisation souple de la définition de système de culture à l'échelle de la parcelle ou du groupe de parcelle, qui reste l'unité spatiale pertinente pour comprendre les pratiques et les choix des paysans.

À chaque facette nous associons, dans le tableau 7 (page 296), un système de culture qui représente les modalités techniques les plus communes de ce mode d'exploitation du milieu. Néanmoins, avec 5 systèmes de culture, nous ne prétendons pas épuiser la diversité des pratiques paysannes observées. Pour donner une image plus fidèle de cette diversité, il pourra être

pertinent, en fonction des situations, de proposer des variantes à ces systèmes de culture, chacune représentant une option possible pour les paysans en fonction de leurs ressources, sans que ce choix modifie en profondeur le mode d'exploitation du milieu.

FACETTES				SYSTÈMES DE CULTURE
Bosquet villageois				-
Recrû arboré dense				**SC1**
Savane herbeuse				**SC2**
Continuum agro-écologique	**Forêt claire**		Position topographique Végétation spontanée Mode de réparation de la parcelle **Voir tableau 8**	**Ouverture ↓ SC3**
	Savane arborée « des hommes »			
	Savane arborée « des femmes »			
Cuvette inondable				**SC5**
Continuum agro-écologique	**Bas fond**	Mis en culture chaque année		**SC4**
		Mis en culture régulièrement (recrû 3 ans)		
		Jamais mis en culture (ou friche très longue)		-

Tab. 7: Facettes agro-écologiques et systèmes de culture identifiés en Sella Limba

Réalisation : Augustin Palliere, Sources : Enquêtes

2.1.2 Évaluer et comparer les performances économiques des systèmes de culture

L'évaluation et la comparaison systèmes de culture se fait dans le cadre de la méthode développée en agriculture comparée (voir page 288). À cette échelle, on évalue la valeur ajoutée brute (VAB) en retranchant au produit brut (PB) la valeur des consommations intermédiaires (CI), qui se limitent généralement, dans le cas de la région étudiée, à la valeur des semences.

Puis, pour comparer les systèmes de culture entre eux on déterminera la productivité journalière (PtéWj), la productivité du sol période de recrû exclue (PtéS1) et période de recrû comprise (PtéS2) :

Encadré 5 : Calcul de la Valeur Ajoutée Brute et de la Productivité des systèmes de culture

Valeur Ajoutée Brute (VAB)

VAB = PB – CI

PB = quantité produite *[unité physique]* x prix *[unité monétaire/unité physique]*

CI = semences x prix des semences

La VAB est calculée pour toutes les associations de cultures en rotation du système de culture sur un hectare

Productivité journalière du travail (PtéWj)

PtéWj = VAB / ΣJT

VAB exprimée en unité monétaire ;

ΣJT : Somme des jours de travail nécessaires pour les itinéraires techniques de toutes les associations de culture en rotation du systèmes de culture

Productivité du sol, période de recrû exclue (PtéS1)

PtéS1 = VAB / n

VAB exprimée en unité monétaire ;

n : nombre d'années de culture consécutives

Productivité du sol, période de recrû comprise (PtéS2)

PtéS2 = VAB / (n+N)

VAB exprimée en unité monétaire ;

n+N : nombre d'années de culture consécutives + nombre d'années de recrû spontané

Cette caractérisation suppose de connaître un certain nombre de données : quantité physique produite, surface mobilisée, prix de ces productions, nombre de jours travaillés pour les opérations techniques successives. Dans le contexte d'une agriculture manuelle où une grande part du produit est auto-consommée, la collecte et le traitement de ces données soulèvent des difficultés pratiques. La manière dont elles sont résolues conditionnent pourtant la validité des résultats.

Au cours de la caractérisation, nous résoudrons les problèmes spécifiques à chaque culture et système de culture à mesure qu'ils se présentent. Il convient néanmoins de présenter la méthode générale que nous avons adoptée pour ce qui relève de la collecte et du traitement des données chiffrées à l'échelle de la parcelle.

Mesurer la production en quantité physique : combiner méthodes indirectes et directes

La méthode indirecte consiste à demander aux paysans d'estimer eux-mêmes le niveau des récoltes pour une parcelle donnée, une année donnée. C'est la méthode la moins laborieuse. On peut multiplier les mesures, même en dehors de la période des récoltes. Mais c'est aussi une méthode peu fiable.

En effet, une grande partie de la production est auto-consommée et une partie non négligeable rentre dans des échanges non marchands (contribution foncière, dons, etc. voir infra). Les paysans ne tiennent pas de comptabilité pour cette partie de la production, voire répugnent à le faire.

Une technique d'enquête classique, le « test, re-test » consiste à reposer la même question après une période définie et de mesurer un coefficient de fiabilité (Karimu et Richards, 1980 : 4 ; Richards, 1997 : 216). Mais cette technique s'accompagne le plus souvent d'un questionnaire fermé. Le risque est alors grand de déconnecter complètement la collecte de données de l'observation des pratiques. Le principal écueil est de poser des questions sans objet. Toute questions, par exemple, sur la quantité d'arachide qu'une femme a concédé à sa mère ou à sa fille venue lui rendre visite est considérée sans objet : cela ne se compte pas. Cédant à l'insistance d'un enquêteur zélé qui veut remplir son questionnaire, l'informatrice lâchera généralement un chiffre au hasard. Multiplier les mesures indirectes sur un large échantillon à l'aide d'un questionnaire fermée, passage obligatoire pour produire des statistiques, représente donc le risque d'enfermer l'enquêteur dans des questions déconnectées du fonctionnement réelle des systèmes de culture et de production.

Devant ces difficultés, la tentation est grande pour l'enquêteur d'aller chercher l'information directement dans les parcelles des paysans. La méthode la plus courante consiste à mesurer la production pour une ou plusieurs placettes et d'extrapoler à toute la parcelle (CIRAD et al, 2002 : 357). Mais les mesures directes en général, et cette technique en particulier, présentent également plusieurs défauts :

- Tout d'abord il s'agit d'une méthode très lourde à mettre en place. Rien que pour la culture du riz, et sans parler des cultures associées, il faudrait réaliser des centaines de mesures pour prendre en compte la diversité des situations observées et obtenir un ré-

sultat statistiquement significatif (3 placettes x 10 répétitions x le nombre de situations typiques ...). Lors de nos séjours en Sella Limba, le résultat que l'on peut attendre de cette méthode ne méritait pas un tel investissement en temps.

- L'hétérogénéité intra-parcellaire rend très difficile en pratique ces mesures. Entre les bordures et le centre des parcelles, les rendements varient au moins du simple au double. À certains endroits, là où ont été entassés et brûlés les débris post-brûlis par exemple, les rendements sont élevés. À d'autres, une partie dévastée par les aulacodes ou un endroit où la roche affleure, ils sont nuls. Cette hétérogénéité rend presque impossible en pratique la méthode d'échantillonnage raisonné que propose, par exemple, le Mémento de l'Agronome (CIRAD, 2002 : 357).
- Mais, une fois encore, le risque est surtout de déconnecter, dans la pratique de l'enquête de terrain, la mesure de la production des conditions économiques et sociales de sa production. À la limite, une fois l'autorisation du paysan donnée, l'enquêteur peut faire le travail de mesure tout seul. Choisir l'emplacement des placettes, les mesurer avec un décamètre, récolter, sécher, peser... tout ce protocole éloigne systématiquement l'enquêteur du paysan. Or, notre objectif est autant d'évaluer le niveaux des récoltes que de comprendre le processus de production qui aboutit à ces récoltes et à leur partage.

Devant ces difficultés, et à la suite de quelques tentatives plus ou moins fructueuses (voir encadré 6), nous avons opté pour un dispositif de mesures qui combinent méthodes indirectes et directes mais qui surtout ne déconnecte collecte pas des données et caractérisation technique des systèmes de culture et de production.

Encadré 6: Difficultés des méthodes de mesure directe et indirecte : l'exemple du riz

Lors de nos premières enquêtes, nous demandions, sans détour, aux paysans d'évaluer, en unités locales, leurs récoltes de l'année passée. Les résultats obtenus étaient étonnamment faibles (quelques quintaux de paddy par ha).

Devant l'incrédulité de tous nos interlocuteurs, nous avons mis en place, avec l'aide de l'ONG InterAide, un protocole de mesures directes des rendements en riz. Les résultats qu'obtenaient les enquêteurs étaient plus élevés que les rendements mesurés en station de recherche en Sierra Leone (ils excédaient 4 t / ha en bas fond). En fait, les paysans et les enquêteurs, souhaitant avoir de « bons résultats », disposaient les placettes aux meilleurs endroits de la parcelle. La notion agronomique de rendements, « yields », qui nous paraissait à tort évidente, ne faisaient pas plus sens pour les paysans que pour les salariés locaux de l'ONG chargés de ces mesures. Ramener la production totale, y compris la part de cette production qui ne sera pas disponible pour le producteur, à la surface de la parcelle, y compris la part de la parcelle où la production est nulle, était pour eux un exercice complètement vain.

Lors d'une nouvelle série d'enquête, nous nous sommes aperçus que les paysans ne comptabilisaient que le paddy qui était ramené au village pour être stocké. Le reste est laissé en gerbes dans la parcelle et est battu au grès des besoins. Mais entre le début de la récolte et le moment où le riz est intégralement ramené au village il peut s'écouler plus de 5 mois. Durant ce temps, le groupe domestique mange ce riz, en donne une partie conséquente aux voisins et aux parents, en concède une partie non moins conséquente pour nourrir les travailleurs lors de la récoltes, … (infra). C'est environ la moitié du paddy qui n'est pas, et ne peut pas être, comptabilisé par les paysans. Nyerges, dans une région voisine, fait la même observation (Nyerges, 1997 : 15).

Les producteurs ne s'intéressent pas aux rendements mais seulement à la part de la récolte finalement disponible au terme du processus (produit comptabilisé et stocké au village). Les dons, qui peuvent concerner une part importante de la production vivrière, ne sont jamais mentionnés spontanément et ne font l'objet d'aucune comptabilité. Pour les cultures à vocation commerciale, les paysans sella ne comptabilisent que ce qui leur reste une fois remboursées, en nature, toutes leurs dettes éventuelles. Il n'est donc pas possible de dissocier les enquêtes qui portent sur l'évaluation du niveau des récoltes de celles qui concernent le fonctionnement des groupes domestiques. Le calendrier d'alimentation et de trésorerie permettent, par exemple, de relever des incohérence avec les niveaux de production annoncés. On peut ainsi

soulever de nouvelles pistes pour comprendre la manière dont le produit est distribué, consommé, accumulé. La pertinence des questions de l'enquêteur fonde la cohérence et la fiabilité des données fournies par les enquêtés.

Quelques mesures directes (dans les parcelles) s'intègrent dans ce dispositif général d'enquête. En effectuant quelques sondages « à la source » sur le niveau des rendements on a, en effet, cherché à se faire une idée plus fine, pour quelques cas d'étude, des niveaux de production « réels ». Cela permettait de déceler des incohérences et de repréciser le partage du produit. Pour ces mesures directes, nous n'avons pas eu recours à la méthode des carrés de rendement mais à des protocoles de mesure qui donnent l'occasion d'assister aux récoltes et qui exigeaient de nombreux échanges.

L'ensemble des données relatives au niveau de production dans les parcelles de Sella Limba est rassemblé en annexe 2. Quand nous disposions d'un nombre de mesures (directes ou indirectes) suffisants, nous avons estimé trois niveaux de production (très bon, moyen, très mauvais). Ainsi, nous pourrons donner une idée de l'aléa qui pèse sur les résultats économiques des systèmes de culture.

Estimation de la valeur de la production physique en unité monétaire : la question des prix

Pour calculer le PB et la VAB d'une culture, puis d'une association de cultures et enfin de toutes les associations de cultures en rotation pour un système de culture, il faut déterminer la valeur de toutes ces productions en unité monétaire. Quels sont les prix qu'il faut utiliser dans les calculs pour mesurer au mieux cette valeur ?

La valeur des productions destinées principalement à la commercialisation (arachide, piment, tabac, cannabis, sésame…) est estimée au prix du marché auquel ont accès les paysans de la région. Les variations intra-anuelles des prix sont fortes mais la plus grosse part des récoltes est vendue rapidement, généralement au prix le plus faible. C'est ce prix bords champs que l'on utilisera pour évaluer la valeur des récoltes dans le calcul de la VAB.

La valeur des productions essentiellement destinées à l'autoconsommation est estimée à leur coût d'opportunité, c'est-à-dire au prix auquel le paysan aurait du se les procurer sur le marché. Pour les céréales, par exemple, il est à tout moment possible de se procurer du riz importé sur le marché. En fonction des ressources disponibles, le riz est acheté en gros (sac de 50 kg) ou au jour le jour (par *cup* de 280 grammes de riz décortiqué). Dans le calcul de la VAB, on valorisera la production de toutes les céréales (le riz, le fonio et le sorgho associé) au prix moyen entre le gros et le détail sur les marchés ruraux. Comme la consommation du riz –

auto-produit ou acheté – est quotidienne, on peut prendre la moyenne des prix sur l'année, d'autant que les variations sont moins fortes que pour les cultures commerciales (voir page 428).

Une faible part de la production des palmeraies et de manioc est transformée en produit stockable et potentiellement commercialisable : huile de palme et farine. La productivité du travail de ces systèmes de transformation sera évaluée à part. On discutera alors le prix des régimes et des racines qui sont détruits pendant le processus de transformation comme consommations intermédiaires (CI).

L'annexe 2 rassemble l'ensemble des prix utilisés pour évaluer la valeur des productions à l'échelle des systèmes de culture.

Quantité de travail et durée des opérations culturales

Calculer la productivité journalière du travail à l'échelle d'un système de culture suppose de connaître la quantité de travail réalisée pour chaque opération culturale, exprimée en journées de travail (JT).

La durée du travail de la plupart des opérations s'exprime en journées de travail par hectare (JT / ha). Pour un système de culture donné, nous considérons des conditions moyennes de réalisation de ces opérations culturales. L'organisation du travail en groupe (le système des *kune*, voir page 474) facilite ces mesures. On considère qu'une « journée de travail » (JT) en Sella Limba correspond à celle de la *kune* (9h-16h avec une pause méridienne d'une heure environ). Ainsi, le nombre de travailleurs de la *kune*, rapporté à la surface travaillée par la *kune* (mesuré en hectare) correspond à la durée nécessaire à la réalisation d'une opération culturale donnée, exprimée en jours de travail par ha (JT/ha). Pour les opérations de récolte, il est plus logique de rapporter la quantité de produit récoltée au nombre de travailleurs pour exprimer la durée du travail en kg de produit récolté / JT.

Nous n'intégrons pas dans le calcul de la productivité journalière du travail des systèmes de culture les journées de travail destinées à la surveillance des parcelles de céréales contre les attaques des oiseaux. Ces opérations ont un coût d'opportunité très important : si personne ne vient protéger les parcelles tous les matins pendant les 2 à 3 semaines précédant les récoltes, c'est toute la production qui peut être perdue. Cette surveillance est effectuée par des enfants de 7 à 12 ans, armés de frondes ou de fouets. Or leur temps de travail a un coût d'opportunité très faible. Il en va de même pour l'arrachage des pépinières de riz ou de piment, une tâche généralement effectuée par des personnes âgées qui ne travaillent plus dans les parcelles.

Enfin, à l'échelle des systèmes de culture on n'intègre pas le travail dévolue, au quotidien, à la transformation des produits agricoles. Proportionnel aux nombres de consommateurs du groupe domestique, ce travail sera réintégré dans le calcul à l'échelle des systèmes de production.

2.2 Les systèmes de cultures des terres pluviales

Pour chaque facette agro-écologique, nous décrirons un système de culture caractéristique et, éventuellement ses variantes. Mais nombre d'opérations sont communes à de nombreux modes d'exploitation du milieu. Elles forment une sorte de bagage technique commun à tous les paysans sella limba. Ainsi avec la description du premier système de culture (les système d'abattis-brûlis, SC1), nous introduisons un grand nombre d'éléments qui seront repris dans les systèmes de cultures suivants.

Rappelons enfin que le calendrier des précipitations est le cadre contraignant du calendrier des opérations culturales pour tous les systèmes de culture pluviale (graphique 1).

2.2.1 La culture sur abattis brûlis des recrûs arborés denses (SC1)

Rotations culturales

L'abattis-brûlis en Sella Limba repose sur l'exploitation des recrûs arborés denses (décrits page 46). Le développement de cette végétation spontanée permet le renouvellement de la fertilité :

- d'une part en accumulant dans la des éléments minéraux rendus disponibles par l'abattis et le brûlis sur place ;
- d'autre part, en réduisant le stock séminal adventice dans le sol durant la croissance des arbres.

Pour que ces deux rôles soient remplis, ce système de culture implique une période de recrû minimum et une période de culture maximum : le plus généralement les paysans exploitent aujourd'hui des friches de 5 à 7 ans et cultivent les parcelles pendant 2 saisons consécutives.

On décrit d'abord la situation la plus caractéristique : celle des systèmes d'abattis-brûlis du nord de la Sella Limba, zone où ils sont le plus courant. Le riz est toujours la culture de première année. En seconde année la parcelle est partagée entre arachide et fonio avant d'être abandonnée au recrû arboré pour 7 années.

F(7) // riz // arachide | fonio[99]

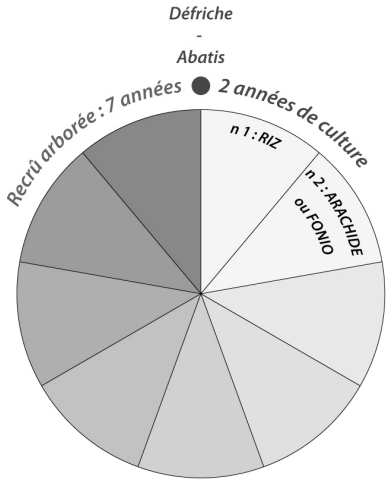


Fig. 40: Rotation typique de l'abattis-brûlis en Sella Limba (SC1)
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Abattis (février – avril)

Les opérations de préparation des parcelles cultivées en abattis-brûlis sont réalisées par les hommes. Dans les zones concernées, les équipes de travail masculines (*kune*) se forment début février pour l'abattis. L'opération se déroule en deux temps : d'abord seule la strate inférieure du couvert est défrichée (*amahi*) à l'aide d'un sabre d'abattis (*kupopo*). Équipés d'un bâton fourchu, les travailleurs repoussent du bras gauche la biomasse pour l'attaquer au sabre d'abattis avec la main droite. C'est une opération pour laquelle la force et la rapidité des jeunes travailleurs sont particulièrement valorisées. C'est aussi un travail particulièrement pénible et dangereux, notamment à cause des nombreux épineux dans ces couverts. Dépourvus de toute protection, les travailleurs se blessent souvent, accidents qui peuvent avoir de graves conséquences pour la suite de la saison de culture.

[99] Pour faciliter la lecture comparative des rotations culturales typiques des différents systèmes de culture on adopte la notation suivante :
- **F(x)** : x années de recrû de la végétation spontanée
- **a // b** : en saison des pluies n est cultivée la culture « a » et en saison des pluies n+1 la culture « b »
- **a / b** : la culture « a » est cultivée en saison des pluies et la culture « b » est cultivée durant la saison sèche suivante (contre-saison)
- **a | b** : les cultures « a » et « b » sont cultivées sur des portions différentes d'une même parcelle
- Seule le nom de la culture principale est indiquée. Les associations de cultures sont indiquées dans le texte.

Les paysans profitent de ces opérations pour collecter des matériaux utiles dans les recrûs arborés : perches pour la charpente des maisons, morceaux de bois pour le manche des outils ou les ustensiles de cuisine, liane utilisée pour faire des cordages, etc. Ainsi, au-delà de la production agricole proprement dite, les recrûs arborés denses fournissent une grande quantité de matériaux utiles à la vie quotidienne[100].

Les paysans reviennent quelques semaines plus tard, équipés cette fois de haches (*kubapi*) pour abattre, à 1 m du sol environ, les arbres (*atoŋa*) de la strate supérieure. Ils le font en partant du bas de la parcelle, chaque arbre abattu venant écraser la biomasse précédemment défrichée. Enfin, le propriétaire de la parcelle reviendra, individuellement cette fois, pour recouper en plus petits morceaux (*apati*) les branches des arbres et les arbustes défrichés. L'opération d'abattis ne consiste donc pas simplement à « couper les arbres ». Particulièrement quand les friches sont âgées, les paysans travaillent de manière à ce que le séchage se fasse le plus vite possible et donc que le brûlis se déroule dans les meilleures conditions. Ici plutôt l'expérience des travailleurs âgés qui est valorisée.

Rappelons que par ailleurs ce couvert est associé à une palmeraie sub-spontanée dense (environ 50 arbres par hectare). L'exploitation de cette palmeraie pour la production d'huile de palme et de vin de palme est comprise dans ce mode d'exploitation et doit être prise en compte dans l'évaluation des performances économiques des systèmes de culture correspondants.

Rappelons également qu'il est essentiel de distinguer la séquence défriche – abattis (*amahi – atoŋa*) de la partie superficielle du couvert arboré, de l'arrachage des arbres, souches et racines, comme cela a pu être pratiqué durant les années 80 notamment. La reproduction de la fertilité à l'échelle de la parcelle dépend ici précisément de la capacité de ces couverts à redémarrer rapidement après la période de culture, notamment en émettant des rejets de souches.

Séchage, brûlis et nettoyage post-brûlis (avril – juin)

Le succès de la culture en abattis-brûlis dépend doublement de la qualité du brûlis et donc de la période de séchage :

- Le rendement des cultures dépend, entre autres, de la quantité de cendres résultante du brûlis : l'amendement en potasse qu'elles représentent et l'augmentation du pH qu'elles permettent seraient particulièrement intéressants étant donné l'acidité des sols de la région (Richards, 1985 ; 55-62) ;

[100] Davies et Richards (1991) ont montré que pour les paysans proche du parc national de la Gola Forest, les produits issus du « bush » (traduction anglaise la plus courante pour désigner les recrûs arborés) étaient plus importants pour l'économie locale que ceux des « high forests » jamais exploité.

- Mais la productivité du travail dépend également de la qualité du brûlis, car meilleure est la combustion moins lourde sera la charge pour nettoyer la parcelle après le brûlis et avant la mise en culture.

La question cruciale est celle du calendrier : trop tôt et la biomasse fraîchement abattue, encore verte, ne se consumera pas ou mal ; trop tard, et le redémarrage d'une végétation verte dans la biomasse abattue gênera la combustion. Mais surtout plus le temps passe et plus le risque augmente de voir éclater les gros orages du début de la saison des pluies qui en mouillant le sol et les arbres en train se sécher provoqueraient l'échec total de l'entreprise. Chaque année, des paysans sont ainsi poussés à abandonner leur parcelles malgré le travail qu'ils y ont déjà investi.

Signalons enfin que dans les parcelles proches des villages où la palmeraie sub-spontanée fait l'objet d'une exploitation particulièrement intensive, les paysans protègent les jeunes palmiers contre les flammes en nouant les feuilles de façon à protéger leur apex.

Le brûlis est réalisé, en fin de saison sèche, aux heures les plus chaudes d'une journée venteuse. Les paysans ont préparé autour de la parcelle une bande d'une largeur de quelques mètres, plutôt pour se libérer un chemin que pour faire pare feu. Les flammes, en effet, ne se propagent pas loin dans les friches qui l'entourent[101]. Les paysans allument des feux tout autour de la parcelle, en commençant par les parties les plus basses. Une épaisse fumée noire est le signe d'une bonne récolte à venir pour les paysans : le brûlis est efficace, la parcelle sera laissée nette et beaucoup de cendres seront produites. Au contraire, une fumée blanche est le signe d'une année de vaches maigres : le feu ne brûle que les feuilles et les plus petites branches, laissant dans la parcelle une grande quantité de bois. La préparation de la parcelle va nécessiter un énorme travail et le rendement ne sera pas bon.

Ces opérations de nettoyage de la parcelle après le brûlis (*akari*) peuvent s'étaler d'avril à mai. Elles consistent à rassembler les branches qui n'ont pas brûlé en tas. Les plus petites branches le seront à nouveau, et les plus grosses serviront de combustible pour la cuisine tout au long de l'année. Les plus gros troncs, enfin, sont laissés sur place.

Entre ceux dont la parcelle a bien brûlé et ceux dont la parcelle a mal brûlé, les membres d'un même groupe de travail (*kune* voir page 392) sont solidaires d'une année sur l'autre.

[101] Dans certaines anciennes descriptions des pratiques paysannes en Afrique (Aubréville, 1949 ; Cole 1968), le brûlis des recrûs arborés est confondu avec le passage du feu dans les savanes. Ces deux pratiques n'ont rien à voir. Dans le premier cas c'est un feu puissant, mais très localisé, qui consume une biomasse végétale préalablement abattue et séchée. Dans le second, le feu n'est pas maîtrisé et emportera la partie aérienne des végétaux en place partout où des graminées sèches lui offriront du combustible.

Fig. 41: Une parcelle après un bon brûlis

Faux semis, et semis-grattage

Une fois les opérations de nettoyage effectuées, la parcelle est abandonnée pendant 30 à 45 jours. Durant cette période, la végétation spontanée se développe : arbres et arbustes émettent déjà des rejets et la parcelle se couvre d'un tapis de plantes annuelles. Dans les parcelles d'abattis-brûlis des recrûs arborés denses c'est *(hu)Bɵtɵ* (*Butter grass* en krio, *Agetarum conyzoides*) qui domine nettement cette strate herbeuse. Elle sera arrachée au moment même du semis-grattage. Tandis que les hommes les plus âgés sèment le riz à la volée (*apahi*) à même le tapis herbacé, les jeunes travailleurs remontent la pente en grattant la terre sur quelques centimètres (*atɛli*)[102], arrachant les herbes et enfouissant très légèrement les semences. Ils utilisent pour ce geste une houe de taille moyenne (*kusala*).

Les paysans laissent donc délibérément germer un stock de graines adventices avant de semer les cultures, pour les détruire plus facilement au moment de l'implantation de ces dernières. Pour ces raisons on peut parler d'un « faux semis » (Barbier et Dangé, 2002 : 37).

Dans les 3 ou 4 jours qui suivent, mais pas au-delà, les femmes, peuvent revenir pour débarrasser la parcelle des adventices arrachées et fanées qui jonchent le sol et qui pourraient gêner la germination du riz. Elles effectuent pour ce faire un grattage encore plus superficiel : la

[102] Relever et indiquer les noms vernaculaires est, pour les travaux culturaux, particulièrement important. En krio, les paysans sella limba n'emploient qu'un seul et même terme, « dig ». En limba sella nous avons relevé le nom d'au moins 6 travaux du sol différents dont les caractéristiques sont typiques de modes d'exploitation du milieu spécifique.

terre est effleurée, grâce à un geste de gauche à droite en balai (*agpeŋdɛ*) à l'aide de la petite houe (*kusala huyɛtɛ*). Les herbes séchées sont déposées sur les souches où elles finiront de pourrir.

Durant environ une semaine, il faut surveiller le matin et le soir la parcelle pour éviter que les oiseaux ne consomment les graines non germées. Ce sont les enfants qui, le plus souvent se chargent de cette corvée.

Cultures associées et variétés

En parlant d'une « parcelle de riz » nous ne désignons que la culture principale. Lors du semis grattage, le riz est mélangé avec les semences d'un certain nombre de plantes cultivées qui se trouvent dispersées dans la parcelle. On trouve d'abord d'autres céréales : le sorgho est aujourd'hui, et de loin, la plus importante, le mil chandelle n'étant planté que par quelques paysans et en faible quantité. Le cycle de ces deux céréales est plus long que celui du riz, leur récolte interviendra en début de saison sèche, période durant laquelle ils contribueront largement aux calendriers alimentaires. Le maïs cultivé en Sella Limba, au contraire, a un cycle très court : récolté pied par pied au milieu de la saison des pluies il constituera une nourriture d'appoint pour les enfants qui surveillent les parcelles contre les attaques des oiseaux avant la récolte du riz mais ne constitue pas aujourd'hui une part importante de la ration calorique.

Outre les céréales, une grande quantité de plantes alimentaires destinées à la vente et/ou à l'auto-consommation sont également mélangées avec les semences de riz. Parmi les plus représentées on trouve le sésame, le gombo, le pois cajan (ou pois d'angole) et toutes les feuilles que les femmes utilisent pour la *plassas* (la sauce) : *krin-krin* (en kryo) et amarante notamment.

Par ailleurs, sur des placettes particulièrement fertiles de la parcelle, anciennes termitières ou là où ont été brûlés les tas de branches lors du nettoyage post-brûlis, les femmes profitent de l'hétérogénéité du sol à l'échelle infra-parcellaire (ce que remarquent de nombreux auteurs : Carrière, 2003 : 131 ; Leach, 1994 : 91) en semant notamment des haricots, des cultures maraîchères citées plus haut ou encore des patates douces, de la canne à sucre, différentes sortes d'aubergines et du piment. Le gros haricot grimpant, *kuru kuru*, est planté lui proche des tas de bois entreposés après le brûlis (tableau 8 et figure 42, infra)

Enfin, même si les palmiers ne sont pas plantés, le soin qu'ils reçoivent et la sélection dont ils font l'objet nous incite à considérer la palmeraie sub-spontanée comme associée non seulement à la parcelle de riz mais de manière générale la culture sur brûlis des recrûs arborés.

		français	limba	*scientifique*	densité de semis (moyenne)
Semé avec le riz lors du semis-grattage	**Céréales**	riz	paga	*Oryza glaberimma et Oryza sativa*	45 kg paddy / ha
		sorgho	tanki	*Sorghum bicolor*	
		mil chandelle « *maïs de Guinée* »	thehiya	*Penisetum glaucum*	12 kg / ha
		maïs	thehiya	*Zea mais*	nombreux pieds
	Cultures vivrières et commerciales	sésame	mɛntɛ	*Sesamum indicum*	1 cup (200 g.)
		gombo	malɔntɔ	*Hibiscus esculentus*	très variable
		pois cajan	consu	*Cajanus cajan*	1 cup (250 g.)
	Feuille pour la sauce (...)	corette potagère	krin-krin (kr.)	*Corchorus spp.*	?
		amarante	green (kr.)	*Amaranthus spp.*	
Semé / planté sur placettes spécifiques	**Haricots**	« fève »	kuru kuru	*Phaseolus lunatus*	?
		niébé	pomoto	*Vigna unguiculata*	
	Autres cultures (...)	concombre	kɔkumba	*Cucimus sativus*	?
		aubergine *(plusieurs var.)*	tɛrɛŋ et kɔbɔ-kɔbɔ	*Solanum melongena*	
Palmeraie sub-spontanée		palmier à huile	taa	*Elaeis guineensis*	*50 arbres / ha*

(...)

Tab. 8: Complexe cultural du riz en Sella Limba

Seules les cultures associées les plus souvent représentées dans les parcelles sont indiquées
Réalisation : Augustin Palliere, Sources : Enquêtes

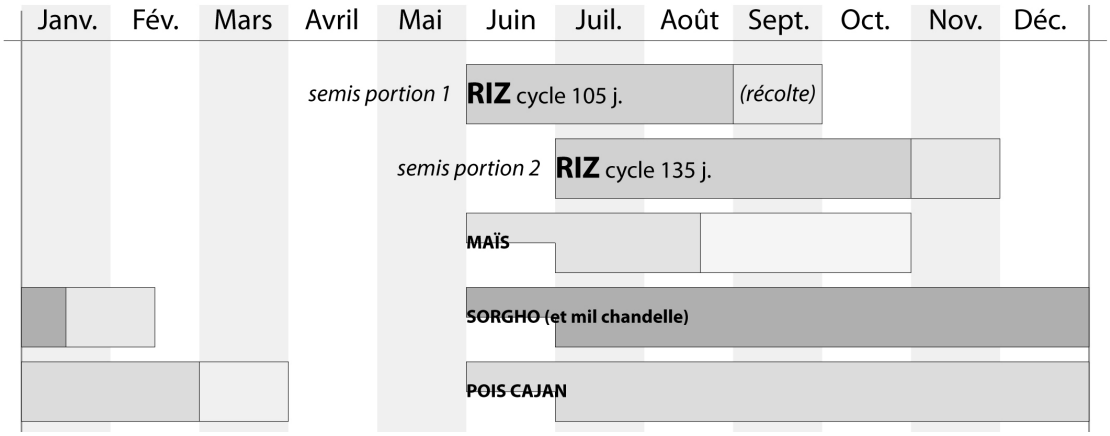


Fig. 42: Cycles des principales cultures associées au riz
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes

L'association des cultures ne concerne évidemment pas que le riz d'abattis-brûlis : le complexe cultural présenté ci-dessus constitue la base de toutes les associations que nous allons présenter dans la suite. Si le riz est le plus souvent sous le contrôle du chef du groupe domestique, il n'en est pas de même de la plupart des cultures associées qui sont, le plus souvent, récoltées et stockées par les femmes.

Par ailleurs, les paysans ne cultivent presque jamais dans les grandes parcelles d'abattis-brûlis un unique cultivar de riz. La parcelle est partagée au moins en deux portions :

- En amont, où les sols sèchent plus vite après la fin des pluies, les paysans privilégient des riz à cycle relativement court (90 – 120 jours).
- En contre bas, les sols un peu plus humides permettent d'obtenir des meilleurs rendements en cultivant des riz à cycle plus long (120-150 jours).

Cette subdivision est essentielle pour étaler les opérations culturales, de la mise en culture à la récolte, et pour profiter de la variabilité du milieu cultivé à l'échelle du versant.

Les parcelles sont également presque chaque année le lieu d'expérimentation de nouvelles variétés : les paysans sèment quelques mètres carrés, voire juste quelques grains des riz qu'une connaissance ou un parent leur a conseillé, « pour voir ».

Entretien et protection des parcelles

La lutte contre les adventices ne se limite pas aux opérations de désherbage (*apuru*) : c'est tout le mode d'exploitation qui est déterminé en grande partie par cette contrainte agronomique. Longue période de recrû, pratique du faux-semis, choix des associations et des densités de semis : toutes ces pratiques visent à limiter l'invasion de la parcelle par les plantes adventices qui peut conduire dans les cas extrêmes à un rendement nul et à l'abandon de la parcelle.

Malgré toutes ces précautions, il est absolument nécessaire, trois semaines après la germination, d'éliminer les adventices qui ont poussé depuis le semis-grattage. Ainsi, dans une parcelle de taille moyenne, dès la fin des semailles de la portion aval, les équipes de travail des femmes (*gbedo*) commencent le désherbage de la portion amont. Cette opération est réalisée presque exclusivement avec les mains nues : équipées simplement d'une petite machette pour couper les rejets de souches du couvert arboré, les travailleuses sont courbées, repoussant d'une main le riz et déracinant de l'autre les plantes adventices. Les adventices pourrissent en tas sur les souches comme celles arrachées durant l'opération de semis-grattage.

Dans les parcelles d'abattis-brûlis, la pression des adventices n'est pas trop forte : souvent un seul passage suffit. Par ailleurs, elles n'ont pas un enracinement très profond (on retrouve notamment la *butter grass*, *Agetarum conyzoides*) : les femmes peuvent avancer rapidement dans la parcelle.

Pendant que les femmes s'activent à désherber, les hommes se consacrent, si nécessaire, à la confection des barrières qui doivent protéger le riz des gros ravageurs terrestres, notamment les aulacodes. Les paysans utilisent les branches laissées par le brûlis et les frondes des palmiers pour construire ces barrières le long desquelles ils dispersent des pièges destinés à la capture de l'animal dont la viande est très apprécié. Cette opération assez lourde n'est pas nécessaire dans toute la Sella Limba : dans les zones plus peuplées, les aulacodes ont disparu au profit de plus petits rongeurs contre lesquelles les barrières ne peuvent rien. Il n'y a pas grand-chose à faire non plus à faire contre les singes, sinon à éviter de cultiver là où ils sont trop nombreux.

Mais l'ennemi public numéro un des paysans sella limba, et sierra léonais en général, est partout un minuscule oiseau qui attaque les parcelles en nuées. Les attaques ont lieu surtout tôt le matin ou en fin de journée : si un paysan néglige à ces moments la surveillance de sa parcelle pour une raison ou une autre, en quelques instants les efforts d'une année peuvent être réduits à néant. Les paysans construisent parfois des plate-formes et manipulent des frondes et des lanières qu'ils font claquer pour effrayer, très temporairement, les oiseaux. La surveillance biquotidienne des parcelles, environ trois semaines avant la récolte, incombent aux jeunes garçons et filles. Dans les groupes domestiques dépourvus d'enfants, les adultes doivent exécuter cette corvée qui peut alors devenir très contraignante.

La pression qu'exercent les oiseaux représente également une contrainte calendaire forte. La tendance est à des variétés au cycle de plus en plus court pour une récolte de plus en plus précoce. Mais les cultures les plus précoces sont les plus menacées par les oiseaux. En effet, toute la population d'une zone se concentre à la fin du mois d'août sur les quelques parcelles disponibles. Les groupes domestiques qui ne sont pas sûrs de pouvoir faire face à cette pression en mobilisant chaque matin et chaque soir un actif au moins doivent se résoudre à semer leur riz (mais aussi leur fonio) 1 à 2 semaines plus tard, en même temps que la majorité des paysans de la zone.

La récolte et le battage du riz dans les parcelles d'abattis-brûlis

Dans les grandes parcelles d'abattis-brûlis du nord de la Sella Limba, la division sexuée des opérations de récolte est très marquée. Ce sont les femmes qui les premières entament le travail en récoltant les bordures de la parcelle, où immanquablement la pression des adventices est plus forte et le rendement moins bon. Le couteau à récolter (*mbo*) bien aiguisé, elles « pincent » la tige à 20 cm du pannicule entre le pouce et la lame de leur main droite, et passent ensuite un à un les pannicules dans leur main gauche. La proportion de paille dans les gerbes ainsi formées est faible. Cette technique, plus fastidieuse que celle des hommes, est adaptée à la récolte des bordures où le riz est mélangé à de nombreuses adventices. Après 3 à 4 heures de récolte, elle battent immédiatement leur récolte en la foulant pieds nus sur une natte. La faible proportion de paille dans les gerbes rend possible ce foulage au pied.

Les femmes récoltent seules, ou en petite équipe, et au jour le jour. Après une demi-journée de travail, une femme peut récolter et battre environ 50 m², correspondant, dans les conditions des bordures de parcelles, à environ 3 ou 4 kg de paddy. Chaque jour, une partie de cette récolte est auto-consommée et une autre partie est mise de côté pour préparer la venue des équipes de travail masculine dans la parcelle.

Ces dernières s'attaquent alors au cœur de la parcelle, une à deux semaines après le début des récoltes dans les bordures. Le même couteau à récolter est utilisé, mais la technique est différente : en « peignant » de la main droite les pailles avec le couteau, la main gauche attrape une poignée de riz, coupée au niveau du collet. Les hommes avancent dans la parcelle en laissant à terre les pannicules derrière eux. 1 travailleur sur 10, généralement le propriétaire de la parcelle ou un proche, est chargé de lier ces gerbes et de les poser sur les souches des arbres laissées dans la parcelle. Les hommes avancent ainsi deux fois plus vite dans la parcelle que les femmes (200 à 300 m² par travailleur et par jour), mais le paddy n'est pas battu immédiatement. Une semaine après la récolte, le propriétaire de la parcelle revient seul mettre la récolte en gerbiers. Les gerbes sont entreposées en cercle et les pannicules, orientées vers l'intérieur sont protégés par la grande quantité de paille qui résulte de la technique de récolte des hommes.

Les hommes reviendront plus tard pour battre le riz. Ils forment alors un cercle et travaillent en cadence à l'aide d'un bâton souple. Le rythme compte plus que la force. Le paddy est alors mis en sac en sac, transporté à la maison où il est stocké dans le coffre du chef du

groupe domestique. Néanmoins, entre les premières journées de travail pour la récolte, et le moment où il ferme à clé son coffre, les récoltes ont été l'occasion de nombreux transferts et d'échanges entre les groupes domestiques au sein et en dehors des villages (voir infra).

Après la récolte du riz, il reste dans la parcelle les cultures associées tardives : sorgho et pois cajan. La végétation spontanée, déjà, reprend ces droits, notamment les rejets de souches et les drageons qui profitent du système racinaire profond des arbres et des arbustes. Le fourré se referme rapidement. Deux ou trois mois plus tard, les femmes pénètrent ce fourré pour venir récolter le sorgho puis, plus tard encore le pois cajan. Elles font ce travail au jour le jour en fonction des besoins du groupe domestique.

Les cultures de seconde année : fonio et arachide

En avril, au moment où les hommes nettoient la parcelle après le brûlis, les femmes retournent dans les parcelles de l'année passée pour défricher les arbres et arbustes qui ont repoussé depuis la récolte du riz. Elles utilisent pour cette opération (*asahi*) une petite machette, forment des petits tas qui sèchent rapidement en une ou deux semaines et qui sont brûlés.

Comme pour le riz, les femmes procèdent à un faux semis puis à un semis-grattage pour implanter le fonio. Il existe deux types de variétés de fonio à cycle très court (75 jours) et à cycle moyen (environ 90 – 105 jours). Quand elles le peuvent, les femmes sèment d'abord une petite portion du premier pour « attendre le riz ». S'il est planté suffisamment tôt, il est même possible de faire deux saisons de culture, la seconde étant destinée à la production de semences. Les associations culturales avec le fonio sont moins riches, en quantité comme en diversité. Le fonio est une plante très couvrante qui étouffe les adventices comme les autres cultures. C'est une des raisons qui expliquent que cette céréale soit adaptée à la culture en seconde année et sur des sols moins fertiles en général (Cruz et Béavogui, 2011 ; Kandeh et Richards, 1996). Récolte et battage du fonio ne sont jamais très espacés dans le temps. Récolté à une période tendue, consommée rapidement, le fonio ne fait pas l'objet d'échanges extra-domestiques aussi importants que le riz.

Après un travail du sol similaire à celui effectué pour les céréales mais plus profond, les femmes sèment en poquet (*atumu*) l'arachide à l'aide d'une houe de très petite dimension : 1 ou 2 graines par poquet. Les cultures associées sont les mêmes que pour le riz, mais les femmes augmentent sensiblement la quantité de pois cajan (voir page 261).

Contrairement aux anciennes variétés, les arachides cultivées actuellement n'ont pas de dormance. Il n'est donc pas possible de les laisser longtemps en terre, au risque de les voir regermer en pure perte. Les femmes arrachent simplement les arachides à la main, secouent les

plants pour enlever la terre et les laissent à terre. La propriétaire de la parcelle passe ensuite et prépare leur séchage dans la parcelle. Les plants sont disposés en tuile : chaque plante repose sur le rang d'avant et le premier rang repose sur un tronc de manière à ce qu'aucune gousse ne touche le sol. L'égoussage n'a pas lieu immédiatement. Les gousses en effet se détachent mal des tiges quand elles sortent de terre et une petite période de séchage facilite le travail. De plus, la récolte ayant lieu durant une période chargée, les femmes préfèrent repousser de quelques semaines cette tâche. Mais, ce séchage ne doit pas durer trop longtemps (2 semaines maximum) car les arachides risquent de germer ou de pourrir. L'égoussage est réalisé à la main. Les fanes sont laissées sur place.

Les coques sont alors emmenées au village pour être de nouveau séchées. Aujourd'hui, les femmes utilisent souvent pour cette opération des bâches plastiques. Le séchage n'est pas un travail difficile mais représente une astreinte importante car il faut en permanence surveiller l'arrivée de pluies intempestives, éloigner les animaux domestiques, … et les enfants. On fait plus souvent confiance aux vieilles femmes pour ce « travail ». Autant que celle du riz, la récolte des arachides est l'occasion d'une intense circulation du travail et du produit entre les femmes, notamment entre filles et mères (voir infra)

Le calendrier de travail de la culture en abattis-brûlis

Les opérations de défriche-abattis sont les plus lourdes (25 JT/ha). De plus, la fenêtre calendaire pour ces opérations est relativement étroite : entre mi-janvier et mi-mars, mais la période idéale pour assurer un brûlis de qualité se situe plutôt en février. Ainsi, un travailleur, s'il se consacre uniquement à cette activité, peut défricher entre 1,2 et 2,4 ha, en fonction de la fenêtre calendaire considérée. Le même actif pourrait effectuer le semis grattage et désherber (17 + 18 jours de travail par hectare), entre juin et août, une parcelle de 2,6 ha maximum. La défriche abattis semble donc être l'opération limitante. Mais, si l'on prend également en considération les cultures de seconde année, pour lesquelles le travail se concentre entre juin et août, on constate que ce sont bien ces opérations de semis et d'entretien des parcelles qui sont les plus contraignantes (voir le calendrier figure 43 page 317). Nous verrons (page 397) que malgré les lourds travaux qu'ils effectuent en saison sèche et malgré la faiblesse de la pression des adventices dans ces systèmes, c'est bien la période juin – août qui est la plus chargée pour les paysans sella limba qui pratiquent l'abattis-brûlis.

Mais ce sont les opérations de récolte et de battage qui représentent la charge la plus importante : environ 50 jours de travail (par hectare) pour un rendement moyen contre 25 jours pour les opérations de semis-grattage. C'est la principale raison pour laquelle les paysans sèment

différents variétés (Barbier et Dangé, 2002 : 80) : les opérations de récoltes (39 jours de travail par hectare) peuvent s'étaler sur 2 à 3 mois. Quant au battage du riz (14 jours de travail par hectare) il peut être reporté jusqu'à 4 mois après la récolte.

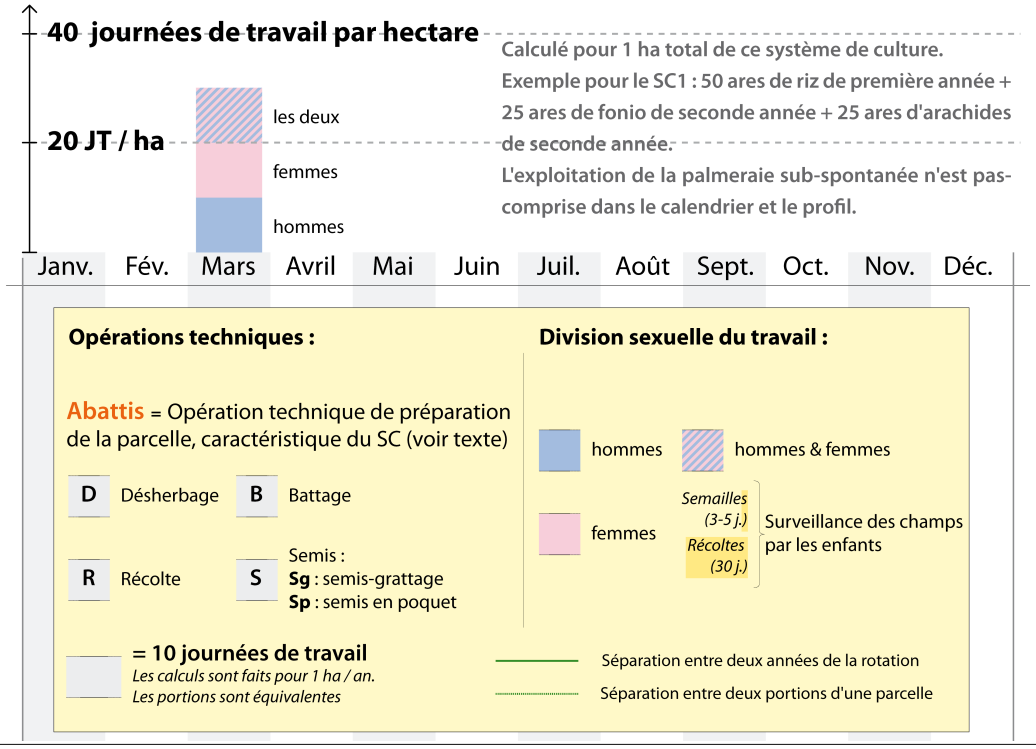
> « *We harvested the* **sopu** [un mélange de deux variétés à cycle court très populaire dans le nord de la Sella Limba] *first. It was a month ago. We were among the first in the village : people came to loan rice on our farm. The sopu finished soon. We have eaten the* **bago** [un nouveau cultivar en provenance de Guinée récemment obtenu par le paysan] *only for 2 days because we have a plan for the seeds. The rice is good : it ripes quick. Now we have started to eat the* **dulay** [un cultivar de riz « noir » à cycle moyen] *because we want to keep the* **saidu maley** [riz à cycle plus long généralement semé dans les sols plus humide en aval de la parcelle]. *Until today we did not start to eat* **saidu maley**. *We just cut a small part for the* kune. ».
> **Salimatu et Momo, Kamabanda (entretien n°246)**

Calendriers des opérations techniques des systèmes de culture et construction des « profils de force de travail »

Pour chaque système de culture, nous proposons un calendrier des opérations culturales qui représente la situation la plus commune. Ces calendriers sont construits pour des parcelles de 1 ha, et chaque portion de parcelle est équivalente. Si, par exemple, la parcelle est divisée en deux portions, chacune fait 50 ares. Nous indiquons s'il s'agit de tâches réalisées par les hommes, les femmes ou indifféremment, sachant que nous verrons de nombreux cas où cette division sexuelle du travail affichée dans les discours est contournée en pratique.

Pour proposer une image synthétique de ces calendriers et pour identifier visuellement la quantité de travail à fournir par hectare ainsi que les goulets d'étranglement, la représentation classique de « profils de force de travail » est pertinente (Richards, 1985). Nous avons essayé de les mettre en vis-à-vis des itinéraires techniques pour repérer à quelles opérations techniques correspondent les périodes de creux ou de pics.

Cette représentation de la réalité en est évidemment une simplification et elle a ses limites. Le choix d'un calendrier mensuel, notamment, peut exagérer les pics et les creux calendaires mais peut aussi masquer certaines contraintes calendaires.



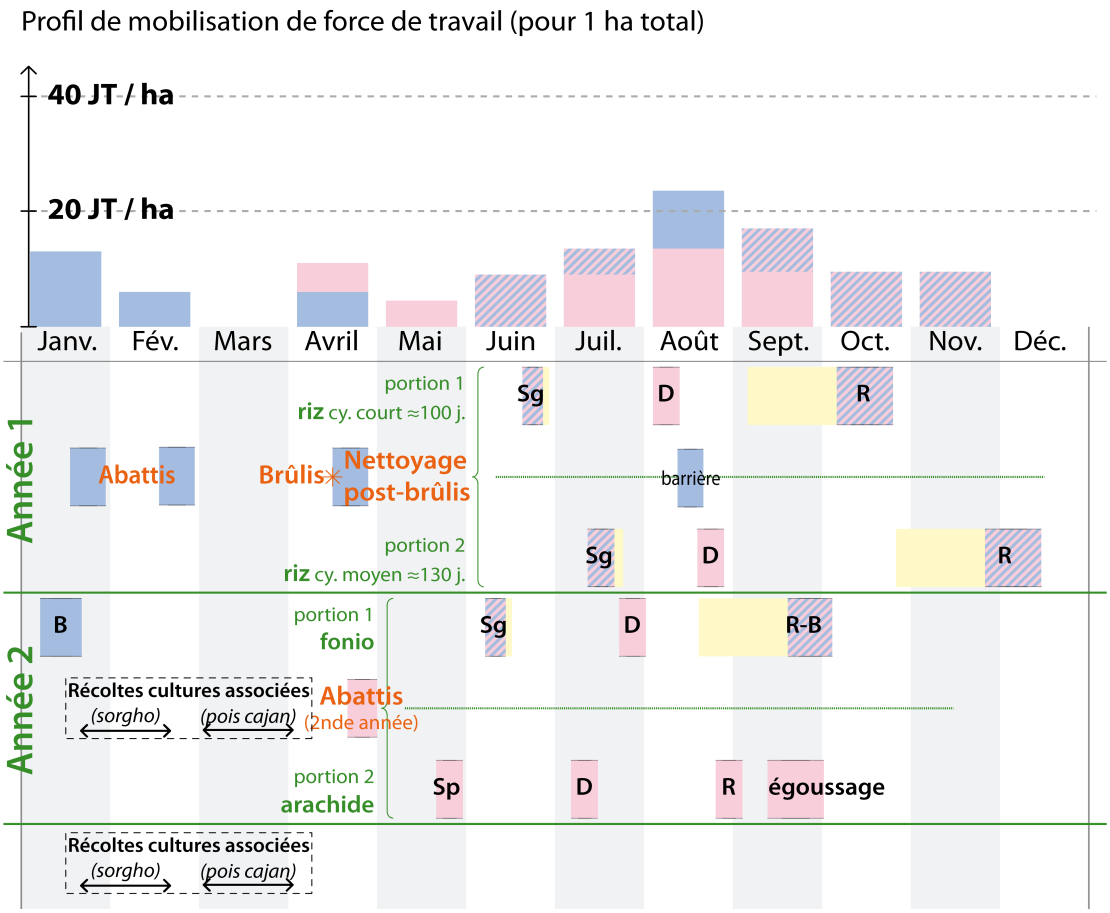


Fig. 43: Itinéraire technique du SC1 (abattis-brûlis)
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes

Variantes du système de culture SC1

Les modalités pratiques du système de culture que nous venons de présenter sont les plus courantes dans les zones de la Sella Limba où l'abattis-brûlis est encore en vigueur aujourd'hui. Si la période de recrû précédent l'abattis-brûlis a été assez longue, le riz est presque systématiquement cultivé en première année. En seconde année, une partie de la parcelle peut en pas être cultivée par les femmes et être directement abandonnée à la végétation spontanée. Dans ce cas, d'après les paysans, une période de recrû de 5 ans serait suffisante avant une prochaine remise en culture.

Mais souvent, les hommes profitent des portions disponibles pour billonner une portion de parcelle et repiquer du piment destiné à la commercialisation. Gênés par les racines des arbres du couvert arboré qui est maintenu, les paysans ne peuvent pas fabriquer des billons aussi gros et aussi réguliers que dans les zones de savanes. Mais surtout, les raies entre les billons ne sont pas refermés l'année suivante pour la culture du riz car en Sella Limba les parcelles de défriche-brûlis ne sont jamais cultivées trois années de suite. On observe parfois les anciens

billons vieux de 7 ans ou plus quand la parcelle est de nouveau mise en culture. Pour le reste, l'itinéraire technique *sensu stricto* pour la culture du piment est le même que pour les parcelles de piment des zones de savane (infra).

Productivité du système de culture

C'est surtout dans l'optique d'une comparaison des systèmes de culture que l'analyse des performances économiques d'un système de culture est pertinente. Le tableau ci dessous (tableau 9) appelle deux remarques :

La part des cultures associées au riz, aux arachides et au fonio représentent 25 % de la valeur ajoutée dégagée. Il s'agit d'une estimation *a minima* car, nous n'avons pas pris en compte toutes les cultures et les productions dont la valeur monétaire était difficilement évaluable. Si on ajoute toutes les cultures associées secondaires listées dans le tableau 8 et tous les matériaux que prélèvent les paysans de ces recrû arborés, cette proportion serait plus importante encore. L'exploitation de la palmeraie sub-spontanée associée correspond quant à elle à 15 % de la VAB dégagée totale. Tout cela renforce l'idée, appuyée par de nombreux exemples dans la littérature, que le riz est loin d'être le seul produit que tirent les paysans de l'exploitation des recrû arborés denses en Sierra Leone (Leach, 1994 ; Johnny et al, 1981).

On note par ailleurs que la productivité journalière du travail des cultures de seconde année, arachide et fonio, est légèrement supérieure à celle du riz de première année. Cela traduit le fait que la première année concentre l'investissement en travail avec l'abattage d'un recrû arboré de 7 ans.

	Production (kg)	VAB (PB-CI) millier de leones	**Productivité du sol (milliers de leones / ha)**	Jours de travail (JT)	**Productivité journalière du travail (milliers de leones / JT)**
Année 1					
Riz	866 (paddy)	2066	2794	129	22
Sorgho	239	583			
Pois Cajan	19	26			
Sésame	59 *cups*	119			
Année 2					
Portion 2a (0,5 ha)			2150		24
Arachide	450 (coque)	877	2782	51	27
Sorgho	166	396			
Pois cajan	43	62			
Sésame	28 *cups*	56			
Portion 2b (0,5 ha)					
Fonio	233	553	1518	37	21
Sorgho	58	146			
Pois cajan	9	13			
Sésame	24 *cups*	47			
TOTAL (hors recrû)			**2468** *(549 €)*	217	**23** *(4,2 €)*
7 années de recrû arboré					
Palmeraie associée (7+2 ha)	1350 *régimes*	982	109	54	18
TOTAL (recrû compris)			**658** *(120 €)*	271	**22** *(4,0 €)*

Tab. 9: Performances économiques du SC1

Sources : Enquêtes

2.2.2 Le billonnage et la culture continue des savanes herbeuses de la zone Sud (SC2)

Rotations : alternance culture sur billons – culture à plat

Nous avons décrit l'émergence historique de ces pratiques au chapitre 3 : en première année, c'est-à-dire dans une parcelle qui n'a pas été cultivée durant une ou plusieurs saisons des pluies, les paysans commencent systématiquement par construire des billons. Sur ces billons est repiqué, le plus souvent, du piment, parfois du tabac. En seconde année, ces billons sont systématiquement ouverts en deux et la parcelle remise à plat pour la culture du riz pluvial. Après le riz, les parcelles sont généralement cultivées avec une association de légumineuses,

pois cajan et arachides. Les pois cajan qui sont laissés dans la parcelle pendant l'inter-culture forme un couvert buissonnant artificiel qui limite le développement des adventices et prépare la parcelle pour la culture du fonio en quatrième année (figure 44 et 45).

Éventuellement, après la récolte de la céréale les paysans billonnent la parcelle une nouvelle fois pour planter du manioc. Plantés en novembre, les racines sont récoltés 15 voire 27 mois plus tard durant la saison sèche. Les billons à nouveau libres sont cassés pendant la saison des pluies qui suit immédiatement. C'est de nouveau du riz (6e année) qui est cultivé quand la parcelle est remise à plat. Dans les pailles de ce riz, les femmes replantent de nouveau des arachides (7e année) puis de nouveau du fonio l'année suivante (8e année). Si la parcelle est ensuite abandonnée, ce ne sera pas pour plus de 3 ans. On peut représenter cette rotation de la manière suivante :

F(1 à 3) // piment // riz // arachide // fonio / manioc // manioc // riz // arachide // fonio

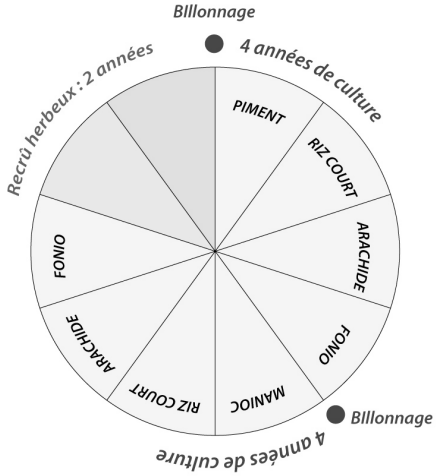


Fig. 44: Rotation typique des parcelles billonnées dans les savanes du sud de la Sella Limba (SC2)
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Cette rotation culturale est typique des modes d'exploitation des terres pluviales du sud de la Sella Limba. Elle correspond à la situation où les paysans n'ont pas accès à d'autres terres pluviales que les savanes herbeuses (*kuboli*) que nous avons décrites au chapitre 1 (figure 5). Dans les zones intermédiaires, où les paysans ont encore accès à des recrûs arborés d'âge très réduit (3 ou 4 ans), les hommes cultivent du riz et laissent les billons aux femmes pour la culture des arachides. Les recrûs arborés, même dégradés, semblent offrir de meilleures conditions pour la culture du riz.

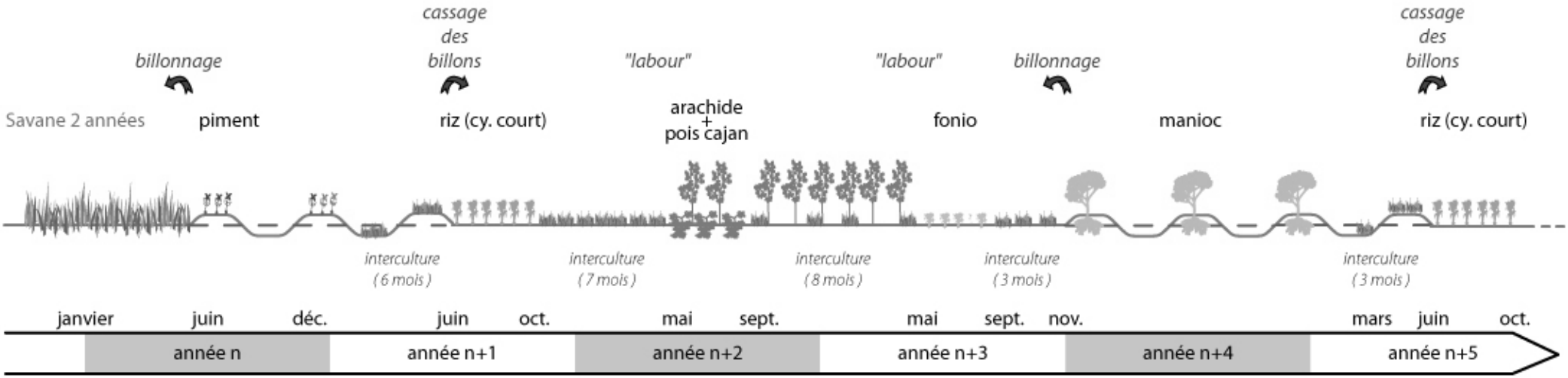


Fig. 45: Rotation typique des parcelles billonnées dans les savanes du sud de la Sella Limba (SC2)
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

La culture du piment de première année

Comme les opérations d'abattis-brûlis des recrûs arborés, le billonnage des savanes est réalisé uniquement par les hommes. La plupart du temps il n'est pas utile de se débarrasser au préalable de la végétation spontanée : quelques coups de houe suffisent à écraser le couvert herbeux avant d'enfouir cette biomasse sous les billons. L'outil le plus couramment utilisé pour ce travail est la grande *kusala* (*kusala kuboy*, voir figure 31). Cette houe est adaptée à un travail en équipe bien rôdé : la moitié du groupe de travail en reculant en ligne et en ramenant la terre à eux forment la première moitié des billons de large. Au-delà de la moitié la parcelle, ils continuent en refermant les billons de leurs coéquipiers qui reculent dans l'autre sens. Deux ou trois coups de houe forment des billons d'environ 30 cm de haut et 50 de large.

Pour que les plants soient prêts à temps il est nécessaire de les préparer en pépinières au cours du mois de mai. Les graines sont semées sur des planches basses d'environ 50 cm de large. À cette saison, les pluies sont rares, la chaleur est forte et on arrose les planches chaque jour, raison pour laquelle les paysans choisissent des terres proches des bas-fonds où ils creusent un puisard. Il est également nécessaire de protéger les plants du soleil grâce aux feuilles de palmiers relevées progressivement au fur et à mesure de la croissance des plants (figure 47).

Idéalement, il est souhaitable de laisser « chauffer » les billons au soleil pour quelques jours avant de repiquer le piment. Mais bien souvent les paysans travaillent dans l'urgence et repiquent au plus vite, le même jour. Ils divisent le groupe en deux, pendant qu'une équipe fait des billons, une seconde la suit de près et commence à repiquer. Les poquets sont espacés d'environ 20 cm environ, en tous sens, avec un plant par poquet.

Une fois installées dans la parcelle, les cultures ne sont plus arrosées. C'est un moment crucial. Du succès de l'implantation du piment dépendra le rendement : s'il ne pleut plus pendant quelques jours, les plants de piment peuvent se dessécher. Il faudra alors, s'il est encore temps, repiquer les mêmes billons pour remplacer les plantes mortes. De très fortes pluies, au contraire, peuvent provoquer leur déracinement. Si tout se passe bien, de nouvelles racines se développent et une fois installé, le piment ne craint aucun ravageur et n'exige donc pas de surveillance particulière.

En revanche, le piment met longtemps avant de couvrir de sa végétation les billons. Ces parcelles sont donc très sujettes à la pression des adventices : il sera nécessaire de les désherber au moins deux fois avant la récolte. Chaque passage représente environ 25 jours de travail dans les conditions du sud de la Sella Limba. Il faut donc deux à trois fois plus de travail (en-

viron 50 contre moins de 20 jours de travail) pour désherber une parcelle de piment cultivées dans les savanes herbeuses qu'une parcelle d'abattis-brûlis. Si cette contrainte est particulièrement importante pour la culture du piment, elle est générale pour ce système de culture : les paysannes, surtout, passent une grande partie de la saison des pluies à désherber les parcelles.

Fig. 46: Arrosage des pépinières protégées par les frondes de palmiers et piment sur billon

La récolte du petit piment, vendu sec, a lieu en plusieurs passages séparés de 3 semaines environ. La date de repiquage des plants est un élément déterminant du rendement de la culture. Le piment repiqué début juin pourra être récolté jusqu'à 5 fois. Si le repiquage a été tardif, après la mi-juillet, 2 fois seulement. En effet, après fin octobre, les pluies finissent par manquer et les plantes ne fleurissent plus. Pour le travail de cueillette, les groupes sont mixtes. Après la récolte le piment est séché sur les glacis de séchage en ciment dont sont équipés tous les villages aujourd'hui (figure 50).

Fig. 47: Séchage du piment (et de céréales au second plan) sur glacis de séchage en ciment après la récolte

Le cassage des billons et culture du riz de seconde année

La récolte du piment se termine quelques semaines avant la fin de l'année calendaire. Les graminées se développent rapidement pendant l'inter-culture sur les billons comme dans les raies.

La préparation des parcelles de seconde année se limite au cassage des billons de piment du cycle précédent (*atuŋu*). La parcelle est remise à plat : les raies sont remplis avec la terre des billons ouverts en deux avec le même outil (grande *kusala*). La biomasse végétale aérienne est enfouie à cette occasion dans les anciennes raies. Nous avons vu qu'à ce stade deux options sont possibles pour le semis du riz : un semis plus rapide sans autre travaux du sol que l'enfouissement des graines ou un semi-grattage décalé de 2 à 3 semaines, plus lourd en travail mais qui épargne ensuite un passage pour le désherbage (voir page 264).

Les riz les plus précoces sont systématiquement choisis pour ces systèmes de culture. Les rendements de ces variétés de 90 jours, voire moins, offrent de faibles rendements potentiels mais leur croissance rapide est à la fois une réponse au problème des adventices et une manière de raccourcir la période de soudure. Peut-être pour compenser la baisse sensible des rendements depuis le recul des recrûs arborés, les paysans ont augmenté la proportion de sorgho associé dans ces parcelles.

La récolte du riz a lieu selon les mêmes modalités techniques que pour le système d'abattis-brûlis, mais, les parcelles étant souvent de taille beaucoup plus réduites, les bordures et le centre ne sont pas non plus distingués et hommes et femmes récoltent ensemble.

Les cultures de 3 et 4e année : arachide et fonio

Les arachides et le fonio n'étant pas semés après une culture sur billon, ces cultures requièrent un plus gros travail du sol pour leur implantation. Il s'agit d'enfoncer une houe de taille moyenne (*kusala*) relativement profondément dans le sol (environ 10 cm) mais sans le retourner complètement. Les paysannes laissent ensuite le sol « chauffer » et les adventices arrachées se dessécher. L'implantation des cultures proprement dit a lieu de la même manière que pour les systèmes de culture d'abattis-brûlis (semis en poquet de l'arachide et semis-grattage du fonio).

Pour ces cultures également le désherbage représente une grande part du travail. Rappelons que le fonio, cultivé en quatrième année, supporte mieux que les autres cultures cette concurrence.

Culture du manioc sur billon de 5e année

Les paysans reviennent, quelques mois après la récolte du fonio, en novembre, pour de nouveau billonner la parcelle. Les pailles de la céréale sont enfouies sous les billons et le manioc immédiatement bouturées (1 bouture tous les 50 cm environ sur le sommet du billon). Si le manioc est une plante mois exigeante et plus souple en matière de calendrier, il faut malgré tout finir de la planter avant la fin de janvier, au risque de voir les boutures se dessécher.

Planté en novembre – décembre de l'année n, le manioc fournira ses premières racines récoltables en juillet-août de l'année n+1 (9 mois). Les paysans pourront alors le consommer bouilli comme complément des maigres rations de cette période de soudure. Enfin, le manioc est souvent consommé cru. Toutes les variétés cultivées en Sella Limba sont en effet des maniocs doux, caractérisés par des très faibles concentrations d'acide cyanhydrique. Les racines ne nécessitent donc aucune transformation particulière pour être consommable.

Le manioc récolté en février n+2 (14 ou 15 mois en terre) pourra être consommé et vendu sous la forme de racines ou transformé en farine (*gari*, terme krio.). La description de la transformation du manioc en *gari* est décrite plus loin.

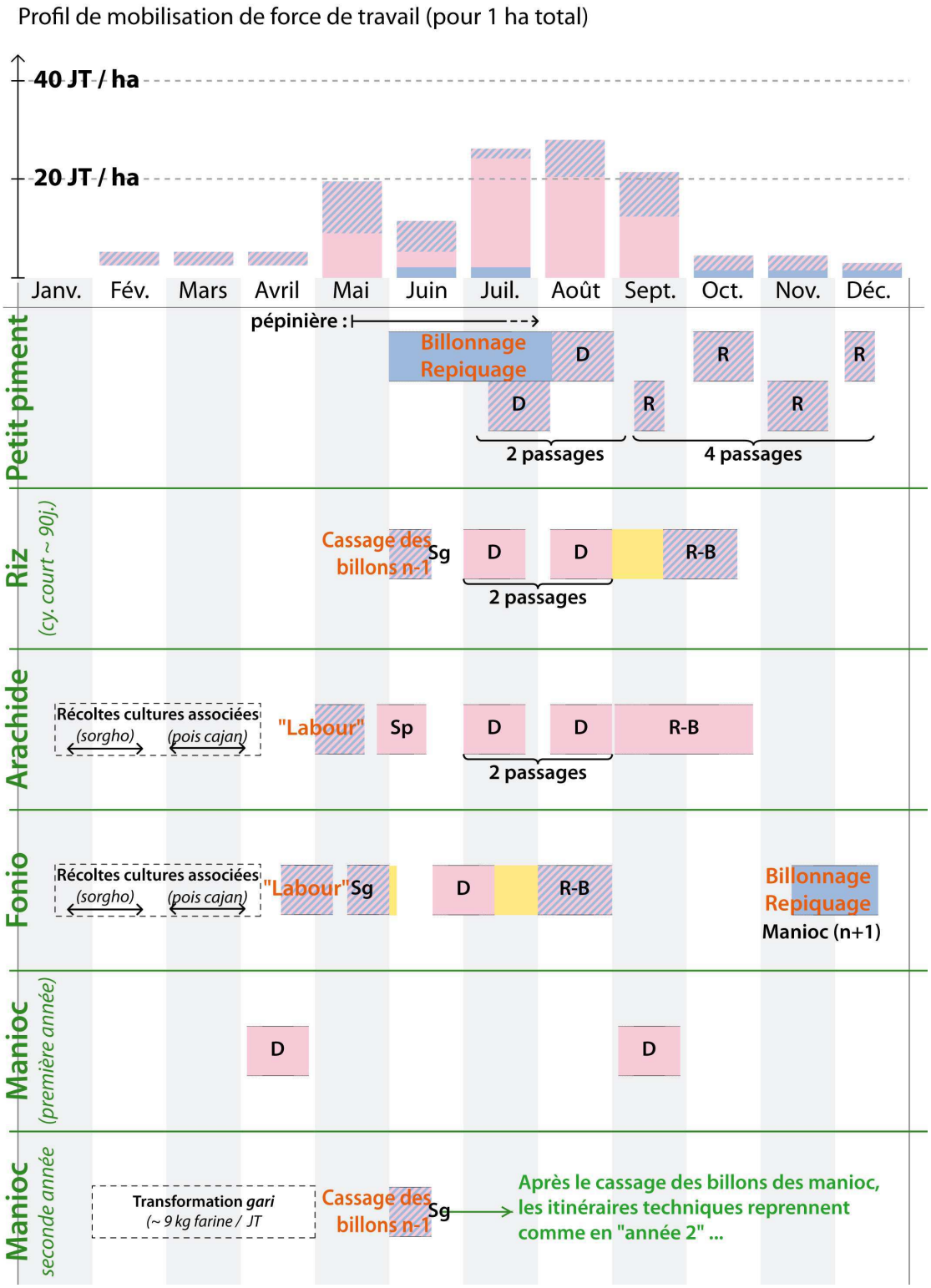


Fig. 48: Itinéraire technique du SC2 (piment sur billon // riz ...)
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes

Variantes : gros piment et tabac

S'ils n'ont pas accès à d'autres facettes que les savanes herbeuses, les contraintes agro-écologiques fortes empêchent les paysans de s'éloigner beaucoup de la séquence « culture sur billon // riz // légumineuse // fonio, etc. ». Les principales variantes autour de ce modèle ne concernent que la culture repiquée en première année sur les billons. Outre le petit piment, les paysans peuvent également planter du gros piment ou du tabac.

L'itinéraire technique du gros piment est similaire à celui du petit. Le premier est vendu frais tandis que le second est séché pour la conservation. Cette différence a une conséquence importante : contrairement à celles du petit piment qu'il est possible de récupérer après séchage des fruits, il faut détruire les fruits du gros piment pour conserver les semences. 1/10e d'une récolte moyenne doit ainsi être consacrée à la production des semences. Les graines de gros piment sont donc plus coûteuses et difficiles à se procurer. Certains commerçants les avancent aux cultivateurs en échange de la promesse de vente à la récolte. De plus, la culture du gros piment est intéressante à condition de pouvoir travailler assez tôt. Les premières récoltes, entre mi-août et mi-septembre, se vendent en effet à bon prix. Les commerçants viennent de Freetown directement pour s'approvisionner dans les villages en piment frais. Mais dès mi-septembre, le début des récoltes du petit piment font chuter brutalement les cours. En 2011, par exemple, on est passé en quelques jours de 5 000 à 3 000 Le / kg. Par ailleurs, il semble que le gros piment soit plus exigeant que le petit. Les paysans qui exploitent les savanes du sud de la Sella Limba prennent rarement le risque de cette entreprise.

Depuis 1996 et la clôture des activités de la Rokel, la culture du tabac avait presque totalement été abandonnée. Depuis 2009, des cadres de l'ancienne compagnie ont lancé une nouvelle société, la NADECo[103]. Ils proposent des contrats d'intégration du même type que ceux de la Rokel dans les années 80. Mais l'encadrement des paysans n'est plus celui de l'époque de la Rokel. Les paysans ne sont plus tenus de suivre des recommandations techniques précises. La seule obligation contractuelle est de vendre l'intégralité de leur récolte à la compagnie, ce qu'ils ne font d'ailleurs pas davantage qu'à l'époque de la Rokel. Les techniques ont donc été adaptées aux contraintes des paysans. Le tabac est cultivé beaucoup plus tard qu'auparavant et la récolte a lieu aujourd'hui 30 à 60 jours plus tard. Cela dispense de l'arrosage des plants en plein champ. Le tabac est également associé, notamment avec du piment, ce qui permet de profiter au mieux de l'apport en fertilisant de synthèse.

[103] Nous n'avons pas retrouvé la signification de ce sigle.

Nous verrons que ces variantes, tabac, petit ou gros piment, n'influencent que peu les performances économiques globales d'un système de culture caractérisé par une faible productivité journalière du travail.

Productivité du système de culture

Les disparités entre les performances économiques des différentes cultures en rotation dans ce système de culture sont fortes. La culture du piment sur billon rémunère presque trois fois moins bien la journée de travail que celle du riz cultivé en seconde année (tableau 10). Le billonnage des parcelles est un passage obligatoire pour la culture du riz, la charge de travail est donc concentrée sur la première année. La culture du manioc est également très faiblement rémunératrice mais les opérations techniques nécessaires à la culture du manioc se concentrent durant le creux calendaire de la saison sèche, tout comme la transformation du manioc en farine. Par ailleurs, malgré la faiblesse des résultats économiques de cette culture, les paysans poursuivent et même développent la culture du fonio. Nous pensons que cette céréale rustique, peu exigeante, permet de valoriser des parcelles en quatrième année de culture sans avoir à les billonner de nouveau et sans faire face à une pression des adventices insurmontable.

Ces exemples montrent qu'une analyse culture par culture est insuffisante. Il est nécessaire, pour comprendre les choix des paysans, de réfléchir à l'échelle de toute la rotation pratiquée et sur l'ensemble du calendrier agricole.

Avec la rotation la plus commune qui place le petit piment en première année la productivité journalière du travail est de 14 000 Le/JT (2,5€). Si les paysans ont l'opportunité de cultiver des terres assez bonnes pour le gros piment ou s'ils font le choix de s'engager dans la culture d'une parcelle de tabac, ils peuvent espérer une meilleure rémunération du travail en première année. La productivité du travail pour le tabac se situe autour de 15 000 Le/JT (2,7 €), celle pour le piment maraîcher autour de 16 000 Le/JT (2,9 €) (à condition de le vendre à bon prix). Mais, à l'échelle du système de culture, la différence reste très faible.

	Production (kg)	VAB (PB-CI) millier de leones	**Productivité du sol (milliers de Le / ha)**	Jours de travail (JT)	**Productivité journalière du travail (milliers de Le / JT)**
Année 1 : Piment (sur billon), 1 ha					
Piment	162 (sec)	1362	**1362**	209	**7**
Cult. Asso.	≈ 0				
Année 2 et année 6 : Riz, 1+ 1 ha					
Riz	970	2220	**1825**	208	**18**
Sorgho	478	1140			
Pois Cajan	38	52			
Sésame	118 *cups*	238			
Année 3 et année 7 : Arachide, 1+ 1 ha					
Arachide	1798	3508	**2781**	292	**19**
Sorgho	664	1584			
Pois Cajan	174	246			
Sésame	112 *cups*	224			
Année 4 et année 8 : Fonio, 1 *(sans cult. assoc.)***+ 1 ha**					
Fonio	932	2210	**1304**	186	**14**
Sorgho	117	278			
Pois Cajan	19	26			
Sésame	47 *cups*	94			
Année 5 : Manioc, 1 ha					
Manioc (frais)	4800	1229	**1229**	109	**11**
Cult. Asso.	≈ 0				
TOTAL (hors recrû)			**1802** *(328 €)*	971	**14** *(2,5 €)*
2 années de recrû (herbacé)					
Palmeraie associée (2+8 ha)	750 *régimes*	546	55	30	18
TOTAL (recrû compris)			**1496** *(272 €)*	1001	**14** *(2,5 €)*

Tab. 10: Performances économiques du SC2

Sources : Enquêtes

Encadré 7 : La culture du cannabis

Nous avons évoqué le développement de la culture du cannabis après la guerre civile (voire page 251). Pour les jeunes paysans, cette culture illicite constitue l'alternative à la culture du piment. La culture d'une parcelle de 100 ares exige environ 30 journées de travail (billonnage, repiquage, application d'engrais en granulés, entretien des plants, désherbage et récolte). Une telle parcelle nécessite l'application de 5 pans d'engrais en granulés à 15 000 Le/pan et permet de récolter (d'après les témoignages des producteurs) 20 à 25 kg de cannabis à demi-sec tel qu'il est vendu aux commerçants venus de Guinée pour 20 000Le/kg en 2011. La productivité du sol de cette culture illicite est donc d'environ 3 750 000 Le/ha, près de trois fois celle de la culture du piment. La productivité du travail est de l'ordre de 12 500 Le/JT, 80 % de plus que celle du piment.

Mais la culture du cannabis est illicite. Il donc est nécessaire de consacrer une partie de ses revenus, parfois en nature, pour corrompre la Sierra Leone Police : les producteurs se cotisent par village pour que ces derniers ne les visitent pas lors de leur tournées. Mais cela n'offre pas la clémence des agents venus directement de Freetown. Depuis 2007, le gouvernement a, en effet, durci la répression à l'encontre de la production et du commerce du cannabis. En Sella Limba, cela a eu pour effet de repousser les parcelles dans des zones plus reculées.

2.2.3 Les systèmes de culture du continuum savanes arborées – forêts claires des marges de la Sella Limba (SC3)

Dans ce paragraphe, les modalités techniques actuelles de l'exploitation de cette facette agro-écologique spécifique caractéristique des marges Est et Ouest de la Sella Limba (page 54) sont décrites. On distingue l'ouverture de parcelles non cultivées depuis une longue période de durée indéterminée leur intégration dans des rotations plus rapides et plus régulières.

Rotation

Les savanes arborées que les paysans ouvrent à l'exploitation sont de très vieilles friches. Les paysans prétendent souvent être les premiers à cultiver ces parcelles, dans tous les cas ils ne se souviennent jamais de la personne qui a exploité ces terres la dernière fois et indiquent alors des durées de friches très longues (15 ans, 30 ans, …). Ces données ne doivent pas être prises au pied de la lettre. Les paysans dont l'attache au finage n'est pas contestable cherchent parfois à vieillir l'âge des recrûs qu'ils cultivent jusqu'à affirmer être « les premiers » à l'ex-

ploiter. Au contraire, ceux arrivés récemment seront soucieux de ne pas outrepasser leur droit d'usage et soulignent bien qu'ils ne sont pas les premiers. Dans tous les cas, ce manque de précision dans la durée des inter-cultures indique bien que nous ne sommes pas ici dans la logique de rotations régulières et d'un recrû arboré de courte durée comme dans l'abattis-brûlis. Il s'agit ici d'ouvrir des parcelles dans un milieu gagné par une végétation spontanée d'âge indéfini et de les intégrer à des succesions culturales de durée limitée.

L'exploitation d'une parcelle ouverte dans la forêt claire ou dans une vieille savane arborée permet de cultiver la terre 3 à 4 années de suite. Un riz pluvial de cycle long est généralement semé en première année : c'est une culture exigeante qui répond bien à la fertilité accumulée dans la parcelle nouvellement défrichée. En seconde année, il est possible de :

- cultiver du riz, à cycle court cette fois, pour une nouvelle année ;
- billonner la parcelle juste après la récolte du riz de première année pour bouturer du manioc ;
- billonner la parcelle au début de la saison des pluies suivante pour repiquer du piment, gros vendu frais, ou petit vendu sec.

En troisième année deux options sont possibles en fonction du rôle assigné à la nouvelle parcelle gagnée sur la savane arborée :

1. Si elle est destinée à être exploitée régulièrement, la parcelle est laissée aux femmes qui cultiveront, en alternance, arachide et fonio. La parcelle est laissée après la quatrième récolte. 3 à 4 années après, les femmes y reviennent pour cultiver arachides et fonio deux années de suite, en permutant les portions. La parcelle est ainsi désormais intégrée à une rotation beaucoup plus rapide (2 années de culture // 3 à 4 années de recrû) typique des marges de la Sella Limba et que nous caractériserons par le système de culture SC3 (figure 49).
2. Si la parcelle est jugée inapte pour une exploitation régulière, car trop éloignée du village ou trop sujette aux attaques des ravageurs terrestres, elle pourra être abandonnée dès la troisième année ou billonnée une dernière fois pour la culture du manioc. Dans le second cas, les racines pourront être récoltés jusqu'à 25 mois après leur implantation. Mais dès le 10^{e} mois, les paysans n'empêchent plus la végétation spontanée de regagner l'endroit progressivement. Rappelons que cette pratique semble avoir des effets quant à la trajectoire agro-écologique de la parcelle.

F(> 15) // riz // riz | piment | manioc // fonio | arachide // arachide | fonio

<u>puis</u> : F(4) // arachide | fonio // fonio | arachide

<u>ou</u> F(> 15) // riz // riz | piment | manioc // manioc

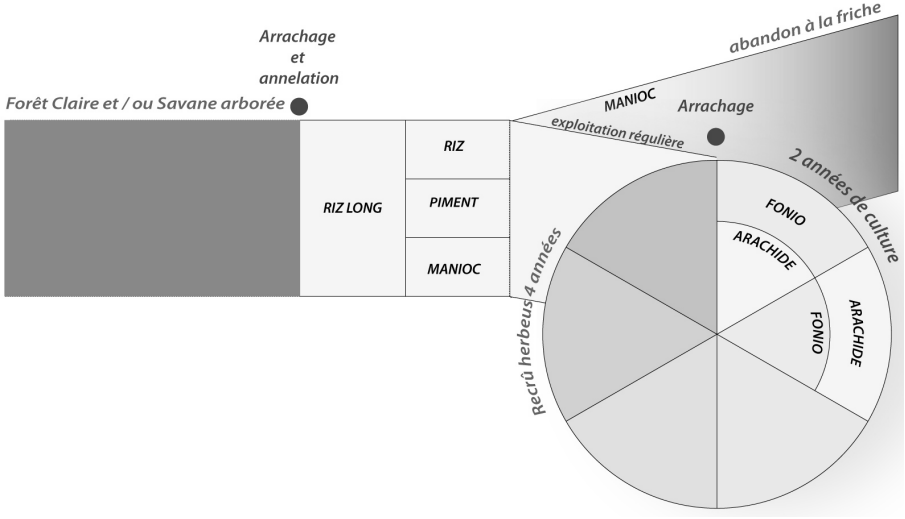


Fig. 49: Ouverture du milieu et exploitation des « savanes des femmes » (SC3)
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Ouverture du milieu : arrachage des graminées et annélation des arbres

Ouvrir une nouvelle parcelle dans la savane arborée n'est généralement pas un choix individuel. Cultiver seul une petite parcelle isolée et éloignée du village au milieu de ces savanes arborées reviendrait à la livrer aux ravageurs de toutes sortes. Les paysans regroupent leurs parcelles en un seul grand bloc.

Les paysans de l'est de la Sella Limba désignent ces savanes comme celles des « hommes ». Les opérations de préparation de la parcelle leur sont en effet effectivement réservées. Ils commencent dès le mois de février, après le passage du feu, par éliminer la strate arborée. Les arbres à croissance lente de ces couverts ont un bois particulièrement dur et les paysans n'abattent que les plus petits (diamètre inférieur à 10 cm). Pour les autres, les paysans pratiquent à l'aide d'une machette ou d'une hache une annélation (*atɛgi*). L'arbre va mourir et son tronc se dressera sur place longtemps encore sans que ses feuilles ne portent ombrage aux cultures. Pour les arbres plus gros, l'annélation est complétée par un feu à la base du tronc. Mais, en fonction du temps dont ils disposent, les paysans n'estiment pas utile de s'attaquer à tous les grands arbres, leur ombrage n'étant pas toujours très préjudiciable aux cultures et le travail pour les abattre ou simplement les tuer est très long. Les parcelles gagnées récemment sur la savane arborée ont ainsi un faciès particulier, très différent de celui que l'on a observé

dans le cas des parcelles d'abattis-brûlis : à la place des nombreuses petites souches typiques des recrûs arborés denses (voir photo page 323), se dressent dans la parcelle des grands arbres, certains épargnés et d'autres morts ou en train de sécher (figure 52).

Fig. 50: Parcelle ouverte en 2010 dans la savane arborée
Les arbres morts qui se dressent dans la parcelle portent les traces de l'annélation (photo prise durant la saison des pluies 2011)

Ce n'est généralement qu'un mois plus tard que les paysans s'attaquent à la strate des graminées. Si sa composante superficielle a été consumée par le feu, racines et plateaux de tallage sont toujours solidement ancrés en terre et une nouvelle végétation d'herbe fraîche a déjà repoussé. L'arrachage des graminées (*amugu*) est un travail très difficile qui requiert force et endurance : en effectuant un impact fort juste en dessous de la surface avec la lame de la houe, ils coupent les racines des graminées puis arrachent le plateau racinaire en faisant bras de levier. Dans la zone Est ce travail est réalisé avec une houe particulière, au fer droit et épais (*kusala kumogɛ*, voir page 146). Dans la zone Ouest, c'est une houe du même type que la grande *kusala* qui est utilisée pour le billonnage (voir page 184) dans un format légèrement plus petit.

Les débris des graminées, des quelques arbres ou branches coupées séchent et sont brûlés. Puis, la parcelle est nettoyée (*akari*) et débarrassée des plateaux des graminées qui jonchent encore sa surface.

La suite des opérations ne diffère pas de celui que nous avons présenté dans le cas de l'abattis-brûlis (page 303) : après avoir laissé lever les adventices, les paysans effectuent un semis-grattage et attendent environ 3 semaines avant de venir désherber. Un seul passage suffit, la pression des adventices étant très faible sur les parcelles de première année. La récolte a lieu selon les mêmes modalités que dans les parcelles d'abattis-brûlis.

Les opérations d'annélation et d'arrachage des graminées sont beaucoup plus lourdes que celles de défriche-abattis des recrûs arborés denses du nord de la Sella Limba : 43 contre 25 JT/ha. Mais la fenêtre calendaire est aussi plus large : l'annélation et l'arrachage des graminées peuvent être réalisées dès le passage du feu (mi-février) et jusqu'aux première pluies (mi-mai). En effet, la quantité de biomasse (graminées, branches et petits arbres) à brûler est plus réduite : la durée du séchage n'a pas besoin d'être très longue. Par ailleurs, le brûlis n'est pas ici une opération aussi déterminante dans le succès de la culture que pour l'abattis-brûlis des recrûs arborés denses. Les débris mal brûlés sont simplement repoussés hors de la parcelle. Un travailleur qui se consacre exclusivement à ce travail pourra donc travailler jusqu'à près de 3 hectares. Mais, plus encore que dans le cas du système d'abattis-brûlis, ce sont plutôt les opérations de semis-grattage et de désherbage qui limitent la surface maximum qu'un actif peut cultiver. Car même si ces opérations sont moins lourdes, les fenêtres calendaires sont beaucoup plus étroites que pour les opérations de préparation de la parcelle.

Les cultures de seconde, troisième et quatrième années

Dès la seconde année, la pression des adventices augmente. Les paysans privilégient alors des riz à cycle plus court. Ils s'adaptent également en effectuant un travail du sol plus profond ; deux à trois semaines avant l'implantation du riz : le geste avant – arrière est le même que pour le semis-grattage, mais la houe est enfoncée plus profondément et le sol est arraché en « crêpes ». Les premières graminées annuelles qui avaient germées pendant l'inter-culture sont éliminées. Ce travail, *agpara*, que nous pouvons traduire par « grattage profond », à mi chemin entre le grattage superficiel (*atɛli*), le seul effectué en première année, et le « labour » (*agpusu*), qui précédera le semis des cultures en troisième et quatrième années, témoigne de l'intensification progressive à laquelle doivent consentir les paysans face à la pression croissante des adventices. Les désherbages seront également plus nombreux qu'en première année.

Malgré ce déclin de la fertilité (entendue au sens de l'aptitude d'un sol à produire) et malgré le travail plus important qu'il faut consentir en saison des pluies, la productivité journalière du travail est meilleure pour le riz de seconde année que pour celui de première année (23 contre 20 000 Le/JT, tableau 11), précisément parce que c'est en première année que se

concentre le travail de préparation de la parcelle (annélation, arrachage). D'où l'importance pour les paysans de cultiver deux années de suite du riz sur ces parcelles ouvertes au prix d'un effort important. Néanmoins, du fait de la pression croissante des adventices et du travail croissant que requiert l'entretien des parcelles au mois d'août, il est impossible de cultiver en seconde année l'ensemble de la parcelle en riz.

L'itinéraire technique des cultures sur billon de seconde année (piment, manioc) et des cultures de troisième et quatrième années (fonio, arachide) ne diffèrent en rien de ceux des systèmes de culture caractéristiques des modes d'exploitation des savanes herbeuses du sud de la Sella Limba (figure 51).

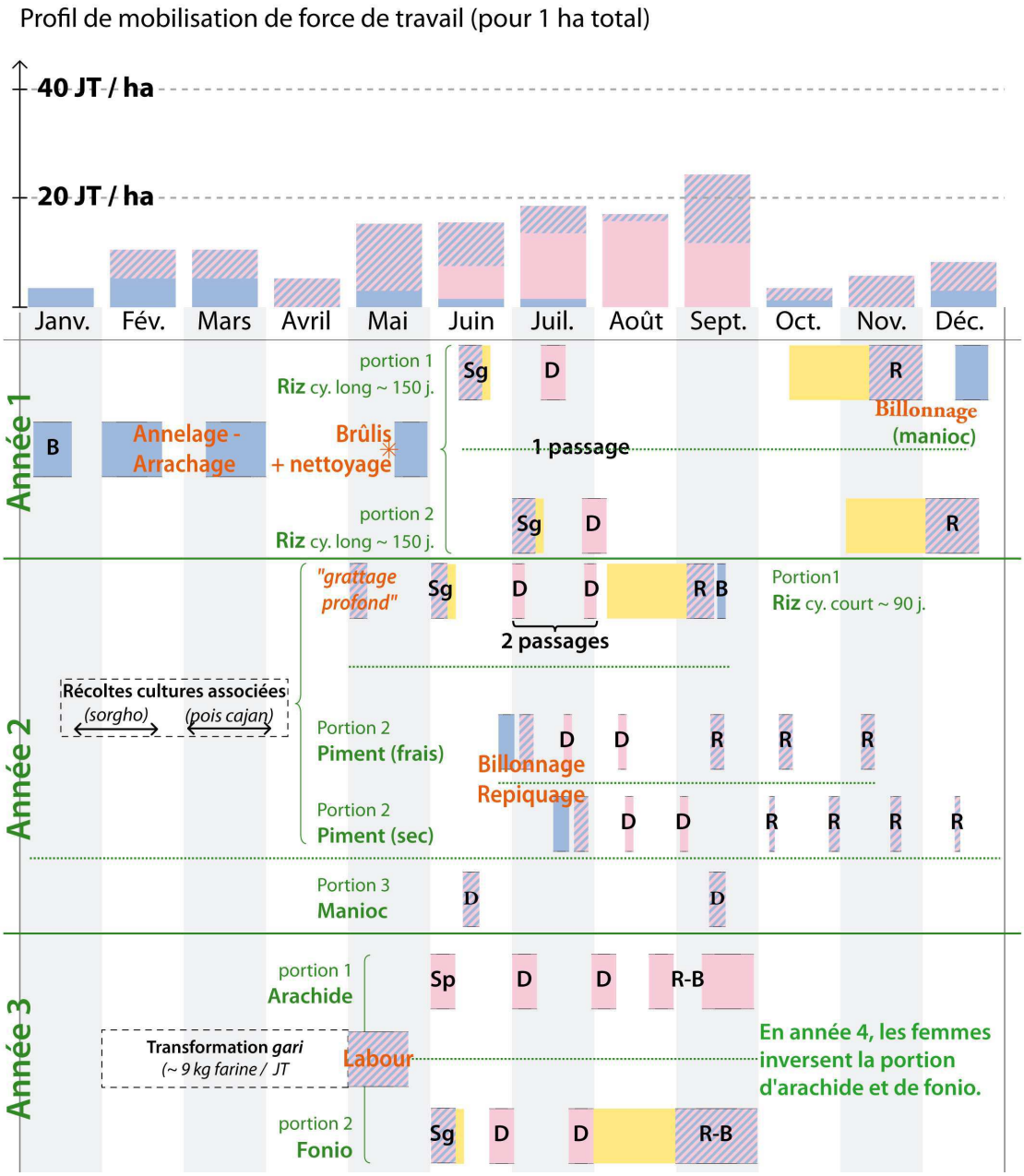


Fig. 51: Itinéraires techniques pour l'ouverture du continuum savane arborée / forêt claire
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes

	Production (kg)	VAB (PB-CI) millier de leones	**Productivité du sol (milliers de leones / ha)**	Jours de travail (JT)	**Productivité journalière du travail (milliers de leones / JT)**
Année 1, Riz cycle long (1 ha)					
Riz	866	2065	2810	139	20
Sorgho	239	570			
Pois Cajan	19	26			
Sésame	59 *cups*	119			
Année 2					
Portion 2a (0,33 ha)					
Riz (cy.court)	289	696	2811	42	22
Sorgho	80	192			
Pois cajan	6	9			
Sésame	20 *cups*	40			
Portion 2b (0,33 ha)					
Piment (frais)	320	554	2343	59	13
Piment (sec)	27	227			
Cult. Asso.≈ 0					
Portion 3c (0,33 ha)					
Manioc	1600	410	1230	31	13
Cult. Asso.≈ 0					
Année 3 et année 4Arachide // Fonio et Fonio // Arachide					
Portion 3a et 4b (2 x 0,5 ha)					
Arachide	900	2146	2781	131	21
Sorgho	332	792			
Pois cajan	86	124			
Sésame	56 *cups*	112			
Portion 3b et 4a (2 x 0,5 ha)					
Fonio	466	1106	1504	86	18
Sorgho	117	278			
Pois cajan	18	26			
Sésame	48 *cups*	94			
TOTAL (hors recrû)			**2298** *(418 €)*	504	**19** *(3,5 €)*
> 15 années de « friche »					
Pas de palmeraie associée au continuum savanes arborées / forêt claire					
TOTAL (friches comprises)			**< 484** *(88 €)*		

Tab. 11: Performances économiques de l'ouverture des forêts claires

Sources : Enquêtes

Mode d'exploitation de la « savane des femmes » : SC3

Après avoir laissé se développer pendant 3 ou 4 années un puissant tapis de graminées, les femmes retournent sur ces parcelles. Les Sella Limba de l'est du *chiefdom* parlent de la « savane des femmes », par opposition à celle des hommes, pour différencier à la fois leur composition botanique (voir chapitre 1) et les cultures qui y sont pratiquées. En effet, les paysannes destinent ces parcelles à la culture des arachides et du fonio, en alternance pendant deux années.

La culture de ces savanes commence, comme celle « des hommes », par l'arrachage (*amugu*) des graminées et de leur plateaux avec la même houe. Généralement au moment de ces travaux, les équipes de travail ne sont pas encore formées et les femmes travaillent seules, ou avec des proches, défrichant progressivement la surface qu'elles veulent cultiver cette année.

Fig. 52: Arrachage de la « savane des femmes » à la houe en début de saison sèche
La houe utilisée est une kusala kumoge (voir figure 20)

Le travail d'arrachage dans la « savane des femmes » n'est pas aussi long que dans celles que les hommes (20 contre 43 JT/ha). Néanmoins, cette opération ajoute une charge de travail aux séquences labour – semis grattage (pour le fonio) et labour – semis en poquet (pour les arachides), séquences que nous avons décrite plus haut. Cependant, en cultivant deux années consécutives la même parcelle, les femmes « rentabilisent » cet investissement en travail puisque la seconde année la charge de travail sera moins lourde. Par ailleurs, certaines interlocutrices nous ont signalé que l'arrachage de graminées profondément enracinées constituait en soi un bon travail du sol et que le labour, quelques semaines plus tard, s'en trouvait très facilité. Enfin, l'arrachage de la savane ne représente pas non plus dans la « savane des femmes » l'opération limitante car la fenêtre calendaire est relativement large. Une femme pourrait arracher jusqu'à 4,5 ha de savane avant le début de la saison de culture entre mi-février et mi-mai.

Mais, en s'y consacrant exclusivement, elles ne sont ensuite capables que de semer et surtout désherber qu'environ 1,5 ha de fonio et d'arachide (entre mi-mai et fin août : respectivement 105 jours et 69 JT/ha). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les femmes attendent la fin de la saison sèche, voire le début de la saison des pluies pour préparer leurs parcelles.

Malgré le fait que, comme pour de nombreux systèmes de culture, la charge de travail pour la préparation de la parcelle, ici l'arrachage de la savane, se concentre en première année, la productivité journalière du travail n'est pas nettement meilleure en seconde année (tableau 12) car la pression des adventices augmente en seconde année. Cela oblige souvent les femmes à faire un deuxième passage de désherbage (voir le calendrier, figure 53). La parcelle est d'ailleurs systématiquement abandonnée après 2 années de culture.

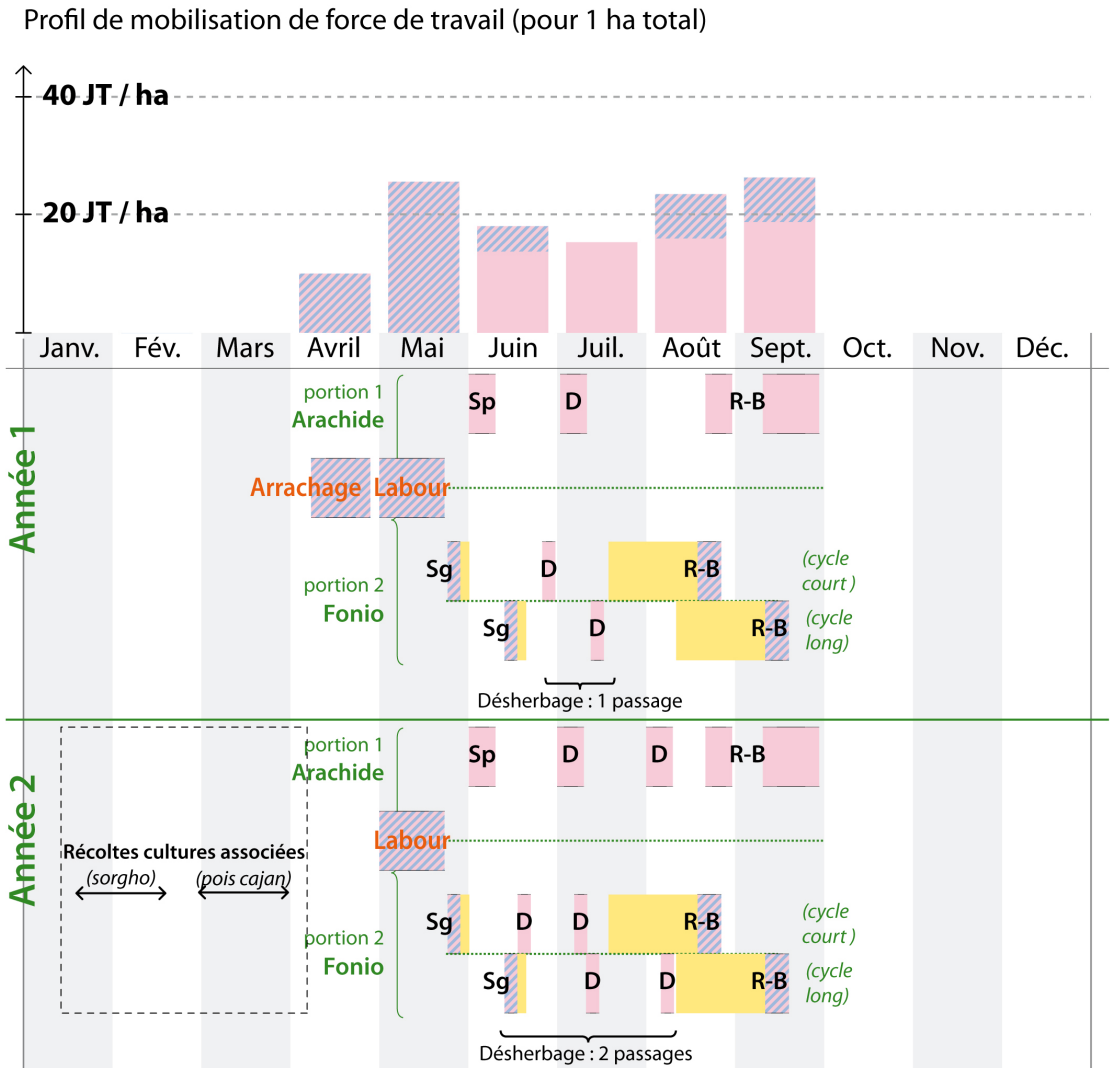


Fig. 53: Itinéraires techniques du SC3
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes

	Production (kg)	VAB (PB-CI) millier de leones	**Productivité du sol (milliers de leones / ha)**		Jours de travail (JT)	**Productivité journalière du travail (milliers de leones / JT)**	
Année 1							
Portion 1a : Arachide (0,5ha)				2142			18
Arachide	450 *(coque)*	877	2780		67	20	
Sorgho	166	400					
Pois cajan	43	62					
Sésame	28 *cups*	56					
Portion 1b : Fonio (0,5 ha)							
Fonio	233	553	1504		53	14	
Sorgho	58	140					
Pois cajan	9	13					
Sésame	24 *cups*	47					
Année 2							
Portion 2a : Fonio (0,5ha)				2142			18
Fonio	233	553	1504		52	15	
Sorgho	58	140					
Pois cajan	9	13					
Sésame	24 *cups*	47					
Portion 2b : Arachide (0,5 ha)							
Arachide	450 *(coque)*	877	2780		65	20	
Sorgho	166	400					
Pois cajan	43	62					
Sésame	28 *cups*	56					
TOTAL (hors recrû)			**2142** *(389 €)*		237	**18** *(3,3 €)*	
4 années de recrû (graminées)							
Pas de palmeraie associée dans la savane des femmes							
TOTAL (friches comprises)			**714** *(130 €)*				

Tab. 12: Performances économiques du SC3

Sources : Enquêtes

2.2.4 Installation et entretien des palmeraies

Les premières palmeraies plantées datent des années 70. Depuis plusieurs générations de planteurs se sont succédées, les surfaces consacrées augmentant surtout dans le sud de la région étudiée.

Les palmeraies sont préférentiellement installées en bas de pente à proximité des bas-fonds. Dans le sud de la Sella Limba, la quasi-intégralité des bordures de bas-fonds a été plantée et aujourd'hui les paysans remontent de plus en plus le long des versants. Dans les zones parcourues par des feux puissants en saison sèche, les marges Est et Ouest de la région étudiée, on trouve les plus imposantes palmeraies à proximité des villages (voir chapitre 3 section 3).

150 arbres sont plantés par hectare. Nous avons déjà dit que le matériel végétal auquel ont eu accès les paysans n'étaient pas des hybrides sélectionnés mais du matériel « tout venant » (Cochard et al, 2001). Les arbres sont toujours plantés en saison des pluies en association avec des cultures annuelles. En limitant ainsi le développement de la végétation spontanée dans la future palmeraie, les paysans limitent les dégâts des aulacodes, qui raffolent des jeunes palmiers, ou ceux du feu en saison sèche. Après deux cycles de cultures (riz // arachide par exemple) la parcelle est billonnée et plantée avec du manioc. Cette dernière culture sera laissée en place pour une à deux saison des pluies, et les palmiers seront ensuite trop grands pour autoriser une nouvelle mise en culture. Dès la quatrième saison des pluies, les palmiers produisent des premiers fruits.

Chaque année, la palmeraie doit être entretenue : il faut défricher les sol sous les arbres et tailler les feuilles pour permettre aux régimes de se développer. Idéalement, ce travail doit réalisé deux fois l'an : en saison sèche et en saison des pluies. En pratique, on profite souvent du creux calendaire qui suit les récoltes pour faire ce travail. Les palmeraies sont d'ailleurs dans des états variés : certaines sont entretenues régulièrement, d'autres forment des fourrés impénétrables et de nombreux arbres ne sont pas récoltés. Cela témoigne de la diversité des motivations des planteurs en Sella Limba aujourd'hui.

2.2.5 Les ateliers de transformation en saison sèche

En saison sèche les paysans se consacrent notamment à la production de farine de manioc (*gari*) et à l'extraction d'huile de palme, productions dont une part importante est commercialisée en ville.

À partir du mois de décembre et jusqu'en avril, les palmiers connaissent leur pic de production. Par ailleurs, c'est également la période durant laquelle il fait suffisamment sec pour transformer le manioc en farine. Il se trouve que c'est également une période de creux dans les calendriers agricoles durant lequel les paysans ont l'opportunité de se consacrer à ces tâches.

L'extraction de l'huile de palme

Les régimes utilisés dans l'extraction de l'huile de palme peuvent provenir soit des palmeraies plantées soit de la palmeraie sub-spontanée. Le rendement est environ deux fois supérieur pour les premiers (environ 0,6 contre 0,3 kg d'huile de palme par régime).

Le travail de collecte, de transport et d'égrappage (séparation des drupes des régimes) préalable à l'extraction elle-même est important. Ce sont le plus souvent les hommes qui se chargent de la récolte des régimes. C'est la même ceinture qui permet de monter aux arbres pour extraire le vin de palme et pour récolter les régimes. En haut de l'arbre, à l'aide d'une hache spéciale (*kubapi huyɛtɛ)*, plus fine que celle utilisée pour abattre les arbres, les paysans coupent d'abord les feuilles qui empêchent d'accéder aux régimes puis les régimes eux-mêmes. Les régimes sont transportés sur la tête jusqu'au lieu de la transformation. Dans le cas d'une palmeraie plantée, la transformation a souvent lieu dans la palmeraie même (figure 55).

L'égrappage, souvent réalisé par les femmes, se fait d'abord avec une hache encore plus petite, puis à la main. Ce travail, long et pénible, est réalisé au fur et à mesure que les hommes récoltent des régimes. Quand une quantité de drupes suffisante est amassée, on les met à bouillir dans une marmite en fonte de très grande taille, généralement louée pour l'occasion. Une demi-journée (ou une nuit) après, les fruits cuits sont écrasés dans un grand mortier. On ajoute de l'eau à la bouillie qui est remise à cuire. Peu à peu on filtre les fibres et les noix de palmistes pour finalement extraire l'huile qui remonte à la surface. Les femmes qui se lancent dans cette entreprise doivent se faire aider par au moins deux autres travailleuses rémunérées avec une part du produit (voir page 471)

Il existe un droit de « glanage » sur les sous-produits de cette transformation (les fibres et noix de palmistes) :

- avec les fibres on peut procéder à une seconde extraction pour obtenir ce que les limba appellent « l'huile du pauvre » (*huramonɛ*) ;
- une faible proportion des palmistes, autrefois objet d'un trafic important, est aujourd'hui concassée pour l'extraction de l'huile de palmiste.

Ces deux huiles sont considérées comme impropres à la consommation et essentiellement utilisées pour la confection de savon et de lessive. Ces activités de glanage et de transformation des sous-produits sont généralement conduites par de vieilles femmes aux maigres ressources et ne cultivant plus. En effet, le concassage des palmistes se fait toujours à la main, entre deux pierres. Passelègue (1927) cité dans (Delarue, 2007 : annexe 5) indique la faiblesse de la productivité du travail de cette activité (2 kg de palmiste par jour de travail).

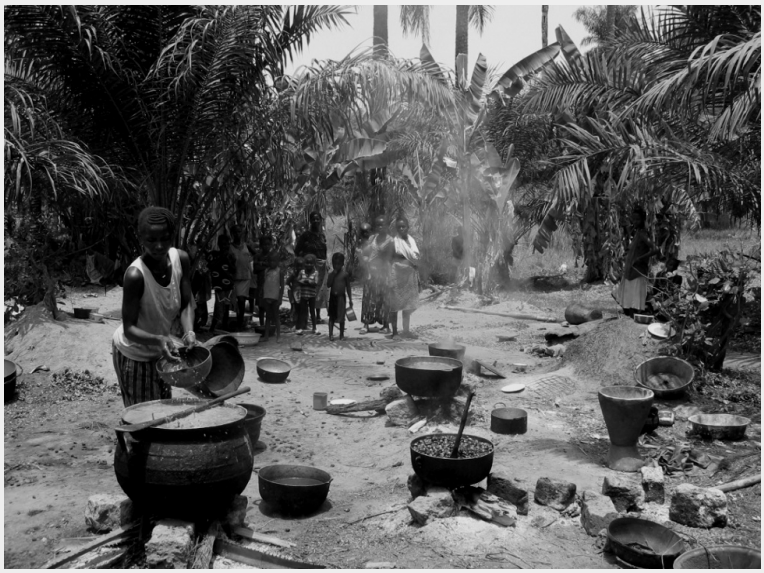


Fig. 54: La transformation de l'huile de palme dans une palmeraie
Photo : Damien du Portal

La transformation du manioc en farine (gari)

Pour être transformés en farine, les racines de manioc doivent être récoltés à au moins 15 mois (bouture en novembre de l'année n, récolte février de l'année n+2).

La transformation du *gari* a lieu durant les journées les plus chaudes de la saison sèche. À l'origine la préparation de farine de manioc n'était qu'une manière parmi d'autres de préparer le manioc. Les femmes grillaient du *gari* dans leur marmite en petites quantités. Dans les zones où la culture du manioc occupe de grandes surfaces, cette production a pris aujourd'hui de l'importance. Des outils spécifiques ont été conçus et c'est par sac de 65 kg que la farine est commercialisée.

Immédiatement après la récolte, tôt le matin, les racines sont pelés, lavés et râpés. Cette dernière opération, réalisée à l'aide de grosses râpes en tôle posées entre les jambes des travailleurs, est la plus lourde. Des entrepreneurs ambulants proposent le service de râpes à moteur. Le produit de cette première opération est mis à sécher pendant au moins une demi-journée. Il faut que le temps soit très sec pour que la bouillie sèche rapidement et ne se gâte pas. En fin d'après-midi, nettoyé des plus grosses impuretés, le manioc est mis à griller. De grandes poêles rectangulaires, fabriquées à l'aide de bidons de récupération, sont utilisés à cet effet aujourd'hui. À l'aide de râteaux, il faut remuer en permanence sur le feu la farine (figure 58). Tout ce matériel est emprunté à son propriétaire contre une part du produit. Enfin, la farine est remise à sécher une dernière fois le lendemain.

Dans ces conditions, la production d'un sac de gari de 65 kg requiert 7 journées de travail. Il est nécessaire de travailler en équipe de 3 ou plus. Comme pour l'huile de palme, les travailleurs qui aident le propriétaire du manioc sont remerciés avec une part de produit. Les hommes comme les femmes participent à ce travail.

Fig. 55: Farine de manioc grillé sur une poêle en bidon de récupération
Photo : Tanguy Barré

Faiblesse de la productivité du travail des ateliers de transformation de saison sèche

Pour déterminer la productivité du travail de ces ateliers de transformation, il faut prendre en compte non seulement la valeur du produit fini (huile de palme, farine de manioc) mais également la valeur des produits transformés, qui représentent autant de richesses détruites au cours du processus (racines de manioc, régimes de la palmeraie).

- La production d'un sac de 65 kg de *gari*, d'une valeur de 78 000 Le, exige environ 186 kg de racines, d'une valeur sur le marché de 55 000 Le. Ainsi, la valeur ajoutée d'une telle transformation ne serait que de 23 000 Le et la productivité du travail de cet atelier se situe aux environs de 3 500 Le/JT (0,6 €).
- La production d'un container de 22,5 l d'huile de palme, d'une valeur de, 80 000 Le, requiert environ 75 régimes de la palmeraie sub-spontanée (ou 38 issus de variétés plantés). Vendus directement ces régimes représenteraient 52 000 Le environ. La valeur ajoutée de la transformation de l'huile de palme se serait donc que de 28 000 Le environ. La productivité du travail de cet atelier, en prenant en compte tous les travaux

préparatoires de récolte, d'entretien et/ou de transport et égrappage des régimes, se situe entre 3 et 5 000 Le/JT (entre 0,5 et 0,9 €), en fonction de l'origine des régimes utilisés (palmeraie plantée ou sub-spontanée).

La rémunération du travail de ces ateliers de transformation de saison sèche serait donc au moins 3 à 5 fois inférieure à celle des systèmes de culture pluviaux les moins performants. Cela soulève le problème du sous-équipement de cette paysannerie, même au regard d'autres régions africaines : Delarue (2007 : 324) décrit en Guinée Forestière une presse à cric, Martin (1993) des moulins manuels au Burundi. Nous reviendrons à la fin du chapitre (page 440) sur les marges de progression de productivité qui sont envisageables dans cette direction.

Pour comprendre pourquoi, dans les conditions actuelles, les paysans se lancent dans ces entreprises il faut considérer le coût d'opportunité de la force de travail à cette saison et celui des produits frais et périssables qui sont transformés :

- Ces activités ont lieu en saison sèche, après les récoltes, durant un creux calendaire. Pour tous ceux qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent quitter le village à cette période, la fabrication du gari et de l'huile de palme représente une opportunité de valoriser une force de travail dont le coût d'opportunité est faible, voire nul. Les jeunes hommes, eux, préfèrent se faire embaucher, même pour un salaire de misère, dans les sites d'orpaillage au lieu de se consacrer à ces activités.
- Le travail investi dans la production du manioc et la récolte des palmiers à huile serait théoriquement mieux valorisé si les racines de manioc et les régimes étaient vendus directement à leur valeur sur le marché sans transformation. Mais le prix sur le marché représente mal le coût d'opportunité de ces produits périssables. La possibilité de vendre des régimes de palmiers à huile se présente rarement et même si une proportion importante du manioc produit est vendue frais, les paysans ne trouvent pas preneur pour toute leur production. Dans les deux cas, il s'agit de produits très pondéreux et périssables qui trouvent difficilement acheteurs et leur transformation en produit stockable et commercialisable à plus longue échéance est nécessaire. Si l'on fait l'hypothèse que le coût d'opportunité des racines et des régimes est nul, la productivité du travail des ateliers de transformation est trois fois plus importante (voir dernières lignes des tableaux 13 et 14).

	Palmeraie plantée	**Palmeraie sub-spontanée** associée aux recrûs arborés denses
Productivité brute physique du sol	150 arbres / ha x 5 régimes / arbres x 0,6 kg d'huile / régime **≈ 400 kg d'huile / ha**	50 arbres / ha x 3 régimes / arbres x 0,3 kg d'huile / régime **≈ 40 kg d'huile par ha**
Entretien *(jours de travail / ha)*	40	-
Récolte et transport *(régimes / jour de travail)*	~ 50	~ 25
Égrappage	~ 38 *régimes / jour de travail*	
Transformation	~ 25 *régimes / jour de travail*	
Productivité brute physique du travail	**≈ 4 kg d'huile de palme par jour de travail**	**≈ 2,5 d'huile de palme par jour de travail**
Productivité nette du travail (milliers de leones / jour de travail)		
Hyp 1 : CO des régimes = prix du marché	**5** *(0,9 €)*	**3** *(0,5 €)*
Hyp2 : CO des régimes = 0	**15** *(2,7 €)*	**10** *(1,8 €)*

Tab. 13: Productivité du travail de la transformation des régimes des palmiers en huile de palme

Sources : Enquêtes

	Manioc frais → farine de manioc (gari)
Productivité brute physique du sol	4,8 t de maniocs frais / ha x 32 % (rendement de la transformation) **≈ 1500 kg de farine de manioc/ ha**
Productivité brute physique du travail Pelage, grattage, grillage …	**9 kg de farine / jour de travail**
Productivité nette du travail (milliers de leones / jour de travail)	
Hyp 1 : CO des racines = prix du marché	**3,5** *(0,6 €)*
Hyp2 : CO des racines = 0	**11** *(2,0 €)*

Tab. 14: Productivité du travail de la transformation du manioc frais en farine

Sources : Enquêtes

2.3 Les systèmes de culture inondée

Le développement des modes d'exploitation des terres inondées est une tendance historique majeure du développement agricole en Sella Limba (supra). La diversité des plantes cultivées en rotation ou en association est bien moindre que dans les systèmes pluviaux : la parcelle étant submergée, seul le riz peut être cultivé durant la saison des pluies.

Au chapitre 1, nous avons distingué les bas-fonds proprement dit (*kubo*) des cuvettes inondables (*lubu*) de l'ouest de la Sella Limba (*bolilands*). Dans les deux cas, le calendrier des opérations culturales est déterminé par la montée de la submersion de la parcelle et non directement par les précipitations. De ce fait le calendrier des cultures inondées est de manière générale légèrement décalé par rapport au calendrier des cultures pluviales.

2.3.1 Les systèmes de rizicultures inondées des bas fonds (SC4)

La submersion des bas-fonds est liée aux ruissellements des eaux de surface ainsi qu'à la remontée de la nappe phréatique superficielle (Lavigne Delville et Boucher, 1996 : 131). Le calendrier de chaque parcelle est donc spécifique, fonction, notamment, de sa position dans le réseau hydrographique : dans les bas-fonds encaissés en tête du réseau hydrographique la crue est plus précoce, plus longue mais moins violente que vers l'aval. La connaissance et l'expérience qu'ont les paysans de leur parcelles sont ici primordiales d'autant que les aménagements (digue, canaux de dérivation, casiers, …) ne permettent jamais un contrôle total de la lame d'eau.

Deux systèmes de rizicultures coexistent en Sella Limba. Ils se différencient essentiellement par le mode de préparation de la parcelle :

- la séquence d'opérations défriche – labour (SC4a) est adaptée à l'exploitation des bas fonds tourbeux et inondés une grande partie de l'année, typiques du nord et de l'est de la Sella Limba ;
- la séquence d'opérations billonnage – mise en boue (SC4b) est plus courante dans les bas-fonds plus sableux, moins riches en matière organique et secs une grande partie de l'année, qui représentent le type dominant dans le sud de la Sella Limba.

Si ces différences sont liées au milieu, les caractères morphologiques, pédologiques ou hydriques d'un bas-fond ne sont pas données une fois pour toutes. Elles sont également le résultat de processus de différenciation agro-écologique résultant de l'intensification progressive de l'exploitation des terres inondées (supra).

Rotations

Les rotations pratiquées dans les bas fonds varient beaucoup en fonction de chaque parcelle. Les paysans considèrent que certaines peuvent être cultivées en continue, les rendements se maintenant à un bon niveau. Elles sont généralement situées dans les bas-fonds les plus humides. D'autres parcelles sont considérées au contraire comme incultes, souvent trop ensablées et abandonnées à la friche de nombreuses années. Mais ces rotations dépendent également, pour chaque zone agro-écologique et pour chaque groupe domestique, de la disponibilité en terres inondées en général :

- à l'est de la Sella Limba, de larges surfaces restent disponibles et les paysans indiquent qu'idéalement après 3 ans de cultures consécutives il faut laisser la parcelle pendant 2 ou 3 années ;
- au sud de la Sella Limba, les périodes de recrû sont courtes (1 à 2 années) et peu fréquentes, les parcelles étant cultivées souvent 5 années de suite[104].

La culture du riz en contre saison n'est possible que dans les bas-fonds les plus humides. Mais cette pratique reste peu répandue néanmoins en Sella Limba : les parcelles assez humides en fin de saison sèche sont rares, les variétés à cycle court adaptées sont peu répandues et la pression des ravageurs est très fortes. La faiblesse des rendements et donc de la productivité du travail rend peu attrayante cette stratégie aujourd'hui.

Il en va de même pour les cultures maraîchères de contre saison à destination des marchés urbains (piment vendu frais, tomate, gombo, etc). Elles impliquent un arrosage quotidien à partir de puisards creusés dans le lit asséché du bas-fond. De ce fait, elles sont très exigeantes en travail et n'intéressent aujourd'hui que les individus dont le coût d'opportunité de la force de travail est très faible en saison sèche, des femmes âgées par exemple. Le développement de l'orpaillage, depuis 2009, a entraîné le déclin des cultures maraîchères de contre-saison qui n'intéressent plus les jeunes hommes.

[104] Les paysans indiquent même que ces bas-fonds sont cultivés « en permanence », information que semblent reprendre Best (1988) et Dries (1989) en décrivant les systèmes de riziculture inondée d'une région plus au sud de la Sella Limba. En fait, pour des raisons diverses nous avons observé que les paysans abandonnent tout ou partie de leur parcelles de manière irrégulière.

La culture du manioc ne demande au contraire aucun arrosage. Elle est très répandue, notamment dans la zone sud. En périphérie de la parcelle inondée, après la récolte du riz, des billons ou des buttes assez hautes sont construites et plantées avec des boutures de manioc en provenance des parcelles pluviales. Les variétés à cycle rapide (*munafa* par exemple) peuvent être récoltées à moins de 7 mois, avant que la lame d'eau ne remonte entraînant le pourrissement des racines restés en terre. Les rendements de cette culture sont plus faibles évidemment que pour le manioc de 15 ou 27 mois en terres pluviales, les racines ne sont pas assez grosses pour être transformées en farine, mais le coût d'opportunité du billonnage des parcelles de manioc de contre saison est doublement faible :

- cette opération a lieu pendant une période de relatif creux calendaire ;
- la surface billonnée pour la manioc entre novembre et février sera prête pour la mise en boue préalable au repiquage du riz en saison des pluies, les paysans n'auront en effet plus qu'à casser ces buttes pour repiquer le riz.

On peut caractériser chaque système de culture riziculture inondée par une rotation type :

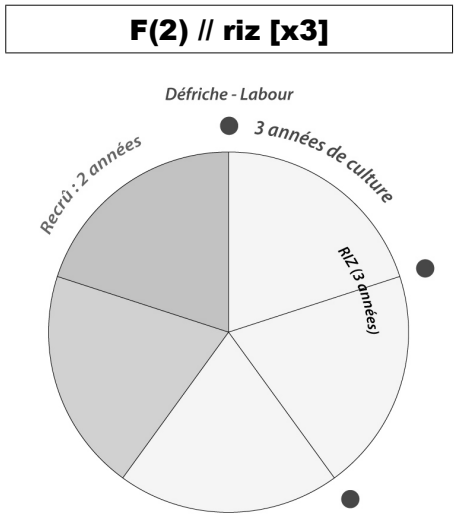


Fig. 56: Rotation des systèmes de riziculture inondée dans l'est de la Sella Limba
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

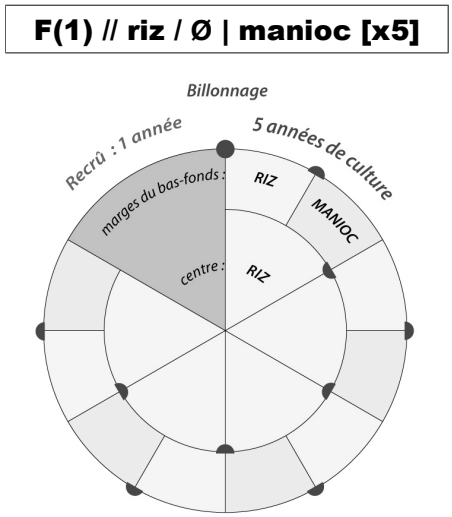


Fig. 57: Rotation des systèmes de riziculture inondée du sud de la Sella Limba
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Préparation de la parcelle : défriche – labour ou billonnage – mise en boue

La séquence défriche – labour est le mode de préparation des parcelles de bas fonds historique en Sella Limba. À l'aide de machettes longues et légères (*dambasaŋ*), le couvert herbacé spontané est défriché (*amahi*). Les herbes sont coupées à ras, la lame est même parfois légèrement enfoncée dans le sol. Si le bas fond est sec, les paysans procèdent à un brûlis de cette

biomasse une fois séchée. Si au contraire il est humide, il peut être nécessaire de nettoyer la parcelle et d'entasser une partie des herbes sur les côtés du bas-fond. Troisième possibilité, la plus courante : laisser pourrir à l'air libre la biomasse défrichée. Dans tous les cas, il s'agit ensuite, alors que la lame d'eau atteint le niveau des chevilles environ, de retourner des mottes à l'aide de d'une houe au manche court et au fer large (*kudaba*, voir page 174). Un geste spécifique (*agputu*) permet en même temps d'enfouir la biomasse aérienne (constituée par les herbes défrichées et pourries) et de préparer un lit de repiquage ou de semis convenable (figure 59).

Cette pratique s'est maintenue à l'est et au nord de la Sella Limba. Au sud, la mise en culture de plus en plus régulière des bas-fonds a incité les paysans à adopter la pratique du billonnage (chapitre 3, page 240). Dans ce cas, sans défricher le bas-fond au préalable, les paysans enfouissent, à l'aide de la grande *kusala*, le couvert végétal spontané dans les billons (*aŋata*). Billons et buttes sont de taille plus importante que ceux des terres pluviales (> 1 m de large et > 75 cm de haut). Pendant 15 à 45 jours, la biomasse est ainsi compostée dans des conditions anaérobies. Quand la lame d'eau se situe entre les chevilles et les genoux, les paysans ouvrent les billons (*atuŋu*) et étalent, à l'aide du même outil, la terre sur la surface de la parcelle avant de repiquer.

Dans les bas fonds les plus tourbeux, la pratique du labour permet peut-être d'aérer la couche superficielle du sol et de faciliter la minéralisation de la biomasse. Inversement, dans les bas fonds sableux et plus pauvres en matière organique, on peut faire l'hypothèse que construire des billons de compostage permet d'éviter les pertes de matière organique hors de la parcelle, débris macroscopiques végétaux ou agrégats des horizons superficiels plus riches, lors de la submersion de la parcelle.

Dans les deux cas, ces pratiques, exigeantes en travail, permettent aux paysans de cultiver les mêmes parcelles plusieurs années de suite sans faire face à un enherbement trop important. Tout le travail est concentré dans la préparation de la mise en culture avant ou pendant la submersion de la parcelle : un travailleur en une journée de travail peut billonner à la *kusala* environ 175 m² et labourer à la *kudaba* environ 250 m². Outre leur durée, ces opérations sont réputées parmi les plus éprouvantes (figure 60).

Si des travaux du sol plus profonds se sont imposés dans les terres inondées c'est également parce qu'ils permettent de réaliser une mise en boue plus soigneuse, c'est-à-dire un aplanissement de la parcelle et une meilleure répartition de l'humidité sur toute sa surface. Or l'humidité de la parcelle est une condition essentielle au succès de la riziculture de bas-fond :

la submersion reste le premier moyen de lutte contre les adventices. Dans certains bas-fonds, les paysans effectuent un second passage pour casser méticuleusement avec une petite houe les trop grosses mottes et aplanir le mieux possible la surface du champ.

Fig. 58: Labour d'un bas fond à la houe « kudaba »

Fig. 59: Construction des billons de compostage dans une parcelle de bas-fonds

Rappelons que c'est précisément grâce à l'adoption de ces houes aux fers plus larges (grande *kusala* et *kudaba*) que les paysans ont pu progressivement aménager les bas-fonds en les élargissant, les aplanissant et en les drainant (page 178). Ce travail se poursuit aujourd'hui dans de nombreux bas fonds : on observe souvent les paysans rejeter avec la houe de la terre depuis le bord de la parcelle.

Le choix entre la grande *kusala* et la *kudaba* repose sur plusieurs critères. La *kudaba*, outil plus court, et dont la partie distale de la lame avec le manche forme un angle plus fermé permet un travail plus minutieux, c'est-à-dire, ici, permet de mieux recouvrir la biomasse végétale. Plus les bas-fonds sont étroits et les parcelles dont disposent les paysans sont petites, et plus cet outil semble préféré. La grande *kusala*, plus longue et dont l'angle que forment le fer et le manche est plus ouvert, est plutôt adapté à un travail rapide ; donc aux parcelles de grande dimension. Mais ce choix n'est pas uniquement individuel. En effet, le travail est organisé en groupe (voir page 392) et, pour la bonne conduite des travaux, tous les travailleurs du groupe doivent être équipés de la même manière. Les paysans se plient donc aux règles du groupe auquel ils adhèrent en début de saison des pluies. Par ailleurs, ces outils représentent un coût monétaire non négligeable, environ 40 000 Le en 2011 (7,3 €). Les paysans à cours de trésorerie favorisent la grande *kusala*, plus polyvalente.

Un repiquage tardif

Dans les bas-fonds où l'inondation n'est pas trop rapide et la pression des adventices faible, le riz peut être semé pré-germé. Dans des feuilles de bananiers, les graines sont mélangées à de la terre humide et laissées pour 3 à 5 jours. Quand les premières radicelles apparaissent, les paysans les sèment à la volée (*apahi*) immédiatement après la mise en boue.

Mais aujourd'hui le repiquage est de très loin en Sella Limba le mode d'implantation du riz le plus courant. Les pépinières sont installées dans les villages, sur des terres fertilisées par les déjections des petits ruminants et des volailles, ou proche des bas fonds, sur des terres humides. Le riz reste en pépinière 30 à 60 jours. Si le riz est trop grand et que les brins risquent de verser dans la parcelle, les paysans n'hésitent pas à tailler les bottes de brins avant le repiquage (voir figure 64). Cela permet également de stimuler la croissance du riz dans la parcelle et le tallage. Les paysans, en s'aidant parfois d'un petit guide en fer monté sur un manche en bois, repiquent (*atumu*[105]) en tous sens 5 à 10 brins par poquets espacés de 20 à 30 cm. Un travailleur bien entraîné peut repiquer entre 500 et 600 m² en une journée de travail.

[105] On remarque que pour désigner le geste du repiquage les paysans ont repris le verbe « semer en poquet » *atumu*, utilisé d'abord, historiquement, pour les arachides, par opposition au semis en tous sens du riz, *apahi*.

Fig. 60: Préparation des brins de riz à repiquer
Les brins de riz sont assemblées en botte pour le transport jusqu'à la parcelle.

Les modalités techniques du repiquage dans les rizières paysannes s'opposent donc en de nombreux points aux préconisations techniques des promoteurs des « Systèmes de Riziculture Intensive » (SRI). D'après eux, le repiquage devrait être beaucoup plus précoce (10 à 15 jours), le nombre de brins par poquet plus faible (2 ou 3) et les poquets plus espacés (30 à 50 cm). Les rendements en riz (kg paddy par hectare) dans ces conditions seraient sans doute meilleures, mais c'est oublier que les paysans font face à des contraintes complexes.

Tout d'abord, les paysans ne contrôlent pas la lame d'eau dans les bas-fonds. S'ils essaient de s'adapter au calendrier hydrique de leurs parcelles, ils ne peuvent pas prendre le risque de semer des brins trop jeunes et trop petits qui pourraient être submergés. Les paysans ont adopté le repiquage d'abord pour lutter contre l'enherbement des parcelles. Un repiquage dense de plants âgés de taille importante répond aussi à cet objectif[106]. Par ailleurs, le repiquage permet également d'étaler les calendriers : c'est même une des raisons historiques de son adoption par les jeunes qui devaient travailler dans les parcelles de leurs aînés plus tôt durant la saison des pluies. Un repiquage tardif, même s'il est d'un point de vue strictement agronomique moins pertinent, répond également à cette contrainte : on observe parfois des paysans qui repiquent avec de l'eau au-dessus des genoux.

[106] Les promoteurs de l'*intensification* de la riziculture inondée oublient souvent de préciser qu'il s'agit le plus souvent d'une *intensification en travail* : le repiquage de brins jeunes est plus long, la succession d'assecs et d'une inondation mesurée implique le désherbage régulier de la parcelle. Pour faciliter ce dernier, le repiquage en ligne est préconisé, mais cette technique augmente encore le travail à fournir. On retrouve le même décalage entre les paquets techniques promus et les pratiques paysannes dans Cochet (1990).

Le tallage du riz dans la parcelle étant inversement proportionnel à l'âge auquel il est repiqué (Dobelmann, 1976), les paysans compensent le faible développement des talles en augmentant le nombre de brins par poquet et en réduisant l'espace entre les poquets. Ainsi la pratique du repiquage tardif fait des rizières sella limba de grandes consommatrices de semences : les paysans sèment en pépinière environ 100 kg de paddy pour 1 ha de bas-fonds.

Diversité des pratiques à l'échelle infra-parcellaire

La préparation et la mise en culture représentent dans ces systèmes de culture une lourde charge. En absence d'aménagement qui permettrait de contrôler la lame d'eau[107] et de créer des conditions de culture homogènes, les paysans sella limba essaient de s'adapter aux hétérogénéités des bas-fonds à l'échelle infra-parcellaire. À l'image des parcelles pluviales, une parcelle de bas-fond, même de taille réduite, n'est presque jamais cultivée de manière uniforme sur toute sa surface. Les paysans profitent notamment des différences entre le centre du bas fond, inondé plus tôt et plus longtemps, et sa périphérie, atteinte par la lame d'eau plus tardivement et pour une plus courte période (Lavigne Delville et Boucher, 1996 : 201).

Dans les bas-fonds encaissés de l'est de la Sella Limba, le travail commence au début de la saison des pluies au centre du bas fond, de part et d'autre du drain central. Pendant que la biomasse défrichée sèche ou pourrit et que le riz germe en pépinière, les paysans s'attaquent à la périphérie de la parcelle. Ils reviennent au mois de juillet effectuer le même jour le labour à la *kudaba* et le repiquage du riz de la première portion. Les périphéries du bas-fond sont souvent encore semées avec du riz pré-germé au mois d'août après le labour. Les paysans qui cultivent de grandes surfaces en bas-fond multiplient les pépinières et cultivent jusqu'à quatre ou cinq portions différentes. Les calendriers de mise en culture s'étalent alors de juin à septembre.

Dans les bas-fonds plus larges et plus sableux de la zone sud, les périphéries de la parcelle sont billonnées dès le début de la saison sèche pour la culture du manioc. La répartition de la lourde tâche du billonnage sur l'ensemble de l'année est importante pour répartir la charge de travail sur l'ensemble de l'année (figure 62).

Ce traitement différencié à l'échelle infra-parcellaire suppose de disposer des variétés adaptées à chaque situation. Généralement, les riz du centre de la parcelle sont des riz au cycle long (180 à plus de 200 jours) : ils sont souvent récoltés longtemps après la fin de la saison

[107] Mais dont les avantages à long terme ne sont pas toujours certains (Delarue, 2007 ; Lavigne Delville et Boucher, 1996).

des pluies. En périphérie, les paysans cultivent des variétés à cycle plus court (100 à 120 jours), souvent polyvalentes – c'est-à-dire se développant aussi bien sur des terres pluviales qu'inondées.

L'étalement des opérations de préparation des parcelles et d'implantation des cultures permet également de répartir les travaux de récolte dans le temps. Ils sont réalisés dans les bas-fonds aussi bien par les hommes que par les femmes. Le riz est stocké ensuite sur le côté des parcelles et battu parfois immédiatement, parfois longtemps après la récolte en fonction des besoins domestiques.

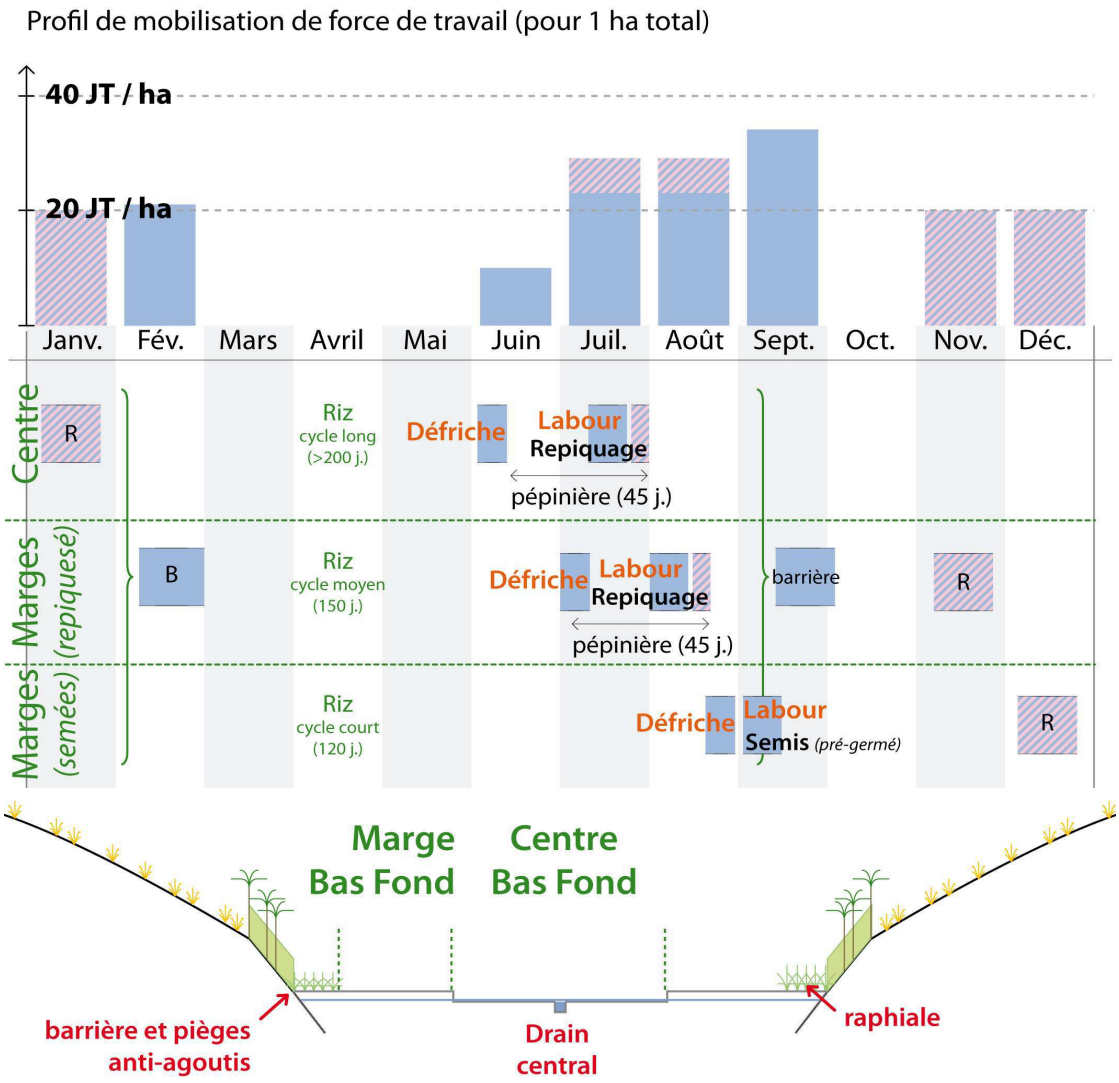


Fig. 61: Itinéraire technique du système de riziculture inondée « défriche-labour » (SC4a)
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes

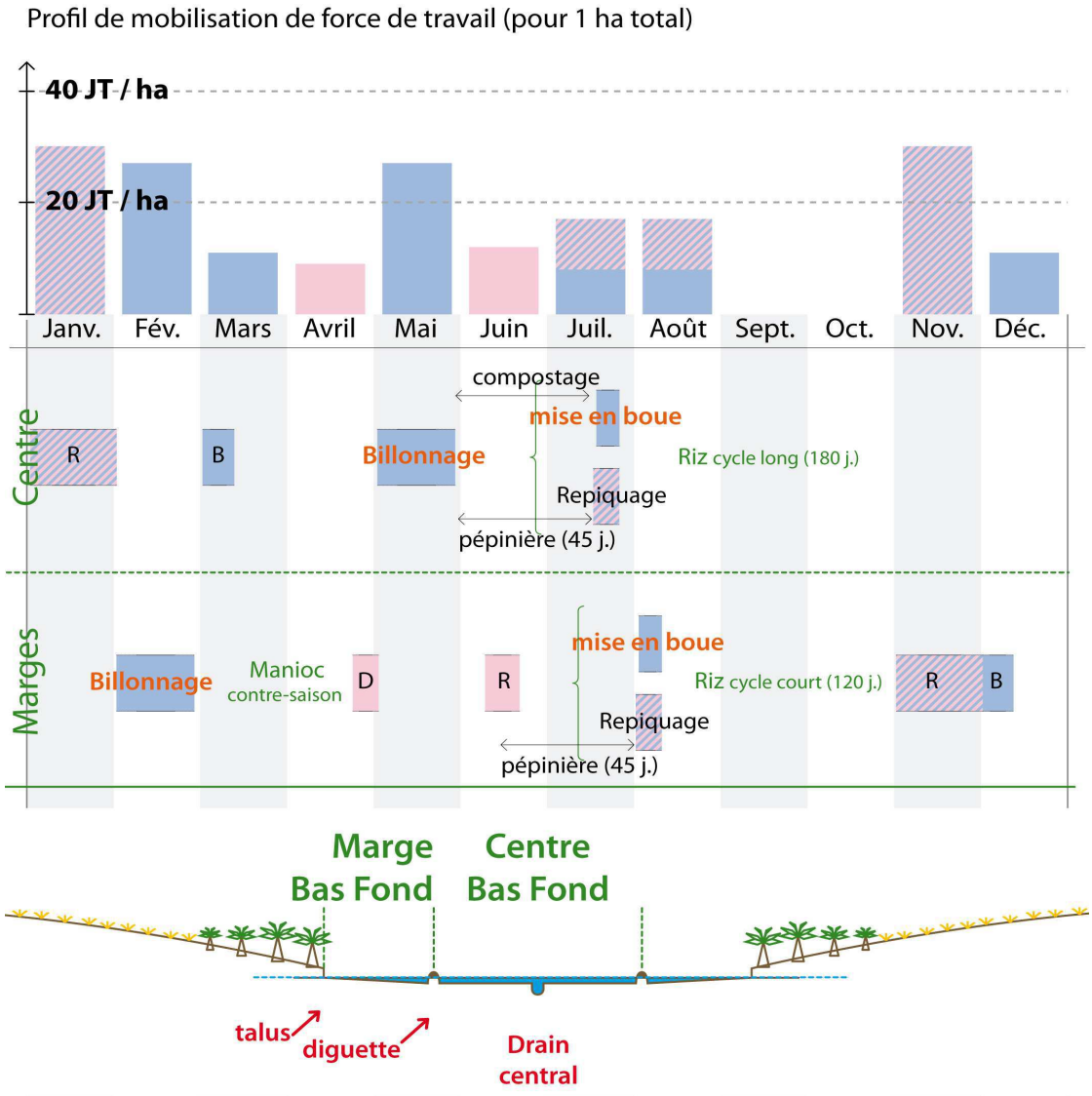


Fig. 62: Itinéraire technique du système de riziculture inondée « billon de compostage » (SC4b)

Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes

Productivité systèmes de riziculture inondée de bas-fonds

Les productivités journalières du travail des deux systèmes de riziculture inondée présentés sont très proches (tableau 15). Les deux séquences, « défriche – labour » et « billonnage – mise en boue », correspondent à la même durée de travail (environ 70 JT/ha). L'absence de culture de contre-saison dans les bas-fonds encaissés et tourbeux est compensée par la possibilité de semer le riz pré-germé sur une portion du bas-fond, allégeant d'autant la charge de travail.

Dans les deux cas la récolte et le battage du riz monopolisent la plus grosse part des journées de travail à l'échelle du système de culture. Dans les deux cas également, la préparation des parcelles de riz inondé est essentiellement une affaire d'homme. Mais cela n'empêche pas les femmes de disposer de telles parcelles : elles doivent alors trouver des hommes, souvent des jeunes hommes, pour le billonnage ou le labour de leurs parcelles.

Le profil (en jour de travail total par mois) du calendrier des bas fonds billonnés est mieux équilibré sur l'ensemble de l'année. C'est l'avantage de la pratique du billonnage en contre saison pour la culture du manioc. Au contraire, les opérations de défriche et de labour des bas fonds tourbeux de l'est doivent être effectuées pour l'ensemble de la parcelle entre fin mai et fin septembre.

On peut également, plus facilement que pour les systèmes qui combinent un grand nombre de cultures, calculer la productivité journalière *physique* du travail, c'est-à-dire la quantité de grain produit par jour de travail. Dans les deux situations présentées, et sans prendre en compte les semences, on se situe autour 7,5 kg de paddy par jour de travail[108].

[108] Remarquons que Delarue (2007) aboutit, dans une région comparable – la Guinée Forestière – et avec la même méthode de calcul, à des résultats très proches (7,7 kg paddy par jour de travail). Nous pensons que pour l'évaluation des techniques paysannes ou des innovations promues par les projets, la productivité journalière physique, facilement comparable indépendamment des conditions socio-économiques dans lesquelles sont placées les producteurs, devraient être une donnée technique de base au même titre que les rendements physique, qui pris pour eux-mêmes n'indiquent rien.

Défriche-labour (SC4a)

	Production (kg)	VAB (PB-CI) millier de leones	**Productivité du sol (milliers de Le / ha)**	Jours de travail (JT)	**Productivité journalière du travail (milliers de Le / JT)**
Centre du bas-fond (0,33 ha)			**3144** *(572 €)*	182	**17** *(3,1 €)*
Riz (cy. Long, repiqué en juillet)	446 (paddy)	1030			
Périphéries du bas-fond (0,66 ha)					
Riz (cy. Moy. Repiqué en août)	446 paddy)	1030			
Riz (cy. court, semé pré-germé)	446 (paddy)	1083			
2 années de recrû / 3 années de culture					
TOTAL (recrû compris)			**1886** *(343 €)*		

Billons de compostage (SC4b)

	Production (kg)	VAB (PB-CI) millier de leones	**Productivité du sol (milliers de Le / ha)**	Jours de travail (JT)	**Productivité journalière du travail (milliers de Le / JT)**
Centre du bas-fond (0,5 ha)			**3399** *(618 €)*	186	**18** *(3,3 €)*
Riz (cy. long)	669 (paddy)	1546			
Périphéries du bas-fond (0,5 ha)					
Riz (cy. court)	669 (paddy)	1546			
Manioc (contre-saison)	1200 (frais)	307			
1 année de recrû / 5 années de culture					
TOTAL (recrû compris)			**2879** *(523 €)*		

Tab. 15: Performances économiques du SC4a et du SC4b[109]

Sources : Enquêtes

[109] Nous n'avons pas recueilli suffisamment de données sur les rendements pour quantifier la différence de rendements entre les bas-fonds de la zone sud et ceux de la zone Est (voir annexe 2). Cependant l'observation des parcelles de riz nous incite à penser que les rendements sont meilleurs dans les bas-fonds de la zone Est. La productivité du travail du système de culture « 4a » se rapproche donc probablement de celle des systèmes d'abattis-brûlis (SC1).

2.3.2 Les systèmes de cultures des cuvettes inondables des marges Ouest de la Sella Limba (SC5)

Nous avons décrit au chapitre 1 les principales caractéristiques des cuvettes inondées :

- le débordement des cours d'eau en saison des pluies provoque une crue rapide et plusieurs pics de crue se succèdent durant la même saison ;
- des graminées spécifiques dominent la végétation et, comme les savanes mais plus tardivement, les cuvettes sont traversées par le feu en saison sèche ;
- elles sont exploitées par les paysans grâce à la pratique du billonnage.

Typiques de la zone agro-écologique de l'ouest de la Sella Limba, ces cuvettes, nous le verrons, sont au cœur du système de production de cette zone.

Rotation

Comme pour les bas-fonds, les rotations pratiquées par les paysans dépendent de la microtopographie à l'échelle infra-parcellaire :

- Vers le fond de la cuvette, l'inondation est précoce (juillet – août) et l'eau se retire tardivement (novembre – décembre). Les paysans assurent qu'il est possible de cultiver ces terres en continu. Cependant, le caractère violent de la submersion et la profondeur de la lame d'eau rendent l'exploitation du fond des cuvettes contraignante d'un point de vue calendaire.
- Quand on s'éloigne du fond de la cuvette, l'inondation de la parcelle est plus tardive (août) et moins longue (l'eau se retire vers octobre – novembre). La submersion n'est pas continue : plusieurs crues et assecs successifs se succèdent. Ces terres sont cultivées 2 à 3 années de suite puis abandonnées au recrû spontané pour 2 à 3 années.
- Les paysans exploitent enfin des terres à la limite des zones inondées , donc très humides pendant la saison des pluies sans jamais être submergées. Ici 2 années de culture alternent avec 4 années de recrû spontané. Les rotations sont donc similaires à celles des savanes des femmes (SC3 voir page 330), à une différence de taille près : arachide et fonio ne sont jamais cultivés si près de la cuvette inondée.

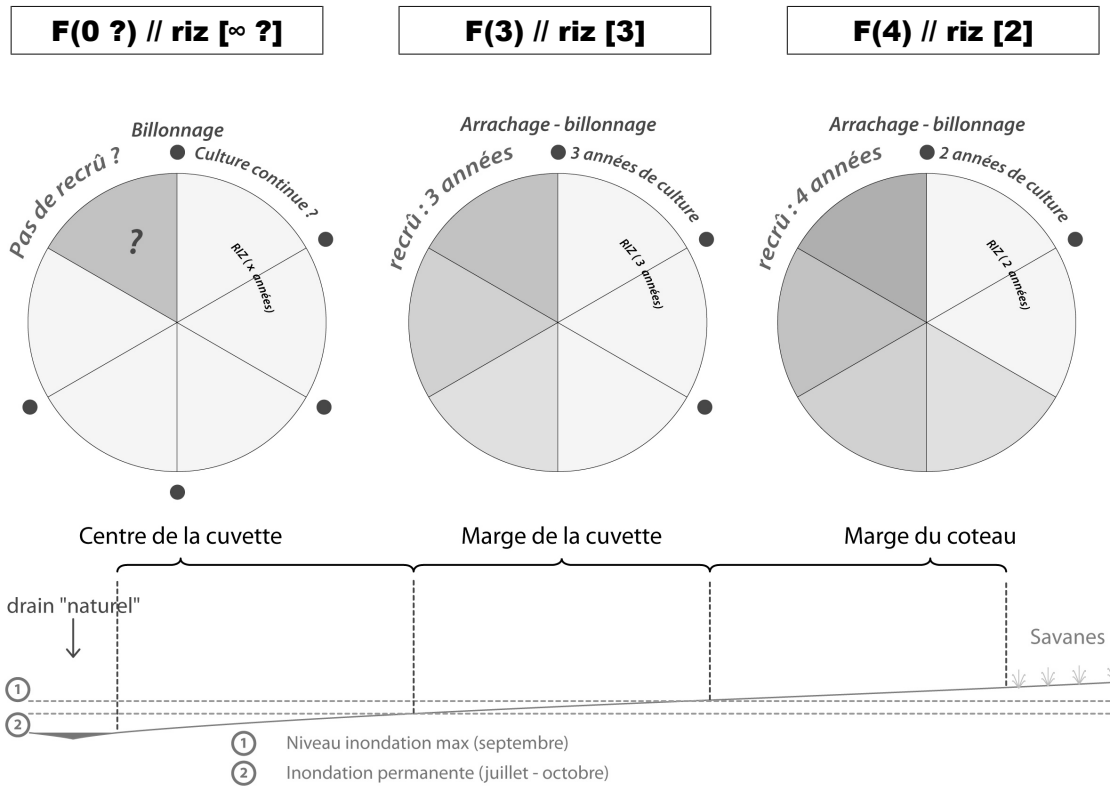


Fig. 63: Rotations du système de riziculture inondée des cuvettes inondées (SC5)
Réalisation : Augustin Palliere. Source : enquêtes

Ces trois rotations correspondent à trois situations types : entre les terres du fond de la cuvette et celles de sa périphérie toutes les situations intermédiaires se déclinent en fonction de la micro-topographie de la parcelle. Plus l'inondation est précoce et longue, moins il apparaît nécessaire de recourir à une période de recrû spontané pour assurer la reproduction de fertilité à l'échelle de la parcelle. Cette tendance, générale aux terres inondées exploitées, doit être mise en relation avec la gestion de la pression des adventices : la submersion est le moyen le plus efficace et le moins lourd en travail pour contenir cette pression. Par ailleurs, la crue contribue à la fertilisation de la parcelle submergée. Ainsi, elle rend inutile le recours à une période de recrû spontané, ou irrégulièrement seulement.

Mais, moins encore que dans les bas-fonds, la crue dans les cuvettes n'est contrôlée. Aussi, cette inondation précoce et violente génère des contraintes lourdes de calendrier et un aléa important auxquelles les paysans doivent s'adapter.

Itinéraire technique : du centre de la cuvette vers sa périphérie

Si un paysan entreprend de cultiver une parcelle restée non exploitée depuis plusieurs saison des pluies, il doit arracher la végétation de graminées qui s'est développée, dominée par *tenku*, terme général pour l'association *Anadelphia leptocoma et Rhytachme rottobeoliodes*

(Stobbs, 1963). Ce travail n'est nécessaire qu'en première année[110]. Comme nous l'avions souligné dans le cas des savanes pluviales, ce travail d'arrachage est lourd (entre 20 et 30 JT/ha), mais ne constitue pas une opération limitante. De plus, les paysans progressent peu à peu, chaque année arrachant une nouvelle portion et en abandonnant une autre au recrû spontané.

Le mode de préparation de la parcelle des cuvettes est, comme pour les bas-fonds du sud de la Sella Limba (SC4b) la séquence billonnage – compostage de la matière organique – mise en boue.

Ce travail commence au fond de la cuvette. Le billonnage de la parcelle ne peut commencer, dans les sols durs des *bolilands*, qu'en juin. Il faut compter 45 jours entre le billonnage et la mise en boue suivie du repiquage qui doit être terminé avant l'arrivée de la crue. Ainsi la fenêtre calendaire pour ces opérations est très serrée : les paysans ont 2 à 3 semaines pour billonner les portions qui seront submergées en premier. Les riz repiqués ici sont des variétés à cycle long dit flottants : les entre-nœuds peuvent croître pour suivre le niveau de la lame d'eau.

Pendant que les herbes pourrissent dans les billons au fond de la cuvette, les paysans s'attaquent à la partie périphérique de leur parcelle. En effet, le riz doit être implanté rapidement pour qu'il puisse achever son cycle à temps. Les variétés utilisés ici sont à cycle court, éventuellement associés à d'autres plantes à cycle court (sésame entre autres). Enfin, toujours dans le même laps de temps, les paysans reviennent vers le fond de la parcelle pour billonner la partie intermédiaire.

Une fois les opérations de billonnage terminées, il faut reprendre dans le même ordre les différentes portions pour procéder à la mise en boue. Nous sommes déjà fin-juillet il ne sera bientôt plus possible d'implanter de nouveau du riz. Ainsi, la surface que les paysans cultivent dépend de la surface qu'ils sont capables de billonner durant une fenêtre calendaire relativement étroite (environ 45 jours entre début juin et mi-juillet).

Pour l'implantation proprement dite du riz, les paysans adaptent leurs pratiques aux contraintes et aux opportunités des différentes portions de la parcelle :

- là où l'inondation est précoce et la crue violente, les paysans repiquent le riz immédiatement après la mise en boue ;

[110] Nous avons, sur le calendrier du système de culture figure 65, représenté la situation en première année, quand les paysans doivent ouvrir la parcelle. Pour les calculs du tableau 16, nous avons « amorti » ce travail sur 2 ou 3 ans en fonction de la portion considérée.

- dans les périphéries de la cuvette, ils ont en général le temps de semer le riz pré-germé immédiatement après la mise en boue ;
- enfin, sur la partie non inondée des cuvettes, où les paysans craignent la pression des adventices, ils effectuent un semis-grattage (page 307) quelques jours après la mise en boue.

La mise en boue – semis exige moins de travail. Mais, revers de la médaille, dans ces portions imparfaitement immergées il est souvent nécessaire de désherber une voire deux fois en fonction de la durée de la crue.

La récolte s'étale entre novembre et janvier et a lieu exactement comme dans les bas-fonds du reste de la Sella Limba. Le riz, une fois battu est toujours stocké au village car certaines années les cuvettes sont parcourues par les éleveurs peuls.

Fig. 64: Parcelle dans une cuvette inondée
On distingue au centre et au premier plan le fond de la cuvette avec le riz en milieu de cycle, sur le côté droit le riz inondé en fin de cycle. On devine, enfin, au fond et sur la gauche, la dernière portion de parcelle, le riz jamais inondé en fin de cycle à la périphérie de la cuvette. La limite des terres toujours exondées est, de part et d'autre, marquée par la ligne des arbres. Le cliché a été pris début novembre 2011 et la parcelle était presque complètement à sec.

Des pratiques « expéditives »

Les pratiques des paysans dans les cuvettes de l'ouest ne diffèrent pas fondamentalement de celles qui permettent l'exploitation des bas-fonds du sud de la Sella Limba. On retrouve le billonnage (*aŋata*), la mise en boue (*atuŋu*) et éventuellement le repiquage du riz (*atumu*). Mais le travail dans les bolilands semble quelque peu « expéditif » :

- Dans les bas-fonds les travailleurs empilent trois ou quatre couches de terre pour parfaitement enfouir la biomasse lors du billonnage ; dans les cuvettes, ils rabattent simplement la terre d'un côté et de l'autre. Les billons sont beaucoup plus petits (20 à 30 cm) et le compostage de la matière organique n'est sûrement pas aussi complet. Mais l'opération remplit son rôle et ils peuvent aller beaucoup plus vite dans la parcelle : quand, en une journée, un travailleur billonne environ 200 m² dans un bas-fond, il en achève le double dans une cuvette de l'ouest de la Sella Limba.
- Le repiquage également va beaucoup plus vite que dans les bas-fonds. Les poquets ont entre 2 et 5 brins et sont espacés d'au moins 30 cm. Mais surtout, les paysans enfoncent à peine les brins. Ils se contentent parfois de les poser dans la boue. Cette pratique est jugée préjudiciable à la croissance du riz dans les bas-fonds du reste de la Sella Limba. Dans les bolilands, au contraire, les paysans assurent que la plupart des brins s'enracinent et se redressent très rapidement. Non seulement les travailleurs avancent sûrement plus rapidement dans les parcelles[111], mais en plus cette pratique rend les cuvettes moins consommatrices en semences que les bas-fonds. Pour 1 ha repiqué en cuvette, les paysans sèment en pépinières en moyenne 52 kg de paddy contre 106 pour les bas-fonds. De plus nous avons vu que le repiquage ne concerne que les parties inondées le plus précocement. S'ils en ont l'opportunité, les paysans préfèrent semer à la volée les graines pré-germées.

Il est probable que ces pratiques « expéditives » se soldent par des rendements moins bons, encore que rien n'attestent *a priori* cela. Mais le soucis premier des paysans est de réussir à mettre en culture à temps la surface la plus grande possible. En effet contrairement à ceux de la zone sud, dans les bolilands les paysans peuvent accéder sans limite à la surface qu'ils souhaitent cultiver, des surfaces importantes restent inexploitées dans les cuvettes chaque année. Mais les fenêtres calendaires étant particulièrement étroites, en profitant de toute la diversité qu'offre ce milieu, un actif peut mettre en culture jusqu'à 1,7 ha (53 jours de travail pour toutes les opérations du billonnage au repiquage, voir figure 65). Le même actif, s'il travaillait avec « le même soin » que les paysans qui cultivent les bas-fonds du sud de la Sella Limba ne pourrait mettre en culture, qu'environ 1 ha.

[111] Nous ne sommes pas parvenus à mesurer de différences en termes de jours de travail par hectare

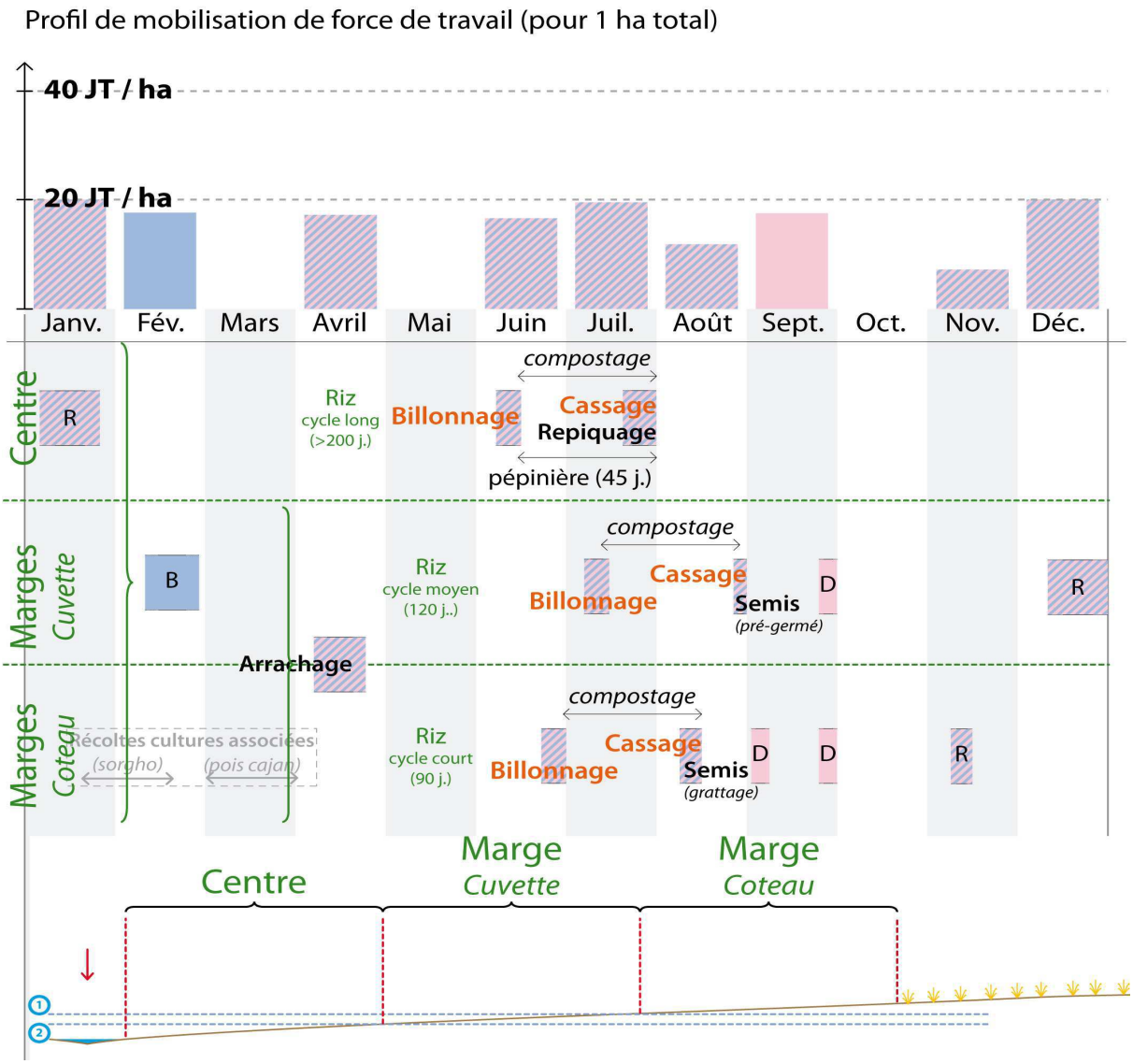


Fig. 65: Itinéraire technique de l'exploitation des cuvettes inondées (SC5)
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes

Performances économiques du SC5

	Production (kg)	VAB (PB-CI) millier de leones	**Productivité du sol (milliers de leones / ha)**		Jours de travail (JT)	**Productivité journalière du travail (milliers de leones / JT)**	
Centre de la cuvette (1/3 ha) *Riz inondé repiqué*				**2568** *(467 €)*			**19** *(3,5 €)*
Riz (cy. long)	446 (paddy)	1075	3226		46	23	
Périphérie de la cuvette (1/3 ha) *Riz inondé semé pré-germé*							
Riz (cy. court)	446 (paddy)	1083	3249		50	22	
Périphéries des terres pluviales (1/3 ha) *Riz pluvial associé*							
Riz	162	370	1228		41	15	
Sésame	20 *cups*	40					
Pas de recrû au centre, 3 ans de recrû / 3 ans ce culture en périphérie de la cuvette, 4 ans / 2 ans en périphérie des terres pluviales							
TOTAL (recrû compris)			**1284** *(233 €)*				

Tab. 16: Performances économiques du SC5

Sources : Enquêtes

La productivité du travail dans les parties basses de la cuvette est meilleure que dans sa périphérie. Mais nous avons vu les fenêtre calendaires pour la préparation et l'implantation du riz sont restreintes. Les terres périphériques sont moins propices à la culture du riz, soumises notamment à une plus forte pression des adventices, mais offrent l'opportunité aux paysans d'étendre les surfaces cultivées. Les proportions (1/3 par portion) indiquées dans le tableau 16 sont celles que nous avons utilisées pour les calculs et pour la représentation du calendrier du système de culture. En fonction de la morphologie des parcelles exploitées elles peuvent évidemment varier.

2.4 Comparaison des performances économiques des systèmes de culture

Les graphiques 6, 7 et 8 permettent de comparer les systèmes de culture que nous avons présentés, et leurs variantes éventuelles, selon trois grandeurs économiques : la productivité du sol, période de recrû exclue ; la productivité du sol, période de recrû incluse ; et la productivité journalière du travail.

2.4.1 Productivité du sol et typologie des systèmes de culture

De manière générale, si on prend en compte uniquement les parcelles cultivées, la productivité du sol[112] en Sella Limba se situe, en « année normale » entre 1,7 million et 3,5 millions Le/ha (entre 325 et 630 €/ha). Les disparités entre ces niveaux de VA/ha sont directement liées, pour des rapports de prix donnés[113], aux disparités entre les rendements des différentes cultures qui rentrent en association et en rotation dans les systèmes de culture considérés. Ainsi, ces données sont très dépendantes des hypothèses de rendement faites pour le calcul (hypothèses présentées en annexe 2)

Les écarts entre « année normale » et année exceptionnellement bonne ou mauvaise pour un système de culture donné sont plus importants qu'entre systèmes de culture. Si les rendements sont très bons, un hectare de riz inondé cultivé en bas fond (SC4) permet, par exemple, de dégager une valeur ajoutée brute par hectare trois fois supérieure qu'en savane herbeuse (SC2.). Mais si les rendements sont faibles, parce que le riz est resté submergé durant une trop longue période, parce que les aulacodes font des dégâts importants à quelques semaines de la récolte ou pour toutes autres raisons, la productivité du sol peut être inférieure à celle des parcelles des savanes herbeuses.

Cela traduit une caractéristique importante de l'agriculture en Sella Limba : la grande variabilité des rendements et le risque inhérent que représente l'investissement en travail et en capital (semences) que les paysans réalisent. En réponse à cet aléa, les paysans adoptent des

[112] Rappelons que la productivité du sol est la VA ramenée à la surface (on peut écrire VA/ha). Il ne s'agit pas du rendement qui correspond à la production physique (souvent d'une seule des cultures associées) ramenée à la surface cultivée (voir encadré 5 page 297).

[113] La question des rapports de prix et de l'impact de leurs évolutions sur les résultats économiques sera traitée page 428.

stratégies à l'échelle de la parcelle comme les associations culturales, ou la multiplication des portions avec des calendriers différents. L'analyse des modes d'exploitation du milieu à l'échelle des systèmes de production (section 3 de ce chapitre) montrera que les paysans combinent toujours plusieurs systèmes de culture, non seulement pour étaler au mieux les calendriers de travail sur l'année, mais également pour atténuer le risque. Nous verrons enfin (au chapitre 5) que les groupes domestiques qui rassemblent le plus d'actifs sont mieux armés pour faire face à cet aléa.

En prenant en compte la période de recrû nécessaire à la reproduction de ces modes d'exploitation du milieu sur le long terme, deux grands types de systèmes de culture se dégagent (figure 66) :

- Les premiers reposent sur des périodes de recrû plutôt longues alternant avec un nombre de cycles de culture consécutifs réduit. C'est le cas typiquement du système d'abattis-brûlis (SC1) et de ses variantes pour lesquelles les parcelles cultivées durant une saison des pluies donnée ne représentent qu'environ 20 % de la surface totale mobilisée. On peut également considérer que le mode d'exploitation régulier de la « savane des femmes » (SC3a) rentre dans cette catégorie. Deux cycles de culture au plus se succèdent et les parcelles ne sont jamais exploitées de nouveau avant 4 années : les parcelles cultivées ne représentent donc qu'un tiers de la surface. La productivité du sol, période de recrû comprise, est donc faible pour ces systèmes de culture : autour de 700 000 Le/ha (130 €). Le développement de la végétation spontanée pendant la période de recrû permet la reproduction la fertilité (organique, minérale, physique et biologique). Une grosse part du travail total est mobilisée pour libérer la parcelle de l'emprise de cette végétation spontanée (arracher les graminées de la savane, abattre les arbres et arbustes du recrû arboré dense). Mais ces opérations ont lieu en saison sèche, bien avant le pic de travail de la saison des pluies, et de ce fait ne sont pas limitantes. Les travaux du sol en saison des pluies sont relativement superficiels.
- L'autre grande type correspond aux systèmes de culture pour lesquels les périodes de recrû sont courtes et le nombre de cycles de culture consécutifs nombreux. Il s'agit du système de culture de la savane herbeuse (SC2), de ses variantes et des systèmes de riziculture inondée (SC4). Ici, les surfaces effectivement cultivées une année donnée représentent 60 à 80 % de la surface totale mobilisée. La productivité du sol, même si on inclut ces surfaces non exploitées une année donnée, reste élevée : autour de 2 millions Le/ha (360 €). Les inter-cultures sont courts, le plus souvent quelques mois, parfois 1

ou 2 années et la végétation spontanée se développe peu. Il n'y a pas ou peu de travail en saison sèche pour en débarrasser la parcelle. Ici, pour faire face à la pression des adventices et pour maintenir les niveaux de fertilité organique et minérale, les paysans effectuent des travaux du sol profonds (billonnage, labour, …) qui se concentrent durant le pic de travail de la saison des pluies. Ce sont ces travaux qui limitent la surface qu'un actif peut mettre en culture.

- Le système de culture des cuvettes inondées (SC5) constitue une situation intermédiaire. En effet, le fond des cuvettes est cultivé potentiellement en continu tandis que les rotations pratiquées dans leurs périphéries correspondent plutôt à celles décrites pour les « savanes des femmes ». Les itinéraires techniques partagent des caractéristiques propres aux deux grands types présentés ci dessus : la nécessaire préparation des parcelles en saison sèche (arrachage des graminées) n'empêche pas la réalisation de travaux du sol assez profond (billonnage) en saison des pluies, même si ces derniers ne sont pas réalisés avec autant de soin qu'ailleurs.

Enfin, il faut analyser à part le cas de l'exploitation des savanes arborées (SC3b et SC3c) pour la culture du riz, du manioc et éventuellement du piment. Les longues (plus de quinze années) périodes de recrû qui précèdent la mise en culture de ces terres ne rentrent pas dans des rotations. Il s'agit d'un système de culture transitoire dont le résultat est son ouverture pour permettre, éventuellement, l'intégration de la parcelle dans des rotations plus régulières, notamment par les femmes pour la culture du fonio et de l'arachide (SC3).

Cette typologie générale des modes d'exploitation du milieu illustre la tendance générale à l'intensification. Historiquement, l'agriculture sella limba reposait sur l'abattis-brûlis. Nous avons vu que les dynamiques socio-économiques et agro-écologiques ont joué dans le même sens et, parce qu'ils permettent de dégager une plus grande valeur ajoutée rapportée à la surface mobilisée, que se sont développés des systèmes de culture du second type que l'on peut qualifier de plus intensifs.

2.4.2 Faiblesse et tendance historique à la baisse de la productivité journalière du travail

La productivité journalière du travail de tous les systèmes de culture se situe, en année normale, entre 14 000 Le et 23 000 Le (entre 2,5 et 4,2 €) par jour de travail (graphique 8). On peut comparer dans un premier temps les systèmes de culture puis comparer ces niveaux de productivité journalière aux sources alternatives de revenus potentiellement accessibles aux paysans de Sella Limba.

Intensification par le travail et baisse de la productivité journalière du travail (graphique 8)

Si l'on considère les écarts entre bonne et mauvaise année, les performances économiques des systèmes de culture sont assez homogènes. Les différences, pour chaque système, entre bonnes et mauvaises années sont plus importantes que les différences entre les systèmes. Nous avons déjà souligné que ce résultat illustrait l'importance de l'aléa dans l'agriculture paysanne.

En année normale le système de culture historique d'abattis-brûlis (SC1a) a une productivité du travail supérieure aux autres systèmes de culture, autour de 23 000 Le/JT. La productivité du travail baisse sensiblement si les paysans cultivent du piment en seconde année (SC1c) puisque l'on retrouve les lourdes opérations propres à cette culture exigeante (billonnage, repiquage, nombreux désherbages, récoltes, etc.). Le choix de cultiver du piment s'explique par la nécessité de produire une culture commerciale qui autorise un accès facile des producteurs à des liquidités avant (vente sur pied) et après la récolte.

Les systèmes de riziculture en bas-fond (SC4) et le système de culture des « savanes des femmes » (SC3) ont des niveaux de productivité journalière du travail proche, autour de 18 000 Le/JT. Enfin, les systèmes de culture de la savane herbeuse (SC2) qui repose sur le billonnage des parcelles arrivent derrière avec 14 à 16 000 Le/JT, en fonction du choix de la culture de première année (petit, gros piment ou tabac).

On verra que cette hiérarchie explique en grande partie les priorités qu'accordent les paysans à l'exploitation de telle ou telle facette en fonction de la position de leur village. Par exemple, les producteurs qui ont accès à des recrûs arborés, comme notamment au nord de la Sella Limba, privilégient toujours leur exploitation au détriment de la culture des bas-fond ou des savanes.

Ces résultats illustrent non seulement la situation actuelle, mais également les tendances générales des dynamiques agro-écologiques historiques :

- La mise en culture régulière des bas fonds, à partir des années 50, avait pour objectif, dans un contexte d'ouverture de la Sella Limba au marché national, d'augmenter la quantité de riz produite par actif dans le but de dégager un surplus commercialisable (voir supra). On peut dire que les paysans ont saisi cette opportunité au prix d'une d'une baisse de la productivité journalière de leur travail.
- Le recul des recrûs arborés, accéléré dans les années 80 avec la culture du tabac, a obligé les paysans à adopter de nouvelles pratiques qui correspondent aux systèmes de culture des savanes herbeuses. Cette évolution des pratiques s'est faite, très nettement cette fois, au détriment de la productivité journalière du travail.

Jouve (2006) parle d'« intensification par le travail » pour décrire cette tendance commune à de nombreuses agricultures à faible niveau de capital : « surcroît de travail investi par surface cultivée » accompagné d'une « diminution de la productivité du travail ». Tout en vérifiant cette analyse générale, l'analyse du système agraire sella limba montre l'importance de différencier productivité journalière (par jour de travail) et productivité globale (par actif total) (Cochet, 2011 : 122). L'analyse à l'échelle des systèmes de production montrera en effet comment, grâce au remplissage des calendriers agraires, la tendance historique à la baisse de la première ne s'est pas traduite par une baisse aussi forte de la seconde.

Ces résultats sont-ils conformes à la théorie de Boserup (1965) qui prévoit que la baisse de la productivité journalière du travail incite les paysans à l'intensification de leurs pratiques ? En apparence seulement. En effet, pour cet auteur, la baisse de la productivité du travail, induite par la pression démographique, constitue le moteur du changement en agriculture. Pourtant si les paysans sella limba ont adopté la riziculture inondée dans les années 50, ce n'était nullement pour s'adapter à une éventuelle baisse des rendements des cultures pluviales liée à un raccourcissement des durées de recrûs. Une catégorie précise d'individus, les cadets des groupes domestiques, ont cherché à profiter de nouvelles opportunités offertes non seulement par l'intégration de la région aux échanges marchands mais aussi par l'évolution rapide des rapports sociaux. Si dans les années 90-2000, les paysans du sud de la région étudiée ont adopté le système de culture très intensif en travail des savanes herbeuses ce n'est pas seulement à cause de l'augmentation de la densité de population. C'est aussi parce que l'arrachage des recrûs arborés, dans le contexte de l'intégration de la paysannerie dans la filière tabac, avait infléchi brutalement la trajectoire du milieu cultivé. Ainsi, si l'ensemble des dynamiques agro-écologiques et socio-économiques se traduisent effectivement par une tendance à la

baisse de la productivité journalière du travail, cela n'implique pas que cette tendance soit ici le résultat de la pression démographique exclusivement ni que cette croissance soit le moteur du changement agraire.

Productivité journalière et salaires journaliers

La première opportunité qui s'offre aux paysans aujourd'hui, s'ils renoncent au travail de la terre, est de se faire embaucher comme orpailleurs. Proche des villages, les patrons locaux paient 10 000 Le/jour pour creuser. Sur les sites plus éloignés, les patrons étrangers paient 15 000 Le mais il faut alors se loger et se nourrir et la vie coûte cher dans ces camps d'orpailleurs isolés.

La productivité journalière du travail agricole est légèrement supérieure aux salaires journaliers dans la plupart des cas étudiés. On vérifie donc l'hypothèse de Mazoyer et Roudart (1997 : 620) : comme dans de nombreux pays « en développement », les salaires des travailleurs non qualifiés semblent déterminés par le niveau de productivité de l'agriculture manuelle la moins bien équipée.

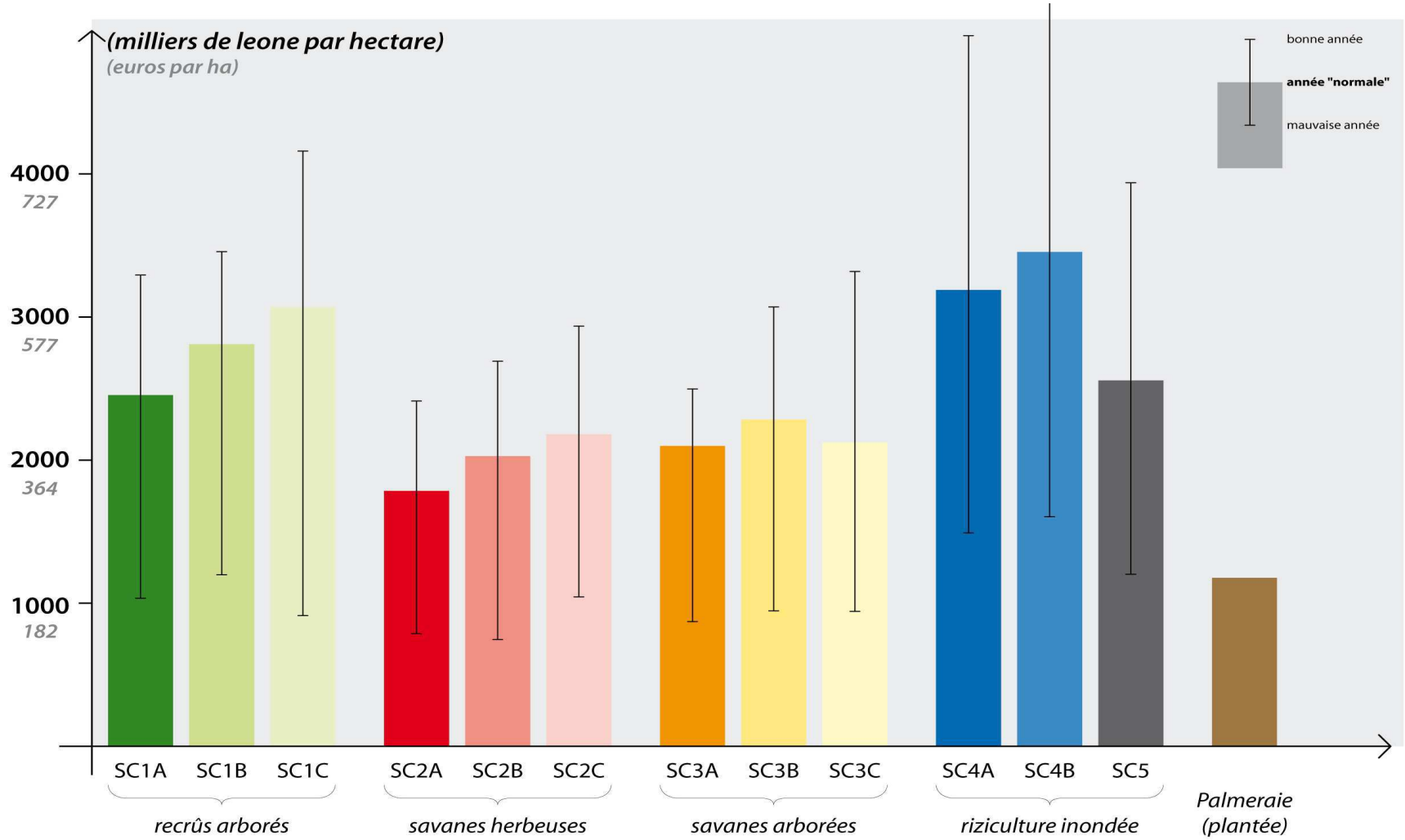
On verra que cette situation explique les stratégies des individus qui peuvent quitter le village, notamment durant les périodes de creux calendaires. Cependant la productivité journalière du travail agricole n'est comparable de manière immédiate à un salaire journalier :

- tandis que le salaire d'un orpailleur lui est payé chaque soir, et que rien n'engage ni le patron ni le travailleur, le paysan doit attendre la fin du cycle et la récolte des plantes cultivées pour jouir du produit de son travail ;
- tandis que pour travailler contre salaire dans les sites d'orpaillage, il suffit de disposer de sa propre force de travail, travailler la terre suppose d'avoir accès au foncier dans un finage et de disposer d'un minimum de capital circulant (semences et subsistance) et fixe (outils).

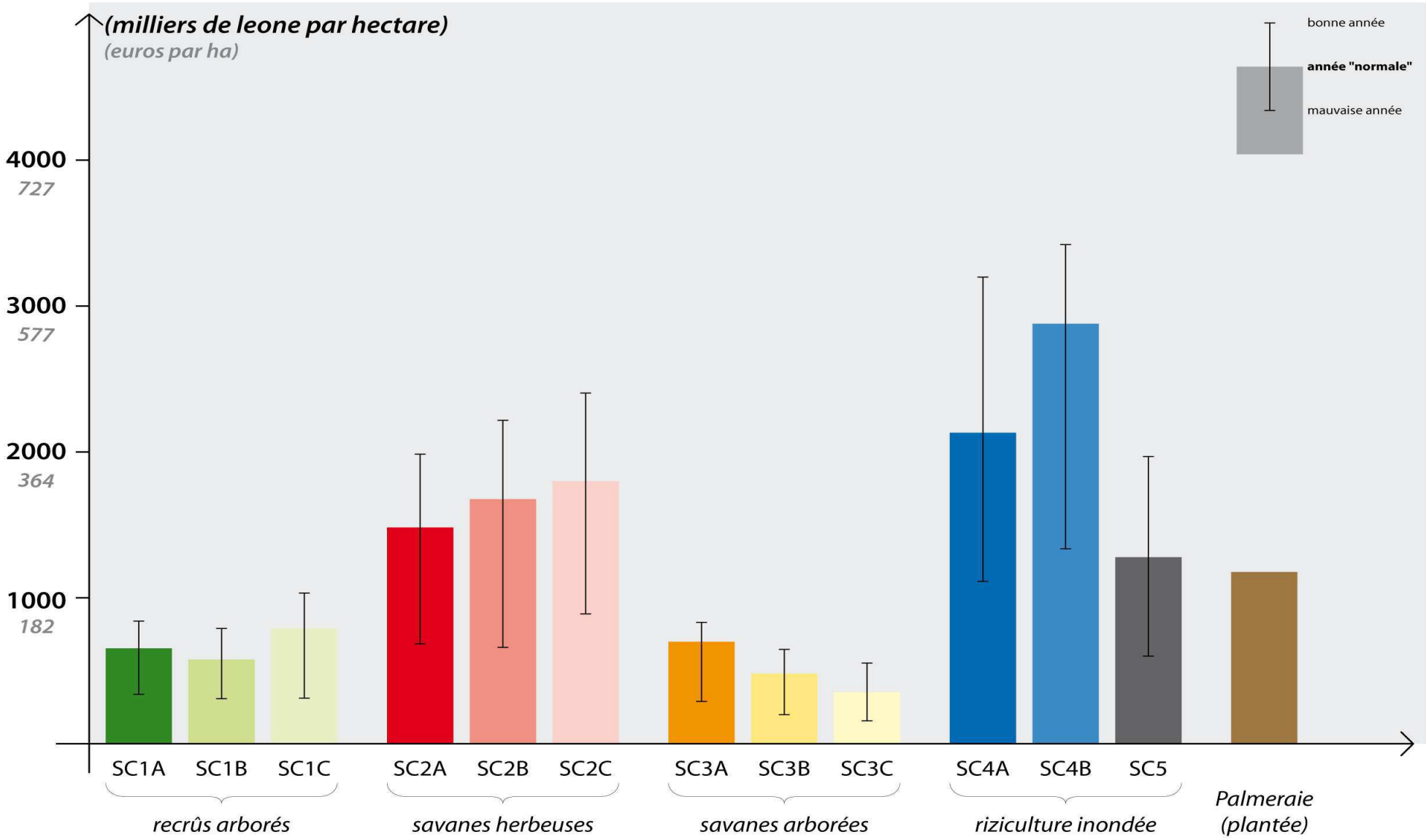
De l'investissement en travail consenti entre les premiers travaux de préparation de la parcelle et la récolte découle un aléa, une prise de risque, que ne prennent pas les orpailleurs salariés à la journée. S'il existe en Sierra-Leone une « jeunesse hyper-mobile » (« hyper-mobile youth », Chauveau et Richards, 2008a) (voir page 254), les paysans que nous avons rencontrés dans les villages ne font jamais le choix de d'abandonner complètement l'agriculture ou au contraire de se consacrer uniquement « au travaux des champs » (Maconachie et Binns, 2007). Nous verrons à la fin de la section suivante comment ils combinent concrètement en Sella Limba ces activités de nature différente dans le but de maximiser leurs revenus annuels totaux.

- Enfin, tandis que le salaire constitue précisément la part de la valeur ajoutée qui revient au travailleur, la valeur ajoutée brute dégagée par les différents systèmes de culture n'est pas intégralement disponible pour les producteurs directs.

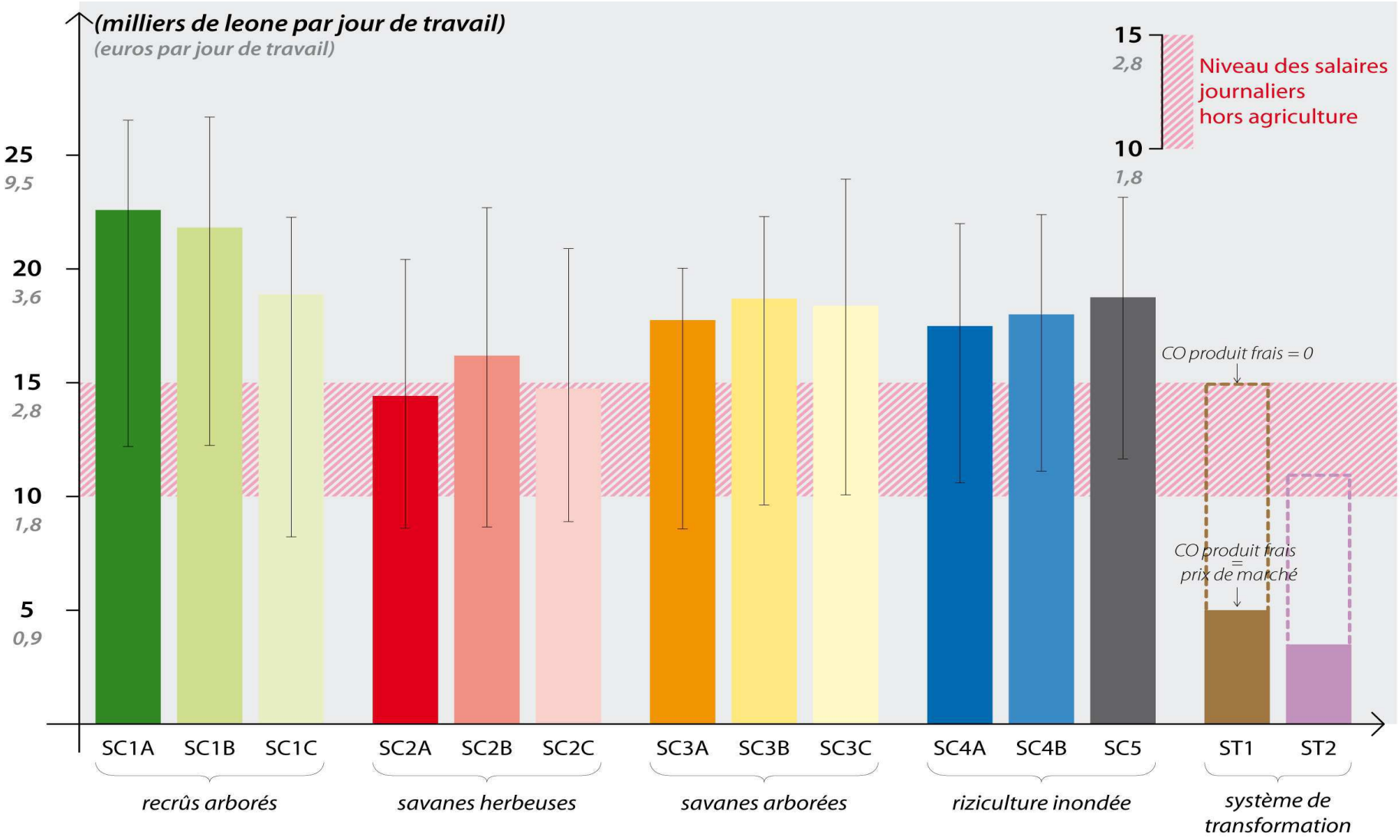
En fonction de son statut au sein du groupe domestique, un individu pourra jouir d'une plus ou moins grande part de la valeur ajoutée engendrée par les activités agricoles. Ainsi, les jeunes actifs sella limba maîtrisent mieux le salaire qu'ils obtiennent pour les jours travaillés dans les mines d'or ou de diamant que le produit de leur travail dans les champs de leurs aînés. Pour approcher au plus près le coût d'opportunité de ces différentes activités productives il faut donc se pencher sur les modalités de partage de la valeur ajoutée (chapitre 5).



Graphique 6 : Comparaison de la productivité du sol (période de recrû exclue) des différents systèmes de culture présentés
SC1 : système de culture d'abattis-brûlis des recrûs arborés denses. *(A) riz // arachide | fonio (variante décrite) (B) riz (1 seule année) (C) riz // gros piment (vendu frais)*
SC2 : système de culture des savanes herbeuses. *(A) piment (petit) en première année (B) piment (gros) en première année (C) tabac en première année*
SC3 : système de culture des savanes arborées. *(A) savane « des femmes » (arachide // fonio) (B) « ouverture » de la savane (C) riz // riz // manioc*
SC4 : système de riziculture inondée des bas-fonds. *(A) défriche – labour (B) billonnage – mise en boue. SC5 : système de riziculture des cuvettes inondées*
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes



Graphique 7 : Comparaison de la productivité du sol (période de recrû incluse) des différents systèmes de culture présentés
Voir les légendes graphique 6 (infra)
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes



Graphique 8 : Comparaison de la productivité journalière du travail des différentes systèmes de culture et de transformation présentés
Voir les légendes graphique 6 (infra)
ST : système de transformation *(ST1) : extraction de l'huile de palme (ST2) : transformation du manioc en farine (gari)*
La productivité du travail des ateliers de transformation dépend du coût d'opportunité des produits frais transformés (voir page 344)
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes

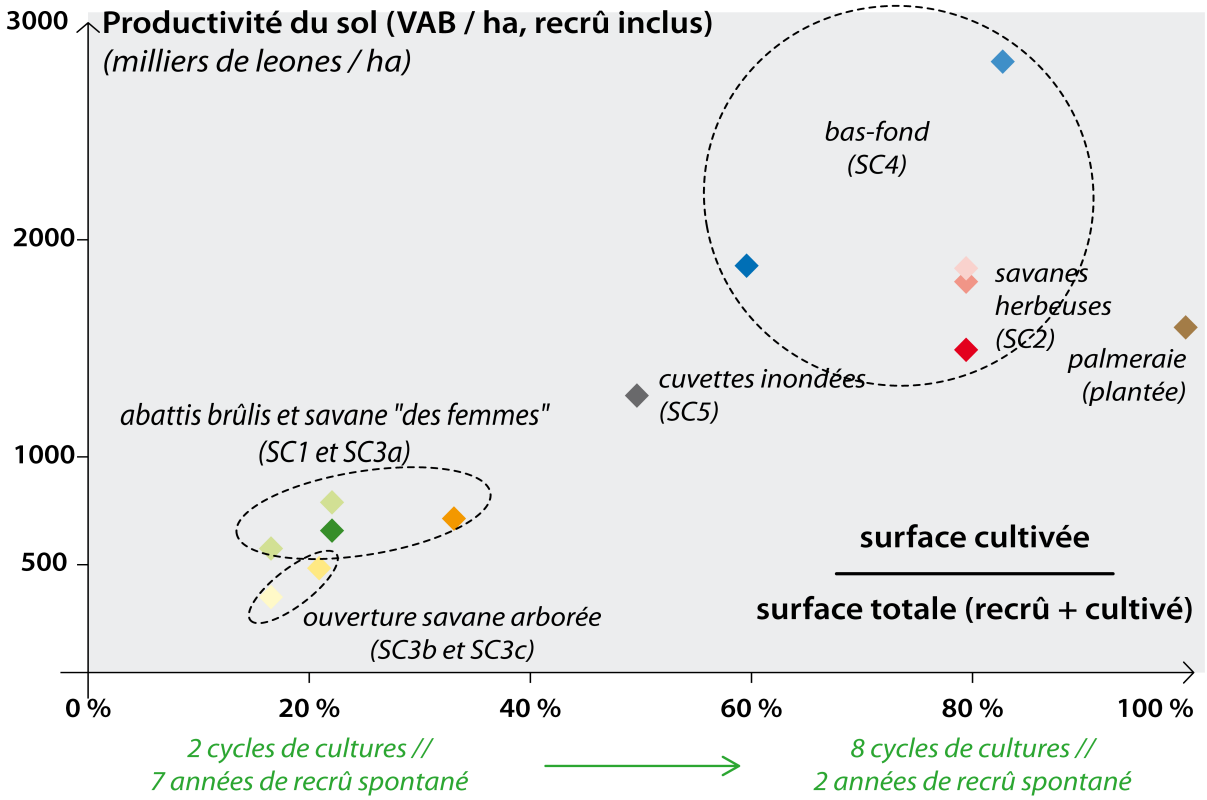


Fig. 66: Typologie des systèmes de culture caractérisés
Réalisation : Augustin Palliere. Données : Enquêtes

3 Les Modes d'exploitation du milieu : caractérisation technique et comparaison des performances économiques des systèmes de production

Il est nécessaire de caractériser les processus productifs à une échelle d'analyse supérieure à celle de la parcelle et du système de culture :

- en fonction de la zone agro-écologique où se situe le finage villageois, les paysans combinent, selon un nombre limité de possibilités, l'exploitation de différentes facettes agro-écologiques ;
- l'allocation des ressources disponibles, la combinaison de l'exploitation de différentes facettes et de différentes activités productives impliquent un arbitrage, notamment quant à l'emploi de la force de travail disponible.

Une analyse à l'échelle des unités de production, est donc nécessaire. À l'image de notre analyse des processus productifs à l'échelle des parcelles, nous proposons de caractériser un nombre fini de situations archétypiques en nous appuyant sur le concept de système de production. Avant de décrire comment les paysans tirent parti de la diversité du milieu cultivé dans les 4 zones agro-écologiques que nous avons défini et de proposer 4 archétypes de système de production, nous préciserons l'emploi que nous faisons de ce concept. En effet, plus encore qu'à l'échelle des parcelles, la définition du concept de système de production et l'identification de la réalité à laquelle il s'applique soulèvent des questions méthodologiques à expliciter.

3.1 La caractérisation des processus productifs à l'échelle des unités de production : définitions et méthodes

3.1.1 Processus technique et processus social de production

Dans notre présentation de l'économie des processus productifs, nous avons distingué la formation du produit et sa répartition (figure 39). Les deux résultant de processus à la fois technique et socio-économique. L'unité de production, comme lieu de la combinaison à la fois de différentes activités productives et des ressources disponibles, constitue le niveau où les processus techniques et socio-économiques se rencontrent. En Agriculture Comparée, la définition du concept de système de production permet de caractériser simultanément les deux :

> « […] *représentation modélisée » d'un type d'unité de production possédant « la même gamme de ressources (même gamme de superficie, même niveau d'équipement, même taille de l'équipe de travail), placées dans des conditions socio-économiques comparables et qui pratiquent une même combinaison de production, bref un ensemble d'exploitations pouvant être représenté par un même modèle »* (Cochet et al, 2007).

Ainsi, un système de production ne représente pas ici une unité de production particulière mais un ensemble d'unités de production. La modélisation à ce niveau doit permettre en effet de comparer le fonctionnement et les performances économiques entre des unités de production qui pratiquent des combinaisons de cultures différentes et/ou qui ont un accès inégal aux ressources productives.

L'analyse historique proposée au chapitre 3 a permis de dégager deux tendances générales de l'histoire des dynamiques agraires en Sella Limba : la diversification des modes d'exploitation du milieu et la marchandisation des rapports sociaux en général et des échanges de force de travail en particulier. Cette analyse débouche sur deux questions :

- y a-t-il aujourd'hui des disparités importantes dans les performances économiques des différents modes d'exploitation du milieu à l'échelle des zones agro-écologiques ;
- les différences d'accès aux ressources productives aujourd'hui entraînent-elles des disparités importantes dans les performances économiques des producteurs ?

Cette section traite de la première question, le chapitre suivant (chapitre 5) de la seconde. Mais, tout d'abord, il faut préciser ce que l'on entend, dans la situation qui nous intéresse, par « unité de production ». En effet, dans un contexte où le capital immobilisé dans les processus

productifs est resté à un niveau très faible, la définition des limites des unités de production repose sur les contributions en travail des individus productifs. Cette situation pose des problèmes méthodologiques, d'une part, pour la définition des unités de productions élémentaires pertinentes aujourd'hui (infra), d'autre part, pour analyser leur différenciation socio-économique (chapitre 5).

3.1.2 Des unités de production aux groupes domestiques actuels

Identification des unités de production et de consommation élémentaires

Au chapitre 2, nous avons décrit les anciens *kuru kuru* comme les groupes domestiques fonctionnels durant la première moitié du 20e siècle en Sella Limba. Au chapitre 3 nous avons cherché à expliquer l'éclatement de ces grands groupes domestiques, génération après génération, comme un résultat de la marchandisation des rapports sociaux. Que reste-t-il, aujourd'hui, de cette organisation sociale qui reposait sur la double circulation du produit et du travail entre les générations ? Quels sont les contours des unités de production élémentaires aujourd'hui en Sella Limba Quelles catégories économiques et sociales sont pertinentes pour analyser l'agriculture et la paysannerie sella limba actuelles ?

La question de l'identification de l'unité de production élémentaire se pose dans toutes les sociétés paysannes africaines et en général dans toutes les sociétés où rapports de parenté et rapports marchands sont encastrés (Chia et al, 2006; Colin et Losch, 1994; Gastellu, 1980). L'observateur extérieur à ces sociétés fait face à des comportements économiques en apparence contradictoires. Une forte solidarité entre voisins ou entre parents coexiste avec des rapports marchands, au sein même des cellules domestiques. Pourtant ni l'hypothèse d'un individualisme complet des rapports sociaux, ni celle d'un communautarisme idyllique ne sont satisfaisantes. Il est vain, en fait, de chercher un niveau d'organisation unique : l'organisation sociale de nombreuses paysanneries africaines est multidimensionnelle et plusieurs niveaux de décisions, dont les objectifs peuvent être contradictoires, coexistent (Ancey, 1975). En identifiant le niveau d'analyse pertinent pour comprendre la combinaison des ressources productives, et à condition d'expliciter les hypothèses qui sous-tendent cette identification, nous pourrons néanmoins caractériser des systèmes de production propres à chaque zone agro-écologique et évaluer une quantification de leur performance économique. Cela nous permettra, au chapitre suivant, de décrypter les mécanismes de la différenciation économique au sein de

la paysannerie sella limba. Cependant, nous ne perdrons pas de vue dans cette démarche qu'au sein des groupes domestiques ni l'allocation des ressources, ni le partage du produit n'est homogène. Nous devrons, à chaque fois que cela est nécessaire, analyser le fonctionnement interne des groupes domestiques et des disparités qui existent en leur sein.

Gastellu (1980) propose de distinguer les communautés de production, de consommation et d'accumulation, habituellement confondues dans les campagnes européennes au sein de l'exploitation agricole. En pratique, pour leur identification il propose de « rechercher le centre de décision principal », de « recueillir les dénominations vernaculaires » et d'« étudier les solidarités manifestés par les échanges privilégiés ».

Dans le souci de cette distinction, nous définissons, dans ce travail, les groupes domestiques (GD) contemporains comme l'ensemble des individus qui contribuent significativement à la culture d'(au moins) une parcelle commune placée sous la responsabilité du chef du groupe domestique, le plus souvent un homme, et qui jouissent d'une part significative du produit issu de cette parcelle, notamment via la consommation quotidienne des subsistances.

Les *kuru kuru* ne désignent plus aujourd'hui que des quartiers aux contours imprécis au sein des villages (figure 16). Le terme en limba sella qui aujourd'hui désignerait le mieux le groupe domestique serait la maison (*banka*). Au sens figuré, toutes les personnes qui appartiennent à une même *banka* ne partagent pas nécessairement le même toit, et inversement. Comme à l'époque des *kuru kuru* (page 113), le chef du groupe domestique est désigné comme l'aîné (*mayon ma*) ou le père (*handa*) et les membres du groupe domestique qui contribue au travail de ses parcelles sont ses gens (*biya ben*).

Les individus (productifs, pré-productifs ou post-productifs) qui partagent le produit agricole au quotidien durant toute l'année sont réunis dans des foyers de consommation. Le foyer de consommation est toujours sous l'autorité d'une femme responsable de la préparation du repas quotidien le soir. Les Sella Limba parlent pour désigner cette unité de la marmite (*somba*), qui, comme la maison, peut désigner au sens propre l'objet et au sens figuré la communauté des individus qui s'y rattachent.

Nous verrons que l'on observe des groupes domestiques à la structure et au fonctionnement très différents. Aux groupes domestiques simples, toujours de petite taille (< 4 individus productifs), ne correspond souvent qu'un foyer. Aux groupes complexes, toujours de plus grande taille (≥ 5 productifs) correspondent 2 ou 3 foyers de consommation. Dans tous les cas, les foyers de consommation, comme les individus, mêmes placés sous l'autorité du chef du groupe domestique, gardent une plus ou moins grande autonomie.

Le cadre analytique constitué par ces définitions s'est dégagé progressivement au cours des études de cas. Si rétrospectivement nous proposons une définition précise du terme groupe domestique et foyer de consommation, au cours de la recherche sur le terrain nous avons passé beaucoup de temps à chercher, souvent à tâtons, les unités de production pertinentes.

Une méthode d'enquête à l'échelle des groupes domestiques

La composition d'un groupe domestique n'est pas stable sur le long terme. Outre les naissances et les décès, des individus le quittent pour en rejoindre un autre, en former un nouveau ou encore pour quitter la région, temporairement ou définitivement. Par ailleurs, même si la composition d'un groupe est stable, d'une année sur l'autre, les contributions en travail des différents membres aux différentes parcelles peuvent varier.

La méthode élaborée prend en compte ces caractéristiques. Les enquêtes de groupes domestiques, pour être complètes, doivent nécessairement détailler la composition des groupes, dans les multiples relations qu'entretiennent les différents individus en leur sein. Ce travail passe par la collecte de trajectoires individuelles des membres du groupe. Il s'agit donc d'un dispositif d'enquêtes relativement lourd, exigeant plusieurs visites chez les paysans, espacées de plusieurs jours, semaines ou mois (voire dans certains cas années). La définition des contours, plus ou moins nets et toujours en mouvement, des groupes domestiques accompagne la collecte des données économiques qui se rapportent aux activités du groupe étudié.

Le premier jour, chaque enquête commence par un entretien avec celui qui se désigne, ou a été désigné, comme chef d'une *banka* (le plus souvent un homme). Ce premier entretien permet, à travers le récit de l'informateur, d'esquisser la trajectoire de cet individu et de son groupe : Quelle est son origine géographique ? Quelles sont les conditions de l'émergence du groupe en tant qu'unité de production autonome ? Comment s'est -il constitué (mariages, associations, naissances, adoptions, décès, départ, etc.) ? À l'issue de cette première enquête, il est déjà possible de faire une hypothèse quant aux contours du groupe domestique considéré.

Chaque actif recensé est ensuite interrogé, le plus souvent séparément, avec trois objectifs :

- Reconstituer les trajectoires individuelles de chaque membre du groupe domestique (Comment a-t-il rejoint le groupe domestique ? Depuis combien d'années travaille-t-il ?) Ces questions permettent généralement de définir le statut de l'individu en question au sein du groupe et de préciser les contours des différents foyers de consommation, généralement sous l'autorité d'une femme adulte.

- Déterminer la contribution exacte de chaque membre (notamment en journées de travail) aux activités agricoles engagées par le groupe. En pratique, il est commode de croiser le calendrier des équipes de travail (*kune* voir page 474) dans lesquels les différents actifs s'engagent et celui des différentes opérations techniques pour chaque parcelle. Il faut également dresser l'inventaire des activités, agricoles et extra-agricoles, auxquelles chaque membre du groupe domestique prend part de manière plus ou moins autonome.
- Déterminer la part du produit qui revient à chaque travailleur du groupe domestique, et sous quelle forme :
  - La question du partage, au sein des groupes domestiques, des ressources productives (et notamment des journées de travail disponibles) et du produit (sous la forme d'autoconsommation ou de revenus monétaires) n'est jamais résolue définitivement. Les négociations sont permanentes : Qui contrôle la récolte provenant de telle parcelle ? À qui revient le salaire journalier empoché après une journée d'orpaillage ? Il est donc indispensable d'interroger tous les actifs du groupe domestique. Les membres considérés comme subalternes, souvent les plus jeunes, livrent souvent à ce sujet des récits différents de leurs pères, mères ou grands frères. Alors que les premiers tendent à exagérer l'autonomie dont ils jouissent, les derniers omettent ou ignorent le plus souvent les activités auxquels se livrent de manière autonome leurs dépendants.
  - Mais cette question du partage du produit à l'intérieur du groupe domestique ne doit pas occulter la question du partage de la valeur ajoutée pour le groupe en général en tant qu'unité de production : rétribution des travailleurs extérieurs aux groupes domestiques, intérêts versés pour les crédits durant la campagne, rétributions foncières ou encore don d'une partie des récoltes de céréales à d'autres membres de la famille, etc.
- Enfin, avec les femmes adultes, cet entretien est complété par des questions concernant la consommation à l'échelle de leur foyer : qui nourrissent-elles quotidiennement ou occasionnellement et d'où provient le riz quotidien aux différentes périodes de l'année ? C'est avec elles qu'il est finalement possible de dresser la carte du groupe domestique, d'une part ses contours en terme d'actifs et de consommateurs et d'autre part ses subdivisions internes, organisées autour des différentes femmes et de leurs foyers.

Cette présentation un peu mécanique du déroulement des enquêtes consacrées aux groupes domestiques ne doit pas tromper : dans la pratique les différentes phases de la recherche (analyse de paysage, enquêtes historiques, observations des pratiques agricoles, mesures de temps de travaux et de rendements, etc.) se mêlaient et se nourrissaient mutuellement.

3.1.3 Des zones agro-écologiques aux systèmes de production

Suivant cette méthode, 58 études de cas ont été réalisées (36 en 2011, 22 en 2007-2010), représentant environ 200 entretiens avec des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux. Chaque groupe étudié constitue bien un cas unique avec son histoire propre, sa composition et une combinaison particulière de ressources et d'activités productives. Comment dépasser le cas d'étude pour proposer un modèle général qui, sans nier la diversité des groupes domestiques, permet de rendre intelligible leur fonctionnement ? Comme à l'échelle des parcelles la pertinence des résultats, qualitatifs comme quantitatifs, reposent sur la qualité de l'échantillon des groupes domestiques enquêtés. La pertinence du choix des systèmes de production modélisés repose, en amont, sur la construction de l'échantillon des groupes domestiques étudiées. Cet échantillonnage repose sur la construction en amont d'une pré-typologie, hypothèse qui repose sur le zonage de la région étudiée en zones agro-écologiques et sur l'analyse historique de l'évolution des rapports sociaux. Elle doit refléter :

- la diversité des conditions agro-écologiques dans lesquelles les groupes domestiques sont placés ;
- la disparité des niveaux de ressources productives, en premier lieu la force de travail, auxquels ils ont accès.

À chaque zone agro-écologique nous avons associé une combinaison de facettes agro-écologiques. À cette étape, à chaque zone on associe une combinaison potentielle de systèmes de culture type (tableau 17). Dans la logique de notre choix initial, nous expliciterons l'échantillonnage des groupes domestiques au sein de chaque zone agro-écologique au chapitre suivant.

	Densité de population (hab / km²)	*Importance de la zone en Sella Limba*	Combinaisons potentielles de systèmes de culture	Nombre d'études de cas réalisées
Zone Nord	**100**	*35 km², 14 villages* *8 % superficie* *9 % population*	**SC1 + SC4(a)**	**13** *(3 en 2011, 10 en 2008 - 2010)*
Zone Sud	**150**	*130 km² ; 64 villages* *29 % superficie* *49 % de la population*	**SC2 + SC4(b)**	**12** *(6 en 2011, 6 en 2007)*
Transition Nord / Sud	**130**	*70 km², 24 villages* *16 % superficie* *23 % de la population*	**SC1 + SC2 + SC4(a/b)**	**12** *(6 en 2011, 6 en 2007)*
Zone Ouest	**40**	*110 km², 12 villages* *24 % superficie* *12 % de la population*	**SC3(b) + SC5**	**9** *(toutes en 2011)*
Zone Est	**30**	*105 km², 12 villages* *23 % superficie* *8 % de la population*	**SC3(a) + SC4(a)**	**13** *(11 en 2011, 2 en 2010)*

Tab. 17: Modes d'exploitation des zones agro-écologiques en Sella Limba

Voir la carte et le tableau des zones agro-écologiques (carte 7 et tableau 3).
Réalisation : Augustin Palliere, Sources : Enquêtes

Un système de production n'est pas simplement la somme de plusieurs sous-systèmes de culture. Pour les caractériser il faut également expliciter comment les paysans combinent, dans l'espace et dans le temps, les ressources dont ils disposent.

Enfin, le fonctionnement des systèmes de production et les choix des paysans ne peuvent pas être compris sans référence aux activités extra-agricoles. Elles influencent, parfois fortement l'allocation des ressources, notamment la force de travail domestique, les calendriers des opérations culturales, le choix des rotations et des assolement, etc. Ces activités évoluent au gré des opportunités. L'orpaillage qui s'est fortement développé depuis 2006 en Sella Limba est un exemple frappant de la rapidité avec laquelle les systèmes productifs paysans s'adaptent à une nouvelle donne. Bien que l'évolution récente de l'agriculture dans les pays industrialisés peut nous masquer cette réalité, la pluri-activité ne constitue pas un fait exceptionnel, mais plutôt le cas général dans les agricultures paysannes à travers le monde (Cochet, 2011 : 53). Il faut donc décrire le « système d'activité » (Paul et al, 1994) qui englobe le système de production agricole comme un des sous systèmes productifs.

3.1.4 Performances économiques à l'échelle des groupes domestiques et des systèmes de production

Les grandeurs économiques introduites dans la première partie du chapitre (page 288) permettent d'évaluer les performances économiques des processus à cette échelle d'analyse. En partant de l'analyse du fonctionnement technique des systèmes de production, on calcule ici la Valeur Ajoutée Nette (VAN) des systèmes de production identifiés pour mesurer et comparer l'efficacité des différents modes d'exploitation du milieu. Sur la base de ces résultats, on pourra, au chapitre suivant, en partant de l'analyse des rapports sociaux qui déterminent les modalités de répartition de la VA, calculer la part qui revient au groupe domestique, c'est-à-dire le revenu agricole (RA).

Valeur Ajoutée Nette et productivité du sol

On peut calculer les performances économiques d'un groupe domestique particulier ou pour un système de production archétypique modélisé. Les étapes du calcul sont les mêmes et elles se fondent sur les mêmes hypothèses qu'à l'échelle des systèmes de culture (voir supra page 296).

En pratique, à l'issu de chaque étude de cas on dispose de la liste des parcelles cultivées, et de la quantité de semences utilisées par chaque individu au sein de chaque groupe domestique. On peut donc estimer la production physique pour chaque culture et la valeur monétaire de cette production physique pour chaque parcelle. On retire la valeur monétaire des semences utilisées, c'est-à-dire des consommations intermédiaires (CI), pour obtenir la Valeur Ajoutée Brute (VAB) pour chaque parcelle du groupe domestique.

Le capital fixe (productif) des groupes domestiques est constitué essentiellement des outils manuels nécessaires à la culture. L'équipement complet minimum (1 grande houe, 1 petite, 1 machette et une hache) d'un travailleur en Sella Limba représente, si on prend en compte sa durée de vie, environ 20000 Le par an. Il faut également prendre en compte les coffres pour stocker les récoltes, les glacis de séchage en ciment collectifs et le matériel pour la transformation de l'huile et de la farine de manioc. Le renouvellement de tout cet équipement peut poser des problèmes de trésorerie à certains paysans, mais nous verrons que le coût du renouvellement du capital fixe représente moins de 1 % de la VAB totale moyenne d'un productif. On peut, pour le raisonnement économique à l'échelle des groupes domestiques considérer que la VAN du groupe domestique équivaut, à peu de chose près, à la somme VAB de chaque parcelle.

Il faudra aussi prendre en compte à ce stade les troupeaux de petits ruminants qu'ont reconstitué certains individus depuis la fin de la guerre civile. L'achat de chèvres ou de brebis est, en effet, une des formes de capitalisation possibles dans les campagnes sierra-léonaises. La vente des animaux constitue une source de revenus irrégulières pour ces groupes domestiques.

Encadré 8: Les petits ruminants en Sella Limba

Certains individus (hommes ou femmes) possèdent des troupeaux de petits ruminants, majoritairement caprin mais également ovin, constitués de quelques têtes (de 1 femelle à une petite dizaine). En saison sèche, ces animaux divaguent autour du village et sont ramenés le soir dans la maison ou dans un enclos. En saison des pluies, ils sont conduits au piquet, le plus souvent par des enfants.

La viande des caprins et des ovins n'est que très rarement consommée par les paysans. Les animaux sont soient vendus à des marchands peuls qui fournissent des restaurants spécialisés en ville, soit abattus pour des occasions exceptionnelles (enterrements notamment).

Cet élevage est marginal du point de vue du fonctionnement des systèmes de production. Les animaux n'ont aucun rôle dans les transferts de fertilité à l'échelle du système agraire.

La productivité du sol à l'échelle des groupes et des systèmes de production se calcule comme à l'échelle des parcelles et des systèmes de culture. Cela ne soulève aucun problème nouveau : on peut rapporter la VAN soit à la surface mobilisée (somme de la surface de chaque parcelle) pour évaluer la productivité du sol période de recrû exclue (PtéS1) soit la surface totale mobilisée, en prenant en compte la durée du recrû, pour calculer la productivité du sol, période de recrû comprise (PtéS2).

Encadré 9: Performances économiques des systèmes de production (1) : calcul de la Valeur Ajoutée Nette et de la Productivité du sol

Valeur Ajoutée Nette (VAN)

$$VAN = \sum VAB - Kfixe$$

Avec :

VAB : Valeur Ajoutée Brute pour chaque culture, chaque parcelle (VAB = PB – CI, voir page 297) (unité monétaire)

Kfixe : dépréciation annuelle du capital fixe (en Sella Limba ≈ 0).

Productivité du sol, période de recrû exclue (PtéS1)

$$PtéS1 = VAN / \Sigma S1$$

Avec :

VAN exprimée en unité monétaire ;

ΣS1 : somme de la surface des parcelles du groupe domestique (ha).

Productivité du sol, période de recrû comprise (PtéS2)

$$PtéS2 = VAN / \Sigma S2$$

Avec :

VAN exprimée en unité monétaire ;

ΣS2 : somme de la surface des parcelles du groupe domestique et de la surface des recrûs nécessaires (ha)

Saisonnalité des activités agricoles en Sella Limba et productivité nette global du travail (par actif et par an).

La productivité du travail global se définit comme la Valeur Ajoutée Nette (VAN) rapportée au nombre d'actifs engagés dans le processus productif sur toute la durée du cycle.

Le nombre d'actifs domestiques ne reflète pas de manière satisfaisante le nombre total d'actifs. En effet, tout le travail effectué dans les parcelles d'un groupe domestique donné n'est pas nécessairement réalisé par les individus productifs de ce groupe. Inversement, les individus productifs d'un groupe domestique donné ne travaillent pas toujours exclusivement dans les parcelles de ce groupe domestique et ils peuvent également consacrer un certain nombre de journées de travail à des activités extra-agricoles. Cette situation est le résultat du développement de la circulation – marchande ou non – de la force de travail entre les groupes domestiques (voir infra). Notre objectif est pourtant bien, à ce niveau du raisonnement, de

comparer les processus *techniques* de production, quelle que soit l'origine de la force de travail consacrée aux parcelles du groupe domestique et quel que soit l'emploi de la force de travail des individus productifs qui le composent.

Pour une estimation du nombre total d'actifs (noté A'), indépendante du nombre d'actifs domestiques (A), il nous faut repartir des calendriers de travail des opérations techniques à réaliser au niveau des parcelles. On peut tout d'abord, sur la base des cas d'étude, estimer le nombre de journées de travail qu'implique la culture de chaque parcelle puis sommer pour toutes les parcelles du groupe domestiques. On obtient alors le nombre de journées de travail total.

Les paysans observent en Sella Limba un jour de repos hebdomadaire ainsi que quelques fêtes religieuses (Noël, Pâque, Pray Day, etc.) ou nationales (Independance Day, journées d'élection, etc.). Des événements locaux (enterrements, festivités à l'échelle du village, etc.) et des obligations communautaires (entretien des pistes et des chemins, construction d'équipements collectifs, etc.) les détournent également des travaux des champs. Dans ces conditions à combien de journées de travail par an équivaut un actif en Sella Limba ? Confrontés au même problème, les auteurs d'un rapport récent (Gomez y Paloma et al, 2012 : 85) ont fait le choix de prendre comme référence 260 jours de travail par an et par actif, ce qui correspond à la norme fixée pour les travailleurs agricoles par le BIT (BIT / ILO, 1996).

Mais un actif en Sella Limba, même s'il se consacre exclusivement aux activités agricoles, peut-il réellement travailler dans ses parcelles 260 jours par an ? Nous avons déjà remarqué, à travers plusieurs exemples, le caractère saisonnier de l'agriculture en Sella Limba. Ce n'est d'ailleurs propre ni à région étudiée, ni même aux agricultures manuelles en général. L'analyse des systèmes de culture a permis de définir des fenêtres calendaires durant lesquelles les opérations techniques, impossibles à décaler dans le temps, déterminent la surface cultivée. Nous verrons qu'en Sella Limba, pour toutes les zones agro-écologiques, cette période se situe entre mai et septembre, 5 mois durant lesquels toutes les cultures doivent être implantées et toutes les parcelles désherbées. C'est bien le travail consacré aux parcelles du groupe à cette période clef qui déterminera la surface cultivée, même si d'autres opérations techniques doivent être réalisées avant et après.

Si l'on prend en compte les jours de repos hebdomadaires, les jours où la maladie frappe les producteurs, mais également les diverses obligations sociales que les adultes doivent assumer ou les tâches ménagères, dévolues pour la plupart aux femmes, nous avons observé que chaque actif pouvait consacrer 20 jours de travail par mois au travail de ses parcelles pendant

cette période. Ainsi, on détermine, pour chaque groupe domestique étudié, le nombre d'actifs total (A') en divisant par 100 (5 mois x 20 jours) le nombre de jours de travail consacrés aux parcelles de ce groupe entre mai et septembre. Si le groupe domestique a plutôt tendance à capter du travail hors du cercle domestique, le nombre total d'actifs dépassera le nombre d'actifs domestiques (A' > A). Inversement, s'il a tendance à céder durant cette période de la force de travail, alors le nombre total d'actifs apparaîtra plus faible que le nombre d'actifs domestiques (A' < A). Soulignons que cette méthode de calcul n'est pas basée sur une norme internationale mais sur l'observation des calendriers de travail de l'agriculture dans la région étudiée.

Encadré 10: Performances économiques des systèmes de production (2) : calcul de la Productivité Globale du travail (PtéWg)

$$PtéWg = VAN / A'$$

Avec :

VAN : Valeur Ajoutée Nette (voir encadré 9), exprimée en unité monétaire

et A' : nombre total d'actifs du groupe domestique, $A' = JT_{mai-sept} / 5x20$

$JT_{mai-sept}$: nombre de journées de travail consacrées aux parcelles du groupe domestique entre mai et septembre.

3.2 Les systèmes de production et leurs variantes : diversité des modes d'exploitation du milieu en Sella Limba

Dans ce paragraphe nous analysons les modes d'exploitation du milieu en caractérisant 4 systèmes de production, chacun étant représentatif d'une zone agro-écologique particulière :

- dans le nord de la Sella Limba, les paysans se concentrent essentiellement sur l'exploitation en abattis-brûlis des recrûs arborés ;
- dans la zone sud, les paysans associent la culture d'un grand nombre de parcelles dans les savanes herbeuses à celle d'une petite parcelle de bas-fond ;
- enfin, dans les marges Est et Ouest de la région étudiée, les paysans alternent ou combinent la culture d'une grande parcelle de riz inondé – respectivement dans les bas-fonds et dans les cuvettes inondées caractéristiques de chacune de ces zones agro-écologiques – avec l'exploitation des savanes arborées qui dominent les terres inondées.

Partout en Sella Limba, l'activité agricole est marquée par une forte saisonnalité et partout la période mai-septembre correspond à un goulet d'étranglement du calendrier de travail. Nous serons donc très attentifs à la manière dont est négocié ce pic de travail, en fonction des contraintes et des opportunités propres au mode d'exploitation de chaque zone agro-écologique. Dans un premier temps, avant d'insister sur les spécificités de chaque zone agro-écologique, nous présenterons la manière dont les activités agricoles rythment l'année des campagnes de Sella Limba en général.

3.2.1 Une année dans un village sella-limba

Les groupes de travail : kune et gbedo

Pour décrire les systèmes de production il est nécessaire d'introduire l'organisation générale du travail en Sella Limba. Les hommes comme les femmes se réunissent en groupe de travail. Le principe de cette organisation est celui de l'entraide réciproque : les membres du groupe dans son ensemble travaillent à tour de rôle chez l'un d'eux. Quand tous les membres ont profité des services du groupe, un nouveau tour commence et ainsi de suite.

La plupart des opérations culturales sont réalisées par ces groupes : abattis, billonnage, labour, désherbage, etc. Seules les tâches jugées trop délicates, l'entretien des parcelles de tabac ou la construction des barrières autour des parcelles par exemple, ne leur sont pas confiées.

Les hommes, dans le cas général, se réunissent pour la journée entière : c'est ce que l'on appelle une *kune*. Les groupes de travail féminins ne sont censés travailler que le matin, ce sont les *gbedo* (3 heures de travail environ dans la parcelle). Les femmes en effet se consacrent l'après-midi aux tâches domestiques. Les membres des groupes décident par avance du nombre de tours qu'ils effectueront. Dans le cas de l'abattis-brûlis par exemple, pour un groupe masculin[114] : 2 jours par membre pour l'abattis (*amahi*), 1 jour pour nettoyer la parcelle après le brûlis (*akari*) et 2 jours pour le semis-grattage (*ateli*).

Ainsi, le fonctionnement du groupe, avec le calendrier agricole, rythme la vie dans les villages. En saison sèche, les groupes masculins, ne se réunissent que 2 fois par semaine environ, voire pas du tout si la préparation des parcelles n'exige pas de lourds travaux avant la saison

[114] C'est d'ailleurs l'image que prennent le plus souvent les paysans pour expliquer le fonctionnement des kune, même s'ils ne pratiquent plus l'abattis brûlis depuis longtemps sur les terres qu'ils exploitent. Un indice supplémentaire que l'abattis-brûlis est, de leur point de vue, un mode d'exploitation typiquement sella (voir page 144).

des pluies (cas des savanes herbeuses du sud de la Sella Limba). À partir du mois de juin, et ce jusqu'à que tous les membres aient implanté leur culture, les groupes se réunissent jusqu'à 5 fois par semaine, les repos hebdomadaires du vendredi et du dimanche étant généralement observés. De même, pour les femmes, la pression des adventices peut les pousser en juillet-août à effectuer jusqu'à 2 ou 3 *gbedo* par jour.

Cette organisation n'empêche évidemment pas les paysan(ne)s à travailler seul(e)s dans leur parcelle indépendamment des *kune* ou des *gbedo*. Souvent le matin ou le soir, ils se rendent dans leur propre parcelle pour y travailler 1 ou 2 heures avant de rejoindre le groupe pour leur journée de travail. Néanmoins la plus grosse part du travail est abattue par ces groupes.

A plusieurs égards, cette forme d'organisation du travail est une chance pour l'enquêteur. Les enquêtés peuvent donner un compte précis des homme-jours et des femme-jours que chaque opération a exigé, facilitant la mesure du temps de travail et l'évaluation de la contribution en travail de chacun au sein des groupes domestiques. Par ailleurs, le nombre de *kune* et de *gbedo* dont chaque membre dispose étant limité, on peut interroger la manière dont les paysans combinent, à l'échelle du groupe domestique, les ressources dont ils disposent, en premier lieu la force de travail.

« *You work for me, I work for you* » répètent les Sella Limba pour témoigner de l'esprit d'entraide qui règne dans ces groupes. Cette description d'un fonctionnement parfaitement réciproque dissimule des stratégies de captation de travail que nous étudierons au chapitre suivant (page 474).

La saison sèche et la saison du travail

En arrivant en pleine saison sèche dans un village sella limba, un observateur étranger est frappé par l'animation des lieux. À toute heure de la journée on rencontre du monde aux abords des maisons, on croise souvent sur les chemins des personnes en habits de fête qui rendent visite à des parents ou des amis, parfois loin de leur village. C'est la période creuse du calendrier agricole. Le travail de préparation des parcelles qui seront cultivées durant la saison des pluies prochaine concerne les hommes exclusivement. Les femmes récoltent progressivement les cultures associées dans les parcelles cultivées durant la dernière saison des pluies (sorgho, pois cajan, …) et entreprennent la fabrication de l'huile de palme et de la farine de manioc. L'huile est généralement conservée pour la vente ou utilisée pour cuisiner le jour où le groupe domestique embauche des travailleurs dans ses parcelles. La farine de manioc pourra venir complémenter la ration des enfants au plus dur de la période de soudure, mais le gros

de la production est destinée à la vente. Ces activités sont si peu rémunératrice que généralement elles n'intéressent pas les jeunes hommes qui peuvent, à cette saison, se faire embaucher dans les sites d'orpaillage. Malheureusement pour eux, les propriétaires des licences profitent de cet afflux de travailleurs pour faire baisser les salaires journaliers en saison sèche.

Les sella limba profitent de cette période pour construire ou réhabiliter leur maison. Les habitations sont souvent auto-construites : la préparation des briques d'argile mélangées à la paille, la recherche des perches et des chaumes pour le toit occupe un chef de famille pour une vingtaine de jours tous les 5 ans environ, à condition qu'il se contente d'une maison de petite taille avec des matériaux locaux.

C'est aussi la période des festivités, notamment à l'occasion de l'initiation des jeunes filles (société *bundu*) et jeunes garçons (*gbaŋgbani*). Qu'elles soient publiques ou « secrètes » (c'est-à-dire en fait ouvertes exclusivement aux adultes limba de l'un ou de l'autre sexe), ces festivités sont l'occasion d'inviter tous les parents, proches ou éloignés, de l'enfant. Chacun vient avec une contribution. Plusieurs nuits de fête sont organisées chaque année. Organiser une société *bundu* ou *gbaŋgbani* signifie pour une communauté accéder au statut de village (*mɛti*) à part entière. Elles se livrent donc une compétition acharnée auprès des autorités locales pour organiser l'événement. Les tournois de football et les « dance floors » qui se multiplient aussi une fois le gros des récoltes passé offrent d'autres occasions, de moindre importance, d'affirmer l'existence et l'importance de son village.

Ces festivités plus ou moins traditionnelles sont-elles responsables de la pauvreté dans les campagnes sierra-léonaises, comme le suppose parfois des responsables d'institutions de développement agricole ? Tout à leurs « traditions », les paysans négligeraient la préparation de la saison de culture à venir. Mais la période des festivités correspond à un creux dans le calendrier agraire. Doit-on dès lors s'étonner de ne pas voir les paysans s'activer pour mettre en culture des parcelles plus grandes ? « Si je défriche une grande parcelle cette année, tu vas revenir pour désherber ? » répondent souvent les femmes, mi-amusées mi-agacées, quand on leur pose la question. L'analyse des systèmes de production nous montrera en effet que les paysans ne gagneraient rien à préparer des parcelles plus grandes dans la mesure où ils seraient incapables d'entretenir de plus grandes surfaces en saison des pluies[115].

[115] On entend également que les paysans dépenseraient à ces occasions de grandes quantités de riz, au risque d'entamer leur stock de semences. Le riz est consommé lors de ces festivités par les parents et les amis en visite. Ces festivités sont bien l'occasion de transfert de riz entre groupes domestiques, mais à l'échelle de la paysannerie, c'est un jeu à somme nulle : pas un grain de riz n'est « gâché ». L'interprétation du maintien de la tradition des sociétés secrètes comme source de blocage pour le développement agricole local ou national est un exemple de l'argument culturaliste expliquant « l'inexpliqué par l'inexpliquable » (Olivier de Sardan, 1995).

Dès la fin du mois de mai, avec l'arrivée des premières pluies, la saison du travail commence (c'est ainsi que les limba désignent souvent la saison des pluies). Et l'ambiance change rapidement dans les villages. On n'y croisera désormais plus que des nourrissons et des personnes incapables de travailler.

Les groupes de travail féminins s'organisent en mai pour la culture des parcelles d'arachide et de fonio. Quand arrive, un à deux mois après, la période du désherbage le travail des femmes s'apparente à une véritable course contre les adventices. Il faut aller vite car si dans une des parcelles les plantes cultivées se trouvent débordées, les dégâts peuvent être irréparables et tout le travail et les semences auront été dépensés en pure perte. Le rythme du travail s'accélère nettement.

Les hommes aussi se rendent tous les jours et toute la journée aux champs à cette saison. Intense, le travail devient vite épuisant, d'autant que l'on est en pleine période de soudure. Les greniers sont vides ou se vident et les rations diminuent : les cuisinières ne mettent plus qu'une *cup* de riz décortiqué (280 grammes) par personne dans la marmite le soir. Cette maigre ration est souvent complétée par la consommation de manioc ou de mangue bouillie l'après-midi. C'est la période de tous les dangers pour les groupes domestiques : n'importe quelle dépense imprévue (la maladie d'un enfant, une contribution à l'occasion d'un projet communautaire, etc.) pèsera à ce moment particulièrement lourd dans la trésorerie. Nombre de paysans sont poussés à engager leurs récoltes (piment, tabac ou arachide) sur pied auprès des commerçants locaux (voir page 470).

La fin du mois d'août est occupée, pour les femmes, par la récolte des arachides, puis par celle des céréales à cycle court. À partir de mi-septembre environ s'ouvre une période durant laquelle les récoltes vont monopoliser le gros de la force de travail des groupes domestiques. Pour les céréales comme pour les autres cultures, la récolte correspond à l'opération la plus lourde (en jours de travail par hectare). Mais nous avons vu que l'on veille à les répartir sur la plus longue période possible en cultivant plusieurs portions avec des calendriers différents et en utilisant des variétés aux cycles différents. Quant au battage des céréales, si les récoltes sont stockées de manière convenable, il est possible de les décaler de plusieurs mois dans le temps. Ainsi, en fin de saison des pluies le rythme du travail agricole ralentit de nouveau, d'autant qu'il est plus facile de trouver des bras pour se faire aider puisque l'on dispose directement dans les parcelles de quoi remercier les travailleurs. De plus, avec les premières récoltes, les cuisinières peuvent augmenter de nouveau la ration quotidienne.

Des tâches quotidiennes qui pèsent lourd, notamment pour les femmes

Outre les travaux agricoles qui se répètent à chaque cycle de culture et qui rythment l'année agricole, les paysans font face à de nombreuses tâches quotidiennes qui pèsent lourd dans les calendriers de travail. Elles sont toutes liées à l'alimentation et donc à la reproduction à très court terme de la force de travail. En ce sens, elles sont absolument impossible à décaler dans le temps. Ce sont en grande partie les femmes, et notamment les jeunes femmes, qui s'acquittent de ces corvées.

- Les palmeraies, sub-spontanées ou plantées, sont, en dehors des périodes de récolte et de transformation intense, exploitées, au jour le jour. Au quotidien, les cuisinières n'utilisent pas d'huile de palme sous sa forme commercialisable. Les hommes récoltent des régimes que les femmes égrappent avant d'utiliser directement les drupes dans la cuisine. Ce travail représente pour un groupe de taille moyenne (4 actifs, 5 enfants et un vieillard) environ 25 jours de travail cumulés sur l'année.
- Souvent après étuvage, le décorticage du paddy (et des autres céréales) s'effectue dans un mortier. À longueur de journée on entend dans les villages le bruit sourd et répétitif du pilon. Sachant qu'une femme pourrait décortiquer, si elle se consacrait une journée entière à cette tâche, 20 kg de paddy, il faut compter, pour le même groupe domestique de taille moyenne, environ 73 journées de travail cumulées sur l'année.

Durant la soudure, les groupes domestiques consomment des brisures de riz importées prêtes à cuisiner et les femmes sont donc libérées de cette corvée. Si l'objectif est de comparer les niveaux de productivité non seulement au sein de l'agriculture sella limba mais également par rapport aux agricultures avec lesquelles elle est en concurrence, ces temps de travaux doivent être pris en compte.

Aller chercher de l'eau, du bois, cuisiner … les temps de travaux correspondant à ces corvées ménagères ne sont pas intégrés directement à nos calculs. On retrouve néanmoins leur poids dans les résultats des groupes domestiques étudiés puisqu'en occupant une grande part du temps dont disposent les jeunes femmes, ces corvées limitent la productivité du travail agricole en limitant la durée de leur journée de travail. Dans certains grands groupes domestiques, un individu en âge de travailler se consacre parfois intégralement à ces tâches domestiques.

3.2.2 Zone Nord : la culture en abattis-brûlis au cœur du système de production

L'exploitation des recrûs arborés par les groupes domestiques de cette zone repose essentiellement sur l'abattis-brûlis. Les groupes domestiques exploitent le plus souvent deux grandes parcelles – la parcelle de première année, dans laquelle le riz et son complexe cultural sont implantés, et la parcelle de seconde année. Chacune est subdivisée en deux ou plusieurs portions. Ces deux parcelles mobilisent plus de 80 % du temps de travail et représente 90 % de la VA du système de production. La surface de ces parcelles se situe, pour un groupe de taille moyenne (3 ou 4 actifs), entre 80 ares et 1,5 hectares chacune. Étant donné les rotations pratiquées, 1 ha de terre en culture correspond à 4,5 ha en recrû arboré spontané.

Le choix de la partie du finage qui sera cultivée durant la prochaine saison des pluies se fait très tôt, avant même que la récolte précédente ne soit battue. Les parcelles sont remises en culture tous les 6 à 9 ans : les paysans âgés ont donc une connaissance intime de chaque portion du finage et le choix se fait entre quelques sites bien connus. Le principal critère de sélection entre les terres aptes à la mise en culture se fait en fonction de la surface de la parcelle que les producteurs ambitionnent de cultiver chaque année. Il dépend également du choix des autres : la juxtaposition des parcelles réduit considérablement le travail de lutte contre les ravageurs (aulacodes, oiseaux, etc.) et facilite le brûlis. Naguère, la juxtaposition des *thatolo* des cadets au *tembuy* de l'aîné était le marqueur spatial du rapport d'aînesse (chapitre 2). Ces regroupements de parcelles n'ont plus le même sens mais il est courant aujourd'hui encore que plusieurs groupes domestiques cultivent régulièrement « dans la même direction ». Quand ce choix est fait, le chef du groupe domestique taille quelques branches et disposent des cercles de lianes autour de la parcelle qu'il compte cultiver. Sous la contrainte du calendrier de l'abattis-brûlis, les équipes de travail (*kune*) se forment très tôt durant la saison sèche. Les premiers tour de la *kune* sont consacrés à l'abattis des recrûs arborés. Les opérations d'abattis brûlis sont lourdes mais relativement peu contraignantes en terme calendaire. On le constate sur le calendrier de travail du système de production (figure 1) : entre janvier et mai chaque actif du groupe domestique consacre en moyenne seulement 12 jours de travail par mois aux travaux des champs.

Après le brûlis et le nettoyage de la parcelle, chaque groupe domestique construit une hutte (*kubaŋkaŋ*) au sommet de la parcelle qu'il s'apprête à ensemencer. Le chef du groupe domestique y passera parfois le reste de la saison des pluies, ne revenant que furtivement chez lui. Il

pourra ainsi surveiller en permanence sa parcelle contre les ravageurs, compléter et peaufiner le travail effectué par les groupes de travailleurs. Il faut dire que le devenir du groupe domestique à court terme se joue dans cette grande parcelle. Les femmes, si elles se rendent régulièrement dans la hutte de leur mari, n'y dorment pas souvent. Elles ont en effet également beaucoup à faire dans leurs champs de fonio et d'arachide de seconde année.

En l'absence, presque totale, de la culture du manioc dans ces villages, la production de farine de manioc en saison sèche est nulle. Les femmes se concentrent, à cette saison, sur la transformation de l'huile de palme. Rares sont les paysans qui ont planté des palmiers : l'intégralité ou presque de l'huile de palme transformée en saison sèche provient de la palmeraie sub-spontanée associée aux recrûs arborés des coteaux (50 arbres/ha). Les paysans récoltent par commodité en priorité les palmiers situés dans les parcelles et proche du village, mais parcourent le finage dans son intégralité.

Ce n'est que vers le mois d'avril que les équipes de travail des femmes (*gbedo*) se forment à leur tour pour aller débarrasser les parcelles de seconde année de la végétation spontanée qui s'est développée pendant l'inter-culture de 5 ou 6 mois. Souvent, les femmes préfèrent ne pas attendre d'avoir un tour de *gbedo* pour semer le fonio à cycle court (75 jours) dont les surfaces concernées sont très réduites. Le premier tour de la *gebdo* durant la saison des pluies d'une paysanne est le plus souvent consacré au semis en poquet de sa parcelle d'arachide. Ce travail terminé, elle peut se consacrer, avant de revenir dans la première portion pour désherber, au reste du fonio au cycle plus long (90 à 105 jours). L'objectif des femmes est de terminer l'implantation de leurs cultures avant le début des semailles du riz dans les parcelles de première année. Les opérations de semis-grattage occupent alors une grosse part des mois de juin-juillet. Ce sont généralement les hommes qui font le gros du travail (*atɛli*), mais un mari peut demander à sa femme, si nécessaire, de venir avec une *kune* débarrasser la parcelle des herbes arrachées (*agpendɛ*) là où elles pourraient gêner la croissance du riz.

Sitôt la partie aval de la parcelle semée, il est déjà temps de désherber la partie amont où le riz a déjà plus de 3 semaines. Chaque femme doit consacrer une ou plusieurs de ses *gbedo* à cette tâche. C'est la période durant laquelle les hommes étaient tenus de construire des barrières autour de la parcelle. Mais le nombre d'aulacodes a fortement régressé et souvent les hommes aident leurs épouses à désherber les parcelles. Les jeunes travailleurs dépendants profitent souvent de la fin des travaux dans la grande parcelle pluviale, pour se consacrer, comme naguère, à la culture d'un bas-fond.

Par ailleurs, arachide et fonio de seconde année ne mobilisent pas toujours l'ensemble de la parcelle de seconde année : le chef du groupe domestique se réserve souvent une portion pour y cultiver du piment. Dans les recrûs arborés, il est intéressant de cultiver du gros piment destiné à être vendu frais. Pour que ce choix soit valable, il faut obtenir les meilleurs prix à la récolte et donc être capable de billonner le plus tôt possible et donc avant les semailles du riz. Un paysan, s'il décide de cultiver du piment, doit toujours le faire en bonne intelligence avec sa femme (ou sa mère) car il aura besoin de son concours pour le désherbage et la récolte.

C'est bien le travail pendant ces trois mois environ, et singulièrement le travail de désherbage qui se concentre entre mi-juillet et mi-août, qui constitue le goulet d'étranglement de ce mode d'exploitation du milieu. On le constate sur la modélisation de ces systèmes de production proposée (figure 1) : chaque actif consacre durant ces trois mois (juin-août) environ 25 jours de travail aux travaux des champs. Impossible de faire plus sans négliger les tâches domestiques quotidiennes absolument nécessaires à la reproduction à très court terme de la force de travail et donc impossible à remettre au lendemain.

Certains cultivent également une parcelle en bas-fonds. Les caractéristiques des zones inondées dans cette zone au relief accidenté située en tête du réseau hydrographique, étroites, encaissées et humides une grande partie de l'année, sont bien adaptées à la pratique de la défriche-labour (SC4a, voir page 349). Il s'agit de parcelles de petite taille, 10 à 40 ares environ, dont l'importance à l'échelle du système de production est réduite (moins de 10 % du travail et de la VA du système de production).

Encadré 11 : Construction des modèles de systèmes de production

Avec ces modèles nous cherchons à déterminer, dans les conditions spécifiques à chaque zone agro-écologique, la surface que peut cultiver un actif et la VAN (en unité monétaire par an et par actif) qu'il peut dégager.

Sur la base des études de cas réalisées dans chaque zone agro-écologique (voir le tableau 17, supra) nous avons établi

- le calendrier des opérations culturales à réaliser dans les différentes parcelles exploitées (dans le cas de la zone nord : parcelle de première année abattis-brûlis, parcelle de seconde année et bas-fond ;

- et des proportions approximatives entre ces parcelles : si la surface de la parcelle abattis-brûlis de première année est de **x** ha, celle de seconde année est de **x** ha et celle du bas-fonds de **x**/6 ha.

En considérant qu'1 actif (A', voir encadré 10) peut consacrer 100 journées aux travaux des champs entre mai et août, il est possible de déterminer enfin la surface de chaque parcelle et finalement, sur la base de la caractérisation des systèmes de culture proposée (page 303 à 379), la VAN dégagée.

Les calendriers des systèmes de production sont construits sur la base de ces modèles. Les profils indiquent donc le nombre de jours de travail par actif et par mois. Comme pour les systèmes de culture on distingue les opérations réalisées par les hommes, les femmes ou par les deux sexes.

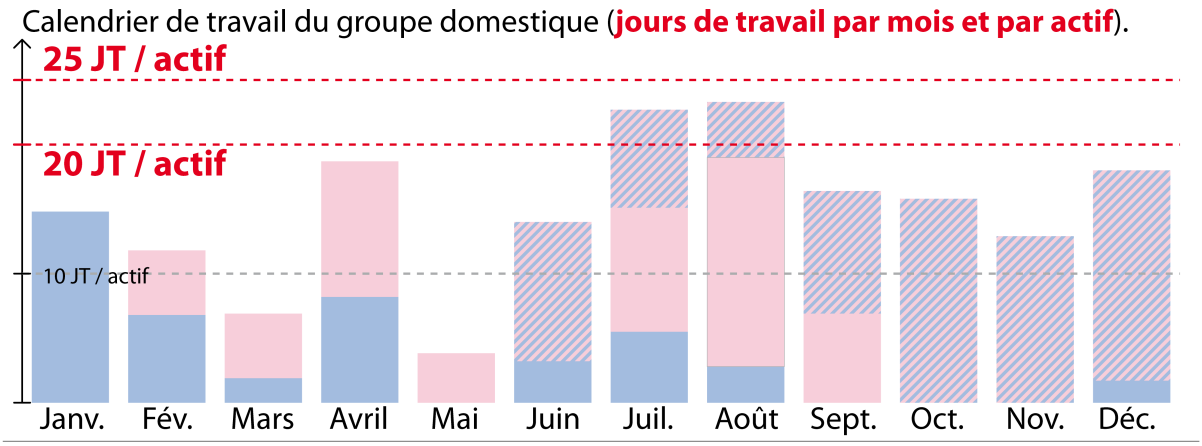


Fig. 67: Calendrier des opérations techniques du système de production de la zone Nord
Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

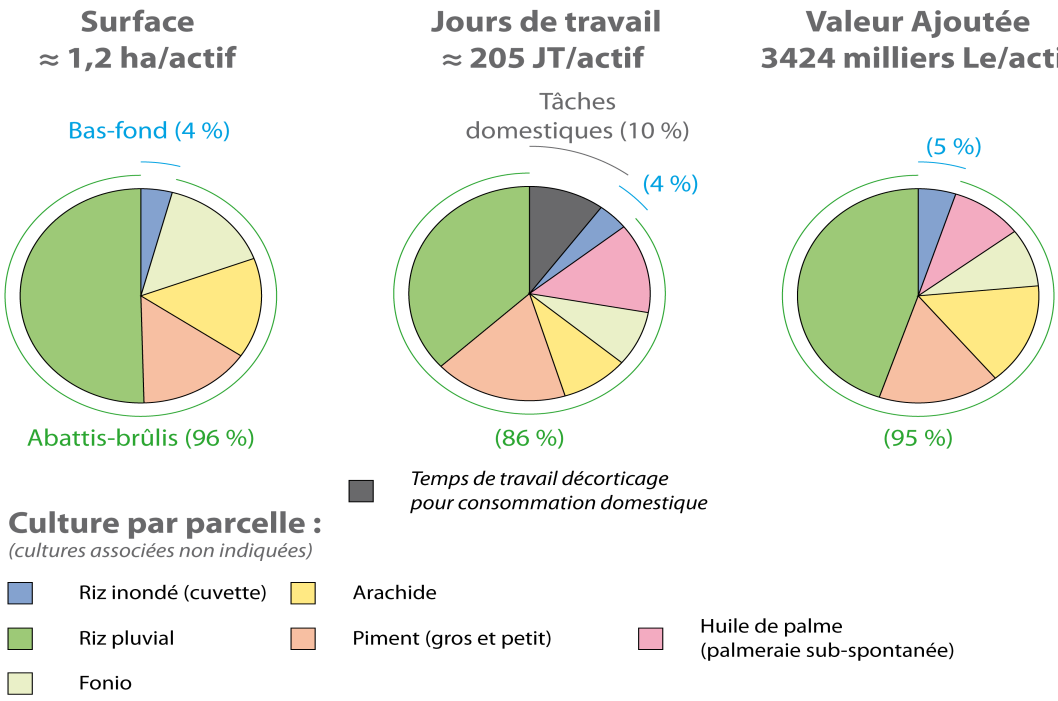


Fig. 68 : Répartition de la surface cultivée, du temps de travail et de la VA entre les systèmes de culture et les cultures pour le système de production de la zone Nord
Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

3.2.3 Zone Sud : culture (quasi) continue des savanes herbeuses et des bas-fonds

La multiplication de petites parcelles permet dans cette zone d'étaler au mieux les travaux sur le calendrier. Les parcelles pluviales cultivées dans les savanes herbeuses ne dépassent que rarement les 50 ares. Mais, alors que le travail dans la zone Nord se concentre sur deux grandes parcelles, ici un groupe domestique de taille moyenne (3 ou 4 actifs) exploitera une dizaine de parcelles pluviales différentes. Ainsi, la surface cultivée par actif, hors période de recrû, est du même ordre de grandeur dans les savanes que dans les recrû arborés du nord : entre 0,5 et 2 ha par actif et par an. À l'inverse, ici, la surface mobilisée par le système de production, période de recrû spontané comprise, est à peine supérieure à la surface cultivée : chaque hectare en culture dans les savanes herbeuses correspond à 1,25 voire 1,5 ha de surface totale.

Le choix de l'emplacement des nouvelles parcelles est d'abord guidé par celui des parcelles cultivées les années précédentes. Un grand nombre de cycles de culture consécutifs alternent avec une ou quelques années de recrû. Ainsi, quand une nouvelle parcelle est choisie pour être billonnée, elle sera cultivée pendant 6 ou 8 années, voire plus. Aussi les parcelles d'un groupe domestique donné sont pour la plupart regroupées au même endroit. Cela limite les déplacements d'une parcelle à l' autre et permet d'accomplir diverses tâches dans les différentes parcelles le même jour. On situe l'emplacement des parcelles d'un groupe domestique grâce à la hutte construite à cet endroit pour de nombreuses années.

La riziculture inondée a une place importante dans ce système de production : elle représente environ 20 % du temps de travail et 30 % de la VAN. Il s'agit d'une parcelle de taille plutôt réduite (20 à 40 ares pour un groupe domestique qui comporte 2 hommes en âge de travailler) et cultivée chaque année ou presque.

Enfin, nous avons vu (page 268) que la grande majorité des hommes a planté une palmeraie et continue de l'étendre de plus en plus haut sur les versants. La plupart des plantations se situent au bord d'un bas-fond, pas nécessairement au-dessus de la parcelle de son propriétaire. Les paysans complètent les récoltes de ces palmeraies plantées, si nécessaire, avec la palmeraie sub-spontanée qui subsiste dans ces savanes du sud (25 arbres par hectare).

Pour les femmes, le travail commence au mois de mai avec le labour (*agpusu*, voir page 264) des parcelles où elles cultiveront, quand les précipitations augmenteront, le fonio et l'arachide. En pratique, les femmes utilisent le premier tour de la *gbedo* pour préparer une grande

portion de terrain sans distinction, puis ajustent la surface respective des différentes cultures en fonction des semences dont elles disposent, du nombre de personnes qu'elles doivent nourrir, du déroulement des calendriers de travaux, etc. Si elles disposent d'enfants pour surveiller les parcelles contre les attaques des oiseaux, elles commencent par semer, dès que les pluies sont suffisantes (deuxième moitié de mai) le fonio à cycle court, très populaire dans cette zone. Les surfaces sont très réduites, inférieures à 20 ares, et souvent les femmes n'attendent pas d'obtenir un tour de *gbedo* pour semer ce fonio précoce : elles font le travail seules ou avec de très proches parents, le soir ou les jours où la *gbedo* ne se réunit pas. Comme au nord de la Sella Limba, le second tour de la *gbedo* est généralement utilisé pour semer en poquet les arachides, puis le troisième pour semer du fonio à cycle long sur le reste de la parcelle. L'objectif pour les femmes est d'avoir terminé ces travaux avant la mi-juin, moment où elles seront mobilisées par leur mari (leur père, ou leur fils) pour repiquer le riz en bas-fond et le piment sur les coteaux. Tout pousse donc les paysannes à travailler le plus tôt possible : les rendements seront meilleurs, notamment pour les arachides qui germent mal dans des sols très humides ; la période de soudure se terminera d'autant plus rapidement avec les premières récoltes ; enfin elles doivent se caler sur les calendriers des autres parcelles du groupe domestique.

Entre mi-mai et mi-juin, elles disposent potentiellement de 20 à 25 jours de travail effectif dans les parcelles pour effectuer le labour et semer les arachides et / ou le fonio. Avec les moyens de production dont elles disposent, nous avons compté 21 jours de travail par hectare (labour) et 18 jours de travail par hectare (semis-poquet arachide ou semis-grattage fonio). Elles sont donc en mesure de mettre en culture entre 50 et 70 ares. Mais elles font face à d'autres contraintes : la surface cultivée est limitée autant par le temps dont elles disposent que par les semences qu'elles parviennent à rassembler. Nous verrons que ces deux problèmes sont intimement liés (474).

Les équipes de travail des hommes (*kune*) se réunissent une ou deux semaines après celles des femmes. La première tâche consiste généralement à billonner les portions des bas-fonds les plus proches du drain central, celles qui seront inondées en premier. Chacun prépare ses pépinières en fonction de son expérience du calendrier hydrique de son bas-fond.

Pendant que la lame d'eau monte et que la biomasse enfouie sous les billons se décompose progressivement, les paysans remontent sur les coteaux pour y billonner les nouvelles parcelles ouvertes dans la savane herbeuse destinées au piment ou, moins souvent, au tabac. Le piment sera ensuite repiqué peu à peu, en fonction de la disponibilité des membres actifs du

groupe domestique. Après le 15 juillet la fenêtre calendaire du repiquage du piment se referme : la floraison des plants risquerait d'arriver après la fin de la saison des pluies et les rendements seraient trop faibles pour justifier l'investissement en travail. Entre début juin et mi-juillet, chaque homme aurait, s'il se consacrait uniquement à la culture piment, la capacité de mettre en culture 1,5 ha. Mais les surfaces cultivées n'atteignent jamais ce maximum car durant cette même période, il faut également assurer la production vivrière rizicole : casser les billons sur les coteaux pour semer le riz pluvial et mettre en boue la partie centrale des bas fonds pour repiquer le riz. Ainsi, les cultures vivrières et cultures commerciales sont en concurrence. Mais elles ne s'opposent pas : le billonnage d'une parcelle pour des cultures à destination commerciale est un investissement dans la production vivrière pluviale de l'année suivante puisque ce sont ces billons qui seront cassés pour la culture du riz pluvial.

Sur le profil du calendrier de travail du système de production (figure 69), on remarque que la charge du travail de désherbage, normalement dévolue aux femmes, est très importante aux mois de juillet et août. En pratique, dans ces villages du sud de la région étudiée, le désherbage est une opération moins strictement sexuée que naguère. Une fois les opérations de culture dans les bas-fonds terminées, il n'est pas rare de voir des hommes aider leur épouse (leur mère ou leur sœur) à désherber. Ils le font cependant rarement en *kune* et plus souvent individuellement.

Comme dans le nord de la Sella Limba, dès le mois de septembre le rythme de travail ralentit : si le travail de désherbage a été fait à temps dans toutes les parcelles, les cultures sont maintenant bien en place et il ne reste plus qu'à les surveiller contre les ravageurs. La récolte du fonio à cycle court va clore dès mi-août la période de soudure. Cependant, en quelques semaines cette récolte précoce sera consommée et de nouveau les groupes domestiques font face à une petite soudure. Mais à cette saison, ils peuvent plus facilement faire jouer la solidarité au sein du village ou de la parenté (voir page 466) et n'ont plus besoin de faire de nouveaux emprunts gagés sur les futures récoltes.

Les récoltes des parcelles pluviales s'enchaînent à partir de mi-septembre. Chaque matin, les travailleurs du groupe domestique rejoignent une équipe mixte pour récolter, à tour de rôle dans les parcelles de ses membres, un grand *pan* de piment (environ 3 kg de fruits frais équivalent à 1,1 kg sec). Pendant que le piment sèche au soleil, l'après midi est consacré à la récolte ou au battage des parcelles pluviales de céréales (fonio ou riz). Étant donné la taille de

ces parcelles, et pour limiter les coûts que représentent la mobilisation des travailleurs extérieurs au groupe domestique, les paysans du sud de la Sella Limba préfèrent récolter les céréales individuellement ou avec l'aide de proches parents.

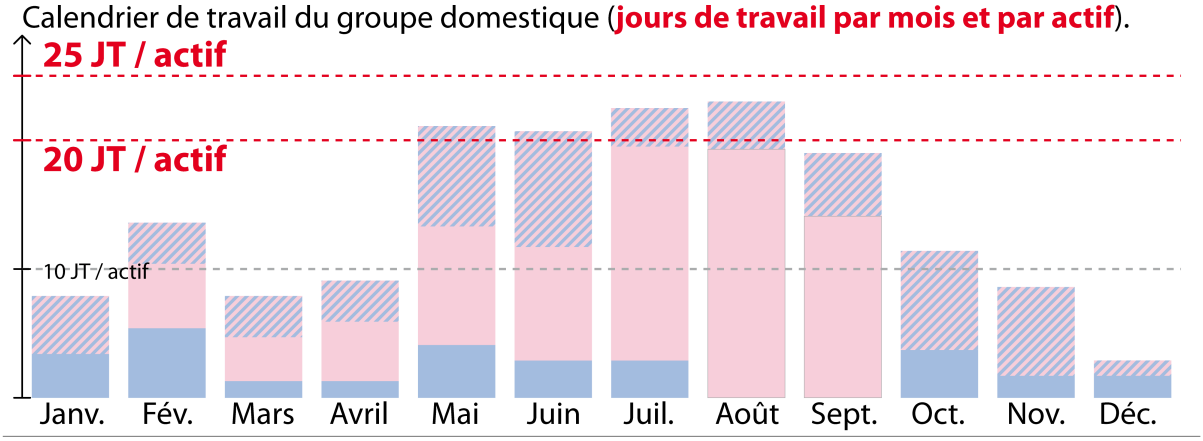


Fig. 69:Calendrier des opérations techniques du système de production de la zone Sud
Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

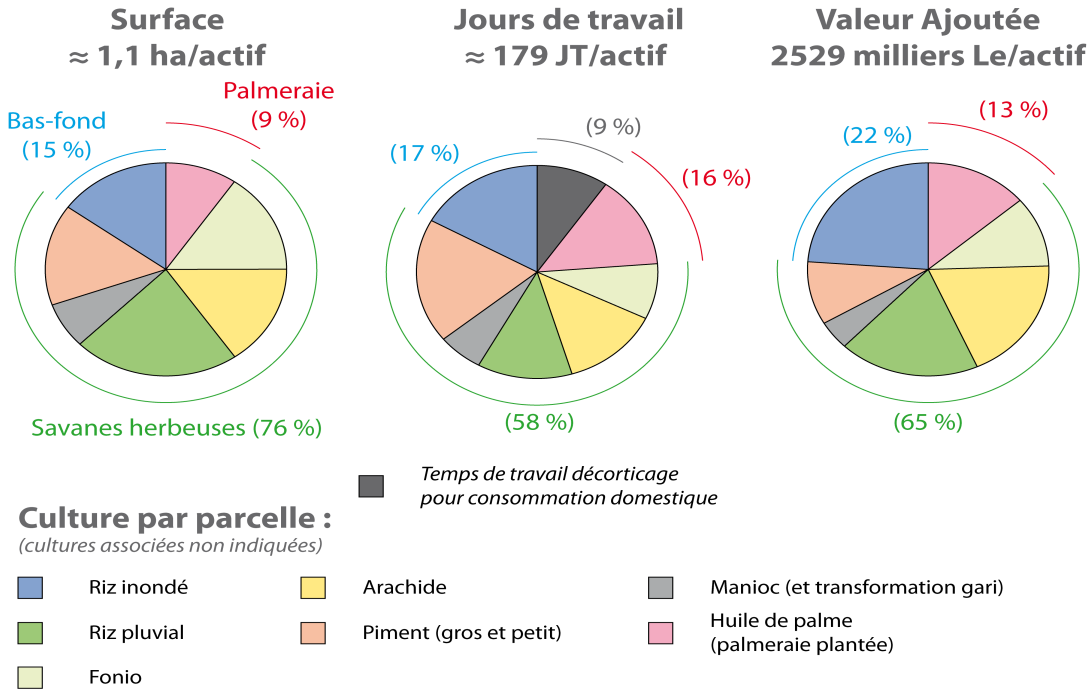


Fig. 70 : Répartition de la surface cultivée, du temps de travail et de la VA entre les systèmes de culture et les cultures pour le système de production de la zone Sud
Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

Dans ces villages, les ateliers de transformation en saison sèche, production de farine de manioc et extraction d'huile de palme, ont pris une importance considérable. Il reste pourtant des marges de progression : si un actif consacrait tout son temps entre février et avril à ces ate-

liers – transformation du manioc en farine et extraction de l'huile de palme, il pourrait produire, étant donné la productivité physique du travail de ces ateliers (page 341), environ 250 kg de farine et 180 kg d'huile de palme. La production actuelle est sans commune mesure avec ce potentiel :

- La quantité de racines disponible pour la production de farine n'est pas en cause : produire 250 kg de gari par actif requerrait environ 800 kg de racine. Avec un rendement normal pour un manioc de 15 mois, cela représente une parcelle de 15 à 20 ares (par actif). C'est déjà aujourd'hui la taille des parcelles de manioc cultivées par les groupes domestiques dans le sud de la Sella Limba. En fait les paysans ne transforment qu'une petite proportion du manioc disponible.
- La disponibilité en régimes de palmiers à huile est moins évidente. La transformation de 180 kg d'huile (par actif) correspond à une palmeraie plantée de 45 ares (par actif). Très peu de groupes domestiques disposent aujourd'hui de telles plantations (pour un groupe de 4 actifs, cela représenterait 1,8 ha et près de 270 arbres). D'autant que, outre la récolte des régimes destinée à la transformation pour le stockage, il faut également disposer de régimes pour l'auto-consommation. Un actif, s'il nourrit un inactif en plus de lui-même, a besoin de l'équivalent d'une palmeraie de 7 ares (14 kg d'huile de palme par an / 3,75 kg d'huile par are de palmeraie). Les paysans complètent donc la production de leur plantation avec la palmeraie sub-spontanée.
- Mais surtout, dans un cas comme dans l'autre, nous avons souligné la faiblesse de la productivité du travail de ces ateliers de transformation (page 344). Ainsi, ce ne sont pas tous les actifs des groupes domestiques qui participent à ces activités mais seuls ceux qui ne peuvent quitter à cette saison le village pour travailler, par exemple, dans les sites d'orpaillage. Ainsi ramené au nombre total d'actifs des groupes domestiques, la production d'huile de palme et de farine de manioc en saison sèche est beaucoup plus faible que ce qu'elle pourrait être potentiellement.

Les niveaux de production observés sont de l'ordre de 50 kg de farine et 50 kg d'huile de palme par actif. Mais ils dépendent beaucoup de l'évolution des prix relatifs, non seulement des produits en question mais également de l'or et du salaire des orpailleurs.

3.2.4 Zone Est : bas-fonds et savane

Dans cette zone, les paysans exploitent de façon régulière la même parcelle de riz inondé. Les bas-fonds y constituent en effet l'unité structurante du paysage exploité (voir page 144) et toutes les activités agricoles gravitent autour de ces parcelles qui mobilisent la plus grosse part des ressources (50 % des journées de travail) et de la VA dégagée (50 %).

Chaque groupe domestique se fait attribuer une parcelle et la conserve pendant une dizaine d'années ou plus (voir les modalités d'accès aux terres inondées page 458). Au bord du bas-fond, là où chaque année ils battent le riz récolté, les paysans installent une cabane autour de laquelle ils dégagent un espace en terre battue sain, dépourvue de végétation spontanée. Les paysans et leur famille passent beaucoup de temps, surtout en saison des pluies et au moment des récoltes, à cet endroit. Dans certains cas, des arbres fruitiers (manguiers, orangers, etc.) y sont plantés. L'habitat était autrefois plus dispersé (voir page 139) et nombre de ces lieux portent encore les toponymes et quelques traces des anciens villages. Aujourd'hui, ces noms désignent à la fois le bas-fond et les terres qui se situent autour.

Outre évidemment la culture du riz dans les bas-fonds, la plupart des travaux agricoles se déroulent à proximité de cette cabane :

- les recrûs arborés qui longent de part et d'autre les bas-fonds sont régulièrement exploités en abattis-brûlis, notamment pour la production de piment et pour l'installation des pépinières de riz ;
- la palmeraie sub-spontanée dense (environ 100 arbres / ha de bas-fond) associée à ces recrûs arborés épargnés par le passage du feu constituent la principale source d'huile ;
- les terres de savane en amont sont exploitées régulièrement par les femmes pour la production d'arachide et de fonio et par les hommes pour la culture du riz et du manioc.

La saison sèche est, ici plus qu'ailleurs, une saison creuse puisque les paysans ne transforment pas le manioc en farine. Néanmoins, pour installer les pépinières ou pour la culture du piment, les hommes doivent anticiper pour abattre, sécher et brûler une parcelle dans le recrû arboré longeant leur bas fond (voir la description de cette séquence type de l'abattis-brûlis page 303). Mais les surfaces mobilisées dans un cas comme dans l'autre, sont très réduites. En fin de saison sèche, une année sur deux, les femmes commencent à arracher les graminées pour la culture des arachides et du fonio dans les savanes. Puis, avec les premières pluies, elles entament le labour (*agpusu*) de ces parcelles. Mais, comme nous l'avons souligné (page

338), ces opérations, même si elles sont lourdes, ne sont pas limitantes à l'échelle du système de culture. Chaque femme, en équipe de travail puis individuellement, prépare la surface qu'elle pense être capable de semer et d'entretenir plus tard au cœur de la saison des pluies. En mai, quand elles s'activent pour semer le fonio précoce dont la récolte sera précieuse en fin de saison des pluies, les hommes ne sont toujours pas organisés pour les opérations agricoles : le gros du travail étant mobilisé par la riziculture inondée, le calendrier agricole est globalement retardé par rapport aux autres zones agro-écologiques.

En juin, enfin, les hommes se réunissent en *kune*. Chaque paysan va, à tour de rôle, défricher, labourer et repiquer (ou semer) le riz en partant des parties les plus centrales de sa parcelle, autour du drain central et inondées en premier, et en allant vers les marges. Après avoir défriché une première portion et pendant que l'herbe pourrit ou sèche sur place, ils attaquent la deuxième portion, puis reviennent à la première quand l'eau atteint les chevilles pour labourer (*agputu*) et repiquer (pour la description de ces pratiques, voir page 347). Ces opérations se succèdent jusqu'à la fin septembre quand il est alors trop tard pour continuer. Ainsi, chaque groupe domestique prépare de 2 à 4 pépinières de riz différentes pour planifier l'implantation progressive du riz dans la parcelle.

Dans ces villages, les *kune* ne se réunissent que durant la matinée. Les hommes consacrent leur après-midi à poursuivre le travail accompli par le groupe ou à effectuer un certain nombre de travaux individuels : défricher des raphias ou d'autres arbustes hydrophiles pour agrandir la surface du bas fonds, rectifier, sur-creuser si nécessaire le drain central, éventuellement construire en terre ou avec les herbes défrichées des diguettes pour différencier les portions du bas fonds … Tous ces travaux, dont il est difficile d'évaluer le poids en terme de jours de travail par hectare, occupent les paysans en dehors des horaires de la *kune*.

On a vu que, là où la pression des adventices était particulièrement forte, la division sexuelle du travail, telle qu'énoncée dans les discours, était souvent transgressée et, nécessité faisant loi, que les hommes contribuaient aux désherbages. Ici, au contraire, trop occupés par la défriche et le labour des bas-fonds, il est bien rare de les voir aider les femmes dans leurs parcelles de savane, même pour les récoltes. À l'inverse, au cœur de la saison des pluies, ils délèguent souvent le repiquage aux équipes de travail de femmes. Ainsi, plus que les opérations culturales dans leurs propres parcelles, c'est plutôt les exigences de la culture vivrière dans la principale parcelle du groupe domestique qui limite la taille des parcelles des femmes.

Les enfants également sont capables de repiquer le riz des bas-fonds. Les paysans placent tous ceux qui ont plus de 10 ans dans des équipes de travail spécifiques et récupèrent ainsi chaque année quelques précieuses journées de travail pour boucler le repiquage du riz à temps.

Sitôt la parcelle entièrement mise en culture, il faut construire et / ou entretenir les barrières qui protègent des aulacodes le riz des bas-fonds. Ces derniers rentrent dans la parcelle sitôt qu'elle s'assèche et peuvent y provoquer des dégâts importants en très peu de temps. Les hommes travaillent alors en petite équipe de 3 à 5 travailleurs. Les barrières sont faites de raphias tissés sur des bâtons plantés dans le sol. Des pièges sont également répartis le long de la barrière.

Fig. 71: Barrière dans la raphiale qui longe le bas-fond et piège à aulacode dans la barrière

En attendant la récolte du riz des bas-fonds, c'est le fonio des femmes qui subvient aux besoins alimentaires des groupes domestiques. Les récoltes les plus précoces de riz commencent fin octobre, début novembre et s'enchaînent ensuite jusqu'à la fin janvier quand elles se terminent dans la partie centrale, repiquée en premier. Le riz est stocké en gerbier proche de la cabane au bord du bas-fond. Foulé au pied au fur et à mesure des besoins par les femmes, le gros de la récolte sera battue par les hommes en février.

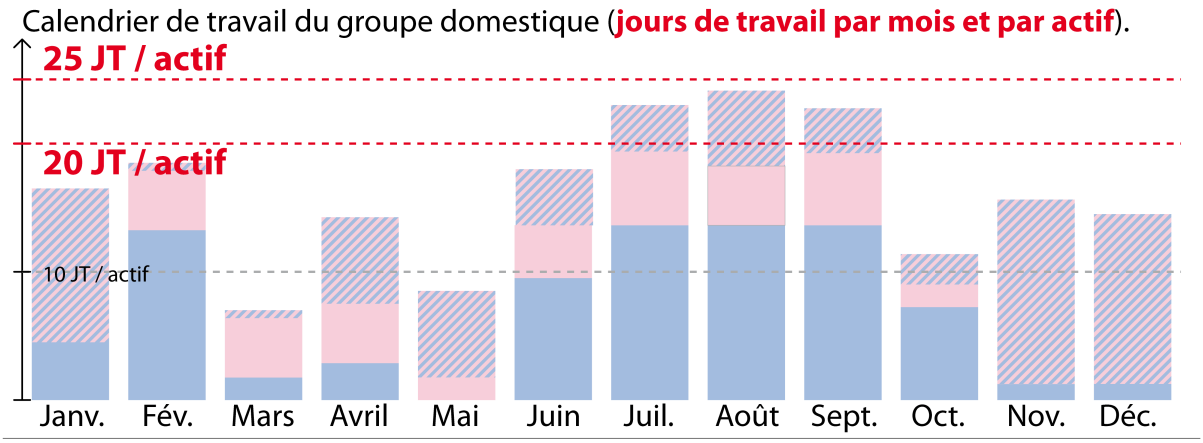


Fig. 72:Calendrier des opérations techniques du système de production de la zone Est
Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

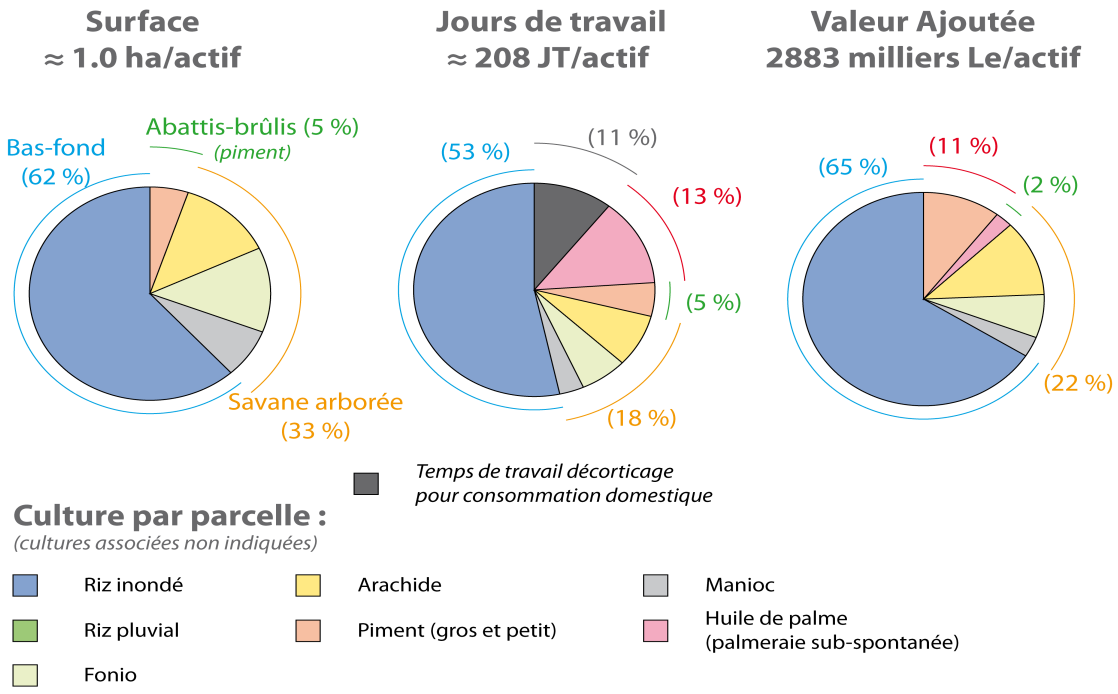


Fig. 73 : Répartition de la surface cultivée, du temps de travail et de la VA entre les systèmes de culture et les cultures pour le système de production de la zone Est
Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

Dans ces conditions, un actif peut exploiter, outre 40 ares en savanes pour les arachides, le fonio et le manioc, une petite parcelle (10 ares) de piment à proximité de la cabane et jusqu'à 60 – 70 ares de riz inondé. Ainsi, la parcelle de bas-fond d'un groupe domestique de taille moyenne (4 actifs) pourra représenter entre 2 et 3 ha. Mais, contrairement à ceux du sud de la

Sella Limba, ici 3 années de culture alternent avec 2 ou 3 années de recrû spontané (voir page 348). Il est donc nécessaire, tous les 3 ans, d'abandonner la parcelle, plusieurs options s'offrent aux paysans :

- alterner dans le même bas-fond entre plusieurs parcelles contiguës, mais cela suppose que la portion de bas-fond attribuée soit suffisamment grande ;
- demander temporairement une parcelle dans un autre bas-fond, mais cela implique souvent de s'éloigner du village ;
- abandonner pour une ou plusieurs année la riziculture inondée pour cultiver une parcelle de riz pluvial, le plus souvent à proximité de sa cabane et de son bas-fond.

Les groupes domestiques défrichent donc régulièrement une parcelle dans les terres pluviales qui dominent leur bas-fond[116]. Dans ce dernier cas, le profil du calendrier du système de production est modifié[117]. Généralement, les paysans cultivent une parcelle à cheval entre les recrûs arborés qui longent les bas-fonds et la savane arborée située plus en amont. Cela leur permet de profiter de toutes les opportunités qu'offrent la diversité de ces milieux : ils abattent le recrû arboré en bas de pente en février pour laisser le temps à la biomasse de sécher et ont encore le temps en mars d'arracher les savanes en amont.

3.2.5 Zone Ouest : les bolilands

Le système de production qui caractérise la zone agro-écologique des *bolilands* à l'ouest de la Sella Limba combine l'exploitation des cuvettes inondées et des terres pluviales des basses collines qui les bordent (voir chapitre 1). Chaque groupe domestique cultive ainsi généralement :

- une parcelle dans les savanes arborées, avec une portion ouverte l'année en cours et une portion ouverte l'année précédente, les deux éventuellement d'un seul tenant ;

[116] Tous les 5 ans environ, le chef du groupe domestique doit donc intégralement remplacer le stock de semences pour trouver des variétés adaptées aux conditions des terres pluviales puis inversement quelques années après pour revenir dans le bas-fond. Ils partent chercher leurs variétés dans d'autres régions : plus à l'est pour les riz inondés, au nord de la Sella Limba pour les riz pluviaux. Si ce remplacement régulier peut poser des problèmes, il offre l'occasion d'un renouvellement important du matériel génétique exploité par les paysans de la région.

[117] Sur la figure 73, nous avons représenté la situation la plus courante, celle d'une année où les paysans se consacrent essentiellement à la culture du bas-fond. Mais pour les résultats économiques (présentés page 420) nous avons calculé la VA pour le système de production 4 années de culture en bas-fond / 1 année en terres pluviales.

- une parcelle dans les cuvettes inondées, elle-même décomposée en plusieurs portions, généralement contiguës, du plus profond de la cuvette à sa périphérie ;
- enfin, les femmes disposent également de leurs parcelles d'arachide et de fonio en savane, souvent à part.

Ces trois ou quatre parcelles sont souvent éloignées les unes des autres. Par ailleurs, contrairement aux bas-fonds, il n'y a pas d'aménagement pluriannuel, diguettes ou drain. La disponibilité des terres inondées étant beaucoup plus importantes, la position des terres cultivées paysans change régulièrement (recherche de terres plus fertiles, proximité du village ou des autres parcelles). Ainsi, les cabanes sont plutôt de simple abris que des véritables lieux de vie comme dans les autres zones agro-écologiques.

Chaque année, en saison sèche, les paysans ouvrent de nouvelles portions de la savane arborée ou des cuvettes pour compenser les surfaces abandonnées après une ou deux années (voir les rotations des systèmes de cultures pluviaux et inondées de cette zone agro-écologiques : SC3 et SC5). Ce travail, le plus souvent réalisé individuellement ou en équipe restreinte, consiste en l'arrachage des graminées (*tenku* dans les cuvettes inondées, *tala* ou *bobo* sur les terres pluviales) et éventuellement en l'annélation des arbres de la savanes arborées. Malgré la pénibilité de ces tâches, comme dans les autres zones de la Sella Limba, cette période correspond à une période moins chargée.

Les équipes de travail se forment en début de saison des pluies pour les opérations de billonnage des portions les plus profondes des cuvettes inondées qui précédent toujours les semailles des parcelles pluviales. L'objectif des paysans est alors, en profitant de toutes les hétérogénéités du milieu, de mettre en culture la plus grande surface possible. La période autour du mois de juillet, au cœur de la saison des pluies, apparaît comme la période la plus chargée puisqu'il faut dans le même temps :

- repiquer le riz dans les portions les plus profondes des cuvettes, déjà inondées, et ce avant que le niveau de la crue ne monte trop ;
- poursuivre la préparation des portions qui ne seront inondées qu'un mois plus tard ;
- et mettre en culture les parcelles de première et deuxième année dans les savanes arborées.

La culture du riz constitue toujours la priorité : plus de 75 ares par actif (60 % des journées de travail et de la valeur ajoutée du système de production). La culture du piment est le plus souvent l'affaire des membres subalternes des groupes domestiques. Ils cultivent la surface qu'ils peuvent en fonction du temps dont ils disposent avant la fin juillet (moins de 10 ares par actif).

Au mois d'août, il est déjà trop tard pour se lancer dans de nouvelles entreprises. Ce sont les ultimes semaines pour implanter le riz dans les cuvettes inondées et dans leurs périphéries, à condition d'avoir pu les billonner dans les semaines précédentes. Dans les savanes pluviales c'est la période du désherbage des parcelles, plus important dans les parcelles de seconde année que dans les portions nouvellement ouvertes. À la fin du mois, viennent déjà les premières récoltes : fonio à cycle court et arachide. Elles vont ensuite se succéder à partir jusqu'au début de la saison sèche. Elles monopolisent le gros de la force de travail disponible. Il faut avoir terminé avant que les éleveurs peuls arrivent avec leurs troupeaux.

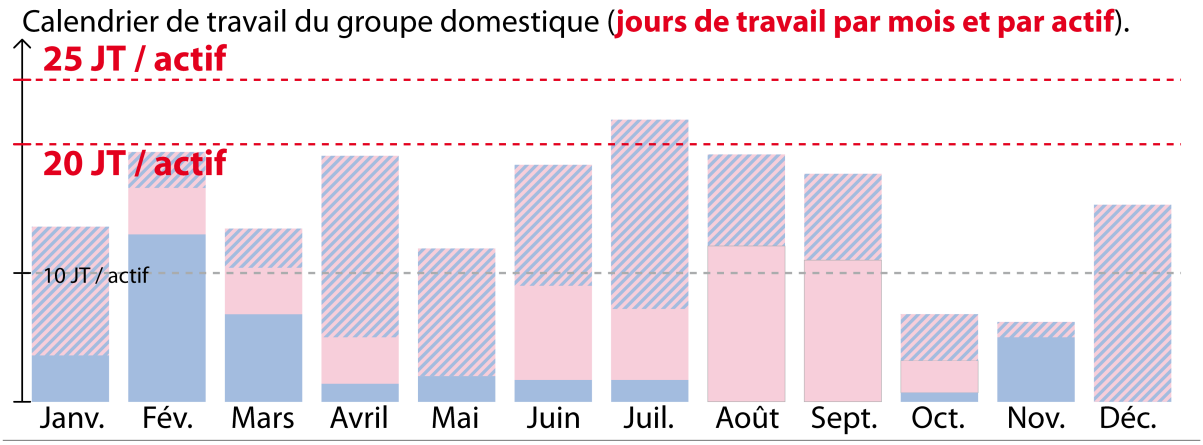


Fig. 74:Calendrier des opérations techniques du système de production de la zone Nord
Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

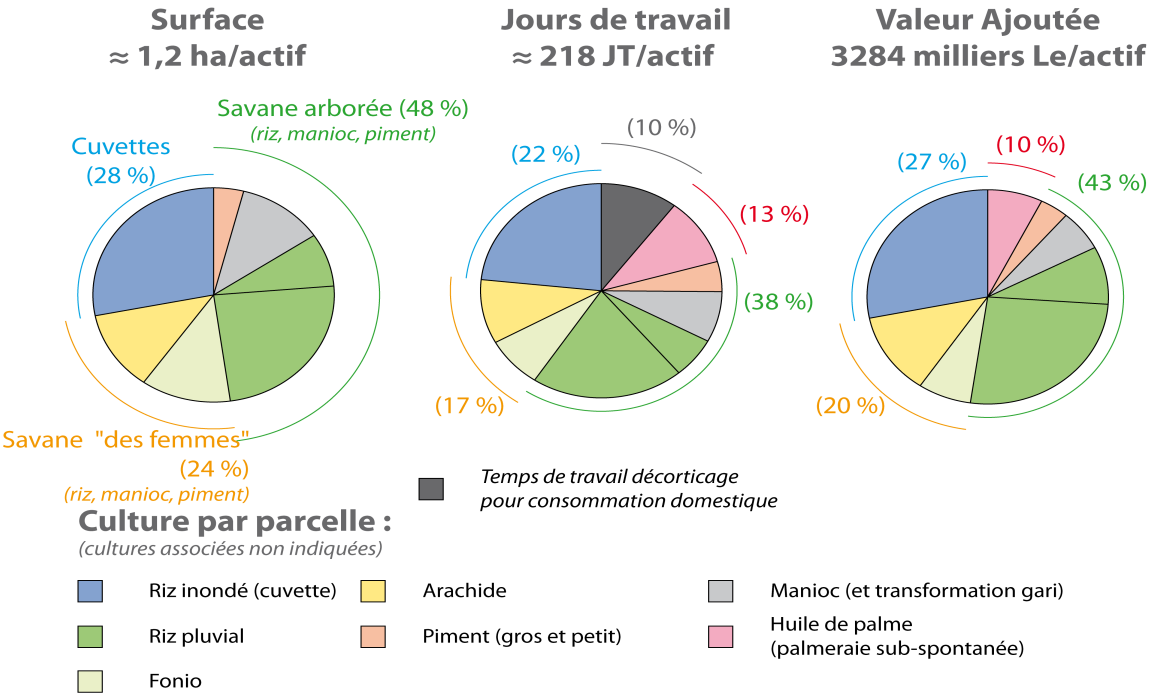


Fig. 75 : Répartition de la surface cultivée, du temps de travail et de la VA entre les systèmes de culture et les cultures pour le système de production de la zone Nord
Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

3.2.6 Activités économiques extra-agricoles

Les calendriers des systèmes de production dépendent, évidemment, en premier lieu du calendrier des précipitations. Mais les conditions agro-climatiques de la région n'explique pas tout. Le calendrier de travail dépend également, à l'échelle du système d'activité, des revenus extra-agricoles auxquels les paysans ont l'opportunité d'accéder :

- si les activités agricoles en saison sèche n'atteignent pas leur potentiel maximum avec les moyens de production actuels, c'est parce qu'elles sont caractérisées par une productivité journalière du travail faible, inférieure aux salaires journaliers que peuvent espérer toucher les paysans, surtout les jeunes hommes, en échange de leur travail sur les sites d'orpaillage par exemple ;
- inversement, si la plupart des paysans retournent aux champs pour y travailler pendant la saison des pluies, c'est parce que la productivité journalière de leur travail est légèrement supérieure aux salaires extra-agricoles.

Pour analyser les systèmes de production agricoles, il est donc essentiel de décrire la manière dont ces activités extra-agricoles interagissent avec les activités agricoles. On reprend ici deux exemples d'activités extra-agricoles courantes : l'orpaillage en Sella Limba même, qui s'est développé très récemment et les migrations saisonnières, qui ont une histoire plus ancienne (chapitre 3).

L'orpaillage dans les bas-fonds en Sella Limba

L'orpaillage artisanal est un bon exemple de la manière dont les paysans combinent activités agricoles et extra-agricoles en fonction des opportunités et des ressources dont ils disposent. En effet, depuis 2009, la majorité des paysans ont pris part, plus ou moins directement, à la ruée vers l'or motivée non pas par la découverte du métal jaune en Sella Limba, mais par l'impressionnante augmentation des prix relatifs suite à la crise financière de 2008 (graphique 12).

Quelle que soit leur origine et l'époque de l'année, les hommes en âge de travailler peuvent se faire embaucher par les petits patrons des sites d'orpaillage[118]. À l'inverse des rapports sociaux qui se sont noués depuis l'origine dans le secteur diamantifère (voir page 193), le rapport qui lie le *supporter* à ses orpailleurs est lui purement salarial : les travailleurs ne s'en-

[118] Les contrats oraux qui lient les petits patrons (*supporter*) fournissent le matériel nécessaire à l'orpaillage et surtout achètent des licences d'explorations et négocient avec les différentes autorités (villageoise, *chiefdom*, administration, police, …). Le plus souvent, ce sont en réalité eux-mêmes des intermédiaires qui utilisent l'argent de leur propre *supporters* qui, eux, ne se rendent jamais en Sella Limba mais règlent leur affaire depuis Freetown ou l'étranger.

gagent que pour 1 ou 2 jours et le patron paie un salaire fixe quelle que soit la quantité d'or trouvée. Cette différence s'explique par la nature de ces activités extractives : tandis que l'on peut travailler 1 mois sans trouver la moindre gemme, on est presque assuré, dans certains bas-fonds, d'extraire chaque jour un peu d'or.

Fig. 76: Orpaillage dans les bas-fond
Les photos n'ont pas été prises en Sella Limba mais à Laminaya, un « site » à une trentaine de kilomètres au sud-est où de nombreux paysans de Sella Limba partent travailler en saison sèche. La première photo donne une idée de la manière dont l'orpaillage détruit le potentiel productif des terres de bas-fond. Sur la seconde photo, on comprend que plus l'on s'éloigne du bas-fond, plus les couches aurifères sont profondes et plus le travail est important pour les atteindre.
Photo : Yanis Irhir

Les sites qui embauchent le plus de bras sont souvent éloignés des zones les plus peuplées, aux confins orientaux des *chiefdoms* de la Sella Limba et de la Sanda Loko au sud. Les salaires journaliers y sont meilleurs (15 contre 10 000 Le/jour), mais la nourriture et le logement sont chers dans ces campements (environ 5 000 leones / jour) et le voyage nécessite un jour de marche complet en moyenne. Aux dires des orpailleurs, le séjour dans ces campements n'est valable que s'il dure au moins une dizaine de jours. Les paysans partent travailler dans ces sites durant les périodes de creux du calendrier agricole. Nombreux jeunes hommes des zones Centre et Ouest, où il n'y a pas d'or du tout dans les bas-fonds, ont ainsi abandonné la culture du piment, qui les obligeait à être présent au village après le pic de travail de mai-septembre, pour se consacrer à l'orpaillage. Ils se sont alors concentrés sur la culture des zones inondées, pour laquelle la rémunération du travail est meilleure et dont les opérations culturales sont rassemblées sur une période relativement courte durant la saison des pluies.

Les bas-fonds où l'on peut potentiellement trouver de l'or se situent dans la zone agro-écologique nord et surtout est de la Sella Limba (voir la carte de MacFarlane et al, 1980 : 58). Les paysans de ces zones prennent part à la « ruée vers l'or » sans avoir besoin de se faire embau-

cher par des petits patrons pour prospecter les bas-fonds du finage . Le capital à investir est de toutes manière faible, une batée et une pelle reviennent à 30 000 Le environ par travailleur, et les marchands ambulants spécialisés dans le trafic d'or (*djula*) sont disposés à avancer l'argent nécessaire pour acheter ce matériel. Nul besoin de licence, on s'arrange avec les aînés, dépositaires des droits sur les territoires lignagers, sans demander de plus hautes, et plus coûteuses, autorisations. Des petites équipes se constituent pour creuser dans le lit du bas-fond pendant 2 à 10 jours en fonction du diamètre du *pit* entreprit. Une fois atteinte la couche de sol potentiellement aurifère ils l'extraient et la mettent à part. À l'aide des batées, ils « lavent » cette terre pendant 2 à 10 jours également. La rémunération de ce travail est par nature hasardeuse : tout orpailleur rêve de faire un gros coup, mais creuse quelquefois en pure perte. L'orpaillage en saison des pluies nécessite une moto-pompe pour retirer l'eau des *pits*. Un investissement trop coûteux pour les habitants de ces villages.

Quelques notables, des aînés des patrilignages *lasiri*, notamment à l'est de la Sella Limba, collaborent avec des *supporters* étrangers pour se lancer dans des entreprises d'orpaillage de plus grande ampleur. Ces derniers leur prêtent le capital nécessaire, pour acheter des moto-pompes et recruter des travailleurs, et assurent les relations avec l'administration centrale (Mining Office). Les paysans les font profiter des droits fonciers solidement établi sur le territoire de leur village, assurent les relations avec l'administration dite « native » (le *Paramount Chief* notamment). Personne n'est très bavard au sujet de ces collaborations. De nombreux intermédiaires, de Londres jusqu'au village, complique le partage des gains. De plus, les modalités d'accès aux droits d'orpailler reste flou du fait de la multiplicité des ayant-droits au niveau local, au niveau de l'administration coutumière et de l'administration centrale (encadré 12, infra).

L'orpaillage ne concerne pas, dans les zones les plus impactées par le développement de cette activité, que les hommes adultes. Il existe, pour les femmes et les enfants, ce qui peut être décrit comme un droit de glanage. En effet, après le passage des orpailleurs, de la poudre d'or reste toujours dans les boues déjà prospectées. Les femmes sont réputées particulièrement habile pour « laver » ces boues, le geste pour faire sédimenter l'or dans la batée ressemblant, dit-on, à celui qui permet de vanner le riz après le décorticage. En saison sèche elles profitent de la moindre journée libre pour « laver » l'or là où les hommes sont passés. Les enfants mêmes, s'ils parviennent à récupérer une batée, s'adonnent à cette activité. Ainsi dans un village de cette zone, en 2010, un père interdisait à une fillette de 10 ans d'acheter une dixième

paire de tongs à un marchand ambulant. Il estimait, contre l'avis de l'intéressée, cette dépense inutile. Elle lui répondait, sanglotant devant cette injustice, qu'elle avait gagné cet argent en « lavant » l'or et qu'ainsi elle devrait pouvoir en disposer à sa guise !

Le développement de cette activité, dont nous avons été le témoin entre 2007 et 2011, a été impressionnant. La souplesse des systèmes de production a permis aux paysans de profiter de nouvelles opportunités. Mais l'industrie minière « artisanale » en Sierra Leone ne mobilisant que très peu de capital, elle aussi est très volatile.

En témoigne le « diamond rush » qu'a connu la Sella Limba en 2004. Sur la base de rumeurs, des milliers de mineurs de tous le pays ont afflué vers le sud de la Sella Limba à la recherche de diamant de taille exceptionnelle. La population de la petite ville de Kamakwie aurait triplé (Kamara, 2004 ; Bolten, 2009). L'économie locale a été bouleversée : outre l'opportunité de se faire embaucher dans les mines de diamant, la présence des mineurs offrait un nouveau marché pour les produits vivriers locaux. Mais, les résultats de l'exploration n'ayant pas été à la hauteur des espérances, cette épisode a été de très courte durée. Les seules traces de ce « diamond rush » à Kamakwie était en 2007 les devantures peintes des nombreuses maisons que leurs habitants avaient converti en « diamond offices ». Ainsi, pour important que soit l'orpaillage aujourd'hui en Sella Limba et dans les *chiefdoms* voisins, il faut se souvenir que son développement ne repose que sur l'évolution du prix relatif de l'or local, elle-même directement dépendante de l'évolution du cours mondial.

Fig. 77: Marchand de diamants de l'époque de la ruée vers le diamant (2004-2005)
La photographie est prise en 2008, le propriétaire de la maison ne pratique plus cette activité

Encadré 12 : Les droits sur les usages non agricoles des terres aux marges de la Sella Limba disputés

La question des usages non agricoles des terres est intéressante car elle montre comment des ayant-droits potentiels activent d'autres registres de légitimation quand de nouvelles opportunités émergent.

Les couches profondes du sol des bas-fonds de la zone agro-écologique Est de la Sella Limba contiennent de l'or sous la forme de poussières. La découverte n'est pas récente (MacFarlane et al, 1980 : 56), mais l'explosion des cours de l'or sur le marché mondial, consécutive à la crise financière, a justifié le développement d'un orpaillage « artisanal » là même où les premières sociétés l'avaient abandonné dans les années 30 ou 40 (voir page 141). Ce nouvel intérêt a motivé la réaffirmation par les chefs sella de leurs droits « ancestraux » sur les bas-fonds potentiellement riches en métal jaune. Alors que le prix de l'or atteint des sommets sur le marché local, il ne s'agit plus d'une simple affirmation de principe de la prééminence des uns sur les autres. L'enjeu est le partage d'une rente minière. On observe le même phénomène quand il s'agit de partager la rente issue de l'exploitation des bois tropicaux précieux des savanes arborées des marges (Est et Ouest) de la Sella Limba par des entrepreneurs étrangers ou sierra-léonais (Pterocarpous erinaceous et Afzelia africana voir Hiemstra-van der Horst, 2011) et des droits de pâturage des éleveurs peuls, spécifiquement à l'ouest de la Sella Limba.

La loi sierra-leonaise[119] stipule que le *Paramount Chief* est le gardien (« *custodian* ») des terres du *chiefdom* pour le compte (« *on the behalf* ») des autochtones (« *native communitives* »). Ainsi le *Paramount Chief* n'intervient jamais dans l'attribution des terres cultivées par les groupes domestiques. Par contre, il intervient effectivement pour arbitrer des conflits entre communautés villageoises et pour réguler l'accès des « *non-natives* », c'est-à-dire des personnes extérieures au *chiefdom*, à la terre et à ses ressources (pâturage, bois, or, …).

Les âpres disputes autour du partage des rentes sont donc compliquées par la multiplicité des ayants droits : aînés des patrilignages primo-arrivants, descendant des chefs sella qui ont attribué la terre à leurs ancêtres durant les premières années du protectorat, *Paramount Chief* et représentant des administrations nationales (mining office, Sierra Leone Police, …).

Les petits patrons de l'orpaillage ou de l'exploitation des grumes tropicales savent d'ailleurs bien se glisser dans les interstices de ces différents registres de légitimité pour accéder aux ressources convoitées à moindre coût.

[119] Dont le « Province Land Act » de 1927 (disponible en ligne sur www.theredddesk.org/countries/laws/provinces-land-act-cap-122)

Migrations saisonnières

Depuis 2009, l'orpaillage est de loin l'activité extra-agricole la plus populaire en Sella-Limba. Mais les paysans n'ont évidemment pas attendu cette date pour combiner activités agricoles et extra-agricoles. Profitant des périodes de creux du calendrier agraire, les paysans quittent le village pour chercher d'autres sources de revenus. Les migrations saisonnières des jeunes hommes datent aujourd'hui de plusieurs générations en Sella Limba (voir page 246). Freetown est aujourd'hui la destination privilégiée des jeunes hommes. Dans la capitale, ils pratiquent divers métiers : apprentis mécanicien, gardien, manœuvre, vendeurs ambulants, etc.

La mobilité des jeunes actifs permet en effet d'augmenter la productivité du travail globale (par actif et par an) des groupes domestiques à l'échelle du système d'activité :

- d'abord parce qu'ils quittent le village une fois les cultures installées quand le coût d'opportunité de leur force de travail diminue au village ;
- ensuite parce que durant leur absence ils ne pèsent plus sur la trésorerie du groupe domestique, notamment durant la période de soudure.

Mais l'allocation de la force de travail et les choix des individus dépendent également des modalités du partage de la valeur ajoutée dans ces activités de différentes natures. Les jeunes hommes maîtrisent mieux les rémunérations monétaires qu'ils touchent dans les mines ou à Freetown que la production agricole issues des parcelles au village. Ainsi, ils peuvent être amenés à privilégier une activité salariée, même si la rémunération est moins importante que la productivité journalière du travail en agriculture.

3.3 Comparaison des performances économiques des systèmes de production

Faiblesse de la productivité du travail et faiblesse des salaires en Sierra Leone

Le niveau de productivité annuelle nette globale du travail se situe en Sella Limba entre 2,5 et 3,4 millions de Le/actif total/an (454 à 618 €) (graphique 9, infra), en fonction de la zone agro-écologique considérée. On peut d'abord souligner la faiblesse de ces niveaux de productivité par rapport aux agricultures avec lesquelles la paysannerie locale est directement en concurrence aujourd'hui sur le marché mondial. Un actif crée annuellement une richesse équivalente à 500 à 900 kg de riz décortiqué (équivalent en riz de la VAN totale). Les producteurs

font face, jusque dans les marchés locaux, à la concurrence du riz en provenance du marché mondial, où dominent quelques grands pays exportateurs parmi lesquels la Thaïlande et les États-Unis. Dans une exploitation mécanisée de Thaïlande, un actif peut cultiver 8 ha, avec des rendements d'environ 9 t de paddy (en deux cycles), soit 72 t de paddy par actif (Dufumier et Thippawal, 1997 ; Phélinas, 1996). Dans une grande exploitation californienne de 200 ha, où le riz est semé par avion, les rendements et la productivité sont encore plus élevés : 14 t paddy/ha et donc 2800 t de paddy par exploitation (Aubin et Dagallier, 1997 ; Chataigner et Salmon, 1996). Une comparaison minutieuse appellerait de nombreuses remarques[120], mais ces calculs approximatifs suffisent pour remarquer qu'un paysan sella limba produit chaque année entre 50 et 3500 fois moins de riz que ses concurrents directes sur le marché local. La Sella Limba se trouve clairement dans la situation des « paysanneries pauvres » dont Mazoyer et Roudart (1997a) analysent la crise à la lumière de l'accroissement des écarts de productivité du travail à travers le monde.

On peut également comparer la productivité globale du travail avec les rémunérations annuelles auxquelles les paysans peuvent aspirer en renonçant à toutes activités agricoles. Un travailleur non qualifié, s'il trouve un emploi salarié en ville[121], gagne entre 150 000 et 300 000 Le/mois, soit entre 1,8 et 3,6 millions de Le/an (ou 325 à 650 €)[122]. Comme nous l'avions remarqué en comparant la productivité journalière à l'échelle des systèmes de culture aux salaires journaliers (graphique 8, infra), la productivité globale du travail est du même ordre de grandeur que le niveau des salaires de la main-d'œuvre non qualifiée. La correspondance entre les niveaux de salaires et la productivité du travail ne relève pas du hasard. Mazoyer et Roudart (1997a : 447) montrent que la faiblesse des salaires dans les villes des pays « en développement » était directement le résultat de l'appauvrissement et de l'exode des paysanneries manuelles les plus démunies dont la productivité du travail est très faible : « *le sa-*

[120] Alors que nous avons calculé des productivité nette du travail dans le cas de la région étudiée, les chiffres données pour les autres situations dans le monde correspondent à la production par actif, c'est-à-dire que l'on ne tient compte ni de l'importance des intrants (produits photo-sanitaires, carburants, engrais, …) ni de la dépréciation du capital mobilisé (machine, bâtiments, etc.) dans les systèmes thaïlandais et californiens. De plus, dans le cas californien, il s'agit de la quantité de riz produite dans une exploitation, sans tenir compte de l'emploi de salariés pour certaines opérations.

[121] Il est complexe d'évaluer le salaire annuel d'un orpailleur. Les contrats, toujours oraux, sont passés avec les *supporters* pour la journée et les mineurs ne travaillent pas souvent toute l'année. Il est plus commode de comparer la productivité globale par actif avec les salaires mensuels des travailleurs non qualifiés à Freetown (gardien, manœuvre, homme ou femme de ménage).

[122] Les gardiens et les boys des citadins aisés reçoivent 5000 Le/jour. Les ouvriers des grande exploitations agricoles capitalistes (voir page 550) recevaient 350 000 Le/mois maximum en 2012 (Baxter, 2013 : 36).

laire de la main-d'œuvre non qualifiée s'établit à un niveau à peine supérieur au coût de reproduction alimentaire de la force de travail, c'est-à-dire à un niveau proche du seuil de survie de l'agriculture paysanne pauvre ».

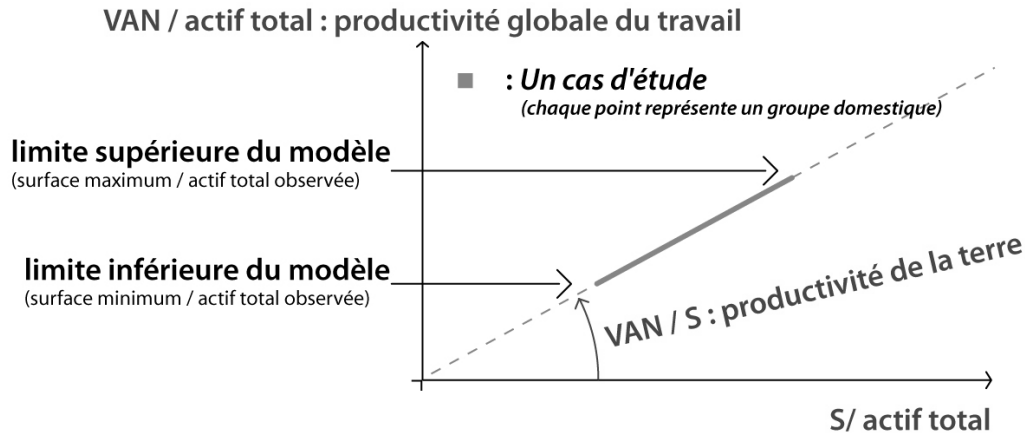
Nous verrons que la faiblesse du niveau de productivité globale du travail agricole, comme du niveau des salaires, constitue la cause profonde de la pauvreté matérielle dans laquelle stagne la paysannerie sella limba comme la population sierra léonaise dans son ensemble (page 506). Tandis que l'agriculture paysanne permet tout juste de survivre, les salaires que les paysans peuvent espérer toucher hors du village ne sont guère meilleurs. On n'observe donc pas un « exode » général de la population paysanne vers les villes ou vers les mines, mais plutôt des stratégies qui privilégient la combinaison d'activités productives de différente natures à l'échelle du système d'activité. De point de vue des employeurs, l'existence d'une agriculture paysanne à faible niveau de capital, assurant tout ou partie de la production et de la reproduction de la force de travail, permet de maintenir à très faible niveau le coût de la force de travail. C'est ce que décrit (Meillassoux, 1975 : 148), avec les termes de l'époque, quand il affirme que « *c'est par la préservation d'un secteur domestique producteur de subsistance que l'impérialisme réalise et surtout perpétue l'accumulation primitive* ».

Comparaison des résultats économiques des différents systèmes de production en Sella Limba

Au-delà de ce constat général, la caractérisation des systèmes de production proposée ci-dessus permet d'aller plus loin et de comparer les différents modes d'exploitation coexistants en Sella Limba aujourd'hui. On cherche à répondre à la seconde question posée en introduction à ce chapitre : y a-t-il aujourd'hui des disparités importantes à l'échelle des zones agro-écologiques ?

On constate tout d'abord (graphique 9, infra) la faiblesse relative de la productivité globale du travail dans la zone Sud par rapport aux autres systèmes de production : - 800 000 Le/actif total/an (environ - 25 % par rapport aux autres zones agro-écologiques). Cette différence témoigne de la tendance historique à la baisse de la productivité du travail en Sella Limba consécutive à l'intensification par le travail des modes d'exploitation du milieu. Les figures 1 et 11 permettent de préciser la nature de cette tendance historique.

Encadré 13: Représentation graphique des résultats économiques



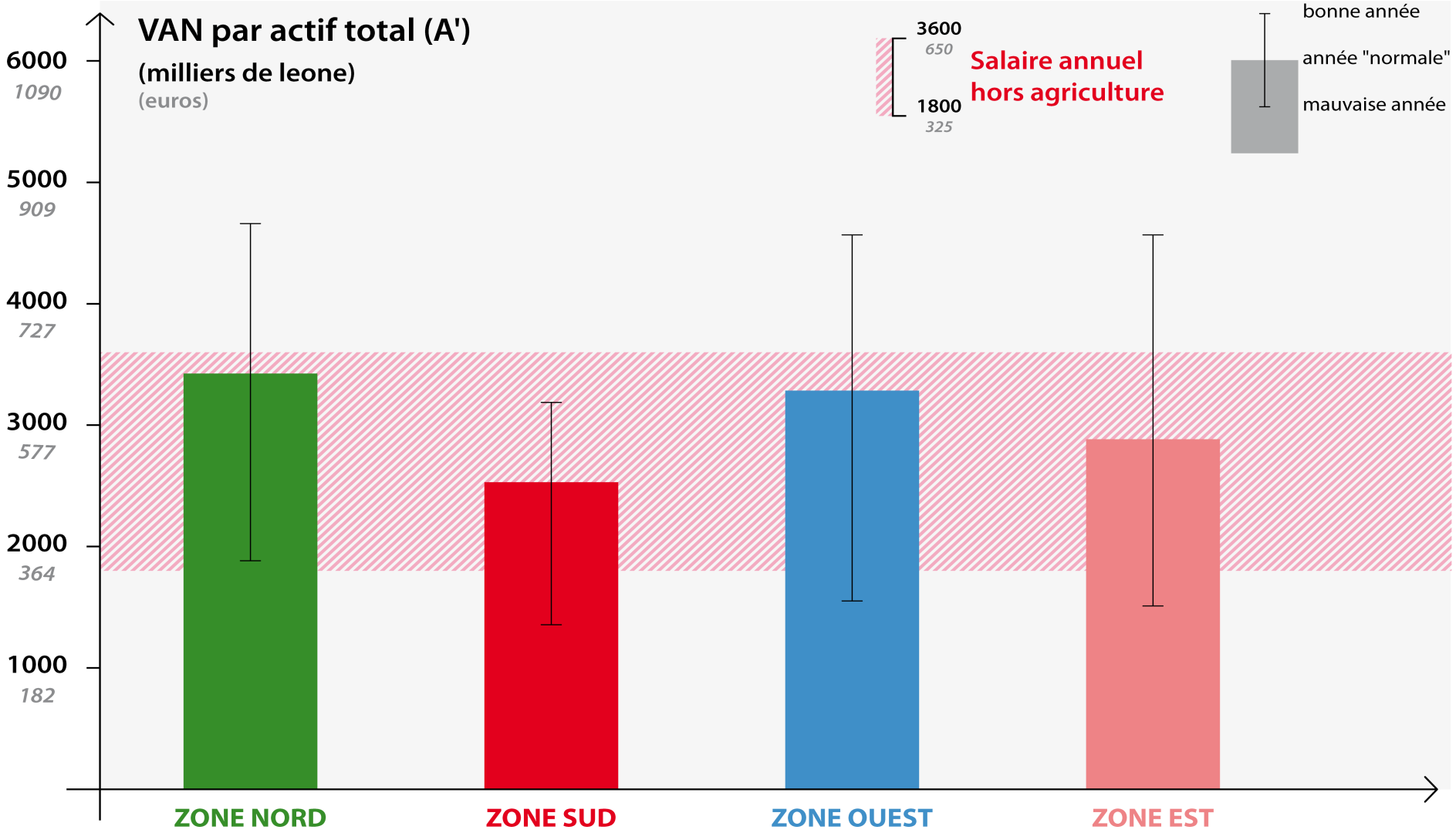
Dans ce mode de représentation des résultats économiques, la pente des segments de droite correspond donc à la productivité du sol (recrû compris ou non). Dans la situation qui nous intéresse, les « charges non proportionnelles à la surface » sont négligeable (voir discussion page 387) et les segments de droite coupe l'axe des ordonnés en 0 (Dufumier, 1996 : 98-102).

Cette intensification se traduit par une diminution de la surface cultivée par actif (graphique 1), surtout par rapport au système de production de la zone Nord qui repose sur l'exploitation en abattis-brûlis. La productivité de la terre (période de recrû entre deux cycles de culture exclue) se situe de manière générale autour de 2,7 millions de Le/ha (491 €). Mais la VAN ramenée à la surface cultivée est également légèrement inférieure dans le cas du système de production de la zone sud : sur le graphique la pente du segment de droite correspondant au système de production de la zone Sud est plus faible. L'intensification n'a donc pas permis une augmentation de la productivité des terres qui aurait même légèrement décliné.

Si l'on considère toutes les surfaces mobilisées par le système de production (terres en culture ainsi que terres en recrû spontané, graphique 11), le segment de droite qui correspond au système de production de la zone Sud se détache nettement des autres, sa pente étant beaucoup plus forte. Ainsi, la productivité de la terre est bien 2 à 3 fois plus élevée pour ce système de production qui repose que l'exploitation de la savane herbeuse et des bas-fonds que pour tous les autres systèmes de production (1,9 millions de Le/ha, 350 €). Cette comparaison permet de comprendre que l'intensification par le travail des modes d'exploitation dans le sud de la Sella Limba a été une réponse à la dégradation des conditions agro-écologiques et à la réduction des périodes de recrû. Dans cette situation, le recrû de la végétation spontanée ne joue plus qu'un rôle marginale dans ces modes d'exploitation du milieu, aussi bien pour les terres pluviales que pour les terres inondées.

Dans les marges Est et Ouest, comme dans le nord de la Sella Limba, les paysans combinent des modes d'exploitation caractérisés par de longues périodes de recrû (abattis-brûlis, savanes « des femmes », …) et des modes d'exploitation caractérisés par des périodes de recrû plus courtes (riziculture inondée). La productivité de la terre, recrû compris, de ces systèmes de production est très proche (autour de 700 000 Le / ha, 130 € / ha)

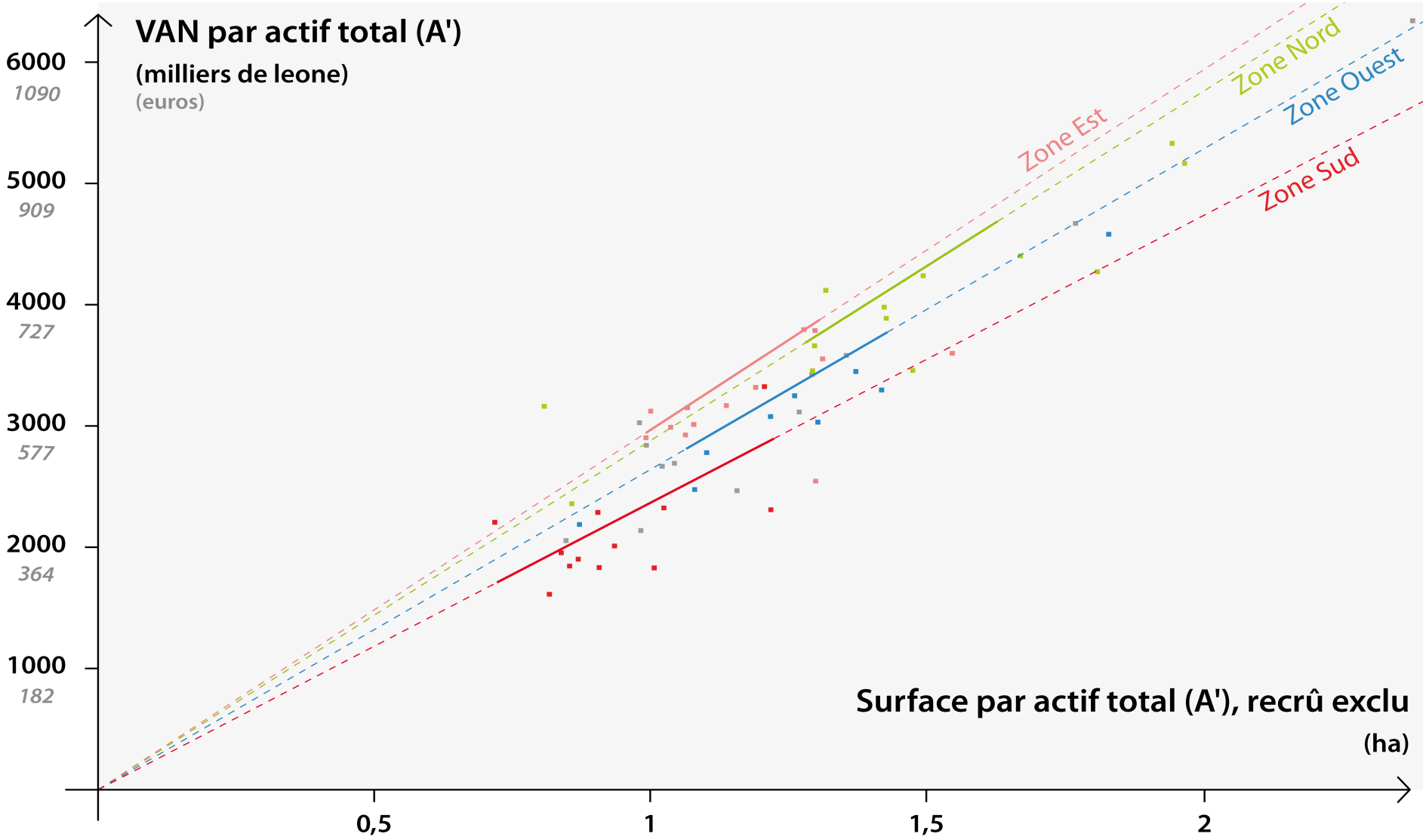
Enfin, si l'on considère sur les graphiques 1 et 11 les points qui correspondent aux cas des groupes domestiques étudiés, on constate que nombre d'entre eux, notamment pour les systèmes des zones marginales Est et Ouest, s'écartent du modèle représenté par le segment de droite. Dans ces zones les combinaisons possibles de la culture des terres inondées (productivité du sol recrû compris élevé) et des terres pluviales (productivité du sol recrû compris faible) sont diverses. Ainsi les points sous le segment de droite correspondent à des cas où le chef du groupe domestique a fait le choix, l'année de l'enquête, d'abandonner la riziculture inondée pour se consacrer, généralement, à l'ouverture d'une parcelle en savane arborée. Inversement, les points au-dessus du segment de droite correspondent aux groupes domestiques dont le chef a fait le choix de se consacrer exclusivement à la riziculture inondée. Généralement, l'abandon, pour une ou plusieurs années, d'un des deux grands types de mode d'exploitation du milieu répond à une volonté de consacrer une partie de la force de travail à des activités extra-agricoles, notamment à l'orpaillage, et donc à concentrer les travaux des champs sur des fenêtres calendaires limitées. Cela peut contribuer à expliquer la différence entre les systèmes de production des zones Est et Nord, où l'orpaillage a pris une place importante, par rapport au système de production des marges Ouest.



Graphique 9 : Productivité nette globale du travail : Valeur Ajoutée Nette par actif total (A') et par an des systèmes de production

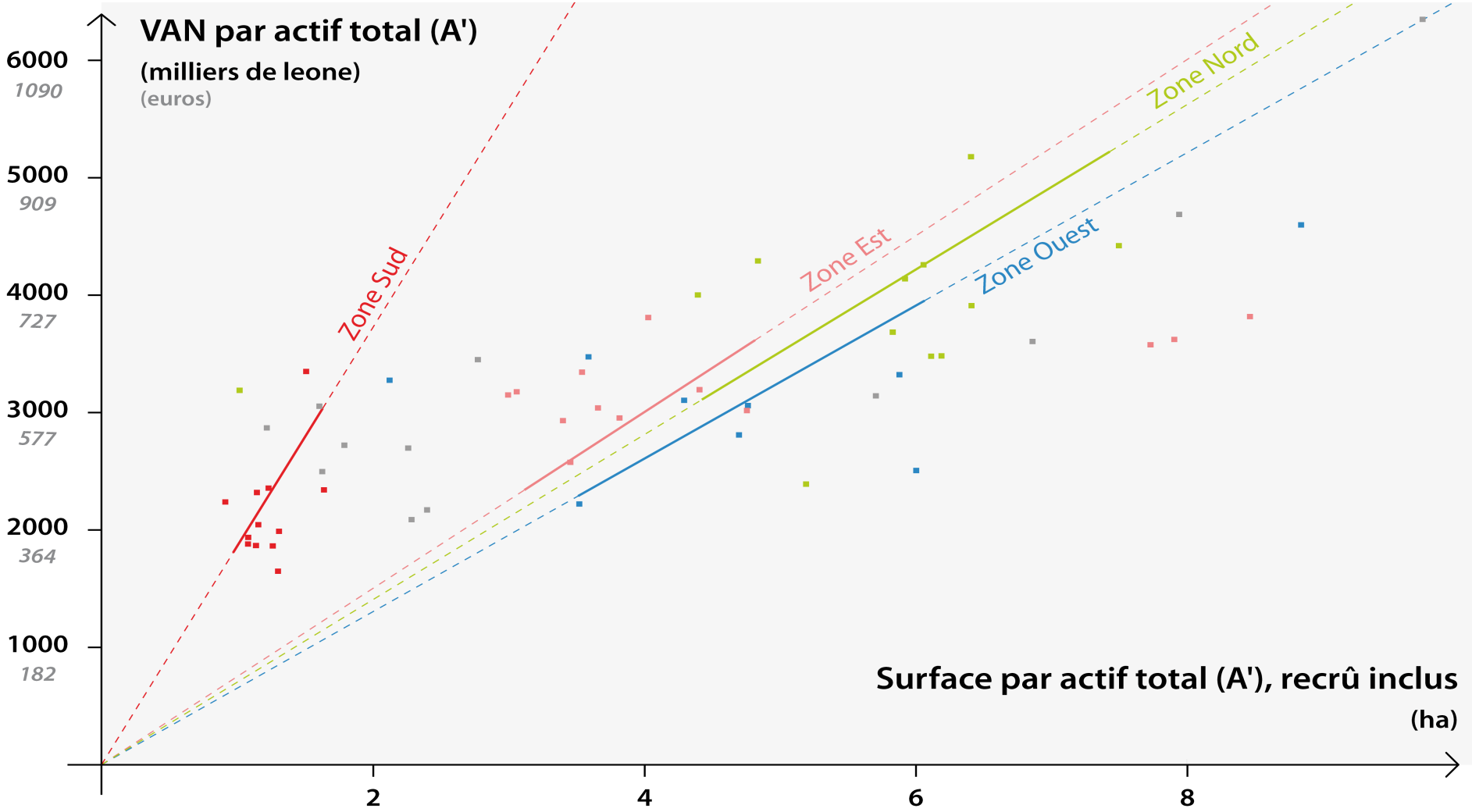
Le nombre total d'actifs (A') est déterminé en divisant le nombre de journées de travail effectuées entre mai et août par le nombre de journées que peut potentiellement effectuer un individu productif durant la même période : ***A' = JTmai-sept / 5x20*** *(voir page 391).*

Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes



Graphique 10 : Productivité nette globale du travail en fonction de la surface mobilisée (période de recrû exclue) par les systèmes de production et les groupes domestiques

Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes



Graphique 11: Productivité nette globale du travail en fonction de la surface mobilisée (période de recrû comprise) par les systèmes de production et les groupes domestiques

Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

Résilience face aux aléas agro-économiques

Sur le graphique 9 nous avons indiqué à l'aide d'une barre verticale la variabilité des résultats économiques pour une « bonne » ou une « mauvaise » année[123]. La forte variabilité qui en résulte reflète l'importance de l'aléa qui frappe la production agricole : un défaut de précipitation à un moment clé du cycle de la culture, l'invasion de la parcelle par des ravageurs de différentes natures, une maladie qui frappe les plantes, …

Ces aléas « agronomiques », de diverses natures, qui touchent les cultures et affectent leur rendement se doublent de la morbidité qui touche les producteurs. Travailler dans les champs présente des risques ; la prévalence de nombreuses maladies, notamment du paludisme, est élevée, et la santé de la population se dégrade probablement quand les rations alimentaires diminuent pendant la période de soudure[124]. Quand l'entretien de certaines parcelles est négligé c'est souvent que la maladie ou un accident rend indisponible un des membres actifs du groupe domestique pendant tout ou partie de la saison des pluies.

Variations intra et inter-annuelles des prix relatifs

Les variations des prix relatifs sont une autre source d'aléa pour les paysans. Ces variations s'observent à deux échelles de temps. À l'échelle annuelle, les prix des produits locaux et peu concurrencés par les importations à bas prix (huile de palme, piment, arachide et tabac) varient fortement en fonction du calendrier agricole. Les paysans capables d'implanter les cultures précocement profitent de la forte augmentation que ces prix connaissent généralement juste avant la période de récolte. C'est notamment le cas du piment (gros vendu frais et petit vendu sec). Au moment des premières récoltes, au mois d'août, les commerçants de Waterloo[125] dépêchent sur place des intermédiaires pour trouver du piment dont manquent les consommateurs de la capitale et que les commerçants font venir à cette saison depuis le Mali. La compétition entre eux est âpre et les prix sont élevés. À la mi-septembre environ, les parcelles du petit piment, beaucoup plus importantes en nombre et en superficie, sont récoltées. Les prix chutent alors brutalement. Le piment est un produit qui séché peut se conserver plusieurs mois et les prix ne remonteront que quelques mois après la fin des récoltes en décembre.

[123] La présentation proposée exagère probablement la variabilité inter-annuelle des résultats économiques des systèmes de production puisque nous avons fait l'hypothèse qu'en « mauvaise année », les rendements de *toutes* les cultures étaient « mauvais ».

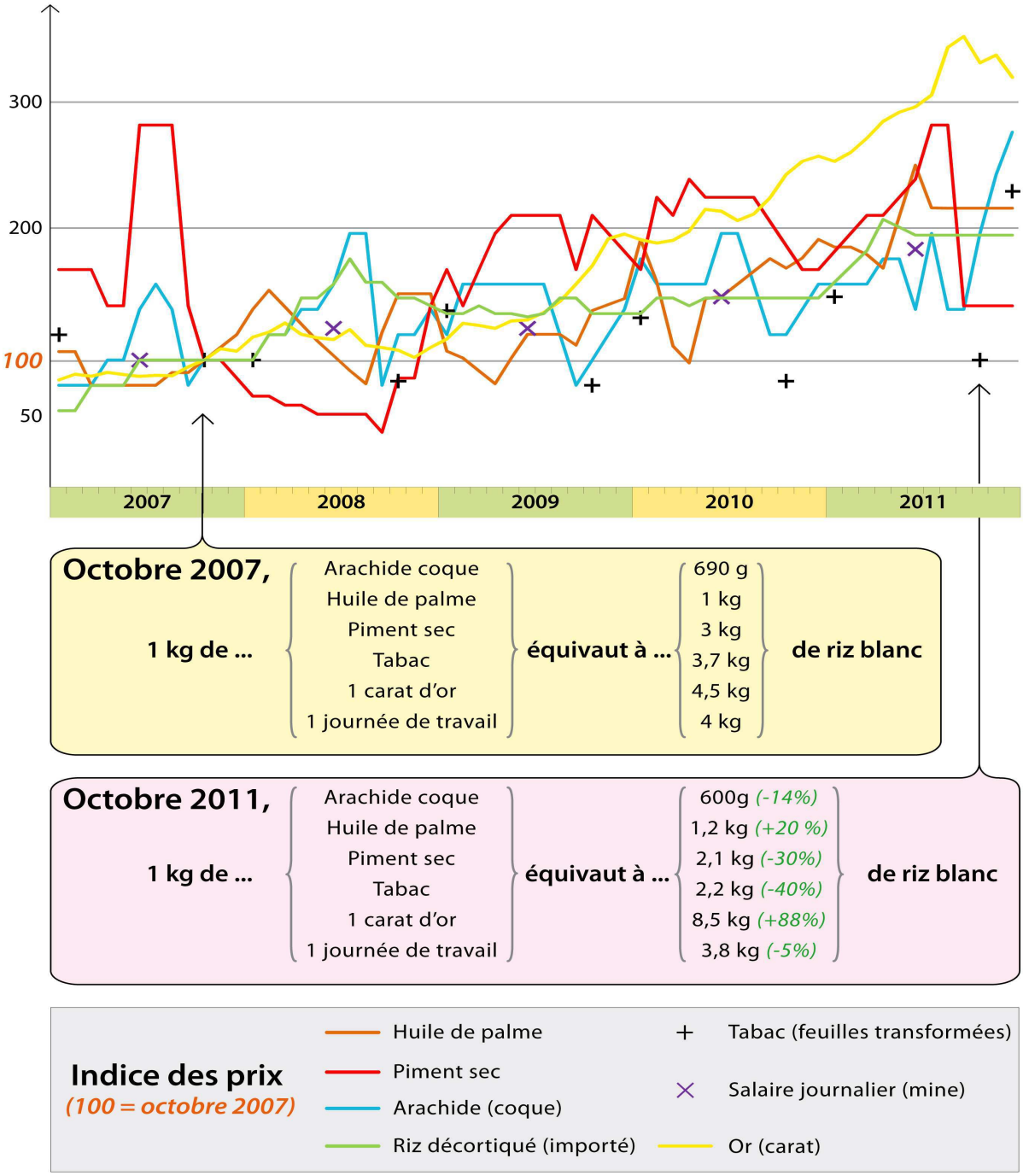
[124] Les statistiques de l'espérance de vie à la naissance (à peine supérieur à 40 ans en 2007) traduisent cette situation.

[125] Waterloo est une ville à l'entrée de la péninsule de Freetown où de nombreux marchands ont installé leurs entrepôts depuis lesquels ils approvisionnent la capitale en produits agricoles nationaux et régionaux.

Les variations annuelles des prix agricoles sont très fortes (graphique 12, infra), mais les paysans peuvent les anticiper dans la mesure où elles dépendent de facteurs locaux et notamment du calendrier de culture : si le *pan* de piment sec vaut 20 000 Le au moment du repiquage, les producteurs peuvent tabler sur un prix à la récolte autour de 10 000 Le / *pan*.

Les variations des prix du riz, massivement importé en Sella Limba, et des produits de substitution (autres céréales, manioc, farine de manioc), ne dépendent pas du calendrier de culture de la Sella Limba mais du cours mondial. À très court terme (un ou deux mois) ces variations peuvent être atténuées par les commerçants locaux qui constituent des stocks, mais à moyen terme le prix du riz décortiqué à Kamakwie suit toujours la tendance du prix mondial en leone courant. Entre 2007 et 2011, le prix du riz en leone courant sur les marchés sierra-leonais a triplé. En 2008, le prix du riz sur le marché mondial a connu une première augmentation brutale liée à au doublement du prix mondial. Puis la dégradation du leone face au dollar américain a provoqué une nouvelle augmentation du prix du riz exprimé en monnaie locale courante en 2011 alors que son prix sur le marché mondiale baissait. Dans le même temps, le piment, principal culture commerciale en Sella Limba, a connu une chute de ses prix relatifs. Alors qu'en vendant 1 kg de piment sec, un producteur pouvait en 2007 se procurer 3 kg de riz décortiqué import, ce chiffre tombe à 2,2 kg en 2011. Le prix « contractuel » du tabac, imposé par la compagnie, s'est également dégradé tandis que le prix de l'huile de palme et des arachides semblent eux suivre celui du riz.

Enfin, le prix de l'or a explosé : en trouvant 1 ct (0,2 g) de poudre d'or, un orpailleur pouvait acheter 4,5 kg de riz décortiqué importé en 2007, près du double en 2011. On comprend le développement fulgurant de cette activité durant cette période.

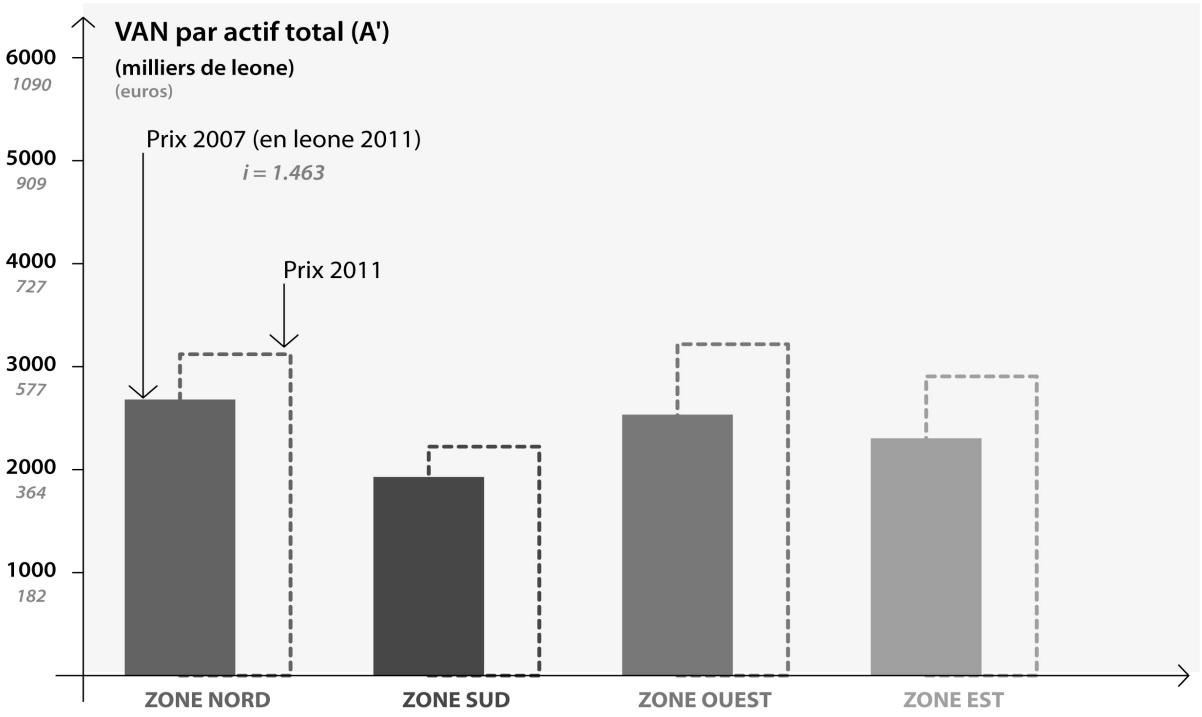


Graphique 12 : Instabilité des prix relatifs au niveau local entre 2007 et 2011
réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

Les variations des prix relatifs sur 5 années ne permettent pas de dégager de tendances générales. La figure 12 illustre surtout la grande instabilité des prix relatifs d'une année sur l'autre. Les paysans ne sont pas capables d'anticiper les évolutions inter-annuelles des prix car elles dépendent de facteurs extérieurs à l'économie locale ou même nationale. Mais les stratégies qu'ils développent prennent en compte l'importance de cet aléa.

Les variations inter-annuelles des prix relatifs modifient-elles lourdement les résultats économiques des systèmes de culture et de production ? L'interprétation de ces résultats que nous avons proposée, notamment en termes de dynamique historique d'intensification et de baisse de la productivité du travail, est-elle remise en question par ces variations de court terme ? Dit autrement : si nous avions fait les calculs en 2007, les résultats auraient-ils été les mêmes ? Sur la figure suivante, nous avons calculé la productivité nette globale du travail (VAN par actif total et par an, graphique 13) des mêmes systèmes de production avec les rapports de prix tels qu'ils prévalaient en 2007[126].

[126] Les résultats sont donnés en « leone 2011 ». Pour calculer en monnaie constante nous avons utilisé l'indice des prix à la consommation fourni par la Banque Mondiale. Entre 2007 et 2011, i = 1,700 (http://databank.worldbank.org/data/home.aspx... accédé le 07/08/14).



Graphique 13 : Comparaison de la VAN par actif des des systèmes de production avec les rapports de prix 2007 et 2011 (en leone 2011).
réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

La productivité du travail apparaît environ 20 % inférieure avec les rapports de prix tels qu'ils prévalaient en 2007. Cela reflète l'importance de la part auto-consommée de la production totale (voir page 503). L'augmentation des prix du riz sur le marché entre 2007 et 2011 augmente d'autant la valeur du riz qui est auto-consommé par les groupes domestiques, donc la VAN dégagée[127].

Il s'agit plutôt de comparer les niveaux de productivité relatifs, entre systèmes de production. Or de ce point de vue, l'impression qui domine est que l'augmentation des prix relatifs du riz et la chute des prix relatifs des cultures commerciales entre 2007 et 2011 ne modifie pas radicalement nos conclusions et leur interprétation en termes de dynamiques agraires historiques.

Cette stabilité des résultats économiques malgré l'évolution importante des prix relatifs est due à la diversité interne aux systèmes de production. De nombreuses cultures différentes sont en association et en rotation dans les systèmes de culture et les systèmes de production combinent tous plusieurs systèmes de culture. Chaque groupe domestique cultive en effet à la fois des cultures à vocation commerciale et des cultures vivrières. Il faut ajouter à cela la combi-

[127] Si au lieu de l'indice des prix de la Banque Mondiale on prend comme référence les prix du riz, le gros des dépenses étant faites pour ce produit, on a l'impression contraire que la VAN / actif a baissé entre 2007 et 2011.

naison d'activités agricoles et extra-agricoles (non prise en compte ici,voir page 504), importante pour comprendre la reproduction de nombreux groupes domestiques. Cette diversité interne aux systèmes de culture et aux systèmes de production leur assure une forme de résilience. Malgré la chute brutale du prix des cultures commerciales et le triplement des prix des subsistances sur le marché, la productivité des systèmes de production a pu ainsi rester à peu près stable.

4 Pistes pour infléchir le développement agricole à l'échelle locale

Le développement agricole ne se limite pas aux interventions extérieures qui s'en réclament. En Sella Limba, l'agriculture paysanne a connu des transformations profondes. La diversification des pratiques, leur intensification et l'exploitation de facettes du paysage jusque-là indifférenciées ont permis de compenser la baisse de la productivité journalière du travail par un remplissage du calendrier annuel. Le développement des activités extra-agricoles peut être compris dans la même dynamique. La colonisation de nouvelles zones agro-écologiques en marge de la zone centrale la plus peuplée a ouvert de nouveaux espaces à la production agricole. La diversification des productions agricoles et des activités productives en général des groupes domestiques est source de résilience dans un contexte économique et sociale pourtant très instable.

Il est néanmoins légitime de s'interroger sur la manière dont les projets peuvent infléchir les dynamiques agraires à l'échelle locale et sur les conditions auxquelles ils peuvent favoriser le développement agricole, c'est-à-dire « […] *un changement progressif du processus de production agricole allant dans le sens d'une amélioration du milieu cultivé, des outils, des matériels biologiques (plantes cultivées et animaux domestiques), des conditions du travail agricole et de la satisfaction des besoins sociaux* » (Mazoyer cité dans Cochet et al, 2007 : 104) ?

Les projets de développement agricole locaux ou régionaux sont contraints par les politiques à l'échelle nationale, elles-mêmes d'ailleurs largement déterminées par les orientations des institutions internationales qui financent ces politiques dans les pays dits en développement. Nous reviendrons sur ces contraintes dans le dernier chapitre (chapitre 5, partie 3). Cette réserve importante étant faite, quelles actions peuvent favoriser durablement à l'échelle locale ou régionale le développement agricole ?

Les actions de développement peuvent prendre de multiples formes. La fourniture d'une aide alimentaire a pu être nécessaire, malgré tous les effets secondaires négatifs qu'elle peut avoir, pour répondre aux situations d'urgence engendrées par le conflit armé, notamment ses phases les plus violentes (1996 – 1998, voir page 251). Mais depuis le désarmement (fin 2001), les organisations de développement ont recherché des pistes plus efficaces pour la promotion du développement agricole local. Les pistes envisagées ont été, de manière très générale :

- la promotion de nouvelles techniques agricoles, généralement plus intensives en travail ;
- la distribution ou la facilitation de l'accès à des moyens de production plus performants ;
- la promotion de nouvelles formes d'organisations à l'échelle locale dans le but de faciliter l'accès aux moyens de production et la commercialisation des produits.

Toutes n'ont pas eu le succès escompté. Pour expliquer certains échecs, ou réussites en demi-teinte, sont parfois invoqués la « culture ou les « valeurs » des sociétés paysannes (Olivier de Sardan, 1995 : 11). Nous avons déjà montré que le discours qui fait des sociétés d'initiation *bundu* et *gbaŋgbani* la source des blocages du développement agricole dans les campagnes sierra-léonaises n'est pas pertinent (page 394). Lors d'une conversation informelle, un officiel du MAFFS à Makeni me désignait l'analphabétisme (qui touche 58 % de la population de plus de 15 ans d'après l'UNICEF) comme le frein principal à la pénétration des techniques agricoles « modernes ». Si l'analphabétisme constitue une des dimensions de la « pauvreté » et que le combattre est un objectif légitime, en ce qui concerne le développement agricole, cet argument masque les véritables raisons du faible engouement qu'ont les paysans pour certaines innovations promues par les projets.

L'histoire de l'agriculture paysanne en Sella Limba a montré la capacité des paysans à transformer radicalement leurs pratiques et le milieu exploité pour s'adapter à de nouvelles opportunités ou à de nouvelles contraintes. La littérature scientifique offre, en Sierra-Leone (Richards, 1986) et ailleurs en Afrique (Dupré, 1991 ; Cochet, 2004b), de multiples exemples d'innovations paysannes. Plutôt que faire l'hypothèse d'une supposée réticence des paysans à l'innovation, il nous semble plus fertile de reconnaître leur capacité à innover et à tester des innovations qui peuvent leur être proposées. Cette hypothèse doit s'accompagner d'un évaluation agro-économique rigoureuse des techniques proposées, dans le but de comparer leurs performances avec les pratiques locales. Pour que cette évaluation puisse guider les choix d'un

projet, cela suppose de définir des objectifs clairs au projet, partagés par les producteurs : le but est-il d'augmenter les rendements, les revenus monétaires des individus, la sécurité alimentaire des groupes domestiques, etc ?

Dans le contexte de la Sierra-Leone, et du point de vue des projets de développement agricole, l'urgence semble être d'augmenter la productivité globale du travail et les revenus agricoles (monétaires ou auto-consommés) par actif de la grande majorité des paysans de manière à enclencher des dynamiques d'accumulation en capital productif. Historiquement, c'est grâce à l'intensification par le travail des pratiques et au remplissage du calendrier agricole que les paysans ont essayé de maintenir les niveaux de productivité dans des conditions défavorables. Aujourd'hui, s'il reste des marges de progrès dans cette voie, le soutien à l'intensification par le capital des processus productifs pourrait aider la paysannerie à amorcer des processus d'accumulation durables.

4.1 Intensification par le travail des pratiques agricoles à tout prix ?

Souvent les techniques promues par les organisations de développement visent explicitement l'augmentation des rendements. Le prix à payer pour les paysans est souvent une augmentation du travail ramenée à la surface : le jeu en vaut-il la chandelle ? Nous nous intéressons ici à la riziculture inondée car c'est toujours sur ce compartiment du paysage et sur cette culture que ce sont focalisé les projets de développement agricole en Sierra Leone.

4.1.1 Intensification de la riziculture inondée et aménagement des bas-fonds

La promotion de techniques intensives de riziculture inondée constitue l'exemple le plus répandue : en repiquant les brins de riz plus tôt, avec moins de brins par poquet et plus d'espace entre les poquets, il est possible d'augmenter considérablement les rendements. Mais cela nécessite d'une part plus de travail pour implanter les cultures et plus d'efforts pour la lutte contre l'enherbement en début de cycle. Nous avons déjà souligné que des contraintes multiples, à l'échelle de la parcelle et du groupe domestique, freinent l'adoption de ces pra-

tiques (page 352). Mais surtout, en dernier ressort, l'investissement supplémentaire, important, en travail ne risque-t-il pas d'annuler les gains en termes de productivité ? Nous avons vu que la productivité journalière du travail des systèmes de riziculture inondée « locale » (les SC4a et SC4b présentés plus haut) est plus faible que pour les systèmes de rizicultures d'abattis-brûlis. Qu'en est-il de la différence entre riziculture « locale » et « système de riziculture intensif » ? Les projets que nous avons eu l'occasion de visiter (dans le district de Tonkolili notamment) n'avaient malheureusement pas mis en place un véritable suivi agro-économique. Mais des expériences dans des régions proches (Johnny et al, 1981 ; Delarue, 2007) nous permettent de douter de leur supériorité.

L'adoption de ces techniques suppose de plus des aménagements pluriannuels conséquents. À minima, il s'agit de sur-creuser le drain centrale, de creuser des canaux de contour et de construire des diguettes pour former des casiers dans lesquels le niveau de la lame d'eau est contrôlé. Ces aménagements exigent un investissement important en force de travail, entre 94 et 327 jours de travail par hectare selon les sources (Karimu et Richards, 1980 : 91) et un entretien annuel dont la charge de travail correspondante est difficile à évaluer (Lavigne Delville et Boucher, 1996). Par ailleurs, si les effets positifs des aménagements sur les rendements se font nettement sentir en première année, on observe souvent une dégradation les années suivantes pour de multiples raisons : mauvais entretien des aménagements, dégradation de la fertilité dans les casiers en absence d'amendements, modification du régime hydrique, etc (Delarue, 2007 : 450). Lors d'une visite d'un projet de ce type, nous avons eu l'occasion d'observer dans des aménagements de moins de 5 ans de nombreux casiers abandonnés par les paysans.

Or les projets de développement qui promeuvent le paquet technique « SRI + aménagement » considère souvent qu'avant leur intervention les bas-fonds sont « vierges », ou du moins « non aménagés », impliquant de manière implicite que les aménagements proposés ont un coût d'opportunité nul. Nous avons montré (page 159) qu'il n'en était rien et que la riziculture inondée paysanne a, dans le nord de la Sierra Leone, déjà une longue histoire. Ainsi, outre le fait que les aménagements lourds se révèlent souvent peu durables, ils remplacent, avec des conséquences négatives à long terme, d'anciens aménagements souvent mieux adaptés aux contraintes agro-écologiques et socio-économiques des paysans. Il s'agit alors d'une véritable décapitalisation du travail accumulé dans ces aménagements « paysans ». On arrive à la situation paradoxale où pour les persuader de l'intérêt des aménagements, les projets sont parfois obligés de payer, au salaire journalier moyen, les paysans « bénéficiaires » pour faire les travaux dans leurs propres parcelles !

4.1.2 Une approche à la carte qui tire profit de la capacité des paysans à expérimenter in situ de nouvelles pratiques

Ces remarques sur les techniques de riziculture intensive et l'aménagement des bas-fonds ne disqualifient pas la promotion de techniques plus intensives en général. L'approche d'Inter Aide, en particulier, nous paraît intéressante. Rejetant la promotion de « paquets techniques » et ayant renoncé très tôt à des aménagements pluriannuels lourds, l'organisation met à disposition des paysans un catalogue de techniques (au sens large : variétés à cycle court, gestion de la pépinière, aménagements « légers », repiquage plus précoce, etc) considérées comme nouvelles dans la région. Les paysans bénéficiaires du programme peuvent choisir « à la carte » les techniques pour lesquelles ils souhaitent recevoir un support technique ou ponctuellement financier.

Il semblerait ainsi que des paysans adoptent, sur des petites portions de leurs parcelles de bas-fonds, certaines des techniques de riziculture intensive promues, notamment le repiquage précoce et plus espacé des brins[128]. Cela leur permettrait de mieux utiliser la force de travail domestique et de contourner, en partie, les lourdeurs de l'organisation du travail en équipes saisonnières (*kune*). Si la productivité journalière de ces techniques reste plus faible, elles peuvent permettre une augmentation de la productivité globale (par actif et par an) grâce à remplissage du calendrier de travail. Ce faisant, ces innovations s'inscrivent dans une dynamique endogène de long terme.

De plus, en n'imposant pas l'adoption, via des groupes formels dont l'existence n'est liée qu'à celle du projet, de techniques sur des parcelles de taille importante, cette stratégie permet de tirer parti d'essais *in situ* sur des petites surfaces dans les conditions agro-économiques locales. Rappelons que les paysans ont parfaitement l'habitude de ces essais, dans le domaine de l'innovation variétale par exemple. Les résultats sont moins impressionnants dans l'immédiat, mais très probablement plus profitables sur le long terme. Validée par l'expérience, ces nouvelles techniques deviendront peut-être des pratiques mobilisées sur des plus grandes surfaces par un nombre plus grand de producteurs.

[128] Communication personnelle du responsable du programme.

4.2 Intensification par le capital de l'agriculture paysanne

Bien que limités, des progrès en termes de productivité globale (par actif et par an) grâce au remplissage du calendrier agraire, au prix d'une intensification par le travail, sont donc encore possibles aujourd'hui. Il ne faut cependant pas abandonner la voie d'une intensification par le capital qui peut permettre également, grâce à un investissement dans des moyens de productions plus performants, l'accroissement de la productivité journalière du travail (par jour de travail) (Jouve 2006). Dans quels investissements il est le plus pertinent de soutenir les paysans ?

4.2.1 La mécanisation de l'agriculture : des investissements pas toujours pertinents

Faciliter l'accès des paysans à des outils moto-mécanisés participe de cette logique « d'intensification par le capital ». La pertinence de ces initiatives semblent dépendre en grande partie de la nature et de l'importance du capital immobilisé et, corrélativement, de la possibilité pour le plus grand nombre d'en profiter.

La mécanisation de la riziculture : l'arlésienne du développement agricole en Sierra Leone

Dès la fin de la période coloniale, le gouvernement a soutenu des programmes de motorisation de la riziculture inondée (Richards, 1995 ; Jedrej, 1983), en particulier, en ce qui concerne la région étudiée, dans les cuvettes inondables des *bolilands*. L'objectif affiché a toujours été d'augmenter la surface en culture pour assurer la « sécurité alimentaire ». Déjà en 1970, l'agronome René Dumont, après une visite dans le pays, mettait en garde le gouvernement : « *Sierra Leone has tried to introduce mechanical ploughing, and has been able to increase the acreage in this project ; but it has proven to be a very costlty venture, especially in terms of foreign exchange* » (Dumont, 1970). Aujourd'hui encore, cet objectif semble monopoliser une partie non négligeable du budget du ministère (MAFFS, 2009 : 41). Mais à qui profite réellement cette politique ?

Dans les *bolilands*, le labour avec une charrue à disque suivi du passage d'une herse réalisé grâce à un tracteur peut remplacer les opérations de billonnage et de mise en boue réalisées à la houe (voir page 359). Le système mis en place par le MAFFS est censé permettre le partage

entre plusieurs paysans d'un moyen de production auquel, individuellement, ils n'auraient pas accès. Le paiement d'un forfait incluant la location du tracteur et le salaire du chauffeur, donne accès, théoriquement à tous, au tracteur pour la réalisation de ces opérations. Le carburant étant fourni par l'usager. Les tarifs ne sont effectivement pas exorbitants. Pour labourer et herser 1 ha, il faut compter environ 100 000 Le (18 €). C'est trois fois moins que la somme qu'il faudrait dépenser pour mobiliser les travailleurs qui réaliseraient les opérations correspondantes à la houe (coût d'achat des *kune* et fourniture des repas, voir page 497). L'utilisation du tracteur semble donc à première vue rentable, au moins du point de vue des producteurs.

Mais dans les faits, le tracteur n'est utilisé, pour des activités agricoles et en saison des pluies, que par un très faible nombre d'individus (seulement 5 dans le cas du tracteur en service en Sella Limba pour l'année 2011). Seules les opérations de préparation des parcelles sont mécanisées. Il faut donc être capable d'entretenir et de les récolter « à la main » les parcelles préparées au tracteur. En conséquence, le fond des cuvettes, où la pression des adventices est très faible, sont privilégiés. Mais, nous l'avons vu, l'inondation de cette portion des cuvettes est précoce et le calendrier de culture y est particulièrement contraignant (voir page 359). Le tracteur n'est donc utile que quelques semaines par an et tous les paysans en auraient besoin au même moment. Pour y avoir accès mieux vaut donc avoir les bonnes connections et être prêt à payer plus que le forfait officiel. Le reste de l'année, il est utilisé pour le transport de matériaux de construction importés ou le dépannage des 4x4 embourbées, autant d'activités qui ne profitent pas vraiment au plus grand nombre dans les campagnes sierra-léonaises.

L'acquisition de tracteurs par le MAFFS mobiliserait entre 10 et 20 % des moyens effectivement dépensés par le ministère (Curtis, 2013). Sous couvert de « modernisation de l'agriculture », leur distribution dans les campagnes n'est destinée qu'à alimenter des réseaux clientélistes liés au parti au pouvoir à Freetown. Dans ces conditions, les forfaits payés par la poignée de paysans aisés qui y ont accès, ne servent évidemment pas à entretenir les engins. À la première panne, il sera laissé sur place en attendant le prochain « projet ».

La mécanisation des opérations post-récolte et de transformation

D'autres projets de développement en Sella Limba ont favorisé la moto-mécanisation des ateliers de transformation à destination, cette fois, de la majorité des paysans. Plusieurs décortiqueuses motorisées ont été installées, par exemple, dans les villages et confiées à une gestion communautaire. En 2007, seulement 10 ans après leur installation, plus aucune ne fonctionnait. Selon nous, bien qu'il ne s'agisse probablement pas du meilleur mode de gestion, l'op-

tion « communautaire » n'est pas la cause première de cet échec. L'opération de décorticage du riz est une lourde tâche (20 kg de paddy par jour de travail, soit autant que la récole en elle-même). Mais à la différence des autres opérations culturales, il est possible de la reporter et de l'étaler sur toute l'année. Étant donné la faiblesse des revenus monétaires en Sella Limba, il n'était probablement pas très intéressant d'acheter de l'essence pour faire tourner les décortiqueuses, encore moins de dépenser de l'argent pour entretenir la machine. D'où leur faible durée de vie.

Aujourd'hui, la politique agricole est très soucieuse de développer les capacités du pays en matière de décorticage. Le gouvernement prévoit d'offrir des facilités aux entrepreneurs qui développeraient de tels « business ». En fait, le décorticage du riz constitue un blocage surtout pour les très gros producteurs qui profitent déjà des facilités pour accéder à la grande moto-mécanisation de la riziculture.

La moto-mécanisation du râpage des racines de manioc pour leur transformation en farine pourrait être promis à un plus bel avenir. Quelques entrepreneurs proposent les services d'une râpe fonctionnant à l'aide d'un petit moteur. Le grand avantage de cette petite moto-mécanisation est sa mobilité : la machine peut circuler à moto facilement. Nous avons vu que la transformation de la farine de manioc est caractérisée par une productivité du travail particulièrement faible (entre 3 500 et 10 000 Le par jour de travail en fonction de la valeur que l'on donne aux racines de manioc, voir page 343). Mais les marges de progrès sont limitées car, ici aussi, seule une étape du processus est moto-mécanisée : celle du râpage. Le producteur doit toujours mobiliser autant de travailleurs pour éplucher, sécher et griller le manioc. Avec la râpe moto-mécanique la productivité brute journalière du travail de la transformation du manioc en gari se situe entre 4 5000 et 14 000 Le. Plusieurs indices témoignent néanmoins de l'intérêt qu'ont les paysans pour cette innovation. L'entrepreneur que nous avons rencontré assure qu'il est sans cesse sollicité pendant les 4 mois de la saison sèche. Autre indice : l'entretien de la machine est assurée. Néanmoins l'investissement, qui coûte environ 2 millions Le à Freetown, reste hors de portée des paysans aujourd'hui. Si la baisse du prix de l'or se confirme et si l'orpaillage en contre saison devient moins attrayant, il est probable que la transformation de la farine de manioc pourrait attirer davantage de producteurs. Soutenir, d'une manière ou d'une autre, plusieurs petits entrepreneurs mobiles qui offriraient en saison sèche ce service de râpage pourrait s'avérer alors bénéfique pour les paysans qui cultivent des

parcelles conséquentes de manioc. Ainsi, si cette innovation profitera probablement plutôt aux producteurs aisés, leur nombre sera toujours plus important que la poignée des « big men » qui profite des libéralités du MAFFS et de ses projets de moto-mécanisation de la riziculture.

4.2.2 Amélioration de l'équipement des groupes domestiques

Les projets de développement agricole ont parfois tendance à privilégier la promotion de de moyens de production coûteux, inaccessibles aux paysans individuellement. Mais nous avons vu qu'il est difficile d'en faire profiter le plus grand nombre de paysans durant les fenêtres calendaires restreintes durant lesquelles ils sont utiles. Dans ces conditions, il ne faut pas négliger l'amélioration de l'équipement des groupes domestiques. Nous nous contentons de deux exemples qui nous ont été inspirés de l'expérience de l'ONG Inter Aide en Sella Limba.

Pour le séchage des récoltes, par exemple, de nombreuses dalles en ciment ont été construites dans les villages par les ONG, surtout depuis la fin de la guerre civile. Le coût d'une dalle est important (pour une dalle de 20 m² il faut compter environ 800 000 Le)[129]. L'équipement n'est pourtant pas très durable et surtout pas très souple à l'utilisation. Pour le même prix, il est possible de se procurer une quinzaine **bâche plastiques** de bonne qualité. L'avantage de cet équipement individuel est double : il peut être transporté aux champs ; et il peut avoir éventuellement d'autres usages. Si sa durée de vie n'est pas illimitée, il est, contrairement aux dalles en béton, facilement réparable. L'expérience d'InterAide montre que même à prix coûtant (sans subvention), ces bâches intéressent les paysans qui ne peuvent accéder à ce genre d'équipement sans aller eux-mêmes à Freetown.

[129] Nous pensons que la multiplication des projets de construction de dalles en ciment par les ONG internationales est en partie liée à la facilité de planifier et de budgétiser ce genre d'opérations dont le coût est strictement proportionnel au prix du sac de ciment à Freetown. Un programme de construction de dalles en ciment rentre bien dans les cadres étroits des *proposals* des bailleurs de fonds internationaux.

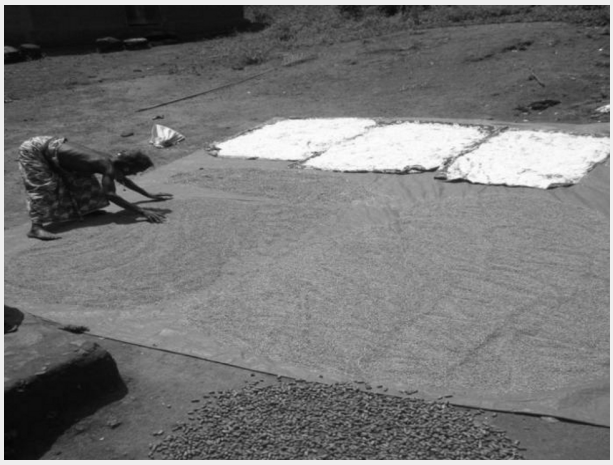


Fig. 78: Bâche plastique utilisée pour le séchage
Capture d'image d'un document de l'ONG InterAide

Il en va de même pour les **bidons en fer de 200 litres** (de récupération). En Sella Limba, ces bidons servent à une multitude d'activités de transformation des produits agricoles : poêle pour griller le manioc (voir figure 58 page 351), distillateur pour la préparation de l'alcool de maïs, marmite pour la cuisson de l'huile de palme, etc. Mais non seulement ils coûtent cher mais ils sont de surcroît très difficile de s'en procurer en Sella Limba. Cet équipement fait aujourd'hui cruellement défaut dans les campagnes sierra-léonaises. Un projet de développement agricole avec des financements internationales a plus facilement accès à ce genre de produits qu'il peut acheter et transporter en gros.

Fig. 79: Distillation d'alcool de maïs et transformation de l'huile de palme
Deux exemples d'utilisation en Sella Limba des bidons en fer de récupération

4.2.3 Faciliter l'accès aux engrais minéraux de synthèse pour un usage sur des surfaces limitées et pour des cultures à hautes valeurs ajoutées

Parmi les moyens de production individuels on peut également citer les **engrais de synthèse**. La distribution ou la subvention d'engrais de synthèse (et de pesticides) mobiliserait, selon les données disponibles, 27 % des ressources effectives du MAFFS (Curtis, 2013). Pourtant, de nouveau, elle ne profite qu'à une poignée de paysans. Aujourd'hui la Sierra Leone se classerait en dernière position des nations africaines du point de vue du rapport de la quantité des engrais minéraux à la surface cultivée (0,3 kg / ha d'après Gomez y Paloma et al, 2012 : 47). Un programme de subvention massif est-il une voie pour augmenter la productivité du travail agricole du secteur paysan ? Selon nous, il n'est ni concevable ni souhaitable que les engrais de synthèse puissent être à moyen terme à la base des modes de reproduction de la fertilité dans le système agraire sella limba. Pas concevable tout d'abord car avec les doses prescrites par les services de vulgarisation du MAFFS (80 kg N / ha MAFFS, 2005 : 8) et au prix des engrais azoté en Sella Limba, (le kilo de granulés coûte à 27 000 Le sur les marchés locaux[130]), leur utilisation reviendrait à 640 000 Le/ha. Dans ces conditions, et d'après les modèles des système de culture que nous avons proposés, même un doublement des rendements ne permettrait pas d'améliorer la productivité nette journalière du travail (VAB dégagée par jour de travail). Une telle progression du rendement est loin d'être certaine : la fertilité minérale des sols ne constitue pas l'unique contrainte auquel font face les paysans, et probablement pas la première (voir le problème de la pression des adventices). Si les rendements ne progressent que de 50 %, par exemple, la productivité du travail chuterait lourdement. Non seulement un tel investissement est hors de portée des paysans mais cette prise de risque serait inconsidérée.

Il n'est ensuite pas souhaitable que la reproduction de la fertilité du système agraire puisse reposer sur l'évolution du prix relatif des engrais sur le marché mondial et donc sur celui des énergies fossiles[131]. Ce fût la tendance dans le sud de la Sella Limba durant les années 80 : l'ancien mode de reproduction de la fertilité qui reposait sur le recrû de la végétation arborée a été sacrifié et la reproduction de la fertilité dépendait des livraisons en engrais azoté de la compagnie de tabac (voir page 214). Mise à part cette période, qui s'est close quand la compa-

[130] Sur les sacs de 50 kg vendus sur les marchés de gros régionaux il est indiqué « 15:15:15 », mais aucun des marchands n'a pu nous certifier que le contenant correspondait au contenu. Cela soulève le problème de la qualité des produits que les paysans se procurent sur les marchés.

[131] Entre 2007 et 2008, le prix des engrais phospho-azoté sur le marché mondial a été, par exemple, multiplié par 6 (www.data.worldbank.org, accédé le 07/08/14).

gnie a plié bagage en 1996, l'autonomie des modes d'exploitation du milieu que nous avons analysés en Sella Limba explique en grande partie la résilience des systèmes de production (voir page 428) et la capacité de cette paysannerie, malgré des conditions de plus en plus défavorables, à nourrir une population croissante.

Cependant, l'usage des engrais minéraux de synthèse n'est cependant pas à bannir par principe. Un usage sur des petites surfaces pour des cultures à haute valeur ajoutée, peut permettre d'augmenter les revenus monétaires et de faciliter l'amorce d'un processus d'accumulation. C'est du reste l'usage qu'en ont les paysans aujourd'hui, mais l'accès aux engrais est très difficile et très cher. Sur les marché locaux, les engrais minéraux ne sont disponibles que conditionnés en paquets de 50 g environ. Le coût au kilo de l'engrais vendu en détail est encore plus élevé : 40 000 Le/kg en 2011, 8 à 9 fois le prix mondial[132], alors même que ces produits ne sont pas taxés en Sierra Leone. Aujourd'hui, si l'on met à part les paysans qui ont signé des contrats d'intégration avec la nouvelle compagnie de tabac, les engrais minéraux sont essentiellement destinés à la culture de cannabis. Mais s'ils étaient plus facilement accessibles d'autres usages pourraient se développer (culture de contre saison, arboriculture, etc).

4.2.4 Le développement des palmeraies : accumulation de capital biologique

La notion de capital peut s'étendre au capital biologique, et la notion d'accumulation peut concerner les plantations pérennes que les paysans mettent en place. Là encore il ne s'agit pas d'une nouveauté : le paysage de la Sella Limba est ponctué de manguiers, d'orangers, de kolatiers et d'autres fruitiers qui peuvent encore être sources de revenus monétaires et de calories pour l'auto-consommation. Mais « l'arbre » le plus répandu, et celui qui a la plus grande importance dans le paysage, le régime alimentaire et les revenus agricoles, reste évidemment le palmier à huile (*Elæis guineensis*). Nous avons vu que deux types de palmeraies coexistent en Sella Limba :

- la palmeraie sub-spontanée, non plantée mais dont le développement a été possible grâce à l'exploitation du milieu et dont l'entretien assure la permanence aujourd'hui ;

[132] Prix du NPK 15:15:15 dans un groupe de pays d'Afrique de l'Ouest (source : www.africafertilizer.org, consulté le 07/08/14).

- les palmeraies plantées, dont le développement est plus récent est important notamment dans le sud de la région étudiée.

Les projets de développement agricole se concentrent généralement sur les palmeraies plantées car ce sont pour elles que les marges de progression sont les plus importantes. Elles sont supposées plus performantes car permettant d'atteindre des rendements (en kilos d'huile par ha) plus important. Outre une huile rouge de grande qualité appréciée des consommateurs, les paysans tirent de la palmeraie sub-spontanée associée aux cultures annuelles le vin de palme dont l'apport calorique, notamment pendant la soudure, n'est probablement pas négligeable.

Le développement important des palmeraies plantées, dans le sud de la Sella Limba notamment, résulte d'une multitude de facteurs (page 272). Parmi eux il y a le maintien, sur le long terme de prix relatifs de l'huile de palme relativement élevés[133], la possibilité de remplir le calendrier agraire en profitant des périodes creuses de la saison sèche, l'importance de pérenniser l'accès à une source de lipide importante et probablement une forme de course à la terre (voir page 457). Aujourd'hui une proportion importante de la surface agricole utile est couverte par ces plantations, et cette proportion va aller croissante dans un avenir proche. Malheureusement, les producteurs ne tirent pas le meilleur des terres mobilisées par leurs arbres :

- les arbres plantés ne sont pas des hybrides sélectionnées mais du matériel « tout venant » issues d'anciennes plantations du MAAFS ou de plantations déjà en place en Sella Limba (voir page 268) ;
- les techniques d'extraction sont aujourd'hui caractérisées par une faible productivité du travail journalier et, en conséquence, cette activité n'attire que peu les jeunes actifs.

D'après (Cochard et al, 2001) le potentiel de production d'une palmeraie constituée d'arbres issus de semences « tout-venant » ne représente que 38 % de celle d'une plantation de palmiers hybrides sélectionnés. Faciliter l'accès au plus grand nombre à des palmiers hybrides sélectionnés, pour remplacer les plus vieilles plantations, qui ont déjà plus de 40 ans, et pour les nouvelles plantations que les paysans implantent aujourd'hui, contribuerait certainement à augmenter la productivité du travail et les revenus (monétaires ou auto-consommés) des paysans. Mais il n'existe quasiment pas de distributeurs de ce type de matériel végétal de qualité. À notre connaissance, il n'y a jamais eu de centre de sélection en Sierra-Leone. Le MAAFS ne distribue qu'à doses homéopathiques des plants importés de Côte d'Ivoire, le plus souvent ré-

[133] Nous avons vu que le gouvernement sierra léonais pronostique sur le maintien de cette conjoncture, mais que malheureusement cet argumentaire s'adresse aux détenteurs de capitaux étrangers et non à la paysannerie nationale (SLIEPA s.d., « Opportunities for investors in the Oil Palm Sector »).

cupérés par les salariés du ministère eux-mêmes. Une organisation de développement international disposant de moyens et des connexions nécessaires pourrait dans ce domaine jouer un rôle important.

Pour l'extraction de l'huile, les presses moto-mécanisées ne sont pas du tout adaptées aux conditions agro-économiques locales. Tout d'abord, elles ont le défaut de ne pas être mobiles. Or, alors que les palmeraies paysannes sont de taille réduite et éclatées dans le territoire, le transport des régimes jusqu'au lieu d'extraction est une tâche qui pèse lourd dans le processus de récolte et d'extraction. Ensuite, ces presses moto-mécanisées ne permettent pas, le plus souvent, l'extraction d'huile à partir des drupes issues des palmiers de la palmeraie sub-spontanée ou même de la plupart des palmeraies plantées avec du matériel « tout venant ». De multiples types de presses mécaniques, plus légères et mieux adaptés à la petite production domestique, ont été développées par les artisans locaux : presse à « cric » dont parle Delarue (2007 : 324), moulins tels qu'ils existent dans la région des Grands Lacs (Martin, 1993) ou par les organismes de recherche (presse manuelle « caltech » développé une ONG au Cameroun, Rafflegeau S. communication personnelle). Le développement de ce genre d'équipement permettrait d'améliorer considérablement la productivité du travail des ateliers d'extraction de l'huile de palme.

Mais leur conception, leur propagation et leur prise en main par les artisans et les paysans de Sella Limba, sera nécessairement long. D'ors et déjà le procédé local de malaxage des drupes au pilon peut être améliorée : des paysans ayant visité le district de Kambia, zone de production importante d'huile de palme en Sierra Leone, pratiquent le foulage au pied. Des essais conduits par InterAide en collaboration avec un producteur ont montré que, moyennant la construction d'une fosse de qualité, le malaxage au pied peut presque doubler la productivité du travail de l'atelier lui-même (ce qui ne règle pas le problème de la récolte et du transport). Mais pour que la construction d'une fosse soit valable, il faut être capable de transformer des quantités relativement importantes en une fois. Il est donc essentiel de ne pas négliger, pour favoriser le développement de ces infrastructures, l'importance de l'accès à des petits équipements individuels (lance pour récolter, brouettes pour le transport dans les palmeraies, bidons en fer pour cuire les drupes,...).

Fig. 80: Foulage des drupes au pied pour l'extraction de l'huile de palme
L'eau est ensuite versé dans la fosse, pour lequel est prévu une évacuation. L'huile est récupérée à la surface avant la seconde cuisson. L'utilisation d'une fosse implique l'accès à un fût métallique pour « cuire » suffisamment de drupes en une fois.

La caractérisation technique et économique des pratiques paysannes, à l'échelle des parcelles, et des modes d'exploitation du milieu nous a permis de comprendre leur rationalité :

- en étalant les travaux agricoles, grâce à la multiplication des cultures et des variétés en rotation et en association, les paysans remplissent le calendrier agraire et, au prix d'une intensification en travail, assurent ainsi le maintien de la productivité globale de leur travail (par actif et par an) ;
- cette diversification des productions, à laquelle s'ajoute la combinaison de l'exploitation de différentes facettes du milieu cultivé, permet d'atténuer les effets des aléas de toutes sortes qui pèsent sur la production, assurant une certain stabilité aux systèmes de production.

Cette rationalité paysanne va à l'encontre d'une vision qui ferait de la spécialisation des producteurs une clé pour le progrès de l'agriculture. Ainsi les producteurs sierra-léonais ont continué à auto-consommer une grande partie du riz cultivé, malgré leur marginalisation sur le marché mondial et malgré la cherté de cette calorie.

Au niveau des modes d'exploitation du milieu, nous avons observé des différences sensibles de productivité globale du travail (par actif agricole et par an) entre les systèmes de production, la VAN par actif étant plus faible dans la zone Sud où vivent la majorité des sella limba. Ces disparités entre les différents niveaux de productivité s'expliquent donc comme le résultat de processus historique d'intensification par le travail des pratiques et des modes d'exploitation du milieu que nous avons étudiés au chapitre 3. Elles ne recoupent pas les différents catégories de couverts végétaux que l'on distingue classiquement à petite échelle : les couverts forestiers ne sont pas à tous points de vue plus « productifs » que les couverts de savane. De la même manière, la riziculture inondée n'est pas plus performante que la riziculture d'abatis-brûlis.

Un des principaux enseignements de cette caractérisation est que la progression du niveau de vie en Sierra Leone dépend directement du développement de l'agriculture paysanne. Non seulement ce secteur emploie encore la majorité des actifs du pays, mais surtout les niveaux

de salaire des travailleurs faiblement qualifiés est directement corrélé aux niveaux de productivité de la paysannerie la moins bien équipée du pays (Mazoyer et Roudart, 1997a). Dans cette spirale négative, l'émergence, à l'échelle locale, d'une couche de producteurs prospères est-elle possible ou, au contraire, la marginalisation de la paysannerie, confinée dans son rôle de producteurs de force de travail à bas coût, est-elle générale ?

Chapitre 5 : Différenciation et marginalisation de la paysannerie sella limba

Durant la première moitié du XXe siècle, la production était organisée en grands groupes domestiques, les *kuru kuru*, au sein desquelles travaillaient de nombreux individus sous l'autorité d'un aîné. Avant les années 50, la question de l'accès aux ressources productives, la terre, le capital et le travail, ne se posait pas indépendamment de l'appartenance des individus à ces *kuru kuru*. Cette appartenance, à son tour, reposait sur l'intégration des femmes et des hommes aux cycles d'énergie de travail entre les générations (chapitre 2). En somme, on travaillait pour l'aîné, ce dernier ayant la charge de déterminer l'emplacement des parcelles cultivées et de redistribuer le produit du travail à tous les membres du *kuru kuru*.

Sous l'effet, essentiellement, de l'intégration de la région à l'économie nationale et mondiale, les kuru kuru ont, génération après génération, éclaté en groupe domestique de taille beaucoup plus réduite et à l'existence plus précaire (chapitre 3). Ce processus s'est déroulé dans un contexte de stagnation, voire de régression, de la productivité journalière du travail et sans qu'aucune catégorie de producteurs n'ait durablement accès à des moyens de production plus performants. La faiblesse générale des niveaux de productivité du travail (par actif et par an) de cette agriculture paysanne, restée strictement manuelle et n'employant aucun intrant issu de l'industrie, est à l'origine de la pauvreté matérielle dans les campagnes sierra-léonaises (chapitre 4).

Au sein des villages sella limba et au sein des groupes domestiques, tous les producteurs partagent-ils cependant la même condition ? La marchandisation des rapports sociaux, notamment de ceux qui règlent la circulation et le partage de la force de travail, est indissociable de l'éclatement des anciens *kuru kuru*. Or, on considère parfois que cette marchandisation implique une différenciation « en classe » des sociétés paysannes (Bernstein, 2010). Cette différenciation a-t-elle eu lieu en Sierra Leone, selon quels mécanismes et avec quelles limites ?

Pour répondre à ces questions, dans ce dernier chapitre, nous pensons qu'il faut d'abord, selon l'économie des processus productifs présentée à la figure 39, analyser les modalités d'accès aux ressources productives (ou facteurs de production) pour identifier les mécanismes potentiels de la différenciation au sein de la paysannerie. De cette analyse découle, dans une seconde partie, la caractérisation des disparités et des processus de différenciation entre groupes domestiques aujourd'hui, résultats de stratégies d'accumulation que nous qualifierons d'hybrides. Mais ces processus restent limités, et nous revenons, dans une troisième et dernière partie, sur la marginalisation générale de la paysannerie comme le résultat d'une politique conduite à l'échelle nationale, prolongée aujourd'hui par la promotion active d'une agro-industrie capitaliste

1 Modalités actuelles d’accès aux ressources productives en Sella Limba

Pour étudier les modalités actuelles d'accès aux ressources productives nous reprendrons, dans cet ordre, le triptyque classique en économie agricole : terre, capital et travail. L’éclatement des *kuru kuru* en groupe domestique de plus petite taille a modifié en profondeur les modalités d’accès aux ressources productives. L’usager et celui qui attribue le droit d’usage des terres n’appartiennent plus, dans le cas le plus courant, au même groupe domestique. Il est possible et souvent nécessaire d’avoir recours à des prêts de différentes natures pour régler des problèmes de trésorerie. Enfin, et surtout, les paysans peuvent capter ou au contraire céder de la force de travail à l’extérieur du cercle des membres de leur groupe domestique.

Même si les rapports sociaux ne se limitent pas à la circulation de la force de travail entre et au sein des groupes domestiques, cette question reste déterminante aujourd’hui. De nouvelles modalités d'accès à la terre ou au capital ont émergé, notamment en réponse à l'éclatement des groupes domestiques, mais elles restent intimement liées et subordonnées à la possibilité de jouir de sa propre force de travail et, éventuellement, de contrôler celle d'autres individus.

Mais la marchandisation des échanges de force de travail entre les groupes domestiques reste aujourd'hui incomplète : nous parlerons de captation de force de travail plutôt que d'achat. De ce résultat découle l'analyse de la différenciation sociale et économique des groupes domestiques dans la partie suivante.

1.1 Des rapports fonciers enchâssés dans les rapports d'alliance et de parenté

1.1.1 Diversité des modalités d'accès à la terre en Sella Limba

Du point de vue des modalités d'accès à la terre, nous avons identifié deux constantes, d'ailleurs très courantes en Afrique de l'Ouest :

- c’est l’appartenance à la communauté villageoise, par la filiation, l’adoption ou l’alliance (voir page 107), qui légitime le droit d’usage de la terre ;
- au sein de chaque finage, la terre est appropriée, non pas au niveau individuel, mais au niveau des patrilignages et c’est aux aînés des patrilignages *lasiri* (autochtones) qu’il revient d’attribuer les droits d’usage aux membres de la communauté villageoise.

Nous avons analysé (chapitre 3, page 275) l'émergence d'une nouveau rapport foncier, le *kututi*, plutôt comme la nécessité pour les aînés des patrilignages *lasiri* de réactualiser régulièrement leur droit d'attribution des droits d'usage que comme l'expression d'une rarifiaction du foncier. Cependant, les modalités d'accès à la terre sont-elles, ou pourraient-elles devenir, source de différenciation entre les producteurs ?

Dans les zones les plus densément peuplées notamment, le développement d'un mode d'exploitation du milieu plus intensif, riziculture inondée et plantations pérennes, conduit-t-il a une privatisation progressive de l'espace cultivé ? Le cas échéant, cette évolution pourrait-t-elle compliquer l'accès à certaines terres, bas-fonds et bordures des bas-fond particulièrement, pour certaines catégories de producteurs ? A ce niveau, la question des droits de transmission aux générations suivantes des droits d'usage acquis sur les terres doit être posée. Pour examiner cette question il est nécessaire de distinguer les différentes facettes agro-écologiques que nous avons identifiées au chapitre 1.

Sur les terres pluviales : des droits d'usage en fonction des modes d'exploitation du milieu

Le cas le plus simple, pour lequel les droits sur la terre de l’usager apparaissent comme les plus limités, est celui des recrûs arborés denses exploités en abattis-brûlis, essentiellement dans la zone agro-écologique Nord. Les droits d’usage sont attribués pour deux ans. Après la récolte des arachides et du fonio de seconde année, les paysans doivent abandonner la parcelle et laisser le recrû arboré spontané se développer. Les aînés des patrilignages *lasiri* de certains

villages, ont explicitement interdit aux usagers d'arracher les arbres et les racines. Le billonnage est soumis à une autorisation explicite, car il ralentit le développement du recrû arboré après la récolte.

Les palmiers sub-spontanés qui se trouvent sur une parcelle d'un paysan ne lui sont pas réservés. N'importe quel membre de la communauté villageoise peut récolter des régimes qui lui semblent mûrs, quelle que soit la position des arbres. Récolter une année les régimes d'un arbre, n'ouvre aucun droit sur cet arbre. A l'inverse, le droit de tirer la sève d'un arbre appartient au premier l'ayant exploité.

L'exploitation des savanes herbeuses de la zone agro-écologique Sud repose sur la succession de culture sur billon, de céréales à cycle court et de légumineuses. Les rotations peuvent être longues (4 à 8 ans, voir page 319). Les paysans regroupent la plupart de leurs parcelles (et celles des membres de leur groupe domestique) en un bloc autour d'une hutte (*kubaŋkaŋ*, voir page 402). L'aîné du patrilignage *lasiri* ne peut, par exemple, sans l'aval du propriétaire de cette hutte, attribuer une parcelle de ce bloc à un autre usager, même si elle reste inexploitée une année donnée. Il continue cependant de revendiquer son droit à collecter un *kututi*. Les groupes domestiques disposent souvent également de parcelles hors de ce bloc, et l'emplacement de ce dernier change plusieurs fois durant la vie productive d'un individu. Les usagers ne revendiquent pas le droit de transmettre aux générations suivantes leur droit d'usage acquis sur ces blocs.

Les savanes arborées des marges Est et Ouest ne semblent pas faire l'objet de règles foncières aussi strictes. Les terres juste en amont d'un bas-fond ou d'une cuvette sont réservées à son usager, et les paysans combinent l'exploitation de plusieurs terres en « chaîne » (voir page 407). L'exploitation des terres plus éloignées est une entreprise exceptionnelle, menée en groupe, sous l'impulsion d'un membre d'un des patrilignages installés de longue date au village.

Dans tous les cas, le droit d'usage des terres pluviales ou le transfert de ces droits d'usage aux générations suivantes ne pose pas de question en soi. Ce qui importe aux yeux des producteurs c'est le contrôle légitime de la force de travail, y compris de la leur (voir infra page 484).

Les plantations pérennes de palmiers à huile

Nous avons souligné l'importance du développement des plantations de palmiers à huile dans la zone sud, notamment à partir des années 90. Est-ce que l'attribution de droits d'usage, de fait permanent, sur les terres concernées modifient les rapports fonciers dans les villages concernés ?

Un témoignage nous avait indiqué qu'aux prémices de ce développement des plantations pérennes, dans les années 70, les aînés des patrilignages *lasiri* avaient ralenti l'implantation des palmiers dans la crainte que « le gouvernement ne prenne les terres » (voir page 269). Aujourd'hui encore, ils gardent un contrôle strict sur l'attribution du droit de planter des arbres. Le droit d'usage sur une parcelle ou un bloc de parcelles n'implique pas le droit d'implanter des palmiers à huile. Une demande spécifique doit être faite à l'aîné du patrilignage *lasiri*. Cette dernière doit être accompagnée d'une *tugwe* plus importante, mais qui reste symbolique par rapport à la valeur du produit attendu de la palmeraie (10 000 Le par exemple). L'aîné désigne alors une parcelle et il en montre très clairement les limites. Elle peut être éloignée du bloc de parcelles pluviales comme de la parcelle de bas-fond que l'usager exploite. Il peut planter toute sa parcelle en une fois ou progressivement.

Les palmiers occupent un espace croissant dans les territoires villageois de la zone sud. Les aînés des patrilignages *lasiri* expliquent vouloir ralentir le phénomène mais ne peuvent pas limiter le droit de planter des membres de la communautés villageoise du fait des liens de parenté et d'alliance qui les lient. Ainsi, à Kamawanka nous avons observé que 28 hommes mariés sur 39 possèdent aujourd'hui une palmeraie. Les 11 autres sont tous des jeunes hommes dont le groupe domestique a récemment acquis une autonomie complète. Pour ces derniers, la situation pourrait être plus difficile, les paysans commençant à s'inquiéter du manque de terres pour les cultures annuelles à l'avenir. C'est probablement ce qui pousse certains jeunes hommes à pratiquer la stratégie du fait accompli en plantant des palmiers dans leur parcelle sans autorisation, au risque de devoir arracher les arbres ou de se les voir confisquer. De leur côté, les membres des patrilignages *lasiri* ont récemment planté des surfaces plus importantes. Nous avons donc trois types de propriétaire de palmeraie :

- les propriétaires de palmeraies de taille moyenne (entre 50 et 100 arbres), plus ou moins anciennes, sur des parcelles toujours clairement circonscrites souvent en amont des bas-fond ;
- les propriétaires (*lasiri*) de palmeraies de grande taille (> 100 arbres), avec des arbres de différents âges dans différentes parcelles sans limites clairement définies ;

- les « squatters », qui ont planté récemment en espérant se voir reconnaître des droits sur leurs arbres.

À quelles conditions le propriétaire d'une palmeraie peut-il jouir du produit de ses plantations ? Il doit consentir à partager une part importante de la valeur ajoutée que dégage sa plantation. Dans les conditions actuelles, la récolte et la transformation des produits de l'huile de palme est très lourde en travail. Les propriétaires des palmeraies doivent partager à toutes étapes du processus une partie des fruits de leur plantation avec les travailleurs (voir page 471).

Contrairement aux terres pluviales destinées aux cultures annuelles, les usagers transfèrent à la génération suivante les droits sur les arbres qu'ils ont plantés. C'est généralement le ou les fils aînés resté(s) au village qui pourront contrôler les arbres. Mais le transfert des droits sur la palmeraie n'est pas exclusif. Les fils du planteur restés au village héritent d'un droit de tirer un revenu en transformant les régimes en huile de palme. Mais ils ne peuvent en interdire l'accès aux frères cadets, aux épouses et aux neveux utérins du défunt qui disposent d'un droit d'usage pour l'autoconsommation. Au mieux, ils disposent d'un droit de contrôle leur permettant d'interdire, mais toujours momentanément, l'accès à la palmeraie en préparation de leur propre récolte.

Plus les palmeraies sont anciennes, et plus les ayant-droits se multiplient. C’est ce qui pousse les hommes à planter, à chaque génération, leurs propres arbres. « *I am planting my own palm trees : I do not want my children to fight for the plantation of my father* ». Par ailleurs, les plus gros planteurs (> 100 arbres) semblent tolérer certains vols dans leurs palmeraies. Leur générosité tacite envers les jeunes hommes du village participant d’une forme de clientélisme villageois.

Ainsi la portée du développement inégal des plantations sur la différenciation au sein des villages reste aujourd'hui limitée. Mais le développement des plantations dans la zone Sud pourrait, à moyen terme, porter les prémices d'un partage inégal de fait des finages.

Droits d'attribution et droits d'usage des bas-fonds

Dans le centre de la Sella Limba, à la première génération, l'exploitation des bas-fonds ne concernait pas les chefs des groupes domestiques. Les droits d'usage des terres inondées ont été distribués aux marmites du *kuru kuru* (page 209). Ainsi, aujourd'hui, ce n'est pas l'aîné du patrilignage *lasiri* qui dispose des droits d'attribution exclusif, mais à l'aîné des individus issus de la même mère (*koto hunthe*, littéralement « d'un seul ventre »).

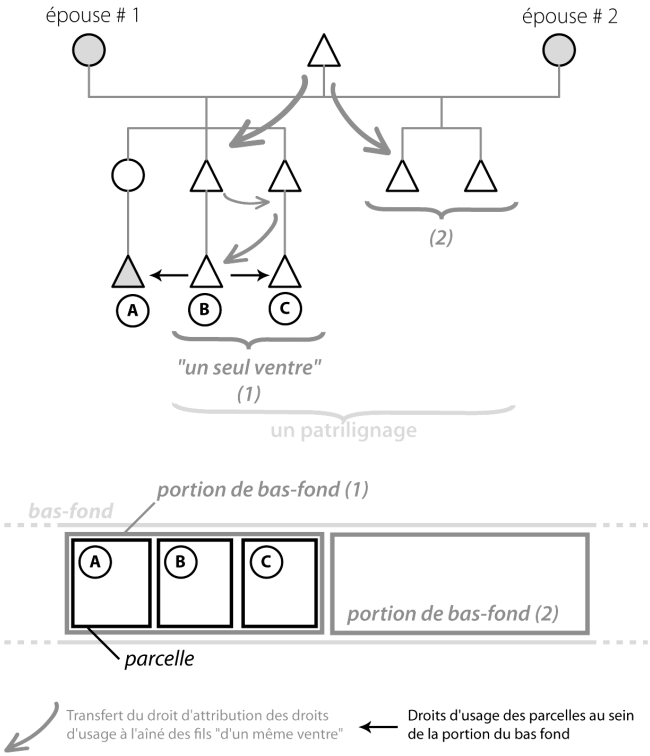


Fig. 81: Droit d'attribution et droit d'usage des bas-fond dans le centre de la Sella Limba
Réalisation : Augustin Palliere. Source : Enquêtes

Dans l'est de la Sella Limba, au contraire, le bas-fond est dès la première moitié du XXe siècle au cœur d'un mode d'exploitation incluant toutes les facettes du milieu depuis l'aval vers l'amont du versant. Les bas-fond ont donc été attribués par les aînés des patrilignages primo-arrivants (*lasiri* au sein de leur village), qui avaient reçu la terre en général des chefs sella, aux nouveaux arrivants successifs (*thahinɛ*) (voir page 147).

Dans tous les cas, à la première génération, les usagers doivent leur remettre un *kututi*. Tant que l'usager cultive le bas-fond en saison des pluies et tant qu'il cède un *kututi* après la récolte, il peut continuer d'exploiter le bas-fond. S'il décide d'abandonner sa parcelle au recrû spontané, même une seule année, elle peut théoriquement être attribuée à un autre usager. Les droits d'usage des cuvettes inondées, dans les marges Ouest de la Sella Limba, reposent sur les mêmes principes.

> « P*a Suri* [son frère aîné de la même mère] *settle in the village because it was the village of our grand-father* [maternel]. *We were working together,* […] *at that time I was only cropping a small plot for myself. In 1996, Pa Suri finished to build his house (he built it with the money of the tobacco). I started to crop for my own. I was just cropping groundnut, pepper, … I was not having swamp. In 2006, Pa Momo gave me a swamp in Kamakunpadi. The next year, I get another one close to my father-in-law, in Kamawuna. I cropped it until last year* [2009]. *This swamp is not longer fertile. I let it down this year.* […] *I will ask another swamp to my in-laws this dry season to map casava* [contre-saison, voir page 222]. *and next rainy season, I will crop it* ».
> **Amara Kargbu, Kamawanka, (entretien n°229)**

Dans les bas-fonds, les paysans ayant exploité la même parcelle depuis des années ont réalisé un investissement pluriannuel en travail. De génération en génération, les droits des usagers sur les portions de bas-fond qu'ils exploitent se renforcent. Quand la parcelle a été attribuée par un ancêtre d'un des patrilignages *lasiri*, il est difficile pour ses descendants de retirer ses droits et de l'attribuer à un autre usager, même si ce dernier ne la cultive plus pendant quelques années.

On peut donc définir pour ces parcelles : un droit d'attribution des terres pour les aînés des patrilignages *lasiri* à l'est de la Sella Limba, et les aînés des segments de patrilignage « du même ventre » au centre de la Sella Limba ; un droit d'usage permanent pour les usagers de la seconde génération, et un droit d'usage temporaire pour les usagers de la première génération.

On observe, avec (Maconachie, 2008) que les droits acquis sur ces parcelles sont souvent matérialisés par la plantation d'arbres fruitiers aux bords des parcelles (manguiers, bananeraies, etc.). Une hutte durable est souvent entourée d'une aire viable où les membres du groupe domestique passent de longs moments en saison des pluies. L'exploitation des palmiers subspontanés proche des bas-fonds est réservée à l'usager de la parcelle en question.

Les usagers des bas-fond revendiquent souvent leur droit d'usage sur une parcelle de bas-fond en arguant que leur père ou leur mère l'exploitait, quitte à faire parfois des raccourcis historiques et à oublier tous les autres usagers qui ont exploité cette parcelle dans l'intervalle. En prétendant, par exemple, ne plus remettre de *kututi*, ils contestent le droit de l'aîné *lasiri* à attribuer cette parcelle à un autre usager.

> « *My father was working the swamp of Momodu Bangura. Every year he gave him kututi.* [...] *When my father died, my mother found for a me a girl : she was the daughter of Momodu Bangura. I worked a lot for my father in law and my mother in law.* [...] *I have cropped the swamp of my father for the rest of my life, but I was not giving kututi. Today, I have shared the swamp between my two sons* ».
> **Base Tureh, Kamaporoto (entretien n°31)**

Ainsi le transfert des droits d'usage des parcelles de bas-fonds d'une génération à l'autre, sans passer par l'aîné du patrilignage *lasiri*, est une revendication clairement exprimée par les paysans. La pression sur ce compartiment de l'espace cultivé est en effet plus importante. Les aînés des pratrilignages *lasiri* tentent de faire observer leurs droits sur ces terres en redistribuant les droits d'usage. Les jeunes chefs de groupes domestiques *thahinɛ* qui ne parviennent pas à hériter de droit d'usage bien établi sur une parcelle de bas-fond peuvent connaître aujourd'hui des difficultés pour établir des droits d'usage durable. A l'inverse, ceux qui ont obtenu, via leur père ou leur mère, des droits d'usage bien établis sur une parcelle donnée les entretiennent en cultivant le plus régulièrement possible leurs parcelles. « *I came back to protect the swamp of my father/mother* » nous ont dit très souvent les paysans pour expliquer leur retour au village après une période à Freetown ou dans les districts diamantifères.

Mais même pour les bas-fonds de la zone Sud, où la question foncière est la plus prégnante, les modalités d'accès à la terre ne peuvent être comprises sans référence à l'accès au capital et au travail.

1.1.2 Une « réforme foncière » est-elle urgente ?

En Sierra Leone, où s'est maintenu un système dual : la « *customary land tenure* », instaurée dans le protectorat en 1927, s'oppose à la « *freehold land tenure* » qui prévaut dans l'ancienne colonie (la péninsule de Freetown). Il existe une vaste littérature sur l'impact du maintien du système coutumier dans la majeure partie du pays sur le développement agricole. De manière générale, ces auteurs estiment que les règles coutumières n'offriraient pas assez de sécurité aux différents acteurs (Unruh et Turray, 2006 ; Johnson, 1971 ; Kabba et Li, 2011) :

- du point de vue des « *landowners* », cette insécurité limiterait les investissements et contribuerait à perpétuer des pratiques jugées consommatrices en surface arable ;
- elle empêcherait les agriculteurs d'accéder à des prêts de la part des banques en se servant de la terre comme gage ;
- les usagers, notamment les jeunes, les femmes et les « *strangers* », se verraient refuser l'accès à la terre pour des périodes assez longues pour permettre des investissements durables ;
- enfin, le « secteur privé » serait réticent à investir dans la production agricole.

Ces auteurs plaident donc pour des réformes urgentes dans le domaine foncier et deux options sont envisagées : une titrisation des terres ou des formes de baux adaptés à l'appropriation de la terre au niveau des lignages.

Mais les catégories employées dans cette littérature englobent des réalités fort diverses. Ainsi, le terme « strangers » pourrait laisser penser que les usagers des terres sont des inconnus pour les « landowners » qui leur cèdent. Pourtant, en Sella Limba, nous avons montré que les *thahinɛ*, qui demandent la terre aux *lasiri*, sont également leurs neveux et leurs gendres (voir page 107). De même, l'évocation du « private sector » peut correspondre, dans cette littérature, à une initiative privée locale, une plantation individuelle par exemple, comme au développement d'exploitation agro-industrielle à capitaux internationaux.

De plus, parce que les règles foncières sont décrites hors contexte, ces analyses sont anhistoriques : les pratiques foncières semblent être ce qu'elles ont toujours été depuis la promulgation du *Province Land Act* en 1927. Pourtant, nous l'avons montré, l'éclatement des *kuru kuru* a impliqué l'émergence de nouveaux rapports fonciers (chapitre 3, page 275).

Mais surtout, ces auteurs adoptent une approche juridique : à partir des textes et, dans le meilleur des cas, des règles telle qu'elles sont énoncées par les acteurs, ils font découler du statut des individus les modalités d'accès à la terre, indépendamment des autres rapports sociaux et des modes d'exploitation du milieu. Une vaste littérature déjà ancienne a montré les limites d'une telle approche (Le Bris et al, 1982 ; Crousse et al, 1986 ; Le Bris et al, 1991).

Or, la question foncière ne nous est pas apparu comme étant centrale dans la crise agraire dont nous avons retracé l'émergence. Si l'éclatement des groupes domestiques a pour conséquence le développement de nouveaux droits d'attribution des droits d'usage des terres, cela n'implique ni la marchandisation de ces droits ni la possibilité pour une catégorie de paysans de capitaliser dans la terre. L'accès aux droits d'usage reste en effet subordonné à la possibilité de contrôler, de capter, ou de jouir de sa propre force de travail. Cette question est elle même, nous le verrons, intimement liée à celle de l'accès au capital, notamment aux semences en début de saison de culture.

1.2 Circulation du produit avant et après la récolte

L'agriculture étant strictement manuelle, le capital « fixe » au sens strict est limité aux outils manuels individuels. Il est néanmoins nécessaire d'élargir la réflexion au capital dit circulant, c'est-à-dire à toutes les ressources qui sont immobilisées le temps du cycle de culture. Il s'agit notamment, en Sella Limba, des semences dont la disponibilité au moment adéquat est cruciale.

Mais, à son tour, cette question est liée à celle de la disponibilité en subsistance, et notamment en céréales. En effet, on a vu que l'unité des groupes domestiques repose sur la capacité des aîné(e)s à subvenir aux besoins de tous ses membres. C'est en effet le riz récolté chaque année, ou le riz acheté grâce au produit de la vente des récoltes, qui permet aux aîné(e)s de nourrir non seulement les individus qui contribuent au travail dans les parcelles mais également ceux qui les remplaceront à moyen terme. C'est ce lien intime entre consommation et production qu'expriment les chefs des groupes domestiques quand ils expliquent que leur devoir est de préserver le riz nécessaire « *pour les semences et pour nourrir les travailleurs* ».

Comment nourrir, l'année durant, et sans entamer son capital productif, tous les individus dont on est responsable ? La question se pose avec plus d'acuité encore dans un contexte où de nombreux petits groupes domestiques autonomes mènent une existence précaire. Pour nombre de paysans, trouver de quoi ensemencer ses parcelles et de quoi remplir la marmite est un défi quotidien. Sans compter les mille et une dépenses de la vie de tous les jours : achat de condiments, uniformes pour les écoliers, souscription villageoise pour la construction d'une église, d'une mosquée ou d'un puits, etc.

Du point de vue des subsistances, il faut distinguer :

- la situation pendant la « soudure », plus ou moins longue en fonction des zones agro-écologiques et des groupes domestiques, durant laquelle tous les paysans connaissent, plus ou moins, des difficultés ;
- et la situation en fin de saison des pluies / début de saison sèche, durant laquelle les paysans ont du riz à disposition, mais pas nécessairement tous en même temps.

Nous allons d'abord décrire les différentes formes d'emprunts, qui concernent essentiellement le piment et l'arachide, qui permettent aux groupes domestiques de combler le déficit en capital circulant pendant la période de soudure. Dans un second temps, nous verrons comment la mutualisation d'une partie des récoltes compense également la précarité des groupes domestiques aujourd'hui.

1.2.1 Prêts pendant la soudure

En saison des pluies, les groupes domestiques ont en grande majorité épuisé leur réserve de céréales issue des récoltes de l'année précédente. Il faut alors à la fois trouver les ressources nécessaires pour semer les parcelles et pour continuer à nourrir les membres actifs et inactifs du groupe domestique. Les stratégies déployées sont multiples. Elles consistent notamment à vendre des jours de travail au sein du village (page 480) ou à l'extérieur (page 504).

Au moment des semailles (mi-mai – mi-juillet), les paysans les plus prospères acceptent de prêter des semences à d'autres contre le versement d'un intérêt en nature. Ce type de prêt est courant pour les arachides : si une paysanne emprunte 10 *pans* (environ 15 kg de coque) à une autre, elle lui rendra 15 *pan* à la récolte. La culture des arachides est parmi celle qui donne le moins bon rapport produit / semence : 1 kg de coques semé permet de récolter environ 5,5 kg, contre 10 à 20, par exemple, pour le riz pluvial. En prêtant une partie de ses réserves, la prêteuse assure le maintien d'une partie de son capital de départ. De son côté, l'emprunteuse peut reconstituer son propre stock de semences pour les années à venir. Ce système de prêt au sein des villages permet de reconstituer facilement le capital perdu une année. C'est très intéressant, surtout pour une culture aussi sensible aux aléas climatiques. Des « clubs » constitués sous l'impulsion d'ONG[134] dans certains villages, poursuivent d'ailleurs cette activité aujourd'hui.

Une fois les semailles passées, « le riz est dans les parcelles » et bien peu de paysans ont la capacité de prêter du riz ou de l'argent à leurs voisins. Nous avons vu (page 259) qu'avec la culture de céréales à cycle court, fonio et riz de moins de 90 jours, les paysans tentent, depuis

[134] Notamment l'ONG Action Contre La Faim qui a mené un programme de développement agricole dans la région entre 2004 et 2008 (ACF, 2005).

les années 90, de raccourcir la durée de cette période de soudure. Mais, en attendant, il faut bien trouver tous les jours les 280 g de riz décortiqué (1 *cup*), minimum, que consomme chaque membre adulte du groupe domestique (voir tableau 18).

Il existe un système de crédit à court terme qui permet de vendre une partie de la récolte sur pied aux commerçants locaux. Sont concernés essentiellement le piment et l'arachide. Dès le mois de juin, les commerçants proposent de prêter de l'argent ou du riz décortiqué importé (en sac de 50 kg ou en demi-sac) contre l'engagement d'un remboursement en nature au moment de la récolte à un prix fixé lors de l'emprunt. Par exemple, en juin 2011, en empruntant à un commerçant de Kamakwie un sac de riz à 160 000 Le, on s'engageait à lui donner, à la récolte, 3 mois plus tard, 32 *pans* de piment sec[135], à 5 000 Le/*pan*. Or ce piment valait, en septembre 2011, 8 500 Le/*pan*,. L'emprunteur paye donc l'équivalent d'un intérêt de 70 % sur quelques mois. Ce taux, variable en fonction du prix du piment à la récolte, peut être plus élevé, 240 % par exemple en 2007. Les commerçants, une fois récupéré leur dû, conservent le piment plusieurs mois en attendant que les prix remontent sur le marché (voir graphique 12), augmentant encore leurs bénéfices.

Tous les individus qui en ont les moyens peuvent, en Sierra-Leone, se livrer à cette spéculation lucrative : depuis les marchands ambulants qui acceptent de vendre à crédit une paire de tongs, jusqu'aux grossistes de Waterloo qui inondent la Sella Limba de riz importé pour récupérer des sacs de piment vendus sur les marchés de la capitale. Mais le jeu est risqué. En effet, en prêtant aux paysans on partage de fait avec eux les aléas de leurs activités. En premier lieu, les évolutions des prix sur le marché ne sont pas prévisibles. Ainsi, pendant la saison sèche 2007-08 les prix du piment à la récolte étaient très bas et ne sont pas remontés pendant la saison sèche. Certains spéculateurs en ont eu pour leurs frais. Les paysans emprunteurs peuvent aussi faire face à une mauvaise récolte. Comment s'assurer, dès lors, que ces derniers honoreront leur dette ? En théorie, la justice du *chiefdom* est compétente pour régler ces litiges. En pratique, ce genre de procédure coûte beaucoup d'argent et de temps. Dans la mesure où les paysans ne disposent d'aucun capital à mettre en gage, rien ne garantit au créancier de récupérer sa mise.

C'est pourquoi seuls les commerçants natifs du *chiefdom* pratiquent ce commerce et encore généralement avec les paysans de leur village d'origine. Parce qu'ils entretiennent des liens de parenté ou d'alliance, plus ou moins directs, avec les emprunteurs, les commerçants s'assurent

[135] 1 « pan » de piment sec représente 1100 g environ.

de la bonne foi des paysans tout comme ils acceptent de partager une partie des pertes éventuelles. Ainsi, un rapport d'échange purement marchand en apparence, la vente sur pied de cultures à vocation commerciale, est encastré dans des rapports sociaux non marchands.

> « *I cook 3 cups and half a day* [environ 1 kg riz décortiqué]. *I buy that rice 600 Le/cup. Everyday I have 'to look for food'. I buy palm head* [régime] *and I sell the oil. I have also borrowed money for groundnut from Pa Bomba : 15 pans* [environ 7,5 kg de coque] *and 2000 Le/pan. Pa Bomba is a man from the village Kamaseri. He is the father of Momi* [une femme du village] *and himself he married a woman from the village* ».
> **Mamy Demon, Kademba (entretien n°196)**

Comme pour l'orpaillage, les commerçants extérieurs qui cherchent à s'approvisionner en produits agricoles à bas coût grâce à ce système passent par un ou plusieurs intermédiaires installés en Sella Limba. Ils leur confient une somme d'argent en leur laissant la charge de prêter aux paysans dignes de confiance. Ces intermédiaires peuvent être un commerçant local ou un paysan. C'est ainsi que les plus gros acheteurs de piment de Sella Limba, installés à Waterloo, ne se sont jamais rendus en Sella Limba.

Ce système de prêt contre remboursement en nature à prix fixé est surtout développé pour le piment sec, principale culture commerciale aujourd'hui dans la région étudiée. Il existe également pour les arachides et dans une moindre mesure pour le tabac.

1.2.2 Circulation du produit pendant les récoltes

La période des récoltes, qui s'étale de septembre à janvier, est une période d'intense circulation du travail et du produit entre et au sein des groupes domestiques. Cela est dû à la conjonction de l'abondance de produits disponibles, contrairement la période de soudure qui vient de se clore, et à l'importante charge de travail à cette période. Après avoir décrit cette circulation pour les récoltes des parcelles de riz, nous verrons comment la transformation des produits des palmeraies est également l'occasion d'un partage important de la VA.

Circulation du travail et du produit à l'occasion de la récolte du riz

La récolte est l'opération la plus lourde, en nombre de jours de travail par hectare, pour la culture des céréales en général et du riz en particulier : il faut compter 55 JT/ha pour récolter et battre le riz pour un rendement de 900 kg/ha (rendement moyen en abattis-brûlis). On a vu que pour faire face à cette charge, les paysans décalent les semis et utilisent des variétés dont les cycles sont de durées variables. Ainsi, les récoltes s'étalent sur plusieurs semaines.

Prenons l'exemple d'un groupe domestique dans la zone agro-écologique nord composée de 3 actifs (1 homme et ses 2 épouses, prenant en charge en plus 1 vieux, et 4 enfants). Comme c'est typiquement le cas dans cette zone, ce groupe domestique consacre la plus grosse part de ses ressources à la culture d'un grand essart d'environ 1,5 ha. Le chef du groupe domestique cultive principalement deux variétés : en haut de versant un riz à cycle court, *sopu*, et en contrebas un riz dont le cycle est plus long, *saidu-maley.* Par ailleurs, ses deux épouses ne partageant plus la même marmite, il décide, immédiatement après l'implantation du riz dans la parcelle, de diviser dans l'autre sens, en deux parties égales la parcelle : chaque épouse est responsable de l'entretien de sa moitié.

Quand le riz à cycle court est mûr, les femmes commencent la récolte dans leurs bordures de parcelle respectives. Nous avons vu qu'une femme est capable de récolter et battre en une demi-journée environ 50 m². Elles poursuivent ce travail, chacune sur leur portion de parcelle, rapportant tous les jours de quoi nourrir le groupe domestique (environ 3,5 kg de paddy/jour pour les deux marmites) et mettant de côté le riz qui sera nécessaire pour nourrir les travailleurs lors de la récolte du reste de la parcelle. Pendant que ses épouses récoltent les bordures de la parcelle, le chef du groupe domestique rassemble les travailleurs pour préparer la récolte du centre de la parcelle. C'est quand le riz est mature, et avant qu'il n'égrène ou que les oiseaux ne le dévastent qu'il faut mobiliser le travail nécessaire à sa récolte. Le chef du groupe domestique doit donc faire appel à des travailleurs extérieurs au groupe domestique. Il a deux possibilités : les membres de son propre groupe de travail (*kune*), chez qui il a été lui-même récolter, et tous ceux à qui il peut demander de l'aide : son gendre, son neveu utérin, en réalité n'importe quel jeune homme du village (*langpen*). Quelle que soit leur origine, il faut nourrir ces travailleurs, et plutôt généreusement pendant la période des récoltes. Par ailleurs, ceux dont le chef du groupe domestique a demandé l'aide sont autorisés à emporter avec eux à la fin de la journée de travail une ou deux gerbes de riz (environ 1 kg de paddy). Mais surtout, ils seront de nouveau appelés pour le battage, après lequel le propriétaire du riz sera beaucoup plus généreux (de 5 à 10 kg de paddy / travailleur environ).

De leurs côtés, pour récolter, battre et décortiquer quotidiennement le riz des bordures de la parcelle, les épouses font appel à leurs filles ou à leur mère. Habitant généralement dans un autre village de l'aire matrimoniale, elles viennent souvent habiter pour quelques semaines dans le village de leur mère (ou de leur fille). Elles aussi repartiront dans leur village avec du riz. Ces transferts de riz ne sont pas comptabilisés par les femmes : le riz que les mères laissent à leur filles le jour de leur départ n'est pas mesuré. Comme elles retournent à pied dans leur village, on peut simplement dire qu'elles ramènent moins de 50 kg de paddy. Les mêmes échanges ont lieu à l'occasion de la récolte des arachides.

Le schéma de l'encadré 14 (infra) permet de visualiser la destination du produit à l'occasion de la récolte de la grande parcelle du groupe domestique que nous venons de considérer. Seul le riz finalement stocké dans les coffres du chef du groupe domestique est comptabilisé par ce dernier. On mesure ici la difficulté d'évaluer les performances de l'agriculture paysanne sierra-léonaise sans se pencher sur le processus social de répartition de la Valeur Ajoutée (voir page 298).

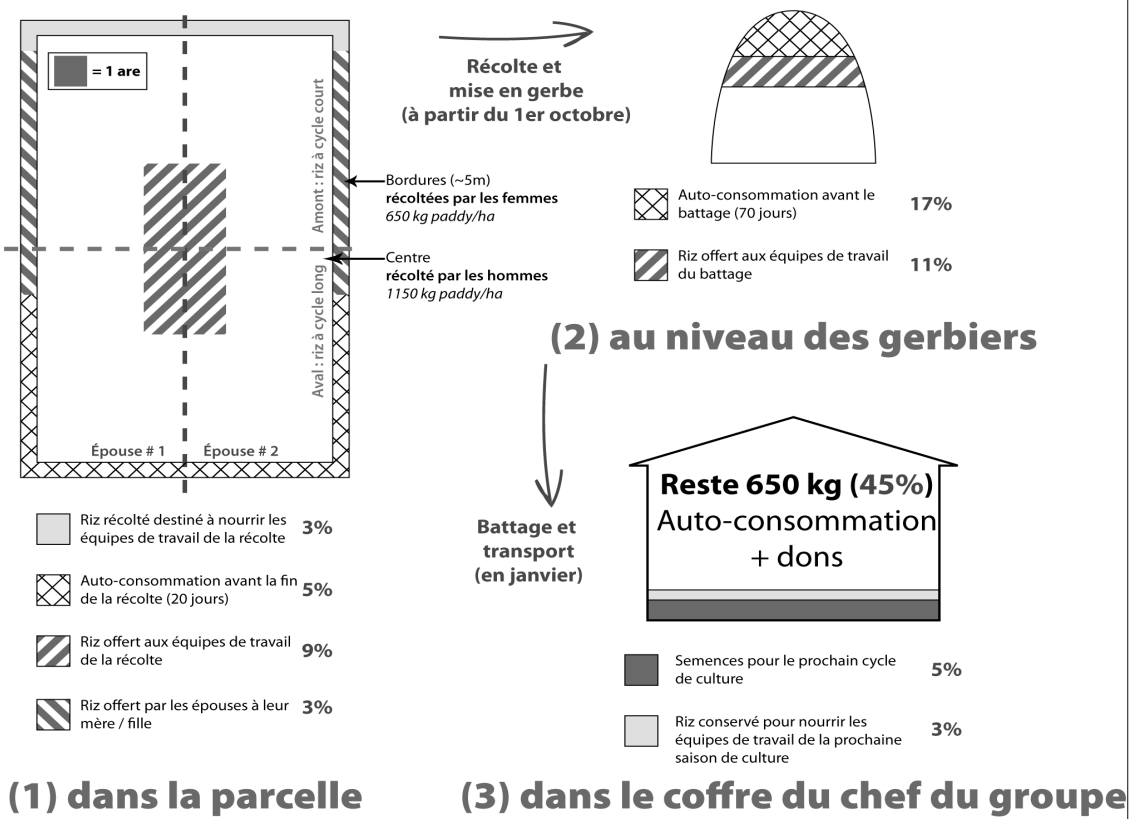
Outre le riz que les épouses donnent à leur fille ou à leur mère, il est tout à fait courant qu'aux diverses étapes du processus (récolte, construction des gerbiers, battage, stockage au village) le chef du groupe domestique offre du riz, non seulement aux membres de son patrilignage et à ses *Komonɛ (patrilignage de son épouse)* mais aussi à ses voisins ou même à des étrangers de passage. Dans les zones où le riz est produit en quantité importante, les paysans envoient à cette saison du riz à leurs parents de Freetown. À la différence des prêts en nature, aucun compte n'est tenu de ces dons : le riz offert n'est pas mesuré.

Encadré 14 : Partage du produit pendant le processus de récolte dans les parcelles d'abattis-brûlis de première année

Nous prenons le cas d'un groupe domestique de la zone nord : 3 actifs (1 homme et ses 2 épouses), 1 personne âgée et 4 enfants. La parcelle fait environ 1,5 ha. Ce groupe consomme chaque jour 8 cups de riz décortiqué (soit 3,5 kg de paddy) pendant la récolte. La récolte commence le 1er octobre et le riz est finalement stocké dans le coffre au village le 1er janvier.

On a fait les deux hypothèses suivantes : (1) chaque travailleur reçoit l'équivalent de 2 *cups* de riz décortiqué (0,9 kg paddy) à la récolte et du battage ; (2) les épouses donnent à leur mère ou à leur fille 10 *pans* chacune.

Interrogés sur la quantité de riz récoltée, les paysans indiquent seulement le riz stocké finalement dans les coffres au village, soit environ 50 % du riz récolté. Si le groupe domestique diminue sa consommation après la fin des récoltes (6 cups dans ce cas), le riz stocké peut permettre potentiellement de nourrir le groupe domestique jusqu'à fin juin. Mais une partie de ses stocks feront l'objet de nouveaux dons, notamment aux membres de leur parenté à Freetown.



Réalisation : Augustin Palliere, sources : enquêtes

L'intense circulation en travail et en produit à l'occasion des récoltes de céréales s'observe également dans les cuvettes de la zone Ouest et les bas-fonds de la zone Est où les parcelles de riz sont de grande taille.

Prêts en nature : céréale contre céréale

Dans la zone sud, les parcelles de riz sont de tailles beaucoup plus réduites, et la récolte occupe essentiellement les travailleurs du groupe domestique. Les dons à l'occasion des récoltes sont aussi beaucoup moins importants.

Cela n'empêche pas d'autres formes de circulation du produit. C'est ici que la question de la soudure alimentaire est la plus critique. Plus les récoltes tardent et plus une part importante de la future récolte de piment ou d'arachide doit être vendue sur pied au prix le plus faible. Ainsi, les récoltes de fonio à cycle court, vers la mi-août, sont accueillies avec grand soulagement.

À partir de ce moment, les récoltes vont s'enchaîner et les paysans ne sont plus obligés de s'endetter : début septembre, la vente de quelques *pans* d'arachide permet d'attendre que le riz à cycle court puis le fonio à cycle long soient matures. Si ces récoltes ne suffisent pas à attendre celle, beaucoup plus tardive, du riz inondé dans le bas-fond, il est possible à cette saison de vendre du piment directement, en espérant que le prix ne soit pas trop faible.

Mais d'une récolte à l'autre, il arrive fréquemment qu'il y ait des trous dans le calendrier d'alimentation ou dans la trésorerie. Entre les récoltes de deux parcelles, les groupes domestiques peuvent avoir recours aux emprunts en nature auprès d'un paysan, généralement de leur village, qui disposerait à ce moment de céréales disponibles dans ces parcelles.

Il s'agit d'un échange différé en nature. Ce sont généralement des céréales à cycle court qui sont empruntées, riz pluvial ou fonio, et des céréales à cycle long qui sont rendues 3 à 4 mois plus tard, généralement à l'occasion des récoltes de riz inondé en bas-fond. Il n'y a jamais d'intérêt pour ce genre de prêt. Si un paysan emprunte 1 *pan*, il rend 1 *pan*.

Néanmoins, c'est le débiteur qui vient récolter dans la parcelle du créditeur. Le premier devra rendre du riz paddy prêt à décortiquer : il fait donc le travail de récolte (récolter, battage, vannage) deux fois. Outre le gain du point de vue de la charge de travail, les créditeurs soulignent que cette pratique leur permet de conserver du riz à court terme dans le grenier des autres. Les paysans qui ont beaucoup de riz dans leurs coffres ou leurs parcelles subissent des pressions, notamment des parents de leurs épouses. Dans une zone où le déficit en riz est structurel, à une période de l'année où les céréales manquent encore, mieux vaut multiplier les obligations dans le village que d'accumuler les céréales dans sa maison.

Ce système de prêt en nature à court terme permet aux groupes domestiques de taille réduite de mutualiser en partie leur récoltes à l'échelle d'un village pour lisser le profil du calendrier de travail et répondre aux déficits ponctuels du calendrier de trésorerie. Ainsi, de nombreux paysans viendront récolter chez celui qui a semé en premier et dont le riz est mûr le plus tôt. Ce sont généralement les femmes qui s'occupent au quotidien de l'intendance des groupes domestiques et gèrent les prêts contractés auprès des autres groupes domestiques. Les paysannes expliquent avec précision comment elles gèrent au jour le jour pour trouver de quoi remplir la marmite. Par exemple dans ce témoignage, on voit comment cette femme combine les récoltes des parcelles domestiques et les emprunts extérieurs pour nourrir les membres de sa marmite :

> « *I cook 5 cups a day up to 7 when there is rice enough. We harvested the light millet* [fonio à cycle court] *just at the beginning of the fast month* [10 août-10 septembre en 2010]. *The millet last 10 days. I was still having a small quantity of rice I had bought during the last dry season. I cook that rice for 2 or 3 days. People started to harvest rice. I borrowed rice to Pa Suri [tous les noms cités sont des personnes du village], then to Bangura. I harvested on their farm 4 pans each* [10 kg]. *Finally I borrowed 2 pans in the farm of Adikali. The day after the Pray Day* [dernier jour du ramadan], *we started to harvest our own rice. 3 brothers of my husband came to help us. We gave them 3 bunches of rice each. We eat the rice during almost during one month. We have just flagged it. We got 1 bag and half* [environ 50 kg]. *I hope it will last until the harvest of our rice in the swamp. We will also use that rice to give back our loan* ».
> **Aminata , Kademba, (entretien n°211)**

Partage des produits d'une palmeraie plantée

La récolte et la transformation de l'huile de palme sont également l'occasion de transferts importants de Valeur Ajoutée (VA) entre les groupes domestiques. Nous avons décrit comment les palmeraies plantées s'étaient étendues, par générations successives de planteurs à partir des années 70 jusqu'à aujourd'hui, notamment dans le sud de la Sella Limba (page 268). Nous avons également signalé que si les paysans se sont maintenus sur le marché local, c'est en acceptant une très faible rémunération de leur travail en rapport avec la faible productivité du travail des processus d'extraction de l'huile de palme (page 344).

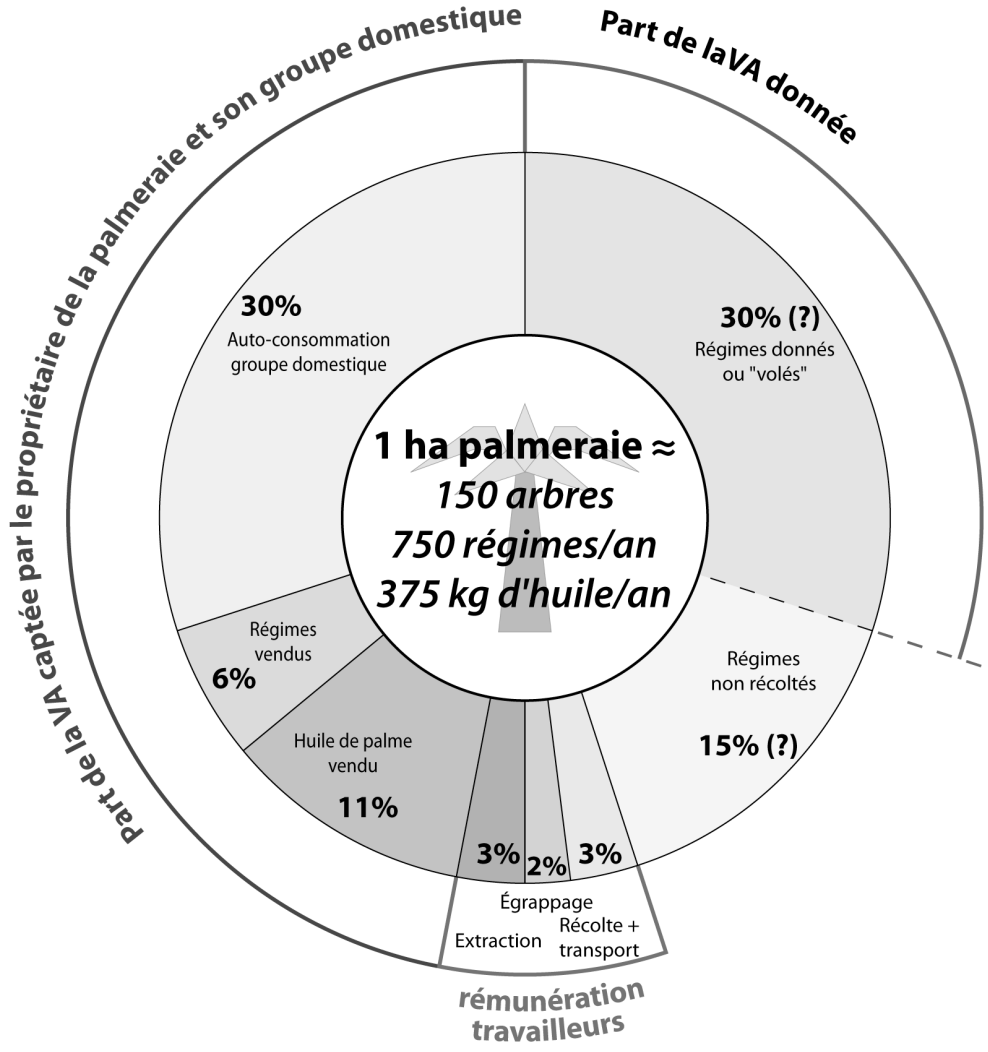
Le travail de récolte, d'égrappage et d'extraction est très lourd. Pour le conduire, les planteurs recrutent une main-d'œuvre importante au sein du village. C'est d'autant plus vrai que les palmeraies sont grandes et dépassent les capacités des seuls membres du groupe domestique. À chaque étape, les travailleurs sont payés en proportion du travail accompli. Les hommes qui récoltent les régimes et les transportent reçoivent « 2 for 12 heads » ; les femmes qui égrappent les régimes pour préparer en amont l'atelier d'extraction « 2 for 15 » et enfin,

celles qui procèdent à l'extraction proprement dite reçoivent « 1 for 4 pints ». La part des régimes transformés pour produire de l'huile de palme commercialisable est faible et une part conséquente de la VA est consacrée à rémunérer la force de travail au cours du processus. Pour ces deux raisons, les propriétaires des arbres ne tirent un revenu monétaire que d'une faible part (11 %) de la valeur ajoutée, même dans le cas d'une palmeraie conséquente (voir encadré 15, infra).

Cependant, comme nous l'avons souligné (page 344), le prix des régimes sur le marché (1 400 Le pour un régime issu d'une palmeraie plantée) représente mal leur coût d'opportunité. Par contre, l'huile stockée en fin de saison sèche sera une source de revenue monétaire très intéressante en saison des pluies quand le prix sera élevé et qu'il faudra acheter du riz importé pour nourrir le groupe domestique. Les revenus de la vente de l'huile de palme en saison des pluies seront également utilisés pour se procurer de la force de travail (cf infra). On constate de nouveau que les problèmes d'accès au capital circulant et à la force de travail sont intimement liés.

Encadré 15 : Partage du produit de la palmeraie

Pour construire ce graphique nous nous appuyons notamment sur les données issues de deux entretiens avec des propriétaires de palmeraies de taille importante. Ils produisent pour la vente chaque année 2 container (environ 40 kg) d'huile de palme. Étant donné le niveau des rémunération en nature on peut en déduire la part qui revient aux travailleurs qui font le travail de récolte, d'égrappage et d'extraction pour eux. Chaque année ils déclarent par ailleurs vendre une cinquantaine de régimes bruts au prix de 1400 Le/régime. La part dévolue à l'auto-consommation a été calculée pour un groupe domestique de taille moyenne composé de 7 consommateurs (14 kg d'huile / an / consommateur). La répartition entre les régimes qui sont donnés et volés ou perdus est par contre hypothétique.



Réalisation : Augustin Palliere, sources : Almami Dumbuya, Rogbum (entretien n°47b) et Momo Conteh, Kaba Fery (entretien n°A218)

1.3 Circulation de la force de travail entre les groupes domestiques et au sein des groupes domestiques

Les groupes domestiques actuels, de petite taille, compensent la précarité de leur situation économique en procédant à de nombreux échanges, marchands ou non, de semences et de produits, le plus souvent en nature, à l'occasion de la mise en culture et de la récolte des parcelles. Mais cette circulation du capital productif est indissociable de celle de la force de travail pendant la période où cette force de travail a le coût d'opportunité le plus important. Cette circulation prend essentiellement la forme d'échange de journées de travail, institutionnalisés via les groupes de travail, *kune* et *gbedo*, que nous avons décrit de manière succincte (voir page 392). L'analyse détaillée du fonctionnement de ces institutions montre comment elle supporte aujourd'hui une marchandisation incomplète des rapports sociaux qui régulent le partage du travail entre et au sein des groupes domestiques.

1.3.1 Fonctionnement des groupes de travail

Les différents types de groupes de travail

Les *kune* et les *gbedo* sont des groupes d'environ 20 membres. Ils sont constitués sur la base de la libre association : chacun s'engage simplement à travailler une fois pour chacun des autres membres du groupe à tour de rôle. D'un tour à l'autre on peut donc quitter ou rejoindre la *kune*. Les groupes féminins se sub-divisent fréquemment en saison des pluies en deux ou trois groupes plus petits, permettant à chaque membre d'attendre moins longtemps son tour. Cette souplesse est adaptée au désherbage des parcelles dont les femmes ont la responsabilité : pour réagir là où la pression des adventices devient trop forte il est souvent préférable d'obtenir rapidement 5 travailleuses pour une demi ou même un quart de journée et parer au plus urgent que d'attendre 20 jours pour que 20 travailleuses travaillent toute la journée dans une parcelle déjà irrémédiablement envahie par les adventices.

Les enfants forment des groupes spécifiques, plus ou moins par classe d'âge : les « student » *kune*. Ils ne se réunissent qu'une ou deux fois par semaine, quand l'école est fermée. Chaque membre d'un groupe de 10 à 20 « students » ne profitera du travail de la *kune* que deux à trois fois à chaque saison des pluies. Les parents placent leurs enfants dans ces

groupes pour récupérer des précieuses journées de travail pour boucler l'implantation des cultures à temps. Évidemment les « student » *kune* des plus jeunes enfants (10-14 ans environ) ne sont pas capables d'abattre autant de travail que celles de leurs aînés.

Enfin, il existe une forme d'organisation plus formelle qui porte le nom de *company.* Emmenée par un leader charismatique regroupant des jeunes hommes de plusieurs villages, la *company* est un groupe de travail particulièrement efficace. Les journées de travail y sont plus longues et les cadences plus rapides, chaque *company* cherchant à maintenir sa réputation. Le nombre de membres du groupe étant plus important et cette dernière ne se réunissant qu'une à deux fois par semaine, 1 ou 2 tours seulement sont bouclés chaque année. Nous avons même observé une *company* de près de 100 membres qui bouclait son tour en plus de 2 années. Ces groupes nomment un leader officiel et un secrétaire qui tient compte par écrit de la contribution de chaque membre.

Ce qui rassemble tous ces types de groupe c'est le principe affiché de réciprocité : 1 jour de travail donné pour 1 jour de travail reçu. Mais il existe aussi des collectifs de travail non réciproque. Nous avons évoqué le *mabita* (page 126) : le beau-père ou la belle-mère (*Komonɛ*) demande à son gendre de venir travailler pour lui. Ce dernier va alors faire appel à tous les membres de sa classe d'âge de son village et éventuellement des villages voisins qui viendront par solidarité pour l'un des leurs. Les travailleurs d'une *kune* peuvent également se décider collectivement pour offrir un tour à un personnage particulier dans le village : l'imam ou le pasteur, le chef administratif, l'instituteur de l'école communautaire, etc. Dans tous les cas, le bénéficiaire de ce travail, s'il n'a rien à payer en échange, se doit d'être généreux et d'offrir de la nourriture en quantité ainsi que des cigarettes, des noix de kola et du vin de palme à foison. Il s'agit plutôt de jours de travail festifs et la productivité n'est pas celle des *kune* réglementaires (voir les règles exposées en *infra*). Le chef d'un village nous confiait qu'au regard de ce qu'il devait dépenser pour satisfaire les travailleurs, il préférerait se dispenser de la générosité des jeunes du village !

Une comptabilité rigoureuse de la contribution en travail de chaque membre

Quand la logique de la réciprocité s'applique, elle implique une comptabilité rigoureuse de la contribution en travail de chaque membre. Cela est vrai quel que soit le niveau de formalité du groupe, *company, kune* ou *gebdo* : les règles sont claires et connues de tou(te)s.

Chaque journée ou chaque demi-journée est divisée en un certain nombre de portions (*bara*). Pour être quitte, chaque membre doit effectuer le nombre de *bara* décidé au moment de la formation du groupe. La *bara* est mesurée en fonction de la nature de la tâche à accomplir :

- le plus souvent cela correspond à une surface, par exemple une *bara* du labour (*agputu*) en bas-fond dans le village de Kamaporoto est de 16 m² et chaque membre doit faire 8 *bara* par demi-journée (soit 256 m²/JT ce qui correspond à environ 40 JT/ha) ;
- dans d'autre cas, la *bara* correspond à une quantité de produit à semer ou à récolter, chaque femme doit, par exemple, semer en poquet (*atumu*) 1 *pan* d'arachide graines (soit 2,5 kg ou 270 m² correspondant à environ 20 JT/ha) ;
- seul dans le cas de l'abattis des recrûs arborés ou de l'arrachage des savanes arborées, le travail est effectué sans contrôle de la quantité de travail fournie individuellement par chaque membre de la *kune*.

Les groupes de travail des adultes acceptent souvent des « apprentis », c'est-à-dire des enfants de 10 à 14 ans qui ne vont plus à l'école mais qui sont encore incapables de suivre le rythme des autres membres. Ces derniers peuvent effectuer moitié moins de *bara* mais, en retour, ne recevrons la *kune* qu'un tour sur deux.

La qualité du travail est également contrôlée. Si, par exemple, par négligence ou pour rattraper son retard, un membre n'enfonce pas bien les plants de riz qu'il repique ou se contente de les jeter au sol discrètement, il pourra être sanctionné. Dans les « student » *kune*, pour les railler, les plus grands infligent des amendes symboliques (1 « block », 100 Le ou 0,2 €) aux plus petits à tout prétexte : un retard le matin, lenteur, prétendue mauvaise qualité du travail, etc. Il imite ainsi, sur le mode du jeu, le fonctionnement des groupes de leurs aînés.

Dans le cas des hommes, le membre qui reçoit la *kune* dans ses parcelles se doit par ailleurs d'offrir un repas copieux que les femmes préparent souvent dans la parcelle. Même celui-ci est soumis à des règles précises : il est obligatoire de cuisiner du riz, avec suffisamment d'huile de palme et des morceaux de viande ou de poisson. Il est entendu que chacun mangera à satiété. En fonction des groupes, il faudra également offrir cigarettes et noix de kola. Ici aussi, tout manquement est puni d'une amende.

Découper les portions dans les parcelles et vérifier la qualité du travail occupe à part entière un membre de la *kune* ou de la *gbedo*. C'est le « leader ». À sa charge également de motiver les travailleurs, d'aider celui qui peine à achever sa portion et de vérifier que le repas sera prêt et apporté à temps. C'est lui enfin, qui détermine l'ordre dans lequel les différents

membres du groupe pourront jouir de leur tour de travail. À certains moments de l'année cette question peut être cruciale. Pour remplir ce rôle, les membres du groupe choisissent celui qu'ils considèrent comme le plus intègre d'entre eux, assez souvent le plus âgé.

1.3.2 Le groupe de travail instrument d'émancipation ou de coercition des cadets ?

Dans toutes les campagnes sierra-léonaises, le travail agricole est organisé en groupe : « si-moi » chez les Sousous au nord (Nyerges, 1988), « kombi » (Leach, 1994) ou « bembe » (Richards et al, 2004) chez les Mende, etc. Cette forme d'organisation est en fait très commune dans les agricultures paysannes africaines (Richards, 1983 : 36-37 ; Rocheteau, 1975). On retrouve généralement les caractéristiques que nous avons décrites dans le cas de la région étudiée, notamment :

- une organisation, plus ou moins strictement, en fonction de l'âge et du sexe ;
- deux types de groupe, à entraide réciproque ou non réciproque ;
- dans le premier cas, une comptabilité rigoureuse de la contribution de chaque membre.

Pour expliquer cette forme d'organisation très commune, les auteurs soulignent d'abord les avantages techniques du travail en groupe. Pour Richards (1983 : 36) il serait particulièrement efficace pour les « *tasks which once begun require finishing with speed* [...] *which appear especially daunting or tedious to the solo worker* [...], *and important occasional projects (e.g, house building, or the initial development of an irrigated farm)* ». De même, Linares (1981 : 567) explique que dans les rizières où les paysans ne contrôlent pas le niveau de la lame d'eau, il y a de réels avantages à terminer certaines opérations rapidement. Mais en, Sella Limba particulièrement, c'est presque toutes les opérations techniques qui sont réalisées en *kune*. Quelles raisons techniques y a-t-il, par exemple, à billonner sa parcelle de piment ou à semer le riz dans son essart en une seule fois avec 20 personnes ou en 20 jours tout seul ?

Quoi qu'il en soit, ces raisons techniques ne sont jamais avancées par les intéressés qui insistent plus volontiers sur la manière dont le travail en groupe stimule l'ardeur des travailleurs. Cette raison est reprise par presque tous les auteurs que nous avons cité ci-dessus. Lemaire (2009) analyse la « dimension agonistique » du travail en groupe chez les Sénoufos de Côte d'Ivoire. Kohler (1971, 106) offre une description festive du travail en groupe dans l'Ouest-Mossi :

> « […] *les invitations de culture sont souvent des fêtes bruyantes et joyeuses, où fusent les plaisanteries et où l'émulation réciproque des travailleurs crée un climat de fraternelle compétition. Parmi les jeunes, chacun désire avancer plus vite que son voisin. Si l'un d'eux, par excès de zèle, casse le manche de sa houe, tous l'acclament et lui présentent des vœux de prospérité. Lorsque, dans la hâte de cultiver, deux travailleurs entrechoquent leurs outils, c'est à qui réclamera le premier le don d'une femme – ce qui provoque une hilarité générale. Au moment où la saison agricole impose un labeur quotidien harassant tandis que la pitance est maigre, les cultivateurs sont heureux de se rendre à une invitation de culture pour rompre la monotonie de leur existence* ».

S'il existe des jours de travail festifs en Sella Limba, c'est lors d'occasions particulières, notamment les *mabita*. Au quotidien, en saison des pluies quand les *kune* s'enchaînent jour après jour, le travail prend un tour plus répétitif et moins joyeux. On pourrait, sans noircir le tableau, offrir une autre description du travail en groupe pendant la saison des pluies quand les membres de la *kune*, épuisés encore du travail de la veille se rendent, le ventre vide, dans le petit matin froid et humide, dans les champs pour abattre leurs *bara* réglementaires.

La stimulation du travail en groupe est cependant réelle. Elle se manifeste en Sella Limba par des chants et des cris d'encouragement. Mais la littérature n'insiste pas assez d'après nous sur les contraintes qu'impliquent l'organisation du travail en groupe. Tout d'abord, dans les *kune* de taille moyenne, un travailleur, le *leader*, est mobilisé à temps plein pour gérer le travail du groupe. Mais surtout un membre d'une *kune* de 20 membres, par exemple, doit attendre 20 jours de *kune*, soit environ 1 mois en saison des pluies (5 jours de travail de *kune* par semaine), avant de profiter du travail des autres. Alors que la fenêtre calendaire pour l'implantation du riz pluvial, par exemple, n'est que de deux mois, l'ordre de passage dans la *kune* est crucial. Le premier tour est systématiquement proposé au leader. Pour les tours suivants, les paysans lui font la demande et ce dernier accorde la *kune* à ceux qui sont prêts en premier à la recevoir, c'est-à-dire à ceux qui ont rassemblé les ressources nécessaires à la préparation du repas de la pause méridienne.

Enfin, les auteurs proposent différentes pistes pour expliquer la fréquence de ce mode d'organisation du travail en Afrique sub-saharienne. Pour certains, il s'agit d'une organisation traditionnelle, condamnée à plus ou moins brève échéance par la progression des rapports marchands dans les campagnes (Schwartz, 1971 ; Kohler, 1971, entre autres). Pour d'autres, au contraire, ces institutions constituent des innovations relativement récentes qui résultent de l'évolution des rapports sociaux au cours des dernières décennies. C'est notamment le cas, en

Sierra-Leone, de Richards,. Cet auteur insiste sur la nécessité croissante de sécuriser l'accès à la force de travail en mutualisant cette ressource dans un contexte où les unités de production sont de taille plus réduite et donc sont plus précaires :

> « *A big change in the village system in the half-century resulted from the rise in numbers and the decline in size of households food crop farms. There is now much greater need for organized labor sharing. Formerly,* […] *gangs comprised dependent members of a large slave-based household. Today there are many more independent (male) heads of farm households, and it is these heads that form groups and arrange to rotate labor* ». (Richards et al, 2004: 16)

> « *The present importance of labor companies in Sierra Leone, Liberia and Senegal* […] *may be a consequence of strongly urban biased development policies which serve to sustain and increase rural outmigration. In such circumstances there is little if any free hired labor. Labor companies are, in effect, mutual protection societies in which members contract their labor to each other for a guaranteed period* ». (Richards, 1983: 36)

Et, effectivement, en Sella Limba, quand l'un des membres de la *kune* tombe malade ou se blesse, il ne perd pas ses droits et les autres iront malgré tout travailler chez lui. Il y a donc bien, dans une certaine mesure, mutualisation du travail entre les groupes domestiques à l'existence précaire.

Mais le même auteur fait également remonter l'institutionnalisation des groupes de travail dans les formes d'organisation pré-coloniale coercitives et explique qu'elle peut, dans certaines situations, être un moyen de prolonger le contrôle des aînés sur le travail des cadets :

> « *The issue at stake for both* [*slaves and dependant member of the domestic group*] *was the control exercised by the head of the group over their rights to form domestic units of their own and enter into the social process of their own terms.* [...] *the power of heads of households to subordinate labour declined sharply.* […] *whereas 30 years ago a domestic unit of 40-50 persons, working a household farm* […] *of 10-15 ha., might be the norm* […] *average family size is now closer to 9-12 persons.* […] *Maintaining viable upland rice work groups demands new tactics. With the advent of British colonialism and the abolition of domestic slavery it would appear that household heads actively encouraged more of their young people to form inter-household work groups to carry out heavy farming tasks on a rotational basis.* […] *Kune members in Bumban appear to be younger than the average elsewhere.* […] *The degree of influence exercised by heads of households in Bumban over the rôle and function of kune groups would appear to be quite significant* » (Johnny et al, 1981 : 615-616)

En Sella Limba il semble que l'institution de la *kune*, et de la *gbedo* pour les femmes, ait changé de nature et de fonction avec l'évolution des rapports sociaux. À l'époque où les grands *kuru kuru* étaient menacés d'éclatement, elle a certainement permis à la fois le contrôle du travail des jeunes et son partage avec eux. Tous les jeunes actifs d'un groupe domestique

rejoignaient la *kune*, laissant systématiquement les premiers tours à l'aîné et se réservant les derniers (ou le dernier) pour la culture d'une petite parcelle en bas-fond. C'est le fonctionnement que décrit aussi Meillassoux (1964) chez les Gouros de Côte d'Ivoire. On a vu qu'en Sella Limba, c'est ce compromis qui a retardé l'éclatement des *kuru kuru* à la première génération.

Avec l'éclatement des *kuru kuru* en petits groupes autonomes, les échanges de journées de travail se sont de plus en plus effectués entre producteurs indépendants. La *kune* est alors devenue l'institution de la marchandisation de ces échanges, les règles de son fonctionnement permettant un « découpage » des actifs en journée de travail, et même en portions (*bara*). On va voir, en effet, que les échanges de travail au sein des *kune* ne sont pas aussi réciproques que les paysans le décrivent au premier abord.

1.3.3 Échanges marchands de journées de travail via les *kune*

Achat et vente de force de travail

Les membres de la *kune* peuvent en effet vendre leur tour à un autre paysan, membre ou non du groupe de travail, contre une somme proportionnelle d'argent ou son équivalent en nature. Il en va de même pour les *gbedo* des femmes.

Ces échanges de *kune* et de *gbedo* ont tous lieu pendant le pic de travail de la saison des pluies, entre mai et août, c'est-à-dire quand le coût d'opportunité de la force de travail est maximum. Il faut se souvenir, de plus, qu'en vendant un tour de *kune*, un paysan cède d'un coup 20 à 40 jours de travail, en fonction du nombre de membres du groupe. L'échange n'est donc pas anodin, ni pour l'acheteur, ni pour le vendeur. On peut donner une illustration des conséquences de la cession par un paysan d'un tour de *kune*. Dans la zone sud, la quasi-totalité des hommes adultes des villages du sud de la Sella Limba consacrent au moins un tour de *kune* pour billonner une parcelle de piment. Le piment est aujourd'hui la culture commerciale principale et la construction de billons est la condition *sine qua non* pour pouvoir cultiver du riz pluvial l'année suivante. Le billonnage des terres pluviales représente 35 JT/ha. Les *kune* sont formées en moyenne de 20 membres. En achetant un tour de *kune* un paysan peut donc augmenter la surface de sa parcelle de 0,57 ha. Cet échange de force de travail se fait nécessairement au détriment de la surface cultivée par le pourvoyeur de la *kune*.

Les paysans qui se résolvent à cet échange sont à chaque fois poussés par un déficit en

capital circulant, notamment en semences. Telle parcelle destinée au riz pluvial, par exemple, est prête à être ensemencée mais il manque les semences. On échange alors avec un paysan disposant d'un surplus de semences un tour de *kune* de 20 membres contre 20 *pans* de riz paddy ou 100 000 Le (18,2 €). Dans les groupes féminins, chaque membre dispose, généralement, en début de saison des pluies, de deux tours de *gbedo* en principe pour semer d'abord les arachides puis le fonio à cycle long dans sa parcelle. Mais si une femme manque de semences d'arachides, elle peut échanger son premier tour de *gbedo* à une autre membre qui a la chance d'en disposer suffisamment : 20 *pan* de coque ou 50 000 Le (9,1 €) contre une *gbedo* de 20 femmes.

Des tours de *kune* ou de *gebdo* sont également vendus pour se procurer de la nourriture pendant la soudure. Au cœur de la saison des pluies, alors que chacun se consacre à lutter contre l'enherbement de ses parcelles, la vente d'une *gbedo* de 20 femmes peut permettre à une femme d'acheter de quoi nourrir 5 personnes pendant une dizaine de jours.

Ainsi, l'accès pour les groupes domestiques au capital circulant au sens large, c'est-à-dire semences et subsistances, est bien connecté au problème de l'accès à la force de travail. Voici comment, par exemple, un jeune homme, vivant avec sa mère et son épouse, gère la force de travail dont il dispose :

> « *I am cropping a swamp and small upland rice. In the swamp, I crop two rices : Kori-kori and Samale.* […] *I joined the kune of Alpha* [du nom de son leader]. *We were 15. Because my swamp is far, they cut smaller portions for me. The first and second turn I got, I mapped* [billonner] *my swamp. The third one, I broke some heaps and planted rice. The last one, I sold it to my 'elder brother'. He gave me seeds of Kori-kori (I was having Samale from last year harvest but it was not enough for all the swamp) and some money. I also joined the small kune of Saidu. We are just 6 and we worked the days the big kune rest : from Friday to Sunday. I sold the 2 turns I got to get food for my mother.* […] *Then I did not join any kune again. I am not cropping pepper. When I have finished the swamp works, I let my wife and my mother and I went to Manawa* [un site d'orpaillage à une quarantaine de kilomètres]. *They pay 12 000 Le a day. We are three young men of Kamawanka to go there* ».
> **Mansu Samura, Kamawanka (entretien n°267)**

La rémunération du travail de la *kune* qu'il vend est deux à trois fois inférieure au salaire journalier offert, par exemple, dans les sites d'orpaillage (entre 10 000 et 15 000 Le, voir page 415). Cela s'explique par le caractère incomplet de la marchandisation des échanges de force de travail au sein des *kune*. Si chaque journée de travail, et même chaque portion de journée de travail, est comptabilisée, il est impossible d'acheter ou de vendre un morceau de *kune*. Si elle rassemble 20 membres, il faut être capable de mobiliser assez de capital circulant pour acheter 20 jours de travail d'un coup. Or il n'existe pas, ou très peu, dans les villages

aujourd'hui de travail « libre », c'est à dire de travail qui pourrait circuler sous la forme de journée ou demi-journée hors du système des *kune*.

Échanges non-réciproques de journées de travail sans achat/vente

Outre cette forme d'achat / vente directe, il existe une autre forme d'échange non réciproque de journées de travail, plus discrète mais aussi plus courante. Le copieux repas de la pause de la mi-journée, réglementaire, représente un coût important. Il faut non seulement réunir le riz mais également les ingrédients pour la *plassas* (la sauce) qui l'accompagne. Or nous l'avons souligné, les règles de la *kune* imposent d'offrir de la nourriture de qualité et en quantité. Sur la base du témoignage des femmes qui préparent le repas pour les *kune,* nous avons évalué le coût du repas à 2 300 Le/travailleur[136]. Les reliefs pourront être offerts dans le village aux personnes âgées ou aux voisins.

Il existe néanmoins une solution pour ceux qui ne peuvent préparer le repas mais qui ne se résolvent pas à vendre leur tour de *kune*. Si on ne leur offre pas de repas, les membres de la *kune* se rendent malgré tout dans la parcelle mais, à l'heure de la pause de la mi-journée, rentrent chez eux pour ne plus revenir. Logiquement, ils abattent moitié moins de travail dans cette parcelle. Les paysans parlent de *gbedo,* c'est-à-dire de demi-journée, comme pour les groupes féminins. Ainsi, par manque structurel ou conjoncturel de trésorerie ou de réserves, certains paysans échangent des journées entières de travail contre des demi-journées.

Cet usage a pour résultat à la fois de limiter la marchandisation des échanges de force de travail et de renforcer le contrôle des chefs de groupes domestiques sur les jeunes travailleurs. Ces derniers, en effet, n'ayant pas les ressources pour préparer le repas obligatoire, restent soumis au bon vouloir de leurs aînés pour pourvoir jouir du travail investi dans la *kune*. Souvent, les jeunes travailleurs dépendants se contente de *gbedo* (demi-journée).

Le don de *kune,* enfin, est une autre forme d'échange non réciproque. Ce que les intéressés décrivent comme un don s'inscrit en général dans le cadre de relations sociales durables et dans un cycle d'échanges à long terme. Ainsi, au moment du repiquage du riz dans son bas-fond, tel aîné pourra solliciter l'aide d'un jeune paysan qui lui fera bénéficier de son tour de *kune*. Souvent ce jeune a été nourri par l'aîné durant une période de sa vie et, en cas de besoin pressant, il pourra encore espérer que l'aîné lui fasse don d'une partie de sa récolte.

[136] 1 *cup* de riz (1 000 Le), 1/3 *pint* d'huile de palme (650 Le) et environ 650 Le/travailleur pour le poisson ou la viande.

De nouvelles formes de marchandisation du travail

La *kune*, comme institution d'une marchandisation incomplète de la force de travail et instrument de contrôle du travail des cadets par leurs aînés, est parfois remise en question.

Les jeunes s'organisent souvent en groupe de travail du soir (*mankole gbedo*). En se réunissant après le travail de *kune* principal pour effectuer une ou deux portions supplémentaires (environ ¼ de journée de travail), dans leurs parcelles, à tour de rôle. Il s'agit le plus souvent de jeunes travailleurs dépendants, qui utilisent ces heures supplémentaires de travail pour cultiver leur propre parcelle ou pour gagner un peu d'argent de poche en vendant leur tour.

Quelques jeunes chefs de groupe domestique font le choix de ne pas intégrer les grandes *kune* de 20 ou 30 membres pour ne travailler qu'avec ces petites *gebdo* du soir. Ils expliquent que cette organisation plus souple facilite le travail dans leurs multiples petites parcelles. Ils ne sont plus obligés d'attendre des mois et de dépenser des sommes importantes pour récupérer le travail investi dans la *kune*. Nous avons également rencontré un groupe de jeunes travailleurs qui avaient décidé ensemble d'abandonner l'usage du repas de la pause de la mi-journée. Ils s'étaient accordés le droit de cuisiner le midi un simple plat de manioc bouilli.

Enfin, même si les cas de vente de journées de travail hors *kune* sont extrêmement rares, leur existence doit être soulignée. L'acheteur et le vendeur se mettent d'accord sur un nombre de portions (*bara*) à effectuer pour une tâche donnée et sur le salaire dû. Les équipes de travail sont très réduites, deux ou trois travailleurs, généralement des jeunes hommes qui cherchent de l'argent de poche, et aucun repas n'est offert. C'est notamment à ce type de contrat qu'ont recours les cultivateurs de cannabis. Les parcelles sont souvent de petite taille et il est mal vu d'y emmener une *kune*. Il est intéressant de remarquer que ces contrats oraux à la tâche portent le même nom que ceux qui lient les orpailleurs à leur *supporter* : *bundali*.

Ces arrangements, qui restent exceptionnels, constituent-ils les prémices d'une tendance à la marchandisation totale de la force de travail ?

1.3.4 Partage de la force de travail au sein des groupes domestiques

Si la *kune* n'est plus, comme à l'époque des *kuru kuru*, formée de jeunes travailleurs dépendants pour la mise en culture de leur propre parcelle, elle n'est pas non plus constituée de producteurs autonomes. Chaque chef de groupe domestique, et chaque femme à la tête d'une marmite, place ses jeunes travailleurs dans différentes *kune* et récupère des journées de travail pour ses propres parcelles.

La *kune* de Siaka Bangura à Kamawoni

Prenons l'exemple de la *kune* de Siaka Bangura (du nom de son leader) du village de Kamawoni, dans la zone Ouest de la Sella Limba. Au premier tour en 2011, commencé en mars, elle était composée de 15 membres. 5 nouveaux membres l'ont rejointe au second tour, fin-mai. Pour la plupart des paysans, il s'agissait alors de billonner leur parcelle dans les cuvettes inondées.

14 des 20 membres de la *kune* cette année-là étaient des hommes adultes et mariés qui travaillaient pour leur propre compte. Les 6 autres membres étaient les « langpen » : des jeunes hommes célibataires qui travaillent pour le compte de leur père ou de leur mère.

Les plus jeunes, et les plus vigoureux, des membres se réunissaient parfois deux fois par jour : pour la *kune*, puis pour la *gbedo* du soir. La première était utilisée pour le travail des parcelles de riz du groupe domestique, la seconde était souvent utilisée pour les parcelles individuelles, notamment de piment. Quand la première était vendue, c'était toujours pour régler des « gros problèmes » : besoin d'argent pour soigner un enfant, nécessité de trouver des semences ou du riz pour nourrir le groupe. 7 membres ont vendu un tour en 2011. Aucun n'en a vendu un second. La *gbedo* du soir est plus souvent cédée contre de l'argent notamment, d'après Siaka, par les jeunes hommes négligeant qui veulent utiliser l'argent pour s'acheter des cigarettes.

La *kune* ne permet donc pas seulement l'échange de journées de travail entre groupes domestiques mais également le partage de ces journées entre individus qui les composent. Négocié en fonction de l'âge, du sexe et des ressources individuelles, ce partage traduit l'évolution dynamique du groupe.

Une épouse et son mari partagent leur temps de travail sur leurs parcelles respectives. Mais la jeune femme qui vient de rejoindre un groupe domestique comme première épouse se trouve en position défavorable : elle bénéficiera peu de ses propres tours de *kune* essentiellement consacrés aux parcelles de son mari et de sa belle-mère. De plus, affectée aux tâches domestiques, elle n'aura guère de temps à consacrer à ses parcelles. Plus tard, quand ses enfants

auront grandi, elle cherchera pour son époux de « petites épouses » (*yereme huyete*) qui la remplaceront dans la *kune* et assureront à leur tour les tâches domestiques les plus fastidieuses. La première épouse augmentera ainsi progressivement la surface de ses cultures et son autonomie au sein du groupe[137].

Comme aux premières heures de la riziculture inondée en Sella Limba (voir page 159), le partage dynamique du travail disponible au sein du groupe domestique a également lieu entre les générations. Un jeune homme célibataire, disposant de 5 tours de *kune* consacrera, sans transiger, les deux premiers aux parcelles du chef du groupe domestique qui en négociera lui-même la date et rassemblera les vivres nécessaires à la préparation du repas. La mère – ou la tutrice – du jeune homme, à la tête d'une des « marmites » du groupe, le sollicitera, elle aussi, pour le labour de sa parcelle d'arachide et éventuellement pour la culture d'une petite parcelle de riz inondé. On laissera au jeune son dernier tour de *kune* pour qu'il puisse cultiver une parcelle de piment. Les jeunes hommes et les jeunes femmes prennent parfois le risque de « voler » des journées de travail aux aîné(e)s du groupe en vendant un tour de *kune* en cachette. Ces problèmes sont souvent réglés en public lors de procès où les aînés discutent, avec des représentants des femmes et des jeunes, de la légitimité de l'une et de l'autre partie à jouir des journées de travail en question. La question des relations entre les aînés et les cadets au sein des groupes domestiques ne relève pas vraiment du « privé » en Sella Limba et fait l'objet de négociations permanentes.

À mesure que les jeunes hommes prennent des responsabilités, qu'ils se marient et élèvent des enfants, leurs aîné(e)s les laisseront jouir d'une part croissante de leur *kune*. À la tête d'un groupe domestique important, un homme âgé disposera ainsi d'un seul tour de *kune* de la part de chacun de ses fils, lesquels travailleront avec leur femme, le couple restant bien souvent plus ou moins sous l'autorité d'une des épouses de l'aîné. Bien avant le décès de l'aîné, qui provoquera l'éclatement de l'unité de production actuelle, se dessine ainsi en pointillés le contour des futurs groupes domestiques en formation.

[137] Si le rapport de force est défavorable aux jeunes épouses, la négociation reste nécessaire car elles peuvent mettre à exécution la menace d'un retour dans leur village d'origine, souvent voisin. En pleine saison des pluies, une telle démission mettrait en péril toutes les entreprises en cours.

2 Disparité et différenciation au sein de la paysannerie sella limba

Dans la partie précédente nous avons décrit les modalités d'accès aux ressources productives, la terre, le capital et le travail. Au-delà de l'interdépendance étroite de ces trois facteurs de production, deux tendances sont perceptibles :

- de manière générale, l'accès aux ressources productives reste enchâssé dans les rapports d'antériorité et dépend de la possibilité pour les producteurs de jouir de leur propre force de travail ;
- mais l'émergence de rapports marchands (prêt des commerçants, achat ou captation de force de travail, vente de produits agricoles) permet aux producteurs de se libérer en partie de cette contrainte.

Il nous reste à voir si l'émergence de ces rapports marchands, notamment ceux qui règlent la circulation de la force de travail entre les groupes domestiques et en leur sein, rendent possible la différenciation économique au sein de la paysannerie via l'accumulation de capital par une certaine catégorie de producteurs.

Dans la logique de notre démarche, c'est en nous appuyant sur les résultats de la caractérisation technique et économique des processus de production (chapitre 4) que nous allons tenter de répondre à cette question. En effet, nous verrons que les stratégies d'accumulation des producteurs ne peuvent se comprendre sans référence à la faible productivité du travail dans l'agriculture paysanne.

Dans un premier temps, nous expliciterons la méthode employée notamment pour constituer l'échantillon des études de cas de groupes domestiques sur lequel repose nos analyses. Nous analyserons ensuite le rôle de la circulation de la force de travail dans la disparité des niveaux de Revenu Agricole des producteurs en Sella Limba. Dans un troisième et dernier para-

graphe, nous montrerons comment la faiblesse des surplus disponibles nécessite d'élargir le problème de l'accumulation à la question de la circulation des enfants entre les groupes domestiques.

2.1 Études de cas de groupes domestiques

Dans les grands *kuru kuru* placés sous l'autorité des aîné(e)s, l'accès aux ressources productives ne dépendait que de la position de l'individu au sein du groupe domestique en fonction de son âge et de son sexe. Avec l'éclatement de ces unités de production / consommation historique, l'accès aux ressources repose de plus en plus sur les échanges entre des groupes domestiques de petite taille et à l'existence beaucoup plus précaires. L'émergence de rapports marchands, même incomplets, notamment en ce qui concerne la circulation de la force de travail, implique-t-elle des disparités importantes entre les groupes domestiques ? Ces disparités se traduisent-elles par des trajectoires de différenciation durable entre les producteurs ?

Pour que les études de cas puissent contribuer à répondre à ces questions, il faut expliciter les hypothèses sur lesquelles reposent l'échantillon des groupes domestiques enquêtés dans chaque zone agro-écologique. En effet, au chapitre précédent, nous avons détaillé la méthode suivie pour identifier les groupes domestiques et réaliser les études de cas (page 381). Nous avions alors souligné que la validité des résultats reposait sur les hypothèses qui sous-tendaient l'échantillonnage des groupes domestiques étudiés, cela tant pour les énoncés de type qualitatif que quantitatif. Pour caractériser les processus techniques de production à l'échelle des unités de production, nous nous sommes appuyés sur l'analyse de paysage (chapitre 13), en particulier sa décomposition en zones agro-écologiques. C'est l'analyse des modalités actuelles d'accès aux ressources productives, notamment la force de travail, qui va maintenant nous guider dans la caractérisation des processus sociaux.

Plutôt que de donner l'illusion d'une recherche au déroulement linéaire, nous préférons donner à voir les tâtonnements successifs qui, entre 2007 et 2011, de résultats en résultats et à mesure que la société Sella et son histoire nous étaient mieux comprises, nous ont conduit à affiner les hypothèses à l'origine de l'échantillonnage des groupes étudiés et comment, en pratique, nous avons conduit le plan d'enquête.

2.1.1 Reproduction simple et reproduction élargie du groupe domestique

Définitions

Le revenu agricole correspond au « *revenu qui résulte de la répartition de la valeur ajoutée et des transferts éventuels opérés par la collectivité* » (Cochet, 2011 : 124). Dans certaines agricultures à haut niveau de capital, une part importante de la VA peut revenir, sous forme d'intérêt, aux pourvoyeurs initiaux du capital. Ce n'est évidemment pas le cas des agricultures manuelles sierra léonaises. Dans les pays où le pouvoir étatique est fort, une part importante de la VA peut-être prélevée sous forme de taxes et d'impôts obligatoires. En Sierra Leone, nous avons vu que l'exploitation de la paysannerie ne reposait plus, comme à l'époque coloniale, sur des prélèvements directs via une imposition *per capita* lourde. En Sella Limba, en 2011, chaque adulte devait s'acquitter d'une taxe de 5 000 Le, soit 1 à 2 ‰ de la valeur ajoutée dégagée par actif.

Le partage de la VA, dans les campagnes sierra-léonaises, est avant tout déterminé par les modalités d'accès à la force de travail, aux semences et, dans une moindre mesure, à la terre. Certaines de ces modalités sont sans impact sur le partage de la VA (échange réciproque de *kune*, prêt en nature à la récolte, …). La formation du RA dépend :

- du renouvellement des droits d'usage sur la terre par le transfert, en fonction du rapport entretenu par le producteur avec l'aîné du lignage *lasiri*, d'une part du produit agricole, le *kututi* (voir page 275) ;
- du partage de la valeur au prix du marché des cultures commerciales avec les commerçants qui ont éventuellement concédé des prêts pendant la soudure (voir page 464) ;
- de la déduction, enfin, de la part du produit consacrée à la mobilisation de la force de travail extérieure au groupe domestique, c'est-à-dire la valeur des repas offerts aux travailleurs mais éventuellement aussi le coût des *kune* ou *gebdo* achetés à d'autres paysans (voir page 474) ;
- enfin, une part importante de la production vivrière, notamment céréalière, est cédée sous la forme de dons, notamment au moment de la récole (voir page 466).

Faut-il considérer ces dons « librement consentis » par le producteur, comme une part du RA ? Nous pensons, au contraire, que, dans la plupart des situations, les producteurs doivent effectuer ces dons en nature pour entretenir les conditions d'accès aux ressources productives. En effet, de ces dons dépendent leur appartenance à une communauté villageoise qui légitime leurs droits sur la terre, la possibilité de contracter des prêts en nature, de bénéficier de la soli-

darité des autres producteurs, etc.. Mais surtout, ces dons sont nécessaires pour accéder à la force de travail. Les jeunes hommes d'un village, par exemple, n'accepteront plus de travailler pour un paysan mesquin refusant d'offrir quelques gerbes de riz le jour de la récolte. Nous montrerons, en dernière analyse, pourquoi la prise en compte des stratégies d'accumulation à plus long terme amène également à considérer le riz envoyé en ville aux parents qui prennent en charge (ou pourront prendre en charge dans le futur) des enfants au cours de leur scolarité comme un investissement à l'échelle viagère. Ainsi nous considérerons ces dons comme une part de la VA qui échappe au producteur dans les conditions actuelles d'accès aux ressources productives en Sella Limba.

Une partie du RA doit impérativement être consacrée à la **reproduction simple** du groupe domestique dans les conditions économiques et sociales de la région étudiée. On peut distinguer ici la part nécessaire à la **reproduction de la force de travail** à court terme, c'est-à-dire l'entretien des producteurs actuels, et le **surproduit** autorisant la « *reproduction des producteurs* » (Meillassoux, 1975 : 84), c'est-à-dire la formation des producteurs futurs et l'entretien des anciens producteurs.

Pour cet auteur, « *la quantité d'énergie disponible au-delà des quantités appliquées à la production des subsistances nécessaires à la reproduction simple de la communauté* » correspond au **surtravail** (Ibid. p.91). Mais il applique cette définition à l'échelle viagère, c'est-à-dire sur la durée de vie, moyenne, d'un individu. En effet, l'économie domestique ne peut être appréhendée, comme dans l'économie capitaliste, sur une base horaire ou journalière (Ibid p.84). En Sella Limba aujourd'hui, cependant, la marchandisation de la force de travail implique une analyse économique à l'échelle journalière. On sera donc amené à employer le concept de surtravail dans sa définition première : la différence de grandeur entre « [la] *valeur que la force de travail possède et la valeur qu'elle peut créer* [...] » (Marx, 2008 [1867-1894] : 293). L'échelle viagère n'en reste pas moins essentielle à considérer, du fait du caractère incomplet de cette marchandisation, pour comprendre les stratégies d'accumulation des paysans, mais aussi les formes actuelles de l'exploitation de la paysannerie par les autres sphères de l'économie (voir partie 3 de ce chapitre).

Les systèmes de production s'appréhendent eux à l'échelle des cycles agricoles. Sur cette durée, égale à 1 année, on définit le **surplus** comme la part du RA qui, au-delà de la reproduction simple du groupe domestique, permet d'envisager sa reproduction élargie. Dans le modèle de l'économie domestique proposée par Meillassoux, cette dernière est synonyme d'accroissement démographique de la communauté domestique. Ici, nous incluons la satisfaction

de besoins nouveaux (ou) considérés comme nécessaires dans les conditions économiques et sociales de la région, voire la possibilité d'une accumulation en capital, sous diverses formes. Ce surplus peut provenir à la fois du produit du travail des membres du groupe domestique et du surtravail issu de l'exploitation d'une force de travail extérieure à ce groupe. En pratique, à la récolte, les deux se confondent évidemment.

S'agissant des processus techniques, nous avions défini le nombre d'actif total comme le rapport du nombre total de journées de travail consacrées aux parcelles du groupe domestique entre mai et septembre, quelle que soit l'origine de ces journées, sur le nombre maximum de journées qu'un individu productif peut fournir (5x20 = 100). Après le partage de la VA, le RA est consommé par les membres du groupe domestique. Pour comparer le revenu que tirent les groupes domestiques de leurs activités agricoles, il faut donc le rapporter au nombre d'actifs domestiques.

Les groupes domestiques sont composés de diverses manières. Si tous comportent des individus des deux sexes, le ratio homme/femme varie. Or, on le sait, la contribution des travailleurs de chaque sexe varie. Un enfant ou une personne âgée peut contribuer à certains travaux dans les parcelles, repiquer, désherber, surveiller le riz contre les attaques des oiseaux, etc., mais il ne peut être aussi efficace qu'un adulte. Comment comparer, dès lors, le RA de groupes domestiques dont la composition est variable ?

Pour permettre cette comparaison, nous avons considéré la participation de chacun aux groupes de travail. Nous comptons ainsi 1 actif domestique pour tout individu participant à une *kune*, pour les hommes, ou une *gbedo*, pour les femmes. Nous comptons 1/2 actif domestique pour les filles et les garçons inscrits à l'école qui participent à une « student » *kune*. Dans nos calculs, les enfants, les vieillards et les personnes handicapées comptent pour 0 actif domestique. Leur contribution n'est pas totalement nulle, notamment pour la protection des cultures contre les attaques des oiseaux et celle des récoltes qui sèchent généralement au village. La présence ou l'absence d'enfants dans le groupe domestique peut expliquer certaines stratégies productives. Si personne ne peut surveiller les parcelles, par exemple, les semis seront décalés. Mais leur contribution est trop spécifique et trop ponctuelle pour être comptabilisée dans une optique de comparaison des résultats économiques entre les groupes domestiques.

Enfin, quelques adultes en âge de travailler ne participent à aucun groupe de travail. Il s'agit de chefs de groupes domestiques prospères ou de femmes à la tête de marmite importantes qui se font « représenter » en *kune* ou en *gbedo* par un de leurs cadets. S'ils déclaraient

ne participer à presque aucun travail dans les parcelles, nous comptions 0 actif domestique, s'ils déclaraient travailler chaque jour ou presque nous comptions 1/2, prenant en compte le fait que le rythme des travailleurs isolés est moins important.

Détermination du seuil de reproduction en Sella Limba

Pour évaluer le seuil de reproduction du groupe domestique il faut déterminer ce qui est absolument nécessaire à la formation et à l'existence – biologique et sociale – d'un individu dans les conditions économiques et sociales qui prévalent en Sella Limba aujourd'hui.

Il est bien sûr nécessaire de manger chaque jour. De quoi est constituée la ration d'un consommateur adulte ? Les femmes cuisinent généralement une fois par jour, en fin d'après-midi. On mange le soir un repas copieux et on réchauffe le matin les restes de la veille avant de partir aux champs. Le repas associe toujours une céréale et une sauce, la *plassas*. Les aînées font exécuter les tâches les plus pénibles par leurs cadettes, décortiquer le riz, couper le bois et aller chercher l'eau, etc., et les dirigent pendant la préparation du repas. Les premières sont toujours responsables, par contre, de partager le riz et la *plassas* entre les différentes assiettes. Ce sont donc elles qui connaissent les quantités nécessaires en fonction du nombre de consommateurs.

Les céréales constituent la base de l'alimentation. Les cuisinières comptent 1 *cup* de céréale décortiquée (280 g) par jour et par adulte. Cette ration est augmentée durant la période des récoltes (1,5 *cup*).

La *plassas* est constituée de feuilles, d'huile de palme, d'une source de protéines et de condiments :

- C'est la feuille choisie qui donnera son nom au plat. Ces feuilles sont cultivées en association avec les autres cultures, *krin-krin* (*Corchorus spp.*), *green* (*Amaranthus spp.*) entre autres, constituent un co-produit de certaines cultures, manioc et patate douce, ou bien sont présentes dans la végétation spontanée, notamment des bas-fonds. Il est difficile d'évaluer la quantité nécessaire à la préparation des repas. Mais, dans les villages, on peut estimer que le coût d'opportunité de ces feuilles est nul.
- Il est rare qu'à la campagne les femmes utilisent de l'huile de palme sous sa forme stockable et commercialisable. Le plus souvent elles préparent une sauce directement à partir des drupes des régimes récoltés par les hommes. Avec un régime de taille moyenne, issu de la palmeraie sub-spontanée, on prépare 2 repas pour 3 à 5 adultes.

- Pour déterminer la valeur de la ration annuelle individuelle, il faut enfin ajouter la valeur les condiments (sel, glutamate, cube *maggie*, …) et de la source de protéines la plus courante, le poisson séché en miettes. Aujourd'hui, ces ingrédients sont le plus souvent achetés.
- Pendant certaines périodes de l'année, le régime alimentaire peut changer sensiblement. En septembre-octobre, au moment de la récolte des arachides quand justement les fruits des palmiers sont rares, les femmes remplacent la sauce feuille à huile de palme par la sauce « arachide ». En mars-avril, alors que le riz commence déjà à manquer dans certains foyers, les femmes préparent le pois cajan en *wazan* (voir p.263). Nous tiendrons compte de ces régimes saisonniers.

Il est très difficile de prendre en compte la quantité de manioc qui est auto-consommée. Quand le riz diminue dans les rations, les femmes compensent avec du manioc bouilli. Le gros de la farine de manioc transformée en saison sèche est destiné généralement à la vente, mais de la même manière, une partie peut être auto-consommée pour compléter les rations.

	Ration par an et par adulte *Apport calorique*	Prix	**Total**
		(milliers de Le 2011)	
Céréales (décortiquées) : - 280 g par jour (mars à août) - 420 g par jour (sept. à février)	128 kg *546 10^3 KCal*	3,9	493
Huile de palme : 1/8 régimes par jour (eq.) 14 kg huile	46 régimes (sub-spontanée) *124 10^3 KCal*	0,7	33
Feuille pour la plassas : Coût d'opportunité nul	?	-	-
Manioc (frais) : - 500 g de manioc frais (mars – août)	90 kg (frais) *126 10^3 KCal*	0,3	23
Arachide : - 400 g de coques (sept.-oct)	18 kg (coque) *70 10^3 KCal*	2,4	43
Pois Cajan : - 140 g par jour (mars-avril)	6 kg (sec) *7 10^3 KCal*	1,4	9
Total apport calorique	*87310³ Kcal / an* ***2391 KCal par jour et par adulte***		
+ Condiments et miettes de poissons achetés sur le marché Environ 600 Le par adulte et par jour			227
Total valeur monétaire de la ration alimentaire quotidienne (par an et par adulte)			**828** *(150 €)*

Tab. 18: Estimation de la valeur calorique et monétaire de la ration alimentaire en Sella Limba

Cette ration alimentaire a été calculée par an et par consommateur adulte. Pour calculer le seuil de reproduction d'un groupe domestique donnée, il faut prendre en compte le fait que les enfants consomment des rations plus faibles que les adultes. Les femmes comptent une demi-*cup* de riz par enfant quand elles préparent le repas. Suivant leur exemple on comptera pour chaque adulte une unité de consommation (UC) et pour chaque enfant, encore incapable de participer à une *kune*, une demi-UC.

Pour survivre, il ne suffit pas de manger. La majorité de la population s'habille avec des *junks*, vêtements d'occasion en provenance d'Europe ou d'Amérique du Nord. Habiller entièrement un adulte revenait environ à 15 000 Le en 2011 à Kamakwie. Les produits d'hygiène sont auto-produits et leur coût d'opportunité est négligeable, 1 savon revenait à 1000 Le en 2011. Toutes ces dépenses pèsent ponctuellement sur la trésorerie des paysans, mais au regard de la valeur de l'alimentation, ces besoins vitaux mais non alimentaires sont négligeables.

De nombreux autres produits sont également auto-consommés de manière occasionnellement : fruits, produits de la chasse, de la pêche et de la cueillette. D'autres sont auto-produits pour un usage non alimentaire. Cet artisanat permet à nombre de paysans d'éviter les dépenses monétaires : cordage, natte, sac, produits d'hygiène, … Probablement

négligeable rapportée à la valeur des denrées vivrières consommées au quotidien, il est très difficile d'estimer la valeur monétaire de cette auto-production / auto-consommation. Comme nous ne l'avons pas intégrée au calcul de la VA, ne pas la prendre en compte n'influence pas les résultats en terme de surplus.

Inscrire son enfant à l'école primaire est aujourd'hui considéré comme un minimum acceptable de la part de leurs tuteurs. L'inscription des enfants dans les écoles primaires communautaires ne représente pas un coût monétaire important pour les groupes domestiques, quelques milliers de leones en début d'année, la même chose pour l'uniforme et à la remise des diplômes. Les instituteurs des écoles communautaires sont payés en nature, notamment sous la forme de quelques journées de travail fournies par les tuteurs des enfants inscrits à l'école. Ainsi, parmi les corvées communautaires auxquels les paysans doivent se plier, il y a le travail dans les parcelles de l'instituteur. Nous avons déjà pris indirectement en compte ce coût en considérant qu'un actif ne pouvait consacrer plus de 20 jours de travail par mois à ses propres parcelles (voir page 389). Cette option revient à sous-estimer à la fois le RA et le seuil de survie des groupes domestiques. Par ailleurs, en inscrivant leurs enfants à l'école, les parents se privent surtout du travail qu'ils pourraient fournir. Nous avons pris en compte ce coût d'opportunité en comptant les enfants et les adolescents des « student » *kune* des groupes domestiques étudiés comme des « demi-actifs »

L'inscription des étudiants au niveau secondaire, passés l'âge de 12-14 ans représente plusieurs centaines de milliers de leones. Ce coût augmente avec le niveau jusqu'en SS2 (*Senior Secondary School 2*, équivalent de la Terminale française). Mais aujourd'hui en Sella Limba, les enfants issus des villages sont rares à entrer dans le secondaire. La plupart rejoignent la *kune* avant d'avoir atteint la dernière classe de l'école primaire. Ainsi, le coût de l'éducation secondaire ne peut être compris dans le seuil de reproduction des groupes domestiques, dans les conditions économiques et sociales actuelles.

Enfin, dans les campagnes Sierra Leonaises, les services de santé se sont développés. Kamakwie dispose par exemple depuis 1936 d'un hôpital tenu par la mission de l'église Wesleyan. Mais les soins restent onéreux et nombreux sont les paysans sierra léonais qui n'ont pas le luxe d'accéder à ces services. Pour cette raison, et dans le souci de permettre de comparer les groupes domestiques entre eux, nous ne prendrons pas en compte les frais de santé dans le calcul du seuil de reproduction des groupes domestiques.

Encadré 16: Calcul à l'échelle du groupe domestique

Actifs domestiques (A), Consommateurs (C) et Unités de Consommation (UC)

Un membre du groupe domestique participant à une *kune* = **1 A**

Un membre du groupe domestique participant à une « student » *kune* = **1/2 A**

Un adulte travaillant hors de la *kune* = **1/2 A**

Enfants, vieillards, personnes handicapées = **0 A**

Un membre du groupe domestique (quelque soit son âge) = **1 C**

Un adulte ou un adolescent consommant 1 cup / jour = **1 UC**

Un enfant consommant 1/2 cup / jour = **1/2 UC**

Ainsi (pour un groupe domestique en particulier) C > UC

Surplus par actif domestique (en milliers de Le) :

Surplus = [RA – (832 x UC)] / A

Avec 832 milliers de Le : seuil de reproduction simple par UC

RA : Revenu Agricole

Revenu Agricole et surplus par actif en Sella Limba

Dans une première approche, on peut chercher à déterminer, sur la base de la caractérisation des performances économiques et techniques des systèmes de production proposée au chapitre précédent, quel surplus agricole peut dégager un actif en Sella Limba.

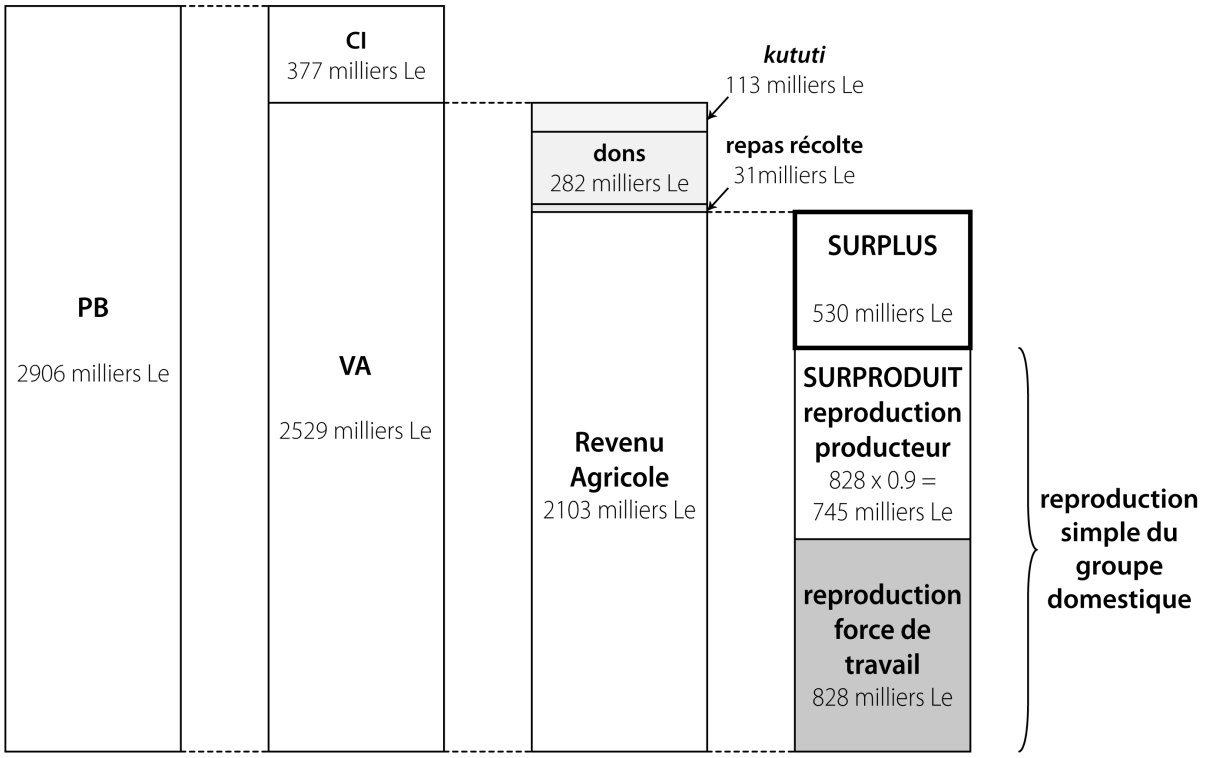
Nous avons calculé qu'un actif peut, en Sella Limba, dégager une VA de 2,5 à 3,4 millions Le/an (graphique 9, chapitre 4) en fonction des conditions agro-écologiques dans lesquelles il est placé. On peut déterminer le RA en faisant les hypothèses suivantes :

- environ 30 % de la récolte physique du paddy issu des parcelles du chef du groupe domestique est transférée sous forme de don, notamment à l'occasion de la récolte ;
- en fonction des villages, entre 30 et 60 kg de riz paddy, quantité fixe issue de la ou des parcelles du chef du groupe domestique, sont transférés à l'aîné du patrilignage *lasiri* à titre de *kututi p*our pérenniser les droits d'usage sur la terre exploitée ;
- on ne considère pas à ce stade du raisonnement la valeur des ressources engagées dans la captation de force de travail à l'extérieur du groupe domestique.

Les RA sont compris entre 2,1 et 2,7 millions de Le/an/actif (voir détails des calculs en annex**e 2**). On retrouve les importants écarts entre les zones agro-écologiques que nous avions analysées à l'occasion de la caractérisation des processus techniques de production. Le bas de la fourchette correspond à la situation de la majorité des paysans dans le sud de la Sella Limba faisant face à la crise de la fertilité analysée au chapitre 3 (page 250).

Pour déterminer le surplus disponible, étant donné le seuil de reproduction (832 000 Le/an/consommateur adulte), il faut déterminer le nombre de consommateurs pris en charge par actif en Sella Limba. Dans les études de cas réalisées, nous avons observé qu'**en moyenne** 1 actif correspond à 2,4 consommateurs, autrement dit le surproduit d'1 actif permet de prendre en charge en moyenne 1,4 inactif. Parmi ces consommateurs inactifs il y a des enfants et 1 actif correspond **en moyenne** à 1,9 unité de consommation. Ces rapport A/C et A/UC varient sensiblement d'un groupe domestique à l'autre. Il faudra revenir sur ce point essentiel (voir page 511).

Dans ces conditions le surplus que peut dégager un actif par an représente entre 553 000 et 1 150 000 Le (entre 100 et 210 €). Pour représenter cette situation on peut reprendre le schéma de la figure 39 qui représente le partage de la VA et la formation du RA.



Graphique 14 : Reproduction simple et reproduction élargie des groupes domestiques (voir graphique 9 et figure 39). *Exemple du système de production de la zone Sud*
Réalisation : Augustin Palliere, sources enquêtes

Cette situation moyenne ignore les effets des nombreux aléas (climatique, économique, politique, etc.) et de la morbidité (maladie, accident) qui pèsent sur la production et les travailleurs. Étant donné la faiblesse du surplus dégagé, le moindre accident peut menacer à court terme la survie du groupe domestique. Dans ces conditions, les différentes formes de solidarité qui se tissent au sein de la paysannerie restent une nécessité. Les dons concédés à la récolte, dont on a vu l'importance dans la valeur ajoutée totale, constituent la forme la plus visible de cette solidarité.

2.1.2 Capteurs et pourvoyeurs de force de travail

Captation de force de travail et reproduction élargie

Le raisonnement ci-dessous correspond à un groupe domestique qui emploierait sa seule force de travail sur ses seules parcelles. Or, les producteurs, par le biais des *kune*, tentent de capter davantage de force de travail entre mai et août.

Le prix des *kune* est remarquablement stable d'un village à l'autre de la Sella Limba : un

pan de riz paddy ou son équivalent monétaire (5 000 Le/travailleur en 2011, 0,91 €). Même si l'acheteur doit offrir un repas copieux aux travailleurs de la *kune* (environ 2 300 Le/travailleur), le coût d'une journée de travail reste largement inférieur à la productivité journalière moyenne agricole (entre 14 000 et 23 000 Le/JT, voir page 369). Lors de l'achat d'une *kune*, il y a donc captation d'un surtravail au sens où nous l'avons défini.

À chaque cycle de culture, les ressources injectées dans le processus de production pour capter du travail proviennent du surplus dégagé durant le cycle de culture précédent. Il y a donc potentiellement accumulation de capital circulant (vivrier et argent), c'est-à-dire reproduction élargie du groupe domestique. En l'absence d'accès à des moyens de production plus performants, cette accumulation est la seule source potentielle de différenciation au sein de la paysannerie. Mais, nous l'avons également signalé, ces échanges de journées de travail ne sont pas sans conséquence pour les pourvoyeurs de force de travail. Ils se traduisent, *a minima*, par une baisse, proportionnelle aux nombre de jours cédés, de la surface cultivée par actif.

Ressources consacrées à la captation de force de travail entre mai et août

C'est sur la base de cette analyse que nous avons, au début de nos recherches, fait l'hypothèse de l'existence de deux types de groupes domestiques au sein de chaque zone agro-écologique : capteurs et pourvoyeurs de force de travail. Dans chaque zone agro-écologique, l'enquête progressait pas à pas, en demandant systématiquement aux acheteurs de *kune* ou de *gbedo* le nom du paysan ou de la paysanne qui leur avait vendu leur tour, et inversement.

Mais la question « e*st-ce que vous achetez ou vendez de la force de travail ?* » s'est rapidement révélée simpliste. Elle appelle invariablement une réponse à la normande : « *oui si je trouve les moyens je vais acheter des* kune, *mais si j'ai un 'problème' je vais devoir vendre ma* kune ». En effet, la différenciation entre « pourvoyeurs » et « capteurs » de force de travail est apparue de plus en plus complexe au fur et à mesure des enquêtes, et notre hypothèse de départ s'est progressivement affinée.

Tout d'abord, il n'est pas rare qu'au sein d'un même groupe domestique coexistent des acheteurs et des vendeurs de journées de travail. « *Chacun a ses propres problèmes* » nous rappellent souvent nos interlocuteurs. Si le chef du groupe domestique, par exemple, achète une *kune* en juin pour ses parcelles, rien n'empêchera une de ses épouses de vendre une *gbedo* en août, au moment du désherbage, pour régler une dette urgente. Les jeunes hommes notamment préfèrent parfois vendre les *kune* dont ils disposent que de se lancer dans des entreprises agricoles risquées qui les obligent à rester au village l'année durant et les

empêchent de travailler à l'extérieur.

Par ailleurs, nous l'avons évoqué, les échanges de force de travail ne se limitent pas aux achats et aux ventes de journées de travail (voir page 482) :

- les règles de fonctionnement des *kune* sont à l'origine de transferts de journées de travail depuis les groupes domestiques qui ne disposent pas des ressources pour préparer le repas vers ceux qui en le faisant gardent les travailleurs toute la journée dans leur parcelle ;
- certains transferts de journées de travail s'intègrent dans des relations à plus long terme, de parenté ou d'alliance, comme c'est le cas notamment des *mabita*.

Il est donc impossible de faire l'économie d'une enquête avec chaque actif portant à la fois sur le calendrier de travail dans ses parcelles et sur l'origine et la destination de la force de travail dont il dispose, notamment via leur intégration dans des groupes de travail (*kune* ou *gbedo*). C'est la raison pour laquelle nous avons développé la méthode d'enquête détaillée page 383.

A posteriori, nous pouvons aborder la question de la captation de la force de travail en calculant, pour chaque groupe domestique, la valeur des ressources consacrées à la captation de force de travail entre mai et août. Durant cette période, en effet, les paysans doivent avancer du capital circulant, qu'ils ont accumulé d'une manière ou une autre, pour mobiliser la force de travail. À partir de septembre, donc essentiellement pour les récoltes, la force de travail extérieure est rémunérée directement en nature. La mobilisation de la force de travail est beaucoup plus facile.

Nous avons observé que les *kune* sont échangées contre 5 000 Le par travailleur et par jour. Moitié moins pour une *gbedo* de femmes, éventuellement moins encore pour une *gebdo* du soir. Ce prix est remarquablement stable d'un village à l'autre. S'il offre le repas aux travailleurs le midi pour qu'ils restent toute la journée, il faut compter 2 300 Le/ travailleur.

Encadré 17: cas d'étude n°42, Suri Kargbu, Kasekeya

(entretien n°A69)

Le groupe domestique de Suri est constitué de 4 actifs : son frère cadet, Momo, son fils aîné, Siman, et ses deux épouses, Balou et Wankey. Suri ne va pas lui- même en *kune*, c'est son frère cadet qui l'y « représente ». Son fils aîné est inscrit à l'école secondaire et fait partie de la « student » *kune*.

Suri demande chaque année une *kune* (20 travailleurs) à son frère pour le travail du bas-fond et lui laisse les autres pour ses propres parcelles. Il en achète deux autres pour terminer le travail et offre le repas aux deux premières « pour que le travail aille vite ». Pour sa propre parcelle de piment, Suri a acheté deux *gebdo* « du soir » à des jeunes hommes du village (2x7 travailleurs) pour le billonnage. Il a lui-même repiquer le piment avec les membres de son groupe domestique. Pour le désherbage il a d'abord acheté 2 *gebdo* (2x12 travailleuses), puis une de ses épouses lui en a cédé. Son fils aîné, enfin, lui a ensuite donné une des deux « student » *kune* (20 travailleurs, pas de repas offerts), toujours pour le désherbage de cette parcelle. Le travail étant terminé, ce jeune homme a été autorisé par Suri à vendre la seconde dont il disposait.

Les autres membres du groupe domestique n'achètent ni ne vendent de force de travail, nous avons donc :

Repas offerts : 2x20x2 300 Le = 92 000 Le

Jours de travail achetés : 2x20x5 000 Le + 2x7x1 700 Le + 2x12x2 500 Le = 283 800 Le

Jours de travail vendus : 1x20x5 000 Le = 100 000 Le

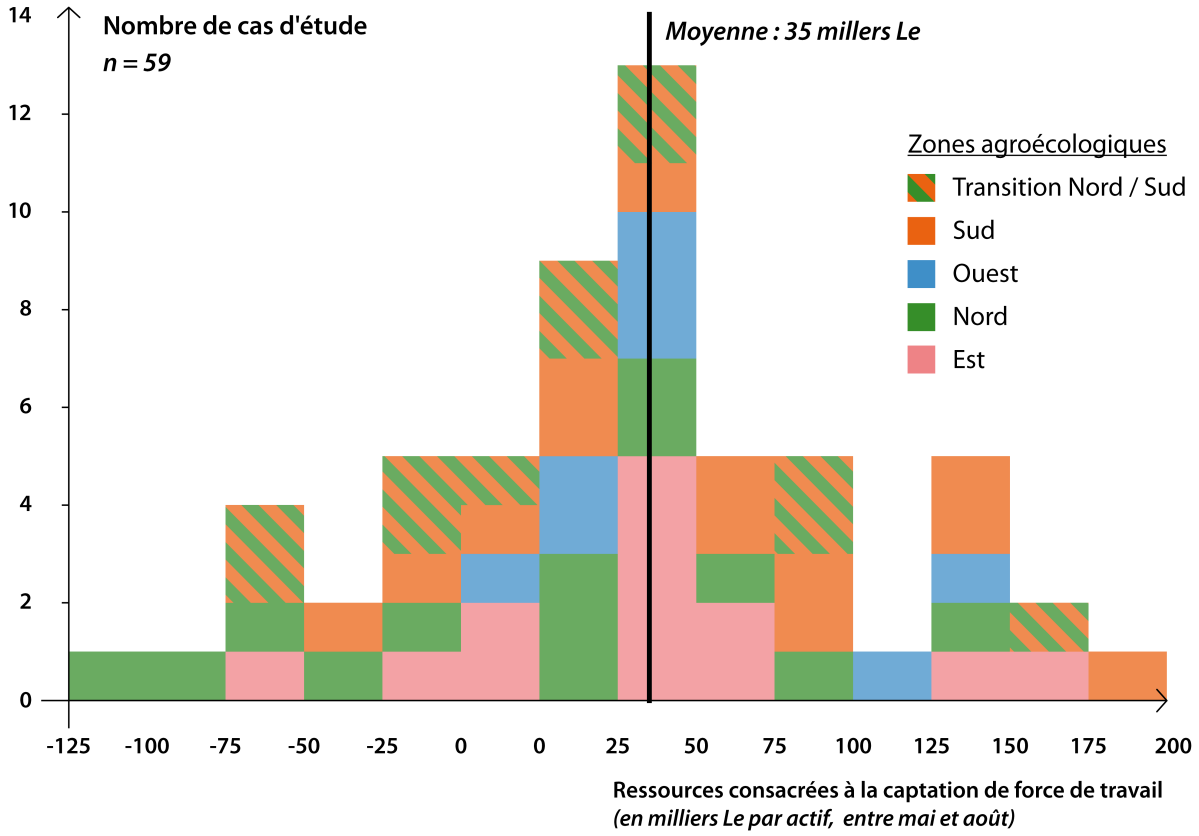
Solde : + 275 800 Le (78 800Le/actif) : ce groupe domestique est capteur net de force de travail.

En moyenne, chaque groupe domestique consacre 190 000 Le pour capter de la force de travail à l'extérieur, soit, en moyenne, 35 000 Le/actif. Le plus gros capteur de force de travail, parmi les études de cas réalisées, a consacré 1 538 000 Le aussi bien pour acheter des *kune* et des *gebdo* que pour préparer des repas aux travailleurs qui venaient dans ses parcelles. Le groupe domestique le plus pourvoyeur de force de travail a vendu pour 363 000 Le de *kune* et de *gbedo*. L'ensemble de l'échantillon est représenté sur le graphique 15 où les ressources consacrées pour la captation de force de travail entre mai et août sont ramenées au nombre d'actifs domestiques.

Les groupes domestiques qui consacrent plus de ressources en captant de la force de travail qu'ils n'en reçoivent via la vente éventuelle de *kune* sont des capteurs nets de force de travail. Ils apparaissent du côté positif sur le graphique 15.

Au contraire, les groupes domestiques dont les membres ont vendu une ou plusieurs *kune*

entre mai et août, et qui ne sont pas en mesure de consacrer beaucoup de ressources pour en capter de la force de travail sont pourvoyeurs nets. Ils sont situés du côté négatif sur le graphique 15.



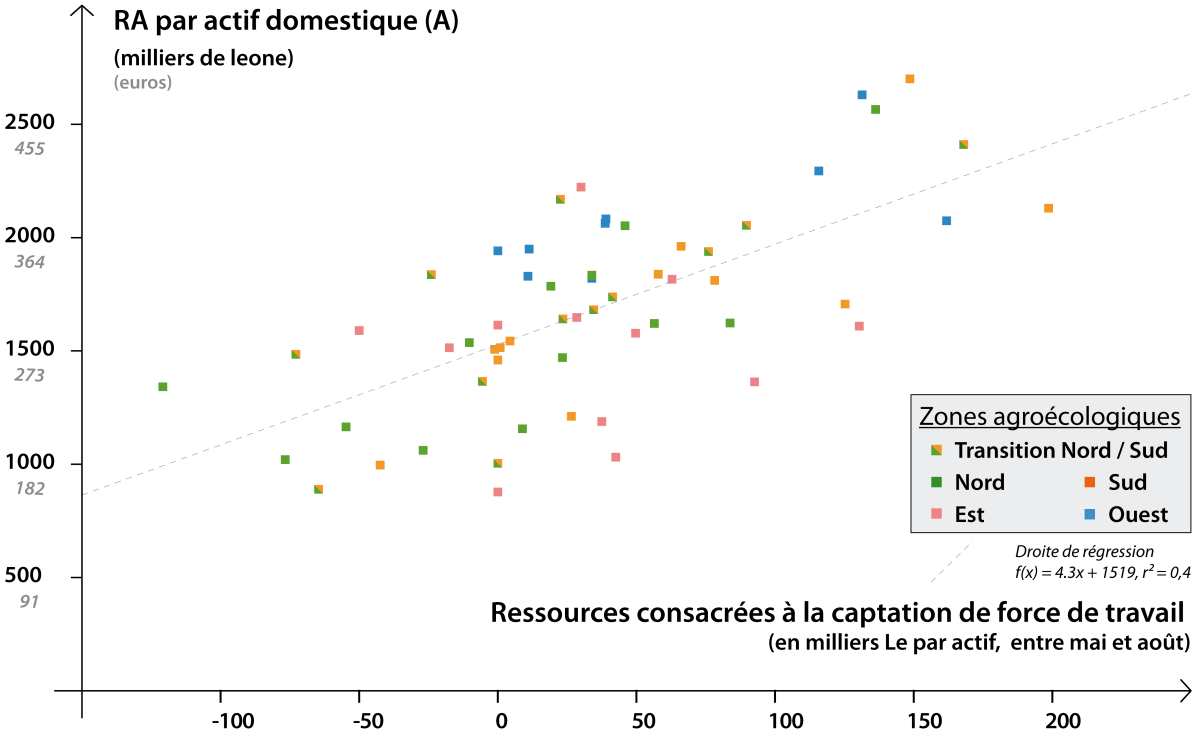
Graphique 15 : Représentation de l'échantillon des groupes domestiques étudiés en fonction des ressources consacrées, par actif domestique, à la captation de force de travail entre mai et août.
Achat / vente jours de travail : 5 000 Le/JT ; Repas offert aux travailleurs : 2 300 Le/JT
Réalisation : Augustin Palliere, sources : enquêtes

2.2 Disparités des revenus agricoles et faiblesse des surplus domestiques

Les échanges non réciproques de force de travail se traduisent-ils par des disparités importantes dans les résultats économiques des groupes domestiques ? Est-ce que la captation de ce surtravail qui en découle est suffisamment importante pour amorcer des mécanismes d'accumulation différentielle durables au sein de la paysannerie sella limba ?

2.2.1 Captation de force de travail et disparités des revenus agricoles

On peut d'abord vérifier que la captation de force de travail permet effectivement de dégager des RA plus importants. Sur le graphique 16, on constate que les groupes domestiques qui consacrent des ressources importantes pour capter de la force de travail entre mai et août (plus de 100 000 Le par actif domestique), notamment en achetant des *kune*, dégagent presque tous des RA importants (plus de 2 millions Le par actif domestique, 364 €). Inversement, les groupes domestiques qui vendent des *kune* ou qui n'ont pas les ressources pour offrir des repas aux travailleurs dans leurs parcelles, dégagent souvent des RA inférieurs à 1,5 million Le voire à 1 million Le (182 €) par actif domestique.



Graphique 16: Revenu Agricole par actif domestique en fonction des ressources consacrées à la captation de force de travail par actif domestique
Réalisation : Augustin Palliere, source : enquêtes

Il existe cependant, pour un même niveau de ressources consacrées à la captation de force de travail, des différences importantes de RA par actif domestique. Nous avons vu (graphique 1 et 11) que, pour une même zone agro-écologique, les choix opérés par les paysans une année donnée entre diverses combinaisons possibles, se traduisent par des différences de VA par ac-

tif. On retrouve, après partage de la VA et formation du RA, ces différences. À celles-ci s'ajoutent celle liées à la plus ou moins bonne valorisation des produits agricoles commercialisés sur le marché.

Mais ces variations sont surtout liées à la diversité des conditions agro-écologiques dans lesquelles sont placés les groupes domestiques. Nous avons observé qu'un actif des zones Est, Ouest ou Nord, peut dégager une VA 25 à 40 % plus importante qu'un actif de la zone sud (graphique 9). On retrouve évidemment ces différences dans les niveaux de RA des groupes domestiques étudiés.

L'évolution récente des rapports de prix a accentué cet écart (graphique 12) : la dégradation des prix relatifs de la principale culture commerciale, le piment, par rapport au riz importé acheté sur le marché a fait reculer le RA des groupes domestiques du sud de la Sella Limba et gonfler celui des groupes des autres zones agro-écologiques où l'auto-consommation est plus importante.

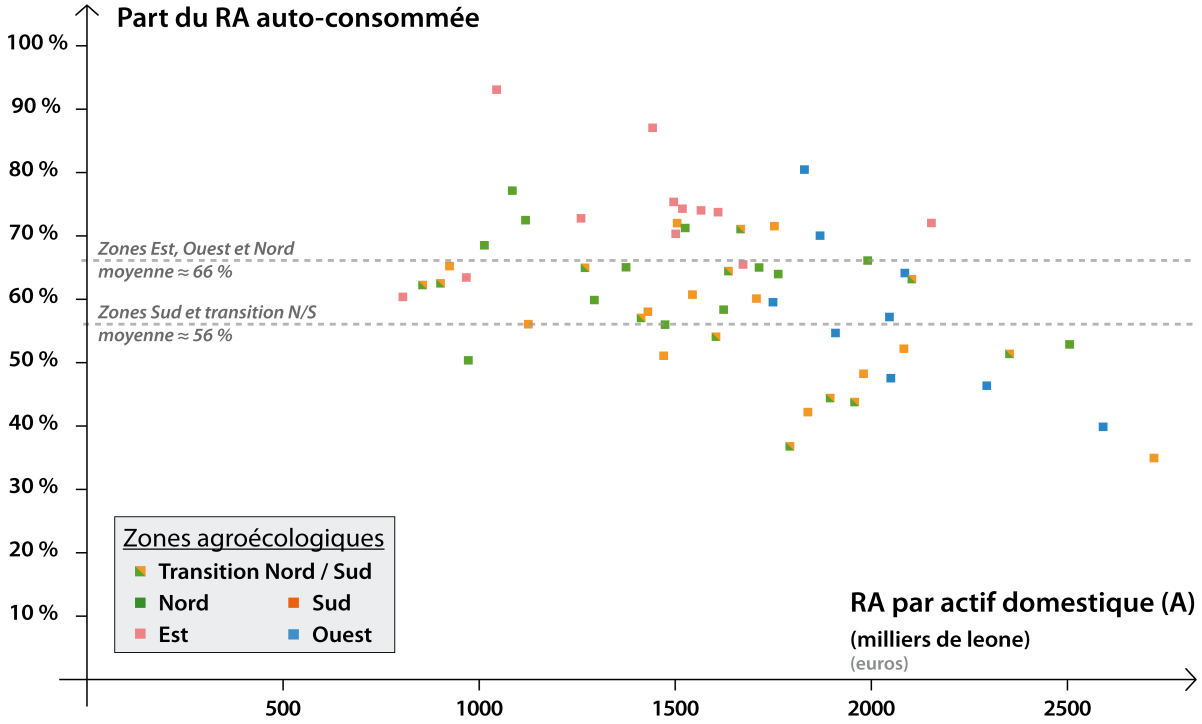
Part du RA auto-consommée

L'auto-consommation correspond à 60 % du RA en moyenne. Nous avons souligné (chapitre 4) l'importance de cette caractéristique de l'agriculture paysanne en Sierra Leone pour comprendre la résilience des systèmes de production malgré les aléas agro-économiques. On observe que plus le RA est important, moins la part consacrée à l'auto-consommation est importante (graphique 17). Cette tendance est le résultat de la stratégie consistant à favoriser la production vivrière pour assurer les besoins alimentaires du groupe.

Partout en Sella Limba, les paysans produisent l'huile qu'ils consomment. Au contraire, les femmes se procurent sur le marché la plus grosse part des condiments et des protéines qu'elles incluent dans les rations. Mais le gros de l'auto-consomation (497 000 sur 832 000 Le/an/unité de consommation, voir tableau page 493) est constituée par les céréales. Or, les conditions agro-écologiques sont plus ou moins favorables à la culture du riz et des céréales :

- A l'est comme à l'ouest, les paysans consacrent une grande part du temps de travail disponible à cultiver le riz inondé dans les bas fonds ou les cuvettes inondables. Grâce à cette production, la plupart des groupes domestiques sont auto-suffisants ou presque en céréales (à condition néanmoins de diminuer les rations pendant la moitié de l'année). C'est d'ailleurs dans ces villages que quelques paysans sont encore en mesure de vendre sur le marché local une partie de leur récolte. L'importance des céréales dans la production est la même au nord où l'abattis-brûlis est encore pratiqué.

- A l'inverse dans la zone sud, les autres céréales, sorgho associé et fonio essentiellement, ont, avec le manioc, plus d'importance dans le régime alimentaire. Surtout, la part de l'auto-consommation dans le RA est plus faible. Aucun groupe n'est auto-suffisant : entre avril et août les paysans doivent consacrer une partie de leur revenu monétaire, issu de la vente du piment essentiellement ou de revenus extérieurs, à se procurer du riz décortiqué importé sur le marché.



Graphique 17 : Part de l'auto-consommation dans le RA en fonction du RA par actif domestique
Réalisation : Augustin Palliere, sources : enquêtes

Ce résultat renvoie aux difficultés croissantes, depuis les années 2000, qu'ont les paysans pour se procurer des subsistances en vendant leurs produits agricoles (le piment le plus souvent, notamment dans la zone Sud de la Sella Limba).

Du revenu agricole au revenu total

Pour déterminer le revenu total des groupes domestiques, il est nécessaire de prendre en compte les revenus extra-agricoles. La quantification de ces revenus soulève des difficultés particulières. La rémunération des orpailleurs journaliers est connue : 10 000 Le/jour dans les villages de Sella Limba (voir page 415). Mais les orpailleurs ne sont capables que de donner un compte approximatif des journées travaillées durant l'année écoulée. En effet, cette activité est pratiquée au gré des besoins et l'argent gagné est dépensé au jour le jour.

On peut cependant cerner la période durant laquelle l'orpaillage est possible. Les travaux

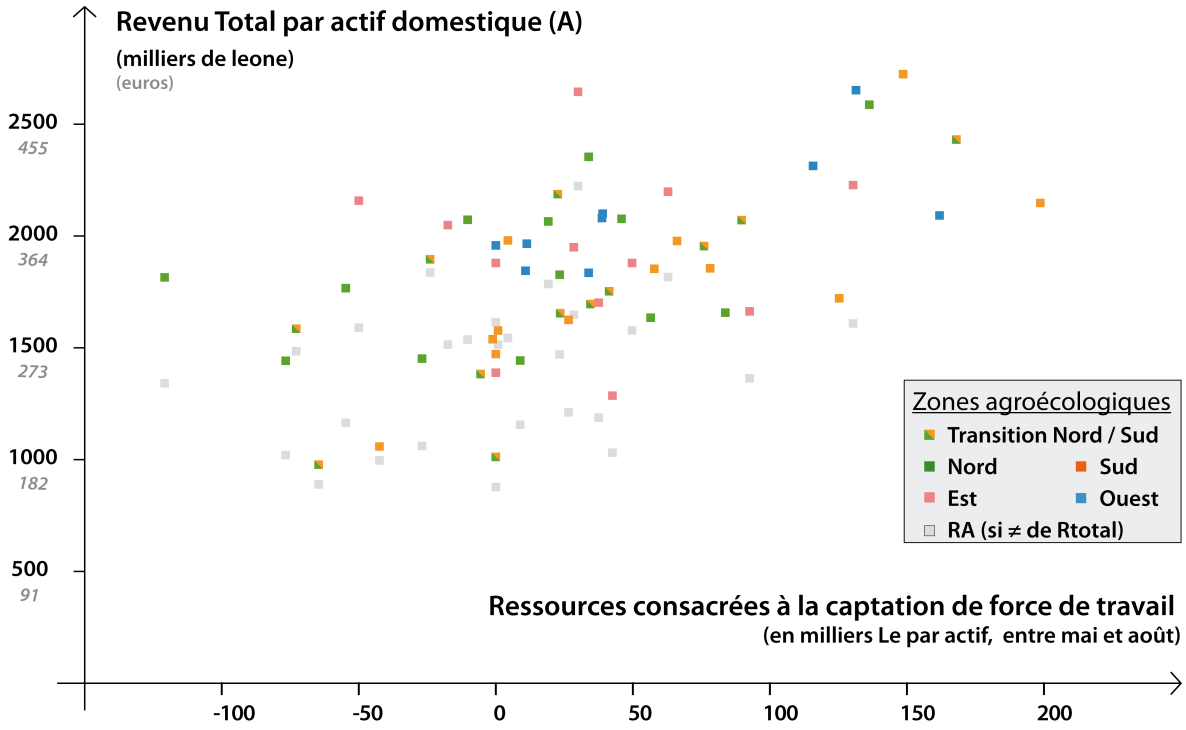
agricoles et la saison des pluies empêchent les paysans de s'adonner à l'orpaillage entre mai et septembre environ. Dans les villages au cœur des zones aurifères, les enfants et les jeunes gens continuent de glaner l'or dans les sites déjà explorés, mais les revenus dégagés cette activité sont probablement négligeables au regard des besoins des groupes domestiques. Aux mois d'octobre – novembre, au nord, ou décembre – janvier, à l'est, tous les paysans sont accaparés par la récolte du riz. Ainsi, selon l'hypothèse la plus favorable, les paysans peuvent orpailler 5 mois (d'octobre à novembre puis de février à avril, à l'est, et de décembre à avril, au nord). Le vendredi est toujours chômé, les « *supporter*s » étant majoritairement de confession musulmane. Par ailleurs, entre deux contrats oraux, il y a presque toujours un délai de quelques jours durant lequel le « *supporter* » se réapprovisionne en argent pour payer ses travailleurs et négocie un nouvel accord avec les autorités locales ou l'administration. Ainsi, un paysan peut consacrer au mieux une centaine de jours à cette activité. Nous avons donc considéré que chaque jeune homme qui déclarait orpailler en saison sèche pouvait potentiellement dégager un revenu de 10 000 x 100 = 1 million Le. Il s'agit plutôt d'une estimation haute. Avec cette hypothèse, les revenus de l'orpaillage contribuent à hauteur de 22 % en moyenne au revenu total des groupes domestiques, parmi les groupes ou au moins un jeune homme pratique cette activité.

L'importance de cette activité extra-agricole à l'est de la Sella Limba (voir page 415) est à mettre en relation avec la faiblesse relative des RA des groupes domestiques de cette zone agro-écologique (graphique 16). Si l'on prend en compte ces revenus (graphique 18), les groupes domestiques de cette zone agro-écologique rattrapent les revenus moyens calculés en Sella Limba.

Par ailleurs, dans toute la Sella Limba, des femmes, de tout âge, vendent devant leur maison des petits articles : glutamate, *maggie* et sel pour la *plassas* ou encore cigarettes, alcool et kola, etc. Une de nos hôtes, par exemple, proposait des cigarettes aux habitants du village. Elle achetait une cartouche de 20 paquets de 10 à un marchand ambulant à 20 000 Le. Elle revendait ensuite les cigarettes à l'unité au prix de « 2 sticks 3 blocks », soit 1 cigarette pour 150 Le. Nous avons pu vérifier qu'elle mettait plus de trois semaines à vendre sa cartouche. Le bénéfice de l'opération, 10 000 Le en plus de 20 jours, peut paraître dérisoire. Mais sur l'ensemble de l'année, et étant donné la faiblesse des revenus agricoles dans la région, le revenu de ces activités n'est probablement pas négligeable. Il permet en tous cas aux femmes de joindre les deux bouts pendant la période de soudure. Nous n'avons, malheureusement, pas pu estimer de manière fiable ces revenus pour les groupes domestiques

étudiés.

Enfin, à cette étape nous prenons en compte également les revenus que tirent les paysans de la vente de leur *kune*. Il ne s'agit pas, en effet, d'une part du revenu agricole dans le sens où, comme les revenus de l'orpaillage, la rémunération est immédiate. Parmi les groupes domestiques dont au moins un membre a vendu au moins une *kune* ou une *gbedo*, le produit de ces ventes ne représente que 3 % du revenu total, 8 % dans le cas où cette part est la plus importante. La vente de journées de travail entre mai et août n'est donc pas le résultat d'une prolétarisation d'une partie de la paysannerie mais bien celui d'un déficit en capital circulant pendant le pic de travail annuel.



Graphique 18 : Revenu Total par actif domestique en fonction des ressources consacrées à la captation de force de travail par actif domestique
Réalisation : Augustin Palliere, sources : enquêtes

2.2.2 Du revenu total au surplus

L'essentiel de ces revenus, agricoles et extra-agricoles, sont consacrés à l'alimentation des membres actifs et inactifs des groupes domestiques. Nous avons estimé le seuil de reproduction simple à 828 000 Le/UC (voir définitions page 488). Pour déterminer le surplus, on re-

tranche au Revenu Total cette somme multiplié par le nombre d'UC de chaque groupe domestique, et non pas un nombre moyen. Comme le revenu, on rapporte le surplus de chaque groupe au nombre d'actifs domestiques pour comparer entre eux les groupes.

Le graphique 19 indique les niveaux de surplus des groupes domestiques étudiés. En moyenne il s'élève à 274 000 Le par actif domestique (un peu moins de 50 €). Quelques groupes domestiques, à la fois bien dotés en ressources et ayant peu de personnes à charge par actif, dégagent un surplus significatif, autour de 1 million Le par actif domestique. Mais beaucoup plus nombreux sont les groupes dont le surplus est beaucoup plus faible, autour de 250 000 Le/actif domestique, voire négatif.

Il faut comparer ces niveaux de surplus à la valeur des biens matériels auxquels les paysans aspirent aujourd'hui dans les campagnes sierra-léonaises.

Un téléphone portable bas de gamme, par exemple, coûte environ 50 000 Le, c'est un bien de consommation qui s'est démocratisé fortement dans les campagnes ces dernières années, séduisant notamment les jeunes. Un homme respectable, une fois atteint un certain âge, se doit de faire construire une maison « moderne », avec un toit en tôle. Une telle maison, de taille moyenne, revient environ à 2 millions Le (363,6 €) ce qui correspond essentiellement au coût des tôles et des clous importés ainsi qu'à celui des planches qu'il faut faire préparer par un artisan local. Pour faire construire leur maison, la majorité des paysans forment des tontines (*ho-susu*) et épargnent 5 à 10 ans.

Les bonnes années, une minorité de paysans pourra également se procurer une chèvre, environ 150 000 Le (27,3 €), plus rarement une brebis, 200 000 Le (36,3 €). Ainsi, les paysans reconstituent peu à peu le troupeau des petits ruminants qui existaient avant la guerre civile. La vente des mâles, consommés lors d'occasions exceptionnelles, permet des rentrées d'argent ponctuelles. Une moto 125 cc vaut près de 5 millions Le et reste hors de portée de l'immense majorité des paysans. Ces engins sont tous détenus en Sella Limba par l'élite commerçante locale. Ils seraient précieux pourtant pour les paysans afin de faciliter le transport de leurs propres produits jusqu'aux marchés d'importance régionale ou nationale.

Les paysans les plus prospères investissent eux-mêmes dans des spéculations commerciales, des activités minières ou une carrière politique locale. On reconnaît à coup sûr leurs groupes domestiques à la taille et la beauté, selon les critères locaux, de leurs maisons, au nombre de personnes qui semblent y vivre et s'y réunir ainsi qu'à la présence de quelques rares et précieux moyens de production (bidons de récupération, bâches plastiques, arrosoirs, …). Mais malgré ces indices, il est évident qu'une partie des surplus est ré-investit hors du village.

En effet, les hommes à la tête de ces groupes domestiques entretiennent souvent une épouse à Freetown ou à Kamakwie. Cette dernière peut notamment prendre en charge les enfants qui poursuivent des études au niveau secondaire.

Encadré 18: cas d'étude n°18, Karim Bangura, Kamaporoto

(entretiens n° 103, 290, 390)

Karim Bangura est à la fois le chef du village, et l'aîné d'un des deux lignages *lasiri* du village. Il a été parmi les premiers également à planter des palmiers à huile dans le village, dans les années 90.

Il n'a aujourd'hui dans le village aucun enfant en âge de travailler, mais il prend soin (« t*ake care* ») de deux « jeunes hommes » (*langpen*) qui le représentent en *kune*. En 2011, en plus des kune de ses *langpen* et d'une journée de travail que lui concède toutes les *kune* du village, Karim a acheté un tour de *gbedo* (40 personnes) et a demandé à un homme qu'il avait élevé de lui céder une de ses *kune*. Ainsi, il a été en mesure de cultiver, entre autre, 2 parcelles de riz en bas-fond, totalisant 1,3 ha.

La récolte potentielle de paddy, même soustraite des dons qu'il consent, dépasse largement les besoins de son groupe domestique, relativement étroit pour un homme de son âge (5 « unités de consommation »). Quand on lui pose la question, il nous révèle (à notre troisième rencontre en deux ans et après de nombreux mois passés dans son village) qu'il entretient une autre femme et une autre marmite à Freetown. Mariama, sa seconde épouse, prend soin en effet d'environ 5 enfants ou adolescents tous inscrits dans une école primaire ou secondaire dans la capitale. Mariama a sa propre activité (herbaliste) à Freetown et ne dépend pas seulement de Karim pour prendre soin de ces étudiants, mais elle reçoit chaque année de l'huile de palme et des sacs de riz en provenance de Kamaporoto.

A l'inverse, les groupes domestiques pour lesquels nous avons calculé un niveau de surplus négatif peuvent réussir à passer une année exceptionnellement difficile grâce à la solidarité des réseaux de parenté et de voisinage. Mais lorsque le hiatus entre capacité productive et nombre de bouches à nourrir devient structurel, les groupes domestiques éclatent : divorce des épouses qui rejoignent avec leur progéniture un autre foyer, placement d'enfants chez un oncle plus prospère ou encore fuite des jeunes actifs vers les mines ou vers Freetown.

Encadré 19: cas d'étude n°2, Sié Dumbuya et Siman, Kasasi Bamanko

(entretiens n° A173, 368)

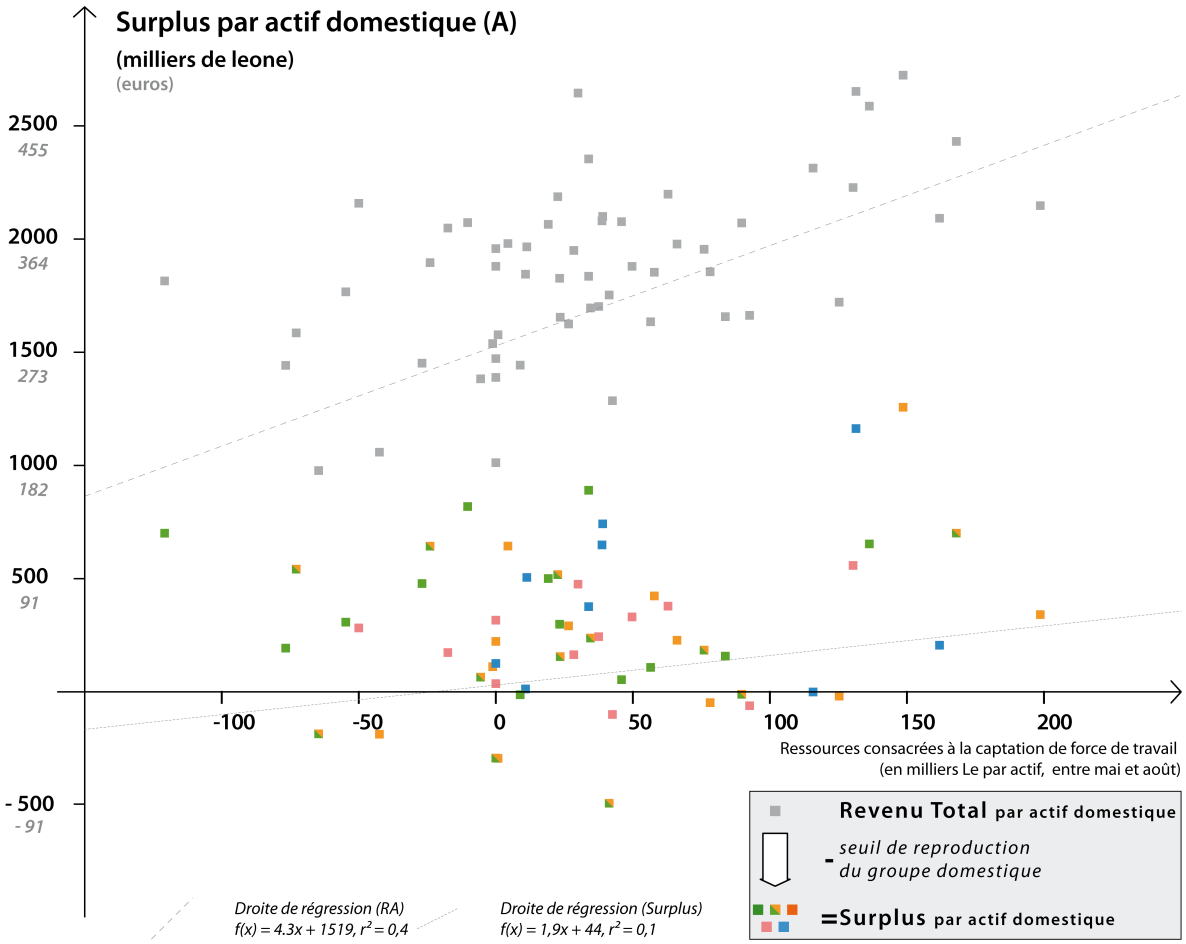
Sié est né au début des années 70. Il n'a pas connu son père. Il a été élevé par différents tuteurs, dans différents villages, avant de revenir travailler à Kasasi Bamanko pour Pa Siman, qui avait épousé sa mère. A la fin des années 90, Pa Siman lui a trouvé sa première épouse (Fatu), lui a donné des semences et l'a laissé construire une maison à ses côtés.

Quand nous avons rencontré Sié la première fois, en mai 2008, il avait 5 enfants de deux femmes, mais Fatu avait confié les deux aînés à son frère « pour qu'ils aillent à l'école ». Il nous confiait vendre une *kune* chaque année pour se procurer des semences et engager auprès des commerçants locaux une part importante de sa production de piment pour se procurer du riz pendant la soudure.

En 2011, lors de notre second entretien, Fatu a eu trois nouveaux enfants qui ont entre 3 ans et quelques mois. Mais sa seconde épouse a divorcé et est retournée, avec ses deux enfants, dans son village d'origine. Sié a alors immédiatement épousé Binti, qui est venu dans sa maison avec un enfant en âge de travailler, Siman (environ 20 ans en 2011)

Sié prétend que tous travaillent aujourd'hui sous son autorité dans les mêmes parcelles. Mais le jeune homme, Siman, donne un autre son de cloche : il assure ne travailler désormais que pour lui-même et sa mère. Il admet, tout au plus , avoir aidé Sié en lui cédant une *kune*. De fait, il ne compte pas beaucoup sur son père adoptif : lui et sa mère ont quitté en 2011 sa maison pour rejoindre celle de l'oncle de Siman.

Ainsi, marié tardivement, aujourd'hui âgé de plus de 40 ans, Sié n'a aujourd'hui élevé qu'un enfant, Sita. Ce dernier ne pourra pas aller à l'école, nous confie-t-il. Il devra rejoindre la *kune* dès l'année prochaine.



Graphique 19 : Surplus par actif domestique en fonction des ressources consacrées à la captation de force de travail par actif domestique
Réalisation : Augustin Palliere, sources : enquêtes

Ces résultats traduisent la pauvreté matérielle de la vie quotidienne dans les villages en Sella Limba. Mis à part quelques ustensiles domestiques en plastique ou en émail, les foyers sont très pauvrement équipés. Si l'on exclut les cigarettes et l'alcool, la consommation quotidienne est réduite au strict nécessaire. Rappelons que le coût des soins médicaux n'ont pas été inclus dans le calcul du surplus. Ils peuvent peser très lourd dans le budget des groupes domestiques, à condition de pouvoir se les offrir. Le niveau de consommation dans les campagnes n'a donc pas progressé, environ 60 ans après l'intégration de la région dans les échanges marchands à l'échelle nationale et mondiale. Si les paysans parviennent encore à accéder aux biens de consommation auxquels aspiraient leurs ancêtres dans les années 50-60, voire à assouvir de nouveaux besoins comme les téléphones portables, c'est surtout grâce au progrès de l'industrie manufacturière qui peut proposer des produits toujours moins chers, parfois au prix de la qualité. Malgré ces progrès de surface, nous observons toujours une « sous-consommation » massive dans les campagnes (Mazoyer et Roudart, 1997a : 603).

Même pour la catégorie des paysans la mieux dotée en ressources productives, le faible niveau des surplus interdit l'accès à des moyens de production plus performants et ne permet pas d'envisager un processus significatif de reproduction élargie. Non seulement le nombre de journées captées reste marginal au regard du travail fourni par les actifs domestiques, mais encore, la productivité journalière du travail restant très faible, le surproduit issu de la captation de journées de travail ne représente qu'une faible part du revenu des groupes domestiques les mieux placés. La marchandisation des rapports sociaux ne correspond donc pas à l'émergence, au sein de la paysannerie, d'une classe d'employeurs qui ferait face à une classe de paysans en voie de prolétarisation, mais plutôt à une déstructuration générale, où les unités les mieux dotées assurent, bon an mal an, leur reproduction simple, tandis que la plupart des autres survivent, vaille que vaille, dans des conditions toujours plus dégradées.

2.3 Accumulation viagère d'énergie de travail et trajectoires des groupes domestiques

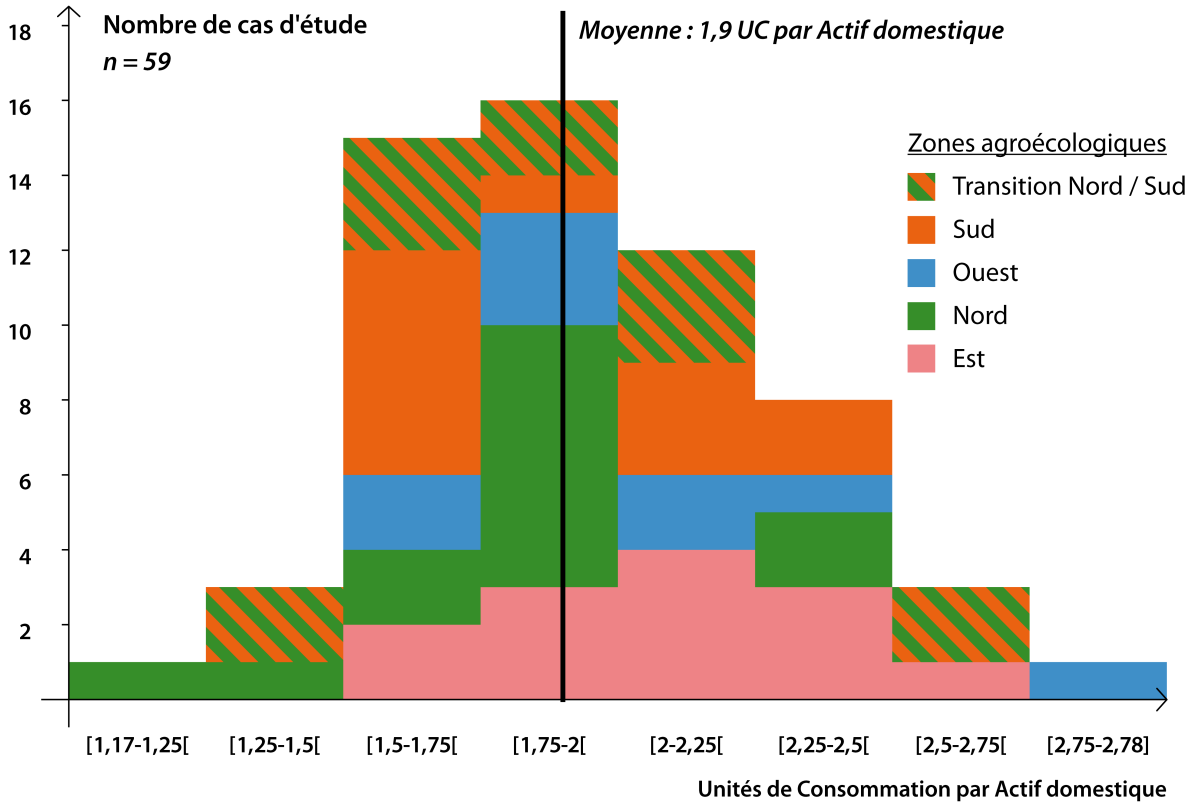
Outre la faiblesse générale des surplus dégagés par les groupes domestiques, le graphique 19 indique également que, contrairement au RA, le surplus n'est pas du tout corrélé à la quantité des ressources consacrées à la captation de force de travail à l'extérieur du cercle domestique entre mai et août. Certains groupes domestiques qui cèdent de la force de travail dégagent des surplus égaux voire supérieurs aux groupes qui en captent. Pour comprendre cette situation, il faut prendre en compte le nombre de bouches à nourrir par actif et, nous le verrons, les stratégies d'accumulation adoptées par les groupes domestiques à l'échelle viagère.

2.3.1 Accumulation viagère d'énergie de travail

Disparité du rapport actif / unité de consommation entre les groupes domestiques

On observe des différences importantes entre les groupes domestiques du point de vue du rapport Actifs domestiques / Unités de Consommation (rapport A/UC). En moyenne, nous avons signalé que chaque actif domestique (A) prend en charge en moyenne 1,9 Unité de

Consommation, (lui-même plus 0,9 UC, voir encadré 16 page 495). Mais le rapport UC/A connaît de fortes variations d'un groupe domestique à l'autre. Dans certaines unités, ce rapport chute à moins de 1,5, tandis que dans d'autres, il grimpe au-delà de 2,5. Étant donné la faiblesse des RA par actif domestique, ces différences ne sont pas anodines. Les groupes domestiques étudiés sont parfois très différents dans leur composition comme dans leur fonctionnement. Le graphique 20 donne une image de la disparité du rapport UC/A dans l'échantillon des groupes domestiques étudiés.



Graphique 20 : Représentation de l'échantillon des groupes domestiques étudiés en fonction du nombre d'Unités de Consommation (UC, voir définition page 495) par Actif domestique
Réalisation : Augustin Palliere, sources : enquêtes

Cette représentation de l'échantillon est une photographie prise au moment des enquêtes. Les deux cas détaillés ci-dessous donnent une illustration des réalités contrastées, complexes et en mouvement que recouvrent la disparité des rapports UC/A des groupes domestiques étudiés.

Encadré 20: cas d'étude n°1, Momodu Dumbuya, Kamapolo

(entretiens n° A172, 148, 151a, 367)

Momodu Dumbuya est né dans un village plus à l'est, Kamakuyo. Son père et sa mère, dont il est le seul enfant, décident de quitter leur village pour s'installer dans le village de sa grand-mère maternelle à Kamapolo. À la mort de son père, Momodu est « *trop jeune pour travailler pour sa mère* ». Ils rejoignent ensemble un troisième village, Kamagboto. Dans la force de l'âge il revient à Kamapolo pour « *protéger le bas-fond de sa grand-mère maternelle* ». Il épouse alors la fille du chef du village voisin, Sayo. Cinq enfants sont nés de cette union : Sama, le premier fils né au milieu des années 80 ; Fudia, mariée dans un village voisin ; Tene, élevée par sa tante à Freetown ; Kaba, élévé dans un autre village et enfin Siman, décédé à un très jeune âge. Sama a épousé Yele. Leur premier enfant est pris en charge par Sayo. Yele vit entre Kamapolo, où elle travaille pour sa belle-mère, et son village d'origine, Kagbali, où elle continue à travailler pour sa mère.

Aujourd'hui, Momodu est âgé. Il ne participe plus à la *kune* depuis 2010. Sama travaille pour son père en saison des pluies, mais quitte le village en saison sèche pour Kambia District où il apprend le métier de boulanger chez son *sisa* (oncle maternelle). En 2011, il est revenu trop tard pour les opérations défriche / brûlis, Sayo a donc fait appel à son frère cadet, Ibrahim, qui a pu représenter Sama dans la *kune* pour les deux premiers tours avant de retourner dans son village.

Si on fait le décompte :

A = homme : 1 (Sama + Ibrahim) + femmes : 1,5 (Sayo + ½ Yele) **= 2,5**

UC = Momodu + Sayo + Yele (½) + ½ Ibrahim (½) + ½ Sama (½) + l'enfant (½) **= 4**

1,6 UC/A

Encadré 21: cas d'étude n°32, Momodu Kargbu, Kamawoni

(entretiens n° 313, 333, 338, 341)

Momodu Kargbu revendique la descendance en ligne directe avec l'ancêtre qui se serait installé le premier dans la zone des bolilands, à l'ouest de la Sella Limba. Après des études coraniques, il épouse sa première femme, Aisatu, et s'installe dans le village de son père. A la fin des années 80, la compagnie de tabac propose des contrats aux paysans des marges Ouest de la Sella Limba. Il devient le « *head farmer* » de sa communauté et plante, à la même période, la grande palmeraie qui borde toujours la route à la sortie du village. Depuis le décès de son oncle paternel, il est celui qui « regarde la terre » du finage (voir page 275). Il est également *kermoko*, professeur de Coran, et à ce titre logeait en 2011 deux étudiants. Aujourd'hui son groupe domestique comprend 3 marmites : Sa seconde femme, Salimatu, nous explique « *qu'elle n'a pas mis au monde beaucoup d'enfants, c'est la raison pour laquelle on lui en donne beaucoup à élever* ». Outre 2 de ses enfants encore trop jeunes pour travailler et 2 petit-enfants originaires des villages où sont mariés ses propres filles, elle prend en charge 2 de ses neveux, 1 neveu de son époux et l'enfant de sa co-épouse. Elle-même ne va pas en *kune*, mais 3 de ses enfants travaillent pour elle ainsi qu'une jeune épouse, Yenken, qu'elle vient de trouver pour son mari. Cette dernière est venue avec sa propre mère, une femme très âgée incapable de travailler que Salimatu a pris sous son aile. Enfin, Salimatu doit nourrir un des deux étudiants de Momodu.

Jusqu'en 2010, Amidu, le fils aîné de la première épouse, aujourd'hui décédé, et sa propre épouse, Marie, travaillaient avec Salimatu. Cette dernière semblait privilégier ses propres enfants au détriment des projets du jeune couple, et les deux marmites se séparent en 2010. Cette séparation a motivé le 4e mariage de Momodu et le second de son fils, avec Kandi. Aujourd'hui, Marie élève un de ses deux enfants, l'autre a été envoyé à Freetown, tandis que sa co-épouse est venue avec le nourrisson issu d'un premier mariage. C'est cette marmite qui a aussi la charge de nourrir le deuxième étudiant du *kermoko* Momodu.

Enfin, la troisième épouse, Kadiatu, a deux enfants d'un premier mariage, et un de Momodu parmi lesquels 2 vont en « student » *kune*. Elle élève également deux petit-enfants, et Momo, le sisa (neveu utérin) de Momodu, qui travaille pour elle.

Si nous récapitulons, et que l'on considère que toutes les femmes contribuent à part égale pour nourrir le chef du groupe domestique, nous avons donc :

	Actif	UC	UC/Actif
Salimatu	4	11 + 1/3 (Momodu)	2,83
Marie	2,5	3,5 + 1/3	1,52
Kadiatu	3	6 + 1/3	2,10
Total	9,5	21,5	**2,26 UC/A**

On le voit à travers la composition des marmites dans ces deux cas d'étude, ces disparités ne sont pas le produit du croît démographique endogène des groupes domestiques comme dans l'économie paysanne de Tchayanov (1990 [1925]). Dans ce modèle de famille nucléaire et sans circulation des pré-productifs, le rapport UC/A d'un foyer paysan augmente à mesure que la famille s'agrandit puis baisse à mesure que les les enfants sont en âge de travailler. Ce modèle ne s'applique dans la région étudiée : l'équilibre des capacités productives du groupe avec le nombre de bouches à nourrir fait l'objet de réarrangements permanents permis par la circulation des individus entre les groupes domestiques. Les deux exemples précédents témoignent du fait que cette circulation concerne les individus non-productifs comme productifs et qu'elle prend des formes diverses : les paysans peuvent accueillir une personne âgée improductive, au contraire confier un enfant à un parent en ville, chercher pour son époux une « petite femme » ou encore demander de l'aide à un jeune homme dans la force de l'âge

C'est la circulation des pré-productifs qui est la plus massive en Sella Limba et celle qui nous semble la plus importante pour comprendre les trajectoires des individus et des groupes domestiques.

Importance de la circulation des enfants en Sella Limba

Comme dans un grand nombre de sociétés paysannes ouest-africaines, les rejetons ne sont pas élevés systématiquement par leurs géniteurs ou pas seulement par eux. Pour saisir l'ampleur de la circulation enfantine et son importance dans les rapports sociaux actuels, il faut se départir de tout ethnocentrisme. Dans le monde occidental, l'adoption plénière, comme la propriété, sous entend acquisition pleine et entière des droits sur l'enfant. Il en découle un transfert anonyme, géniteurs et tuteurs sont des inconnus l'un pour l'autre, et définitif, l'enfant perdant sa filiation d'origine. L'image est encore celle de l'enfant exposé la nuit à la porte de l'église.

> « *Chez les populations dites exotiques, l'aisance de la séparation du parent au tuteur et l'acceptation de la séparation à l'enfant constituent pour l'habitant des métropoles un double mystère, éthique et sentimental. Il y a quelque honte, en Europe, à se départir volontairement d'un rejeton que l'on pourrait élever soi-même. Et il y a pour nous de forts obstacles à saisir 'de l'intérieur' comment procède autrui, apparemment avec sérénité, lors d'une démarche aboutissant à la cession de son rejeton.* » (Lallemand, 1993 : 16)

En Sella Limba, et comme dans de nombreuses sociétés, au contraire, les droits sur la progéniture ne sont pas exclusifs. La séparation n'est pas anonyme, au contraire le tuteur est souvent un proche parent, ni définitive, plusieurs tuteurs pouvant contribuer à la formation d'un enfant. Cette multiplicité des droits rend incorrect l'emploi du terme français d'adoption, le terme anglais « fosterage » étant plus propice (Lallemand, 1993).

Le phénomène est quantitativement significatif. À l'occasion des études de cas des groupes domestiques, nous avons interrogé 148 femmes adultes. Sur leurs 223 rejetons vivants encore à la charge d'un adulte (enfants et adolescents célibataires), 61 d'entre eux (27 %) sont élevés dans une autre unité que celle de leur génitrice. À l'opposé, ces 148 femmes adultes élèvent 72 enfants (30 % des enfants à leur charge) nés hors de leurs unités respectives. Il s'agit d'une estimation basse du phénomène puisque ne sont comptabilisés que les cas où le changement de tutrice s'accompagne d'un changement de résidence de l'enfant. Entre les marmites d'une même unité de résidence, une circulation plus discrète des enfants a lieu, comme nous avons pu l'observer dans les maisons de nos hôtes lors de nos séjours dans les villages. Ces chiffres sont par ailleurs cohérents avec les résultats d'autres enquêtes réalisées en Sierra Leone. Chez les Mende de l'est du pays, par exemple, entre 30 et 45 % d'enfants sont « fosterés » (Bledsoe, 1989 ; Isaac et Conrad, 1982).

On est effectivement frappé par la facilité avec laquelle on se sépare d'un enfant en Sella Limba. Une mère, par exemple, invitée par sa fille à l'aider pour la récolte des arachides, repartira avec un enfant dans son village d'origine. Une femme qui visite son frère à Freetown pendant la saison sèche lui proposera de garder un de ses enfants qu'elle a emmené avec elle. Le transfert d'un enfant se déroule sans autre cérémonie. En Sella Limba, comme ailleurs en Sierra Leone (Bledsoe, 1989), les femmes âgées, notamment les grands-mères maternelles, sont les principales destinataires de la circulation enfantine.

L'importance du phénomène repose sur la pluralité des droits sur la progéniture. Ainsi, la première raison invoquée quand on interroge la raison du départ d'un enfant est souvent « *une grand-mère* (monda) *aime bien élever son premier petit-enfant* (koma) ». Les génitrices sont souvent, aujourd'hui encore, de relativement jeunes femmes. Elles sont considérées aptes aux travaux des champs et aux tâches domestiques quotidiennes, mais pas à l'élevage[138] des enfants. Puisque ces jeunes femmes vivent dans le groupe domestique de leur époux, c'est souvent la grand-mère paternelle qui se charge des enfants. Mais la grand-mère maternelle a également des droits sur la progéniture de sa fille. Souvent pour son premier enfant, une femme

[138] Voir note 84 page 254.

enceinte retourne dans le village de sa mère, ou de son ancienne tutrice, pour accoucher. Si elle est en mesure de l'élever, cette dernière pourra exiger de le garder. Ainsi, on dit en Sella Limba de certaines vieilles femmes : « *elle n'a pas mis beaucoup d'enfants au monde, mais qu'elle a reçu beaucoup d'enfants à élever* ».

L'enfant sera alors élevé chez son *sisa* (oncle utérin, voir figure). Mais, il ne perdra pas sa filiation avec le patrilignage de son père. Ainsi la circulation enfantine explique la coexistence dans tous les villages sella limba de patrilignages *thahinɛ* et *lasiri*, les premiers étant, par extension, les *sisa* des seconds (voir page 107).

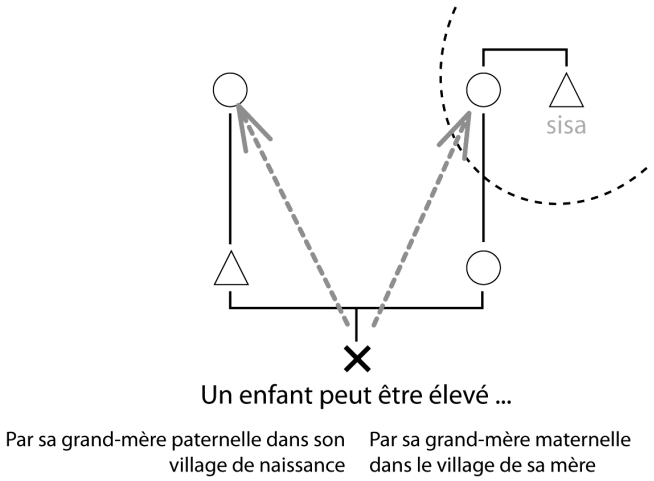


Fig. 82: Multiplicité des droits sur la progéniture
Réalisation : Augustin Palliere. Source : Enquêtes

Au cours de leur vie pré-productive, les enfants sont souvent pris en charge par plusieurs femmes. Il y a d'ailleurs plusieurs manières de contribuer à son élevage. La première d'entre elles est bien sûr de le nourrir au quotidien ; mais on peut également fournir l'argent et le riz nécessaires à son initiation ou encore participer aux frais de sa scolarisation.

Mais s'agit-il seulement d'aider ceux qui ne parviennent plus à subvenir aux besoins de leur progéniture ? Nous pensons que la circulation enfantine se comprend aujourd'hui comme le résultat de stratégies d'accumulation d'énergie de travail à long terme que les paysans déploient en combinant rapports d'échange marchands incomplets et rapports d'antériorité pseudo-traditionnels.

Stratégies d'accumulation hybrides : productive et viagère

Sans exclure toute dimension affective, les grands-mères qui prennent en charge les enfants de leurs filles décrivent explicitement l'énergie et les ressources qu'elles consacrent à élever ces enfants comme un investissement. Quand elles se plaignent d'enfants qui ne donnent pas

« de nouvelles » depuis leur départ à Freetown, elles leur reprochent de ne recevoir ni argent, ni riz, ni vêtements. De la même manière, elles disent d'un enfant décédé avant d'avoir pu travailler ou d'un adolescent qui a fui sans « dire au-revoir », qu'il est « gâté », comme pour une récolte ou n'importe quel autre investissement perdu.

> « *In 2009, we have built a house in Kamakwie. Momodu, the sisa* [neveu utérin] *Fodey* [son époux] *and some other children of my sister I have brought up, helped us to gather the money. If you have worked for someone and after he does not remember you and he does not love you, all you have done it is for nothing* »
> **Sayon ?, Kanatara (entretien n°380)**

Ainsi, une partie du surproduit des individus productifs est mobilisée, non seulement pour la captation ponctuelle de force de travail, mais également pour la formation d'une énergie de travail dont la jouissance est reportée mais potentiellement inscrite sur plusieurs années, voire sur plusieurs générations. On peut parler de stratégies hybrides d'accumulation : productive et viagère ; captation de journées de travail d'une part, formation de futurs individus productifs d'autre part. Elles se développent à des pas de temps différents : la première à l'échelle des cycles agricoles annuels, la seconde à l'échelle des générations. Elles sont en partie contradictoires : la part du revenu « mangée » par les enfants non productifs est indisponible pour la captation immédiate de journées de travail. Mais à long terme, c'est bien la captation de travail et l'appropriation d'un surproduit qui autorisent la captation de cette énergie de travail en devenir et la consolidation de l'unité de production / consommation.

On peut calculer théoriquement le surtravail (voir définition page 488) accumulé par les groupes domestiques qui captent de la force de travail, même si en pratique il ne se distingue pas du produit du travail des actifs domestiques. À l'inverse, la jouissance de l'investissement réalisé dans la formation d'individus pré-productifs est reportée et par là très incertaine. Mais en accumulant au cours de leur vie productive des droits sur l'énergie de travail de leurs cadet(te)s, même s'ils n'en profitent pas dans l'immédiat et avec certitude, les aînés se retrouvent moins démunis face à la précarité des conditions matérielles de production et d'existence. L'histoire de Ma Balu (encadré 22, infra) est exemplaire de ce point de vue.

Encadré 22: cas d'étude n°12, Ma Balu ??, Kamaporoto

(entretiens n°153c, 164, 387)

Balu a été élevée dans le *kuru kuru* du chef d'un village voisin. Après un premier mariage duquel elle a eu deux enfants qu'elle a perdu en bas âge, elle épouse le fils d'un nouvel arrivant à Kamaporoto, Pa Alpha. Elle aura de ce mariage deux filles et trois fils. Ses filles sont aujourd'hui toutes les deux mariées, et elle élèvera un de ses deux petits enfants.

Le village de Kamaporoto a particulièrement souffert lors du passage du RUF en 1996. Ma Balu a perdu son mari et son fils aîné. Sa co-épouse quitte le village avec ses enfants. Son second fils, Fodey se marie et travaille pour elle, tandis que Salufo, le troisième enfant, quitte le village pour Freetown. Quand nous rencontrons Balu, en juillet 2010, elle a donc en charge, avec son fils et sa belle fille, 5 de ses petits-enfants.

Le malheur va encore la frapper puisque pendant la saison sèche, son second fils décède pour une raison inconnue, en plein pendant la période de la défriche brûlis. Elle demande alors de l'aide à Mfa, un jeune homme originaire du village de sa mère qu'elle avait élevé pendant quelques années et surtout initié (ce que nous ignorions évidemment lors de notre premier entretien). De plus son troisième fils, Salufo, rentre de Freetown pour travailler pour sa mère. Balu lui trouve une épouse qui rejoint la maison, assez opportunément, pendant la période du désherbage.

Nous n'avons pas rencontré Mfa qui n'est resté que quelques mois chez Balu. Son passage resterait invisible si l'on devait reconstituer la trajectoire du groupe domestique dans quelques années. Pourtant sa contribution a été essentielle en 2011 pour que Ma Balu puisse mettre en culture ses parcelles, continuer à prendre soin de ses petits enfants et assurer la cohésion du groupe domestique.

Son histoire permet de comprendre l'importance de la circulation enfantine et de l'investissement, à l'échelle viagère, dans l'élevage des enfants. Ma Balu a perdu 5 des 7 enfants qu'elle a mis au monde. Malgré cela, elle reste aujourd'hui à la tête d'un groupe relativement prospère et en mesure de prendre en charge 5 de ses 6 petits-enfants.

2.3.2 Trajectoires des groupes domestiques

Nous avons donc repéré une double stratégie d'accumulation, productive et viagère, potentiellement à l'origine d'une forme de différenciation au sein de la paysannerie aujourd'hui. Comment expliquer que certains groupes soient plus en mesure que d'autres d'engager des ressources pour capter de la force de travail dans l'immédiat et investir dans une

énergie de travail futur ?

On va d'abord se pencher sur le rôle de la taille du groupe domestique pour comprendre la capacité des groupes à s'engager dans des stratégies d'accumulation avant de proposer des pistes pour comprendre les trajectoires divergentes des groupes domestiques et des individus.

Taille des groupes domestique

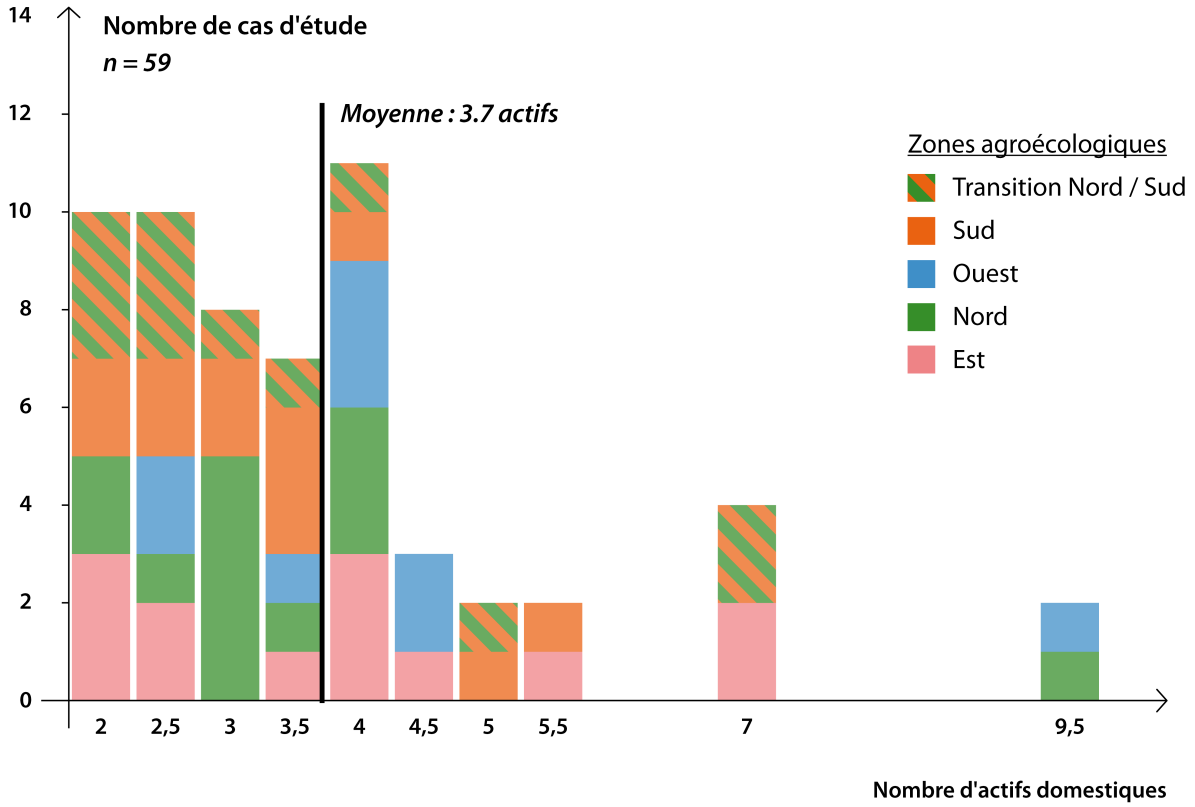
Nous avons insisté sur l'éclatement, génération après génération, des groupes domestiques et sur la diminution de la taille des unités. Dans leurs discours, les aînés continuent d'accorder beaucoup d'importance à « l'unité de la maison (*banka*) » (voir page 115). Ils désapprouvent l'aspiration des jeunes gens à une émancipation toujours prématurée à leurs yeux. Il y a donc un paradoxe : si la captation ponctuelle de force de travail, permise par l'éclatement des *kuru kuru*, autorise aujourd'hui quelques uns d'accumuler à court terme du capital circulant, réunir à long terme un grand nombre d'individus sous leur autorité continue d'être synonyme de prospérité.

Aujourd'hui, la majorité des unités rassemblent de 3 à 4 actifs, typiquement un couple monogame auquel s'ajoute un frère cadet ou un enfant en âge de travailler. Cependant, ce processus historique n'a pas conduit à la formation d'unités uniformément petites, organisées, par exemple, autour d'un couple monogame et de leurs enfants. Certains groupe domestiques rassemblent encore plus de 5 actifs (voir les encadrés 21, supra, et 23, 24, infra). Ils sont généralement placés, comme naguère, sous l'autorité d'un homme âgé et polygame. Évidemment, en leur sein, des sous-unités, rassemblées en « marmites », jouissent d'une autonomie plus ou moins large. La parcelle commune, contrôlée par le chef du groupe domestique, dans laquelle tous les actifs travaillent et qui définit de ce fait l'existence de ce groupe, représente parfois moins de 20 % du total des journées de travail de la VAN. À la différence des *kuru kuru* historiques, chaque actif, s'il contribue au travail dans les parcelles du groupe, mène ses propres activités productives, agricoles ou extra-agricoles. Nous avons vu comment les institutions de la *kune* et de la *gebdo* permettent le partage de la force de travail entre les membres du groupe.

Inversement, d'autres groupes domestiques ne rassemblent que 2 actifs (encadré 19, supra), toujours un homme et une femme. Deux cas de figures se présentent : un jeune couple récemment émancipé ou une veuve travaillant avec un de ses fils. Le fonctionnement de ces groupes est nécessairement plus simple. Cependant, les membres de ces groupes aussi conduisent leurs propres activités individuellement. Une mère, par exemple, demande à son fils une ou deux

kune chaque année pour exploiter leur bas-fond, mais ne cherche pas à savoir ce qu'il fait des autres tours dont il dispose. Un homme demande à son épouse de l'aider à désherber ses parcelles, mais n'est pas au fait des dettes qu'elle a contractées sur sa production d'arachide.

Dans chaque zone agro-écologique, nous avons donc essayé d'interroger des groupes domestiques de toutes tailles. En moyenne (graphique 21), chaque groupe rassemble 3,7 actifs. Les plus petits groupes sont constitués par 2 actifs domestiques. À l'autre bout du spectre des situations observées, les deux plus grands groupes étudiés rassemblaient, en 2011, 9,5 actifs (pour rappel, les membres des « student » *kune* comptent pour un demi-actif). Au-dessus de 4,5 actifs, tous les groupes domestiques sont complexes, c'est-à-dire subdivisés en plusieurs marmites plus ou moins autonomes. En dessous de 3,5 actifs, au contraire, il s'agit toujours de groupe domestique simple (le groupe domestique simple équivaut à la marmite).

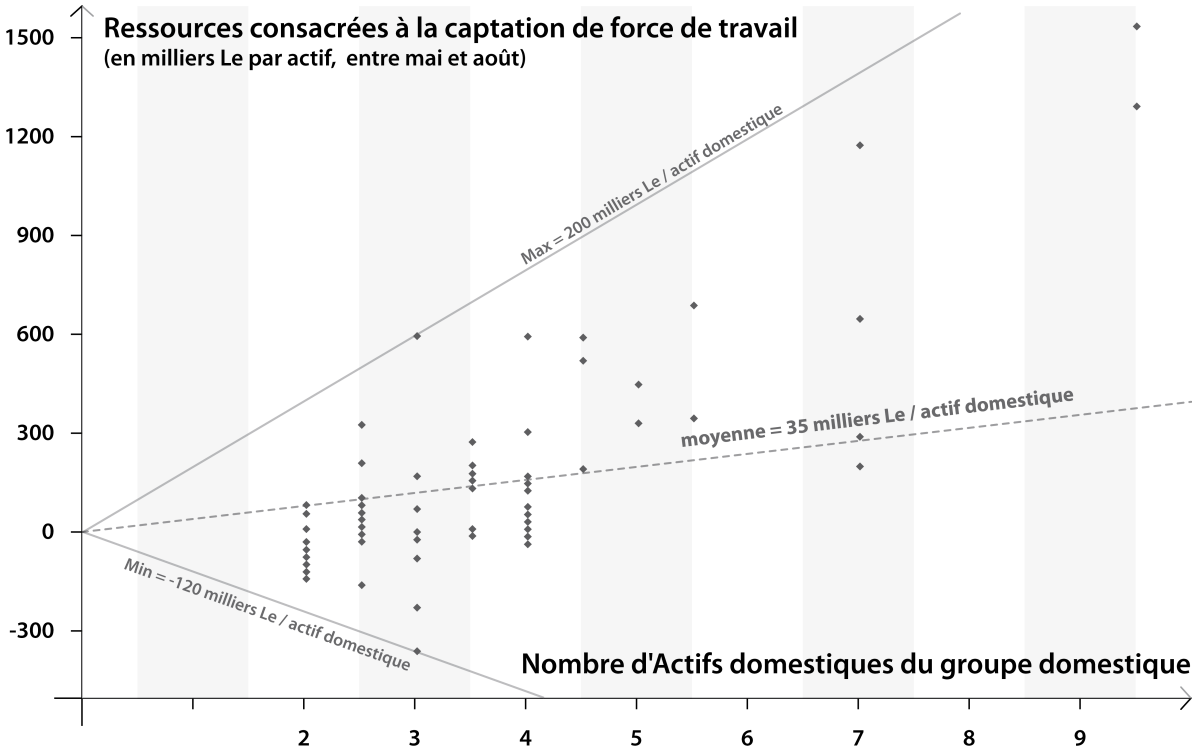


Graphique 21 : Représentation de l'échantillon des groupes domestiques étudiés en fonction du nombre d'actifs domestiques.
Réalisation : Augustin Palliere, sources : enquêtes

Mutualisation et captation du surproduit au sein des groupes domestiques

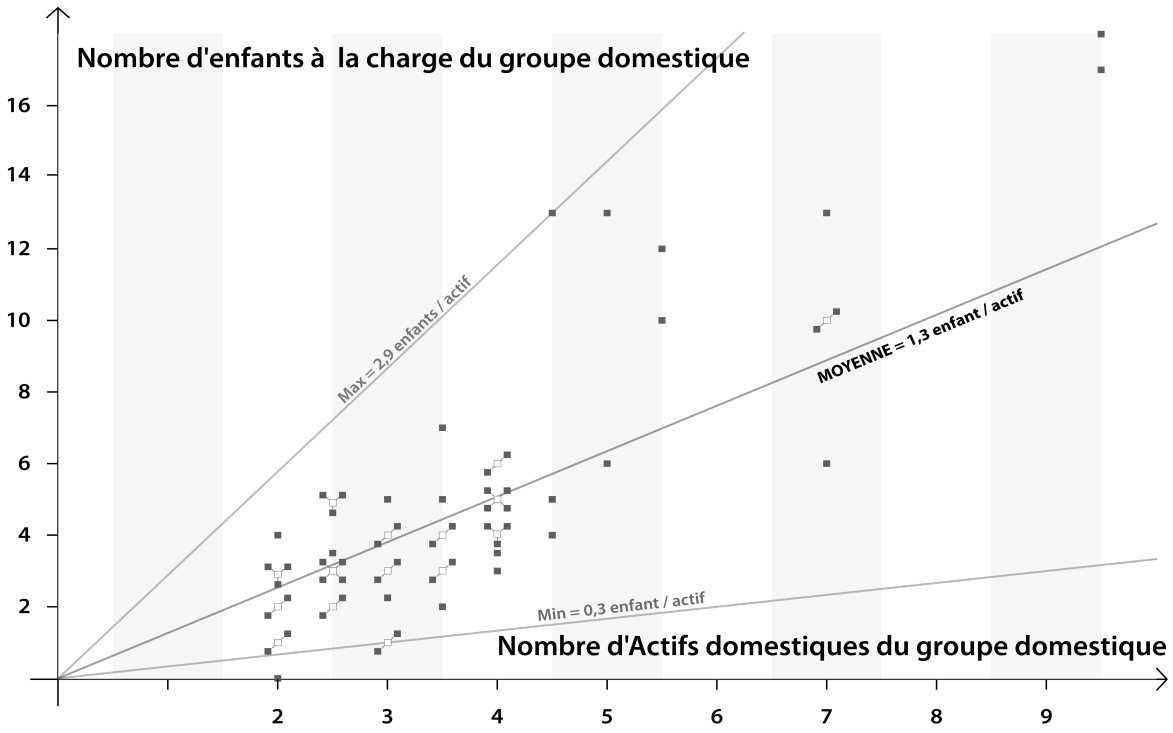
Si individus et sous-unités jouissent d'une si grande autonomie, comment expliquer la persistance de ces grands groupes domestiques ? Pourquoi les aînés restent-ils attachés à ces pseudo-*kuru kuru* alors que les échanges marchands entre les groupes leur permet de capter de la force de travail au moment opportun des cycles agricoles ?

On observe que, proportionnellement au nombre d'actifs, le nombre d'enfants à charge comme le niveau des ressources investies pour capter de la force de travail sont plus importants pour les groupes domestiques complexes placés sous l'autorité d'un aîné. En effet, on constate, sur les graphiques 22 et 23 que les groupes composés de plus de 5 actifs domestiques sont les principaux destinataires à la fois des enfants et des journées de travail en circulation.



Graphique 22 : Ressources consacrées à la captation de force de travail entre mai et août en fonction du nombre d'actifs domestiques

Réalisation : Augustin Palliere, sources : enquêtes



Chaque point (▪) représente une unité de production / consommation

représente 2, 3 ou 4 unités de production / consommation
avec le même nombre d'actif et le même nombre d'enfants à charge

Graphique 23 : Nombre d'enfants à charge en fonction du nombre d'actifs domestiques
Réalisation : Augustin Palliere, sources : enquêtes

Il nous semble que cette situation découle du caractère incomplet de la marchandisation des échanges de force de travail en Sella Limba. En effet, la force de travail se présente sous forme discrète : il reste très rare de pouvoir acheter une heure ou même une journée de travail. La force de travail s'échange, s'achète et se vend essentiellement sous forme de *kune* (ou de gbedo), et la *kune* ne se divise pas (voir page 480). Plus les groupes domestiques rassemblent le surplus d'un grand nombre d'actifs, plus il est facile de rassembler les ressources nécessaires pour s'engager dans la captation de travail selon les modalités qui prévalent en Sella Limba. Le plus souvent une *kune* rassemble 20 membres. Pour acheter un tour à un de ses membres il faut donc être capable de rassembler d'un coup 100 000 Le pour payer le vendeur et 46 000 Le pour leur offrir et profiter de leurs services toute la journée. 146 000 Le (26,5 €), une somme que sont loin de disposer les petits groupes domestiques de 2 ou 3 actifs que nous avons évoqué. Ce raisonnement vaut également pour la formation de pré-productifs.

Le surproduit d'un actif pris isolément ne lui permet pas de s'engager dans la captation de force de travail ou dans la formation d'énergie de travail. La mutualisation du surproduit repose sur la capacité des aînés à réunir sous leur autorité, en activant les rapports sociaux d'antériorité, même déformés et manipulés, un nombre suffisant d'actifs.

Mais, au sein des grands groupes domestiques complexes, tous les individus ne profitent pas dans la même mesure des bénéfices de cette mutualisation. Ce sont d'abord les aînés, placés à la tête des groupes, qui décident de l'allocation du surproduit commun. Ce sont souvent d'importants acheteurs de *kune*. Ils profitent également des transferts en apparence gratuits de travail et doivent en conséquence mobiliser beaucoup de capital circulant pour offrir aux travailleurs des repas dignes de leur statut. À lui d'assurer les besoins en subsistances du groupe, une partie de l'année au moins, et d'investir le surplus éventuel dans la captation de force de travail ; l'acquisition de biens de prestige, comme une maison moderne la plus grande possible ; ou encore la formation de pré-productifs, éventuellement en les envoyant faire des études loin du village. Comme à l'époque du tabac, il peut découler de ces choix une certaine inégalité de traitement entre les cadets, notamment entre les enfants « naturels » et les enfants « placés », *sisa* et autres. « *I have worked for my brothers to be educated* » nous explique souvent, amères, ceux que le choix de l'aîné a destiné aux travaux des champs.

Mais les aînés des grands groupes domestiques savent que leurs épouses restent les protectrices des intérêts de leur progéniture et des enfants dont elles ont pris la charge. Les femmes à leur tête sont très attachées à l'égalité de traitement. Quels que soient les besoins de chaque marmite, les récoltes issues des parcelles communes du groupe domestique sont partagées par l'aîné en parts égales. Chaque jour, ou chaque semaine, il mesure 1, 2 ou 3 *pans* de paddy pour chacune de ces épouses. Quand son coffre est vide, chaque marmite vit sur ses propres réserves. La solidarité entre épouses d'un même groupe domestique nous est apparue à maintes reprises moins forte qu'entre voisins ou entre parents.

Les marmites sont donc de véritables sous-unités de production, disposant de leurs ressources propres et l'on a observé des disparités parfois importantes au sein d'un même groupe domestique. Généralement la marmite de l'épouse la plus ancienne, rassemble un grand nombre d'actifs, notamment les fils déjà dans la force de l'âge et leurs propres épouses ou encore les jeunes épouses de leur époux dont elles se sont elles-mêmes entourées. Ces aînées sont en mesure, de ce fait, de prendre en charge un grand nombre de pré-productifs, petits-enfants issus de leurs fils ou de leurs filles mariées à l'extérieur ou les neveux utérins de leur époux. Notamment pour subvenir à leurs besoins, elles s'engagent, autant voire plus que leur

époux, dans la captation de force de travail. A l'inverse, les marmites des épouses cadettes ou des belles-filles émancipées ne comptent généralement que sur leur propre force de travail et n'ont généralement à charge que leur progéniture. Ces sous-unités de production dépendantes peuvent être assimilés aux petits groupes domestiques autonomes.

Encadré 23: cas d'étude n°6, Fodey Kargbu, Kanatara

(entretiens n° 313, 333, 338, 341)

A la mort de son père, dans les années 50, Fodey et son frère cadet sont emmenés dans le *chiefdom* de Tambaka, au-delà des Little Scarcies au nord. Ils travailleront là-bas plusieurs années, d'abord sous l'autorité du *sisa* de leur père, puis de manière autonome. Ils reviennent à la fin des années 60, Fodey épouse alors Sayon,puis Binti, « *a small girl* » à cette époque selon ses termes. Plus tard, Fodey épousera également Demon.

A l'époque du tabac, le frère cadet de Fodey travaille pour lui tandis que son premier fils, Lay, est envoyé faire des études à Freetown. Fodey insiste : « *I have always payed the fees for the school* ». Fodey construit une première maison moderne grâce aux revenus du tabac. Quand cette maison est terminée, Momodu, le second fils de Fodey, a l'âge de participer aux *kune* et Fodey laisse donc son frère cadet se marier et prendre son autonomie. Puis c'est Idrissa, le fils aîné de Binti, et enfin, depuis le début des années 2000, Siman, celui de Demon, qui rentreront dans la *kune* pour leur père. 5 autres fils sont envoyés à l'école à Kamakwie ou à Freetown. L'un d'entre eux, devenu chauffeur semble en mesure d'aider financièrement ses parents aujourd'hui.

Aujourd'hui 3 marmites constituent ce groupe domestique. Sayon travaille avec Momodu et l'épouse de ce dernier. Elle prend en charge un nombre important d'enfants, au moins 10 dont 5 vont à l'école du village. Binti travaille, depuis la mort de son fils aîné en 2008, avec Santigi qui est revenu de Freetown pour « aider sa mère ». Depuis il s'est également marié. Binti n'a la charge que de 2 enfants, dont une adolescente qui peut aller en « student » *kune*. Enfin, Demon ne travaille qu'avec son fils, le dernier de ceux encore au village, Siman, et n'a qu'un seul enfant à charge.

Toutes les épouses, fils et belles filles de Fodey contribuent au travail dans deux grands bas-fonds que le vieux cultive chaque année (1 ha en tout). Fodey donne à chacune de ses épouses 2 *pans* (environ 5 kg) de paddy par jour jusqu'à qu'il ne reste plus que le riz dont il a besoin pour le cycle suivant. Libre à elles de gérer le calendrier d'alimentation de leur marmite.

Mais depuis 2010 ses trois fils ont voulu cultiver leur propre parcelle de riz. Ici les versions diffèrent. Pour ces derniers, les semences ont été achetées par leurs propres moyens. Mais Fodey prétend que c'est lui qui leur a donné les semences et qu'il les conservera pour eux à la récolte. De plus chaque homme et chaque femme, Fodey compris, dispose de parcelles de piment et/ou d'arachide. Notons que c'est parce que Fodey achète des *kune* pour son piment qu'il peut dispenser ses fils de l'aider : « *the boys want to crop by themselves, that is why I must buy* kune *for my own work* ».

Mais les épouses et les fils de Fodey n'ont pas tous les mêmes ressources. Aucune des épouses n'a acheté de *kune* en 2011. Cependant Momodu et sa mère sont capables d'offrir le repas à tous les travailleurs qui viennent dans leurs parcelles, pas les deux autres épouses. On retrouve ces disparités dans le cheptel des petits ruminants : Fodey et son fils aîné ont 5 chèvres chacun, Santigi et Binti 2, Siman et Demon aucune.

La figure 83 propose une représentation graphique du partage de la VA dans ce groupe domestique complexe.

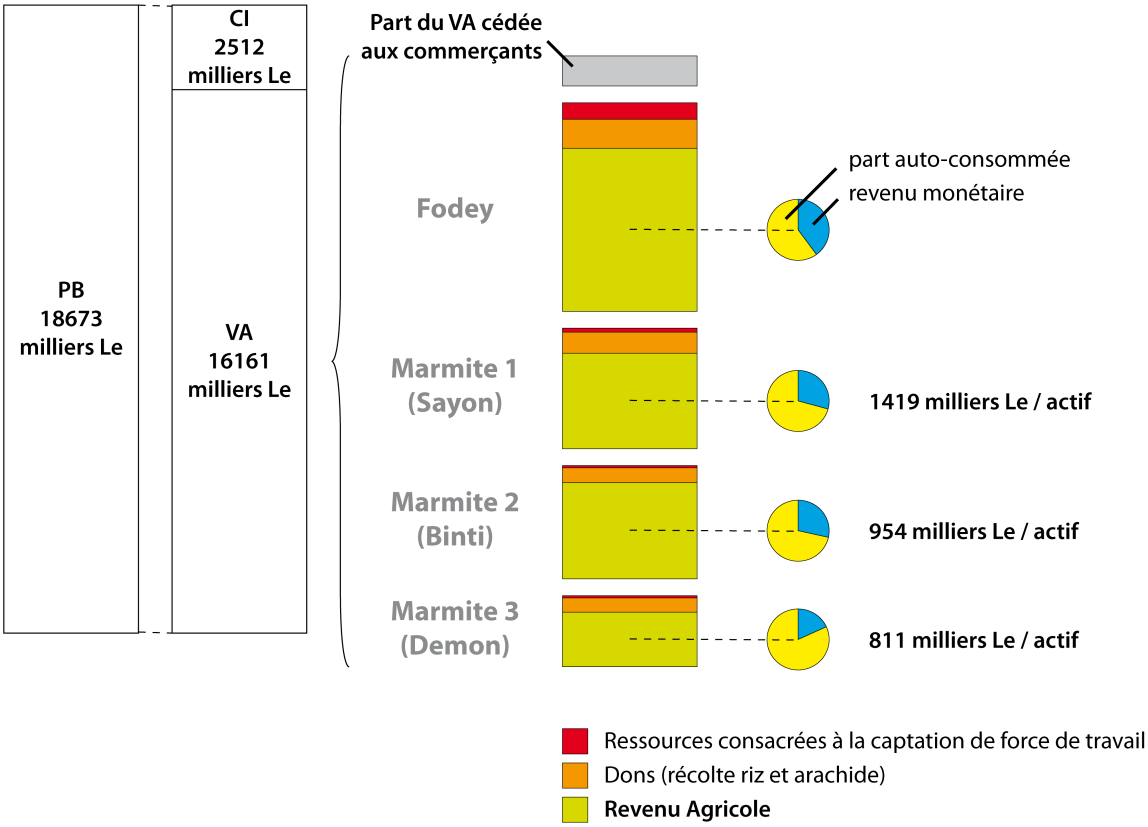


Fig. 83 : Partage de la VA dans le cas du groupe domestique de Fodey Kargbu, Kanatara (cas d'étude n°6, voir encadré n°23)

Réalisation : Augustin Palliere, sources : enquêtes (entretien n° 380)

L'ordre d'arrivée des épouses dans le groupe domestique et la prospérité des marmites ne correspondent pas toujours, comme dans l'exemple précédent. Toutes les femmes qui rejoignent un groupe domestique à l'occasion de leur mariage ne disposent pas des mêmes ressources. Les femmes mariées jeunes n'ont généralement ni marmite (au sens concret de l'objet) ni semences. Elles doivent donc se placer sous l'autorité de leur belle-mère ou d'une épouse ayant rejoint précédemment le groupe domestique. C'est notamment pour en faire une main d'œuvre captive que les anciennes épouses insistent pour marier leur fils ou leur époux. Puis, progressivement, les jeunes femmes négocient leur indépendance.

Nombreuses sont celles, veuves ou divorcées, qui se marient deux ou trois fois au cours de leur vie. Ces épouses un peu plus âgées rejoignent souvent leur nouveau groupe domestique moins démunies. Avec déjà des enfants en âge de travailler et/ou un petit capital, elles ne se placent évidemment pas sous l'autorité d'une autre femme. Les femmes ont donc leurs stratégies d'accumulation propres, indépendantes de celle de leur époux. Dans le cas d'étude qui suit, le soutien de ses parents dont bénéficie une des jeunes épouses du groupe explique des disparités importantes entre les épouses d'un même groupe domestique :

Encadré 24: cas d'étude n°16, Conson Tureh, Kamaporoto

(entretiens n° 300 et 389a)

Conson est l'ancien apprenti forgeron du village. A la fin de sa formation il a refusé de rentrer dans son village d'origine et s'est placé sous l'autorité du chef du village pour lequel il a travaillé plusieurs années. Au début des années 90, le chef l'a aidé à se marier, lui a octroyé l'usage d'un premier bas-fond et lui a donné les semences nécessaires pour qu'il travaille.

Conson a aujourd'hui 3 épouses : Mariama, Awa et Yaba. La dernière est arrivée au début des années 2000. Après avoir travaillé 5 ans pour l'aînée des épouses, elle « sépare sa marmite » .

Les deux premières épouses ont chacune un fils en âge de travailler qui revient chaque année de Freetown de juin à septembre puis de janvier à février pour « aider leur mère ». Yaba, elle, n'a à sa charge que des enfants trop jeunes pour travailler (5), mais Conson, un peu âgé aujourd'hui, participe à un tour sur deux de la *kune* pour aider sa dernière épouse. Surtout Yaba est la fille du chef du village voisin, paysan très prospère qui investit dans l'orpaillage. Il lui a notamment cédé un véritable troupeau (5 femelles) de chèvres. Chaque année, elle peut vendre un jeune mâle au moins pour acheter une *kune*.

En 2010, Conson a construit une nouvelle maison : ses deux fils lui ont donné de quoi acheter les tôles, tandis que chacune des épouses a dû contribuer pour payer les planches de la charpente (environ 30 000 Le).

La comparaison de ces marmites est intéressante car chaque épouse de Conson pratique la même combinaison de culture, à savoir : une parcelle de bas-fond dont la récolte est partagée avec le chef du groupe domestique, une parcelle de fonio, et une parcelle d'arachide. Chaque marmite est également composée d'un actif de chaque sexe. En fonction de leurs ressources, ces femmes, qui pourtant appartiennent au même groupe domestique et habitent sous le même toit, cultivent des surfaces fort différentes :

(*surface en are*)	**Mariama**	**Awa**	**Yaba**
Bas-fond	54	75	128
Fonio	22	24	36
arachide	12	30	66
Chèvres	2 femelles	0	5 femelles

Quand on aborde ces questions, la tension est vive et plusieurs fois la seconde épouse, Awa, nous a dit avoir menacé de retourner dans son village d'origine si plus d'attention n'était pas accordé à elle et à son fils.

Entre les épouses qui veillent à ce que leur progéniture ne soit pas lésée et les jeunes travailleurs tentés d'abandonner les aînés à leurs parcelles pour émigrer à Freetown ou dans les mines, ces pseudo-*kuru kuru* sont soumis à de fortes tensions. Ainsi l'« unité » domestique, tant louée par les hommes âgés, dépend largement de l'intérêt que trouvent leurs épouses et les cadet(te)s à rester sous leur autorité et donc des récoltes qu'ils obtiennent chaque année. Comme les vieux sella limba le répètent souvent : « s'il n'y a pas de riz, il n'y a pas d'unité ».

Éclatement à terme des groupes domestiques

La disparition de l'aîné à la tête de ces grands groupes domestiques semble être un moment décisif dans la trajectoire des individus qui les composent. Les marmites, qui disposaient déjà d'une grande autonomie, se séparent définitivement pour former des unités plus petites de 2 à 4 actifs. Les positions respectives des individus sont alors déterminantes dans les trajectoires de ces nouveaux groupes domestiques.

A l'échelle du groupe domestique, seules les épouses dont un fils au moins est en âge de travailler resteront au village. Pour les autres, il n'y a point de salut pour elle et leur progénitures dans le village de leur défunt époux. Elles retournent dans leur village d'origine ou chez des parents en ville.

Au sein des marmites, les fils aînés bénéficient de l'énergie de travail accumulée par les générations précédentes, c'est-à-dire par tous les enfants élevés par leur mère. Durant plusieurs années, les jeunes groupes domestiques qu'ils dirigent, dont le rapport UC/A reste alors faible, peuvent enclencher le processus de captation de force de travail et d'accumulation. On retrouve ici les unités de production qui dégagent les surplus par actif domestique les plus élevés.

À l'inverse, les cadets, notamment ceux nés des dernières épouses du doyen, ne peuvent pas suivre pareille trajectoire. Ils travaillent d'abord sous l'autorité d'un aîné avant de pouvoir se marier pour constituer de petites unités caractérisées par un déficit de capital circulant. C'est parmi ces unités-là que se trouvent les pourvoyeurs de force de travail et de pré-productifs, dont elles assument difficilement l'élevage.

Assiste-t-on à une polarisation de la société, avec d'un côté des groupes domestiques accumulant toujours plus de capital productif et captant une quantité toujours croissante de force de travail et une prolétarisation croissante des autres groupes domestiques ? Cela semble peu probable :

- tout d'abord, le volume des journées de travail échangées reste faible au regard des journées de travail effectuées globalement ;

- ensuite, étant donnée la faiblesse de la productivité du travail, le surtravail capté à l'occasion de cette circulation de force de travail entre les groupes domestiques reste également faible.

Dans ces conditions, l'accumulation à court terme de capital productif destiné à la captation de force de travail ne se cristallise dans aucune accumulation de capital fixe sous forme de moyens de production plus performants. Pour la majorité des groupes domestiques, les stratégies déployées relèvent de la survie à court terme. Pour les groupes domestiques les plus prospères, seule une stratégie hybride, combinant captation de force de travail à court terme et accumulation viagère d'énergie de travail via l'adoption de pré-productifs, semble envisageable. À long terme, les groupes domestiques étant condamnés à éclater à chaque génération, cela ne se traduit par aucune différenciation durable dans les villages.

Dans ce schéma, il faut intégrer le fait qu'à chaque génération un nombre conséquent de jeunes hommes et de jeunes femmes quittent le village pour travailler à Freetown ou dans les mines au sud et à l'est du pays. Ainsi, une part importante de l'énergie de travail formée par les groupes domestiques échappe à la paysannerie dans son ensemble au bénéfice des secteurs économiques qui emploient cette main d'œuvre à des niveaux de salaire calés sur les niveaux de productivité d'une agriculture sous-équipée. Alors que la capitation a presque disparu, que l'agriculture nationale ne produit plus, depuis les années 60, le riz consommé dans le pays, que les exportations agricoles (palmistes puis tabac) ont brutalement chuté dans les années 80-90, le renouvellement à bas coût de la force de travail constitue aujourd'hui la principale forme de l'exploitation du secteur domestique rural, notamment dans le nord du pays.

Ainsi l'analyse de Claude Meillassoux reste d'actualité :

> « *Après diverses formules d'exploitation, travail forcé, sociétés concessionnaires, cultures obligatoires, toutes de rendement aussi médiocre que leur application était brutale, une politique coloniale s'élabora assez généralement en Afrique, tirant parti et organisant les capacités productives de l'économie domestique. A la différence des autres modes de production fondés sur des rapports de classes et d'exploitation, la communauté domestique pouvait être en effet mieux exploitée à moyen terme par sa préservation que par sa destruction. L'exploitation de la communauté domestique s'appuie sur deux de ses propriétés : d'une part celle d'être une organisation productive collective dont l'exploitation est plus avantageuse que celle d'un individu ; d'autre part celle de produire un surtravail* » (Meillassoux, 1975 : 166).

3 De la marginalisation à l'exclusion de la paysannerie en Sierra Leone

Pour conclure ce chapitre, nous allons nous interroger sur les conditions politiques qui permettent, à l'échelle nationale, cette exploitation de la paysannerie et sur les nouvelles formes qu'elle prend aujourd'hui.

Aux chapitres 2 et 3 nous avons analysé, dans leur différentes dimensions, les dynamiques agraires historiques et le développement de la crise que connaît la paysannerie sella limba aujourd'hui. Au chapitre 4, nous avons caractérisé les processus productifs à l'échelle des parcelles et des groupes domestiques. Nous avons identifié un double processus :

- L'intégration économique de la paysannerie sierra léonaise s'est faite dans des conditions défavorables, notamment durant la seconde moitié du XXe siècle. En favorisant les importations de riz à bas coût, le gouvernement a mis la paysannerie nationale en concurrence avec des agricultures beaucoup plus performantes. Aujourd'hui, du riz asiatique et des oignons hollandais sont à vendre sur tous les marchés du pays. En Sella Limba, malgré ces importations massives et la dévalorisation consécutive de leur travail, les producteurs n'ont pas abandonné la production de riz pour se « spécialiser » dans une production agricole destinée à l'exportation. Ils ont trouvé un refuge dans des cultures très exigeantes en travail (piment ou tabac) et éventuellement illégales (cannabis).
- La stagnation, voire le recul, de la productivité du travail de l'agriculture paysanne sierra-léonaise constitue l'autre face, indissociable, de ce processus. Les niveaux de valeur ajoutée des processus productifs ne permettent pas d'amorcer une dynamique d'accumulation de capital productif puisqu'ils permettent à peine la reproduction de la force de travail à court et à moyen terme. Les producteurs cherchent à compléter leur activité agricole en offrant leur force de travail en saison sèche dans les mines d'or ou de diamant ou en migrant pour Freetown. Mais les salaires journaliers offerts aux tra-

vailleurs sans qualification sont maintenus au niveau de la productivité journalière agricole, comme les salaires annuels au niveau de la productivité globale. Les migrations n'ont donc pas permis aux individus d'investir en retour dans les campagnes.

Aujourd'hui, comme nous venons de le montrer, si certains groupes domestiques déploient des stratégies d'accumulation hybrides, la situation de la majorité des producteurs tient plutôt, matériellement, de la survie. Dans ce contexte, le rôle dévolue au secteur domestique s'est limité au renouvellement, à bas coût, de la force de travail, sur l'exploitation de laquelle repose le « développement » économique de la Sierra Leone.

Nous pensons, en effet, que cette analyse est, dans une large mesure, valable au-delà de la diversité des situations agro-écologiques observées et des frontières de la région étudiée. Ce sont ces processus historiques qui correspondent à ce que l'on décrit comme la marginalisation de la paysannerie. Cette marginalisation est d'abord « économique », avec la stagnation de la productivité de cette agriculture sous-équipée et concurrencée par les importations massives en provenance des agricultures les plus performantes et les mieux soutenues. Elle est également « sociale » : le maintien de la population rurale dans la pauvreté contribue à la perpétuation et à la manipulation de rapports sociaux pseudo-traditionnels qui empêchent l'émancipation des jeunes hommes et des jeunes femmes qui n'ont d'autres choix que de se placer sous l'autorité de leurs aîné(e) ou de partir pour travailler pour un salaire de misère.

Nous pensons, enfin, que cette marginalisation est le résultat des orientations politiques qui ont déterminé le modèle de développement de la Sierra Leone et la marginalisation de la paysannerie nationale. Dans cette dernière section, nous verrons que la politique agricole actuelle est duale, avec d'un côté un programme à destinations des « petits producteurs », et de l'autre la promotion active des investissements étrangers dans des exploitations agro-industrielles capitalistes.

3.1 Une politique agricole à destination des petits producteurs peu ambitieuse

Dans les discours officiels, l'agriculture est au centre des préoccupations du gouvernement sierra-léonais. Un engagement politique fort est inscrit dans une série de documents officiels rédigés sous le contrôle des grands bailleurs internationaux. En 2008, dans la « Second Poverty Reduction Strategy », l'agriculture est érigée au rang de priorité nationale au côté de approvisionnement en énergie et de la réhabilitation du réseau de transport :

> *« […] from a pro-poor growth perspective, raising quantity and value-added productivity in agriculture and fisheries is critical to poverty reduction as the majority of Sierra Leoneans are engaged in agricultural and fishing activities. […] »* Dr. Ernest Bai Koroma, president of the Republic of Sierra Leone (Republic of Sierra Leone, 2008)

Quelques mois plus tard, l'agriculture devenait même la priorité « number one » du gouvernement :

> *« We are challenging ourselves again today, because when I came to office last year, energy was my top priority followed by agriculture and infrastructure. I am using this occasion to re-arrange my priorities; and from today, agriculture is our number one priority. […] In the next couple of months, I'll be engaging the Ministry of Agriculture, the Paramount Chiefs, local government officials and farmers on a 24-hour basis. With the support of the international community and the co-operation of the farmers, we will succeed in restoring the dignity of our people and making Sierra Leone a proud nation once more » (*Dr. Ernest Bai Koroma, Président de la République de la Sierra Leone, octobre 2008)[139]

En 2009, le MAFFS (Ministry of Agriculture Forestry and Food Security) publie le « National Sustainable Agriculture Development Plan » (NSADP), censé mettre à exécution les orientations très générales de la « Second Poverty Reduction Strategy » dans le secteur agricole. Avant de se poser la question de l'application concrète des dispositions inscrites dans cette feuille de route, on peut, à la lumière de notre analyse, proposer une lecture du diagnostic sur lequel cette politique repose. Puis nous verrons que, malgré l'usage d'une nouvelle rhétorique très « pro-business », les propositions concrètes à destination des paysans ne diffèrent guère de celles qui prévalaient avant la guerre civile.

[139] Discours prononcé à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation, voir http://thepatrioticvanguard.com/spip.php?article3232 (page visitée le 07/08/14). Voir aussi son discours à la session d'ouverture du parlement en décembre 2012 (http://ernestkoroma.sl/videos/agenda-for-prosperity-agriculture/, accédé le 07/08/14)

3.1.1 Le diagnostic incomplet du National Sustainable Agriculture Development Plan

Suivant un plan classique pour ce type de document officiel, le NSADP s'appuie, dans une première partie, sur une analyse de type « défis / opportunités » pour justifier les actions recommandées dans la seconde partie. Le diagnostic au cœur de la stratégie du gouvernement sierra léonais en matière agricole peut se résumer ainsi[140] : la baisse de la « fertilité » des sols et des rendements des cultures explique la faible « productivité »[141] de l'agriculture et l'impossibilité pour les paysans d'investir dans des moyens de production plus performants (engrais, produits phyto-sanitaires, moto-mécanisation, etc). La situation est aggravée par la difficulté pour les paysans, en amont, d'accéder au crédit et, en aval, de commercialiser leurs production (état des routes et des « filières »).

Pour briser ce cercle vicieux, la principale réponse du MAFFS est d'inciter les paysans à considérer leur activité agricole « comme un business ». En effet, d'après les documents officiels, si les « petits producteurs » n'ont jamais réussi à tirer la croissance économique de leur pays par le passé, c'est que ces derniers auraient une réticence particulière à « sortir de l'autosubsistance » pour intégrer « l'agriculture commerciale ». L'argument prend alors une teinte culturelle voire psychologisante :

> *« The sector faces the following challenges: […] Long-term concentration on subsistence farming:* ***The sector has traditionally been dominated by subsistence farming and so if commercial farming is to be successful, a significant change in the mindset of the farming population may be needed.*** *It will be important to ensure that the farmers are provided with sufficient incentives to make commercial farming attractive enough for them ». (Republic of Sierra Leone, 2008: 70)*

> *« Productivity improvement in agriculture rests on the removal of a number of structural constraints affecting the sector.* ***The key constraints are the adherence to the subsistence method of farming****, rudimentary tools, vulnerability to climate, pest and market conditions as well as high rate of illiteracy, which increases the risk factor facing intensive agriculture activities ». (Gomez y Paloma et al, 2012: 45)*

[140] Nous laissons de côté dans cette analyse :
- les thématiques incontournables, problèmes de « genre », la « jeunesse », dont l'évocation est clairement destinée à satisfaire les recommandations des bailleurs internationaux sans qu'elle ne débouche sur aucune proposition concrète ;
- la « crise de l'expertise » (manque de personnel qualifié dans les services de vulgarisation, faiblesse des salaires, dégradation des infrastructures de recherche) qui semble être une revendication (légitime) de la communauté des agronomes sierra-léonais adressée aux bailleurs internationaux.

[141] Le terme n'est jamais explicité dans le document.

> *« To realise objectives set in the NSADP – positioning agriculture as the engine of socio-economic growth and development – a number of core areas have been identified as priority: (i)* ***farmers need a shift in attitude and perspective to view farming as a business*** *–they need to adopt new skills and strategies to increase economic returns by organising and operating in groups and associations in order to enter into business ventures, adopting business models and focusing on generating profits through more commodity based value chain approaches; […] »(MAFFS, 2010: 14)*

C'est sur ce point que le diagnostic du MAFFS diverge du nôtre : nous avons vu que si aujourd'hui l'agriculture paysanne sierra-léonaise est toujours à très faible niveau de capital ce n'est sûrement pas à cause d'une supposée réticence au « business », mais, au contraire, parce que son intégration à l'économie marchande s'est faite dans de trop mauvaises conditions. Si aujourd'hui, les paysans de Sella Limba favorisent effectivement la production de riz autoconsommé ce n'est pas parce qu'une hypothétique tradition pèserait sur leur choix, mais parce que, dans les rapports de prix actuels et étant donné l'aléa qui pèse sur les marchés, produire des céréales pour les consommer reste la meilleure option qui s'offre à eux. Mais cette option ne les empêche pas de « produire pour un marché » comme cela a été notamment le cas historiquement successivement pour les palmistes, le riz, le tabac et aujourd'hui le piment.

3.1.2 Le « Smallholder Commercialization Programme » : nouveau slogan mais vieilles recettes

Ce plan général trouve son application la plus concrète dans une feuille de route détaillant les actions qui doivent mises en œuvre entre 2010 et 2015 : le « Smallholder Commercialization Plan » (SCP) (MAFFS, 2010). Ce document rassemble la plupart des actions du MAFFS à destination de l'immense majorité des producteurs agricoles du pays (dans l'ordre de leur importance du point de vue des sommes allouées sur le théoriquement[142]) :

- les programmes d'aide alimentaire (et les diverses variantes) en collaboration avec le PAM concentre 35 % des ressources du SCP ;

[142] Le SCP correspond pour 2010-2014 à un budget de 378 millions de dollars (MAFFS, 2010). Les données fournies peuvent être prises comme une indication des priorités qu'affichent le gouvernement et le MAFFS. Cependant elles ne correspondent pas aux sommes réellement engagées : (i) une grande part de cet argent dépend de financements internationaux, (ii) dans le but de respecter l'engagement de consacrer 10 % du budget à l'agriculture et à la sécurité alimentaire internationaux (déclaration de Maputo en 2003) de nombreuses dépenses non strictement agricoles sont affectées à l'agriculture, comme notamment la réhabilitation des infrastructures routières (iii) une grande part des sommes annoncées n'est jamais dépensée (Curtis, 2013).

- la réhabilitation des routes et des pistes a explicitement pour objectif de permettre à la fois l'emploi dans les zones rurales et l'amélioration de l'accès physique des producteurs au marché, cette composante correspond à 25 % du SCP d'un point de vue budgétaire ;
- la principale nouveauté affichée du SCP est la constitution d'« Agricultural Business Centres » (ABCs), formés par 3 à 5 « Farmer-Based Organisations » (FBO), le réseau des FBO et des ABCs devant devenir l'interlocuteur des services de vulgarisation du MAFFS dans les campagnes. La distribution de « star-up kits » (semences, engrais de synthèse et phytosanitaires) et de moyens de production et de transformation moto-mécanisés – tracteurs, décortiqueuses, râpes pour la fabrication du manioc – doit permettre de motiver leur constitution. À terme, les ABCs doivent devenir des entités commerciales indépendantes délivrant des « services » dans les zones rurales. Cette composante, au cœur du SCP, représente 18 % de son budget.
- L'aménagement des bas-fonds et la promotion de la riziculture inondée reste une priorité pour le MAFFS (13 % du budget), l'objectif officiel est désormais celui d'une « transition graduelle » de l'agriculture d'abattis-brûlis (« damaging and low yielding but diversified ») au profit de la riziculture inondée dans les bas-fonds, dont on estime qu'ils ont, intrinsèquement, un « better fertility status » ;
- le développement du micro-crédit est pensé à deux échelles : (i) les « Financial Services Associations » (FSAs) doivent répondre aux besoins des « pauvres ruraux », mais leur financement devra être autonome, ce qui est assez paradoxale ; (ii) les « Community Banks » ciblent les « advanced smallholders », membres des ABCs. Ces dernières doivent être soutenues à leur création par le gouvernement et le volet « micro-crédit » représente 7 % du budget du SCP.

Malgré l'affichage d'un nouveau slogan (« *farming as a business* »), les dispositions concrètes du SCP sont peu ou prou celle des « Integrated Agricultural Development Project » (IADP) des années 80. Si une nouvelle rhétorique très pro-business se met en place, probablement pour s'adapter aux exigences des bailleurs internationaux dont dépend le bouclage du budget, les constantes de la politique agricole en Sierra Leone restent en place.

Nos enquêtes en Sella Limba ne nous permettent pas de tirer un bilan du SCP et de son application puisque en 2011, aucune action concrète dans la région étudiée n'était engagée dans ce cadre. Mais d'après Curtis (2013), environ 150 agents du MAFFS sont « sur le terrain » (soit 1 agent pour 8 900 agriculteurs). Ces derniers sont payés environ 150 000 Le/mois (un

orpailleur peut gagner le double). Ainsi, le même auteur rapporte qu'environ la moitié des sommes allouées sont réellement dépensées par le MAFFS. Dans ces conditions, les objectifs du SCP sont irréalisables. Mais même réalisés, ce plan reste modeste dans ces ambitions. Si tous les FBOs et de ABCs évoqués étaient mis en place, par exemple, ces organisations ne concerneraient que 20 % des paysans. De toutes manières, le soutien apporté à ces nouvelles institutions ne doit être, dans le meilleur des cas, que ponctuel. En effet, le MAFFS (2009 : 14) prévient :

> *« In the past,* [the] *opportunities* [for increasing production] *were successfully developed but at a high cost of unsustainably high subsidies and political manoeuvring that ultimately resulted in failures. Lessons from other countries indicate the need to improve the private sector – or even to encourage the development of private sector actors such as producer companies – and for government to provide an enabling environment which may include smart subsidies, regulation and some public goods such as research and extension ».*

Mais nous verrons que « l'environnement propice » qu'évoque au passage ici le MAFFS n'est pas vraiment destiné à encourager les petits producteurs.

3.1.3 Une politique agricole plus ambitieuse à destination des « petits producteurs » est-elle possible ?

Qu'elles constituent de vieilles recettes et qu'elles restent lettre morte ne disqualifient pas ces propositions par principe : aucune des propositions avancées dans le SCP n'est intrinsèquement « bonne ou mauvaises »[143]. Mais, même financée et réalisée, aucune de ces actions n'a beaucoup de chance de produire des effets bénéfiques pour les petits producteurs dans un contexte où la politique économique n'encourage ni ne permet à la majorité d'entre eux de capitaliser dans des moyens de productions plus performants. C'était déjà le cas avant la guerre civile. Proposant une évaluation du « Northern IADP », Karimu et Richards (1980) écrivaient en présentant le projet :

[143] Nous avons d'ailleurs discuté plus en détail les questions relatives à la moto-mécanisation, à l'accès des engrais de synthèse et à la promotion des aménagements de bas-fonds dans le paragraphe sur les projets de développement agricole locaux ou régionaux (chapitre 4, section 4).

> « *The project's planners assumed that the low output, productivity and degree of market involvement of peasant farmers in northern Sierra Leone stemmed from :*
> *i) poor technology (continuance of shifting cultivation, use of low-yielding 'traditional' rice varieties, etc.)*
> *ii)credit problems (inadequate access to capital, exorbitant interest rates)*
> *iii) absence or inadequacy of vital infrastructure (especially farm-access roads)*
> […] *it should be noted that the project operates in a context of economic policies, including maintenance of exchange rate facilitating cheap staple food imports* […]. *political choices to import rice at times of periodic shortage* […] *rather than allowing price rises to stimulate local production make it difficult for projects innovations to realise their full potential*. » (p.2)

Le « contexte de la politique économique » évoqué par ces auteurs a beaucoup évolué depuis l'époque des IADP. Le gouvernement sierra-léonais n'exerce plus aucun contrôle sur le taux de change ni sur les importations / exportations de produits agricoles. Mais les tarifs douaniers restent très faibles[144]. Par ailleurs la privatisation de l'import / export n'a absolument pas mis fin à la situation monopolistique : les importations de riz sont contrôlées par 4 sociétés, dont la plus grosse pèse les deux tiers du marché (Attawia, 2010). Si le gouvernement ne fixe plus les prix agricoles, les producteurs sierra-leonais restent directement en concurrence avec les grands exportateurs mondiaux, plus performants et mieux soutenus par les pouvoirs publiques.

Mais les documents officiels n'offrent aucune réflexion critique sur les politiques agricoles ou économiques des décennies précédant la guerre civile. Le diagnostic initial du MAFFS est enfermé dans un double déterminisme, technique et culturel. Le choix d'une ouverture presque totale aux importations et d'une libéralisation totale des échanges n'est jamais discuté, ni même évoqué, dans les documents qui traitent de la « politique agricole ». Cette orientation de la politique économique en général, et de la politique tarifaire en particulier, est pourtant décisive pour l'avenir de l'agriculture nationale et pourrait bien, comme à l'époque des IADP, rendre caduques les actions ponctuelles prévues par le SCP.

Ainsi le développement des infrastructures, censé faciliter l'accès des paysans au marché, les mettrait plus encore en concurrence directe avec les importations à bas prix sur les marchés locaux des villes secondaires. Nous savons, par exemple, que jusqu'aujourd'hui l'huile de palme consommée à Kamakwie (environ 10 000 habitants) était produite localement. Les paysans ne subiront-ils pas la concurrence de l'huile végétale importée, comme dans les villes mieux connectées au marché mondial, quand la piste carrossable jusqu'à Makeni sera gou-

[144] 7 % pour le riz en général et 0 % pour les brisures en particulier en 2011 (source : www.wto.org/..., accédé le 07/08/14).

dronnée ? Même le développement des infrastructures routières, politique légitimement populaire en Sierra-Leone vu l'état des routes, pourraient avoir des effets pervers sur l'agriculture paysanne, étant donnée l'orientation des politiques économiques poursuivies.

La recherche, à tous prix, de la « compétitivité » nationale sur le marché mondial des capitaux guide les choix du gouvernenement. En Sierra Leone, cette stratégie incite le gouvernement à essayer de tirer parti des deux principaux « atouts » du pays : « d'abondantes richesses naturelles inexploitées » (sous entendu disponibles) et « une main-d'œuvre bon marché » (sous entendu corvéable à merci). Si ces orientations ne sont pas évoquées, encore moins discutées, c'est qu'une politique qui viserait réellement à enrayer la marginalisation de l'agriculture paysanne nationale impliquerait un relèvement des prix agricoles, notamment en relevant les tarifs douaniers pour protéger l'agriculture nationale, et donc une revalorisation des salaires, dont la plus grande part est consacrée en Sierra Leone à la consommation alimentaire. C'est la « stratégie globale anti-crise » proposée déjà en leur temps par Mazoyer et Roudart (1997 : 492-3).

3.2 Les projets d'exploitation agro-industrielle financés par des capitaux étrangers

En effet, si le MAFFS affiche le SCP comme étant le cœur de son action, paradoxalement il n'est pas le volet le plus important de la politique agricole de la Sierra Leone aujourd'hui. En parallèle de cette politique à destination des « petits producteurs », le gouvernement a fait de l'attraction des capitaux étrangers une priorité de son action. Si tous les secteurs de l'économie sont concernés (tourisme, minerais, hydrocarbures, etc.), l'agriculture figure en bonne place.

Le gouvernement s'appuie, pour motiver cette politique, sur la capacité du secteur agricole capitaliste à « tirer la croissance ». Pour convaincre les détenteurs des capitaux, il mise sur la faiblesse du coût des « facteurs de production » dans le pays. Cette campagne de promotion connaît un succès certain puisque nombre de projets d'exploitations agro-industrielles sont déjà en train de se concrétiser. Bien que ces développements soient récents, nous essaierons, en nous appuyant sur un cas précis et à la lumière de notre diagnostic agro-économique, de mesurer l'écart entre les objectifs affichés de cette politique et ses résultats probables.

3.2.1 La promotion active des projets agro-industriels financés par des capitaux étrangers en Sierra Leone

Une politique agricole duale : le MAFFS et la SLIEPA

Par contraste avec les vieilles recettes des actions de développement agricole à destination des « petits producteurs », la promotion des projets agro-industriels financés par des capitaux étrangers représente une politique relativement récente. Porté par un contexte économique et institutionnel favorable au niveau global (El Ouaamari, 2013 : 473), le gouvernement élu en 2007 a fait de cette politique son fer de lance. Il a notamment lancé une campagne active pour inciter les détenteurs de capitaux à investir en Sierra Leone, notamment dans des projets agro-industriels. La Sierra Leone Investment and Export Promotion Agency (SLIEPA) constitue, depuis 2008, l'agence gouvernementale en charge de cette campagne. Sa création institutionnalise de fait la dualité de la politique agricole : d'un côté les programmes du MAFFS, essentiellement destinés aux « petits producteurs » et dépourvus d'ambition comme de moyens, et, de l'autre, l'action de la SLIEPA, portée politiquement par le président Koroma et les bailleurs internationaux, explicitement destinée aux détenteurs de capitaux (multinationales du secteur agricole ou de l'énergie, mais également fonds de pensions ou fonds souverains)[145].

À l'origine de cette politique, il y a l'idée que la paysannerie s'est montrée incapable de sortir par elle-même de la pauvreté, les pratiques archaïques des paysans sierra-léonais leur permettant à peine de survivre. Les propos du représentant local de la FAO et du ministre de l'Agriculture, rapportés par Baxter (2011 : 12), illustrent ce point de vue :

> *« You need to commercialize by providing machinery, labor-saving equipment. You know hoes and cutlasses are not anything for agriculture any more. You can use them for small jobs, but go out in the West, in America, we are talking about machines ».* Dr. Joseph Sam Sesay, Minister of Agriculture,Forestry and Food Security, Sierra Leone

> *«* [In Sierra Leone], *one of the biggest problems that farmers have is that they don't have any traction, they work with a hoe. I don't know if you've ever worked with a hoe, you can't do too much land preparation with a hoe ».* Kevin Gallagher, FAO Representative, Sierra Leone

Sur le marché mondial et régional des produits agricoles, alimentaires ou non, le gouvernement table sur de très bonnes perspectives. S'il n'est pas envisagé que les producteurs nationaux puissent tirer parti de cette conjoncture favorable, il apparaît essentiel d'attirer en Sierra

[145] Baxter (2013 : 14) rapporte les témoignages d'agent du MAFFS qui s'inquiètent des contradictions croissantes que génèrent cette politique duale.

Leone les capitaux qui permettront de développer les activités à même de « créer de l'emploi ». C'est un des objectifs affichés du « win-win partnership » que propose la SLIEPA dans le préambule de sa présentation « Sierra Leone : Africa's New Investment destination »[146].

Il y a une contradiction interne à ce discours. Si les modes d'exploitation du milieu actuels, à faible niveau de capital et très intensif en travail, sont remplacés par de nouveaux modes d'exploitation du milieu à très fort niveau de capital, qu'adviendra-t-il des actifs agricoles « surnuméraires » ? Nous verrons dans un cas concret que la création d'emplois salariés peut dissimuler la destruction d'emplois agricoles à l'échelle d'un territoire.

Ces investissements sont possibles car, d'après la SLIEPA, non seulement les paysans sierra-léonais végètent dans l'auto-subsistance, mais, de surcroît, sont incapables d'exploiter les ressources du pays. D'après l'agence gouvernementale 11 % seulement des terres arables du pays seraient cultivées (figure 84). Cette donnée récurrente dans les documents officiels, dont la source n'est jamais précisée, ne prend évidement pas en compte les modes d'exploitation du milieu et le fait que la reproduction de la fertilité nécessite de plus ou moins longues période de recrû spontané. Une grande partie des terres exploitées ne sont pas, une année donnée, cultivées. Si l'on considère les statistiques officielles disponibles il y aurait 1 340 000 actifs agricoles en Sierra Leone et, d'après la SLIEPA, 5,4 millions d'hectares de terres arables. Il y aurait donc, en moyenne au niveau national, 4 ha/actif total. Or, en Sella Limba, où l'on observe justement une grande diversité de modes d'exploitation du milieu, nous avons observé qu'un actif exploite entre 1,5 et 9 ha (graphique 11). Affirmer qu'à l'échelle nationale 89 % de la terre arable n'est pas cultivée c'est dissimuler le fait que le développement de projets agro-industriels sur de grandes surfaces sera synonyme de changement dans l'affectation des sols. L'éviction et la « concentration » des actifs agricoles sur les surfaces résiduelles se traduira nécessairement, à l'échelle des territoires concernés, par des modifications profondes des modes d'exploitation du milieu actuel.

[146] Disponible sur le site de la SLIEPA : www.investsierraleone.biz (accédé le 07/08/14)

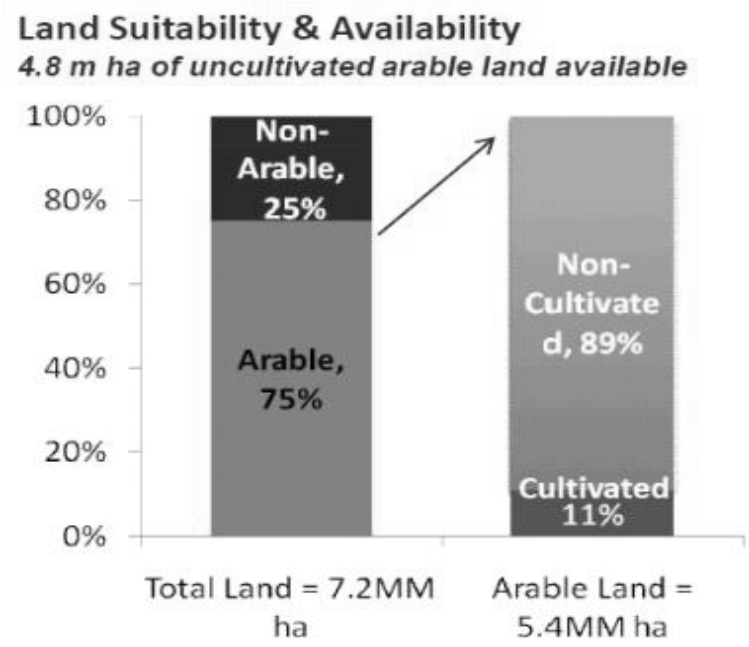


Fig. 84: Terres arables et terres disponibles/ d'après la SLIEPA
Capture d'image de la présentation « Agri-business, Sector Overview » disponible sur le site de la SLIEPA (www.investsierraleone.biz, accédé le 07/08/14)

Mais la SLIEPA ne se contente pas de faire la démonstration de l'intérêt supposé pour la Sierra Leone du développement des exploitations agro-industrielles capitalistes. L'agence mène surtout une campagne active à destination des porteurs de capitaux. Elle identifie des sites, « de plus de 10 000 ha », en fonction des conditions agro-climatiques régionales ; organise des visites avec des « investisseurs » en provenance de différents pays ; facilite la signature de baux emphytéotiques avec les « landowners » et les autorités locales (Paramount Chiefs, District Council) ; enfin, elle promet pour bientôt la numérisation sur l'ensemble du territoire national d'un véritable cadastre. Dans ce contexte, les projets de réforme foncière en préparation visent, selon la logique du « code de conduite » (FAO et al, 2010), à encadrer les investissements sur de grandes surfaces dans l'optique de les faciliter et de les pérenniser.

Mais, adressés aux investisseurs, l'argumentaire de l'agence gouvernementale porte ailleurs.

Au centre de l'intérêt croissant des « investisseurs » pour la Sierra Leone : la faiblesse du coût des facteurs de production

Dans ses présentations à destination des investisseurs[147], la SLIEPA chercher à démontrer les avantages comparatifs dont disposeraient la Sierra-Leone dans la compétition internationale sur le marché des capitaux. La Sierra-Leone dispose certes de conditions climatiques favorables pour certaines productions. Mais elle partage ces conditions avec beaucoup d'autres pays des régions inter-tropicales. C'est surtout « le faible coût des facteurs de production » qui est mis en avant.

L'accès à la terre tout d'abord. Il en reviendra aux propriétaires des exploitations agro-industrielles entre 5 et 20 USD/ha/an. Le prix « recommandé » aujourd'hui par le gouvernement est de 12 USD/ha. Plus loin, les investisseurs sont prévenus : selon des « indications récentes » ces loyers seraient trop faibles et ils doivent se préparer à payer dans l'avenir jusqu'à 40 USD/ha[148]. Mais, la SLIEPA souligne que ces loyers restent largement en dessous de ceux des pays concurrents (le Brésil, l'Indonésie et la Malaisie sont cités pour exemple).

En Sierra Leone, il ne reste, selon l'agence, que « peu de forêt vierge », essentiellement dans des réserves naturelles situées le long des frontières. La « déforestation » souvent présentée comme un drame nationale (voir page 27) devient ici une opportunité : les investisseurs sont assurés de ne pas voir leur réputation entachée par des scandales environnementaux.

Le gouvernement regrette que le coût de l'énergie électrique reste élevé en Sierra Leone et espère pouvoir tirer parti des premières usines de biocarburants pour faire baisser la facture. Par contre, l'utilisation de l'eau n'est soumise à aucune charge pour les investisseurs, annonce fièrement la SLIEPA.

[147] L'essentiel des informations de ce paragraphe sont issues de ces présentations (SLIEPA, s.d.) toutes disponibles sur le site de la SLIEPA (www.investsierraleone.biz, accédé le 07/08/14) :
- « Agri-business, Sector Overview » ;
- « Leasing Agricultural Land in Sierra Leone, Information for Investors » ;
- « Sierra Leone Investment Outreach Campaign : Opportunities for Investors in the Oil Palm Sector » ;
- « Sierra Leone Investment Outreach Campaign : Opportunities for Investors in the Sugar Sector » ;
- « Sierra Leone Investment Outreach Campaign : Summary Presentation of Rice and Cocoa Investment Outreach Strategy ».

[148] Ces « indications récentes » seraient une allusion des débats au sein de l'administration au sujet de cette politique qui court-circuite de fait le MAFFS (Baxter, 2011 : 19-20) et à la constitution récente d'une opposition organisée à l'installation de ces exploitations agro-industrielles (lancement en 2012 de l'« Action for Large scale Land Acquisition Transparency, ALLAT » par exemple).

Le « coût du travail » est un élément clé dans ce dispositif. Chaque présentation le rappelle : la journée de travail coûte entre 2 et 3 USD en Sierra Leone, beaucoup moins qu'en Afrique du Sud, au Brésil ou même qu'en Inde d'après la SLIEPA (voir figure 85). Mieux : le gouvernement promet aux investisseurs un « droit du travail flexible » et la possibilité de payer les travailleurs à la tâche.

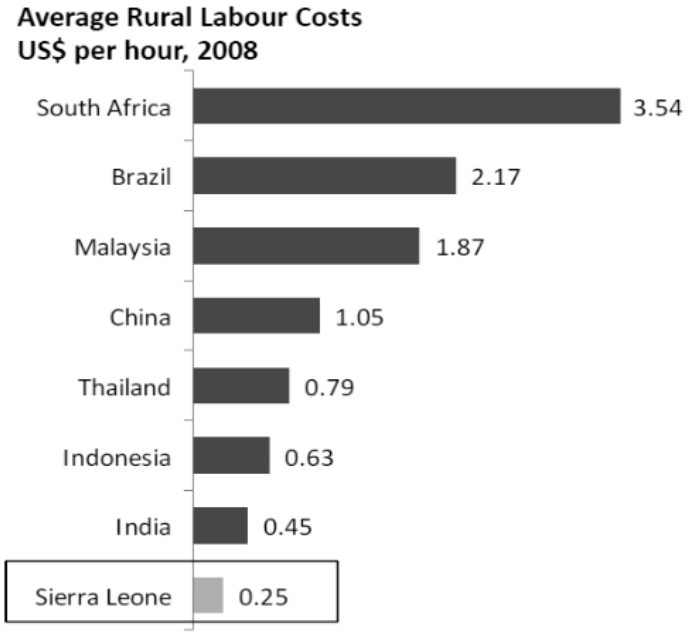


Fig. 85: Coût du travail dans les campagnes d'après la SLIEPA
Capture d'image issue des présentations « Sierra Leone Investment Outreach Campaign » disponible sur le site de la SLIEPA (www.investsierraleone.biz, accédé le 07/08/14)

Concernant enfin la fiscalité, la SLIEPA promet des « taux très attractifs ». Il se s'agit pas d'une publicité mensongère puisque effectivement le gouvernement assure l'exemption totale de l'impôt sur le bénéfice des sociétés pendant 10 ans, et l'exemption totale et illimitée des droits d'entrée sur les machines et le matériel végétal et des taxes sur les dividendes. Mais surtout, Baxter (2013 : 66) montre que le gouvernement est disposé à négocier au cas par cas de dispositions meilleures encore.

Ainsi le gouvernement sierra-léonais joue à fond la carte de la « compétitivité » face à ses concurrents mondiaux. Cette politique suppose une libéralisation totale des échanges et un coût du travail le moins élevé possible. En Sierra Leone, le niveau des salaires est directement connecté au coût de l'alimentation et donc aux prix des produits agricoles. On comprend mieux pourquoi, à l'échelle nationale, cette politique est incompatible avec la création de conditions plus favorables pour que la majorité des paysans puissent accumuler des moyens de production plus performants et contribuer au développement économique national. Les inté-

rêts des « petits producteurs » et des « investisseurs » apparaissent à ce niveau inconciliables. Ainsi, même les paysans qui ne voient pas l'accès à leurs terres menacé directement par un des projets agro-industriels, sont indirectement affectés par la politique économique qui vise à favoriser ces derniers.

3.2.2 Le projet d'exploitation de canne à sucre pour la production et l'exportation de bio-éthanol dans le sud du district de Bombali

Pour illustrer la manière dont les investissements pourront affecter les dynamiques agraires à l'échelle locale dans les territoires directement concernés par l'appropriation foncière, nous avons choisi de nous pencher sur le cas d'une exploitation de canne à sucre pour la production et l'exportation de bio-éthanol. Le projet est lancé en 2009 au sud du district de Bombali. Il devrait atteindre son niveau de production de croisière en 2015. Le choix de ce cas d'étude s'explique pour deux raisons :

- Tout d'abord, la concession est située dans une région dont les caractéristiques agro-écologiques sont similaires à celle de la zone « Ouest » de la Sella Limba (voir page 71 et 411). Si, comme nous en faisons l'hypothèse, les modes d'exploitation du milieu sont similaires dans ces deux régions, l'analyse des systèmes de culture et de production propres à la zone agro-écologique Ouest de la Sella Limba pourra être mobilisée pour évaluer l'impact du projet[149].
- Par ailleurs, il s'agit probablement du projet pour lequel le plus d'informations sont disponibles. C'est un projet « phare », dont le président lui-même veut faire un modèle. L'Environmental Social Health Impact Assesment (CSE, 2009), étude d'impact préliminaire obligatoire, a été longtemps, par exemple, disponible sur le site d'Addax BioEnergy[150]. Par ailleurs, une journaliste d'investigation, Joan Baxter, a fait, pour le

[149] L'étude d'impact indique que dans zone étudiée, 17 825 personnes (vieillards et enfants compris) vivent sur 33 500 ha. La densité de population, environ 50 habitants / km², est donc à peine plus élevée que pour la zone Ouest de la Sella Limba. Si un niveau de densité de population n'implique pas un mode d'exploitation du milieu, cette observation conforte notre hypothèse sur laquelle repose cette comparaison entre la zone des bolilands impactée par le projet et la zone des bolilands de la Sella Limba.

[150] Avant d'être finalement retiré courant 2013, seul son résumé est disponible (www.addaxbioenergy.com, accédé le 07/08/14)

compte d'« Action for Large-scale Land Acquisition Transparency (ALLAT) » une étude d'impact alternative détaillée de ce projet (Baxter, 2013). Les informations sur le projet utilisées dans ce paragraphe sont essentiellement issues de ces deux documents.

Le projet d'Addaxbioenergy : la production d'éthanol pour l'export

Addax Bioenergy, une filiale du groupe suisse AOG, a lancé en 2009 le projet d'une exploitation de canne à sucre associée à une usine de production d'éthanol. L'objectif est de produire à terme 85 000 m^3 d'éthanol et de l'exporter en Europe via le port de Freetown, où une autre filiale d'AOG (Oryx Energies) gère le terminal pétrolier.

La canne à sucre sera produite sur une vingtaine de blocs totalisant 12 500 ha (10 500 ha en production et 2000 en « jachère » selon les termes utilisés). Aux parcelles elles-mêmes, il faut ajouter la surface mobilisée par les installations industrielles, les routes et autres infrastructures ainsi que par les « zones tampons » nécessaires au respect du cahier des charges environnemental. En tout le projet mobilisera donc environ 15 500 ha de surface au sol. Néanmoins les baux concerneraient une surface beaucoup plus importante, environ 44 000 ha. La société paie un loyer annuel de 12,35 USD par an et par hectare dont 7,9 USD (34 207 Le en 2011) reviennent aux « landowners ».

En Sella Limba, la VAN par hectare du système de culture le plus extensif est environ de 350 000 le/ha/an (graphique 6). Celle du système de riziculture inondée dans les cuvettes s'élève à 1 300 000 le/ha/an. Le loyer est donc 10 à 40 fois inférieur à la VAN par hectare des systèmes de culture typiques de ce milieu agro-écologique et ceci en prenant en compte toutes les terres exploitées, quelle soient cultivées une année donnée ou abandonnées au recrû spontané. Tandis que les promoteurs du projet prétendent que ces terres sont sous-exploitées, les loyers reversés par la compagnie sont sans commune mesure avec la richesse créée par les paysanneries locales sur ces terres. Il resterait à interroger, étant donné les rapports fonciers qui prévalent aujourd'hui dans les campagnes sierra-léonaises, comment ces loyers seront répartis au sein de la population locale[151].

En offrant les conditions les meilleures aux détenteurs de capitaux étrangers, la politique de promotion des exploitations agro-industrielles entraîne l'exclusion des paysans dans de vastes périmètres. Sur les terres exploitées régulièrement et de longue date, cette exclusion est une spoliation du capital fertilité accumulé par les générations antérieures du fait de l'anthropisation du milieu cultivé. Sur les terres exploitées moins régulièrement, en marge des zones habi-

[151] Nous n'avons trouvé aucune indication sur la manière dont ces « landowners » ont été identifiés ni sur la manière dont les loyers de la terre sont distribués au sein des parentés et des villages.

tées, l'accaparement des terres provoque la fermeture des « frontières agricoles ». C'est donc fermer la porte à la possibilité d'une colonisation de ces milieux par les paysanneries locales. Cette éventualité est pourtant un développement envisageable, comme nous montre l'arrivée massive de paysans dans les marges Est et Ouest de la Sella Limba, avec la transformation durable des milieux concernés, à l'époque où un secteur vivrier marchand était en pleine expansion (voir chapitre 3, section 1).

Création d'emplois salariés, destruction d'emplois agricoles

La mise en place du projet permet-elle la « création » d'emplois ? La question est importante puisqu'elle est au centre de l'argumentaire déployé aussi bien par les agences internationales, que par le gouvernement ou l'entreprise. Le mémorandum d'entente entre le gouvernement et Addaxbioenergy avance le chiffre de 4000 emplois à partir de 2013. L'implantation du projet a effectivement généré un certain nombre d'emplois directs. Le site internet d'Addax-Bioenergy[152] indique 2007 « salariés nationaux », tandis que Baxter (2013 : 44) a observé entre 1669 et 1444 employés sierra-léonais fin 2011. Leur salaire s'élève, d'après cette auteur, à 16 500 Le/jour (fin 2012, soit environ 14 618 Le ou 2,7 € en 2011).

On peut remarquer tout d'abord que ces salaires sont à peu près les mêmes que ceux offerts aux orpailleurs en Sella Limba. La plupart des travailleurs d'Addaxbioenergy sont employés, comme dans les mines, sur une base journalière (Baxter, 2011 : 44). Nous avons déjà observé que ces salaires étaient inférieurs aux niveaux de productivité journalière du travail des systèmes de culture. C'est particulièrement vrai pour les systèmes de culture qui caractérisent la zone des bolilands (SC3 et SC5, voir graphique 8).

Les données varient beaucoup entre les différentes sources disponibles (l'entreprise, les autorités et les associations qui s'opposent au projet). Mais répondre à la question de la « création d'emplois » n'implique pas seulement de compter le nombre d'ouvriers qu'AddaxBioenergy emploie et emploiera. Il s'agit également de chercher à évaluer le nombre d'emplois détruits par l'implantation de l'exploitation de canne à sucre et de l'usine. Pour cela, on peut chercher, en fonction du mode d'exploitation du milieu, à combien d'actifs agricoles correspondent les surfaces mobilisées :

[152] www.addaxbioenergy.com, accédé le 11/10/13.

Pour une première évaluation a minima de cette donnée, on prend en compte la surface mobilisée au sol par la canne à sucre, les infrastructures et l'usine : 15 500 ha. Or, nous avons vu que dans la zone des bolilands à l'ouest de la Sella Limba chaque actif exploite, « typiquement », entre 4 et 6 ha, recrû compris (graphique 11). 3 100 à 3 875 actifs agricoles pourraient donc travailler sur ces 15 500 ha si le projet d'Addax n'avait pas vu le jour.

Une analyse spatiale plus pointue aggraverait probablement ce bilan. En effet, le mode d'exploitation que met en place Addaxbioenergy tel que le décrit l'étude d'impact (CSE, 2009 (in) « Project Description ») est fondamentalement différent de celui que les paysans ont mis en place dans les bolilands :

- Ces derniers essaient de profiter au mieux, pour remplir les calendriers de travail, de toute la diversité que leur offre la mosaïque paysagère. Dans la zone des bolilands, les pratiques culturales permettent d'exploiter l'ensemble des cuvettes une même année, depuis le fond jusqu'à leurs périphéries. À l'échelle des systèmes de production, les paysans alternent ou combinent l'exploitation de ces cuvettes avec la culture des savanes arborées situées dans les terres pluviales.
- Dans l'exploitation industrielle, au contraire, la canne à sucre sera cultivée dans un environnement le plus homogène possible (nivellement des parcelles « au laser ») et selon des techniques standard propres à assurer le meilleur rendement. Une première observation des cartes fournies par l'étude d'impact semble indiquer Addaxbioenergy, pour répondre à la fois aux contraintes liées à la mécanisation et à l'irrigation des parcelles, cherche à s'implanter à l'interface entre les cuvettes inondées et les terres pluviales, c'est-à-dire entre le fond des cuvettes inondées et le sommet des collines pluviales.

En monopolisant une partie seulement de l'agro-écosystème, les plantations vont probablement limiter voire empêcher l'exploitation des autres facettes de la mosaïque. En fonction de la zone considérée comme « impactée », le nombre d'actifs agricoles perdus pourrait donc être beaucoup plus important. L'étude d'impact porte sur une zone de 33 500 ha qui inclut les 15 5000 ha mobilisés au sol par le projet (CSE, 2009 : 22 (in) « Social Impact Assessment »). Si l'on considère, qu'il ne sera plus possible d'exploiter l'ensemble de cette zone, alors le nombre d'emplois agricoles détruits sera situé entre 5 583 et 8 375.

Cette seconde estimation correspond probablement à une hypothèse haute. Les paysans vont adapter leurs pratiques à cette nouvelle contrainte que représente l'accaparement d'une très grande part du milieu cultivé. Pour pouvoir préciser ce point, il faudrait observer *in situ*

comment la situation évolue. Néanmoins, mêmes sommaires, ces estimations montrent que considérer le coût d'opportunité réel d'un projet agro-industriel monopolisant de grandes surfaces permet d'éclairer la question de « l'emploi » rural sous un autre jour. Le projet va détruire autant d'emplois agricoles, voire beaucoup plus, qu'il ne va générer d'emplois de salariés précaires et faiblement rémunérés .

Mais pour prendre en compte le « coût d'opportunité » d'un tel projet, il ne faut pas considérer la situation d'un point de vue statique, mais telle qu'elle *aurait pu* évoluer (positivement ou négativement). Trop souvent, sont confondues les situations « avant » le projet et « sans » le projet en question (Dufumier, 1996 : 200). Cette lacune, que partagent aussi parfois les détracteurs du projet, est particulièrement saillante dans l'étude d'« impact sur l'utilisation de la terre » (CSE, 2009 : 37 (in) « Land-use Impact Assessment »). Les auteurs calculent les surfaces « requises » par les paysans d'un côté et par la compagnie de l'autre, pour constater qu'« il y a de la place » pour le projet. Nulle part n'est mentionnée ne serait-ce que l'hypothèse (probable) de la croissance de la population qui viendrait perturber ce bilan comptable.

Le SHOG (Small-Holder and Out-Growers) est la réponse d'Addax à toutes ces critiques. Ce programme, financé par l'entreprise, a deux composantes :

- support aux paysans impactés surtout via des formations sur des sujets aussi diverse que l'irrigation, le « business » ou la prévention contre le SIDA ;
- contractualisation de certains producteurs pour la fourniture de manioc et de canne à sucre à l'usine.

Les programmes de « support » aux « petits producteurs » s'inspirent explicitement du programme du SCP du MAFFS. Nous ne revenons pas sur l'analyse de ces actions de développement. En ce qui concerne la contractualisation, l'approche est très similaire à celle de la compagnie de tabac en son temps. L'intérêt du programme pour les paysans dépendra des prix pratiqués en amont (fertilisants et autres services) et en aval (récoltes) et donc du partage de la valeur ajoutée entre les producteurs directs et la compagnie. Mais dans tous les cas, le SHOG ne constitue en soi une réponse aux problèmes soulevés par l'implantation de l'exploitation agro-industrielle dans la zone.

Pour conclure, si la mise en place d'une exploitation agro-industrielle comme celle d'Addaxbioenergy entraîne la création d'emplois salariés faiblement rémunérés, celle ci se fait au détriment de l'activité agricole paysanne et correspond à une forme de destruction d'emplois agricoles. Tout indique que les transferts de la compagnie vers une partie de la population lo-

cale, sous forme de salaires et de loyers, ne pourront compenser ces destructions[153]. On est typiquement dans la situation où « *les accaparements fonciers de grande envergure se traduisent inévitablement par une destruction nette d'emplois* » (Cochet, 2014 à paraître).

Cette politique d'exclusion de la paysannerie et de destruction de l'emploi agricole « paysan » est cohérente avec la vision portée par les institutions internationales. Dans son rapport 2008 « *L'agriculture au service du développement* », la Banque Mondiale envisage trois voies de « sortie de la pauvreté » pour les paysanneries marginalisées : la contractualisation, la prolétarisation ou la sortie de l'agriculture. L'abrégé du rapport commence par ces lignes éloquentes :

> *« Une Africaine, courbée sous le soleil, un enfant sur le dos, sarcle à la houe un champ aride planté de sorgho — tableau éloquent de la pauvreté rurale. Comme les autres membres de sa nombreuse famille et des millions d'êtres humains comme elle, elle ne peut survivre que grâce au maigre produit de ses cultures de subsistance. D'autres pourtant, aussi bien des femmes que des hommes, ont pu s'engager dans des voies différentes pour échapper à la pauvreté. Des petits fermiers sont devenus membres d'associations de producteurs pour vendre les légumes qu'ils produisent dans des champs irrigués à des exportateurs et des supermarchés dans le cadre de contrats d'approvisionnement. D'autres travaillent comme ouvriers agricoles pour de plus gros exploitants qui peuvent obtenir les économies d'échelle nécessaires pour approvisionner les marchés alimentaires modernes. D'autres enfin choisissent de poursuivre une activité économique rurale non agricole, et montent une petite entreprise pour vendre des produits alimentaires transformés » (Banque Mondiale, 2008 : 1).*

Cette « sortie de la pauvreté » est donc une « sortie de l'agriculture » pour la majorité des producteurs. Au-delà de la question de savoir si une telle issue est souhaitable, une prolétarisation généralisée de secteurs entiers de la paysannerie est-elle envisageable ? En Sierra Leone, c'est en fait peu probable. D'une part, nous venons de voir, les exploitations agro-industrielles risquent de détruire plus d'emplois agricoles « paysans » qu'elles ne vont créer d'emplois agricoles « salariés ».

D'autre part, les salaires journaliers des ouvriers non qualifiés semble devoir rester au niveau de celui, par exemple, des orpailleurs. Or nous savons que ces niveaux de rémunération ne permettent pas la reproduction de la force de travail. Une prolétarisation complète d'un secteur de la paysannerie supposerait que les détenteurs des capitaux, qu'ils soient petits patrons des mines ou fonds de pensions propriétaires des exploitations agro-industrielles, prennent en

[153] Il resterait à considérer si à l'échelle nationale, la mise en place de ces projets se traduit par un enrichissement. L'exonération de la plupart des taxes et impôts, temporaire ou définitive, dont jouissent ces compagnies ne va pas dans ce sens. Baxter (2013 : 67) calcule, en ne prenant en compte que 3 contrats pour lesquels des informations fiables sont disponibles, que le gouvernement a déjà renoncé ainsi à 18,8 millions USD chaque année. Elle compare cette somme au budget annuel du MAFFS (29,8 millions USD).

charge les travailleurs non seulement pendant leur période « utile », mais également pré et post-productive. Le maintien d'une paysannerie sous-équipée, assure, à moindre coût, la reproduction de la force de travail. Nous avons vu comment, sur le long terme, ce blocage maintient les campagnes dans la pauvreté.

Cela n'implique pas que tous les producteurs partagent la même condition dans les villages. Nous avons vu comment, sur la durée des cycles agricoles comme à l'échelle viagère, certains producteurs captaient la force de travail et capitalisaient en même temps dans l'énergie de travail en formation. Ces stratégies d'accumulation hybrides permettent surtout à certains individus de limiter la précarité de l'existence, liée à l'importance des aléas et de la morbidité. Mais elles n'autorisent aucun producteur, sur le long terme, à investir dans des moyens de productions plus performants pour voir la rémunération de leur travail augmenter. On ne voit donc pas émerger aujourd'hui une catégorie de paysans capables de profiter des opportunités nouvelles qui s'ouvriraient sur le marché régional ou mondial avec l'augmentation du cours des matières premières agricoles.

Ajoutons qu'étant donné la sous-consommation qui caractérise la majorité des foyers, à Freetown comme dans les campagnes, les secteurs non-agricoles de l'économie sierra léonaise ne semblent pas en mesure d’absorber les actifs des générations à venir (voir la critique de ce schéma dans Losch et Fréguin-Gresh, 2013).

Au final, le devenir auquel la Banque Mondiale semble promettre les paysanneries et le gouvernement sierra léonais – salariés agricoles, producteurs prospères et travailleurs non-agricoles – n'est pas le plus probable tant le modèle de développement économique reste en réalité dans une forme de continuité historique.

Aujourd'hui, en Sella Limba, l'accès aux différentes ressources productives dépend étroitement de la possibilité de jouir de sa propre force de travail, et éventuellement de capter celle des autres. Des rapports sociaux de natures différentes régissent le partage des journées de travail, entre et au sein des groupes domestiques : des rapports de nature marchande rendent possibles l'achat et la vente de force de travail ; les rapports d'antériorité, aîné(e)s / cadet(te)s, continuent d'expliquer une part très importante des échanges de force de travail. Cependant, la situation est plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. L'achat et la vente de force de travail via le système des *kune* est très contraignant et suppose la capacité pour le bénéficiaire de mobiliser une quantité importante de capital circulant. S'ils ne font pas l'objet d'achat ou de vente, les échanges de force de travail au sein des groupes domestiques sont également comptabilisés par les individus qui jouissent tous, de manière plus ou moins prononcée, de la possibilité de conduire des activités économiques de manière autonome.

Les hommes à la tête des plus grands groupes domestiques et les femmes responsables des marmites les plus prospères, jouent sur les deux tableaux pour accéder à la force de travail. Ils achètent, à court terme, des journées de travail à l'extérieur du groupe domestique. Ils accumulent, à long terme, une énergie de travail en formation en adoptant des enfants pré-productifs. Il résulte de ces stratégies hybrides, dans un contexte où la productivité du travail est restée très faible et où à chaque génération les groupes domestiques éclatent, une différentiation économique et sociale limitée des groupes domestiques. Cependant, la majorité des individus soit reste subordonnée aux aîné(e)s qui leur assure leur subsistance quotidienne en échange de leur travail, soit mène une existence précaire au sein de petits groupes domestiques autonomes, étant souvent poussées à céder des journées de travail pour faire face à la pénurie pendant la période soudure.

Mais la diversité, et parfois l’ambiguïté, des rapports sociaux au sein de la paysannerie et le cours parfois chaotique de leur marchandisation ne doivent pas masquer le tableau général d'une paysannerie marginalisée dans son ensemble. Les politiques agricoles à destination

de l'agriculture paysanne ne marquent en effet aucun infléchissement avec celle des décennies précédant la guerre civile. A l’inverse, la promotion active des exploitations agro-industrielles à très haut niveau de capital et de la contractualisation des « petits producteurs » semblent devoir impacter rapidement les campagnes sierra léonaises. Si la prolétarisation de la paysannerie nous apparaît peu probable, tout semble indiquer qu'elle restera confinée dans son rôle de fournisseurs de denrées et de force de travail bon marché pour le capital des mines ou de l'agro-business.

Conclusion générale

L'étude des dynamiques agraires à l'échelle d'une petite région nous a permis de proposer un diagnostic général de la crise des agricultures paysannes sierra-léonaises à très faible niveau de capital. Mais, sur la base de l'analyse de la la diversité et la complexité des paysages, des pratiques et des rapports sociaux en Sella Limba, nous pouvons nuancer et de préciser ce panorama général. Après un retour, au regard de nos résultats, sur la méthode et les approches que nous avons mobilisées dans ce travail, nous synthétiserons les caractères de la crise des agricultures à faible niveau de capital telle qu'elle nous est apparue à travers le cas de la Sella Limba, aussi bien dans leur dimension agro-écologique que socio-économique.

Retour critique sur la méthode

Nous proposions, dans ce travail, d'analyser conjointement les dimensions agro-écologiques et socio-économiques des dynamiques agraires à l'échelle d'une petite région. En mobilisant des concepts forgés par différentes expériences interdisciplinaires[154], nous nous étions donnés trois entrées : les paysages, décomposés en facettes paysagères, objets « hybrides »

[154] « […] *démarche de recherche construite en assemblant de façon méthodique des connaissances, des points de vue, des techniques de travail provenant de disciplines scientifiques différentes.* […] » (Jollivet et Legay, 2005 : 184).

entre science de l'homme et science de la nature (Sautter, 1993 ; Blanc-Pamard, 1990 ; Leciak, 2006) ; les pratiques paysannes, révélatrices de conditions écologiques mais aussi sociales et économiques spécifiques (Landy, 1994 ; Blanc-Pamard et Milleville, 1985) ; les rapports sociaux de production et de reproduction, faisant le lien entre les impératifs techniques et sociaux de la production agricole et de la reproduction démographique (Meillassoux, 1986 ; Paul, 2008). Pour intégrer ces éléments, nous avons utilisé le concept de l'analyse systémique, notamment le concept de système agraire (Cochet, 2011). Quelles ont été la portée et les limites des approches et des concepts que nous avons mobilisés ?

L'analyse de paysage s'est révélée doublement utile : comme une étape nécessaire de la recherche et de la démonstration avec la décomposition du paysage en facettes et comme un outil d'enquête de terrain avec l'utilisation du paysage comme base du dialogue avec les paysans. Ces deux aspects se nourrissent mutuellement : une première décomposition hypothétique, logiquement préliminaire, nourrit les premiers entretiens qui en retour appellent de nouvelles hypothèses.

Les facettes et le zonage agro-écologiques proposés ont constitué une trame, de plus en plus fine, pour les enquêtes sur le terrain comme pour l'analyse des résultats. La caractérisation de plusieurs « savanes » comme de plusieurs « forêts » basée sur l'observation du faciès de la végétation et des pratiques paysannes débouche sur une typologie des modes d'exploitation du milieu qui ne recoupe pas les catégories binaires « classiques » (savane *versus* forêt ou zones inondées *versus* terres pluviales) qui faussent la lecture des paysages comme celle des dynamiques historiques :

- les plus anciens modes d'exploitation du milieu reposent sur la mobilisation d'une fertilité accumulée durant de longues durées de recrû (abattis / brûlis des friches arborées, arrachage / cernage des savanes arborées) ;
- les plus récents reposent au contraire sur un travail du sol important dans le but de maintenir les niveaux de fertilité durant un plus grand nombre de cycles de culture consécutifs (billonnage pour la concentration et le compostage de la matière organique et la maîtrise des adventices).

Les représentations paysannes attachées à ces facettes, telles qu'elles s'expriment dans les discours, sont utiles pour décomposer le paysage à l'échelle d'un versant ou d'un finage. Néanmoins, à l'échelle de la région étudiée, nous avons identifié des décalages entre ces représentations et les compartimentations du paysage les plus pertinentes pour comprendre les modes d'exploitations du milieu. Ainsi, le même terme, *kuboli*, désigne, en limba comme en

français, les savanes en général. Or nous observons bien deux types de savanes aux caractéristiques écologiques différentes auxquelles sont associés des modes d'exploitations radicalement opposés, du point de vue agronomique comme historique. Ainsi, ces décalages peuvent être le résultat, par exemple, trajectoires agro-écologiques divergentes rapides et récentes. Il faut donc les identifier et tâcher de les comprendre. Si l'objectif final reste, comme dans notre cas, l'analyse des modes d'exploitation du milieu, il faut se détacher de ces représentations et caractériser les facettes directement sur la base de l'observation des pratiques paysannes.

L'agencement des facettes en zones agro-écologiques ne correspond pas non plus à des représentations locales énoncées telles quelles. Néanmoins, là encore, elles correspondent bien à des modes d'exploitation du milieu, combinaison de l'exploitation de plusieurs facettes du paysage, tels qu'ils sont pratiqués par les paysans. La définition de ces zones est donc un cadre utile pour analyser la diversité des dynamiques agro-écologiques à l'échelle de la région étudiée.

L'emploi des concepts de système de culture et de système de production permet de réduire pour la comprendre la très grande diversité qui caractérise cette agriculture paysanne. Sur la base de la décomposition du paysage en facettes agro-écologiques, la multitude des situations à l'échelle des parcelles, peut être utilement représentée par un nombre fini de systèmes de culture. De la même manière, sur la base du zonage agro-écologique, la grande diversité des combinaisons de cultures, en association et en rotation, mises en œuvre à l'échelle des groupes domestiques en fonction des ressources dont ils disposent est représentée par un nombre fini de systèmes de production. La pertinence de l'emploi de ces concepts systémiques pour la modélisation des processus techniques de production repose sur la cohérence agro-écologique et agro-économique interne du fonctionnement de ces systèmes. En proposant une simplification cohérente d'une réalité complexe, on permet une évaluation des performances techniques et économiques de cette agriculture en termes de productivité du travail et du sol.

La faiblesse de la productivité du travail agricole explique l'incapacité des paysans à capitaliser dans des moyens de production plus performants et la précarité économique de la grande majorité des groupes domestiques. Ces deux caractéristiques des paysanneries à faible niveau de capital est le résultat direct des performances techniques et économiques des processus de production. En retour, elles pèsent fortement sur les stratégies d'accumulation mises en œuvre par les paysans.

Pour analyser ces stratégies, et les disparités qui en résultent, nous avions besoin d'un cadre conceptuel à la fois assez souple pour englober les diverses formes que prend l'organisation sociale de la production aujourd'hui, et suffisamment précis pour permettre la réalisation et l'analyse des études de cas. Ainsi nous avons proposé le concept de « groupe domestique », défini comme l'ensemble des individus qui contribuent significativement à la culture d'(au moins) une parcelle commune placée sous la responsabilité du chef du groupe domestique et qui jouissent d'une part significative du produit issu de cette parcelle, notamment via la consommation quotidienne des subsistances. Pour montrer le caractère hybride des stratégies d'accumulation – à la fois productive par la captation de la force de travail immédiatement mais ponctuellement disponible, et viagère par la captation d'énergie de travail en formation, inscrite dans des rapports durables – nous avons alors proposé de caractériser deux « types de groupes domestiques » : les grands groupes complexes et les petits groupes simples, respectivement capteurs et pourvoyeurs de force et d'énergie de travail. Deux situations archétypiques qui ne résument pas, à elles seules, la diversité interne à la société paysanne sella limba mais qui permettent d'interpréter le mécanisme qui engendre les disparités au sein des paysanneries sierra-léonaises dépourvues de capital productif.

Nous pensions en réalité n'employer le concept de groupes domestiques que de manière temporaire, le temps de réussir à comprendre comment les processus sociaux de différenciation économique et sociale interagissent avec les processus techniques de production pour reconstituer des trajectoires de différenciation de « systèmes de production ».

Mais le caractère hybride des stratégies d'accumulation « ne fait pas système » avec les processus productifs que nous avons caractérisés. Ces stratégies sont avant tout le résultat de la marchandisation des rapports sociaux, sans progrès des moyens de production. Cette tendance s'est imposée à tous les paysans de la région étudiée quels que soient par ailleurs les conditions agro-écologiques dans lesquelles ils étaient placés, les modes d'exploitation du milieu pratiqués et les ressources dont ils disposaient. En outre, l'accumulation d'énergie de travail en formation n'est pas une accumulation de capital productif. La conversion de cette énergie en force de travail, et donc en surplus potentiel, dépendra de la cohésion future du groupe domestique. À court terme, sur un cycle agricole au moins, le groupe domestique et ses activités productives constituent une unité relativement cohérente et centralisée. Mais à plus ou moins long terme, sa cohésion est condamnée. Les contours des groupes domestiques ne sont pas assez stables pour que l'on puisse parler à cette échelle de trajectoires de capitalisation ou décapitalisation.

On observe que ces stratégies se déploient à des niveaux inférieurs au groupe domestique, ce dont témoigne l'importance des disparités entre les individus qui les composent. En même temps, elles restent conditionnées par les solidarités observables à des niveaux supérieurs, qui se matérialisent dans l'importante part des dons dans le partage de la valeur ajoutée. L'autonomie et la cohérence que prête le concept de système de production aux unités élémentaires de production le rend donc peu pertinent pour comprendre les stratégies d'accumulation hybrides dans ces sociétés paysannes dépourvues de capital.

La crise des agricultures paysannes sierra-léonaises à faible niveau de capital

La trajectoire historique de la paysannerie sella limba nous permet de mieux appréhender la nature de la crise des agricultures sierra léonaises à faible niveau de capital. L'intégration économique des campagnes s'est accélérée à la fin de la période coloniale avec le développement des infrastructures et le boom du secteur minier artisanal.

Depuis le déclin de la filière agro-exportatrice coloniale des palmistes, l'état n'a jamais promut activement au nord de la Sierra Leone d'autre culture commerciale. La concurrence des importations à bas coût a très tôt condamné le développement d'un secteur céréalier vivrier marchand naissant autour du secteur minier. Pour assurer leur sécurité alimentaire sans dépendre d'un marché instable, les producteurs se consacrent aujourd'hui en grande partie à la production de céréales auto-consommées. Cette stratégie n'est pas le résultat d'une volonté de vivre en autarcie qui refléterait une mentalité archaïque mais au contraire le résultat de l'intégration, dans des conditions défavorables, de cette agriculture à une économie orientée vers l'exploitation des ressources minières. La demande urbaine en vivriers autres que céréaliers (piment, arachide, huile de palme) et les filières illégales (cannabis) pour lesquelles la concurrence du marché international est nettement moins forte ont constitué des débouchés alternatifs que les paysans ont su saisir sans aucun soutien public. Cette diversification, bien qu'essentielle dans l'économie domestique paysanne actuelle, reste néanmoins aujourd'hui insuffisante pour assurer une amélioration notable des revenus paysans. La période de l'intégration de la région dans une filière « tabac » structurée apparaît finalement aujourd'hui comme une parenthèse : le rôle dévolu à la plupart des paysanneries sierra-léonaises dans la division nationale et internationale du travail a été de produire des travailleurs bon marché pour les mines de diamant de l'est du pays.

Ce sont d'ailleurs les revenus extérieurs à l'agriculture qui permettent à de nombreux groupes domestiques de « survivre ». Néanmoins, les migrants en provenance des zones rurales se voient offrir des salaires journaliers légèrement inférieurs à la productivité journalière

moyenne du travail dans les champs. Les revenus extérieurs, pas plus que les revenus agricoles, n'ont donc jamais permis la capitalisation dans des moyens de production plus performants. Ainsi, l'agriculture est restée strictement manuelle et l'emploi d'intrants de synthèse issus de l'industrie confidentiel. Les niveaux de productivité du travail par actif et par an, calculés sur la base de nos études de cas, permettent à peine d'assurer la reproduction simple des groupes domestiques. Pour une agriculture à très faible niveau de capital, et alors que ces populations sont dans une grande pauvreté matérielle, le seuil de reproduction des systèmes de production est très proche de la simple reproduction biologique de la force de travail c'est-à-dire de la survie des individus productifs, des vieux et des enfants qu'ils nourrissent.

Le problème de la pauvreté dans les villes, dans les mines et dans les campagnes sont indissociables : il y a un cercle vicieux entre la faiblesse de la productivité du travail d'une agriculture sous-équipée employant la majorité des actifs du pays et la faiblesse des salaires des travailleurs non qualifiés issus des campagnes du pays.

L'agriculture sierra-léonaise est restée paysanne dans le sens où les producteurs directs gardent le contrôle non seulement de leur force de travail, mais aussi de leurs maigres moyens de production et de la terre qu'ils exploitent. L'exploitation des paysanneries sierra-léonaises, est donc resté indirecte : via des rapports de prix défavorables, pour les régions productrices de denrées d'exportation et via le détournement de force de travail dont la reproduction dépendait de la sphère domestique, pour les régions comme la Sella Limba, destinée à exporter des travailleurs bon marché vers les mines de diamant. Meillassoux (1975 : 174) a montré comment le caractère paysan de la production agricole permet justement la sur-exploitation dans le secteur capitaliste de la force de travail domestique.

Dans ce contexte, la déstructuration des rapports sociaux lignagers qui a suivi la marchandisation des rapports sociaux amorcée avec le boom du secteur minier artisanal constitue un facteur de précarisation de la paysannerie. Les grands groupes domestiques au sein desquels circulaient naguère le travail et le produit agricole ont éclaté. L'autorité des aînés et des aînées s'est érodée. De génération en génération, production et consommation du produit agricole se sont organisées au sein de groupes de taille toujours plus réduite et donc plus exposés aux risques de diverses natures.

Le gouvernement entend compenser l'incapacité de la paysannerie à investir dans des moyens de production plus performants par une politique qui vise à attirer les investissements en capitaux internationaux sur le territoire national. Le développement des grandes exploita-

tions agro-industrielles dotées de moyens de production très performants et mobilisant des surfaces importantes changera-t-il les modalités de l'intégration économique des paysanneries sierra-léonaises ?

Dans les régions directement concernées par ces projets agro-industriels, les paysans sont dépossédés de la terre qu'ils exploitent et reçoivent en échange la promesse d'un travail salarié. Doit-on s'attendre à une « prolétarisation » complète des paysans ? C'est en fait peu probable. Tout d'abord, ces grandes exploitations reposent sur l'emploi de moyens de production moto-mécanisés très performants. Les emplois salariés engendrés par l'exploitation agro-industriel ne compensera pas les emplois « paysans » détruits par la mobilisation des surfaces agricoles. Par ailleurs, une « prolétarisation » supposerait que les entreprises acceptent de prendre en charge non seulement le coût de la force de travail mais également le coût de sa reproduction. Le maintien sur place d'une paysannerie, dépossédée d'une partie seulement des terres qu'elle cultivait, permettra de continuer à faire reposer la reproduction de la force de travail sur la sphère domestique tout en bénéficiant d'une main d'œuvre d'appoint pour les tâches qui ne peuvent pas être mécanisées de façon profitable. Le développement de la contractualisation (« *outgrower scheme* ») rentre dans le même schéma : les paysans continueront à jouer le rôle de fournisseurs de denrées et de force de travail bon marché pour le capital des mines ou de l'agro-business.

La dépossession des paysanneries locales, même partielle, de la terre qu'elles exploitent se traduit par une dépendance accrue des groupes domestiques au marché pour leur simple reproduction. On ne voit pas aujourd'hui comment ces exploitations capitalistes, dont les choix dépendent avant tout de la rentabilité à plus ou moins court terme des capitaux immobilisés, offriraient de manière durable aux paysans les conditions de leur survie, sans parler d'attentes supérieures. Même dans les régions qui ne seront pas concernées directement par ces projets agro-industriels, cette politique affecte les producteurs locaux. En effet, le développement de ces exploitations agro-industriels capitalistes s'accompagne du déploiement d'une politique économique très favorable aux investissements étrangers contradictoire avec une ambition forte pour le développement d'une agriculture paysanne nationale. Cette politique à l'échelle nationale s'appuie notamment sur la sous-consommation d'une majorité de la population pour attirer les capitaux internationaux, renonçant ainsi à briser la spirale négative de la faiblesse de la productivité du travail agricole.

La dégradation de la fertilité du milieu cultivé enchâssée dans les dynamiques agraires

L'analyse historique comparative montre que la baisse de la productivité du travail n'est pas le résultat d'un mécanisme uni-factoriel mais de dynamiques complexes intégrant outre la démographie, la différenciation des milieux exploités, les innovations techniques paysannes, l'intégration économique de la paysannerie dans des conditions plus ou moins favorables. Ces facteurs jouent à différentes échelles : la marginalisation économique générale des paysanneries sierra-léonaises n'est pas contradictoire avec une grande diversité de situations agro-écologiques à l'échelle locale.

Les paysans de la zone sud, qui constituent la grande majorité des paysans sella limba font face, depuis les années 1980, à une dégradation de la fertilité du milieu cultivé. Cette tendance se traduit par des écarts importants de productivité du travail agricole entre les systèmes de culture et de production caractéristiques des modes d'exploitation des différentes zones agro-écologiques. Les productivités journalières du travail des systèmes d'abattis-brûlis du nord de la région étudiée et ceux qui reposent, au sud de la Sella Limba, sur le billonnage régulier de la savane sont, respectivement, de 23 000 leones (4,2 €) et de 14 000 leones (2,5 €). Les paysans du sud de la Sella Limba, confrontés à une grave crise agro-écologique, ont payé l'intensification des modes d'exploitation du milieu par la baisse de la productivité journalière du travail. On retrouve en partie ces disparités à l'échelle des systèmes de production : quand un actif de la zone nord, associant la culture d'un bas fond et d'une parcelle d'abattis-brûlis dégage une valeur ajoutée annuelle d'environ 3,4 millions de leones (618 €), un actif de la zone sud, billonnant une parcelle en bas fond et une parcelle de savane ne dégage que 2,5 millions de leones (454 €). En effet, les conditions agro-écologiques particulièrement défavorables des savanes du sud de la Sella Limba, imposent aux paysans un calendrier de travail dans lequel toutes les opérations culturales doivent être réalisées entre mai et août, notamment le billonnage et le désherbage des parcelles. Cette contrainte calendaire diminue d'autant la surface qu'un actif peut cultiver.

En effet, avant les années 1980, l'augmentation de la densité de population avait effectivement entraîné la réduction de la durée des recrûs arborés denses dans la zone Sud. Mais c'est l'arrachage des couverts arborés, imposé par la compagnie de tabac, qui a précipité un changement brutal et empêché l'émergence d'une transition lente vers des modes d'exploitation associant l'exploitation de recrû de courte durée et la culture des bas fonds. La généralisation de la pratique du billonnage et la multiplication des désherbages, manifestations les plus probantes d'une intensification importante par le travail, sont devenus nécessaires. Malgré cette intensifi-

cation, les rendements, des cultures inondées comme des cultures pluviales ont baissé, entraînant une baisse brutale de la productivité journalière du travail quand la filière tabac a été déstructurée. La pression démographique sur le milieu a pesé sur les trajectoires agro-écologiques locales. Mais la dégradation de la fertilité du milieu résulte également du déséquilibre du rapport de force entre la paysannerie et la filière tabac qui partageaient des intérêts contradictoires. L'État sierra leonais a, à cette époque, pesé de tout son poids en faveur de la seconde.

A contrario, dans la zone au nord de la région étudiée, les recrûs arborés n'ont jamais été arrachés pour la culture du tabac dans les années 1980 et, malgré une augmentation importante des densités de population, ni l'abattis-brûlis, ni l'exploitation de la palmeraie sub-spontanée dense associée n'ont disparu. Ici, la baisse de la productivité journalière a été moins forte et moins brutale. Ainsi, l'équation malthusienne « augmentation de la densité de population = dégradation des ressources naturelles » n'est pas vérifiée : les recrûs arborés denses, couverts fertiles dans le sens où ils sont associés aux modes d'exploitation les plus performants en Sella Limba, sont associés à des densités de population relativement fortes. L'intensification agricole n'implique pas la dégradation du milieu cultivé. Cette dernière dépend par contre étroitement des contraintes économiques et politiques auxquelles font face les paysans à différentes échelles. Les possibles évolutions des couverts – savanisation brutale, changement graduel de la végétation spontanée avec le raccourcissement des périodes de recrû, maintien des couverts arborés denses – dépendront des opportunités économiques auxquelles auront accès les paysans et donc des politiques économiques nationales qui offriront des conditions plus ou moins favorables à l'agriculture paysanne.

En effet, les modes d'exploitation du milieu qui ont permis la colonisation de ces marges Est et Ouest de la Sella Limba, il y a désormais deux ou trois générations, ont peu évolué. Bien qu'en augmentation, le peuplement de ces zones reste relativement faible et la productivité journalière du travail relativement importante repose sur le maintien d'une période de recrû pour les terres inondées et sur la possibilité d'ouvrir régulièrement de nouvelles parcelles au cœur du continuum forêt claire – savane arborée, caractéristique des terres pluviales de ces marges. Ces paysages dépassent largement les frontières administratives de la Sella Limba et la densité démographique y reste très hétérogène : il reste encore des bas fonds et des cuvettes à conquérir, des forêts claires ou des savanes arborées à ouvrir à l'exploitation agricole. Ces zones ont été colonisées pendant la courte période où a émergé un secteur vivrier marchand en Sierra Leone. Ainsi, quand les conditions économiques sont favorables, la paysannerie sierra-

léonaise a déjà montré sa capacité à transformer des espaces vides d'hommes en agro-écosystèmes productifs. Mais ce sont notamment ces espaces qui pourront être, à court terme, concernés par les projets agro-industriels capitalistes, faisant peser la menace de la fermeture de cette issue pour la paysannerie. Ainsi, ici également, les possibilités futures d'accumulation de capital fertilité dans le sens d'une augmentation des aptitudes culturales du milieu dépendront pour partie des politiques d'encadrement à l'échelle nationale.

Les modes d'exploitation du milieu de l'agriculture capitaliste, agro-industrie ou filière contractuelle, reposent essentiellement sur la consommation d'une rente de fertilité antérieure puis sur l'apport d'engrais de synthèse. Ils sont caractérisés plus souvent par la monoculture et la culture simple (canne à sucre, manioc, huile de palme). Or la durabilité des modes d'exploitation paysans repose sur une gestion autonome des niveaux de fertilité et notamment sur les transferts verticaux de fertilité pendant les périodes de recrû. Cela suppose des rotations et des associations culturales complexes et diversifiées, ainsi que le développement d'une végétation sub-spontanée adaptée aux conditions de culture. La Sella Limba en a fait l'expérience durant « la décennie du tabac » dans les années 80 : à court terme ces modes d'exploitation du milieu garantissent certainement la rentabilité du capital et peuvent même assurer des revenus ponctuellement supérieurs pour les producteurs directs (paysans sous contrat ou salariés), mais à plus ou moins long terme, la reproduction des capacités productives du milieu dans les conditions de l'agriculture paysanne sera menacée.

Ainsi, l'avenir des paysanneries locales est également intiment lié à celui des milieux agro-écologiques qu'elles exploitent.

Mobiliser les capacités d'innovation de la paysannerie : une voie pour le développement agricole local.

Les paysanneries sont-elles restées spectatrices de leur marginalisation ? Nous avons montré, au contraire, que les paysans ont fait connaître aux modes d'exploitation de profondes transformations. Elles témoignent des capacités, individuelles et collectives, d'innovation et d'adaptation de la paysannerie, dans la limite des ressources dont elles disposent.

Ces transformations n'ont pas toujours constitué une réaction à la dégradation des conditions agro-écologiques. Ainsi, dans les années 1950-1960, l'adoption de la riziculture inondée a d'abord été une réponse aux nouvelles opportunités offertes par le développement d'un marché dans les districts diamantifères où affluaient alors un nombre croissant de travailleurs. Cette période historique, bien que courte, montre que ni l'intégration économique des cam-

pagnes ni le développement du secteur minier ne constitue en soi un fléau. Ce sont bien les conditions d'intégration de plus en plus défavorables, notamment à partir des années 70, qui expliquent la marginalisation de l'agriculture paysanne.

Dans l'incapacité d'investir dans des moyens de production plus performants, quelles voies les producteurs ont-ils emprunté pour améliorer la productivité globale (par actif et par an) de leur travail ? En profitant de toutes les hétérogénéités du milieu, les paysans ont toujours cherché à étaler les calendriers de travail, à l'échelle des zones agro-écologiques, avec la combinaison entre cultures pluviales et cultures inondées, comme à l'échelle des facettes, grâce à l'emploi de plantes et de variétés aux cycles de culture décalés. Les migrations saisonnières de certains individus productifs vers les villes ou les mines participent de la même logique d'étalement des calendriers de travail et d'augmentation de la productivité globale du travail (par actif et par an). Le développement récent de l'orpaillage, notamment, pourrait être une chance pour l'agriculture paysanne si les revenus extra-agricoles constituaient une opportunité pour amorcer des processus d'accumulation dans des moyens de production. Mais les salaires des mineurs sont trop faibles, nous l'avons vu, pour ne représenter mieux qu'un soutien ponctuel aux groupes domestiques.

C'est bien une succession d'innovations qui a permis aux paysans d'élargir la gamme de leurs pratiques. À chaque génération, par exemple, bien que l'outillage soit resté manuel et individuel, de nouveaux outils adaptés aux nouveaux modes d'exploitation du milieu, ont été inventés. La persistance d'un réseau très dense de forgerons en Sella Limba, entretenu par la formation de nouveaux apprentis, est un élément clé dans ce processus d'innovation continu. Les paysans de cette région peuvent ainsi profiter d'outils qui correspondent à leurs besoins locaux spécifiques. Cette dynamique d'innovation continue est également perceptible dans l'adoption et la diffusion fréquente de nouvelles variétés. Les échanges multiples de semences, notamment de riz, entre paysans de villages différents et les essais conduits régulièrement dans les parcelles entretiennent et développent la diversité du matériel génétique cultivé.

Les réseaux qui lient entre eux donneurs et receveurs de nouvelles variétés, ou encore les forgerons et leurs apprentis, dépassent largement les limites de la région étudiée et permettent la diffusion d'innovations exogènes et leur adaptation aux conditions économiques, agro-écologiques et sociales locales. C'est vrai aussi pour les techniques promues par les projets de développement agricole. L'existence d'une supposée réticence paysanne à l'innovation a été de nombreuses fois démentie. Si certaines techniques ne connaissent pas le succès escompté, c'est qu'elles ne sont pas adaptées aux conditions locales à une époque donnée. Inversement,

si une nouvelle technique correspond aux besoins des paysans, elle sera rapidement adoptée, adaptée et diffusée. Ces réseaux actifs constituent un « *capital social* » (Richards et al, 2004) remarquablement résilient et pourtant négligé par les politiques agricoles. Sa possible mobilisation ouvre des voies pour le développement agricole local.

Il reste des marges pour une intensification par le travail des modes d'exploitation du milieu : certaines zones agro-écologiques et certaines facettes du paysage sont moins exploitées que d'autres, le calendrier agricole peut être encore rempli par des activités productives de contre saison. Mais cette intensification se paiera, comme dans le passé récent, par une baisse de la productivité journalière du travail. Une intensification par le capital des modes d'exploitation du milieu sera, à divers degrés, nécessaire pour permettre aux paysans de produire plus que ce qui est strictement nécessaire à leur survie. Cela ne signifie pas nécessairement le passage à la moto-mécanisation, qui reste aujourd'hui complètement hors de portée des capacités financières des paysans. Il peut s'agir de petits moyens de production dont ils sont aujourd'hui dépourvus ou auxquels ils accèdent au prix fort (bâches plastiques, bidons de récupération, utilisation micro-locale d'engrais ou de phytosanitaires de synthèse pour des productions à forte valeur ajoutée,…) comme de capital biologique (arbres, animaux,…).

Mais l'innovation n'est pas seulement un processus technique. Il faudrait non seulement faciliter l'accès des paysans à ces moyens de production, de transformation et d'échange mais surtout garantir des conditions d'intégration au marché national et mondial plus stables et plus favorables que par le passé.

Disparités économiques et sociales et marginalisation de la paysannerie

Si les différences entre les zones agro-écologiques et les modes d'exploitation du milieu se traduisent par des écarts de productivité du travail, elles n'expliquent pas la disparité au sein de la paysannerie et ne constituent pas à elles seules un processus de différenciation économique et sociale.

Sous l'influence des rapports purement salariaux qui prévalent hors du village, les rapports marchands ont pénétré la sphère domestique de la production agricole.

Cependant ils ne s'imposent pas tel quels : certes la force de travail se vend et s'achète aujourd'hui en Sella Limba, mais dans le cadre de rapports sociaux qui dépassent souvent la relation ponctuelle acheteur / vendeur. Nous avons interprété l'organisation du travail en groupes comme une institution de cette marchandisation incomplète.

La tendance à la marchandisation des rapports sociaux suit un cours chaotique avec des ralentissements et des accélérations, mais un retour aux formes d'organisation sociale de naguère est impossible. Les « entraves » qui subsistent encore aujourd'hui à une marchandisation de la force de travail semblent être abandonnées par les jeunes générations. Les institutions qui limitent une marchandisation complète de la force de travail, comme les équipes de travail saisonnières, sont d'ailleurs de plus en plus souvent contournées. Cependant les formes de solidarité au sein des réseaux de voisinage et de parenté devront être maintenues pour faire face à l'aléa et à la morbidité tant que les niveaux de productivité du travail agricole permettront tout juste la survie des groupes domestiques.

Reste que l'éclatement des groupes domestiques et la circulation marchande de la force de travail a permis à certains individus de capter de la force de travail pour augmenter, au détriment des pourvoyeurs de cette force de travail, la surface cultivée, la valeur ajoutée dégagée et donc le revenu agricole que les membres de leurs groupes se partagent. La dispersion des revenus agricoles est en grande partie le résultat de l'inégale capacité des groupes domestiques à consacrer des ressources (semences et trésorerie) pour capter de la force de travail extérieure. Imperceptibles à l'échelle du marché mondial sur lequel les paysans sierra-léonais sont en concurrence avec des agricultures beaucoup plus performantes, au sein de la paysannerie à l'échelle des villages, ces disparités sont cependant significatives.

Les individus et les groupes domestiques développent des stratégies d'accumulation hybrides, et en partie contradictoires, conditionnées par la faiblesse des niveaux de productivité. Le surplus dégagé par les groupes domestiques qui parviennent à capter de la force de travail, notamment en achetant des journées de travail, n'est pas entièrement réinjecté dans le cycle productif. Une partie, en effet, permet de prendre en charge des enfants, éventuellement en les adoptant. Nous avons interprété ces transferts de pré-productifs comme une forme de captation d'énergie de travail en formation. Pour qualifier ces formes hybrides d'accumulation on peut parler d'une double stratégie : productive et viagère. Elles sont en partie contradictoires dans le sens où la part du surplus consacrée à la formation d'énergie de travail n'est pas immédiatement disponible pour capter davantage de force de travail.

Semblant reproduire les rapports sociaux « lignagers », des groupes domestiques de taille importante se reconstituent alors. Parce qu'ils mutualisent, sous l'autorité d'un aîné et de ses femmes, le produit et le surplus d'un plus grand nombre d'actifs, ces groupes sont les seuls à

pouvoir atténuer les risques que font peser sur la production la morbidité et les aléas de toutes sortes. Cette mutualisation facilite également la captation de force de travail comme de pré-productifs. Ainsi, comme naguère, « avoir des gens » reste aujourd'hui synonyme de richesse.

Mais, dans ces grands groupes, la force de travail disponible et le surplus dégagé, notamment sous la forme de revenu monétaire, sont inégalement partagés entre les individus, en fonction de leur âge, de leur sexe mais aussi de leur date et de leurs conditions d'arrivée dans le groupe domestique. Cette inégale répartition des ressources et des fruits du travail domestique est source de tensions internes au groupe, et à la mort de l'aîné, l'éclatement du groupe domestique est inévitable. La position des individus à ce moment décisif pèse lourdement sur leur trajectoire future, c'est-à-dire sur leur capacité à capter de la force de travail et à adopter des pré-productifs pour reformer sous leur autorité un groupe domestique viable sur le long terme. Ainsi, alors que l'enjeu des rapports sociaux reste essentiellement le contrôle de la force de travail, la disparité et les éventuelles dynamiques de différenciation sociale et économique semblent traverser des groupes domestiques à l'existence précaire et aux contours instables.

Ainsi, par rapport à un schéma classique, et parce que cette tendance opère sans progrès des moyens de production, la marchandisation des rapports sociaux n'est pas synonyme de différenciation sociale et économique à long terme de la société paysanne. Malgré l'existence de disparités économiques bien réelles à court terme, malgré le fait que certains groupes domestiques soient en mesure de capter la force et l'énergie de travail au détriment d'autres, les campagnes sierra-léonaises ne voient pas émerger leurs « koulaks » : on ne perçoit pas aujourd'hui l'amorce de l'émergence d'une classe de producteurs prospères qui ferait face à une classe de paysans-prolétaires exploitée par les premiers.

L'absence de différenciation économique et sociale durable entre les groupes domestiques ne doit pas masquer le fait que la faiblesse de la productivité du travail est génératrice de précarité et d'exclusion au sein même de la paysannerie. En effet, la grande majorité des individus se trouve aujourd'hui soit subordonnée aux aîné(e)s qui leur assure leur subsistance quotidienne en échange de leur travail, soit mène une existence autonome mais précaire au sein de petits groupes domestiques souvent poussés à céder des journées de travail pour faire face à une pénurie pendant la période soudure. On est donc ramené aux problèmes du développement agricole. Alors que plus de la moitié de la population dépend directement de l'agriculture, la capacité de la paysannerie à capitaliser dans des moyens de production plus performants, la possibilité de jouir de conditions d'intégration économique au marché national et mondial plus stables et plus favorables concerne la prospérité du pays dans son ensemble.

Malgré des taux de croissance importants, le modèle de « développement » économique basé sur l'exploitation d'une force de travail bon marché dont la reproduction est assurée par la sphère paysanne domestique maintient à long terme la grande majorité de la population dans la pauvreté et condamne toute forme de développement agricole local. La poursuite de ce modèle et l'approfondissement de sa crise pourront conduire à de nouvelles explosions politiques ou sociales qui menaceront de nouveau la paix en Sierra Leone.

Table des matières

INTRODUCTION.....1

CHAPITRE 1 : LA MOSAÏQUE PAYSAGÈRE SELLA LIMBA.....13

1 Le milieu exploité : climat, sol et végétation spontanée.....15

1.1 La diversité du milieu physique en Sella Limba.....15

1.1.1 Localisation et présentation de la région étudiée.....15

1.1.2 La Sella Limba située au niveau de discontinuités géomorphologiques majeures à l'échelle de la Sierra Leone 16

1.1.3 Le relief de la région d'étude.....18

1.1.4 Caractéristiques générales des sols.....21

1.2 Le climat tropical humide et le calendrier agricole.....23

1.3 La végétation spontanée en Sierra Leone et en Sella Limba.....25

1.3.1 Du climat au climax : la représentation cartographique de la végétation de la région à petite échelle :.....26

1.3.2 Du climax à l'histoire : le récit de la déforestation dans le nord de la Sierra Leone.....27

Glissement du concept heuristique à la référence historique.....27

Le mythe de la déforestation dans le nord de la Sierra Leone.....29

1.3.3 Pratiques paysannes et végétation spontanée.....30

L'abattis-brûlis coupable de la déforestation ?.....31

De la déforestation à la guerre civile : une crise malthusienne.....32

2 Reconstitution de la mosaïque paysagère de la Sella Limba : des facettes aux zones agro-écologiques....37

2.1 L'analyse de paysage : méthode et concept....37

2.1.1 Facettes agro-écologiques....38

Terres inondées ou terres exondées ?....39

Nature de la végétation spontanée....39

Le mode de préparation du sol....40

2.1.2 Analyse de paysages : méthodes d'enquête....41

2.2 Les facettes agro-écologiques en Sella Limba : unités élémentaires de la mosaïque paysagère....43

2.2.1 Le bosquet villageois (gbokoŋ)....43

2.2.2 Les recrûs arborés denses (thakay)....46

2.2.3 La savane herbeuse (kuboli)....51

2.2.4 Le continuum savane arborée – forêt claire (kuboli – Waya wayaŋ)....54

2.2.5 Le bas-fond (kubo)....58

2.2.6 Les cuvettes inondables (lubuyŋ)....60

2.2.7 La décomposition du paysage en facettes agro-écologiques : conclusion et synthèse....61

2.3 De la mosaïque paysagère des facettes au zonage agro-écologique de la Sella Limba....64

2.3.1 Identification et caractérisation des zones agro-écologiques....64

Méthodologie....64

Inégale répartition du peuplement en Sella Limba....65

2.3.2 La zone nord : abattis-brûlis des recrûs arborés et labour des bas-fonds....68

2.3.3 La zone sud : billonnage / repiquage des savanes herbeuses et billonnage / compostage des bas-fonds....70

2.3.4 Les marges Ouest : billonnage compostage depuis le centre des cuvettes inondables jusqu'à la limite des terres pluviales....71

2.3.5 Les marges Est : arrachage – annélation des savanes arborées et labour des bas fonds....74

2.3.6 Le zonage agro-écologique de la région étudiée....77

CHAPITRE 2 : LA PAYSANNERIE SELLA DURANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XXE SIÈCLE....83

1 Introduction à l'histoire de la paysannerie sella limba....85

1.1 Intégrer l'analyse diachronique des dynamiques agro-écologiques et socio-économiques à l'échelle locale....85

1.1.1 Du paysage à l'histoire : les questions soulevées par l'analyse du paysage en Sella Limba 85

1.1.2 Marginalisation de la paysannerie et marchandisation des rapports sociaux....86

1.2 Concepts, méthodes et sources pour écrire l'histoire des dynamiques agraires....88

1.2.1 Système social et système agraire....88

Le système social : un modèle socio-économique à porté heuristique....88

Le système agraire : un concept intégrateur....90

Crise écologique, économique et sociale....91

Périodisation de l'histoire des dynamiques agraires....93

1.2.2 En pratique : sources et méthodes d'enquête....95

Entretiens historiques personnels....95
Histoire des hommes et des pratiques....95
Monographie de village....96
Sources écrites....97

2 Production vivrière et reproduction de la société paysanne sella limba....99

2.1 La zone centrale de la Sella Limba au début du siècle : un paysage dominé par les recrûs arborés denses exploités en abattis-brûlis....100

2.1.1 Cohérence des témoignages avec les pratiques et les paysages....101
2.1.2 Cohérence des témoignages paysans avec les sources écrites....103

2.2 Du groupe domestique à l'aire matrimoniale : rapports de production et de reproduction dans la société sella limba de la première moitié du XXe siècle....105

2.2.1 Mise en place et développement d'une communauté villageoise : l'exemple de Kamawanka....105
Le village et la communauté villageoise de Kamawanka aujourd'hui....105
Filiation, adoption et alliance au sein de la communauté villageoise....107
2.2.2 Le kuru kuru : un grand groupe domestique sous l'autorité de l'aîné....112
Des unités de résidence actuelles aux anciens groupes domestiques fonctionnels....113
Fonctionnement du groupe domestique : production....115
Fonctionnement du groupe domestique : consommation....121
Les rapports fonciers dans le centre de la Sella Limba....122
2.2.3 Reproduction du groupe domestique lignager au sein d'une aire matrimoniale....123
De l'enfance à l'âge adulte, d'une génération à l'autre....124
Rapports de reproduction et de production au sein des aires matrimoniales....126
Segmentation du groupe domestique, reproduction à l'identique et extension géographique du système agraire....128
2.2.4 Une faible intégration aux échanges marchands....131
La période pré-coloniale (jusque dans les années 1890)....131
Le début de la période coloniale (1890 – 1950)....133

3 Le peuplement des marges de la Sella Limba....139

3.1 Peuplement des marges Est de la Sella Limba et mise en place de nouveaux modes d'exploitation du milieu....139

3.1.1 Mise en place du peuplement....140
Les traces du peuplement dans le paysage et les discours....140
Motivations des migrants....141
Alliance avec les groupes sella autochtones....143
3.1.2 Mise en place d'un nouveau mode d'exploitation du milieu à l'échelle de la mosaïque paysagère....144
3.1.3 Des rapports fonciers pris dans les rapports d'alliance et les rapports de pouvoirs....147

3.2 Peuplement des marges Ouest de la Sella Limba....150

CHAPITRE 3 : LA TRAJECTOIRE HISTORIQUE DE LA PAYSANNERIE SELLA LIMBA. ÉMERGENCE ET APPROFONDISSEMENT D'UNE CRISE MULTIFORME....155

1 Le développement de la riziculture inondée : intensification des modes d'exploitation du milieu et intégration aux échanges marchands (~1950-1973).....159

1.1 Le paysage de la Sella Limba dans les années 60.....160

Les villages et les infrastructures de communication.....161

Différenciation agro-écologique des zones nord et sud.....162

Le développement de la riziculture inondée.....163

Le peuplement des marges de la Sella Limba.....163

1.2 Le développement d'une riziculture inondée paysanne en Sella Limba.....172

1.2.1 Un nouveau mode d'exploitation du milieu.....172

Nouveaux outils, nouvelles variétés.....172

Aménagement des bas-fonds par les paysans.....176

Intégration de la riziculture inondée au mode d'exploitation historique.....178

1.2.2 Le développement de la riziculture inondée dans les cuvettes inondées des marges Ouest de la Sella Limba 181

Migrations importantes vers les bolilands dans les années 50-60.....181

Exploitation des cuvettes inondées pour la culture du riz.....183

Dynamique du paysage : progression des couverts arborés.....185

1.2.3 Riziculture inondée et dynamiques agro-économiques.....186

Intensification et baisse de la productivité journalière du travail.....186

La croissance démographique, moteur de l'intensification agricole ?.....188

1.3 La « modernisation » des campagnes sierra-léonaises dans les années 50-60.....190

1.3.1 Le « diamond boom » : 1950-1955.....191

Les migrations massives vers les zones diamantifères et leurs conséquences.....191

Le contrat supporter / travailleur et la marchandisation de la force de travail.....193

1.3.2 Intégration de la Sella Limba aux échanges marchands à l'échelle nationale.....195

Le développement des infrastructures routières et les premiers commerçants à Kamakwie dans les années 50.....195

Le développement d'un commerce « indigène » dans les années 1960.....197

Evolution des rapports de prix.....199

1.3.3 Bouleversements politiques dans les campagnes.....200

1.4 Détournement du cycle prestation – redistribution et érosion des rapports d'antériorité…203

1.4.1 Marchandisation des rapports sociaux et tensions au sein des groupes domestiques.....204

Importance du phénomène migratoire à l'échelle des villages et des groupes domestiques.....204

Le travail, l'éducation et les rapports matrimoniaux au cœur du conflit entre les générations.....206

1.4.2 La riziculture inondée : du compromis entre les générations à l'éclatement des groupes domestiques.....209

Les petites parcelles des cadets se détachent de la grande parcelle de l'aîné.....209

Éclatement des groupes domestiques.....211

2 La culture intégrée du tabac : contractualisation, exploitation et dé-capitalisation de la paysannerie sella (1973-1996).....214

2.1 Recul brutal des recrûs arborés : la question de la trajectoire agro-écologique du sud de la Sella Limba dans les années 80.....214

Un processus brutal qui date des années 80.....215

Comment expliquer le recul des recrûs arborés dans le sud de la Sella Limba ?....217
2.2 La culture du tabac sous contrat en Sella Limba (1973-1996)....219
2.2.1 Exploitation de la paysannerie à l'échelle nationale : le poids des politiques économiques....220
Une politique de bas prix des produits agricoles....220
Mise en place de la filière tabac par l'état sierra-léonais et la British and American Tobacco....224
2.2.2 La contractualisation de la culture du tabac en Sella Limba....225
Un paquet technique très exigeant....226
Marché officiel et « marché noir »....230
2.3 Intensification des modes d'exploitation du milieu et marchandisation des rapports sociaux : l'héritage des années tabac....232
2.3.1 Recul des couverts arborés dans la zone agro-écologique Sud....233
Arrachage des recrûs arborés dense et accaparement du capital fertilité....233
« Déforestation », « aforestation » et décapitalisation....235
Une dynamique très locale : la trajectoire agro-écologique divergente de la zone agro-écologique sud de la Sella Limba....236
2.3.2 Recul de la production vivrière et intensification de la riziculture inondée....237
Recul de la production vivrière et monétarisation croissante du revenu paysan....237
Importance croissante de la riziculture inondée....239
Développement d'un nouveau mode de préparation de la parcelle dans les bas-fonds : le billonnage / compostage....240
2.3.3 Différenciation économique et marchandisation des échanges de force de travail au sein des villages....242
Organisation des groupes domestiques des producteurs sous contrat et disparités entre les tabaculteurs 243
Échanges marchands de force de travail entre les groupes domestiques....245
Développement des migrations saisonnières ou temporaires....246
3 Une crise agraire multiforme : appauvrissement et marginalisation de la paysannerie sella (1996-2012)....250
3.1 La guerre civile : manifestation d'une crise économique et sociale profonde....251
La guerre civile en Sella Limba (1996-2001)....251
Une crise politique qui découle d'une crise économique et sociale profonde....253
Les « racines agraires » de la guerre civile....254
3.2 Intensification et diversification des modes d'exploitation du milieu....256
3.2.1 Un nouveau mode d'exploitation des savanes herbeuses : la culture sur billons....256
Alternance des cultures sur billons et des cultures à plat....257
Céréales à cycle court....259
Association de légumineuses : « arachide plus pois cajan »....261
Accumulation de « capital-fertilité » dans les savanes herbeuses....263
3.2.2 Intensification par le travail des pratiques et remplissage du calendrier agricole....264
Dans les terres pluviales....264
Dans les bas-fonds....266
Développement des productions de contre-saison et remplissage du calendrier agraire....267
3.2.3 Développement des plantations de palmiers à huile....268
Des années 70 à aujourd'hui, plusieurs générations de plantations....269

Importance croissante des palmeraies dans le paysage....271
Couverture des besoins de la population et du marché et intensification des pratiques par le travail. 272
3.3 Un nouveau rapport foncier : le kututi....275
3.3.1 Au centre de la Sella Limba : ré-activer les droits d'attribution des droits d'usage....276
3.3.2 Dans les marges de la Sella Limba, ré-activer les droits d'attribution des primo-arrivants....278

CHAPITRE 4 : DIVERSITÉ ET PERFORMANCES DES PROCESSUS PRODUCTIFS EN SELLA LIMBA AUJOURD'HUI....282

1 Caractérisation des processus productifs actuels en Sella Limba : objectifs et méthode....284
1.1 Analyse de paysage, analyse historique et caractérisation des processus productifs actuels 284
1.1.1 La parcelle et l'unité de production : deux échelles d'analyse fondamentales....284
1.1.2 Une caractérisation technique et économique des processus productifs connectée au paysage et à l'histoire 285
1.1.3 Caractériser et analyser les processus productifs pour infléchir le développement agricole....287
1.2 Une économie des processus productifs en Sella Limba....288
1.2.1 Produit brut, valeur ajoutée et revenu agricole....289
1.2.2 Productivité du capital, de la terre et du travail....290
1.2.3 Productivité journalière et productivité globale du travail....292
2 Les pratiques paysannes à l'échelle de la parcelle : caractérisation technique et comparaison des performances économiques des systèmes de culture....294
2.1 La caractérisation des processus productifs à l'échelle des parcelles : définitions et méthodes....294
2.1.1 Des facettes agro-écologiques aux systèmes de culture....294
2.1.2 Évaluer et comparer les performances économiques des systèmes de culture....296
Mesurer la production en quantité physique : combiner méthodes indirectes et directes....298
Estimation de la valeur de la production physique en unité monétaire : la question des prix....301
Quantité de travail et durée des opérations culturales....302
2.2 Les systèmes de cultures des terres pluviales....303
2.2.1 La culture sur abattis brûlis des recrûs arborés denses (SC1)....303
Rotations culturales....303
Abattis (février – avril)....304
Séchage, brûlis et nettoyage post-brûlis (avril – juin)....305
Faux semis, et semis-grattage....307
Cultures associées et variétés....308
Entretien et protection des parcelles....310
La récolte et le battage du riz dans les parcelles d'abattis-brûlis....312
Les cultures de seconde année : fonio et arachide....313
Le calendrier de travail de la culture en abattis-brûlis....314
Variantes du système de culture SC1....317
Productivité du système de culture....318
2.2.2 Le billonnage et la culture continue des savanes herbeuses de la zone Sud (SC2)....319
Rotations : alternance culture sur billons – culture à plat....319

La culture du piment de première année....322
Le cassage des billons et culture du riz de seconde année....324
Les cultures de 3 et 4e année : arachide et fonio....325
Culture du manioc sur billon de 5e année....325
Variantes : gros piment et tabac....327
Productivité du système de culture....328
2.2.3 Les systèmes de culture du continuum savanes arborées – forêts claires des marges de la Sella Limba (SC3) 330
Rotation....330
Ouverture du milieu : arrachage des graminées et annélation des arbres....332
Les cultures de seconde, troisième et quatrième années....334
Mode d'exploitation de la « savane des femmes » : SC3....338
2.2.4 Installation et entretien des palmeraies....340
2.2.5 Les ateliers de transformation en saison sèche....341
L'extraction de l'huile de palme....342
La transformation du manioc en farine (gari)....343
Faiblesse de la productivité du travail des ateliers de transformation de saison sèche....344
2.3 Les systèmes de culture inondée....347
2.3.1 Les systèmes de riziculture inondées des bas fonds (SC4)....347
Rotations....348
Préparation de la parcelle : défriche – labour ou billonnage – mise en boue....349
Un repiquage tardif....352
Diversité des pratiques à l'échelle infra-parcellaire....354
Productivité systèmes de riziculture inondée de bas-fonds....356
2.3.2 Les systèmes de cultures des cuvettes inondables des marges Ouest de la Sella Limba (SC5)....359
Rotation....359
Itinéraire technique : du centre de la cuvette vers sa périphérie....360
Des pratiques « expéditives »....362
Performances économiques du SC5....365
2.4 Comparaison des performances économiques des systèmes de culture....366
2.4.1 Productivité du sol et typologie des systèmes de culture....366
2.4.2 Faiblesse et tendance historique à la baisse de la productivité journalière du travail....369
Intensification par le travail et baisse de la productivité journalière du travail (graphique 8)....369
Productivité journalière et salaires journaliers....371
3 Les Modes d'exploitation du milieu : caractérisation technique et comparaison des performances économiques des systèmes de production....379
3.1 La caractérisation des processus productifs à l'échelle des unités de production : définitions et méthodes....380
3.1.1 Processus technique et processus social de production....380
3.1.2 Des unités de production aux groupes domestiques actuels....381
Identification des unités de production et de consommation élémentaires....381
Une méthode d'enquête à l'échelle des groupes domestiques....383
3.1.3 Des zones agro-écologiques aux systèmes de production....385

3.1.4 Performances économiques à l'échelle des groupes domestiques et des systèmes de production.....387
Valeur Ajoutée Nette et productivité du sol.....387
Saisonnalité des activités agricoles en Sella Limba et productivité nette global du travail (par actif et par an).....389
3.2 Les systèmes de production et leurs variantes : diversité des modes d'exploitation du milieu en Sella Limba.....391
3.2.1 Une année dans un village sella-limba.....392
Les groupes de travail : kune et gbedo.....392
La saison sèche et la saison du travail.....393
Des tâches quotidiennes qui pèsent lourd, notamment pour les femmes.....396
3.2.2 Zone Nord : la culture en abattis-brûlis au cœur du système de production.....397
3.2.3 Zone Sud : culture (quasi) continue des savanes herbeuses et des bas-fonds.....402
3.2.4 Zone Est : bas-fonds et savane.....407
3.2.5 Zone Ouest : les bolilands.....411
3.2.6 Activités économiques extra-agricoles.....415
L'orpaillage dans les bas-fonds en Sella Limba.....415
Migrations saisonnières.....420
3.3 Comparaison des performances économiques des systèmes de production.....420
Faiblesse de la productivité du travail et faiblesse des salaires en Sierra Leone.....420
Comparaison des résultats économiques des différents systèmes de production en Sella Limba.....422
Résilience face aux aléas agro-économiques.....428
Variations intra et inter-annuelles des prix relatifs.....428
4 Pistes pour infléchir le développement agricole à l'échelle locale.....434
4.1 Intensification par le travail des pratiques agricoles à tout prix ?.....436
4.1.1 Intensification de la riziculture inondée et aménagement des bas-fonds.....436
4.1.2 Une approche à la carte qui tire profit de la capacité des paysans à expérimenter in situ de nouvelles pratiques 438
4.2 Intensification par le capital de l'agriculture paysanne.....439
4.2.1 La mécanisation de l'agriculture : des investissements pas toujours pertinents.....439
La mécanisation de la riziculture : l'arlésienne du développement agricole en Sierra Leone.....439
La mécanisation des opérations post-récolte et de transformation.....440
4.2.2 Amélioration de l'équipement des groupes domestiques.....442
4.2.3 Faciliter l'accès aux engrais minéraux de synthèse pour un usage sur des surfaces limitées et pour des cultures à hautes valeurs ajoutées.....444
4.2.4 Le développement des palmeraies : accumulation de capital biologique.....445
CHAPITRE 5 : DIFFÉRENCIATION ET MARGINALISATION DE LA PAYSANNERIE SELLA LIMBA.....452
1 Modalités actuelles d'accès aux ressources productives en Sella Limba.....454
1.1 Des rapports fonciers enchâssés dans les rapports d'alliance et de parenté.....455
1.1.1 Diversité des modalités d'accès à la terre en Sella Limba.....455
Sur les terres pluviales : des droits d'usage en fonction des modes d'exploitation du milieu.....455

Les plantations pérennes de palmiers à huile....457
Droits d'attribution et droits d'usage des bas-fonds....458
1.1.2 Une « réforme foncière » est-elle urgente ?....461
1.2 Circulation du produit avant et après la récolte....463
1.2.1 Prêts pendant la soudure....464
1.2.2 Circulation du produit pendant les récoltes....466
Circulation du travail et du produit à l'occasion de la récolte du riz....467
Prêts en nature : céréale contre céréale....470
Partage des produits d'une palmeraie plantée....471
1.3 Circulation de la force de travail entre les groupes domestiques et au sein des groupes domestiques....474
1.3.1 Fonctionnement des groupes de travail....474
Les différents types de groupes de travail....474
Une comptabilité rigoureuse de la contribution en travail de chaque membre....475
1.3.2 Le groupe de travail instrument d'émancipation ou de coercition des cadets ?....477
1.3.3 Échanges marchands de journées de travail via les kune....480
Achat et vente de force de travail....480
Échanges non-réciproques de journées de travail sans achat/vente....482
De nouvelles formes de marchandisation du travail....483
1.3.4 Partage de la force de travail au sein des groupes domestiques....484
2 Disparité et différenciation au sein de la paysannerie sella limba....486
2.1 Études de cas de groupes domestiques....487
2.1.1 Reproduction simple et reproduction élargie du groupe domestique....488
Définitions....488
Détermination du seuil de reproduction en Sella Limba....491
Revenu Agricole et surplus par actif en Sella Limba....495
2.1.2 Capteurs et pourvoyeurs de force de travail....497
Captation de force de travail et reproduction élargie....497
Ressources consacrées à la captation de force de travail entre mai et août....498
2.2 Disparités des revenus agricoles et faiblesse des surplus domestiques....501
2.2.1 Captation de force de travail et disparités des revenus agricoles....502
Part du RA auto-consommée....503
Du revenu agricole au revenu total....504
2.2.2 Du revenu total au surplus....506
2.3 Accumulation viagère d'énergie de travail et trajectoires des groupes domestiques....511
2.3.1 Accumulation viagère d'énergie de travail....511
Disparité du rapport actif / unité de consommation entre les groupes domestiques....511
Importance de la circulation des enfants en Sella Limba....515
Stratégies d'accumulation hybrides : productive et viagère....517
2.3.2 Trajectoires des groupes domestiques....519
Taille des groupes domestique....520
Mutualisation et captation du surproduit au sein des groupes domestiques....522

Éclatement à terme des groupes domestiques.....531

3 De la marginalisation à l'exclusion de la paysannerie en Sierra Leone.....534

3.1 Une politique agricole à destination des petits producteurs peu ambitieuse.....536

3.1.1 Le diagnostic incomplet du National Sustainable Agriculture Development Plan.....537

3.1.2 Le « Smallholder Commercialization Programme » : nouveau slogan mais vieilles recettes.....538

3.1.3 Une politique agricole plus ambitieuse à destination des « petits producteurs » est-elle possible ?.....540

3.2 Les projets d'exploitation agro-industrielle financés par des capitaux étrangers.....542

3.2.1 La promotion active des projets agro-industriels financés par des capitaux étrangers en Sierra Leone.....543

Une politique agricole duale : le MAFFS et la SLIEPA.....543

Au centre de l'intérêt croissant des « investisseurs » pour la Sierra Leone : la faiblesse du coût des facteurs de production.....546

3.2.2 Le projet d'exploitation de canne à sucre pour la production et l'exportation de bio-éthanol dans le sud du district de Bombali.....548

Le projet d'Addaxbioenergy : la production d'éthanol pour l'export.....549

Création d'emplois salariés, destruction d'emplois agricoles.....550

CONCLUSION GÉNÉRALE.....558

Retour critique sur la méthode.....558

La crise des agricultures paysannes sierra-léonaises à faible niveau de capital.....562

La dégradation de la fertilité du milieu cultivé enchâssée dans les dynamiques agraires.....565

Mobiliser les capacités d'innovation de la paysannerie : une voie pour le développement agricole local. 567

Disparités économiques et sociales et marginalisation de la paysannerie.....569

TABLE DES MATIÈRES.....574

BIBLIOGRAPHIE.....586

LISTE DES ACRONYMES.....602

GLOSSAIRE DES TERMES LIMBA SELLA UTILISÉS DANS LE TEXTE.....604

LISTE DES CARTES.....606

LISTE DES FIGURES.....608

LISTE DES TABLEAUX.....612

LISTES DES GRAPHIQUES.....614

ANNEXES.....616

1 Entretiens études de cas des groupes domestiques.....618

2 Calculs des performances économiques à l'échelle des systèmes de culture et des systèmes de production.....626

2.1 A l'échelle des systèmes de culture.....626

2.1.1 Méthodes et hypothèses des calculs des performances économiques à l'échelle des systèmes de culture.....626
Calcul du Produit Brut (PB).....626
Consommations intermédiaires.....632
Calcul de la productivité journalière du travail.....633
Calcul de la productivité du sol.....634
2.1.2 Détails des calculs pour les systèmes de culture et leurs variantes.....636
2.2 A l'échelle des systèmes de production.....643
2.2.1 Méthode de calcul de la VAB à l'échelle des groupes domestiques.....643
2.2.2 Détails des calculs pour les systèmes de production.....646
2.2.3 Partage de la VA et calcul du Revenu Agricole (RA) des groupes domestiques étudiés.....651
Hypothèses pour le calcul du Revenu Agricole (RA).....651
Partage de la VA, calcul du RA et du surplus pour les systèmes de production.....653
Partage de la VA, calcul du RA et du surplus pour les cas d'étude des groupes domestiques.....655

Bibliographie

Abdullah, I. 2004. *Between Democracy and Terror: The Sierra Leone Civil War.* Dakar : Council for the Development of Social Science Research in Africa. 263 p.

ACF. 2005. *The Bombali Agrarian Diagnosis, socio-economical, agronomical, political aspect of a rural district in Sierra Leone*. Freetown : ACF Sierra Leone. 244 p.

Ajayi, J.F.A. et Crowder, M. 1971. *History of West Africa*. Londres : Longman.

Alie, J.A.D. 1990. *A new history of Sierra Leone*. Londres : Macmillan. 300 p.

Ancey, G. 1975. « Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain ». Note de travail n°3. Amira. 33 p.

Attawia, R.S.K.. 2010. « Is There Collusion Among Rice Importers ». Master Research. Northern Illinois University. 40 p.

Aubin, J-P. et Dagallier, J.C. 1997. *Mécanisation de la riziculture: étude de cas*. Montpellier: CIRAD. 278 p.

Aubréville, A. 1949. *Climats, forêts et désertification de l'Afrique tropicale*. Paris: Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales. 352 p.

Banque Mondiale. 2007. *Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement*. Washington DC: Banque Mondiale. 384 p.

———— 2008. « Rapport sur le développement dans le monde 2008 : l'agriculture au service du développement, abrégé ». 31 p.

Banton, M. 1957. *West African city: a study of tribal life in Freetown*. Londres : Oxford University Press. 228 p.

Barbier, J-M. et Dangé G. 2002. *Conduite des champs de riz pluvial : chez les agriculteurs d'un village de République de Côte d'Ivoire (région Ouest) : Pratiques techniques et observations agronomiques*. Paris : Gret. 120 p.

Baxter, J. 2011. *Understanding Land Investment Deals in Africa: Country Report, Sierra Leone*. Oakland Institute. 50 p.

———— 2013. *Who is benefiting ? The social and economic impacts of three large-scale land investments in Sierra Leone : a cos-benefit analysis*. Freetown: Action for Large-scale Acquisition Transparency (ALAT). 91 p.

Beaud, S, et Weber, F. 1997. *Guide de l'enquête de terrain: produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte. 327 p.

Bernstein, H. 2010. *Class Dynamics of Agrarian Change*. Halifax : Kumarian Press. 142 p.

Best, J. 1988. *A Study of Farming Systems in the South-east of Bombali District Sierra Leone*. ICRA working paper series 4. Wageningen : ICRA.

Binder, K. 1989. *The vicious cricle of hunger and indebtedness. Analysis of the farming system of South-East Bombali District. Sierra Leone.* Farming systems analysis. Wageningen: ICRA. 33 p.

Binns, J.A. 1982. « Agricultural change in Sierra Leone ». *Geography* 67 (2). p.113-125.

BIT / ILO. 1996. *Wage Workers in Agriculture: Conditions of Employment and Work*. Genève : Bureau International du Travail. 114 p.

Blanc-Pamard, C. 1979. *Un jeu écologique différentiel : les communautés rurales du contact forêt-savane au fond du « V Baoulé » (Côte d'Ivoire)*. Paris : ORSTOM. 313 p.

———— 1990. « Lecture de paysage, une proposition méthodologique ». In Richard, J-F. (dir.) *La dégradation des paysages en Afrique de l'Ouest : points de vue et perspectives de recherches*, p.269-280. Paris : Ministère de la Coopération et du Développement.

Blanc-Pamard, C. et Milleville p. 1985. « Pratiques paysannes, perception du milieu et système agraire ». In Blanc-Pamard, C. et Lericollais A. (dir.) *A travers champs, agronomes et géographes*. p.101-138.

Bledsoe, C.H. 1989. « Strategies of Child Fosterage among mende Grannies in Sierra Leone ». In Lesthaeghe R.J. (dir.) *Reproduction and social organization in sub-Saharan Africa*, Berkeley : University of California Press.

Bledsoe, C.H. et Murphy, W.P. 1987. « Kinship and territory in the history of a Kpelle chiefdom (Liberia) ». In Kopytoff, I. (dir.) *The African frontier : the reproduction of traditional African societies*. Bloomington : Indiana University Press. p.123-147.

Blyden, E.W. 1872. « Report on the Expedition to Falaba, January to March 1872. (With an Appendix Respecting Dr. Livingstone) ». *Proceedings of the Royal Geographical Society of London* 17 (2). p.117-133.

Bolten, C. 2009. « The agricultural impasse: creating "normal" post-war development in Northern Sierra Leone ». *Journal of Political Ecology* 16. p.70-86.

Bonte, p. et Izard M. 2010. *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Paris : Presses universitaires de France. 842 p.

Boserup, E. 1965. *The conditions of agricultural growth : the economics of agrarian change under population pressure*. Londres : Allen & Unwin. 124 p.

Bourrigaud, R. et Sigaut, F. (dir.) 2007. *Nous labourons: actes du Colloque techniques de travail de la terre, hier et aujourd'hui, ici et là-bas, Nantes [25-28 octobre 2006]*. Éditions du Centre d'histoire du travail. 399 p.

Brooks, G. 1993. *Landlords and strangers : ecology, society, and trade in Western Africa, 1000-1630*. Boulder : Westview Press. 360 p.

Carrière, S. 2003. *Les orphelins de la forêt: Pratiques paysannes et écologie forestière (Ntumu, Sud-Cameroun)*. Paris : IRD Editions. 380 p.

CERM, Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes. 1973. *Sur les sociétés précapitalistes, textes choisis de Marx Engels Lénine*. Paris: Editions Sociales. 414 p.

Chapman, S. 1994. « Tobacco and deforestation in the developing world ». *Tobacco Control* 3 (3). p.191.

Chataigner, J, et Salmon, C. 1996. « Performances comparées de la riziculture européenne ». In Chataigner J. (dir.) *Economie du riz dans le Bassin Méditerranéen.* Cahiers Options Méditerranéennes 2. 159 p.

Chauveau, J-P., Colin, J-Ph., Jacob, J-P., Lavigne Delville, Ph. et Le Meur P-Y. 2006. « Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest ». Londres: IIED. 91 p.

Chauveau, J-P. et Richards p. 2008a. « West African Insurgencies in Agrarian Perspective: Côte d'Ivoire and Sierra Leone Compared ». *Journal of Agrarian Change* 8 (4). p.515-52.

———— 2008b. « Les racines agraires des insurrections ouest-africaines ». *Politique africaine* 111 (3). p.131-167.

Chia, E., Dugué, p. et Sakho-Jimbira, S. 2006. « Les exploitations agricoles familiales sont-elles des institutions? » *Cahiers agricultures* 15 (6). p.498-505.

CIRAD, GRET, et MAE. 2002. *Mémento de l'agronome*. Paris, France: CIRAD, GRET. 1691 p.

Clarke, J. I. 1969. *Sierra Leone in maps*. Londres: University of London press. 116 p.

CSE, Coastal & Environmental Services. 2009. « Sugar cane to ethanol project, Sierra Leone. Environmental, Social, Health Impact Assesment ». Grahamstown.: CES.

Cochard, B., Adon, B., Kouame, R., Durand-Gasselin, T. et Amblard, Ph. 2001. « Intérêts des semences commerciales améliorées de palmier à huile (Elæis guineensis Jacq.) ». *Oléagineux, Corps Gras, Lipides* 8 (6). p.654-8.

Cochet, H. 1990. « Étude Socio-Economique de l'aménagement des plaines de Tatema et Kabonto en Guinée Maritime ». SODETEG et Centre de Recherche Agronomique de Koba.

———— 2001. *Crises et révolutions agricoles au Burundi*. Paris : Karthala. 494 p.

———— 2004a. « Agrarian dynamics, population growth and resource management: The case of Burundi ». *GeoJournal* 60 (2). p.111-22.

———— 2004b. « Capacité d'innovation des systèmes paysans et gestion des ressources naturelles au Burundi ». AGTER.

———— 2011. *L'agriculture comparée*. Versailles : Quae. 159 p.

Cochet, H. 2014 à paraître. « Accaparements fonciers et grands projets agricoles privés : exclusions paysannes ou création d'emploi ? » In *Les exclusions paysannes*. Paris: AFD.

Cochet, H., Devienne, S. et Dufumier, M. 2007. « L'agriculture comparée, une discipline de synthèse ? » *Économie rurale* 297-298. p.99-112.

Cochet, H. et Merlet, M. 2011. « Land grabbing and share of the value added in agricultural processes. A new look at the distribution of land revenues ». In *International Academic Conference_ Global Land Grabbing, Sussex, 6-8 April*.

Cole, N.H.A. 1968. *The Vegetation of Sierra Leone: Incorporating a Field Guide to Common Plants*. Freetown : Njala University College Press. 198 p.

Colin, J-Ph. et Losch, B. 1994. « "But Where on Earth Has Mamadou Hidden His Production Function ?" : French Africanist Rural Economics and Institutionalism ». In Acheson, J.M. (dir.) *Anthropology and Institutional Economics*. Lanham, Maryland: University Press. p.331-363.

Colin, J-Ph. et Soro, D.M. 2008. « Marchandisation, individualisation et gestion intra-familiale des droits sur la terre en basse Côte-d'Ivoire ». *Économie rurale* 303-304-305. p.154-168.

Corby, R.A. 1981. « Bo School and Its Graduates in Colonial Sierra Leone ». *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines* 15 (2). p.323-333.

Cormier Salem, M-C. 1994. « A la découverte des mangroves : regards multiples sur un objet de recherche mouvant ». In Cormier Salem, M-C. (dir.) *Dynamique et usages de la mangrove dans les pays des rivières du Sud (du Sénégal à la Sierra Leone)*. Paris : ORSTOM. p.11-24.

Couty, Ph. 1983. « Qualitatif et quantitatif ». In *Qualitatif et quantitatif : deux modes d'investigation complèmentaires. Réflexions à partir des recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain*. AMIRA. p.35-47.

Crousse, B., Le Bris, E. et Le Roy E. (dir). 1986. *Espaces disputés en Afrique Noire : pratiques foncières locales*. Paris: Karthala. 426.

Cruz, J-F. et Béavogui, F. 2011. *Le fonio, une céréale africaine*. Versailles : Quae. 194 p.

CSA. 1956. *Réunion de spécialistes du CSA en matière de phytogéographie, Yangambi, 28 juillet-8 août 1956. CSA specialist meeting on phytogeography*. Londres: CSA / CCTA. 30 p.

Curtis, M. 2013. « Improving African Agriculture Spending : Budget analysis of Burundi, Ghana, Zambia, Kenya and Sierra Leone ». Curtis Research : independant development policy analysis. 124 p.

D'Azevedo, W.L. 1962. « Some Historical Problems in the Delineation of a Central West Atlantic Region ». *Annals of the New York Academy of Sciences* 96 (2). p.512-38.

DACO / SLIS. 2006. « Sierra Leone Population Data : population density per chiefdom ». Freetown : SLIS.

Davies, A.G. et Richards, p. 1991. *Rain Forest in Mende Life: Resources and Subsistence Strategies in Rural Communities Around the Gola North Forest Reserve (Sierra Leone)*. Londres : Overseas Development Administration. 72 p.

Deighton, F. C. 1957. *Vernacular Botanical Vocabulary for Sierra Leone*. Londres : Crown Agents. 175 p.

Delarue, J. 2007. « Mise au point d'une méthode d'évaluation systémique d'impact des projets de développement agricole sur le revenu des producteurs: étude de cas en région kpèlè (République de Guinée) ». Thèse de doctorat. Paris: AgroParisTech. 509 p.

Delarue, J. et Cochet, H. 2011. « Proposition méthodologique pour l'évaluation des projets de développement agricole. L'évaluation systémique d'impact ». *Économie rurale* 323 . p.36-54.

Deveneaux, G.K. 1973. « The political and social impact of the colony in the Northern Sierra Leone 1821-1896 ». PhD. Boston: Boston University. 439 p.

Directorate of Overseas Surveys. 1963. « Sierra Leone (111 sheets) ». Carte au 1:50 000e. Tolworth : Directorates of the Overseas Surveys.

Directorates of the Overseas Surveys. 1960. « Geological Sierra Leone ». Carte au 1:1 000 000. Tolworth : Directorates of the Overseas Surveys.

Dobelmann, J-P. 1976. *Riziculture pratique*. Paris : Presse Universitaire de France. 2 volumes, 343 p.

Dorjahn, V.R. 1975. « Migration in Central Sierra Leone: The Temne Chiefdom of Kolifa Mayoso ». *Africa* 45 (1). p.29-49.

Dries, I. 1989. « Development of wetlands in Sierra Leone: farmers' rationality opposed to government policy ». *ICRA* 29.

Ducourtieux, O. 2006. « Du riz et des arbres: L'élimination de l'agriculture d'abattis-brûlis, une constante politique au Laos ». Thèse de doctorat. Paris : INA-PG (AgroParisTech). 637 p.

Dufumier, M. 1985. « Systèmes de production et développement agricole dans le" Tiers Monde ». *Les Cahiers de la Recherche Développement* 6. p.1-38.

———— 1996. *Les projets de développement agricole: Manuel d'expertise*. Paris : Karthala. 354 p.

———— 2004. *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*. Paris: Karthala. 598 p.

Dufumier, M., et Thippawal, S. 1997. « Agriculture paysanne, intervention de l'Etat et limites de la Révolution Verte en Thaïlande. » In Haubert M. (dir.) *Les paysans, l'état et le marché: sociétés paysannes et développement*. Paris: Publications de la Sorbonne. p.121-137

Dumont, R. 1961. *Terres vivantes: voyages d'un agronome autour du monde*. Paris: Plon. 334 p.

———— 1970. « Tentative opinions on agricultural development in Sierra Leone, report presented for discussion ». Rapport dactylographié.

Dupré, G. 1991. *Savoirs paysans et développement*. Paris : Karthala. 870 p.

Elhaï, H. 1968. *Biogéographie*. Paris : Armand Colin. 407 p.

El Ouaamari, S. 2013. « Paysanneries amères au berceau de l'or brun : développement caféier et dislocation des sociétés paysannes dans le sud-ouest éthiopien ». Thèse de doctorat. Nanterre : Paris Ouest Nanterre La Défense. 638 p.

Fairhead, J., et Leach, M. 1996a. « Enriching the Landscape: Social History and the Management of Transition Ecology in the Forest. Savanna Mosaic of the Republic of Guinea ». *Africa* 66 (1). p.14-36.

———— 1998a. *Reframing Deforestation: Global Analyses and Local Realities : Studies in West Africa*. Londres : Routledge. 272 p.

———— 1996b. *Misreading the African Landscape: Society and Ecology in a Forest-Savanna Mosaic*. Cambridge : University Press. 392 p.

———— 2000. « Challenging Neo-Malthusian Deforestation Analyses in West Africa's Dynamic Forest Landscapes ». *Population and Development Review* 26 (1). p.17-43.

Fanthorpe, R. 1998. « Limba'deep rural'strategies ». *Journal of African history* 39 (1). p.15-38.

———— 2001. « Neither Citizen nor Subject? "Lumpen" Agency and the Legacy of Native Administration in Sierra Leone ». *African Affairs* 100 (400). p.363-386.

FAO. 1978. « Vegetation and land use in Sierra Leone ». Freetown, Sierra Leone: Land ressources survey project. 80 p. (+ 1 carte)

———— 1979a. « Land in Sierra Leone a Reconnaissance Survey for Agriculture ». Freetown, Sierra Leone: Land ressources survey project. 246 p.

———— 1979b. « Review of remote sensing techniques for multi-disciplinary land evaluation purposes ». Freetown, Sierra Leone: Land ressources survey project. 108 p.

———— 1980. « Bush fallow in Sierra Leone : an agricultural survey ». Freetown, Sierra Leone: Land ressources survey project. 56 p.

FAO, UNCTAD, World Bank, et IAFD. 2010. « Principles for Responsible Agricultural Investment that respects, Rights, Livelihoods and Resources ». *Discussion Note*.

Finnegan, R. H. 1965. *Survey of the Limba people of northern Sierra Leone*. Londres : HM Stationery Office. 151 p.

Floret, C., et Serpantié G. (dir.) 1993. *La jachère en Afrique de l'Ouest*. Paris: ORSTOM. 494 p.

Fyfe, C. 1968. *A History of Sierra Leone*. Oxford : Oxford University Press. 773 p.

Fyle, M.C. 2006. *Historical Dictionary of Sierra Leone*. Metuchen : Scarecrow Press. 228 p.

Gastellu, J-M. 1980. « Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ? » *Cahiers ORSTOM. Série Sciences Humaines* 17 (1-2). p.3-11.

Gauberville, C. et Bastien, Y. 2011. *Vocabulaire forestier: Écologie, gestion et conservation des espaces boisés*. Forêt privée française. 610 p.

Gautier, D. 2011. « De la gestion centralisée des savanes d'Afrique de l'Ouest aux territoires de conservation et de développement dans un contexte de globalisation environnementale ». Habilitation à diriger des recherches. Université Panthéon-Sorbonne-Paris I. 3 volumes, 473 p.

Geffray, C. 1989a. « Hommes pique-assiettes et femmes amoureuses : la société makhuwa (Erati) de 1956 à nos jours ». *Cahiers des Sciences Humaines* 25 (3). p.325-337.

———— 1989b. « Les hommes au travail, les femmes au grenier : la société makhuwa (Erati) des années trente à 1956 ». *Cahiers des Sciences Humaines* 25 (3). p. 313-324.

Geist, H.J. 1999. « Global Assessment of Deforestation Related to Tobacco Farming ». *Tobacco Control* 8 (1). p.18-28.

Gillon, Y. 1986. « Effets des brûlis sur les arbres en Afrique ». Paris : Unesco.

Gleave, M. B. 1996. « The Length of the Fallow Period in Tropical Fallow Farming Systems: A Discussion with Evidence from Sierra Leone ». *The Geographical Journal* 162 (1). p.14-24.

Gomez y Paloma, S., Acs, S. Saravia Matus, S. Lakoh, A., Baudoin, M., Hites, G. et Sammeth, F. 2012. « Rural poverty reduction and food security: The case of smallholders in Sierra Leone ». Joint Research Centre Report. Seville: European commission. 213 p.

Grace, J. 1975. *Domestic Slavery in West Africa with Particular Reference to the Sierra Leone Protectorate, 1896-1927*. New York : Barnes & Noble Books. 294 p.

Guichaoua, A, et Goussault, Y. 1993. *Sciences sociales et développement*. Paris : Armand Colin. 189 p.

Guillot, B. 1980. « La création et la destruction des bosquets Koukouya, symboles d'une civilisation et de son déclin ». *Cahiers ORSTOM.Série Sciences Humaines* 17 (3-4). p.177-189.

Gunnell, Y. 2009. *Écologie et société : repères pour comprendre les questions d'environnement*. Paris : Armand Colin. 415 p.

Gutierrez, M-L. et Juhé-Beaulaton, D. 2002. « Histoire du parc à Néré sur le plateau d'Abomey (Bénin) ». *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux* 55 (220). p.453-474.

Gwynne-Jones, D R G. 1978. *A new geography of Sierra Leone*. Londres: Longman Group. 212 p.

Hiemstra-van der Horst, G. 2011. « 'We are Scared to Say No': Facing Foreign Timber Companies in Sierra Leone's Community Woodlands ». *The Journal of Development Studies* 47 (4). p.574-94.

Hopkins, A. G. 1973. *An Economic history of West Africa*. New-York, Etats-Unis: Columbia University Press. 337 p.

Howard, A.M., et Skinner, D.E. 1984. « Network building and political power in northwestern Sierra Leone, 1800-65 ». *Africa* 52. p.2-28.

Howard, A. 1977. « Big Men, traders and chiefs: power, commerce, and spatial change in Sierra leone. Guinea Plain 1865-1895 ». Ph.D. University of Wisconsin. 477 p.

Hugon, Ph. 2010. *L'économie de l'Afrique*. Paris: La Découverte. 131 p.

IFPRI. 2006. « Regional strategic alternatives for agriculture-led growth and poverty reduction in West Africa ». Washington DC: IFPRI.

InterAide. 2010. « Séries pluviométriques à Kamakwie, 2008-2009 ».

Isaac, B.L., et Conrad, S.R. 1982. « Child fosterage among the Mende of Upper Bambara chiefdom, Sierra Leone: rural-urban and occupational comparisons ». *Ethnology* 21 (3). p.243-57.

Jaffré, T. 1985. « Composition minérale et stocks de bioéléments dans la biomasse épigée de recrûs forestiers en Côte d'Ivoire ». *Oecologica Plantarum* 6. p.233-46.

Jean, S. 1975. *Les jachères en Afrique tropicale: interprétation technique et foncière*. Paris, France: Institut d'Ethnologie. 168 p.

Jedrej, M.C. 1983. « The Growth and Decline of a Mechanical Agriculture Scheme in West Africa ». *African Affairs* 82 (329). p.541-58.

Johnny, M., Karimu, J. et Richards, p. 1981. « Upland and swamp rice farming systems in Sierra Leone: the social context of technological change ». *Africa* 51 (02). p.596-620.

Johnson, O.E.G. 1971. *Property rights, transactions, costs and family and communal ownership systems in African land tenure with special reference to Sierra Leone*. Leiden : Afrika-Studiecentrum. 30 p.

Jolivel, M. et Palliere, A. 2007. « Diagnostic agraire d'une petite région agricole au Nord-Ouest de la Sierra Leone ». Mémoire de DAA. AgroParisTech. 65 p.

Jollivet, M. et Legay, J-M. 2005. « Canevas pour une réflexion sur une interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences sociales ». *Natures Sciences Sociétés* 13 (2). p.184-88.

Jouve, Ph. 1993. « Usages et fonctions de la jachère dans les systèmes de production d'Afrique tropicale et du Maghreb ». *Cahiers Agricultures* 2 (5). p.308-317.

———— 2006. « Transition agraire : la croissance démographique, une opportunité ou une contrainte ? » *Afrique contemporaine* 217 (1). p.43-54.

Juhé-Beaulaton, D. et Roussel, B. 1998. « A propos de l'historicité des forêts sacrées de l'ancienne Côte des Esclaves. » In Chastanet, M. (dir.). *Plantes et paysages d'Afrique: une histoire à explorer.* Paris : Karthala.

Jusu, M. S. 1999. « Management of genetic variability in rice (Oryza sativa L. and O. glaberrima Steud.) by breeders and farmers in Sierra Leone ». Ph.D. Wageningen Universiteit. 198 p.

Kabba, V.T. et Li, J. 2011. « One Country, Two Systems: The Dualistic Land Tenure System in Sierra Leone, and the Need for Reform ». *Journal of American Science* 7 (1). p.1124-29.

Kamara, S. 2004. « Sierra Leone: Influx of People in Kamakwie for Diamonds », 27 juillet 2004, All Africa Story (online).

Kandeh, H.B.S. et Richards, p.. 1996. « Rural People as Conservationists: Querying Neo-Malthusian Assumptions about Biodiversity in Sierra Leone ». *Africa: Journal of the International African Institute* 66 (1) p.90-103.

Kaplan, R.D. 1994. « The Coming Anarchy ». *The Atlantic*, février 1994.

Karimu, J. et Richards, p. 1980. « The Northern Area Integrated Agricultural Development Project. The social and economic impact of planning for rural change in northern Sierra Leone. » *Occasional Paper, Department of Geography, School of Oriental and African Studies, University of London*, n° 3 (NS). 107 p.

Karr, G. L., Njoku, A.O. et Kallon, M.F. 1972. « Economics of the Upland and the Inland Valley Swamp Rice Production Systems in Sierra Leone ». *Illinois Agricultural Economics* 12 (1). p.12-17.

Keay, R. 1959. *Vegetation map of Africa : South of the Tropic Cancer.* Carte au 1:5 000 000 e London: Oxford University Press.

Keen, David. 2003. « Greedy elites, dwindling resources, alienated youths the anatomy of protracted violence in Sierra Leone ». *Internationale Politik und Gesellschaft* 2. p.67-94.

———— 2005. *Conflict and Collusion in Sierra Leone*. Londres : James Currey. 354 p.

Kohler, J-M. 1971. *Activités agricoles et changements sociaux dans l'Ouest Mossi (Haute-Volta*. Paris : ORSTOM. 249 p.

Kopytoff, I. 1987. *The African frontier : the reproduction of traditional African societies*. Bloomington: Indiana University Press. 288 p.

Krueger, A., Schiff, M. et Valdés, A. 1991. *The Political economy of agricultural pricing policy.* Baltimore: Johns Hopkins University Press. 340 p.

L'Hôte, Y. et Mahé, G. 1996. *Afrique de l'ouest et centrale, précipitations moyennes annuelles (période 1951-1989)*. Carte au 1:6 000 000 e. Paris: ORSTOM.

Laing, A.G. 1825. *Travels in the Timannee, Kooranko, and Soolima Countries, in Western Africa*. Londres : John Murray. 465 p.

Lallemand, S. 1993. *La circulation des enfants en société traditionnelle: prêt, don, échange*. Paris : L'Harmattan. 223 p.

Landy, F. 2002. « Changement de focale: les échelles du développement rural et de la sécurité alimentaire ». In Landy et al, (dir) *De la mondialisation au développement local en Inde. Questions d'échelles.* Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme/CNRS Éditions. p.223-249.

Landy, F. 1994. *Paysans de l'Inde du Sud: le choix et la contrainte*. Paris : Karthala. 502 p.

Lavigne Delville, Ph. et Boucher, L. 1996. *Les Bas-fonds en Afrique tropicale humide: guide de diagnostic et d'intervention*. Paris : Ministère de la Coopération. 415 p.

Le Bris, E., Le Roy, E., Leimdorfer, F. et Grégoire, E. (dir) 1982. *Enjeux fonciers en Afrique noire*. Paris : Karthala. 425 p.

Le Bris, E., Le Roy, E. et Mathieu, p. (dir) 1991. *L'appropriation de la terre en Afrique noire : manuel d'analyse de décision et de gestion foncières*. Paris : Karthala. 359 p.

Leach, M. 1994. *Rainforest Relations: Gender and Resource Use Among the Mende of Gola, Sierra Leone*. Edinburgh : Edinburgh University Press. 308 p.

Lebbie, A.R. et Freudenberger, M.S. 1996. « Sacred Groves in Africa. Forest Patch in Transition. » In Schelhas, J. et Green, R. (dir). *Forest Patches in Tropical Landscapes.* Washington DC : Island Press. p.300-324.

Leciak, E. 2006. « De l'espèce au territoire. La gestion locale de la biodiversité en Guinée Maritime ». Thèse de doctorat. Université Michel de Montaigne-Bordeaux III. 360 p.

———— 2008. « Des objets au croisement des disciplines: Les facettes éco-paysagères de Guinée Maritime ». *VertigO* 8 (2). (en ligne)

Lemaire, M. 2009. *Les sillons de la souffrance: représentations du travail en pays sénoufo, Côte d'Ivoire*. Paris : Les Editions de la Maison des Sciences de l'Homme. 266 p.

Levi, J. 1975. *African agriculture misunderstood: policy in Sierra Leone*. Stanford : Stanford University, Food Research Institute. 22 p.

Levi, J, Havinden, M., Johnson, E. G. et Karr, G.L. 1976. *African agriculture: economic action and reaction in Sierra Leone*. Farnham: Commonwealth Agricultural Bureaux. 428 p.

Linares, O.F. 1981. « From Tidal Swamp to Inland Valley: On the Social Organization of Wet Rice Cultivation among the Diola of Senegal ». *Africa: Journal of the International African Institute* 51 (2). p.557-595.

Lipschutz, M.R. 1974. « Northeast Sierra Leone after 1884: responses to the Samorian invasions and British colonialism ». ¨Ph.D.University of California. 223 p.

Little, K. L. 1948. « Land and Labour among the Mende ». *African Affairs* 47 (186). p.23-31.

———— 1951. *The Mende of Sierra Leone: a West African people in transition*. Londres : Routledge. 307 p.

———— 1965. « The political function of the Poro. (Part I) ». *Africa* 35 (04). p.349-65.

———— 1966. « The Political Function of the Poro.(Part II.) ». *Africa* 36 (01). p.62-72.

Longhurst, R., Kamara ; S. et Mensurah, J. 1988. « Structural adjustment and vulnerable groups in Sierra Leone ». *IDS Bulletin* 19 (1). p.25-30.

Longley, C. 2001. « A Social Life of Seeds : Local Management of Crop Variability in North-Western Sierra Leone. » Ph.D. University College London.

Losch, B. et Fréguin-Gresh, S. 2013. « Quelles agricultures face aux défis des transitions africaines? » *Cahiers Agricultures* 22 (1). p.10-15.

Louppe, D., Oteng-Amoako, A.A. et Brink, M. 2008. *Plant Resources of Tropical Africa: Timbers*. Wageningen: Plant Ressource of Tropical Africa. 706 p.

MacFarlane, A., Crow, M.J., Arthurs, J.W., Wilkinson, A.F. et Aucott, J.W. 1980. *The Geology and Mineral Resources of Northern Sierra Leone*. Londres: Institue of Geological Sciences. 103 p.

Maconachie, R. 2008. « New agricultural frontiers in post-conflict Sierra Leone? Exploring institutional challenges for wetland management in the Eastern Province ». *The Journal of Modern African Studies* 46 (02). p.235-66.

Maconachie, R. et Binns, T. 2007. « 'Farming miners' or 'mining farmers'?: Diamond mining and rural development in post-conflict Sierra Leone ». *Journal of Rural Studies* 23 (3). p.367-80.

MAFFS. 2005. *Crop production guidelines for Sierra Leone*. Freetown : MAFFS / FAO. 116 p.

———— 2009. *National Sustainable Agriculture Development Plan 2010-2030.Sierra Leone's Comprehensive African Agriculture Development Programme*. Freetown : MAFFS. 43 p.

———— 2010. *Smallholder Commercialisation Programme. Investment Plan*. Freetown : Government of Sierra Leone. 32 p.

Malthus, T. R. 1798. *An essay on the principle of population: or, A view of its past and present effects on human happiness*. Londres.

Mamdani, M. 1996. *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton : Princeton University Press. 372 p.

Manning, p. 1981. « The enslavement of Africans: A demographic model ». *Canadian Journal of African Studies* 15 (3). p.499-526.

Martin, S. 1993. « Diagnostic agraire de la région de Rumonge Burundi ». Mémoire de DAA. INA-PG (AgroParisTech). 138 p.

Marx, Karl. 2008 [1867-1894]. *Le capital*. Paris: Gallimard. 1053 p.

Mazoyer, M., et Roudart, L. 1997a. *Histoire des agricultures du monde: du néolithique à la crise contemporaine*. Paris: Seuil. 533 p.

———— 1997b. « Pourquoi une théorie des systèmes agraires? » *Cahiers Agricultures* 6 (6). p.591-0.

McCulloch, M. 1950. *The Peoples of Sierra Leone Protectorate*. Londres : Forde. International African Institute. 102 p.

Meillassoux, C. 1964. *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire: de l'économie de subsistance à l'agriculture commerciale*. Paris : Mouton. 383 p.

———— 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris : Maspero. 254 p.

———— 1977. « Elaboration d'un modèle socio-économique en ethnologie ». In *Terrains et théories*, p.69-77. Paris : Anthropos.

———— 1986. *Anthropologie de l'esclavage*. Paris : Presses Universitaires de France. 396 p.

———— 2001. *Mythes et limites de l'anthropologie : le sang et les mots*. Lausanne: Editions Page Deux. 479 p.

Migeod, F.W.H. 1926. *A view of Sierra Leone*. Londres : Kegan Paul. 351 p.

Milleville, p. 1987. « Recherches sur les pratiques des agriculteurs ». *Les cahiers de la recherche developpement* 16. p.3-7.

Millington, A. 1987. « Environmental degradation, soil conservation and agricultural policies in Sierra Leone, 1895-1984 ». In Anderson, D. et Grove, R. (dir) *Conservation in Africa: people, policies, and practice.* Cambridge : Cambridge University Pressp.229-248.

Mokuwa, E., Voors, M., Bulte, E. et Richards, p. 2011. « Peasant Grievance and Insurgency in Sierra Leone: Judicial Serfdom as a Driver of Conflict ». *African Affairs* 110 (440) p.339-366.

Mollard, E. et Walter, A. 2008. *Agricultures singulières*. Bondy : IRD Editions. 352 p.

Morlon, p. 2012. « Friche, défricher ». *Les mots de l'agronomie*. (en ligne)

Murphy, W.P. 1980. « Secret Knowledge as Property and Power in Kpelle Society: Elders versus Youth ». *Africa* 50 (2). p.193-207.

Nuijten, E., van Treuren, R.,Struik,P.C., Mokuwa, A. Okry, F. Teeken, B. et Richards p. 2009. « Evidence for the Emergence of New Rice Types of Interspecific Hybrid Origin in West African Farmers' Fields ». *PLoS ONE* 4 (10) (en ligne).

Nyerges, A. E. 1987. « The Development Potential of the Guinea Savanna: Social and Ecological Constraints in the West African'Middle Belt ». In Little, p.D. et Horowitz, M.H. *Lands at risk in the third world. Local-level perspectives.* London, International African Institute. p.316-36.

———— 1988. « Swidden agriculture and the savannization of forests in Sierra Leone ». Ph.D. University of Pennsylvania. 276 p.

———— 1989. « Coppice swidden fallows in tropical deciduous forest: biological, technological, and sociocultural determinants of secondary forest successions ». *Human Ecology* 17 (4). p.379-400.

———— (dir). 1997. *The Ecology of Practice: Studies of Food Crop Production in Sub-Saharan West Africa*. Londres : Routledge. 278 p.

———— 1992. « The Ecology of Wealth-in-People: Agriculture, Settlement, and Society on the Perpetual Frontier ». *American Anthropologist* 94 (4). p.860-881.

Olivier de Sardan, J-P. 1995. *Anthropologie et développement: essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris : Karthala. 221 p.

Ottenberg, S. 1988. « Religion and Ethnicity in the Arts of a Limba Chiefdom ». *Africa: Journal of the International African Institute* 58 (4). p.437-465.

Palliere, A. 2008. « Pratiques paysannes et dynamiques agraires à l'échelle d'un territoire. Sella Limba (Sierra Leone) ». Mémoire de DAA. AgroParisTech. 340 p.

———— 2013. « Au-delà de Malthus et Boserup : comprendre les dynamiques agro-écologiques d'un territoire. Un cas d'étude en Sella Limba, Sierra Leone ». Rencontre des Jeunes Chercheurs en Etudes Africaines 2012. Université Paris 1.

Passelègue, G. 1927. *Les Concasseurs à noix de palme*. Paris : Emile Larose. 163 p.

Passeron, J-C. 1995. « L'espace mental de 1'enquête (I) La transformation de l'information sur le monde dans les sciences sociales ». (en ligne).

Paul, J-L. 2003. *Anthropologie historique des Hautes Terres de Tanzanie orientale: Stratégies de peuplement et reproduction sociale chez les Luguru matrilinéaires*. Paris : Karthala. 360 p.

———— 2008. « Au-delà de Femmes, Greniers et Capitaux ». *Journal des anthropologues. Association française des anthropologues* 114-115. p.223-245.

Paul, J-L., Hamerlynck, O., Duvail, S. et Kindinda, H.H. 2013. « Pêche, innovation technique et modernisation dans la plaine inondable du Rufiji (Tanzanie) », 23 p. (à paraître)

Paul, J-L.,Bory, A., Bellande, A. Garganta, E et Fabri. A. 1994. « Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur: du système de production agricole au système d'activité ». *Cahiers de la recherche développement* 39. p.7-19.

Paulme, D. 1954. *Les gens du riz: Kissi de Haute-Guinée française*. Paris : Plon. 252 p.

Person, Y. 1967. « Samori et la Sierra Leone ». *Cahiers d'études africaines* 7 (25): 5-26.

Phelinas, p. 1986. *Politique des prix du riz, incitation à la production et effet sur la répartition des revenus dans six pays africains*. Paris : ORSTOM. 383 p.

———— 1996. « Dotation en facteurs et révolution agricole: analyse régionale de la riziculture thaïlandaise ». *Revue Région et Développement* 4. p.11-31.

Pison, G. 1986. « La démographie de la polygamie ». *Population* 41 (1). p.93-122.

Portères, R. 1962. « Berceaux agricoles primaires sur le continent africain ». *Journal of African History* 3 (2). p.195-210.

Puy-Denis, p. 1998. *La Sierra Leone*. Paris : Karthala. 208 p.

Rashid, I. 2009. « Decolonization and Popular Contestation in Sierra Leone: The Peasant War of 1955-1956 ». *Afrika Zamani* 17. p.15-44.

Reade, W. 1869. « Report on a Journey to the Upper Waters of the Niger from Sierra Leone ». *Proceedings of the Royal Geographical Society of London* 14 (2). p.185-188.

Reed, T. et Robinson J. 2012. « The Chiefdoms of Sierra Leone ». *Harvard University.* (en ligne).

Reno, W. 1995. *Corruption and state politics in Sierra Leone*. Cambridge : Cambridge University Press. 229 p.

Republic of Sierra Leone. 2008. « An Agenda for Change. Second Poverty Reduction Strategy (PRSP II) 2008-2012 ». Freetown : Republic of Sierra Leone. 182 p.

Richards, p. 1995. « The versatility of the poor: Indigenous wetland management systems in Sierra Leone ». *GeoJournal* 35 (2). p.197-203.

———— 2004. *Controversy over recent West African wars: an agrarian question?* Centre of African Studies, University of Copenhagen. Occasional Paper (en ligne).

———— 1983. « Ecological Change and the Politics of African Land Use ». *African Studies Review* 26 (2). p.1-72.

———— 1985. *Indigenous agricultural revolution : ecology and food production in West Africa*. Londres : Westview Press. 192 p.

———— 1986. *Coping with hunger : hazard and experiment in an African rice-farming system*. Londres : Allen & Unwin. 176 p.

———— 1996. *Fighting for the Rain Forest: War, Youth & Resources in Sierra Leone*. Londres : The International African Institute & James Currey. 216 p.

———— 1997. « Toward an African Green Revolution ? An Anthropology of Rice Research in Sierra Leone ». In Nyerges, A. E. (dir) *The Ecology of Practice: Studies of Food Crop Production in Sub-Saharan West Africa*. Londres : Routledge.

———— 2006. « The History and Future of African Rice: Food Security and Survival in a West African War Zone ». *Africa Spectrum* 41 (1). p.77-93.

Richards, p. et Chauveau. J-P. 2007. Land agricultural change and conflict in West Africa. CSAO / SWAC. (en ligne). 61 p.

Richards, p., Bah, K. etVincent, J. 2004. *Social capital and survival: prospects for community-driven development in post-conflict Sierra Leone*. Washington DC : World Bank. 78 p.

Riddell, B.J. 1974. « Periodic markets in Sierra Leone ». *Annals of the Association of American Geographers* 64 (4). p.541-548.

Riddell, B.J. 1970. *The spatial dynamics of modernization in Sierra Leone: structure, diffusion, and response*. Ph.D. Northwestern University Press Evanston. 142 p.

Rocheteau, G. 1975. « Les formes pré-industrielles de coopération élargie en Afrique : typologie et évolution ». In Collectif. *Civilisation noire et éducation*. Dakar: ORSTOM.

Rodney, W. 1970. *A History of the Upper Guinea coast: 1545-1800*. New York: Monthly Review Press. 283 p.

Rossi, G. 2000. *L'ingérence écologique : environnement et développement rural du Nord au Sud : essai*. Paris : CNRS éditions. 248 p.

Sautter, G. 1985. « Paysagismes ». In Collectif *A travers champs, agronomes et géographes*, Paris: ORSTOM. p.15-20.

———— 1993. « Notes sur l'agriculture des Bakamba de la vallée du Niari ». In *Parcours d'un géographe des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'afrique au Monde.* Paris : Arguments. p.153-181.

Sayers, E.F. 1927. « Notes on the Clan or Family Names Common in the Area Inhabited by Temne-Speaking People ». *Sierra Leone Studies, os, X. p*.14-108.

Schwartz, A. 1971. *Tradition et changements dans la société guéré (Côte d'Ivoire)*. Paris: ORSTOM. 259 p.

Sébillotte, M. 1977. « Jachère, système de culture, système de production, méthodologie d'étude. » *Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique Appliquée (JATBA)* 24 (2-3). p.241-264.

———— 1993. « L'agronome face à la notion de fertilité ». *Natures-Sciences-Sociétés* 1 (2). p.128-41.

Serre-Duhem, C. 1987. *Essai d'interprétation d'une disette: l'évolution du système de production agricole du Plateau Koukouya au Congo*. Thèse de doctorat. INA-PG (AgroParisTech).

Sibanda, M. 1979. « Dependency and Underdevelopment in Northwestern Sierra Leone, 1896-1939 ». *African Affairs* 78 (313). p.481-92.

Sierra Leone. 1931. *Sierra leone: report of census for the year 1931*. Freetown : Government printer.

Sierra Leone Gouvernment. 1956. *Statement of the Sierra Leone Government on the Report of the Commission of Inquiry into Disturbances in the Protectorate (November, 1955 to March, 1956).* Freetown : Government of Sierra Leone Printer.

Sigaut, F. 1984. « Essai d'identification des instruments à bras de travail du sol ». *Cahiers ORSTOM Série Sciences Humaines*, 20 (3-4). p.359-374.

———— 1976. « Pour une cartographie des assolements en France au début du XIXe siècle ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations* 31 (3). p.631-643.

———— 1981. « Pourquoi les géographes s'intéressent-ils à peu près à tout, sauf aux techniques ? » *Espace géographique* 10 (4). p.291-293.

SLIEPA. s.d. « Sierra Leone Investment Outreach Campaign (présentation de la SLIEPA) ». http://www.investsierraleone.biz/. (en ligne)

Smillie, I., Gberie, L. et Hazleton, R. 2000. *The Heart of the Matter: Sierra Leone, Diamonds & Human Security : Complete Report*. Ottawa : Partnership Africa Canada. 88 p.

Smith, L., Gambette, C. et Longley, T. 2004. *Conflict mapping in Sierra Leone: violations of international humanitarian law from 1991 to 2002.* No Peace Without Justice. (en ligne). 561 p.

Spencer, D. S. C. 1979. *Rice Policy in Sierra Leone*. Monrovia : West Africa rice development association. 55 p.

Statistics Sierra Leone. 2006. « 2004 population and housing census. Final Results. » Government of Sierra Leone.

Stobbs, A. R. 1963. *The soils and geography of the Boliland Region of Sierra Leone*. Government of Sierra Leone.

Stromgaard, p. 1989. « Adaptive strategies in the breakdown of shifting cultivation: The case of Mambwe, Lamha, and Lala of northern Zambia ». *Human ecology* 17 (4). p.427-44.

———— 1990. « Effects of mound-cultivation on concentration of nutrients in a Zambian miombo woodland soil ». *Agriculture, ecosystems & environment* 32 (3). p.295-313.

Suret-Canale, J. 1964. *Afrique noire l'ere coloniale 1900-1945*. Editions sociales.

Swindell, K. 1974. « Sierra Leonean Mining Migrants, Their Composition and Origins ». *Transactions of the Institute of British Geographers*, 61. p.47-64.

Tchayanov, A.V. 1990 [1925]. *L'organisation de l'économie paysanne*. Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme. 344 p.

Terray, Emmanuel. 1969. *Le Marxisme devant les sociétés primitives: deux études*. Paris : Maspero. 192 p.

Thornton, J. 1981. « The demographic effect of the slave trade on Western Africa 1500-1850 ». In Collectif *African Historical Demography.* Edinburgh : Centre of African Studies.

Unruh, J., et Turray, H. 2006. *Land tenure, food security and investment in postwar Sierra Leone*. Rome : FAO. 53 p.

White, F. 1983a. Carte de végétation de l'Afrique. Carte au 1:5 000 000 e. Paris: Unesco.

———— 1983b. *La végétation de l'Afrique : mémoire accompagnant la carte de végétation de l'Afrique*. Paris: Unesco. 384 p.

Zack-Williams, A. B. 1982. « Merchant Capital and Underdevelopment in Sierra Leone ». *Review of African Political Economy* 25. p.74-82.

———— 1990. « Sierra Leone: crisis and despair ». *Review of African Political Economy* 17 (49): 22-33.

———— 1995. *Tributors, supporters, and merchant capital : mining and underdevelopment in Sierra Leone*. Aldershot, England. 239 p.

———— 1999. « Sierra Leone: The Political Economy of Civil War, 1991-98 ». *Third World Quarterly* 20 (1). p.143-162.

Zweifel, J. et Moustier, M. 1881. *Voyage aux sources du Niger.* Paris : Société de géographie. 164 p.

Liste des acronymes

A	Actif
ABC	Agricultural Business Centre
ADMS	Alluvial Diamond Mining Scheme
AFRC	Armed Forces Revolutionary Council
BATCo	British And American Company
CI	Consommation Intermédiaire
ECOMOG	Economic Community of West African States Ceasefire Monitoring Group
FAO	Food and Agriculture Organization
FBO	Farmer-Based Organisation
IADP	Integrated Agricultural Development Project
JT	Jour de Travail
MAF	Ministry of Agriculture and Forestry (ex-MAFFS)
MAFFS	Ministry of Agriculture, Forestry and Food Security
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PB	Produit Brut
PC	Paramount Chief
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RA	Revenu Agricole
RLTDC	Rokel Leaf Tobacco Development Company (Rokel)
RUF	Revolutionary United Front
SC	Système de Culture
SCP	Smallholder Commercialization Programme
SHOG	Small-Holder and Out-Growers
SLIEPA	Sierra Leone Investment and Export Promotion Agency
SLPMB	Sierra Leone Producer Marketing Board
SP	Système de Production
UC	Unité de Consommation
VA (B/N)	Valeur Ajoutée (Brute / Nette)

Glossaire des termes limba sella utilisés dans le texte

Les termes marqués d'une étoile (*) renvoient à une autre entrée du glossaire. Nous avons retranscrits les termes limba avec les conventions des manuels de limba pour le niveau primaire : ɛ se prononce comme dans « v**e**ste », ŋ, est un « n » long, u se prononce [ou].

Banka : Maison. Désigne aujourd'hui aussi les individus qui travaillent ensemble sous l'autorité d'un homme ou d'une femme, c'est-à-dire le groupe domestique.

Chiefdom : Unité administrative élémentaire en Sierra Leone. Chaque chiefdom est dirigé par un *Paramount Chief* doté de pouvoir important.

Gbonkoŋ : Bosquet d'arbres puissants, associé à un village (mɛti*). Les gbokoŋ ne sont pas les reliques d'une végétation originelle mais sont constitués de nombreuses essences plantées ou sub-spontannées.

Hutolo : « Petit essart », désignait les parcelles, contiguës au tembuy* cultivées par les cadets, sous l'autorité éventuellement de leur mère. Aujourd'hui peut désigner les parcelles individuelles des membres subalternes des groupes domestiques.

Koma : Grand-mère paternelle ou maternelle.

Komonɛ : Affins.

Kubo : Bas-fond.

Kuboli : Savane. Peut désigner les savanes herbeuses du sud de la Sella Limba ou les savanes arborées des marges du chiefdom. A l'est, en dialecte biriwa, on distingue les kuboli kuwatɛ (« des hommes ») et les kuboli kuyɛrɛmɛ (« des femmes ») en fonction de leur composition botanique et des pratiques associées.

Kudaba : Houe utilisée pour le labour des bas-fonds.

Kuru kuru : Littéralement « en cercle », désigne, dans les anciens villages situés dans les bosquets villageois, l'agencement des maisons. Il correspondait alors au groupe domestique défini comme l'ensemble des actifs travaillant dans une même parcelle sous l'autorité de l'aîné. Dans les villages actuels, les kuru kuru désignent les « quartiers » des lignages lasiri* mais ne correspondent plus à des unités de production.

Kusala : Houe de manière générale que l'on distingue par sa taille (kuboy, grande, huyete, petite) et par sa fonction (kumandi, pour les bas-fond, kumogɛ, pour arracher, etc.).

Kututi : Part de la récolte de riz en nature que les usagers membres des patrilignages thahinɛ* doivent remettre aux aînés des patrilignages lasiri*, qui leur attribuent un droit d'usage sur la terre.

Lasiri : Désigne tous les descendants en filiation patrilinéaire des fondateurs d'un village donné. Il existe généralement 2 à 3 lignages lasiri dans chaque villageDans le centre de la Sella Limba, les membres des patri-lignages lasiri se définissent comme de véritables autochtones, sans autre origine connue. Dans les marges du chiefdom, les lasiri sont plutôt les primo-arrivants, puisqu'ils indiquent une origine précise et reconnaissent une autorité antérieure sur le territoire qu'il occupe.

Lubu : Cuvette inondée, couramment appelé boliland en krio (pour désigner la cuvette elle-même ou la région où elles caractérisent le paysage).

Mɛti : Village, constitué de deux à trois kuru kuru*.

Pan : Récipient en plastique servant à la mesure des semences en Sella Limba. 1 pan équivaut à environ 12 cups.

Sini : Nom de clan, ou « surname » en anglais. Il en existe un nombre limité. On hérite du sini de son père, et tous les membres d'un patrilignage donné portent donc le même sini.

Sisa : Neveu utérin ou oncle utérin. Il est courant pour un enfant d'être élevé par son sisa, c'est à dire dans le village et la maison d'origine de sa mère.

Somba : Grosse marmite en fonte utilisée pour faire cuire le repas du soir. Désigne également les individus qui partage au quotidien ce repas. Une banka* peut-être composé de plusieurs somba.

Tembuy : « Grand essart » où tous les membres du kuru kuru* contribuait au travail. La récolte issu du tembuy était contrôlé par l'aîné.

Thahinɛ : Désigne tous les individus, et leurs descendants en filiation patrilinéaire, qui ont été accueillis par les membres des patrilignages lasiri*. On peut parler, par opposition, d'allochtones. Souvent descendants d'un neveu utérin adopté par son oncle, les thahinɛ sont souvent considérés collectivement comme les sisa* des lasiri*.

Thakay : Couverts arborés denses cultivés en abatis-brûlis, associés à une palmeraie subspontannée dense.

Waya wayaŋ : Forêt claire, constituée de quelques essences, associée dans les paysages des marges de la Sella Limba à des graminées géantes.

Liste des cartes

Carte 1 : Localisation de la région étudiée.....8
Carte 2 : Localisation de la Sella Limba sur la carte géologique (simplifiée) de la Sierra Leone au 1 : 1 000 000.....17
Carte 3 : Localisation de la Sella Limba sur la carte des grandes régions physiques de la Sierra Leone.....18
Carte 4 : Le relief de la Sella Limba.....20
Carte 5 : Densité de population en Sella Limba et dans les chiefsdoms voisins en 2004 et « végétation arborée » en 1979.....35
Carte 6 : Le peuplement de la Sella Limba.....67
Carte 7 : Le zonage agro-écologique de la Sella Limba.....78
Carte 8 : Localisation des groupes ethniques, dialectals et des chiefdoms voisins à la Sella Limba.....88
Carte 9 : Infrastructures nationales avant les années 1950 et accès au marché pour les paysans sella limba.....137
Carte 10 : Extrait de la carte de végétation de la Sierra Leone au 1:500 000 réalisée à partir de photographies aériennes de 1975-1976.....216
Carte 11 : Répartition des entretiens réalisés en Sella Limba entre 2007 et 2011.....619

Liste des figures

Toutes les photographies sont de l'auteur, sauf mention particulière.

Fig. 1: Transect d'un versant.....21
Fig. 2: Bosquets villageois.....45
Fig. 3: Recrûs arborés denses de différents âges.....47
Fig. 4: Savanes herbeuses billonnées.....53
Fig. 5: Continuum savane forêt – claire.....56
Fig. 6: Bas-fonds (kubo).....60
Fig. 7: Cuvette inondable (lubu).....61
Fig. 8: Un versant de la zone agro-écologique nord.....69
Fig. 9: Un versant de la zone agro-écologique sud.....71
Fig. 10: Une cuvette et ses bordures dans la zone agro-écologique Ouest.....73
Fig. 11: Marges Est de la Sella Limba.....76
Fig. 12: Structure de la population à Kamawanka (saison des pluies 2010).....106
Fig. 13: Les patrilignages du village de Kamawanka.....109
Fig. 14: Représentation des rapports entretenu par un individu thahinɛ avec les lignages lasiri

.....111
Fig. 15: Relations de parenté entre les Samura de Kamawanka et les autres patrilignages du village.....111
Fig. 16: Plan du village de Kamawanka et de ses kuru kuru à l'heure actuelle.....114
Fig. 17: Les deux kuru kuru de Kamawanka dans les années 30-40.....115
Fig. 18: Les outils utilisés dans le centre de la Sella Limba durant la première moitié du XXe siècle.....117
Fig. 19: Calendrier de travail de la riziculture d'abattis-brûlis avant les années 50.....120
Fig. 20: Kusala et kusala kumogɛ.....146
Fig. 21: Emplacements des photographies aériennes (figures 22 à 25) et des images satellites en fonction des zones agro-écologiques.....161
Fig. 22: Photographie aérienne (1958) et image satellite (2012) de la zone agro-écologique Sud.....165
Fig. 23: Photographie aérienne (1958) et image satellite (2012) de la zone agro-écologique Nord.....167
Fig. 24: Photographie aérienne (1958) et image satellite (2012) de la zone agro-écologique Est 169
Fig. 25: Photographie aérienne (1960) et image satellite (2012) de la zone agro-écologique Ouest.....171
Fig. 26: Kusala et kudaba.....174
Fig. 27: Kupopo et dambasan : deux grands types de machettes en Sella Limba.....175
Fig. 28: Un bas-fond encore cultivé en abattis-brûlis (parcelle après le brûlis).....177
Fig. 29: Aménagement des bas-fonds dans les années 50-60.....178
Fig. 30: Calendrier de culture d'abattis-brûlis et de riziculture inondée dans les années 50-60 180
Fig. 31: Kusala et kusala kubohi.....184
Fig. 32: Infrastructures nationales à partir des années 1950, accès au marché pour les paysans sella limba et développement des activités minières.....197
Fig. 33: Charte généalogique des Samura de Kamawanka, y compris les « absents ».....205
Fig. 34: Un fumoir à feuilles de tabac dans un village en Sella Limba aujourd'hui.....228
Fig. 35: Calendrier de culture de la riziculture d'abattis-brûlis, de la riziculture inondée et de la tabaculture sous contrat avec la Rokel.....238
Fig. 36: Alternance culture sur billon, culture à plat.....258

Fig. 37: Associations culturales dans une parcelle d'arachide.....262
Fig. 38: Aménagements des bas-fonds par les paysans : différenciation périphérie / centre dans les parcelles.....268
Fig. 39: Économie des processus productifs.....290
Fig. 40: Rotation typique de l'abattis-brûlis en Sella Limba (SC1).....304
Fig. 41: Une parcelle après un bon brûlis.....307
Fig. 42: Cycles des principales cultures associées au riz.....309
Fig. 43: Itinéraire technique du SC1 (abattis-brûlis).....317
Fig. 44: Rotation typique des parcelles billonnées dans les savanes du sud de la Sella Limba (SC2).....320
Fig. 45: Rotation typique des parcelles billonnées dans les savanes du sud de la Sella Limba (SC2).....321
Fig. 46: Arrosage des pépinières protégées par les frondes de palmiers et piment sur billon.323
Fig. 47: Séchage du piment (et de céréales au second plan) sur glacis de séchage en ciment après la récolte.....324
Fig. 48: Itinéraire technique du SC2 (piment sur billon // riz ...).....326
Fig. 49: Ouverture du milieu et exploitation des « savanes des femmes » (SC3).....332
Fig. 50: Parcelle ouverte en 2010 dans la savane arborée.....333
Fig. 51: Itinéraires techniques pour l'ouverture du continuum savane arborée / forêt claire..336
Fig. 52: Arrachage de la « savane des femmes » à la houe en début de saison sèche.....338
Fig. 53: Itinéraires techniques du SC3.....339
Fig. 54: La transformation de l'huile de palme dans une palmeraie.....343
Fig. 55: Farine de manioc grillé sur une poêle en bidon de récupération.....344
Fig. 56: Rotation des systèmes de riziculture inondée dans l'est de la Sella Limba.....349
Fig. 57: Rotation des systèmes de riziculture inondée du sud de la Sella Limba.....349
Fig. 58: Labour d'un bas fond à la houe « kudaba ».....351
Fig. 59: Construction des billons de compostage dans une parcelle de bas-fonds.....351
Fig. 60: Préparation des brins de riz à repiquer.....353
Fig. 61: Itinéraire technique du système de riziculture inondée « défriche-labour » (SC4a). .355
Fig. 62: Itinéraire technique du système de riziculture inondée « billon de compostage » (SC4b).....356
Fig. 63: Rotations du système de riziculture inondée des cuvettes inondées (SC5).....360
Fig. 64: Parcelle dans une cuvette inondée.....362

Fig. 65: Itinéraire technique de l'exploitation des cuvettes inondées (SC5).....364
Fig. 66: Typologie des systèmes de culture caractérisés.....376
Fig. 67: Calendrier des opérations techniques du système de production de la zone Nord.…401
Fig. 68 : Répartition de la surface cultivée, du temps de travail et de la VA entre les systèmes de culture et les cultures pour le système de production de la zone Nord.....401
Fig. 69:Calendrier des opérations techniques du système de production de la zone Sud.....405
Fig. 70 : Répartition de la surface cultivée, du temps de travail et de la VA entre les systèmes de culture et les cultures pour le système de production de la zone Sud.....405
Fig. 71: Barrière dans la raphiale qui longe le bas-fond et piège à aulacode dans la barrière 409
Fig. 72:Calendrier des opérations techniques du système de production de la zone Est.....410
Fig. 73 : Répartition de la surface cultivée, du temps de travail et de la VA entre les systèmes de culture et les cultures pour le système de production de la zone Est.....410
Fig. 74:Calendrier des opérations techniques du système de production de la zone Nord.….414
Fig. 75 : Répartition de la surface cultivée, du temps de travail et de la VA entre les systèmes de culture et les cultures pour le système de production de la zone Nord.....414
Fig. 76: Orpaillage dans les bas-fond.....416
Fig. 77: Marchand de diamants de l'époque de la ruée vers le diamant (2004-2005).....418
Fig. 78: Bâche plastique utilisée pour le séchage.....443
Fig. 79: Distillation d'alcool de maïs et transformation de l'huile de palme.....443
Fig. 80: Foulage des drupes au pied pour l'extraction de l'huile de palme.....448
Fig. 81: Droit d'attribution et droit d'usage des bas-fond dans le centre de la Sella Limba.…459
Fig. 82: Multiplicité des droits sur la progéniture.....517
Fig. 83 : Partage de la VA dans le cas du groupe domestique de Fodey Kargbu, Kanatara (cas d'étude n°6, voir encadré n°23).....528
Fig. 84: Terres arables et terres disponibles/ d'après la SLIEPA.....545
Fig. 85: Coût du travail dans les campagnes d'après la SLIEPA.....547

Liste des tableaux

Tab. 1: Essences identifiées dans les recrûs arborés denses (thakay).....47
Tab. 2: Tableau récapitulatif des facettes agro-écologiques en Sella Limba.....63
Tab. 3: Tableau récapitulatif des zones agro-écologiques en Sella Limba.....79
Tab. 4: Monogynie et polyginie à Kamawanla.....107
Tab. 5: Intensification par le travail avec l'adoption de la riziculture inondée.....187
Tab. 6: Intensification par le travail avec l'adoption du billonnage des bas-fonds.....241
Tab. 7: Facettes agro-écologiques et systèmes de culture identifiés en Sella Limba.....296
Tab. 8: Complexe cultural du riz en Sella Limba.....309
Tab. 9: Performances économiques du SC1.....319
Tab. 10: Performances économiques du SC2.....329
Tab. 11: Performances économiques de l'ouverture des forêts claires.....337
Tab. 12: Performances économiques du SC3.....340
Tab. 13: Productivité du travail de la transformation des régimes des palmiers en huile de palme.....346
Tab. 14: Productivité du travail de la transformation du manioc frais en farine.....346
Tab. 15: Performances économiques du SC4a et du SC4b.....358
Tab. 16: Performances économiques du SC5.....365
Tab. 17: Modes d'exploitation des zones agro-écologiques en Sella Limba.....386
Tab. 18: Estimation de la valeur calorique et monétaire de la ration alimentaire en Sella Limba 493
Tab. 19: Rendements des cultures principales en Sella Limba (données utilisées pour le calcul

à l'échelle des systèmes de culture et des systèmes de production).....628
Tab. 20: Rendement des palmeraies plantées et des palmeraies sub-spontanées.....629
Tab. 21: Rendements des cultures associées les plus courantes en Sella Limba (données utilisées pour le calcul à l'échelle des systèmes de culture et des systèmes de production)....629
Tab. 22: Prix courants (2011 et 2007) des principales productions agricoles en Sella Limba630
Tab. 23: Expression en unités internationales de masse des unités locales utilisées en Sella Limba pour les principales cultures.....631
Tab. 24: Expression en unités internationales de masse des unités locales utilisées en Sella Limba pour la commercialisation de l'huile de palme.....632
Tab. 25: Consommations intermédiaires des principales cultures en Sella Limba.....633
Tab. 26: Temps de travail des opérations culturales (1) : de la préparation à l'entretien des parcelles.....635
Tab. 27: Temps de travail des opérations culturales (1) : récolte et transformation.....636
Tableau 28: Exemple de calcul de la VA pour un groupe domestique.....645
Tab. 29: Coût de la mobilisation de la force de travail en Le/JT, achat de journées, invitation hors récolte et pendant les récoltes.....653
Tableau 30: Calcul du surplus potentiel dans le cas des systèmes de production de chaque zone agro-écologique.....654
Tableau 31: Exemple de calcul du RA pour un groupe domestique.....656

Listes des graphiques

Graphique 1 : Pluviométrie et température en Sella Limba.....23
Graphique 2 : Evolution de la densité de population en Sierra Leone et en Sella Limba.....33
Graphique 3 : Production et importation de riz en Sierra Leone (en milliers de tonnes équivalent paddy).....33
Graphique 4 : Evolution des prix relatifs entre 1960 et 1996 (exprimé en Le de 1960, indice 100 en 1980).....223
Graphique 5 : Evolution des prix relatifs entre 1996 et 2011 (exprimé en Le de 2011, indice 100 en 2000).....274
Graphique 6 : Comparaison de la productivité du sol (période de recrû exclue) des différents systèmes de culture présentés.....373
Graphique 7 : Comparaison de la productivité du sol (période de recrû incluse) des différents systèmes de culture présentés.....374
Graphique 8 : Comparaison de la productivité journalière du travail des différentes systèmes de culture et de transformation présentés.....375
Graphique 9 : Productivité nette globale du travail : Valeur Ajoutée Nette par actif total (A') et par an des systèmes de production.....425
Graphique 10 : Productivité nette globale du travail en fonction de la surface mobilisée (période de recrû exclue) par les systèmes de production et les groupes domestiques.....426
Graphique 11: Productivité nette globale du travail en fonction de la surface mobilisée (période de recrû comprise) par les systèmes de production et les groupes domestiques.....427
Graphique 12 : Instabilité des prix relatifs au niveau local entre 2007 et 2011.....430

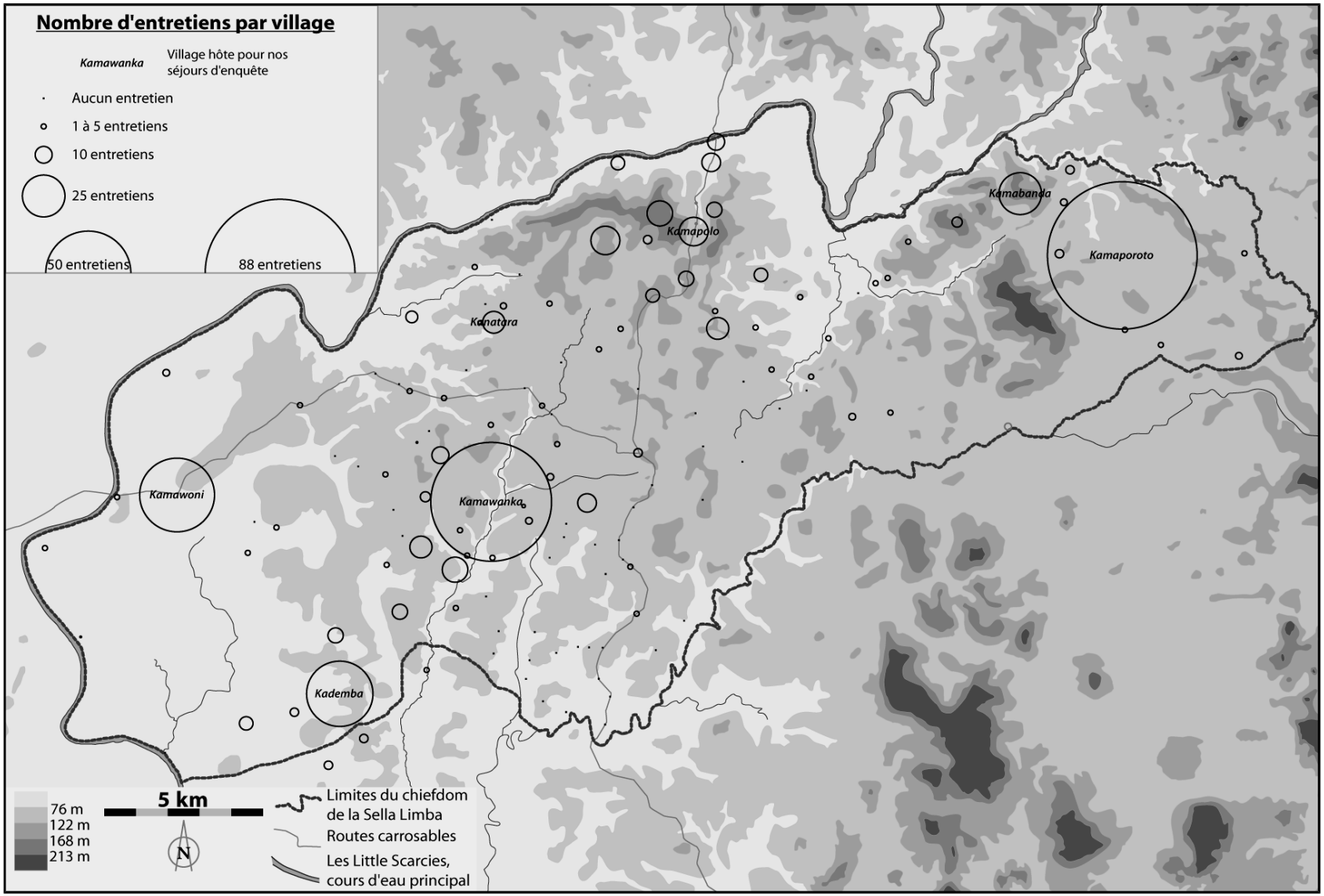
Graphique 13 : Comparaison de la VAN par actif des des systèmes de production avec les rapports de prix 2007 et 2011 (en leone 2011).....432
Graphique 14 : Reproduction simple et reproduction élargie des groupes domestiques (voir graphique 9 et figure 39). Exemple du système de production de la zone Sud.....497
Graphique 15 : Représentation de l'échantillon des groupes domestiques étudiés en fonction des ressources consacrées, par actif domestique, à la captation de force de travail entre mai et août.....501
Graphique 16: Revenu Agricole par actif domestique en fonction des ressources consacrées à la captation de force de travail par actif domestique.....502
Graphique 17 : Part de l'auto-consommation dans le RA en fonction du RA par actif domestique.....504
Graphique 18 : Revenu Total par actif domestique en fonction des ressources consacrées à la captation de force de travail par actif domestique.....506
Graphique 19 : Surplus par actif domestique en fonction des ressources consacrées à la captation de force de travail par actif domestique.....510
Graphique 20 : Représentation de l'échantillon des groupes domestiques étudiés en fonction du nombre d'Unités de Consommation (UC, voir définition page 495) par Actif domestique 512
Graphique 21 : Représentation de l'échantillon des groupes domestiques étudiés en fonction du nombre d'actifs domestiques.....522
Graphique 22 : Ressources consacrées à la captation de force de travail entre mai et août en fonction du nombre d'actifs domestiques.....523
Graphique 23 : Nombre d'enfants à charge en fonction du nombre d'actifs domestiques.....524

Annexes

1 Entretiens études de cas des groupes domestiques

Entre mars 2007 et décembre 2011, nous avons réalisé environ 544 entretiens en Sella Limba. Certains, portés sur des questions précises, ne duraient qu'une trentaine de minutes. D'autres, lors desquels un grand nombre de sujets étaient abordés, étaient plus longs, une demi-journée voire plus.

Les entretiens étaient réalisés à l'occasion de séjours d'enquêtes de 2 semaines à quelques mois au cours desquelles nous rayonnions autour du village où nous étions accueillis. Si nos hôtes ont été choisis par les communautés villageoises elles-mêmes, nous avons choisi les villages hôtes notamment en fonction de leur position par rapport au zonage agro-écologique que nous avons constitué progressivement (chapitre 1). La carte ci-dessous (carte 11, infra) localise les villages hôtes et représente le nombre d'entretiens que nous avons réalisé dans chaque village de Sella Limba.



Carte 11 : Répartition des entretiens réalisés en Sella Limba entre 2007 et 2011

Réalisation : Augustin Palliere. Source : Enquêtes. Fond de carte : (Directorate of Overseas Surveys 1963)

Nous avons ensuite classé ces entretiens en trois grandes catégories :

- 462 entretiens ont permis l'analyse de paysage (chapitre 1), l'analyse historique (chapitre 2 et 3) et l'analyse des pratiques (chapitre 4, section 2) mais qui n'ont pas été exploités directement pour les études de cas des groupes domestiques ;

  Parmi ces entretiens, 83 (notés dans les cahiers A1b à A101) ont été réalisés de mars à juin 2007 dans le cadre d'un diagnostic agraire en binôme avec Marie Jolivel qui a donné lieu à la rédaction d'un mémoire de DAA à l'AgroParisTech (Jolivel et Palliere, 2007). 75 entretiens (numérotés A105 à A228 dans les cahiers) ont été réalisés de mars à juin 2008 pour un nouveau diagnostic agraire (Palliere, 2008). Enfin, 304 entretiens (compris dans les entrées 1 à 410 des cahiers) ont été réalisés entre décembre 2009 et décembre 2011 dans le cadre de la présente thèse. 27 % de ces entretiens ont été réalisés avec des femmes. Cette proportion est en fait plus importante car bien souvent une entrée dans les cahiers correspond avec des entretiens avec plusieurs membres du groupe domestique, dont les épouses ou les filles du chef du groupe.
- les entretiens qui ont été utilisés pour ces études de cas (chapitre 4 section 3 et chapitre 5) ;

  La liste des entrées (50) dans les cahiers est reprise dans le tableau qui suit. De nouveaux, le nombre de personne interrogées est plus important puisque les entretiens les plus courts avec certains membres des groupes domestiques ne correspondent pas toujours à une entrée spécifique dans les cahiers.
- enfin, les entretiens spécifiques (32 entrées) avec des commerçants, des représentants de l'administration coutumière, des éleveurs peuls, etc.

Liste des entretiens réalisés pour les études de cas des groupes domestiques

Nom des personnes rencontrées par groupe domestique	Village	Date entretiens	N° dans les cahiers
Pa Adikali Ma Fudia Bangura Ma Sali	Kabumbo	6 juin 2007	A81
Ma Satan Pa Umaru Samura	Kabumbo	27 juin 2008 11 octobre 2011 29 octobre 2011	A211 370
Pa Siman Bangura Pa Alpha Bangura	Kadabi	23 mai 2008	A187
Pa Alhadji Ma Marie	Kadabi	16 juin 2008 19 juin 2008	A200
Pa Nabi	Kafugumba	23 mai 2008	A201
Pa Alusine Ma Yele	Kafugumba	8 juillet 2008	A223
Pa Ousmane Samura Ma Sayo Ma Fere Pa Momo Samura Pa Isa Samura Pa Ibrahim Samura Ma Aisata	Kamafufe	26 octobre 2011 27 octobre 2011	379
Pa Saio Cisse Ma Awa Bangura	Kamafure	4 septembre 2011 5 septembre 2011 26 mai 2007	A59
Pa Abdulay Conteh Pa Momodu Ma Awa	Kamagbaio	1 juin 2007 2 juin 2007 5 juin 2007	A94
Pa Bala Conteh Ma Koi Turray	Kamakodu	17 mai 2007 12 juin 2008	A69 A196
Pa Momodu Dumbuya Ma Sayo Conteh Pa Sama	Kamapolo	6 mai 2008 6 juillet 2010	A172 151a
Pa Farana Cisse Pa Ali Cisse	Kamaporoto	1 août 2010 11 novembre 2011	176 386
Ma Balu Pa Salufo Cisse	Kamaporoto	22 juillet 2010 11 novembre 2011	164 387
Pa Dauda Cisse Ma Saio Bangura Pa Dauda Cisse	Kamaporoto	19 juillet 2010 31 juillet 2010 14 novembre 2011	157 174 399
Pa Suriba Conteh Pa Seyma Conteh	Kamaporoto	31 juillet 2010 12 novembre 2011	173 389
Pa Conson Turray Ma Awa Ma Yaba Conteh Ma Mariama Bangura	Kamaporoto	31 décembre 2010 12 novembre 2011	300 389a
Pa Karim Bangura Ma Neni	Kamaporoto	20 avril 2010 27 décembre 2010 13 novembre 2011	103 290 390

Pa Fodey Bangura	Kamaporoto	5 février 2010	
Pa Mansu Bangura		30 juillet 2010	33
Pa Alpha		1 janvier 2011	171
Ma Daba Turray		15 novembre 2011	302
Ma Mariama		14 novembre 2011	391
Pa So		15 novembre 2011	395
		16 novembre 2011	
Pa Salufo Samura	Kamaporoto		
Ma Sita		31 décembre 2010	301
Ma Awa		14 novembre 2011	396
Ma Adama		15 novembre 2011	
Pa Mohamed Samura			
Pa Bureh Bangura	Kamaporoto	13 novembre 2011	394
Ma Adama Conteh		16 novembre 2011	
Pa Suri Conteh	Kamaporoto	13 novembre 2011	392
Ma Yumbo Cisse		15 novembre 2011	
Pa Musa Conteh	Kamaporoto	30 décembre 2010	296
		15 novembre 2011	393
Ma Adama	Kamaporoto	18 juillet 2010	156
Pa Amisa Bangura		21 juillet 2010	162
Pa Ibrahim Bangura		30 octobre 2010	253
		21 septembre 2011	363
Pa Amara Kargbo	Kamawanka	13 octobre 2010	229
Ma Yele		25 novembre 2011	401
Ma Binti Bangura	Kamawanka	8 décembre 2010	281
Pa Adikali Dumbuya		26 novembre 2011	402
Pa Kahuta			
Pa Momo Samura	Kamawanka	11 octobre 2010	
Pa Sama Samura		9 décembre 2010	225
Ma Tene Bangura		26 novembre 2011	287
Ma Cati Conteh		27 novembre 2011	403
Pa Saidu Samura			
Pa Bala Cisse	Kamawanka	4 décembre 2010	112
Ma Yino		27 novembre 2011	407
Pa Momo Bangura	Kamawanka	27 avril 2010	112
Ma Mimuna		27 novembre 2011	407
Ma Abi			
Pa Momodu Kargbo	Kamawoni	26 juillet 2011	341
Ma Salimatu Camara		31 juillet 2011	313
Ma Kaidiatu Turray		25 août 2011	333
Ma Marie Dumbuya		24 août 2011	338
Pa Amadu Kargbo		3 septembre 2011	347
Pa Alassane Cisse	Kamawoni	20 août 2011	324
Ma Marie Turray		21 août 2011	327
Pa Sati Cisse		5 septembre 2011	326
Ma Aisatu Bari		20 septembre 2011	350
Ma Demon Cisse			358
Pa Momo Cisse	Kamawoni	6 septembre 2011	353
Pa Mansu Cisse		19 septembre 2011	356
Pa Fodey Samura	Kamawoni	3 août 2011	318
Ma Balu		25 août 2011	339
Ma Fatu			
Ma Adama Samura	Kamawoni	4 août 2011	322
Pa Saidu Kargbo			

Pa Samuel Kargbo Ma Camara Pa Ousmane Kargbo Pa Abdulay Kargbo	Kamawoni	22 août 2011	329
Pa Suri Turray Ma Sapa Ma Kadiatu	Kamawoni	23 août 2011	332
Pa Abu Conteh Ma Yele Samura	Kamawoni	23 août 2011 5 septembre 2011	332 352
Pa Sama Camara Ma Mimuna Kargbo Ma Sayo Bangura	Kamawoni	4 septembre 2011 5 septembre 2011	348
Pa Mohamed Camara Pa Mohamed Camara	Kamete	18 juin 2008 25 juin 2008 26 juin 2010 21 octobre 2010	A204 150 241
Pa Soko Samura Ma Salimatu	Kamete	25 mai 2008	A189
Pa Sine Ma Cati Dumbuya Ma Yino Turray	Kamule	24 juin 2008	A205
Pa Kande Kargbo Pa Unisa Kargbo Ma Santu Conteh	Kanatara	29 octobre 2011 24 novembre 2011	384 400
Pa Fodey Kargbo Ma Binti Dumbuya Pa Santigi Kargbo Pa Siman Kargbo Ma Sayo	Kanatara	26 octobre 2011 28 octobre 2011	380
Pa Santigi Conteh Ma Adama	Kanatara	28 octobre 2011	381
Pa Alassane Ma Marie Ma Aminata	Kasasi Bakatempeh	17 juin 2008	A202
Pa Sie Dumbuya Ma Fatu Dumbuya	Kasasi Bamanko	9 octobre 2011 16 octobre 2011	368
Ma Binti Bangura Pa Sama Cisse Ma Adama Conteh	Kasasi Bamanko	16 octobre 2011 18 octobre 2011	368 372
Pa Kalifa Kargbo Ma Wende Conteh Ma Koni Pa Alaji Kargbo	Kasasi Bamanko	19 octobre 2011	376
Pa Suri Kargbo Pa Momo Pa Saidu	Kasegea	17 mai 2007	A69
Pa Fodey Bangura Ma Condeh Bangura	Kategeya	16 mai 2007 17 mai 2007 28 mai 2007	A55
Ma Dura Pa Abu Turray Ma Tira Ma Sayo	Katumpeh	8 juin 2007 8 septembre 2011	A84 355
Pa Amadu Dumbuya Ma Sali	Kayasi	29 octobre 2011	383

Ma Fudia Ma Binti Ma Fudia	Kayenkele	4 juillet 2008 6 juillet 2008	A219
Pa Mickael Conteh Ma Yeneba	Kamaporoto	11 octobre 2011 12 novembre 2011	306 388
Pa Adikali Samura Pa Sati Samura	Kamawanka	27 novembre 2011 28 novembre 2011	403 404
Pa Alpha Conteh Ma Cati	Kamawanka	10 octobre 2010 29 novembre 2011	220a 405

2 Calculs des performances économiques à l'échelle des systèmes de culture et des systèmes de production

Nous indiquons dans cette annexe toutes les hypothèses utilisées pour la caractérisation technique et économique des systèmes de culture et de production présentée au chapitre 4.

2.1 A l'échelle des systèmes de culture

2.1.1 Méthodes et hypothèses des calculs des performances économiques à l'échelle des systèmes de culture.

Pour le calcul de la Valeur Ajoutée Brute (VAB) au niveau des systèmes de culture, on évalue d'abord le Produit Brute (PB) puis on retranche les consommations intermédiaires.

Rappel : Valeur Ajoutée Brute (VAB)

VAB = PB – CI

PB = quantité produite *[unité physique]* x prix *[unité monétaire/unité physique]*

CI = semences x prix des semences

La VAB est calculée pour toutes les associations de cultures en rotation du système de culture

Calcul du Produit Brut (PB)

Pour le calcul du PB des systèmes de culture on mesure la production physique puis on estime la valeur monétaire de ces productions.

Quantité physique produite : rendements des cultures :

Pour évaluer les rendements (quantité physique par unité de surface), nous avons combiné quelques mesures directes, de nombreuses mesures indirectes et nous nous sommes assurés de la cohérence de nos données avec les calendriers de trésorerie et d'alimentation à l'échelle du groupe domestique. Pour prendre en compte l'aléa de la production agricole, quand nous disposions de suffisamment de données, trois niveaux de rendement ont été définis : année moyenne, bonne et mauvaise (tableaux 20 et 21).

Mesures directes des rendements de céréales

Nous n'avons pas employé la méthode des « carrés de rendement » pour les mesures directes des rendements en céréale (voir discussion chapitre 4, section 2). Notre méthode diffère pour les bordures des parcelles récoltées par les femmes et pour le cœur de la parcelle, récoltée par les hommes.

Dans le cas des bordures, récoltes par les femmes : à la fin de la récolte, après 3 ou 4 heures, on mesure la surface récoltée (entre 100 et 200 m² généralement). Le plus souvent la paysanne foule au pied sa récolte immédiatement. Nul besoin normalement de vanner cette récolte : ce riz sera consommé dans les heures qui viennent. Mais pour les besoins de la mesure nous devions procéder au vannage. On mesure la production en *cup* de riz paddy (180 g de paddy / *cup*).

Pour les récoltes des hommes (cœur de parcelle, grenier) : à la fin d'une journée de *kune* (vers 17 h environ), on mesure la portion récoltée et l'on compte pour cette portion le nombre de gerbes laissées au sol (entre 1000 et 1500 / ha en fonction de la taille des gerbes). Rendez vous est pris ensuite pour le jour où le propriétaire de la parcelle parque les gerbes (deux semaines après au minimum). Avec son accord on bat donc 10 gerbes prises au hasard dans la parcelle. On vanne, et on compte le nombre de *cup* / gerbe, pris comme la moyenne du nombre de *cup* de paddy par gerbe (de 2 à 4 *cup* / gerbe généralement). On en déduit le rendement sur la portion récoltée par la *kune*.

	Bonne année	Année moyenne	Mauvaise année	
Riz *(kg paddy / ha)* Après une longue période de recrû (recrû arboré ou savane arborée)	1265	866	363	
Riz *(kg paddy / ha)* Après une courte période de recrû (savane herbeuse)	720	485	218	
Riz inondé *(kg paddy / ha)* bas-fond ou cuvettes inondées	2045	1337	661	
Arachide *(kg coque / ha)*	1036	899	248	
Fonio *(kg non décortiqué / ha)* Dans toutes conditions	574	466	371	
Petit piment *(kg piment sec / ha)*	223	162	100	Évalué grâce à la durée des travaux de récolte (1 jour de travail ≈ 20 kg de piment frais ≈ 2,2 kg de piment sec)
Gros piment *(kg piment frais / ha)*	2400	1920	480	
Tabac *(kg de feuilles traitées équivalent « PX » / ha)*	373	300	222	Évalué grâce aux récépissés de la compagnie NADECO. L'équivalence entre les feuilles de qualité différente est calculée sur la base des prix proposé par la compagnie.
Manioc pluvial *(kg de tubercule frais / ha)*	9600	4800	2400	Source : MAFFS 2005 et FAO 1994
Manioc cultivé en bas-fond *(kg de tubercule frais / ha)*	4800	2400	1200	Hypothèse : Deux fois moins que le manioc pluvial
Rendement de la transformation du manioc en farine *(kg de farine / kg de tubercules)*	32 %			

Tab. 19: Rendements des cultures principales en Sella Limba (données utilisées pour le calcul à l'échelle des systèmes de culture et des systèmes de production)
Sources : enquêtes

Palmeraies plantées	
arbres / ha	150
régimes / arbre	5
kg huile / régime	0,54
= kg d'huile / ha	≈ 405
Palmiers à huile sub-spontannés	
arbres / ha, recrûs arborés	50
arbres / ha, savanes herbeuses	25
arbres / ha , bordures des bas-fonds (zone est)	100
régimes par arbre et par an	3
kg d'huile par régime	0

Tab. 20: Rendement des palmeraies plantées et des palmeraies sub-spontanées
Sources : enquêtes

	Bonne année	**Année moyenne**	**Mauvaise année**	
Sorgho *(kg non décortiqué / ha)* Dans parcelle de riz ou arachide	349	235	106	Les autres céréales associées (maïs et mil chandelle) sont beaucoup moins importantes dans les parcelles
Sorgho *(kg non décortiqué / ha)* Dans parcelle de fonio	144	117	93	Hypothèse : - 25 % car environ -25 % de sorgho semé dans le fonio
Pois Cajan *(kg / ha)* Dans parcelles de riz ou de fonio	-	19	-	
Pois Cajan *(kg / ha)* Dans parcelles d'arachide	-	87	-	
Sésame *(nombre de « cup » / ha)* Dans toutes parcelles	-	59	-	

Les autres cultures associées observées (tomates, concombre, aubergines, amarantes, etc. voir tableau 8, chapitre 4) ne sont pas cultivées systématiquement. Étant données la faiblesse de la production et de leur valeur monétaire nous ne les avons pas prises en compte.

Tab. 21: Rendements des cultures associées les plus courantes en Sella Limba (données utilisées pour le calcul à l'échelle des systèmes de culture et des systèmes de production)
Sources : enquêtes

Prix des produits agricoles :

Pour évaluer la valeur monétaire des productions il faut rechercher le prix s'approche le plus de leur coût d'opportunité. Pour les productions en grande partie auto-consommées (céréales, manioc, régime d'huile de palme, …) , il est pertinent de considérer la moyenne sur l'année du prix au village. Si une telle production venait à manquer, c'est à ce prix qu'il est nécessaire de se la procurer. Pour les productions en grande partie destinées à la commercialisation, nous prenons le prix à la récolte, période durant laquelle la majorité des producteurs écoulent leur production.

Les prix dans le tableau 22 (infra) suivant sont donnés en leones courants (1 €2011 ≈ 5500 Le et 1 €2007 ≈ 4090 Le)

	Prix 2011	Prix 2007	
Riz (et toutes les autres céréales) *(Le / kg paddy)*	2535	1170	Moyenne du prix du riz décortiqué importé en gros à Kamakwie (sac de 50 kg) et en dé tail dans les villages (« cup » de 280 g) Moyenne sur l'année (1 relevé par mois) x 0,65 kg paddy / kg de riz décortiqué
Arachide *(Le / kg coque)*	2386	1364	Prix offert dans les villages à la récolte (septembre)
Petit piment *(Le / kg sec)*	8430	6322	Prix offert dans les villages à la récolte (septembre – novembre)
Gros piment *(Le / kg frais)*	1875	885	Moyenne des prix offerts en août (1/3 de la production) septembre et octobre (2/3 de la production)
Tabac *(Le / kg feuilles traitées eq « PX »)*	5294	4412	Prix offert par la compagnie aux producteurs sous contrat pour les feuilles du meilleur grade (« PX »)
Manioc frais *(Le / kg manioc frais)*	256	123	Moyenne sur l'année (1 relevé par mois)
Farine de manioc *(Le / kg)*	1186	568	Moyenne sur l'année (1 relevé par mois)
Huile de palme *(Le / kg)*	3988	1948	Prix offert au village en saison sèche
Régime (palmiers sub-spontannés) *(Le / régime)*	0728	317	Moyenne sur l'année (1 relevé par mois)
Pois Cajan *Le / kg)*	1419	710	Prix à la récolte (mars)
Sésame *(Le / cup)*	2000	667	Prix à la récolte (octobre)

Tab. 22: Prix courants (2011 et 2007) des principales productions agricoles en Sella Limba
Sources : enquêtes

Unités locales :

Les paysans n'utilisent pas les unités internationales de masse mais des unités de volume locales ou britanniques. Il a donc été nécessaire d'établir une table de conversion. Pour les unités locales (*cup*, *pan*), cette table de conversion n'est valable, *a priori*, que pour la région étudiée et que pour les années 2007-2011. Nous avons pu constater que le volume des contenants a plusieurs fois changé dans l'histoire, sans que leur nom ne change nécessairement (« *the pan was bigger at that time* ... »). La *cup* semble être utilisée dans tous les marchés sierra-léonais pour le commerce en détails des produits alimentaires. Le *pan* est utilisé au sein des groupes domestiques, notamment pour les semences. Son volume peut être différent d'un village à l'autre et nous indiquons ici le *pan* le plus habituellement utilisé en Sella Limba, le « cereal rubber ».

		Cup	**Pan**	**Bushel (Impérial)**	**« Bag »**
	Volume (ℓ)	*0,33*	*3,3*	*36,4*	*54,6*
Poids (kg)	**Riz blanc**	0,28	-	-	50
	Paddy	-	2,52	21	32
	Fonio (non décortiqué)	-	2,07	-	-
	Farine de Manioc	0,22	-	-	65
	Arachide (coque)	-	1,47	-	-
	Arachide (graine)	0,23	2,48	-	-
	Piment Sec	-	1,01	-	-
	Pois Cajan	0,28			

Tab. 23: Expression en unités internationales de masse des unités locales utilisées en Sella Limba pour les principales cultures

Nous n'indiquons la correspondance que si l'unité de mesure est utilisé en Sella Limba pour la culture correspondante (les Sella Limba ne mesurent jamais, par exemple, le paddy en « cup », ni le riz décortiqué en « pan »).

Sources : enquêtes

Le piment vendu frais (gros piment) est vendu dans un *pan* spécifique, plus gros (8 kg de piment environ) ou dans des sacs d'oignons récupérés (1 *oignon bag* = 4 *pans* environ = 32 kg). Le tabac est acheté au poids par les commerçants. Le manioc frais est vendu par « tas »

de 5 à 10 racines dont le poids peut varier fortement. Les céréales associées (sorgho, maïs et le mil chandelle) ne sont jamais mesurées par les paysans. Enfin, les unités utilisées pour l'huile de palme sont spécifiques :

	Pint	**Gallon**	**Container**
Volume (ℓ)	0,33	4,55	22,5
Poids en huile de palme			

Tab. 24: Expression en unités internationales de masse des unités locales utilisées en Sella Limba pour la commercialisation de l'huile de palme
Sources : enquêtes

Consommations intermédiaires

Pour déterminer la VAB, il est nécessaire, enfin, de retrancher les Consommations Intermédiaires (CI) au PB. En Sella Limba, il s'agit essentiellement de la valeur des semences. Dans le tableau 25 (infra) nous indiquons la quantité de semences utilisées en moyenne par unité de surface (ha).

Les sella limba n’utilisent pas d’unité de surface proprement dite. Par contre, la plupart des paysans comptent la quantité de semences mises en culture. Établir l’équivalent surface d’une certaine quantité de semences exprimée en unité locale suppose donc de réaliser une série de mesures directes à l’aide d’un ruban à mesurer ou d’un GPS, ce que nos interlocuteurs ont, dans la plupart des cas, accepté.

		unité par ha	densité	
Riz	pluvial	kg / ha	43	
	Repiqué, bas-fond	kg / ha	106	
	repiqué, cuvette	(dans la parcelle)	52	
Arachide		kg (coque) / ha	164	
Fonio		kg / ha	26	
Petit piment	savane herbeuse	cup / ha	45	Les semences sont récupérées dans les fruits secs avant que les fruits secs soient vendus, sans perte de produit
	recrû arboré		20	
Gros piment			30	Il faut détruire 5 kg de fruits frais pour récupérer une cup de semences
Tabac		sac d'engrais / ha (sac de 25 kg)	6,6	Un plant de tabac produit assez de semences pour toute la parcelle, les semences elles-mêmes ont donc un coût d'opportunité négligeable
Manioc (pluvial ou inondé)		plants / ha	Entre 10 et 15 000	Les boutures de manioc ont un coût d'opportunité nul

Tab. 25: Consommations intermédiaires des principales cultures en Sella Limba
Sources : enquêtes

Calcul de la productivité journalière du travail

Rappel : Productivité journalière du travail (PtéWj)

PtéWj = VAB / ΣJT

VAB exprimée en unité monétaire ;
ΣJT : Somme des jours de travail nécessaires pour les itinéraires techniques de toutes les associations de culture en rotation du systèmes de culture

Pour calculer la productivité journalière du travail (PtéWj), il faut connaître les temps de travail des opérations techniques depuis la préparation de la parcelle jusqu'à la récolte et éventuellement la transformation. Évidemment, pour une opération donnée, les données sont très variables d'une parcelle à l'autre en fonction de l'état de la parcelle et de la condition des travailleurs. Nous avons distingué, à chaque fois qu'il était pertinent de le faire, les différentes facettes agro-écologiques.

Pour la plupart des opérations, nous avons mesuré la durée des travaux à l'occasion de journée de travail en *kune*. le système de groupe de travail étant assez réglementée, il était commode de demander « combien de personnes sont venues pour telle opération ? » avant de mesurer la surface de la parcelle travaillée.

Le tableau 26 indique les temps de travaux, exprimés en jour de travail par hectare (JT/ha), des principales opérations techniques, de la préparation à l'entretien des parcelles. Il s'agit souvent d'opérations communes aux itinéraires techniques de nombreuses cultures dans de nombreux systèmes de culture.

Le tableau 27 indique les temps de travaux, exprimés le plus souvent en quantité de produit par jour de travail, de la récolte et de la transformation des principales cultures.

Calcul de la productivité du sol

Rappel : Productivité du sol, période de recrû exclue (PtéS1)

PtéS1 = VAB / n

VAB exprimée en unité monétaire ;
n : nombre d'années de culture consécutives

Productivité du sol, période de recrû comprise (PtéS2)

PtéS2 = VAB / (n+N)

VAB exprimée en unité monétaire ;
n+N : nombre d'années de culture consécutives + nombre d'années de recrû spontané

A ce niveau, la caractérisation du système de culture nous indique le nombre d'années de culture consécutives dans la rotation (n), et le nombre d'années de recrû spontané de la végétation entre deux rotations (N).

Nom (limba)	Description succincte	Facette agro-écologique	Durée de travail (JT/ha)
Amahi	Défriche / abattis (en deux temps)	Recrû arboré	25
Amahi	Défriche des bas-fond (végétation herbeuse)	Bas-fond	30
Asahi	Défriche de seconde années	Recrû arboré	10
Ti bu	Brûlis	Recrû arboré	1 à 4
Akari	Nettoyage de la parcelle après le brûlis	Recrû arboré	8 à 15
Amugu	Arrachage des graminées	Savane « des hommes »	43
		Savane « des femmes »	20
Aŋata	Billonnage	Terre pluviale	35
		Bas-fond	55
		Cuvette	25
Atuŋu	Cassage des billons	Bas-fond / cuvette	16
Agputu	Labour à la kudaba des bas-fond	Bas-fond	38
Agpusu	« demi » labour	Terre pluviale	21
Atɛli	Semis-grattage (faux semis)	Terre pluviale	17
Atumu	Semis en poquet arachide	Terre pluviale	19
	Repiquage du riz	Bas-fond / cuvette	18
	Repiquage petit piment	Terre pluviale	31
	Repiquage gros piment		21
Apuru	Désherbage (pour un passage)	Terre pluviale	Entre 10 et 25
	Construction barrière	Terre pluviale	20
	Entretien palmeraie	Palmeraie	40

Tab. 26: Temps de travail des opérations culturales (1) : de la préparation à l'entretien des parcelles
Sources : enquêtes

Riz	Récolte	kg paddy / JT	22
	Battage		60
Fonio	Récolte		32
	Battage		30
Fonio et Riz	Décorticage		20
Arachide	Récolte (arrachage)	JT / ha	19
	Egoussage	kg coque / JT	24
Petit piment	Récolte	kg sec / JT	2,2
Gros piment	Récolte	kg frais / JT	20
Tabac	Récolte des feuilles + transformation	JT / ha	≈ 100
Manioc	Récolte des racines	kg manioc frais / JT	200
	Transformation en farine	kg farine / JT	9,3
Huile de Palme	Récolte régime	régimes / JT	25
	Égrappage		38
	Extraction huile de palme	kg huile / JT	Entre 4 et 8

Tab. 27: Temps de travail des opérations culturales (1) : récolte et transformation
Sources : enquêtes

2.1.2 Détails des calculs pour les systèmes de culture et leurs variantes

Dans les pages suivantes nous détaillons les calculs économiques réalisés sur la base des hypothèses présentées ci-dessus. Les résultats sont donnés pour les prix 2011, avec des rendements moyens.

Les systèmes de cultures sont présentés dans l'ordre où ils ont été introduits dans le chapitre 4 (voir tableau 7 et graphique 6)

- Le système de culture d'abattis-brûlis des recrûs arborés denses (SC1) avec ses trois variantes :
  - (A) riz // arachide │ fonio (variante décrite dans le chapitre 4) ;
  - (B) riz (1 seule année) ;
  - (C) riz // gros piment (vendu frais) ;
- Le système de culture des savanes herbeuses (SC2), avec trois variantes :
  - (A) petit piment en première année ;
  - (B) gros piment en première année ;
  - (C) tabac en première année ;
- Le système de culture des savanes arborées (SC3), en distinguant :
  - (A) le système de culture de la savane « des femmes » ;
  - (B) l'« ouverture » de la savane selon les modalités de l'ouest de la Sella Limba ;
  - (C) l'« ouverture » de la savane selon les modalités de l'est de la Sella Limba ;
- Les deux systèmes de riziculture inondée des bas-fonds (SC4) :
  - (A) défriche – labour ;
  - (B) billonnage – mise en boue ;
- Le système de riziculture des cuvettes inondées (SC5)
- Les systèmes de transformation des produits agricoles (ST) :
  - (ST1) : extraction de l'huile de palme ;
  - (ST2) : transformation du manioc en farine (gari).

2.2 A l'échelle des systèmes de production

2.2.1 Méthode de calcul de la VAB à l'échelle des groupes domestiques

Nous indiquons comment nous avons procédé au calcul de la VA pour chaque cas d'étude de groupe domestique. Ce calcul se décompose en trois étapes :

- Composition du groupe domestique, en distinguant le nombre d'actifs domestiques (A), le nombre de consommateur (C) et le nombre d'unités de consommation (UC) ;

Rappel : Actifs domestiques (A), Consommateurs (C) et Unités de Consommation (UC)

Un membre du groupe domestique participant à une *kune* = **1 A**

Un membre du groupe domestique participant à une « student » *kune* = **1/2 A**

Un adulte travaillant hors de la *kune* = **1/2 A**

Enfants, vieillards, personnes handicapées = **0 A**

Un membre du groupe domestique (quelque soit son âge) = **1 C**

Un adulte ou un adolescent consommant 1 cup / jour = **1 UC**

Un enfant consommant 1/2 cup / jour = **1/2 UC**

Ainsi (pour un groupe domestique en particulier) C > UC

- Inventaire des parcelles cultivées par membre du groupe domestique, avec la taille de chacune des parcelles en unités locales (converties en unité internationales puis en surface, voir tableaux 23 et 25) ;
- Calcul du PB et de la VAB à l'échelle du groupe domestique, en utilisant les mêmes hypothèses de rendement et de prix que pour le calcul à l'échelle des systèmes de culture et en ajoutant la valeur de l'huile auto-consommée (voir tableau 18 du chapitre 5) en fonction du nombre d'UC.

Exemple : Groupe Domestique n°1 : Momodu Dumbuya, Kamapolo

Durant la saison des pluies 2008, le groupe domestique de Momodu Dumbuya (village de Kamapolo) rassemblait : Momodu Dumbuya lui même, qui pour une dernière année participait à la *kune*, sa femme, Sayo, leur premier fils, Sama, et enfin un enfant en bas-âge, incapable de travailler. (A = 3, C = 4, UC = 3,5).

En 2008, Momodu a cultivé essentiellement deux parcelles : une d'abatis-brûlis et une de bas fonds (. Sayo, a cultivé une parcelle d'arachide et Sama une parcelle de piment. Enfin, il y a une quinzaine d'années, Momodu a planté une petite palmeraie derrière sa maison, et lui et son fils ont billonné une parcelle en savane pour planter du manioc.

La première parcelle, par exemple, représente 18 « pans » de riz, soit 45 kg de semences,(1,05 ha). On en déduit que, dans des conditions « normales », ce groupe domestique a pu récolter 911 kg de paddy, 251 kg de céréales associées (essentiellement du sorgho) ainsi que 20 kg de pois cajan et 63 « cups » de sésame. On procède de même pour toutes les parcelles du GD. Ils cultivaient cette année là autour de 1,72 ha, soit 0,57 par actif.

La petite palmeraie permet au groupe de se fournir facilement en régime pour la cuisine quotidienne. Cependant, ce n'est pas suffisant et Sama doit régulièrement grimper aux palmiers dispersés dans la friche arborée pour que sa mère puisse les utiliser dans la cuisine quotidienne (80 régimes en plus sur l'année).

Page suivante, nous montrons le tableau utilisé pour le calcul de la VAB de ce groupe domestique. Les cases grisées correspondent aux données issues des enquêtes, les autres cases sont des données calculées sur la base des hypothèses décrites ci-dessus.

GD1 – Momodu Dumubuya (2008) – Kamapolon								
A	3	hommes	femmes					
C	4	2	1					
UC	3,5							
Parcelle 1) Friche arborée – abatis-brûlis		**Surface (ha)**	**semence (kg)**	**Récolte (Le 2011)**	**Prix (Le 2011)**	**PB (Le 2011)**	**CI (Le 2011)**	**VAB (Le 2011)**
	Recrû (ha) :	5,26						
1a) Riz (cycle court)	*Momodu*	1,05	***45***	911	2,5	2287	114	2173
autres céréales associées	*Sayo*		***13***	251	2,5	631	31	600
pois cajan associé	*Sayo*			20	1,4	28		28
sésame associé (cup)	*Momodu*			63	2,0	125		125
	Surface totale sans recrû (ha)	1,05				total 3071		total 2925
	Surface totale avec recrû (ha)	6,31						
Parcelle 2) Bas Fond (labour)		**Surface (ha)**	**semence (kg)**	**Récolte**	**Prix (Le 201)**	**PB**	**CI**	**VAB**
	Recrû (ha) :	0,12						
2a) Centre du bas fond, riz (cycle long)	***Mododu***	0,12	***13***	159	2,5	399	32	368
	Surface totale sans recrû (ha)	0,12				total 399		total 368
	Surface totale avec recrû (ha)	0,24						
Parcelles 3) Savanes		**Surface (ha)**	**semence (kg)**	**Récolte**	**Prix (Le 201)**	**PB**	**CI**	**VAB**
	Recrû (ha) :	2,94						
3a) Arachide	*Sayo*	0,16	***26***	145	2,4	345	63	282
autres céréales associées	*Sayo*		3	53	2,5	134	7	127
pois cajan associé	*Sayo*			14	1,4	20		20
sésame associé (cup)	*Momodu*			9	2,0	18		18
3b) Gros piment	*Sama*	0,03	***1***	65	1,9	122	9	113
3c) Petit piment	*Sama*	0,02	***1***	4	8,4	30		30
3d) Manioc	*Momodu*	0,20		972	0,3	249		249
	Surface totale sans recrû (ha)	0,42				total 918		total 839
	Surface totale avec recrû (ha)	3,36						
Parcelle 4) Palmeraie plantée		**Surface (ha)**	**nombre d'arbres**	**Récolte**	**Prix (Le 201)**	**PB**	**CI**	**VAB**
récolte		0,13	***20***	**100**	1,5	146		146
transformation	*Momodu*		60%	**32**	4,0	128		41
	surface totale (ha)	0,13				total 273		total 186
Exploitation palmeraie sub-spontanée			**huile consommée (kg)**	**Récolte (régimes)**	**Prix (Le 201)**	**PB**	**CI**	**VAB**
récolte pour intra-consommation			21	**80,4**	0,7	59		59
récolte pour transformation et vente	*Momodu*			**328,93**	0,7	239		239
transformation et vente	*Momodu*			**88**	4,0	351		111
						total 648		total 409
S sans recrû (ha)		**1,72**				**PB 5310**		**VAB 4727**
S recrû compris (ha)		**10,04**						

Tableau 28: Exemple de calcul de la VA pour un groupe domestique

Voir la description du groupe dans l'encadré (supra), les cases grisées correspondent aux données spécifiques au cas d'étude.

2.2.2 Détails des calculs pour les systèmes de production

Une fois déterminée la combinaison de facettes typiques de la zone agro-écologique considérée, nous déterminons, sur la base des études de cas des groupes domestiques, les proportions entre les systèmes de culture et, en leur sein entre les différentes parcelles cultivées.

Ensuite, pour chaque parcelle, nous déterminons, sur la base de la caractérisation des systèmes de culture, le nombre de jours de travail par mois consacrés aux opérations culturales ou de transformations. Nous ajoutons, enfin, le travail domestique nécessaire au décorticage des céréales ainsi qu'à l'égrappage des régimes de palmiers pour l'auto-consommation. Tous les calculs au niveau des systèmes de production sont faits par actif. Or par définition (voir chapitre 4, section 3), la somme des jours de travail par actif entre mai et septembre ne doit pas être supérieure à 100. Nous pouvons fixer ainsi, étant donné la proportion des différentes parcelles des différents systèmes de culture, la surface des parcelles cultivées par actif.

Comme pour les groupes domestique, nous pouvons ensuite calculer la VA par actif au niveau du système de production.

Les tableaux pages suivantes donnent les détails des calculs pour les 4 systèmes de production identifiés et caractérisés dans le texte.

2.2.3 Partage de la VA et calcul du Revenu Agricole (RA) des groupes domestiques étudiés

Hypothèses pour le calcul du Revenu Agricole (RA)

On considère, pour chaque groupe domestique, le partage de la VA en fonction (voir chapitre 5, section 2) :

- des dons effectués au moment des récoltes ou immédiatement après ;
- de la part de la récolte (*kututi*) qui doit être cédée à l'aîné du lignage *lasiri* ;
- de la part cédée aux commerçants pour les prêts accordés par les commerçants locaux pendant la période de soudure ;
- enfin, de la part qui est consacrée aux repas offerts au groupe de travail (*kune*) et à l'achat de journées de travail.

Dons à l'occasion des récoltes :

Ces dons se font de mère à fille, aux voisins ou encore à la famille à Freetown qui prend en charge des enfants. Ils proviennent essentiellement des parcelles de riz du chef du groupe domestique. Ils varient beaucoup d'un groupe à l'autre et d'une année sur l'autre. Surtout, les producteurs ne tiennent pas compte de ce qui est donné. Aussi il est très difficile d'estimer une proportion moyenne fiable des récoltes qui sont données. Il est néanmoins essentiel de prendre en compte cette part de la VA pour estimer le RA réel dont dispose les producteurs.

En considérant les calendriers d'alimentation, la surface des parcelles cultivées et les rendements moyens, nous avons estimé qu'environ 30 % de la production brute était cédée. Cette proportion croît probablement avec la taille des parcelles, mais nous ne sommes pas parvenus à une estimation plus fiable.

De la même manière, une part de la production en huile de palme est cédée aux membres de la famille qui résident en ville. Nous avons estimé qu'elle correspondait à 20 % de la production d'huile de palme en saison sèche.

Nous considérons que seul le chef du groupe domestique procède à des dons. Aucune autre parcelle les siennes ne sont mise à contribution.

Part de la récolte cédée comme kututi :

Conformément à nos observations, nous considérons que seul les chefs des groupes domestiques des lignages *thahine* cèdent un *kututi*. Ce *kututi* est de 12 à 24 *pans* de paddy (25 à 50 kg) en fonction des villages. Par ailleurs, nous avons également précisé qu'en fonction des rapports entretenus avec l'aîné du lignage *lasiri*, un producteur pouvait céder une part moins importante de sa récolte. Nous avons pris en compte les différences entre village, mais pas les différences à l'échelle d'un village. Dans tous les cas, le *kututi* ne représente qu'une faible part de la VA.

Part cédée aux commerçants :

Les commerçants achètent une partie des production sur pied en payant un prix qu'ils espèrent inférieur au prix à la récolte. Dans les calculs à l'échelle des groupes domestiques, nous considérons que la différence entre le prix d'achat et le prix à la récolte correspond à une part de la VA cédée aux commerçants.

Une part du paddy est parfois vendue à la récolte à un prix inférieur au prix moyen auquel les paysans achètent le riz décortiqué pour leur auto-consommation. Nous considérons également cette différence comme un transfert de VA au profit des commerçants.

Achat et vente de journées de travail, invitation de travailleurs :

Il faut distinguer la période de la préparation des parcelles et de l'implantation des cultures de celle des récoltes.

Pour la première période, les personnes interrogées nous ont indiqué le nombre de travailleurs « invités », c'est-à-dire à qui un repas avait été offert, le nombre de journées de travail achetées et vendues.

Le prix d'une journée de travail est remarquablement stable d'un village à l'autre. On retranche cette somme de la VA en faisant l'hypothèse que les journées de travail sont toujours échangées contre de l'argent. Le prix des repas offert est déduit « à la source » en nature pour l'huile et le riz et en monétaire pour les condiments. Le revenu tiré de la vente des journées de travail est considéré comme du revenu non-agricole, puisqu'il ne correspond pas à la vente ou l'auto-consommation de productions agricoles.

Pour les récoltes, nous avons déduit le nombre de travailleurs invités pour récolter les parcelles de riz et d'arachide des surfaces cultivées et des rendements moyens. En plus du repas offert (pour les hommes dans les parcelles de riz), nous avons comptabilisé les « cadeaux » qui sont faits aux travailleurs à l'occasion de la récolte, du battage du riz et de l'égoussage des arachides.

	Achat de Journées de Travail (Le / JT)	**Invitation des travailleurs (Le / JT)**		**Arachide (Le/JT)**
		hors récolte	pendant les récoltes	Pour les récoltes
Monétaire	5000	630 (condiments)	En plus du repas (2260 Le/JT), chaque travailleur reçoit l'équivalent de 2 cups	1 pan coque par journées consacrée à la récolte et à l'égoussage
Riz	-	1000 (1 cup / travailleur)		
Huile de palme	-	630 (1/3 pint / travailleur)		
Total	5000	2260	4260	2386

Tab. 29: Coût de la mobilisation de la force de travail en Le/JT, achat de journées, invitation hors récolte et pendant les récoltes
Sources : enquêtes

Partage de la VA, calcul du RA et du surplus pour les systèmes de production

Nous avons d'abord fait le calcul du Revenu Agricole et du Surplus pour les systèmes de production caractéristiques de chaque zone agro-écologique. Pour ces calculs nous avons considérés que les dons ; le *kututi ;* et le coût de la mobilisation des travailleurs pendant la période des récoltes (en fonction de la surface cultivée en riz et en arachide).

Nous considérons, pour le calcul du surplus, qu'un actif (A) correspond à 1,9 « Unité de Consommation », ce qui correspond à la moyenne dans nos cas d'étude. Nous donnons page suivante le détail des calculs pour les 4 systèmes de production modélisés.

ZONE SUD (voir graphique 14, chapitre 5)		
VA	**2529**	
Achat / Vente Force de travail Part cédée aux commerçants	x	(1)
Dons en nature	214	(2)
Kututi	113	(3)
Repas des travailleurs pendant les récoltes	31	(4)
« Cadeaux » aux travailleurs pendant les récoltes	68	(5)
RA	**2103**	
Seuil de « survie »	1573	(6)
SURPLUS (millier Le / actif / an)	**530**	

ZONE NORD		
VA	**3424**	
Achat / Vente Force de travail Part cédée aux commerçants	x	(1)
Dons en nature	439	(2)
Kututi	113	(3)
Repas des travailleurs pendant les récoltes	75	(4)
« Cadeaux » aux travailleurs pendant les récoltes	104	(5)
RA	**2692**	
Seuil de « survie »	1573	(6)
SURPLUS (millier Le / actif / an)	**1120**	

ZONE EST		
VA	**2883**	
Achat / Vente Force de travail Part cédée aux commerçants	x	(1)
Dons en nature	652	(2)
Kututi	113	(3)
Repas des travailleurs pendant les récoltes	105	(4)
« Cadeaux » aux travailleurs pendant les récoltes	109	(5)
RA	**1903**	
Seuil de « survie »	1573	(6)
SURPLUS (millier Le / actif / an)	**331**	

ZONE OUEST		
VA	**3284**	
Achat / Vente Force de travail Part cédée aux commerçants	x	(1)
Dons en nature	480	(2)
Kututi	113	(3)
Repas des travailleurs pendant les récoltes	61	(4)
« Cadeaux » aux travailleurs pendant les récoltes	52	(5)
RA	**2578**	
Seuil de « survie »	1573	(6)
SURPLUS (millier Le / actif / an)	**1006**	

(1) Dans les modèles de système de production on considère un actif agricole (A') qui ne capte ni ne cède de force de travail à l'extérieur du groupe domestique. A ce stade du raisonnement on considère également qu'il n'a pas recours à des emprunts pendant la soudure
(2) 30 % de la récolte brute de riz et 20 % de l'huile transformée
(3) 45 kg de paddy
(4) 1 cup riz + 1 pint + 600 Le / travailleur pour la récolte et le battage de la parcelle de riz
(5) 2 cup riz / travailleur pour la récolte et le battage de la parcelle de riz + 1 pan coque / travailleuse pour la récolte et l'égoussage de la parcelle arachide
(6) 828 milliers Le / UC x 1,9 UC / A' (voir tableau 18, chapitre 5)

Tableau 30: Calcul du surplus potentiel dans le cas des systèmes de production de chaque zone agro-écologique

Partage de la VA, calcul du RA et du surplus pour les cas d'étude des groupes domestiques

Le calcul du RA a été fait pour chaque cas d'étude de groupe domestique. On donne ici un exemple :

Exemple : Groupe Domestique n°1 : Momodu Dumbuya, Kamapolo

En 2008, seul Sama a participé à 5 tours d'une *kune* de 12 membres. 4 fois le repas a été offert aux travailleurs (deux fois pour la défriche, 2 fois entre mai et août), et une *kune* a été vendue. Momodu a vendu une *kune* de 15 membres et n'a jamais offert de repas à sa *kune*.

Si l'on prend en compte les travailleurs mobilisés pour les récoltes des parcelles de riz et d'arachide (calculés), ce groupe domestique a consacré 106 kg paddy, 13 kg d'arachide et 11 kg d'huile pour les repas offerts aux travailleurs sur leurs parcelles.

Il faut également retirer de la VA les 50 kg de paddy cédé par Momodu à l'aîné du lignage *lasiri* et la part cédé aux commerçants (notamment 4 *pans* d'arachide et le surplus de paddy).

GD1 – Momodu Dumubuya (2008) – Kamapolon							
A	*3*	*hommes*	*femmes*				
C	*4*	*2*	*1*				
UC	*3,5*						
	Février – Avril	Mai - Août	Septembre-Janvier	Total			
Jours de travail invités	***24***	***24***	66	114			
JT achetés				0			
JT vendus		***27***		27			
Ressources consacrées à la captation de force de travail entre mai et août (milliers Le)				**-80,78**			
Partage VA et calcul du RA							
Céréales	Récolte Nette	Don	*kututi*	Repas travailleurs	Part engagée	Auto-conso	Surplus
Riz pluvial	***865***	273	***50***	106			
Riz bas-fond	***146***					687	185
Céréales associées	***290***						
Prix	*2,5*	*2,5*	*2,5*	*2,5*	*1,7*	*2,5*	*2,0*
Valeur (milliers Le)	3268	686	127	265		1725	368
Arachide	Récolte Nette	Don	*kututi*	Repas travailleurs	Part engagée	Auto-conso	Surplus
	118			13	***4***	63	38
Prix	*2,4*	*2,4*	*2,4*	*2,4*	*1,0*	*2,4*	*2,4*
Valeur (milliers Le)	282	0	0	31	5	150	96
Piment	Récolte Nette	Don	*kututi*	Repas travailleurs	Part engagée	Auto-conso	Surplus
Gros piment	***60***						60
Petit piment	***4***						4
Prix piment frais	***2***		1,9	1,9	0,6		1,9
Prix piment sec	***8***		8,4	8,4	3,5		8,4
Valeur (milliers Le)	***143***						143
Prix	*33*					*22*	*11*
	1,4					*1,4*	*1,4*
Valeur (milliers Le)	48					32	16
Manioc	Récolte Nette	Don	*kututi*	Repas travailleurs	Part engagée	Auto-conso	Surplus
	972					315	657
Prix	*0,3*	*0,3*				*0,3*	*0,3*
Valeur (milliers Le)	249	0				81	168
Sésame	Récolte Nette	Don	*kututi*	Repas travailleurs	Part engagée	Auto-conso	Surplus
	72						72
Prix	*2,0*						*2,0*
Valeur (milliers Le)	143						143
Huile de palme	Récolte Nette	Don	*kututi*	Repas travailleurs	Part engagée	Auto-conso	Surplus
régimes	160					160	
Huile stockée	***120***	24		11			85
prix régime	*0,7*					*0,7*	
prix huile	*4,0*	*4,0*		*4,0*			*4,0*
Valeur (milliers Le)	595	96		45		117	337
en milliers de Le	VA	Don	Kututi	force de travail	commerçants	**Auto-conso**	**Monétaire**
	4727	782	127	414	102	**2104**	**1199**
						RA total	**3303**
					- seuil « survie »		**2897**
					SURPLUS		**406**
					PAR ACTIF		**135**

Tableau 31: Exemple de calcul du RA pour un groupe domestique

Voir la description du groupe dans l'encadré (supra), les cases grisées correspondent aux données spécifiques au cas d'étude